Le Monde

10F numéro spécial

www.lemonde.fr

57e ANNÉE – N° 17693 – 10,00F - 1,52 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE – VENDREDI 14 DÉCEMBRE 2001 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

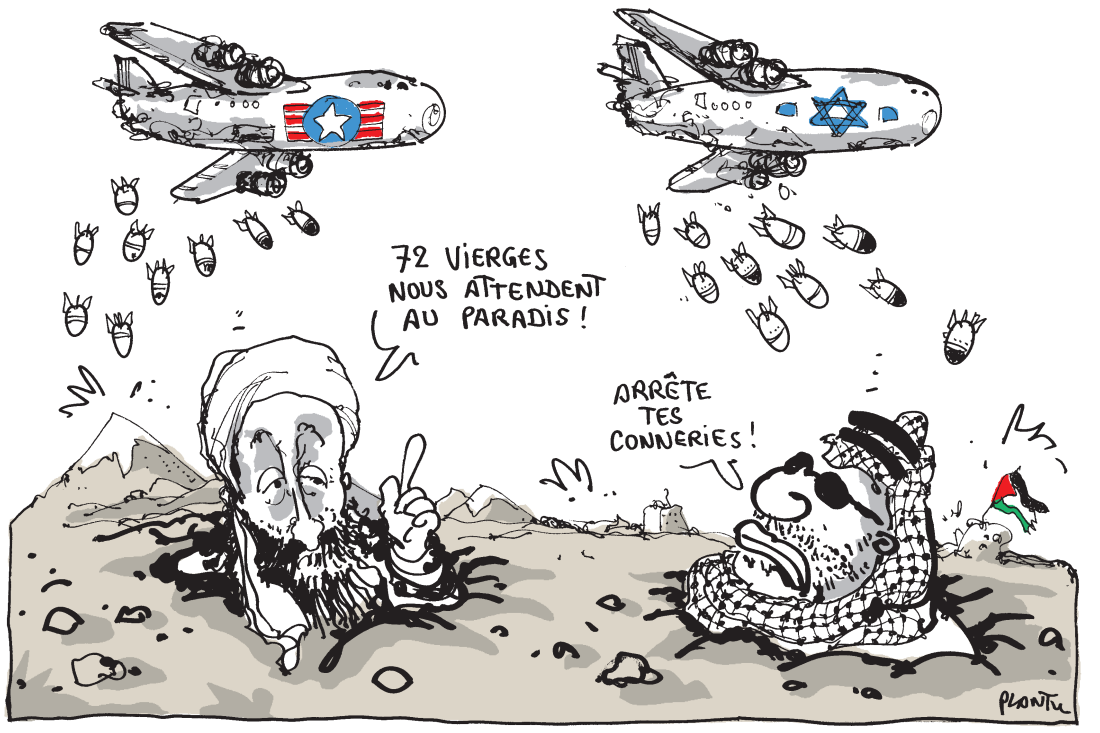
Une guerre s'éloigne, une autre s'installe

● En Afghanistan, les ultimes combats de Tora Bora contre les fidèles de Ben Laden marquent la fin de la guerre contre les talibans ● Au Proche-Orient, l'après-11 septembre a connu une aggravation dramatique de l'affrontement israélo-palestinien ● Ariel Sharon rompt tout contact avec Yasser Arafat après de nouveaux attentats ● Un numéro spécial sur les inconnues d'un monde bouleversé

SOMMAIRE

● **Notre supplément :** Dans un cahier spécial, *Le Monde* revisite la crise internationale ouverte par les attentats du 11 septembre. Ces 100 jours qui ont ébranlé le monde : 32 pages pour comprendre, apprendre et se faire son opinion. Notre cahier spécial

● **Le conflit au Proche-Orient :** L'après-11 septembre s'est traduit par une accentuation dramatique du conflit israélo-palestinien. Après un nouvel attentat-suicide, mercredi, revendiqué conjointement par le Hamas et par une branche militaire du Fatah, Ariel Sharon a décidé de « *rompre tout contact avec Yasser Arafat* ». Dans un entretien exclusif au *Monde*, Ouzi Landau, ministre israélien de la sécurité intérieure, déclare : « *Il ne faut pas exclure le renvoi de Yasser Arafat à Tunis.* » Notre enquête sur les fragilités de l'Autorité palestinienne. p. 2 et 3



● **La guerre contre Al-Qaida :** La campagne militaire en Afghanistan s'est parfois accompagnée de ce que les militaires nomment des « *dommages collatéraux* ». Selon notre enquête sur place, les deux mois de frappes ont fait au moins un millier de victimes civiles. A Tora Bora, une offensive contre les fidèles de Ben Laden met fin aux négociations de reddition, refusées par les Etats-Unis. Renforcé par la crise, le président Bush n'oublie pas ses projets intérieurs. L'acte d'accusation du Français Moussaoui détaille la préparation des attentats. p. 4 à 6

● **Horizons - Analyses et Débats :** L'analyse d'André Fontaine, notre éditorial, les points de vue. p. 15 et 16

● **Communication :** Notre enquête sur le traitement du Proche-Orient par les médias communautaires en France. p. 22

► www.lemonde.fr/dossier-special

CAHIER SPÉCIAL

100 jours de guerre

Depuis le 11 septembre, *Le Monde* a consacré plusieurs centaines de pages à la crise internationale ouverte par les attentats contre les Etats-Unis. Articles factuels, reportages, enquêtes, portraits, dossiers, analyses, débats, éditoriaux, cartes, photos, etc. : tous les genres journalistiques ont été utilisés pour vous aider à comprendre. En 32 pages, notre cahier spécial revisite ces 100 jours qui ont ébranlé le monde. Lire notre supplément

2002 : le RPR et la justice

LE BUREAU politique du RPR a officiellement abandonné, mercredi soir 12 décembre, l'idée de l'indépendance des procureurs. Adoptant les propositions sur la justice du député Patrick Devedjian, les dirigeants du parti de Jacques Chirac ont ainsi tourné la page d'une réforme lancée, en 1996, par le président de la République lui-même, sous la pression des « affaires ». Après avoir porté de vives critiques contre la loi sur la présomption d'innocence, le RPR et l'UDF paraissent avoir renoncé à demander son abrogation : ils ne proposent plus désormais que des ajustements au texte adopté le 15 juin 2000.

Lire pages 8 et 9

► www.lemonde.fr/securite

D'un début de siècle à l'autre, les habits neufs du vieil Hugo

MAIS qui est donc ce Victor Hugo dont on va nous parler plus que de raison en 2002, deux cents ans après sa naissance ? Le vieux poète barbu qui a ennuyé les écoliers, la figure de grand homme un peu poussiéreuse dont on rappelle sans cesse les funérailles nationales devenues immense manifestation populaire ? Ou bien ce « Roi soleil de la littérature » dont une grosse biographie retrace aujourd'hui la jeunesse tempétueuse, ou encore ce révolutionnaire que Jean-François Kahn célèbre avec un ton épique, une fougue contagieuse ? Homme-torrent, charriant les pépites avec une impétuosité qui décourage parfois, il est en tout cas de ces figures qui, aujourd'hui, manquent. Comme si le costume du vieil Hugo, figure tutélaire d'une République laïque qui illustra ses billets en francs par son auguste visage de grand-père barbu, était taillé trop ample pour trouver son repreneur...

Les débuts de siècle seraient-ils particulièrement difficiles ? Alors que l'on s'apprête à commémorer le bicentenaire de la naissance de l'écrivain, à Besançon, le 26 février 1802, la formule fameuse du poète sur « *ce siècle* [qui] *avait deux ans* », en pleine tourmente politique – il s'agissait alors de « *clore* » l'épisode révolutionnaire et de restaurer la paix sur un continent déchiré par dix ans de guerres « *fratricides* » – résonne de façon troublante, du début du XIXe siècle à la première année du XXIe. Fils d'un général d'empire, fidèle de ce « *Napoléon* [qui] *perçait sous Bonaparte* » consul, Hugo ne prit pas part à cette tourmente, même si l'écho en resurgit un demi-siècle plus tard, lorsque le retour du césarisme, incarné par le neveu du l'empereur, le prince-président Louis-Napoléon Bonaparte, bafoua une nouvelle fois les principes de libertés publiques et de démocratie politique qui fondaient la mémoire de la Révolution.

On a vu ces jours-ci à quel point l'anniversaire du coup d'Etat du 2 décembre 1851, d'où naquit, moins d'un an plus tard, le Second Empire, passait inaperçu, malgré l'ampleur de l'enjeu qu'il représente, deux ans après le bicentenaire du 18 Brumaire. Il fallait la force prométhéenne d'un Hugo pour réveiller les consciences contre « *Napoléon le Petit* » : « *Liez une veine, vous avez la maladie ; entravez un fleuve, vous avez l'inondation ; barrez l'avenir, vous avez les révolutions* » ! Cet Hugo visionnaire inspire sans cesse, poète aujourd'hui décliné en bandes dessinées ou en anthologie illustrée, cité souvent, relu plus rarement cependant. Et si l'actualité hugolienne, si fournie, d'étude inédite en édition nouvelle, de colloque universitaire en programmation théâtrale, donnait l'envie de revenir au verbe – et au message – de cette « *légende de son siècle* » ? Reprendre le texte, juste le texte, qui claque parfois comme un cri d'enthousiasme, une déclaration de foi tonique qui désarme les moroses et les tièdes, insuffle l'élan vital qui disqualifie les résignations, prêche l'insoumission contre les convenances qui réduisent l'homme. A quelques jours de l'entrée en vigueur de l'euro, écoutons le jeune écrivain : « *Moi, je demande l'Europe, et je ne regretterai pas la France* ». Est-il meilleur visionnaire que ce somnambule magnifique ?

Philippe-Jean Catinchi

Lire dans « Le Monde des livres » le dossier sur le bicentenaire de Victor Hugo

LINDH FAMILY SFC/AP

ENQUÊTE SUR UNE ÉNIGME

Le taliban américain

Agé de vingt ans, John Philip Walker Lindh a été capturé le 1er décembre en Afghanistan, aux côtés de combattants d'Al-Qaida. Qui est ce jeune Américain (*sa photo enfant*) ayant grandi dans un milieu tolérant, en Californie, et converti à l'islam le plus rigide ? p. 14

Les grands patrons et la gauche

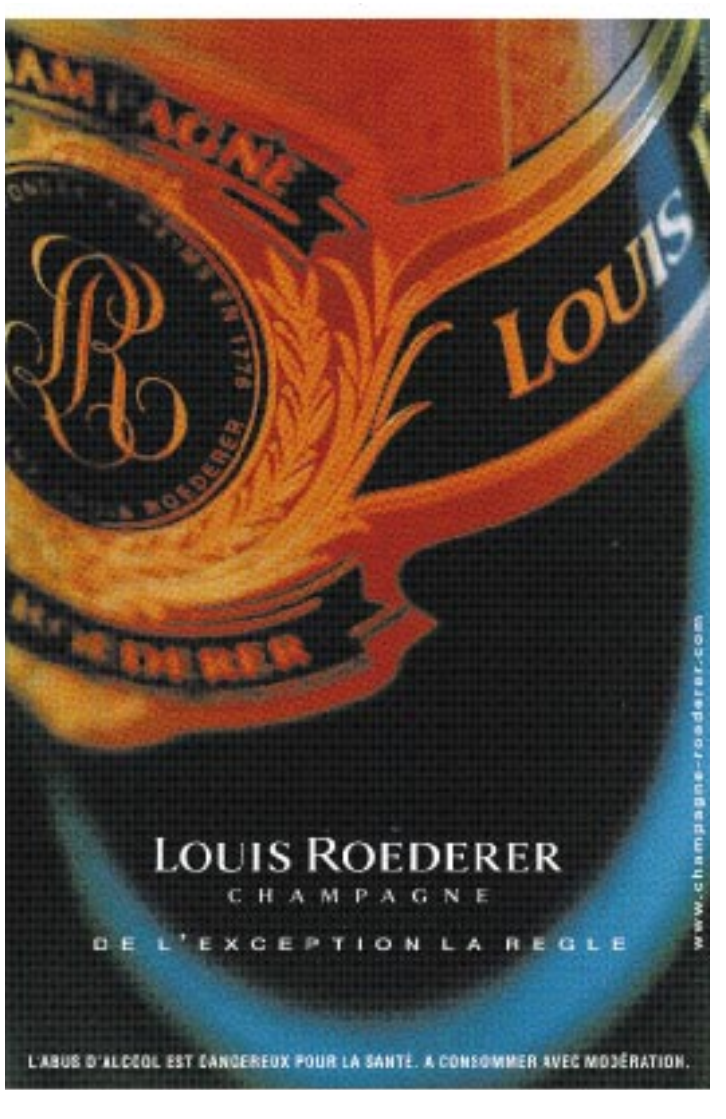
BERTRAND COLLOMB

LE PDG de Lafarge devait être élu, jeudi 13 décembre, à la présidence de l'AFEP. Cette nomination intervient alors que les grands patrons reprochent de plus en plus amèrement à Lionel Jospin de ne pas les écouter.

Lire pages 18 et 19

Afrique CFA, 1 100 F CFA ; Algérie, 35 DA ; Allemagne, 3,5 DM (1,79 €); Antilles-Guyane, 12 F (1,83 €); Autriche, 30 ATS (2,18 €); Belgique, 60 FB (1,49 €); Canada, 3 $ CAN ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 300 PTA (1,80 €) ; Grande-Bretagne, 1,25 £ ; Grèce, 600 DR (1,76 €); Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3 500 L (1,81 €) ; Luxembourg, 60 FL (1,49 €); Maroc, 12 DH ; Norvège, 16 KRN ; Pays-Bas, 4 FL (1,81 €) ; Portugal cont., 300 ESC (1,50 €) ; Réunion, 12 F (1,83 €) ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,90 FS ; Tunisie, 1,80 DT ; USA (NY), 2,50 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 1214 - 10,00 F - 1,52 €



POINT DE VUE

La démocratie en péril à Laeken

par Jean-Pierre Chevènement

AUX questions posées par l'élargissement de l'Union européenne et les réformes institutionnelles, le sommet de Laeken se prépare à répondre, dans une totale opacité, par une fuite en avant vers des choix de type fédéral, à l'insu des peuples européens, et plus particulièrement du nôtre, chloroformé par la cohabitation.

L'élargissement, ouvert autant à la Roumanie et à la Bulgarie qu'à la Pologne ou à la Hongrie, est souhaitable depuis que les peuples de l'Europe centrale et orientale ont repris en main leur destin. Il périme l'option fédérale proposée avec obstination par M. Fischer puis par M. Schröder. Or ceux-ci n'ont pas renoncé à imposer, fût-ce à une « *avant-garde* », c'est- à-dire à une Europe-moignon, un modèle d'organisation où l'Allemagne voit naturellement l'extension du sien propre.

C'est tout le sens de la conférence intergouvernementale inscrite par le traité de Nice à l'horizon 2004, conférence que doit préparer une convention sur l'avenir de l'Europe dont le sommet de Laeken va fixer la composition, l'organisation et les missions.

La France aborde cette échéance capitale à reculons, sans projet clair, avec le souci essentiel de ne pas paraître « isolée ». Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour deviner que la présidence belge se fera le relais des propositions du chancelier allemand : le Conseil deviendrait une simple deuxième Chambre, la Commission serait érigée en exécutif de l'Union, son président élu, et le processus de codécision avec le Parlement européen généralisé. Ce serait un total renversement du schéma institutionnel issu des traités européens fondateurs et de la légitimité elle-même.

Lire la suite et le point de vue d'Helmut Kohl page 17.
Lire aussi nos informations page 7

Jean-Pierre Chevènement, *ancien ministre, député (MDC) du Territoire de Belfort, est candidat à l'élection présidentielle de 2002.*

► www.lemonde.fr/presidentielle2002

AFP

CHAHINE ET REDFORD

Deux regards sur les USA

Deux cinéastes et comédiens donnent, dans des entretiens au *Monde*, leur avis sur « l'après-11 septembre ». Chahine l'Egyptien estime que Hollywood et la Maison Blanche « *n'ont jamais été aussi fortement liés* », et Redford l'Américain, acteur et réalisateur engagé, affirme que « *Hollywood ne doit pas être l'instrument de propagande de Washington* ». p. 32

International	7	Aujourd'hui	27
France	8	Météorologie-Jeux	30
Société	11	Culture	32
Régions	13	Guide culturel	34
Horizons	14	Carnet	35
Entreprises	18	Kiosque	36
Communication	22	Abonnements	36
Tableau de bord	23	Radio-Télévision	37

GUERRE **Les autorités israéliennes ont décidé de mettre un terme à toute relation avec le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, à la suite de trois attentats qui ont tué dix Israéliens en Cisjordanie, et fait quatre blessés dans la bande de Gaza, mercredi 12 décembre. ● M. ARAFAT est *« politiquement hors jeu »*, ont déclaré les responsables israéliens. Le ministre de la justice a toutefois précisé qu'Israël n'avait pas l'intention de s'attaquer *« à la personne »* du chef palestinien. ● TSAHAL a procédé, dans la nuit de mercredi à jeudi, à une série de représailles en s'en prenant à des bâtiments officiels palestiniens, notamment des bâtiments des services de sécurité et de la garde rapprochée de M. Arafat. ● ISRAËL juge insuffisante la décision annoncée par l'Autorité palestinienne de fermer les bureaux du Hamas et du Djihad islamique.**

Israël rompt tous les liens avec l'Autorité palestinienne

Le gouvernement d'Ariel Sharon a décrété Yasser Arafat « hors jeu politiquement » après des attentats qui ont tué dix Israéliens et fait plusieurs blessés. Tsahal s'est livré à des représailles intensives à l'encontre des locaux de l'administration provisoire. La bande de Gaza est divisée en trois parties par les chars israéliens

JÉRUSALEM
de notre correspondante

La riposte ne s'est pas fait attendre. Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, a décidé de *« rompre tout contact avec Yasser Arafat »* quelques heures après trois attentats perpétrés presque simultanément dans les territoires palestiniens, qui ont coûté la vie à dix Israéliens en Cisjordanie et fait quatre blessés dans la bande de Gaza, mercredi 12 décembre en début de soirée.

A l'issue d'une réunion de trois heures, le cabinet de sécurité a indiqué qu'il considérait le président de l'Autorité palestinienne, M. Arafat, *« responsable de la vague d'attentats et, par conséquent, hors jeu politiquement »*. *« Israël se défendra désormais par ses propres moyens »*, ont aussi déclaré les responsables israéliens. Lors d'une conférence de presse, le ministre de la justice, Meir Sheetrit, a ajouté : *« M. Arafat n'est plus un partenaire pour le processus de paix »*, précisant cependant qu'Israël n'avait pas *« l'intention de s'attaquer à* [sa] *personne »* ni de *« réoccuper la zone A* [sous contrôle total palestinien] *»*.

L'attentat contre un bus qui faisait la liaison entre la ville ultra-orthodoxe de Bnei Brak, dans la banlieue de Tel-Aviv, et Emmanuel, une colonie israélienne de 3 000 habitants proche de la grande implantation d'Ariel, dans le nord-ouest de la Cisjordanie, a été revendiqué conjointement par le Hamas et par une branche militaire non officielle du Fatah, l'organisation de M. Arafat. Aux alentours de 18 heures, alors que le bus n'était plus qu'à quelques dizaines de mètres de l'entrée de la colonie, un homme, militant du Hamas de vingt-trois ans, selon des sources palestiniennes, a actionné une charge explosive déposée sur le bord de la route. Il a ensuite mitraillé le véhicule et les voitures alentour, avant d'être fauché par une jeep de l'armée et abattu sur place. Il aurait été aidé par des complices qui sont parvenus à s'enfuir. Le ministre de la défense israélien, Benyamin Ben Eliezer, a déclaré que l'homme, dont le frère aurait été tué par l'armée il y a un mois, figurait sur la liste des trente-trois personnes dont Israël a demandé l'arrestation à l'Autorité palestinienne. Cette information a été démentie par les Palestiniens.

Dans la bande de Gaza, deux hommes, également proches du Hamas, se sont fait exploser à proximité d'un hôtel du bloc de colonies du Goush Katif, situé au sud de la ville de Gaza, et qui compte quelque 5 000 colons israéliens. Les explosions ont blessé quatre personnes.

Dans la soirée, avant même la fin de la réunion du cabinet de sécurité, le gouvernement israélien avait ordonné des représailles militaires de grande ampleur et déclaré vouloir *« procéder à des arrestations et confisquer des armes »*. Vers 20 heures, dans la bande de Gaza, les avions de combat F16 s'en sont pris aux bâtiments des services de sécurité de la Force 17, la garde rapprochée de M. Arafat, et de la police maritime. Le quartier général de la police aurait été entièrement détruit, selon des témoins. La salle des radars ainsi que les hangars de l'aéroport de Gaza ont également été pris pour cible. Des chars israéliens ont en outre mené des incursions de plusieurs centaines de mètres dans le camp de réfugiés de Rafah, au sud, et dans la localité de Beit Lahia, au nord de la bande de Gaza. Des chars ont pris position sur la route principale du territoire palestinien, divisant la bande de Gaza en trois parties.

A Ramallah, des hélicoptères Apache ont tiré une dizaine de roquettes, dont plusieurs sont tombées près du quartier général de M. Arafat, bloqué dans cette ville depuis près de quinze jours. Là aussi, des chars israéliens sont entrés en territoire palestinien ; l'armée a occupé un bureau de l'Office palestinien de radiodiffusion, situé à quelques centaines de mètres des bureaux du président de l'Autorité palestinienne. Dans la ville de Naplouse, l'armée israélienne a affirmé avoir visé *« un laboratoire de l'Autorité palestinienne, où étaient fabriqués des armes et des explosifs, ainsi que des dépôts et des logements de troupes »*. Elle a en revanche démenti avoir bombardé une prison, comme l'ont annoncé les Palestiniens.

L'ensemble de ces représailles aurait fait quelques blessés, notamment deux adolescents dans la bande de Gaza. Dans la matinée de jeudi, un haut responsable israélien a déclaré à l'AFP : *« Israël va multiplier les opérations de nettoyage anti-terroriste en territoire palestinien. Elles seront menées dans les prochains jours, systématiquement, localité par localité. »*

De son côté, l'Autorité palestinienne qui, dans la soirée, avait condamné les attentats, a annoncé la fermeture de tous les bureaux du Hamas et du Djihad islamique. Dans un communiqué, l'Autorité palestinienne précise avoir *« pris la décision d'ordonner aux forces de sécurité palestiniennes de fermer immédiatement toutes les institutions du Hamas et du Djihad islamique, y compris les bureaux de l'éducation, de la santé et les bureaux politiques »*. Cette décision, saluée comme un pas *« positif »* par le département d'Etat américain, n'est toutefois pas apparue suffisante à l'administration de George Bush. La Maison Blanche a indiqué que *« ces derniers actes soulignent la nécessité pour le président Arafat de prendre toutes les mesures pour réduire la violence »*. L'émissaire américain, Anthony Zinni, présent en Israël depuis près de trois semaines pour tenter de parvenir à un cessez-le-feu, a pour sa part déclaré que l'Autorité palestinienne *« doit agir immédiatement pour arrêter les responsables de ces attaques et détruire l'infrastructure des organisations terroristes qui les commettent »*.

> L'Autorité palestinienne a annoncé la fermeture de tous les bureaux du Hamas et du Djihad islamique

Dans la soirée, la France a condamné ces *« attentats odieux commis contre des colons israéliens »*. Le haut représentant de l'Union européenne, Javier Solana, a, lui aussi, condamné *« dans les termes les plus forts les dernières attaques terroristes »* et s'est dit *« consterné »*.

Les attentats se sont produits alors que, mardi soir, l'émissaire américain avait obtenu un accord de principe sur une accalmie de quarante-huit heures entre les deux parties.

Stéphanie Le Bars

« Guerre des routes » réactivée

Les factions militaires radicales du Mouvement de la résistance islamique (Hamas) et du Fatah avaient annoncé en début de semaine, dans des communiqués parfois confus, leur intention de cesser leurs attaques en territoire israélien, mais pas dans les territoires palestiniens occupés.

Des groupes militaires non « officiels » du Fatah ont souvent concentré leurs attaques depuis le début de l'Intifada sur les colons de Cisjordanie et de Gaza, lançant notamment au début de l'année 2001 une véritable *« guerre des routes »* face à laquelle l'armée israélienne avait eu du mal à répondre, mais jamais une opération n'avait fait autant de victimes israéliennes. En revanche, des miliciens de l'aile militaire du Hamas sont parvenus à plusieurs reprises à prendre en défaut les installations de sécurité des colonies installées dans la bande de Gaza. – *(Corresp.)*

Ouzi Landau, ministre israélien de la sécurité intérieure

« Il ne faut pas exclure le renvoi de Yasser Arafat à Tunis »

Né en 1943, Ouzi Landau, membre du comité directeur du Likoud, le principal parti de la majorité gouvernementale, est issu du Hérout, la droite nationaliste de Menahem Begin.

« Vous avez fait partie lors du débat au gouvernement, la semaine dernière, sur la caractérisation de l'Autorité palestinienne, des ministres qui souhaitaient adopter la formule "autorité terroriste", et non celle, finalement votée, d'autorité soutenant le terrorisme. Les attentats de la nuit dernière vont-ils relancer ce débat et les conséquences qui en découlent quant à la relation à Yasser Arafat à l'Autorité palestinienne ?

- Ce n'est pas un débat essentiel. Il y a un accord au Likoud pour considérer que la lutte contre le terrorisme est existentiel. Si dire qu'Arafat soutient le terrorisme comme le mollah Omar soutenait Ben Laden, j'accepte cette définition-là. En lançant ses avions contre les tours jumelles de New York, Ben Laden indiquait qu'il voulait mettre à bas toute notre civilisation occidentale. De même ici, les terroristes veulent mettre fin à l'existence d'Israël. Le monde musulman a été une grande civilisation. Aujourd'hui, il est en retard dans tous les domaines. En s'attaquant à nous, les Palestiniens participent de la même lutte contre notre civilisation. (...)

» Les accords d'Oslo ne sont pas la solution au problème ici. Ils sont le problème. Les Palestiniens ont lancé cette Intifada parce qu'après Oslo, ils se sont sentis plus forts. Il faut donc, comme en Afghanistan, détruire ici les infrastructures de la terreur. Je ne parle pas seulement du Hamas et du Djihad mais des talibans locaux qui les protègent, le Tanzim, bras armé du Fatah, la force 17, la garde rapprochée d'Arafat, toute l'autorité à travers ses ministères, ses activités. Il faut mettre toutes ses organisations hors-la-loi, et hors d'état de nuire.

– Quelles sont les implications de cette affirmation ?

– Jusqu'ici, Israël a fait très peu de choses pour éradiquer réellement le terrorisme. Nos forces de sécurité sont loin d'avoir donné leur pleine mesure. Comprenez bien : notre problème n'est pas Arafat mais son Autorité, ses armes et son idéologie. La destruction d'Israël est inscrite dans le code génétique de l'Autorité palestinienne. Nous devons prendre des mesures beaucoup plus drastiques pour lutter contre elle. Tuer ses soldats, détruire ses bâtiments, l'étrangler financièrement.

– Comment le faire sans étrangler en même temps la population ?

– C'est un dilemme. Il ne faut pas s'en prendre à ces bourgades palestiniennes où la vie suit son cours normalement. On ne peut pas couper l'eau et l'électricité aux Palestiniens. Mais on peut interrompre tout approvisionnement en essence, faire un blocus commercial. Il y a beaucoup d'autres moyens que nous n'avons pas encore mis en oeuvre.

– Envisagez-vous de réinvestir les villes palestiniennes ?

– Il n'est pas nécessaire d'investir les villes et les bourgades en permanence. Mais oui, il faudra aller y chercher les dépôts d'armes et de munitions. Il faut attraper les responsables des groupes terroristes. Ce sera plus dangereux, mais s'il n'y a pas d'autres moyens, l'armée devra y aller.

– Cela risque de faire beaucoup de victimes, y compris dans les rangs de l'armée israélienne...

– Oui, le prix sera lourd. Mais il nous évitera un nombre de victimes encore plus important si nous ne le faisons pas. Et il ne faut pas uniquement récupérer les armes. Il faut aussi attraper les responsables et les armes des groupes terroristes. Quant aux responsables politiques, qu'ils retournent à Tunis ! [où se trouvait la direction de l'OLP avant les accords d'Oslo].

– Vous prônez le renvoi de Arafat ?

– C'est une question tactique, une question de moment politique. Il ne faut pas exclure cette éventualité. Aujourd'hui, il est déjà coincé à Ramallah, sans possibilité de bouger, comme un paria. Pour le « président » de l'Autorité, c'est un symbole.

– Entre répression accrue et terreur croissante, voyez-vous la fin de ce cycle de violences ?

– Tout dépendra de notre détermination, et de rien d'autre. La terreur, c'est comme le crime organisé. On ne peut l'éradiquer complètement. Elle existe même en Europe et aux Etats-Unis. Il faut savoir si l'on veut la laisser tout gangréner ou si on la résorbe. Ici, ce sera une lutte à mort entre nous et les Palestiniens. Car tant que les Palestiniens auront de l'espoir, la terreur ne cessera pas. Le jour où tout espoir de nous faire déguerprir d'ici les aura abandonnés, ils accepteront de signer avec nous une paix intérimaire à long terme parce qu'ils n'auront pas d'alternative.

OUZI LANDAU

> « Ce sera une lutte à mort entre nous et les Palestiniens. Car tant que les Palestiniens auront de l'espoir, la terreur ne cessera pas. »

– Beaucoup coup plus d'Israéliens sont victimes des violences que dans les premiers mois de l'Intifada. Cela ne remet-il pas en cause vos convictions quant à la nécessité d'une répression encore plus grande ?

– Pas du tout. C'est parce que, avec l'actuel gouvernement israélien, les Palestiniens savent que c'est une lutte à mort. Alors, tout augmente : la terreur d'un côté, notre répression de l'autre. Dans la guerre, on ne finasse pas. Or nous sommes en guerre. Alors malheureusement, nous aurons encore des victimes.

– Ne prenez-vous pas le risque, en concentrant la lutte « antiterroriste » contre Arafat, de l'affaiblir au point de voir demain les islamistes prendre la direction politique de la révolte palestinienne ?

– Je préfère un Hamas sans masque à une Autorité palestinienne qui avance masquée. Alors les choses seront claires, au moins. La différence entre Arafat et le cheikh Yassine [*leader du Hamas*] est la même qu'entre l'Etrangleur de Boston et Jack l'Eventreur. Tous deux sont des assassins. Seule la manière de tuer diffère.

– Tout en menant cette « guerre », Israël a-t-il un projet politique pour résoudre le problème palestinien ?

– Pour les plans de paix, on verra plus tard. Le terrorisme est comme une tumeur qui prolifère si on ne la détruit pas, comme le sida, le cancer. Il faut d'abord l'éradiquer. Nous ne devons pas cesser une seule seconde de mener bataille. Le temps pour la politique reviendra lorsque nous l'aurons remporté. Ce qui est sûr, c'est que jamais nous n'accepterons l'existence d'un Etat palestinien. Ce serait une catastrophe.

– Pourtant, Ariel Sharon a lui-même publiquement évoqué cette possibilité !

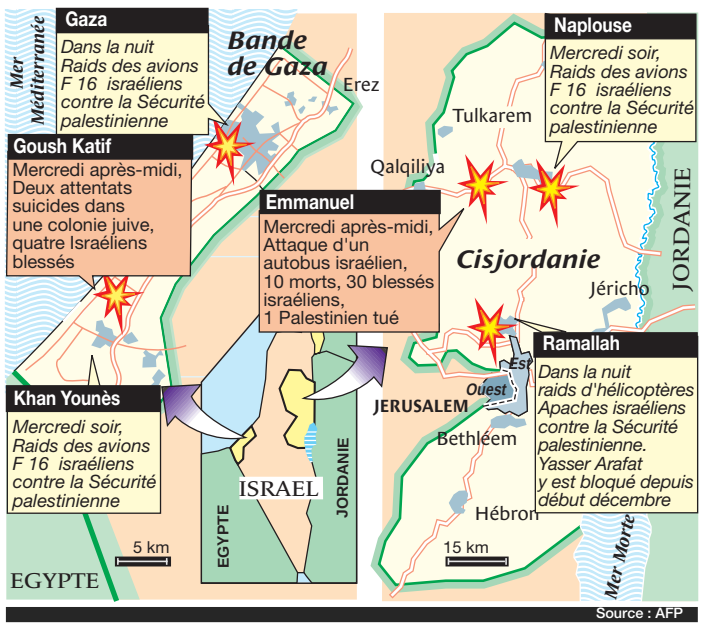
– Peut-être. Mais notre parti, le Likoud, s'y oppose dans son programme. Il ne l'acceptera jamais. Nous n'étions que 100 000 juifs en 1920, quand les Arabes ont commencé de nous attaquer. Nous étions 600 000 en 1948 et nous avons vaincu, comme nous avons gagné ensuite toutes nos guerres. Nous sommes aujourd'hui 5 millions de juifs ici, et, plaise à Dieu, nous sommes plus riches que tous nos voisins arabes réunis. On a perdu trop de temps avec Oslo. Maintenant, il faut faire venir 1 million de juifs supplémentaires en dix ans et continuer à progresser. Alors, les Arabes comprendront qu'ils ne pourront recevoir ce qu'ils pourraient obtenir aujourd'hui s'ils nous acceptaient.

– Vous vous apprêtez à une guerre de cent ans ?

– Cela prendra le temps qu'il faut. Nous sommes au Moyen-Orient. Celui qui l'emporte n'est pas le meilleur, mais c'est le plus obstiné. »

Propos recueillis par Sylvain Cypel

Attentats et représailles



Source : AFP

L'engrenage de la violence s'accélère

● **18 novembre :** une délégation européenne en visite en Israël et dans les territoires palestiniens presse le premier ministre israélien, Ariel Sharon, de reprendre les discussions avec les Palestiniens, mettant en avant *« le calme »* qui prévaut depuis deux semaines. M. Sharon campe sur son préalable d'une semaine de *« calme total »*.

● **19 novembre :** le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, annonce l'envoi de Bill Burns et d'Anthony Zinni qui ont pour tâche d'établir un cessez-le-feu.

● **23 novembre :** au lendemain de la mort de cinq enfants à Khan Younis à Gaza, victimes d'un engin piégé israélien, un chef de l'aile militaire du Mouvement de la résistance islamique (Hamas) Mohamed Abou Hanoud, est tué par les Israéliens. Le Hamas annonce des représailles.

● **26 novembre :** arrivée des émissaires américains.

● **27 novembre :** début d'une vague d'attentats meurtriers qui font plus de vingt-cinq morts israéliens à Afula, Jérusalem (1er décembre) et Haïfa (2 décembre.)

● **3 décembre :** l'Autorité palestinienne est qualifiée par le gouvernement palestinien d'*« entité soutenant le terrorisme »*. Yasser Arafat est bloqué à Ramallah, en Cisjordanie.

● **11 décembre :** alors que Israël poursuit des représailles qui font plus de dix victimes palestiniennes, M. Zinni essaie en vain de négocier un cessez-le-feu de 48 heures.

L'Autorité palestinienne, un gouvernement bien mal en point

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Des ministres confinés dans des enclaves plus ou moins réoccupées et coupées les unes des autres. Des ressources évaporées ou bloquées par Israël. Une structure proto-étatique caduque si l'on se réfère aux traités qui l'avaient instituée. On pourrait difficilement imaginer pires conditions d'existence ou de survie pour l'Autorité palestinienne héritée d'un processus de paix aujourd'hui en bout de course. Indépendamment de l'impasse politique dans laquelle se trouve M. Arafat, le « gouvernement » palestinien n'a pourtant pas disparu dans le brasier de l'Intifada et de sa répression. Plus de cent cinquante mille fonctionnaires (hors les effectifs des services de sécurité) continuent de tenter de répondre aux besoins d'une population de plus de trois millions d'habitants. *« On oppose souvent l'inefficacité des ministères à l'efficience des organisations non gouvernementales, mais c'est souvent caricatural. Certains ministères continuent de fonctionner, alors que des ONG ont mis la clé sous la porte »*, estime Nader Izzat Said, le directeur du département des études de développement de l'université de Bir Zeit. En l'espace d'une année, l'Autorité palestinienne semble avoir trouvé un certain équilibre de crise, grâce au soutien des donateurs.

Cet équilibre dans l'urgence est tout d'abord financier, car l'Intifada a asséché les ressources. D'une part, l'économie, frappée par la politique des bouclages, ne génère plus de recettes *via* les taxes. D'autre part, les Israéliens bloquent depuis plus d'un an le produit des taxes d'importation de marchandises à destination des territoires, qui devrait pourtant revenir de droit aux Palestiniens. Ni les Etats-Unis, lorsqu'ils étaient mieux disposés vis-à-vis des Palestiniens, ni les Européens n'ont su faire fléchir sur ce point les Israéliens, qui évoquent désormais ouvertement une utilisation de cet argent pour financer leur effort de guerre dans les territoires palestiniens.

BLOCUS ISRAÉLIEN

L'Union européenne et les membres de la Ligue arabe contribuent au fonctionnement d'une Autorité qui dispose désormais d'un budget mensuel estimé, selon des sources européennes, à 65 millions de dollars. Contrairement aux premiers mois de l'Intifada, la contribution européenne, estimée à 8 millions de dollars, vient désormais bien après les 45 millions de dollars apportés par les pays arabes (principalement le Qatar, l'Arabie saoudite, Oman et les Emirats arabes unis). En contrepartie de ce soutien, l'Autorité palestinienne a dû accepter un contrôle des fonds, auquel contribue le Fonds monétaire international (FMI), initié par les Européens et repris par les pays arabes.

Le blocus israélien a ensuite renforcé les ministères de certains services (éducation, aide sociale, santé...) aux dépens des autres puisque le développement ou l'investissement structurant sont désormais impossibles. Pour les observateurs restés en contact avec les principaux rouages palestiniens, le ministère de la santé et celui de l'économie (capable de dresser en permanence un état des lieux) se montrent particulièrement performants, en dépit des difficultés. *« Je travaille régulièrement avec le ministère de l'économie, et je constate qu'il continue de fonctionner tout à fait normalement »*, confirme Matthew Lovick, le responsable de l'ONG américaine CHF (Communities, Habitat, Finance), qui reçoit ses fonds de l'agence de développement du département d'Etat américain, l'Usaid.

Les bouclages, y compris à l'intérieur de la bande de Gaza, ont obligé les ministères à relocaliser leurs personnels dans les zones autonomes à l'intérieur desquelles ils sont installés, suivant en cela le secteur de l'éducation, qui a été confronté immédiatement aux problèmes posés par le bouclage sans précédent des zones palestiniennes. *« L'absentéisme reste une inconnue »*, estime de son côté une source européenne. Mais les bouclages pénalisent également l'échelon local. Isolées, les municipalités doivent en outre conjuguer la disparition de ressources propres et une demande sociale croissante dans un périmètre souvent plus réduit. Le blocus empêche l'accès à des charges publiques à Gaza, ou bien à des têtes de réseau d'eau défectueuses comme à Bethléem.

ENDETTEMENT CROISSANT

L'appareil exécutif mis en place au début du processus de paix continue de fonctionner à peu près, malgré un endettement croissant et au prix d'adaptations acrobatiques. Mais l'embryon de pouvoir législatif que devait constituer le Conseil palestinien a été, lui, réduit au silence. Ses membres, bouclés dans leurs zones, n'ont pas pu se réunir une seule fois en séance plénière depuis le début de l'Intifada. L'armée israélienne a ainsi parachevé le travail de M. Arafat, qui s'est toujours efforcé de marginaliser un lieu de pouvoir pourtant contrôlé par le Fatah, sa propre famille politique.

Mais le Parlement n'est pas le seul symbole touché par la riposte israélienne au soulèvement palestinien. Dans une quasi-indifférence, les autres synonymes d'indépendance et d'ouverture sur l'extérieur que sont l'aéroport de Rafah (financé par l'Allemagne, l'Egypte et l'Espagne) et le chantier du port de Gaza (soutenu par la France et les Pays-Bas) ont été saccagés par des raids de l'armée. Comme si les autorités israéliennes voulaient profiter d'une situation particulièrement confuse pour revenir discrètement sur des acquis d'Oslo.

Créée par le traité de Taba signé en septembre 1995 à Washington, l'Autorité palestinienne n'était au départ qu'une structure intérimaire devant se substituer à l'administration israélienne mise en place après la guerre de 1967 à Gaza et en Cisjordanie. Elle devait expirer au profit d'un gouvernement permanent en 1999. Les retards ne devraient pas être rattrapés de sitôt.

Gilles Paris

La fermeture d'une parenthèse d'espoir

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le processus de paix lancé en septembre 1993 est-il en passe de vivre ses derniers instants ? Le communiqué délivré dans la nuit de mercredi à jeudi 13 décembre par le cabinet de sécurité du gouvernement israélien a le mérite de la clarté, car il expose simultanément un principe et une méthode. Tout d'abord, *« le gouvernement israélien considère qu'Arafat est directement responsable de cette vague d'attentats. En conséquence il est hors jeu politiquement et Israël n'aura plus de contact avec lui »*. Ensuite, *« l'armée se déploiera rapidement en vue de procéder à des arrestations et des saisies d'armes dans les zones urbaines de Cisjordanie et la bande de Gaza »*. Il ne s'agit pas – pas encore – d'expulser Yasser Arafat ou de réoccuper militairement Gaza et les principales agglomérations de Cisjordanie, mais ce choix, s'il se confirme, marquera, ni plus ni moins, la fin d'une parenthèse ouverte en 1993 avec les accords d'Oslo.

La percée spectaculaire réalisée à Oslo reposait sur une reconnaissance inégale mais mutuelle. Après des décennies de guerres, Israël se résignait à reconnaître l'Organisation de libération de la Palestine comme l'OLP consentait à reconnaître l'Etat israélien. Sur la base de cette double reconnaissance, une politique des petits pas devait permettre de bâtir la confiance nécessaire pour conclure une paix juste et durable après de douloureux compromis. Les ratés du processus de paix ont ruiné la confiance, alimenté tout d'abord le doute, puis les ressentiments qui ont débouché en septembre 2000 sur la deuxième intifada. Après quatorze mois de violences ininterrompues, le principe de la reconnaissance de l'autre est aujourd'hui remis en cause.

Les faiblesses de M. Arafat, aujourd'hui cloué au pilori, sont connues de longues dates. Il lui est principalement reproché sa résistance têtue aux propositions de paix avancées par Israël à Camp David et son incapacité à canaliser un soulèvement dont il a pensé à tort qu'il modifierait le rapport de force inégal entre les Israéliens et les Palestiniens. Le choix du gouvernement d'Ariel Sharon de passer par pertes et profits M. Arafat est pourtant périlleux. A qui les Israéliens vont-ils désormais s'adresser ? Sur quelle base ? Pour faire quoi ?

En 1996, une vague d'attentats en représailles à l'assassinat d'un chef militaire du Mouvement de la résistance islamique avait déjà sérieusement ébranlé le processus de paix. Mais il conservait un crédit et surtout le soutien de la communauté internationale, qui s'était aussitôt portée à son chevet lors du sommet des *« faiseurs de paix »* à Charm Al-Cheikh. Plus rien de cela n'existe aujourd'hui.

G. P.

Des services de sécurité morcelés et aux fonctions mal définies

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Au cours des dernières semaines, l'Autorité palestinienne a souvent semblé réduite à des services de sécurité auxquels il était demandé de livrer la bataille sans doute la plus délicate de leur jeune existence. Leur apparente faillite est-elle venue et vient-elle encore d'un manque de capacité à mener la guerre contre des organisations extrémistes désormais très populaires en l'absence de la moindre perspective politique, comme l'assurent les autorités palestiniennes ? Ou bien, comme le pensent les Israéliens, de l'absence d'une véritable volonté politique à leur sommet ?

L'édifice sécuritaire bâti par les Palestiniens au cours des années du processus de paix n'est pas facile à cerner. Par la volonté du chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, qui a toujours divisé pour mieux contrôler, ces services sont multiples et leurs fonctions mal définies. S'entremêlent en outre en leur sein plusieurs héritages, dont les deux plus importants sont, d'une part, celui des organes autrefois extérieurs de l'Organisation de libération de la Palestine, et, d'autre part, celui de la génération des combattants de la première Intifada (nationalistes du Fatah et islamistes mêlés), celle de l'intérieur, qui a été plus ou moins « digérée » par les cadres de l'OLP selon les processus décrits par la jeune chercheuse Laetitia Bucaille dans un ouvrage paru en 1998 et intitulé *Gaza : la violence de la paix.* La division du territoire soumis à leur contrôle entre Gaza et les villes autonomes de la Cisjordanie a enfin consacré la tendance au morcellement.

LOGIQUES PROPRES

Parmi la dizaine de services existants, se distinguent la police de Ghazi Jabali – le seul à avoir autorité à la fois sur Gaza et sur la Cisjordanie – et la Sécurité nationale (*« l'armée »*), qui rassemblent à elles deux les effectifs les plus importants (environ 15 000 hommes chacune). S'ajoutent les services qui disposent du savoir-faire : le renseignement d'Amin Al-Hindi à Gaza et Taoufik Tiraoui en Cisjordanie, et surtout la Sécurité préventive, qui a fait ses preuves aux côtés des Israéliens et sous la houlette de la CIA américaine après la vague d'attentats de février et de mars 1996. D'autres organisations peuvent également jouer un rôle, mais plus modeste.

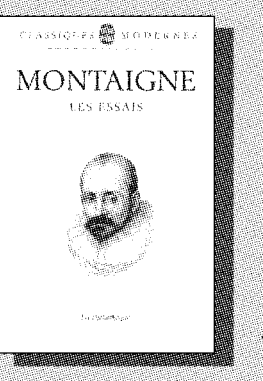
Ces différents services ont vécu selon des logiques propres les quatorze premiers mois du soulèvement palestinien. Ainsi à Gaza, la Sécurité préventive de Mohammed Dahlan a été maintes fois accusée par les Israéliens d'avoir laissé la bride sur le cou des miliciens qui faisaient le coup de feu contre les positions de l'armée ou contre les colonies. Est-ce parce que son chef, souvent accusé d'avoir entretenu des liens trop étroits avec les autorités israéliennes, souhaitait par ce biais regagner une légitimité auprès de ses troupes et de la population ? Mais cette relative autonomie ne l'a-t-elle pas obligé par la suite à négocier avec ses subalternes alors qu'un effort intense était exigé ? Dans le même temps, son homologue pour la Cisjordanie, Jibril Rajoub, a conservé en revanche intact son appareil, selon certains observateurs.

Ces services ont dû se mobiliser au cours des dernières semaines dans les pires conditions, coincés entre une opinion publique convaincue de l'absence de perspectives politiques et des frappes militaires israéliennes de plus en plus rapprochées. Dans un proche passé, Jibril Rajoub et Mohammed Dahlan avaient d'ailleurs été personnellement les cibles de tirs israéliens. L'ultimatum lancé par les Israéliens a donc pu relever à bien des titres de la mission impossible. La hantise des responsables de l'Autorité d'apparaître comme de simples supplétifs à la solde des Israéliens – comme le Libanais Antoine Lahad en son temps dans la zone occupée par Israël – ne pouvant qu'être partagée sur le terrain par le moindre soldat comme par le moindre officier.

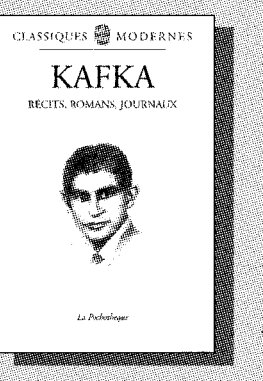
G. P.

Le LIVRE de POCHE

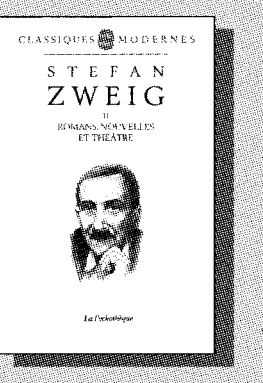
La Pochothèque



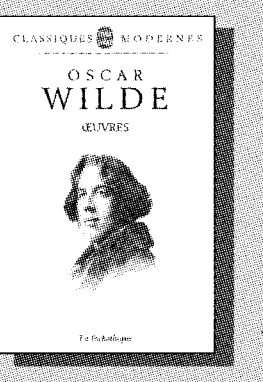
1854 pages
23,63 € 155 F



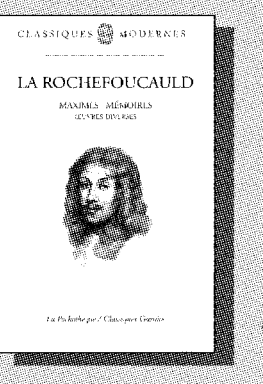
1520 pages
23,63 € 155 F



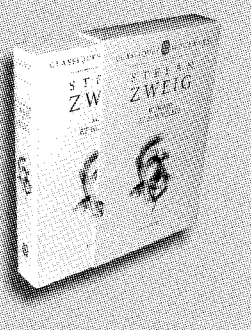
1200 pages
21,34 € 140 F



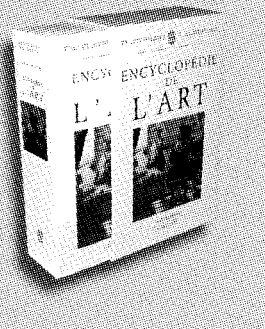
1520 pages
22,87 € 150 F



1160 pages
23,75 € 155,80 F



Coffret - tome1
1200 pages
21,34 € 140 F



Coffret
1260 pages
29,73 € 195 F

daviddparis.com 12/2001

... c'est aussi une idée de cadeaux

AFGHANISTAN **Après plus de deux mois de frappes, le bilan des victimes civiles reste impossible à établir précisément : les témoignages étant souvent invérifiables et les Américains ayant depuis le début refusé de donner des chiffres précis. Plus que les villes, ce sont les villages qui ont payé le plus lourd tribut à ce conflit. ● A TORA BORA, les Américains ont annoncé à leurs alliés afghans qu'il n'était plus question de négociations pour une reddition. Le commandant Zaman a confirmé que la *« bataille »* contre les soldats d'Al-Qaida était de nouveau engagée. Selon les Afghans, il ne resterait pas plus d'une centaine de combattants talibans dans les grottes. ● LE NOUVEAU PRÉSIDENT de l'exécutif intérimaire afghan, Hamid Karzaï, est revenu à Kaboul jeudi. Il y a rencontré le président Burhanuddin Rabbani, qui lui remettra les pouvoirs le 22 décembre.**

Deux mois de frappes auraient fait au moins un millier de victimes civiles

Les B-52 continuent de pilonner Tora Bora. L'énigme reste entière sur la présence d'Oussama Ben Laden dans cette zone, où le nombre de combattants islamistes a été sérieusement revu à la baisse. Les marines sillonnent Kandahar, où certains regrettent déjà le départ des talibans

KABOUL
de notre envoyée spéciale

En termes pudiques, les généraux appellent cela *« des dommages collatéraux »*. Pour Rahima toutefois, ces dommages ont un nom, Zarlasht Mariam, un visage réduit à une photo de mariage sépia, un âge, trente-quatre ans, une identité, sa fille, mariée juste *« un mois avant les événements »*. L'évocation du drame déclenche les larmes de toute la famille. *« Elle a été tuée avec son mari à 23 h 30 à Korte Parwan (un quartier de Kaboul) par une roquette qui a pulvérisé leur chambre. Ils* [les tireurs américains] *visaient une voiture de talibans ou une maison proche où vivaient des Arabes »* raconte Hamidullah, le frère, qui supplée à l'émotion de sa mère.

Après plus de deux mois de bombardements sur l'Afghanistan, le bilan des victimes civiles est quasi impossible à établir. Depuis le début des opérations, le commandement américain refuse de donner des chiffres sur les victimes de leurs bombardements. Au début de la campagne militaire, le 7 octobre, le Pentagone a reconnu certaines erreurs de tirs mais il s'est toujours refusé à préciser le nombre des victimes. Les témoignages sont souvent invérifiables et compte tenu de la superficie de l'Afghanistan, du terrain accidenté, de la difficulté des communications, et du fait que les talibans ont quasiment interdit toute présence de journalistes durant les bombardements, les chiffres ne peuvent être que partiels.

A Kaboul, où les traces des frappes sont relativement minimes dans les zones habitées, le nombre de morts ne semble pas dépasser la soixantaine, tandis que plus de deux cents personnes ont été blessées. Plus que les villes, il semble que ce soit les villages plus ou moins reculés qui ont payé le prix le plus lourd. Le nombre exact de morts du village de Karam, à une quarantaine de kilomètres de Jalalabad, atteint le 11 octobre, ne sera sans doute jamais connu, mais il est clair qu'une bavure a eu lieu dans ce village situé pour son malheur près des grottes utilisées par les volontaires arabes comme dépôt de munitions. Deux cents morts environ pour les talibans, une trentaine de tombes visibles pour les journalistes emmenés sous escorte talibane, le chiffre se situe sans doute entre les deux. Deux autres bavures importantes dans des villages ont aussi été rapportées, l'une dans la province d'Uruzgan, où selon Human Rights Watch (HRW), vingt-trois civils – la plupart des enfants – ont été tués, et l'autre à Chowkar-Karez, près de Kandahar où trente-cinq civils ont péri. L'utilisation des bombes à fragmentation a par ailleurs fait plusieurs victimes directes et indirectes dans ce pays qui était déjà le plus miné du monde avant les frappes américaines.

« La première phase de bombardements américains jusqu'à la prise de Kaboul, le 13 novembre, ne semble pas avoir fait trop de victimes. Il y a eu des bavures mais c'était à peu près contrôlé. Mais depuis cela a dégénéré et dans l'euphorie de la victoire proche personne ne fait plus attention », affirme à Kaboul le responsable d'une organisation humanitaire. Ainsi, les bombardements répétés sur les routes, pour théoriquement prévenir la fuite des talibans, semble avoir fait de nombreuses victimes civiles, selon de nombreux témoignages recueillis à plusieurs endroits. Chauffeurs de taxis ou de bus qui font la route Kandahar-Kaboul, Hérat-Kandahar ou Kunduz-Kaboul, assurent avoir vu des voitures civiles écrasées sous les bombes et des bus frappés et renversés sur les bas côtés.

Les bombardements qui se poursuivent sur Tora Bora ont aussi coûté cher aux villageois qui se trouvaient à proximité. Malgré les démentis américains qui affirment n'avoir touché que des cibles militaires, des témoignages indépendants et irréfutables prouvent que plusieurs villages, en début de campagne, comme ceux de Pachir, Wazir et Agam ont été sévèrement touchés. Médecins Sans Frontières (MSF), la semaine dernière, annonçait avoir transporté dans cette région plus de 80 cadavres et 50 blessés vers Jalalabad.

Le nombre de victimes sur Kandahar est lui aussi difficile à établir et la différence entre talibans, volontaires arabes qui s'habillent comme les talibans et civils pachtounes n'est pas non plus évidente. Des témoignages de source humanitaire crédible et indépendante font état *« d'un millier de cadavres autour de l'aéroport de Kandahar »*. De violents bombardements ont eu lieu sur cet aéroport défendu principalement par des volontaires arabes, mais il est difficile de dire si des fermiers des environs n'ont pas été atteints.

> Plus que les villes, il semble que ce soient les villages plus ou moins reculés qui ont payé le prix le plus lourd en terme de victimes

Cette guerre a déjà vu d'importants dérapages au niveau des droits de l'homme. Le secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld, n'a-t-il pas quasiment appelé à tuer les prisonniers arabes, combattant avec les talibans. Les forces américaines et britanniques ont participé à la répression du soulèvement du fort de Qala-e-Jhangi dans lequel, selon des sources du général Rachid Dostom, près de quatre cents prisonniers ont été tués. Amnesty International a recommandé l'envoi d'une commission internationale pour enquêter sur ce massacre.

Human Rights Watch a souligné récemment la présence d'environ cinq cents femmes et enfants, peut-être tchétchènes, qui ont trouvé refuge dans des villages des provinces orientales de Paktia et du Logar. Toujours selon HRW, trente familles, apparemment arabes, vivent dans leurs voitures et tournent la nuit dans la même région pour échapper aux bombardements américains. Sidney Jones, directeur exécutif de la division Asie de HRW a exhorté les forces afghanes, les Etats-Unis et la communauté internationale à *« faciliter la sortie »* de ces civils des zones de combats. *« Les civils en Afghanistan doivent pouvoir être protégés par la loi humanitaire internationale, sans tenir compte de leur origine ou de ce qu'on fait leur père ou mari »* affirme M. Jones.

Pour l'instant la protection des familles des combattants étrangers n'a jamais été envisagée et rien n'a été prévu pour leur permettre si elles le désirent de se dégager du conflit. Priorité des Etats-Unis, la poursuite d'Oussama Ben Laden et de son réseau Al-Qaida a repoussé au second rang les préoccupations humanitaires. Jusqu'à maintenant sans doute un millier de civils ont payé le prix de cette lutte.

Françoise Chipaux

Le futur président afghan de retour à Kaboul

Nouveau président de l'exécutif intérimaire afghan, Hamid Karzaï a raté son retour à Kaboul. C'est dans l'anonymat de la nuit, à environ 1 heure du matin, qu'il est arrivé, jeudi 13 décembre, dans la capitale afghane, où la population l'attend pourtant plutôt avec espoir. M. Karzaï se trouvait encore mercredi à Kandahar, l'ancien fief du mouvement taliban, qu'il a contribué à sécuriser. Il est arrivé à plus de minuit sur la base de Bagram, gardée par soldats américains et britanniques, où il a été accueilli par le ministre de la défense, le général Mohammad Fahim, et le ministre de l'intérieur, Younès Kanouni. Pour l'heure, il s'est installé dans une résidence du palais présidentiel. Dans la matinée de jeudi, M. Karzaï a rencontré le président Burhanuddin Rabbani, qui lui remettra les pouvoirs à la date fixée par l'accord de Bonn, le 22 décembre. Hamid Karzaï, qui fut vice-ministre des affaires étrangères des premiers gouvernements moudjahidins en 1992, n'était pas revenu à Kaboul depuis lors. – *(Corresp.)*

A Tora Bora, une offensive contre les fidèles de Ben Laden met fin aux négociations de reddition

TORA BORA
de notre envoyé spécial

« Il faut tuer tous les combattants d'Al-Qaida retranchés à Tora Bora, et il faut les tuer maintenant ! Nous n'accepterons pas qu'ils déposent les armes. » Telle est, selon une source proche des responsables de l'« Alliance de l'est » (la coalition qui a pris le pouvoir dans la province du Nangarhar après la fuite des talibans) le discours que viennent de tenir des envoyés de la CIA à leurs alliés afghans au cours d'une rencontre discrète sur les lignes de front. Aussi a-t-on assisté, mercredi 12 décembre, à un renversement total de la situation : la veille, le principe d'une reddition des soldats de Ben Laden avait été négocié par l'un des chefs moudjahdins, le commandant Hadji Zaman, au terme d'une journée d'intenses combats. Jeudi matin, le même commandant afghan a annoncé à l'AFP, en partant vers la ligne de front qu'*« il n'y a plus de négociations »* et que la *« bataille »* contre les soldats d'Al-Qaida était de nouveau engagée.

INFLEXIBILITÉ AMÉRICAINE

Les Américains se sont montrés inflexibles, repoussant toute idée de solution négociée et de reddition. Washington n'avait d'ailleurs pas tardé à faire montre de sa détermination en reprenant, dans la nuit de mardi à mercredi, les bombardements sur les combattants réfugiés sur les hauteurs de Tora Bora. Et toute la journée de mercredi, les B-52 de l'US Air force s'étaient acharnés, pillonnant violemment un creux de vallée où les soldats perdus de Ben Laden avaient été repoussés la veille.

Les chefs afghans des opérations militaires se retrouvent désormais dans une position très délicate : si l'ennemi se rendait, ils pouvaient se targuer d'avoir ramené la paix dans la région tout en sortant victorieux d'une courte guerre gagnée grâce à l'appui aérien des Etats-Unis.

Désormais, tout est à refaire. Les responsables moudjahidins ont beau être furieux, ils n'ont cependant d'autre choix que d'accepter le diktat américain : financés et équipés par les Etats-Unis, qui viennent de leur promettre des livraisons en armement, la marge de manœuvre des Afghans est quasi inexistante. Il est donc à craindre que cette bataille puisse durer, même si les Afghans ont considérablement progressé depuis mardi, forçant leurs adversaires à se retirer de plus en plus haut dans les montagnes.

Par ailleurs, le nombre des combattants de Ben Laden encore retranchés à Tora Bora pourrait être révisé à la baisse. Les Afghans de l'« Alliance de l'Est » estimaient que plus d'un millier de soldats d'Al-Qaida occupaient les grottes et les hauteurs des collines. Lors d'un dialogue par radio avec ses adversaires, le commandant Hadji Zaman a essayé d'obtenir indirectement des informations sur leur nombre : une fois acquis le principe de la reddition, il avait demandé à son interlocuteur combien de véhicules il devait envoyer pour ramener les soldats d'Al-Qaida dans la vallée. D'après la réponse qui lui a été donnée, le commandant Zaman a compris qu'ils ne seraient désormais *« pas plus d'une centaine »*. Il est donc plausible qu'une bonne partie des islamistes proches de Ben Laden se soient déjà enfuis au Pakistan, dont les zones tribales se situent juste de l'autre côté de la chaîne montagneuse et enneigée au pied de laquelle le reste de leurs troupes continuent de résister.

Au sujet de la présence d'Oussama Ben Laden à Tora Bora, le commandant Zaman a aussi questionné ses contacts pour savoir si leur chef était d'accord pour qu'ils déposent les armes. *« Il n'est pas là »*, a simplement répondu l'un des interlocuteurs du commandant afghan. Sur une colline dominant le paysage de Tora Bora, alors que d'énormes champignons de fumée s'élevaient dans le ciel chaque fois que tombaient au loin les bombes américaines, un autre commandant local, Abdul Qader, développait, mercredi, sa théorie quant à la présence de Ben Laden dans les parages. *« Je suis sûr qu'il n'est plus là. Il n'a pu aller nulle part car il est encerclé sur trois côtés mais il y a une direction vers laquelle il a pu s'enfuir, c'est par là »*, affirmait-il en désignant l'est, le Pakistan.

Bruno Philip

Violents combats entre forces anti-talibanes rivales dans le Nord du pays

POL-I-KHOMRI (Afghanistan)
de notre envoyée spéciale

De violents combats entre forces anti-talibanes rivales qui avaient éclaté mercredi dans le Nord de l'Afghanistan, se sont calmés jeudi 13 décembre, après une intervention de l'aviation américaine contre, semble-t-il, les deux camps en présence. Les combats opposaient deux alliés des Américains : l'Alliance du Nord, qui tient depuis un mois la ville de Pol-i-Khomri, au nord du tunnel de Salang, et les Ismaïliens, qui veulent retrouver leur ancienne prédominance dans cette ville. Ils illustreraient un des dangers « marginaux » qui, selon le directeur de l'ONG ACTED, Frédérique Roussel, guettent l'Afghanistan de l'ère post-taliban, où des déçus des accords de Bonn peuvent *« tenter de profiter militairement du flou qui règne dans les zones de contact entre les sept à huit grandes entités ethniques qui se sont consolidées en Afghanistan »*.

BOMBE AMÉRICAINE

Les combats – à l'artillerie, au mortier et au fusil automatique ont éclaté sur une des montagnes qui surplombent Pol-i-Khomri, mercredi à 14 heures, et une première bombe américaine y est tombée moins d'une heure plus tard, a constaté *Le Monde*. Les tirs s'étaient entre temps généralisés tout autour de la ville, dont les rues se sont vidées.

Deux autres impacts de bombes, après des survols aériens, furent ensuite entendus au milieu des canonnades, mais les tirs n'ont cessé qu'avec la tombée de la nuit. Quelques tirs sporadiques furent encore entendus au loin jeudi à l'aube et dans la matinée, dans cette zone traditionnellement calme, qui n'avait pas connu de combats ces derniers mois.

L'attaque semble avoir été menée par les hommes de Sayid Jaafar Naderi, chef de la petite communauté ismaïlienne de cette province de Baghlan. Les Ismaïliens – branche du chiisme fidèle à l'Agha Khan, aussi présente dans le Haut-Basakhshan - constituaient dit-on 60 % de la population de Pol-i-Khomri, avant l'arrivée des talibans, en 1997. La moitié des quelque 20 000 familles ismaïliennes de la province ont alors fui, vers l'Iran et le Pakistan. Jaafar Naderi se replia plus au sud, dans son fief de Kayan, avant de rejoindre son père à l'étranger.

Il y a un mois, quand les talibans abandonnèrent Pol-i-Khomri, Jaafar Naderi a voulu revenir dans cette ville considérée par les Ismaïliens comme la leur. Il a notamment tenté mercredi d'obtenir pour ses hommes une ancienne base militaire soviétique, mais essuya un refus. C'est alors qu'il a déclenché l'attaque, ont reconnu certains de ses proches résidant toujours en ville, où la famille Naderi conserve ses demeures.

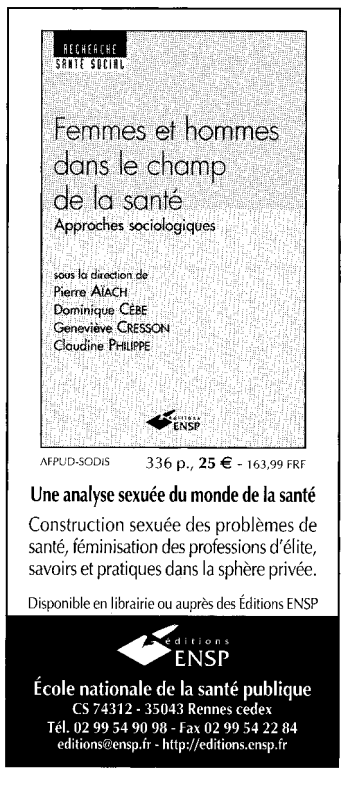
Selon des habitants de la ville, où les Tadjiks sont majoritaires depuis cinq ans, une rumeur voulait, ces derniers jours, que les Américains aient récemment parachuté de l'armement pour Naderi à Kayan. Interrogé mercredi, au quartier militaire de Pol-i-Khomri, sur la raison des tirs qui venaient d'éclater, Moustafa Khan, commandant de la *« 20e division d'infanterie »* de l'armée de Masoud, a déclaré : *«flJaafar Naderi, auprès duquel se trouvent 16 Américains, les a convaincus de la présence ici de gens d'Al-Qaida pour qu'ils viennent nous bombarder. C'est absurde, ils sont tous partis, et nous avons désarmé les Talibans locaux restés dans les localités avoisinantes, comme à Baghlan. Les Américains du ministère de la défense, avec lesquels nous avons des contacts, le savent bien. Eux ne veulent pas que Jaafar Naderi prenne Pol-i-Khomri, ce sont d'autres Américains qui l'aident »*, a-t-il assuré.

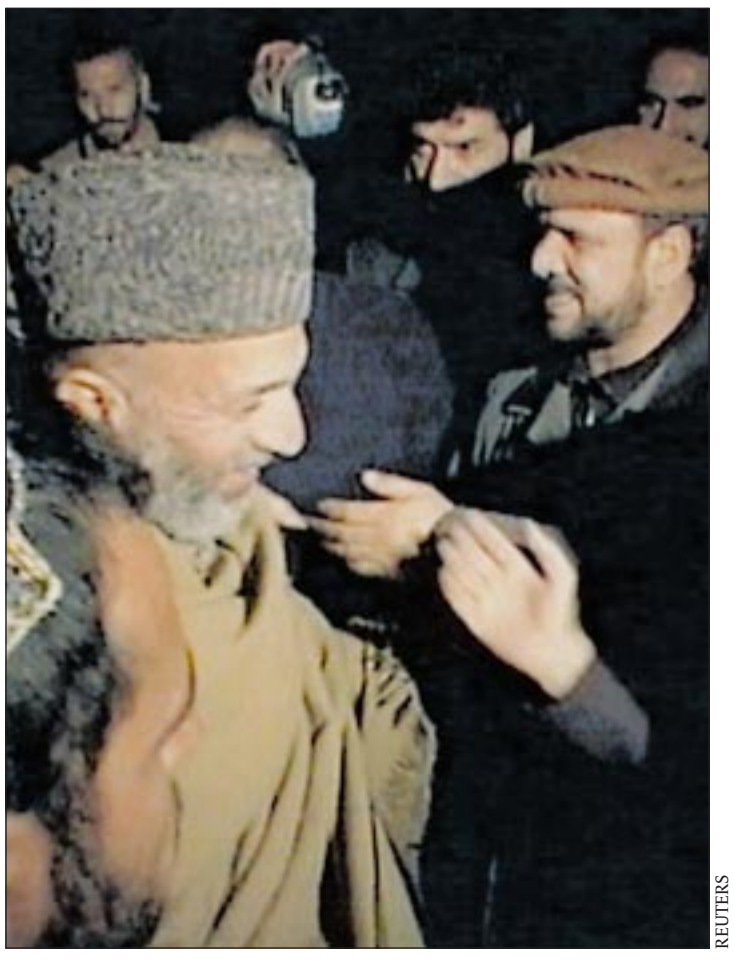
NÉGOCIATIONS EN COURS

Moustafa Khan n'a pas expliqué comment Jaafar Naderi, qui ne disposerait selon lui que de *« 400 hommes armés de fusils »*, pouvait espérer reconquérir une ville défendue, selon le commandant de l'Alliance, par plus de 2 000 hommes et nombre de chars.

En fin de compte, les attaquants ismaïliens furent repoussés, non sans avoir été visés, eux aussi, par l'aviation américaine, selon leurs proches dans la ville. Alors que les responsables de l'Alliance affirmaient, pour s'en indigner, qu'eux seuls avaient subi les frappes des Américains qui ont évacué dans la nuit, par hélicoptère, leurs ressortissants de Kayan. Selon l'Alliance du Nord, les combats ont fait mercredi *« une trentaine de tués et blessés »* dans ses rangs. Aux dernières nouvelles, des négociations, aux résultats inconnus, se sont tenues jeudi matin près de Pol-i-Khomri entre les deux camps.

Sophie Shihab





REUTERS

■ **KABOUL.** Le président désigné du futur gouvernement intérimaire afghan, Hamid Karzaï (à gauche), est arrivé à l'aéroport de Kaboul, jeudi 13 décembre, à vers une heure du matin. Il a été accueilli par le ministre de la défense, Mohammad Fahi (à droite).

Le nombre de morts à la suite des opérations autour de l'aéroport reste incertain

Des rumeurs persistantes font état de centaines de corps de combattants arabes abandonnés près de l'aéroport Maidan, à Kandahar. Il n'y a pourtant aucun cadavre visible sur les sentiers alentours. *« Ils ont été ramassés par les moudjahidins et amenés à l'intérieur de la base aérienne »*, confie un travailleur humanitaire. A la grille de l'aéroport, des soldats interdisent le passage. Il est donc impossible de vérifier le nombre de combattants d'Al-Qaida qui sont effectivement décédés. La Croix-Rouge internationale assure, pour sa part, avoir collecté vingt-quatre corps dans ce secteur et ignorer combien de personnes pourraient avoir été tuées par les bombes américaines ou durant les derniers jours de combats.

Le long de la route qui mène de Kandahar à l'aéroport, les bas-côtés sont parsemés de carcasses de véhicules brûlés et disloqués par les raids aériens, tandis qu'un pont est troué. *– (Corresp.)*

A Kandahar, aux mains des moudjahidins et des marines, l'image du mollah Omar se ternit

La population de l'ancien fief taliban ne cache pas son hostililité à l'encontre des soldats américains

Les commandos de marines américains sillonnent les rues de Kandahar, à présent gouvernée par Gul Agha Sherzai. Les parrains de la victoire militaire des chefs moudjahidins s'efforcent de rester discrets dans l'ancien fief des talibans, où une partie de la population leur reste hostile. Le futur président de l'administration intérimaire s'est installé dans la maison du mollah Omar, devenue un lieu de pèlerinage.

KANDAHAR
de notre envoyé spécial

La main gantée posée sur un fusil d'assaut, si bizarre dans le décor de la guerre afghane, si étrangement moderne qu'aucun moudjahidin n'aurait imaginé voir une telle arme de sa vie, le soldat américain regarde, intrigué, le gouverneur de Kandahar hurler sur les chefs tribaux et les combattants réunis dans les jardins de son palais. Les Marines sillonnent Kandahar, et c'est l'émoi dans le bastion du mollah Omar, la dernière ville d'Afghanistan perdue par les talibans.

Washington avait pourtant promis officiellement que ses commandos, déployés dans le désert du sud de l'Afghanistan sur une base aérienne rebaptisée « Camp Rhino », n'entreraient pas dans la cité symbole du pouvoir pachtoune. Pour un soldat américain, Kandahar, berceau et fief des talibans sept années durant, est une ville hostile. Devant le portail de la résidence du gouverneur Gul Agha Sherzai, la foule ne cache pas son animosité à l'arrivée des six jeeps et camions des Marines. Regards menaçants, grognements réprobateurs, mains tendues vers les « infidèles ». Mais il est vite évident que les intrus ne sont pas en train de se déployer à Kandahar et qu'ils sont seulement de passage. Pourtant Gul Agha voit rouge lorsqu'il reçoit la plainte d'un officier américain sur la nonchalance avec laquelle sa garde a entrouvert les grilles. Désireux de montrer aux parrains de sa victoire militaire qu'il sait recevoir, le gouverneur frappe lui-même, à coups de pied et de poing, les chefs tribaux et les moudjahidins qui traînassent sur la pelouse. Il hurle à en perdre haleine. Monsieur le gouverneur a, mercredi 12 décembre, soigné sa réputation.

Pour Znerai, un chauffeur de taxi kandahari, la scène n'est pas une surprise. Znerai n'aime pas Gul Agha, qui fut déjà le gouverneur de Kandahar de 1992 à 1994 et laissa le souvenir d'un seigneur de guerre sans scrupule : *« Ces moudjahidins sont des bandits et des pillards ! »* Znerai aime le mollah Omar et les talibans, et ne s'en cache pas. *« Durant les années talibanes, notre sécurité était assurée. Là, c'est l'anarchie. On ne sait pas qui sont les combattants qui circulent dans les rues. »* Et Znerai n'aime pas les Etats-Unis. *« Ils nous ont bombardés. Ils doivent partir. Une force militaire de l'ONU, maintenant que le mal est fait et que les talibans sont partis, serait peut-être nécessaire. Cela dit, j'espère encore que les talibans reviendront ! »*

Le chauffeur de taxi n'est pas le seul à regretter le temps des talibans. A Dabar-e-Pol, un faubourg sur la route de l'aéroport Maidan, les villageois ne craignent pas de réclamer aux moudjahidins les dépouilles des combattants d'Al-Qaida tués lors des bombardements américains ou lors des ultimes combats pour le contrôle de la base aérienne, dans les deux jours suivant la chute de la ville. *« Ils sont nos frères musulmans, venus en Afghanistan pour nous aider,* pense Abdul Napai. *Ils ont combattu les Russes puis, avec les talibans, ils ont construit des mosquées et des écoles coraniques. »*. Abdul Napai a aidé à enterrer les corps de vingt-deux volontaires arabes engagés aux côtés d'Oussama Ben Laden. Il affirme que quarante-six autres corps ont été enfouis dans des villages voisins. Et il attend que les soldats de Gul Agha leur remettent d'autres dépouilles. Abdul Napai croit savoir que *« les moudjahidins conservent les cadavres à cause des Américains, qui veulent les fouiller et les photographier »*, et il trouve ça indigne.

Znerai admet que tous les Kandaharis ne souhaitent peut-être pas autant que lui un retour des talibans. Mais il pense qu'une immense majorité conteste l'intervention militaire américaine, et souhaitent, en l'absence des talibans, un retour d'exil du roi Zaher Shah, lui aussi pachtoune. *« Tout plutôt que les moudjahidins ! »*, clame-t-il, en reconnaissant que le désordre actuel n'est en rien comparable au chaos total d'il y a sept ans. Le taxi kandahari ne pense pas, en revanche, se contredire lorsqu'il prétend soutenir Hamid Karzaï, encore présent à Kandahar mercredi avant de gagner Kaboul. Il voit en lui le royaliste pachtoune plutôt qu'un des pivots de la politique afghane des Etats-Unis. Et si des soldats américains sont également présents dans l'enceinte de la résidence d'Hamid Karzaï, ceux-là sont plus discrets.

> « Ils nous ont bombardés. Ils doivent partir »
> **Znerai,** un chauffeur de taxi

Le futur président de l'administration intérimaire s'est installé quelques jours, le temps de tenir d'interminables conciliabules destinés à stabiliser la situation à Kandahar, dans la maison du mollah Omar. Pour la première fois depuis l'édification de ce vaste domaine, Znerai est autorisé à emprunter la route d'accès. Il faut traverser un parc de sapins et passer un premier *check-point* avant d'arriver à la porte du domicile du *« Guide suprême »* des talibans. La maison est devenue en trois jours un lieu de pèlerinage. Des centaines de moudjahidins visitent les lieux, abasourdis. Ils découvrent les peintures murales, les maisons et les dépendances, les lustres et le luxe. Ils découvrent que le mollah Omar, qui s'était attribué le titre de *« Commandeur des croyants »*, n'était peut-être pas tout à fait l'homme qu'il prétendait.

Znerai est bouleversé. *« Il y a une heure, le mollah Omar était mon héros, mon guide. Désormais je ne l'aime plus. Il nous a menti. Il avait une maisonnette de terre et de poussière dans Kandahar, et je croyais qu'il était un mollah très pauvre. Je croyais que ce camp était une installation militaire. Et je découvre qu'il avait dépensé des millions de dollars pour se faire construire une maison à cinq kilomètres de la ville, à l'abri de nos regards. Une maison de riche. »* Znerai hausse soudainement le son de la musique sur son autoradio, cette musique que les talibans avaient interdite. *« Je l'écoutais en cachette »*, confie le chauffeur de taxi. *« Je vais raconter ça à ma famille, à mes amis : le mollah Omar nous a trahis ! »*

Rémy Ourdan

Renforcé par la crise, M. Bush n'oublie pas ses projets intérieurs

Pour Karl Rove, proche conseiller du président, « que les priorités aient changé, c'est sûr, mais le programme reste le même », qu'il s'agisse du projet de bouclier antimissile, des réductions d'impôts, de la réforme des retraites ou de l'école publique

WASHINGTON
de notre correspondant

Les démocrates sont atterrés. *« Ce serait une faute grave »*, a déclaré Joseph Biden, président de la commission des affaires étrangères du Sénat. *« Cela pourrait déstabiliser la coalition »*, a averti son homologue de la commission des forces armées, Carl Levin. Mercredi 12 décembre, recevant les dirigeants du Congrès pour discuter une fois encore de mesures de « stimulation » de l'économie, George Bush leur a confirmé son intention de dénoncer le traité de 1972 par lequel les Etats-Unis et la Russie (l'Union soviétique, à l'époque) s'étaient engagés à ne pas développer de protection antimissile, qui annihilerait leur capacité de dissuasion mutuelle. *« Nous allons voir ce que le Congrès peut faire »*, a indiqué Thomas Daschle, le chef de la majorité démocrate du Sénat.

Les républicains pavoisent presque. *« Je ne pense pas que nous devions nous pénaliser nous-mêmes »*, a commenté Robert Stump, président de la commission des forces armées de la Chambre des représentants, où ils sont majoritaires. Les Etats-Unis, estime le parti de M. Bush, se feraient du tort s'ils retardaient leur projet de défense antimissile parce que les dirigeants russes s'accrochent à des accords vieux de bientôt trente ans. Que le président ait choisi précisément le moment où la « phase 1 » de la guerre contre le terrorisme touche à sa fin pour trancher ainsi le débat avec la Russie satisfait les républicains : la guerre ne l'a pas changé, ni éloigné d'eux. L'union sacrée a estompé les frontières entre les deux partis, mais elles réapparaissent maintenant avec netteté et les démocrates y trouvent leur compte, en fait, autant que les républicains.

« Les grands événements ne changent pas les présidents. Ils révèlent qui ils sont. » Celui qui parle ainsi ne s'exprime pratiquement jamais en public. Karl Rove, le « stratège » de M. Bush pour la campagne présidentielle de 2000, après avoir été l'un de ses principaux conseillers lorsqu'il était gouverneur du Texas, lui réserve d'habitude ses avis. Mardi 11 décembre, pourtant, il a répondu à l'invitation de l'American Enterprise Institute, une fondation conservatrice, pour combattre l'idée que le président – et la présidence – aient été transformés par les attentats du 11 septembre. En général, ceux qui affirment cela l'énoncent comme un compliment, mais c'est précisément ce dont M. Rove se méfie. Dire que M. Bush s'est hissé à la hauteur de sa tâche, c'est sous-entendre qu'il n'y était pas. Minimisant son rôle et celui des autres collaborateurs du président, M. Rove a assuré : *« Ce ne sont pas des choses que l'on fabrique. Un homme capable de réagir comme lui, à New York, trois jours après les attentats, on l'a ou on ne l'a pas. »*

L'enjeu n'est pas seulement la personnalité du président, dont la solidité – *« il est très fort »*, assurait son père, le premier président George Bush, quelques jours après les attentats – n'est plus contestée. Il s'agit tout autant de ses engagements. *« Que les priorités aient changé, c'est sûr, mais le programme reste le même »*, a affirmé M. Rove : réduire les impôts ; réformer le système de retraite collectif ; corriger les défauts de l'école publique ; accroître le rôle des organisations religieuses dans l'aide sociale ; moderniser la défense et les forces armées.

LA DÉFENSE EN PREMIER

Le même jour, dans le discours qui préparait la dénonciation prochaine du traité de 1972 avec la Russie, M. Bush faisait passer la défense au premier rang de ses priorités, mais en alléguant une parfaite continuité entre les évolutions qu'il juge aujourd'hui nécessaires et les projets qu'il avait présentés pendant sa campagne. Le déficit des finances publiques ne dissuade pas la présidence de rechercher de nouvelles baisses d'impôts et la Maison Blanche ne semble pas d'accord avec les parlementaires républicains, qui veulent repousser la réforme des retraites au-delà des législatives de 2002. Pour la présidentielle de 2004, M. Rove a été on ne peut plus clair : la cible principale sera les milieux conservateurs religieux, soit dix-neuf millions d'électeurs *« dont quinze millions seulement sont venus voter »*, pour M. Bush bien sûr, en novembre 2000. Trois mois après les attentats, deux mois après le début des opérations militaires, le point d'équilibre de l'administration mis en place depuis janvier se situe nettement à droite.

Dans la compétition entre le département d'Etat (ministère des affaires étrangères) et celui de la défense, le premier a perdu beaucoup de terrain. La décision du président Bush sur les accords de 1972 est perçue à Washington comme une défaite pour Colin Powell, le secrétaire d'Etat, avocat d'une sortie du traité négociée avec les Russes.

M. Powell est affaibli, aussi, par la situation au Proche-Orient, qui rend dérisoire la tentative de médiation américaine. Sur la défense antimissile, c'est clairement le sous-secrétaire d'Etat John Bolton, placé là par le vice-président Richard Cheney pour surveiller M. Powell, qui se retrouve en position de force, plutôt que le secrétaire adjoint Richard Armitage, fidèle de M. Powell et partisan d'un accord avec les Russes. S'agissant du Proche-Orient, la Maison Blanche a réaffirmé, mercredi, après les attentats contre des colons juifs, *« le droit d'Israël de se défendre »*.

Alors que le département d'Etat traverse une mauvaise passe, le Pentagone brille de tous ses feux. A sa tête, Donald Rumsfeld apparaît comme l'homme fort de cette présidence. Dans une conversation avec le *Washington Post*, rendue publique quasi intégralement par le ministère, M. Rumsfeld racontait récemment comment il se comporte à la Maison Blanche quand il a une information sensible à communiquer au président. *« C'est vrai, je nettoie la pièce et je traite avec lui,* disait-il. *Je l'ai fait ce matin. J'ai parlé au président tout à fait seul, avec Condy* [Condoleezza Rice, chef du Conseil national de sécurité auprès de M. Bush], *à qui j'avais dit de venir. J'ai fait cela avant la réunion du Conseil. Et je le ferai tous les jours si j'en ai envie. »*

Le numéro 2 du Pentagone, Paul Wolfowitz – qui ne se cachait pas, il y a quelques mois, d'*« avoir Powell à l'œil »* –, ne pratique pas le même style que M. Rumsfeld, mais il peut dire au *Monde*, à propos de l'avenir de l'Afghanistan : *« Nous avons acquis sur les gens qui vont gouverner ce pays un pouvoir d'influence précieux et qui s'exerce mieux – disons aussi bien – par des canaux militaires que diplomatiques. »*

BESOIN DE CONSENSUS

Le Pentagone considère la guerre contre le terrorisme comme son affaire et l'Afghanistan comme son domaine. Dans la conversation déjà citée, M. Rumsfeld confirmait l'analyse selon laquelle la situation militaire s'était débloquée à partir du moment où il avait obtenu du président, début novembre, l'autorisation d'appuyer à fond l'Alliance du Nord contre les talibans, alors que M. Powell, soucieux de ménager le Pakistan, faisait dépendre cet appui d'un accord sur le partage du pouvoir avec les Pachtounes.

M. Bush s'emploie, toutefois, à ne pas se couper des démocrates. Il a besoin de consensus en matière économique, au moment où l'activité est faible. Comme dit M. Rove, *« les électeurs ne votent pas rétrospectivement, mais prospectivement »* Ce n'est pas parce que 90 % des Américains approuvent aujourd'hui sa conduite de la guerre que le président sera réélu en 2004. Et il a retenu la leçon de son père, battu en 1992 : *« L'économie, crétin ! »*

Patrick Jarreau

Une opinion favorable, mais inquiète

Le dernier sondage en date, réalisé du 7 au 10 décembre et publié mercredi 12 décembre par le *New York Times* et la chaîne de télévision CBS, indique que 90 % des Américains (contre 6 %) approuvent la façon dont le président George Bush dirige la campagne contre le terrorisme. Les mesures judiciaires visant les étrangers sont largement approuvées, qu'il s'agisse de la détention administrative de personnes considérées comme dangereuses (77 % l'approuvent) ; de l'écoute des conversations entre les détenus et leurs avocats (72 %) ; plus généralement, du fait que le président puisse restreindre temporairement des droits garantis par la Constitution (64 %).

Les personnes interrogées expriment néanmoins de l'inquiétude quant aux excès possibles du gouvernement : 45 % les redoutent, 43 % craignant au contraire qu'il ne se montre trop timide. Pour juger les terroristes, 50 % des sondés préfèrent les tribunaux civils, 40 % les tribunaux militaires, ce qui représente une inversion de tendance. Il y a deux semaines, les tribunaux militaires étaient soutenus par 59 % des Américains, contre 37 % pour les tribunaux civils.

L'acte d'accusation de Moussaoui détaille la préparation des attentats

NEW YORK
de notre correspondant

« Une chronique du mal », selon John Ashcroft, le ministre américain de la justice. Les 31 pages de l'acte d'accusation du Français Zacarias Moussaoui, inculpé notamment de *« conspiration avec d'autres membres et associés d'Al-Qaida »*, est un récit au jour le jour de la préparation des attentats du 11 septembre. Les relations entre les terroristes, leurs déplacements, les transferts d'argent, leurs achats y sont répertoriés minutieusement. Pour la première fois, la justice américaine donne un aperçu des résultats de l'enquête menée depuis trois mois par des milliers d'agents du FBI.

L'opération a commencé le 15 janvier 2000. Ce jour-là, deux des futurs pirates de l'air, Khalid Al-Midhar et Nawaf Al-Hazmi, arrivent à Los Angeles en provenance de Thaïlande. Ils se trouvaient tous deux dans l'appareil qui s'est écrasé le 11 septembre sur le Pentagone. En mai 2000, Ramzi Ben Al-Shibh, un yéménite, cherche aussi à venir aux Etats-Unis, d'Allemagne cette fois, mais il se voit refuser un visa. Il fera cinq tentatives infructueuses. Son numéro de téléphone à Hambourg sera retrouvé en possession de Zacarias Moussaoui.

M. Al-Shibh est considéré comme l'un des organisateurs des attentats. Il est en contact avec la plupart des pirates de l'air et parfois leur a transféré de l'argent. Il partage, en 1998 et 1999, un appartement à Hambourg avec Mohammed Atta, l'autre maître d'œuvre des attaques suicides. Ils ont travaillé tous deux dans la même entreprise. Pour les enquêteurs américains, Al-Shibh devait être l'un des pirates, le fameux 20e manquant. Zacarias Moussaoui aurait dû faire office de remplaçant, mais il sera arrêté le 17 août avec un visa périmé.

En juin 2000, Mohammed Atta et Marouan Al-Shehhi, qui se trouvaient respectivement aux commandes du premier et du deuxième Boeing ayant percuté les tours du World Trade Center, arrivent aux Etats-Unis. Ils visitent l'école de pilotage de Norman, dans l'Oklahoma, puis décident de prendre des leçons à Venice, en Floride. A partir de cette date, les transferts d'argent se succèdent, les terroristes suivront quelques mois plus tard. Marouan Al-Shehhi et Mohammed Atta reçoivent 4 790 dollars des Emirats arabes unis le 29 juin 2000, 9 985 dollars le 19 juillet, 19 985 le 30 août et 69.985 le 18 septembre. Les virements renvoient au saoudien Mustapha Ahmed Al-Hawsawi. Parfois, l'argent transite par l'Allemagne ; il est alors réexpédié par Ramzi Ben Al-Shibh.

ALLER-RETOUR

Zacarias Moussaoui entre en contact avec l'école de Norman le 29 septembre. En octobre, la société malaisienne Infocus Tech fait de lui un conseiller marketing, lui fournissant une « couverture ». Ramzi Ben Al-Shibh quitte Hambourg pour un court séjour à Londres le 2 décembre. Le 9 décembre, Zacarias Moussaoui part d'Angleterre pour le Pakistan. Il fait établir sur place son visa pour les Etats-Unis et revient à Londres le 7 février 2001. Il atterrit le 23 février à Chicago et déclare à la douane être en possession de 35 000 dollars en liquide.

Il s'inscrit à l'école de Norman le 26 février pour apprendre à piloter de petits avions et dépose 32 000 dollars à la banque. Le 1er avril Nawaf Al-Hazmi se rend dans l'Oklahoma. En juin, Moussaoui se consacre à l'étude des avions d'épandage de produits chimiques pour l'agriculture. Il se renseigne sur les moyens de créer une société spécialisée dans cette activité.

Entre le 23 avril et le 29 juin 2001, 13 pirates de l'air arrivent aux Etats-Unis. Neuf d'entre eux ouvrent des comptes en Floride dans la même banque que Mohammed Atta. Fin juillet, Ziad Jarrah, un des terroristes de l'avion de Pennsylvanie, fait un aller-retour en Allemagne. Entre le 29 juillet et le 2 août, Zacarias Moussaoui téléphone à plusieurs reprises à Dusseldorf. Les 30 et 31 juillet Ramzi Ben Al-Shibh reçoit sous un faux nom, celui d'« Ahmad Sabet », deux virements pour un total de 15 000 dollars de Al-Hawsawi. Il transfert ensuite, en deux fois, 14 000 dollars à Moussaoui, dans l'Oklahoma. Le 3 août, Zacarias Moussaoui achète deux couteaux. Mohammed Atta et Marouan Al-Shehhi ont acquis les leurs en juillet. Entre le 13 et le 16 août, il s'entraîne sur les simulateurs de vol de Boeing de la Pan Am Flight Academy à Eagan, dans le Minnesota. Il est arrêté le 17 août.

L'acte d'accusation a manifestement deux objectifs : montrer le temps et les moyens qu'il a fallu à Al-Qaida pour organiser les attentats et prouver l'appartenance totale à ce système de Zacarias Moussaoui. Il se trouvait en avril 1998 en Afghanistan dans le camp d'entraînement Khalden d'Al-Qaida. Il est en relation à plusieurs reprises avec Ramzi Ben Al-Shibh. Sa formation au pilotage s'inscrit parfaitement dans la chronologie de la préparation des attentats. Entre le 25 et le 30 août, les pirates achètent les billets d'avions et renvoient l'argent restant sur le compte d'Al-Hawsawi, à Dubaï. Le 11 septembre, Al-Hawsawi quitte les Émirats pour le Pakistan. Le 13 septembre, à Karachi, avec sa carte visa, il vide son compte bancaire. Depuis, personne n'a eu de ses nouvelles.

Eric Leser

La France rappelle son opposition à la peine de mort

Le Français d'origine marocaine Zacarias Moussaoui, passible de la peine de mort aux Etats-Unis après avoir été inculpé pour son implication dans les attentats du 11 septembre, aurait refusé l'assistance des services du consulat de France. *« A notre connaissance, M. Moussaoui, informé par les autorités américaines de ses droits à la protection consulaire d'usage lors de son arrestation, n'a pas souhaité en bénéficier »*, a indiqué, mercredi 12 septembre, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, François Rivasseau. Un peu plus tôt, la ministre de la justice, Marylise Lebranchu, avait indiqué que Zacarias Moussaoui pouvait bénéficier de la protection consulaire *« pour garantir les droits de la défense »*. Elle avait évoqué la nécessité d'une *« discussion avec les Etats-Unis »*, en rappelant l'opposition de la France à la peine de mort.

La France promet plusieurs centaines de soldats à la force de paix à Kaboul

A L'ELYSÉE, un conseil restreint a fixé, mercredi 12 décembre, le cadre de la participation des armées françaises à la force de paix qui serait déployée à Kaboul (*Le Monde* du 12 décembre). Le premier ministre, Lionel Jospin, en a expliqué les grandes lignes, le même jour, devant les députés, en précisant que le mandat de la force devra être arrêté par le conseil de sécurité de l'ONU et que le contingent, déployé avec l'accord des nouvelles autorités afghanes *« pour une durée de quelques mois »*, serait sous les ordres d'*« une structure ad hoc »*, probablement confiée à l'armée britannique et en coordination avec le commandement américain.

Pour l'instant, les autorités de Kaboul ne souhaiteraient pas que cette force multinationale de sécurité dépasse un millier d'hommes. Mais les pays qui en ont mis l'architecture à l'étude, évoquent plutôt une force de 2 000 hommes au départ. Certains d'entre eux, comme l'Allemagne, prévoient même qu'elle puisse être renforcée, jusqu'à 8 000 hommes.

M. Jospin a indiqué que la France est prête à stationner *« des unités spécialisées, immédiatement disponibles, pour participer à la sécurité des personnes et à la protection des bâtiments »* affectés à la nouvelle administration à Kaboul. Il a évoqué, pour ce qui est de la contribution française, la perspective d'envoyer *« plusieurs centaines d'hommes »*.

« SÉCURISATION »

Un premier détachement pourrait être déployé dès après le 22 décembre, date retenue par les accords de Bonn pour l'installation du gouvernement privisoire afghan, et être progressivement renforcé. Il s'agirait, mais le volume de la contribution française dépendra des discussions sur le mandat de l'ONU à New York, de 400 à 500 hommes au total, aux côtés de détachements britanniques, allemands, canadiens, australiens et, si le projet d'y intégrer des pays musulmans aboutit, jordaniens et turcs.

Outre la « sécurisation » des bâtiments publics et des organisations internationales œuvrant à Kaboul, les Français affectés à la force de paix auraient pour tâche de former des Afghans au déminage. Déjà, les Français ont instruit, lors de stages à l'Ecole supérieure d'application du génie à Angers (Maine-et-Loire), des démineurs américains, dont certains sont actuellement au travail sur la base de Mazar-e-Charif. M. Jospin a indiqué le souhait de la France de voir la force multinationale être appuyée par une « couverture » aérienne. Ce sera le cas avec les Super-Etendard et les Rafale à bord du porte-avions *Charles-de-Gaulle*, qui doit arriver sur zone le 18 décembre, et avec la demi-douzaine de Mirage 2000D, ravitaillés par deux appareils C-135, qui devraient être basés, dans une quinzaine de jours, sur un aéroport du Kirghizistan.

Jacques Isnard

MÉDAILLE D'OR 2000
CONCOURS NF AMEUBLEMENT
DETAILLANT - GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

MATELAS ● SOMMIERS
Vente par téléphone possible
fixes ou relevables - toutes dimensions.
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc...
Garantie 5 et 10 ans
Canapés - Salons - Clic-Clac...
CUIRS - TISSUS - ALCANTARA
Steiner - Coulen - Diva - Burnas - Duvivier etc...
5500 m2 d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE
MOBECO
• 239 à 247, rue de Belleville
Paris 19ème - M° Télégraphe
• 50, avenue d'Italie
Paris 13ème - M° Place d'Italie
01.42.08.71.00 - 7 j/7

projet
268
hiver 2001/2002
le n° 75,44 F
Décider en politique
avec la collaboration de...
G. Wormser, J.-P. Ferrier, E. Caniard
N. Laisne, B. Moreau, I. Yeni, P. Champagne
W. O'Neill, L. Blondieux, B. Latour
EN VENTE DANS LES GRANDES LIBRAIRIES
PROJET - 14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : 01 44 39 48 48

Femmes en islam
Un dossier spécial de 8 pages
samedi 15 décembre
Le Monde daté 16-17

SOMMET **Les chefs d'Etat et de gouvernement européens se retrouvent vendredi 14 et samedi 15 décembre à Laeken, près de Bruxelles, pour un sommet européen qui doit procéder au lancement de la Convention chargée d'élaborer la future réforme des institutions européennes. Un président doit être choisi pour cette Convention. ● LE SOMMET s'ouvre alors que les premiers « kits » d'euros commencent à être distribués dans les douze pays qui ont adopté la monnaie commune. ● UNE RÉUNION des ministres des finances devait faire le point, jeudi, sur les questions en suspens liées à l'Union monétaire, notamment le fonctionnement de l'Eurogroupe ● DES MANIFESTATIONS étaient attendues dès jeudi de la part des syndicats et des mouvements anti-mondialisation. Un important dispositif de sécurité vise à éviter la répétition des incidents du G8 de Gênes**

L'Europe se penche à Laeken sur son avenir constitutionnel

A deux semaines de la mise en circulation de l'euro, les chefs d'Etat et de gouvernement européens se retrouvent sous présidence belge pour lancer la Convention chargée d'élaborer la réforme des institutions. Le choix de son président suscite des tractations difficiles

BRUXELLES
de notre bureau européen

Un an après le demi-échec du sommet de Nice sur la réforme des institutions de l'Union pour les adapter aux élargissements à venir, le sommet de Laeken, qui va se dérouler vendredi 14 et samedi 15 décembre dans une résidence royale des alentours de Bruxelles, devait marquer le signal de la relance européenne. Qu'il s'agisse du contenu de la *« déclaration de Laeken »* sur le lancement d'un processus constitutionnel européen, du choix de la personnalité qui présidera la Convention qui en sera chargée, de la répartition des sièges d'une dizaine d'agences communautaires, les sujets de discorde entre les Quinze ne manquent cependant pas.

Le pire a été évité avec la levée de l'hypothèque que faisait planer le blocage de l'Italie à propos d'un accord sur le mandat d'arrêt européen. Du moins en principe : Silvio Berlusconi a apparemment compris qu'il avait tout à perdre en apparaissant comme le mouton noir de l'Europe à propos du seul sujet permettant à l'Union de montrer sa détermination collective à lutter contre le terrorisme international. Sa bonne volonté est cependant sujette à caution : l'Italie n'appliquera une telle réforme que si le Parlement de Rome accepte des modifications constitutionnelles, ce qui est loin d'être acquis. Mais les apparences sont sauves : les Quinze vont être unanimes pour célébrer l'indéniable avancée que constitue l'adoption du mandat d'arrêt, véritable ossature d'une coopération policière et judiciaire à l'échelle de l'Europe.

COUP D'ENVOI

La Belgique, qui craignait de voir sa présidence de l'Union s'achever sur un échec retentissant, est soulagée, de même que les partenaires de l'Italie, qui vont pouvoir concentrer leurs discussions sur l'avenir de l'Europe. Ce débat, qui s'ouvrira dans la soirée de vendredi, aura été précédé par un examen de la situation internationale à la lumière des attentats du 11 septembre, c'est-à-dire la situation en Afghanistan, la lutte contre le terrorisme, ainsi que l'ensemble des mesures permettant d'accélérer la mise en place d'un espace judiciaire européen, enfin le Proche-Orient. Les Quinze adopteront ensuite la *« déclaration d'opérationnalité »* de la défense européenne, avant d'aborder la question de l'élargissement.

Le sommet de Laeken a pour vocation de donner le coup d'envoi d'un long processus institutionnel destiné à compléter les réformes qui avaient été entérinées lors du sommet de Nice, en décembre 2000, afin de préparer l'Union à l'élargissement. Dans quelle mesure les Quinze pourront-ils passer outre aux recommandations de la convention, comme le souhaitent a priori certaines capitales, qui craignent une dérive en faveur du *« modèle communautaire »* ? C'est la même question qui se pose à propos de la *« déclaration de Laeken »*.

Les chefs d'Etat et de gouvernement peuvent choisir de débattre sur le fond du texte préparé par la présidence belge, ou considérer que celui-ci n'a qu'une importance relative, dans la mesure où il passera à la moulinette de la convention, puis de la conférence intergouvernementale. Tout dépendra de la manière dont Guy Verhofstadt aura tenu compte des remarques faites par ses pairs. La première version de ce projet avait été passablement critiquée : l'état des lieux de l'Union et de la construction européenne a été jugé exagérément négatif, et la série de questions censées présenter des options sur la future architecture de l'Europe a été qualifiée de biaisée, pour ne pas dire outrageusement favorable aux thèses défendues par les partisans d'une plus grande intégration, voire du fédéralisme européen.

LA BOÎTE DE PANDORE

Il est cependant probable que les Quinze hésiteront à deux fois avant d'ouvrir une telle boîte de Pandore. En revanche, ils ne pourront éviter de trancher ce qui risque d'apparaître comme la *« grande affaire »* de Laeken, du moins sur le plan médiatique, c'est-à-dire le choix du futur président de la convention. Fort d'un soutien franco-allemand qui ne s'est pas démenti, Valéry Giscard d'Estaing semble tenir la corde. Mais, outre que les chances de l'Italien Giuliano Amato sont remontées depuis que Silvio Berlusconi ne joue plus les trouble-fête, Jacques Delors, de facto écarté par les autorités françaises, dispose de partisans, et il est plus que jamais candidat.

Comme toujours lors des sommets européens, les chefs d'Etat et de gouvernement seront contraints de s'occuper de dossiers plus techniques que leurs ministres n'ont pas réussi à débloquer, comme le projet de navigation par satellite Galileo ou le brevet communautaire. Romano Prodi, président de la Commission européenne, a fustigé à ce sujet, mercredi 12 décembre, les ministres *« qui ne sont pas à la hauteur de leur tâche »* et *« l'incapacité »* des gouvernements européens à tenir leurs engagements. Sainte colère, qui ne contribuera pas à assouplir les relations du président de la Commission avec certaines capitales.

Laurent Zecchini

► www.lemonde.fr/ue

La Cour de Luxembourg condamne la France à lever son embargo sur le bœuf britannique

La Cour de justice des Communautés européennes a condamné, jeudi 13 décembre, la France à lever son embargo sur le bœuf. La Cour estime que la France a manqué à ses obligations communautaires en ne levant pas l'embargo, comme l'imposaient deux décisions de la Commission du 25 novembre 1998 et 23 juillet 1999. La dernière autorisait les Etats membres à importer de la viande bovine britannique à compter du 1er août 1999, moyennant un régime de contrôles prévoyant que seuls les animaux nés après le 1er août 1996, c'est-à-dire après l'abandon des farines animales pour l'alimentation du bétail, pouvaient être exportés. La Cour estime que la France aurait pu attaquer ces décisions.

Toutefois la Cour reconnaît que les arguments de la France sur l'absence d'étiquetage et de traçabilité des produits bovins britanniques sont pertinents, et elle condamne les deux parties aux dépens.

L'Eurogroupe : un service minimum de coordination de la zone euro

BRUXELLES
de notre bureau européen

Si le ralentissement en Europe n'a pas conduit à une débandade comme au début des années 1990, c'est parce que l'euro a évité les tempêtes monétaires et que, au-delà des contraintes imposées par la monnaie unique, nul ne croit plus vraiment aux vertus d'une relance tous azimuts. Mais les Européens n'ont toujours pas de gouvernement économique correspondant à leur monnaie. L'Eurogroupe, qui réunit de manière informelle depuis trois ans les ministres des finances de la zone euro, peine à remplir ce rôle.

Vendredi 14 décembre à Bruxelles, les ministres des finances feront le bilan du fonctionnement de ce lieu où l'on est censé pouvoir *« se dire ses quatre vérités à huis clos »*, selon l'expression d'un fonctionnaire, et coordonner ses politiques. Or, nous déclare Didier Reynders, ministre des finances belge, qui exerce depuis un an la présidence de l'Eurogroupe, *« nous avons amené au bout de sa logique le système informel de l'Eurogroupe »*.

En 2001, contrairement aux Américains, les Européens ont plus subi que contré le ralentissement. Dès avril, le Français Laurent Fabius avait remis en question l'optimisme excessif de la Commission. *« Il aurait fallu revoir les prévisions de croissance à la baisse, réaffirmer l'attachement à la discipline budgétaire et envoyer un signal qui permette à la Banque centrale européenne* (BCE) *de baisser des taux »*, regrette un fonctionnaire. Mais l'alchimie n'a pas fonctionné.

JEU DE RÔLE

Sous-estimant le ralentissement économique jusqu'à la fin de l'été, BCE et Commission se sont enfermées dans un jeu de rôle, celui des gardiennes intransigeantes de l'orthodoxie, s'agaçant, non sans raison, de ce que les grands pays – France, Allemagne, Italie – n'aient pas profité des années de vaches grasses pour équilibrer leurs budgets. Résultat : même après le 11 septembre, le dialogue avec les gouvernements a été peu constructif. *« A quoi cela sert de dire qu'il faut renforcer la rigueur budgétaire alors qu'on n'arrive déjà pas à faire ce que l'on a annoncé »*, s'interroge un participant de l'Eurogroupe, qui critique les papiers *« académiques »* de la Commission.

Finalement, les ministres des finances se sont mis d'accord... pour ne rien faire, en espérant que la reprise soit prompte et que la BCE baisse ses taux. Par la suite, rien de vraiment passionnant ne s'est passé à l'Eurogroupe. Dans ces réunions où l'on se tutoie, on se protège aussi beaucoup. *« La sincérité des propos varie très largement en fonction de l'agenda électoral »*, affirme Jean-Claude Juncker, premier ministre et ministre des finances du Luxembourg. En octobre, Laurent Fabius choisit de présenter à ses pairs son miniplan de relance. *« Lorsqu'il a expliqué que tout cela n'aurait pas d'impact sur les déficits, le débat s'est résumé à des sourires autour de la table »*, raconte un ministre. Une autre technique consiste à reporter les sujets qui fâchent. Début décembre, M. Reynders a suggéré, par presse interposée, de parler du budget allemand. Il a reçu une fin de non-recevoir des Allemands, qui ont fait un rappel à la procédure et demandé que la Commission examine d'abord le dossier. *« Avec une situation dégradée, beaucoup en reviennent à des règles formelles »*, déplore M. Reynders, qui estime qu'*« il faut discuter des problèmes plus en amont »*.

Mais une telle anticipation impliquerait parfois de remettre en question les déclarations rassurantes d'un Etat membre. *« Il est très difficile de dire à un pays qui représente 30 % de la zone euro et a défendu la position la plus orthodoxe que ce qu'il dit est faux »*, explique un ministre. Plus difficile que de critiquer le budget autrichien en 2000, après l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir, ou de faire début 2001 une remontrance à l'Irlande pour son inflation excessive. Résultat : il faut attendre d'être sûr pour critiquer. Et si l'Allemagne dérape vraiment en 2002, il n'est pas certain que l'on abordera le problème à temps.

Enfin, la coordination ne sert à rien si les ministres des finances ne sont pas suivis par leurs capitales. En 2000, M. Fabius avait expliqué à son homologue allemand,, en pleine grève des routiers, qu'il ne céderait pas sur la fiscalité des carburants... sans savoir que Lionel Jospin arbitrerait en sens inverse. Quant aux rallonges accordées aux gendarmes français, elles n'ont pas été débattues à Bruxelles. *« Il est difficile de dire des choses à l'Eurogroupe alors que les arbitrages n'ont pas été rendus ou que les Parlements n'ont pas été consultés »*, explique un participant.

« NON-CHOIX »

La donne ne devrait pas changer rapidement. Si le président de la Commission, Romano Prodi, a plaidé en novembre pour un *« code de conduite qui donne une cohérence globale à la politique économique de la zone euro »*, si certains veulent renforcer le pouvoir de la Commission pour chercher l'intérêt général de la zone euro, les Etats membres restent soucieux de conserver leurs prérogatives nationales. *« Les Français ont longtemps demandé de la coordination ; à chaque cas concret, il y a une bonne raison pour dire non : un jour ce sont les routiers, le lendemain les élections »*, explique un participant de l'Eurogroupe, estimant que *« la faiblesse de la coordination est aussi due aux non-choix institutionnels en Europe »*.

Plus sec, M. Juncker estime qu'il est d'ores et déjà possible de se coordonner beaucoup plus ; mais *« nous n'avons pas les ambitions de nos instruments »*, lâche-t-il. Le statu quo peut perdurer... tant que la zone euro ne connaît pas de crise grave. Les spécialistes ne cachent pas leur inquiétude. *« Dans un système aussi instable, on n'est pas à l'abri d'une crise politique »*, prédit un fonctionnaire, ajoutant que *« le vrai danger pour l'Union économique et monétaire, c'est une crise sociale, car le gouvernement ne maîtrise plus rien »*.

Arnaud Leparmentier

Plus de 100 000 manifestants attendus à Bruxelles

CENT MILLE à 130 000 personnes sont attendues dans les rues de Bruxelles, du jeudi 13 décembre au samedi 15 décembre, à l'occasion du Sommet européen qui se tiendra au château royal de Laeken, dans la banlieue de la capitale belge. Dès jeudi après-midi, de 80 000 à 100 000 travailleurs défileront, à l'appel de la Confédération européenne des syndicats (CES), pour *« une Europe plus sociale, solidaire et démocratique »*. Comme ce fut le cas à Nice en décembre 2000, ce cortège mêlera un « on » et un « off ». Le « on », c'est celui des syndicats membres de la CES, dont les plus gros bataillons devraient être fournis par les organisations belges et françaises. Certaines organisations non gouvernementales, telle Oxfham Belgique, s'y joindront pour la première fois.

En queue de cortège, le « off » mêlera syndicats plus radicaux – comme le Groupe des Dix en France –, associations de chômeurs, membres d'Attac et du mouvement antiglobalisation. Ce défilé du 13 décembre s'annonce « sage ». C'est donc naturellement celui qu'ont choisi plusieurs candidats à l'élection présidentielle en France pour assurer les manifestants de leur soutien. Robert Hue, pour le PCF, Noël Mamère pour les Verts ont annoncé leur venue. Arlette Laguiller a tenu à être représentée par deux députées européennes Lutte ouvrière, Chantal Cauquil et Armonie Bordes. Olivier Besancenot pour la Ligue communiste révolutionnaire a également prévu d'y participer.

UNE MARCHE POUR LA PAIX

Vendredi, en effet, le mouvement Attac (Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens), les syndicats protestataires, certaines organisations non gouvernementales et la Coordination D-14, qui fédère, en Belgique, la gauche radicale, espèrent rassembler entre 20 000 et 40 000 manifestants *« pour une autre Europe »*, qui, diront-ils, doit *« servir l'intérêt général et non des intérêts privés »*. Samedi, enfin, une marche pour la paix devrait drainer quelque 3 000 personnes. Auparavant, dans la matinée, plusieurs organisations libertaires européennes auront défilé dans une manifestation rouge et noir, tandis qu'une grande *« street party »* réunira les curieux autour de l'ancienne gare du Luxembourg, occupée par des mouvements alternatifs.

Ce sommet sera-t-il accompagné de violences semblables à celles de Göteborg, en juin, et de Gênes, en juillet ? Depuis le début de la présidence belge de l'Union, c'est la hantise des responsables gouvernementaux. Pour éviter toute provocation inutile, la présence policière sera, durant trois jours, massive (de 4 000 à 5 000 hommes) mais discrète.

Les états-majors policiers affirment que leurs hommes n'interviendront dans les cortèges que si des heurts devaient opposer le service d'ordre des syndicats et des « anti-globalisation » à certains groupes de manifestants. Freddy Thielemans, le bourgmestre socialiste de Bruxelles, n'a pu, à cet égard, cacher qu'il était *« très stressé »* à la perspective de voir des manifestants déborder le défilé de vendredi, dont l'itinéraire a été longuement débattu.

Jean-Pierre Stroobants et Caroline Monnot

JUSTICE **Réuni mercredi soir 12 décembre, le bureau politique du RPR a adopté une série de propositions destinées à mettre un terme à la *« grave crise »* que traverserait actuellement l'institution judiciaire. ● DANS LA PERSPECTIVE des élections présidentielle et législative de 2002, le parti gaulliste a choisi de préconiser désormais *« le rétablissement du lien hiérarchique »* au sein du parquet, abandonnant l'idée d'une réforme conférant l'indépendance aux procureurs. ● CE PROJET avait pourtant été lancé en 1996 par Jacques Chirac, sous la pression des « affaires ». ● LE RPR ET L'UDF, après avoir vivement critiqué la loi sur la présomption d'innocence, ne proposent finalement que des ajustements qui ne remettent pas en cause l'esprit du texte. ● LES ENQUÊTES visant M. Chirac et des personnalités de droite apparaissent toutes suspendues ou bloquées.**

Le RPR veut rétablir le lien hiérarchique entre parquet et chancellerie

Le parti gaulliste a officiellement rejeté, mercredi 12 décembre, l'idée d'une réforme instaurant l'indépendance des procureurs. Il abandonne un projet initié par Jacques Chirac lui-même en 1996 ; le 14 juillet , le président avait fait volte-face, réclamant « un minimum de discipline au sein des parquets »

UNE PAGE est tournée dans la doctrine du RPR en matière de justice. Réuni mercredi soir 12 décembre, le bureau politique du parti gaulliste a officiellement rompu avec l'idée d'une réforme conférant l'indépendance aux procureurs, pour préconiser désormais le *« rétablissement du lien hiérarchique »* au sein du parquet. Approuvé à l'unanimité des dirigeants gaullistes dès le 13 novembre, ce retour en arrière est inscrit – parmi d'autres – dans les propositions formulées par le RPR dans la perspective des élections – présidentielle et législatives – de 2002. Il y a cinq ans, c'est pourtant Jacques Chirac lui-même qui avait souhaité faire de ce débat théorique un sujet de réforme. Le 12 décembre 1996, au cours de son premier long entretien télévisé après son accession à l'Elysée, il déclarait : *« Je pense qu'aujourd'hui il faut sérieusement examiner la possibilité de rendre le parquet indépendant du garde des sceaux »* (*Le Monde* du 14 décembre 1996).

Annonçant la position officielle à venir, le député des Hauts-de-Seine Patrick Devedjian, avocat, conseiller politique du RPR et rédacteur des propositions du parti gaulliste consacrées à la justice, expliquait, le 25 septembre, au cours d'un forum interne, que dans la *« grave crise »* actuellement subie par l'institution judiciaire, *« la situation du parquet* [était] *de loin la plus préoccupante »*. Critiquant l'attitude revendiquée par les ministres de la justice de Lionel Jospin, Elisabeth Guigou puis Marylise Lebranchu, qui ont affirmé avec constance s'interdire de donner toute *« instruction »* dans les dossiers individuels, M. Devedjian estimait notamment qu'*« une politique habile de nominations rend les instructions inutiles sans que l'impartialité ne soit pour autant garantie »* et concluait : *« Le résultat de cette posture est que la France n'a plus de politique pénale. »*

Considérant que *« la prétendue indépendance du parquet n'est pas de nature à permettre une coexistence harmonieuse »* entre les principes d'impartialité et de légitimité, le député suggérait d'en revenir au régime actuel, qui autorise les instructions de la chancellerie aux procureurs dans les enquêtes en cours, à condition qu'elles soient écrites et versées aux dossiers correspondants. Il y ajoutait cependant la *« séparation définitive des carrières »* entre juges du siège (dont l'indépendance est statutairement garantie) et magistrats du parquet ; ainsi que l'application du principe de *« légalité des poursuites »* – c'est-à-dire leur automaticité, sans appréciation possible du procureur, lorsqu'une violation de la loi est constatée – *« dès lors que le titulaire d'un mandat public est en cause »*. Encore une telle mesure ne pourrait-elle s'appliquer qu'au cas où un délit serait effectivement constaté, et non dans celui, plus fréquent, où n'émerge à l'encontre de l'élu ou du responsable visé qu'un commencement de soupçon...

Ces propositions ont été adoptées, mercredi, par l'instance dirigeante du RPR. Figurent aussi, désormais, dans le corpus gaulliste, deux mesures renforçant symboliquement le lien entre le garde des sceaux et les procureurs : le ministre devrait, à son entrée en fonctions, prêter le même serment que les magistrats ; il devrait, chaque année, rendre compte au Parlement de *« l'état de l'action publique »*.

Sans entrer dans les détails, M. Chirac avait en personne ouvert la voie, dans son entretien télévisé du 14 juillet, à ce changement de cap. En pleine tourmente de l'affaire de ses billets d'avion payés en argent liquide, le chef de l'Etat avait critiqué la *« confusion »* de la justice et reproché au gouvernement de ne pas faire respecter *« l'autorité de l'Etat »*. Réclamant *« un minimum de discipline »* au sein des parquets, M. Chirac ajoutait : *« Quand les procureurs se disputent, quand le principe hiérarchique n'est plus respecté, alors il y a confusion »* (*Le Monde* du 17 juillet 2001). L'allusion renvoyait explicitement à la controverse qui avait publiquement opposé le procureur de la République et le procureur général de Paris à propos du statut pénal du président de la République.

La même référence figure dans le document préparatoire de M. Devedjian, daté du 25 septembre : *« On voit désormais des procureurs polémiquer publiquement entre eux sur l'application de la loi »*, écrit le député. Suit une autre allusion directe aux conditions d'éclosion de l'affaire des billets d'avion, transmise aux juges chargés de l'enquête sur les marchés d'Ile-de-France par un de leurs collègues : *« Des magistrats s'adressent entre eux des dossiers qu'ils croient utiles de se transmettre, sans même se préoccuper des règles du code de procédure. »*

Ces détails sont révélateurs : l'appréhension des questions judiciaires par le parti du président n'a pas cessé d'être liée à l'évolution des « affaires » qui le visent. En 1996, l'idée de l'indépendance du parquet avait été lancée par M. Chirac un mois après l'épisode de l'hélicoptère dépêché par la chancellerie (alors dirigée par Jacques Toubon) dans l'Himalaya à la recherche du procureur d'Evry (Essonne), Laurent Davenas, pour empêcher l'ouverture d'une information judiciaire contre Jean et Xavière Tiberi. Cinq ans après, la menace judiciaire contre le président semble – momentanément – écartée, depuis la décision de la Cour de cassation de son immunité (*Le Monde* du 11 octobre). Cet apaisement relatif coïncide avec la volte-face du RPR sur le statut du parquet.

Dans l'ombre, d'autres réflexions ont avancé. Un proche du chef de l'Etat admet l'existence de *« réflexions parallèles »* sur la justice – M. Devedjian parle, lui, d'*« apports extérieurs éventuels »*. La réflexion sur l'existence des juges d'instruction, lancée par le procureur général près la Cour de cassation, Jean-François Burgelin (*Le Monde* du 16 novembre), magistrat proche de la droite, n'apparaît pas dans les projets officiels du RPR. Pas plus qu'une réforme de la prescription du délit d'*« abus de biens sociaux »*, que le patronat et nombres d'élus espèrent de longue date – et qui aurait pour conséquence notable d'interdire l'émergence de bien des « affaires ». S'exprimant à l'université d'été des jeunes du RPR, le 1er septembre, Nicolas Sarkozy, qui en a fait un de ses thèmes récurrents, posait ouvertement la question d'une réforme des textes réprimant ce délit, écartant par avance tout *« procès en arrière-pensée »*. Dans un livre publié au début de l'année (*Libre*, Robert Laffont), l'ancien ministre apportait lui-même la réponse : *« un appel au bons sens, mâtiné d'un peu de courage »*, pour *« harmoniser »* la prescription de l'abus de biens avec celle des autres délits. Pour l'heure, le RPR le laisse seul sur ce terrain.

> L'appréhension des questions judiciaires par le parti du président n'a pas cessé d'être liée à l'évolution des « affaires » qui le visent

Hervé Gattegno

Généraliser les internats pour les mineurs

Deux réunions du bureau politique du RPR ont été nécessaires, les mardi 13 novembre et mercredi 12 décembre, pour valider les réformes prévues en matière de justice, dont le rapporteur est Patrick Devedjian, député des Hauts-de-Seine. Outre la décision de maintenir le lien entre la chancellerie et le parquet et les modifications apportées à la loi sur la présomption d'innocence, le parti gaulliste s'est prononcé pour la généralisation des internats départementaux à encadrement renforcé pour les mineurs, mais il n'a pas encore arbitré entre les différentes tutelles possibles (services de protection judiciaire de la jeunesse, administration pénitentiaire ou tribunaux de grande instance).

Le RPR est aussi favorable à l'élargissement de la procédure de comparution directe, notamment dans le domaine de la lutte contre les trafics de stupéfiants, tout en préconisant une amélioration des droits de la défense.

Après avoir émis de vives critiques, les élus de l'opposition ne proposent que des ajustements mineurs à la loi Guigou

EN ARRIÈRE TOUTE ! Après avoir vertement critiqué la loi sur la présomption d'innocence, en octobre, jusqu'à réclamer son abrogation, les élus de l'opposition semblent moins disposés à la remettre en cause. Un mois après la polémique sur la loi Guigou, qui avait été qualifiée de *« loi pour les voyous »* par les syndicats de policiers, le bureau politique du RPR a adopté, mercredi 12 décembre, plusieurs propositions qui constituent des ajustements des règles de la garde à vue et de la détention provisoire, mais qui ne reviennent pas sur l'esprit de la loi. Même état d'esprit à l'UDF, où le chargé des questions de sécurité et de justice, l'ancien garde des sceaux Pierre Méhaignerie, paraît avoir renoncé à supprimer la présence de l'avocat dès la première heure de la garde à vue ainsi que le juge des libertés et de la détention.

Lancée par les syndicats de policiers fin octobre, à l'occasion de l'incarcération du truand Jean-Claude Bonnal, soupçonné d'être l'auteur de six meurtres dont deux policiers, la mise en cause de la loi Guigou avait été fortement relayée par l'opposition, qui avait trouvé là un fructueux terrain d'affrontement avec le gouvernement. Jean-Louis Debré, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, puis Patrick Ollier, conseiller à la direction du RPR, avaient alors suggéré de revoir la loi sur la présomption d'innocence, que Philippe Douste-Blazy (UDF) avait qualifiée de *« terrible loi »*. Ce texte avait pourtant été adopté, le 30 mai 2000, avec les voix de l'opposition – le RPR, l'UDF et DL ne s'abstenant que parce qu'ils considéraient que la réforme était encore trop frileuse.

Depuis, la polémique semble s'être essoufflée, notamment après que le premier ministre eut confié, le 21 novembre, un audit des dispositions de la loi sur la garde à vue au député Julien Dray (PS, Essonne). Loin des grandes déclarations de principe, l'opposition adopte aujourd'hui des positions plus mesurées. Certes, le député Christian Estrosi (RPR, Alpes-Maritimes) a réussi à réunir 70 députés de droite, principalement du RPR, autour d'une proposition de loi visant à abroger la présence de l'avocat à la première heure de garde à vue ou l'enregistrement audiovisuel des majeurs. Mais cette initiative n'est pas suivie par la direction du RPR. Quant à l'UDF, l'idée de supprimer des pans entiers de la loi Guigou, si elle a été un temps caressée, semble dorénavant abandonnée.

Ainsi, M. Méhaignerie avait affirmé, mercredi 5 décembre lors d'un point presse, qu'il fallait *« vite adapter »* la loi sur la présomption d'innocence sous peine de *« blocage de l'action de la police sur le terrain »*. Selon l'AFP, l'ancien ministre avait alors proposé que *« la présence d'un avocat pendant les gardes à vue n'intervienne qu'après la 20e heure* [au lieu de la première], *la suppression du juge des libertés et la fin de l'enregistrement audiovisuel des gardes à vue de mineurs »*. Mais sollicité par *Le Monde*, mercredi 12 décembre, M. Méhaignerie a affirmé avoir été *« mal compris »*. *« Je ne plaide pas pour un nouveau changement législatif, j'ai simplement rappelé ce que nous avions fait en 1993 »*, explique-t-il.

En 1993, à peine nommé ministre de la justice par Edouard Balladur, M. Méhaignerie avait fait abroger une réforme de la procédure pénale, adoptée le 4 janvier 1993 sous le gouvernement socialiste précédent : il avait ainsi fait supprimer le *« juge délégué »*, précurseur du juge des libertés et de la détention d'aujourd'hui, et était revenu sur l'introduction de l'avocat à la première heure de garde à vue, programmée pour le 1er janvier 1994. Mais 1993 n'est pas 2001 et l'ancien ministre explique aujourd'hui qu'il ne faut pas faire de *« surenchère en matière de réforme judiciaire »*. *« Je ne crois pas qu'il faille revenir sur l'avocat à la première heure de garde à vue,* affirme-t-il, *et ma religion n'est pas faite en ce qui concerne le juge des libertés. »* Le député d'Ille-et-Vilaine devrait donc proposer, autour du 20 décembre, quelques mesures d'*« adaptation de la garde à vue »*.

La même retenue imprègne finalement les propositions du RPR sur la loi Guigou. En matière de garde à vue, le parti gaulliste prévoit la création d'un formulaire des droits, propose de réinstaurer la possibilité de mettre les témoins en garde à vue quand ils cherchent à protéger les auteurs d'infractions et transfère à la personne la charge d'appeler un avocat. Pour la détention provisoire, le RPR souhaite renforcer les pouvoirs du juge des libertés et de la détention, qui serait saisi non plus par le juge d'instruction, mais directement par le parquet. En revanche, il veut allonger la durée de la détention en fonction des antécédents des mis en examen. Enfin, il souhaite instaurer la possibilité d'un appel du parquet contre les acquittements en cour d'assises – proposition très consensuelle dans le monde judiciaire.

Cécile Prieur

Baisse de 23 % des détentions provisoires

La loi sur la présomption d'innocence du 15 juin 2000, dite « loi Guigou », est entrée en vigueur le 1er janvier 2001. Elle réforme en profondeur de larges aspects de la procédure pénale.

● **Garde à vue :** la loi interdit aux policiers de placer les témoins en garde à vue, cette mesure est réservée aux seuls suspects. Elle prévoit l'intervention de l'avocat dès la première heure de la garde à vue et non plus à la vingtième heure comme auparavant. Depuis le 1er janvier 2001, le nombre de gardes à vue a baissé de 9 % par rapport à 2000.

● **Détention provisoire :** la loi crée un « juge des libertés et de la détention » compétent pour décider du placement en détention provisoire d'une personne mise en examen, décision qui appartenait au seul juge d'instruction. Elle crée des délais aux détentions provisoires, qui ne peuvent excéder deux ans en cas de délit et quatre ans en cas de crime. Depuis le 1er janvier 2001, les détentions provisoires ont baissé de 23 %.

La plupart des affaires visant M. Chirac et la droite sont suspendues ou enlisées

UNE DIZAINE d'instructions, pour l'essentiel consacrées à la gestion de la mairie de Paris sous les mandats de Jacques Chirac (1977-1995), visent actuellement des personnalités de droite. Directement visé dans trois dossiers, le chef de l'Etat est préservé par son statut de toute poursuite durant sa présidence, en vertu de l'arrêt de la Cour de cassation du 10 octobre. Pour cette raison et pour d'autres, la plupart de ces enquêtes apparaissent gelées ou en suspens depuis quelques mois.

● **Marchés de la région Ile-de-France** : le 17 juillet, les juges Armand Riberolles, Marc Brisset-Foucault et Renaud Van Ruymbeke se sont déclarés *« incompétents »* pour interroger M. Chirac. Les magistrats, qui soupçonnent un *« large système corruptif »* autour de l'attribution des marchés des lycées d'Ile de France entre 1989 et 1995, postulent que des commissions pourraient avoir alimenté une *« caisse noire »*, notamment au profit de M. Chirac et de ses proches pour financer des voyages. Ouverte en 1997, l'instruction a entraîné la mise en examen de l'ancien directeur du cabinet de M. Chirac, Michel Roussin, de l'ancienne directrice administrative du RPR, Louise-Yvonne Casetta, de l'ex-président du PR (devenu DL), Gérard Longuet, et de l'ex-président (RPR) de la Région, Michel Giraud.

● **Les permanents du RPR** : le juge de Nanterre (Hauts-de-Seine) Patrick Desmure enquête depuis 1996 sur la prise en charge de permanents et de cadres du RPR par la Ville de Paris ainsi que par des entreprises privées, entre 1988 et 1995. L'instruction, qui a entraîné la mise en examen de l'ancien premier ministre Alain Juppé et de trois anciens trésoriers du RPR, est considérée comme close depuis le début de l'année. Le 15 avril 1999, le juge avait estimé avoir réuni *« à l'encontre* [de M. Chirac] *des indices (...) d'avoir participé aux faits de prise illégale d'intérêts et de recel d'abus de biens sociaux »*. Il s'était déclaré *« incompétent »* pour poursuivre le président de la République. Cette impasse avait conduit le procureur de Nanterre, Yves Bot, à requérir la disjonction de cette partie du dossier. Mais un pourvoi formé le 3 juillet contre la procédure par l'un des anciens trésoriers, Jacques Oudin, reste pendant devant la Cour de cassation. Le juge attend la réponse de la cour suprême pour trancher.

● **Les HLM de Paris** : l'enquête sur les malversations commises en marge des marchés de l'office HLM de la capitale a été confiée, en octobre, au juge Riberolles après que son collègue de Créteil (Val-de-Marne), Eric Halphen, en eut été dessaisi par la cour d'appel de Paris, le 4 septembre, en raison d'irrégularités entachant la procédure. Ces vices de forme ont entraîné l'annulation des actes mettant en cause M. Chirac dans ce dossier – à partir du témoignage enregistré par l'ancien financier occulte du RPR, Jean-Claude Méry, après sa publication dans *Le Monde* des 22 et 23 septembre 2000. Constatant à son tour l'existence de charges à l'encontre de M. Chirac, le juge Halphen s'était déclaré *« incompétent »* le 25 avril. Récemment transmis à M. Riberolles, le volumineux dossier ne devrait pas être rouvert avant le début de 2002.

● **La Sempap** : l'enquête sur la gestion de la Société d'économie mixte parisienne de prestations n'a pas abouti à la mise en cause de M. Chirac, mais c'est cette procédure qui a conduit la Cour de cassation à se prononcer sur le statut pénal du chef de l'Etat. Confiée en octobre 1997 aux juges Riberolles et Brisset-Foucault, sous la qualification de *« favoritisme »*, l'instruction a été étendue, en 1999, à d'éventuels *« détournements de fonds publics »*. Seuls quatre imprimeurs ont été mis en examen. Fin novembre, les juges se sont rendus en Polynésie afin d'enquêter sur des investissements effectués à Tahiti par l'ancien directeur de la Sempap, décédé en cours d'instruction.

● **Les emplois contestés au cabinet du maire de Paris** : depuis l'été 2000, la juge Colette Bismuth-Sauron conduit une information pour *« faux en écritures publiques, prise illégale d'intérêts et détournement de fonds publics »*. Elle avait succédé à Xavière Siméoni – elle-même désignée en décembre 1998 à la suite de la plainte du militant écologiste Pierre-Alain Brossault —, qui n'avait accompli aucun acte d'enquête avant sa mutation, un an et demi plus tard. Depuis, l'instruction s'est exclusivement nourrie des auditions effectuées par les policiers, a mis en lumière l'existence d'une trentaine d'emplois fictifs parmi les bénéficiaires d'un *« contrat de cabinet »* à la Mairie de Paris, entre 1988 et 1998. A ce jour, aucune mise en examen n'est intervenue.

● **Les faux électeurs** : deux instructions visant l'inscription d'électeurs fictifs dans la capitale ont mis en cause d'anciens responsables de la mairie de Paris. Jacques Dominati (DL), maire du 3e arrondissement jusqu'en 1995, et Xavière Tiberi, l'épouse du maire du 5e, ont été mis en examen pour *« manœuvres frauduleuses de nature à porter atteinte à la sincérité du scrutin »* par les juges Jean-Paul Valat et Philippe Coirre. Si l'enquête sur le 3e semble arrivée à son terme, celle sur le 5e a repris depuis que la Cour de cassation a validé l'essentiel de la procédure, le 30 octobre. Mme Tiberi, qui avait refusé de s'expliquer lors de son interrogatoire de première comparution, en juillet 2000, devrait être reconvoquée prochainement. Son époux, Jean Tiberi, a été interrogé en qualité de *« témoin assisté »* le 5 juin. L'instruction pourrait être close dans le courant de 2002.

● **Les enquêtes sur le RPF et Charles Pasqua** : le président du Rassemblement pour la France (RPF), Charles Pasqua, et le député européen Jean-Charles Marchiani (RPF), sont mis en examen dans l'affaire Falcone – l'enquête sur les ventes d'armes vers l'Angola conduite par les juges parisiens Philippe Courroye et Isabelle Prévost-Desprez – depuis le printemps pour *« recel d'abus de biens sociaux et trafic d'influence »*. M.Pasqua est aussi poursuivi dans l'enquête sur le financement de sa liste européenne de 1999. L'ancien ministre de l'intérieur n'a en revanche toujours pas été interrogé dans l'enquête ouverte le 19 avril sur les comptes du RPF. La demande de levée de son immunité parlementaire, formulée le 13 juin, n'a été transmise que le 24 octobre par la France au Parlement européen, où elle toujours à l'étude. M. Pasqua a par ailleurs été mis en examen pour *« recel d'abus de biens sociaux »* le 2 juillet dans l'affaire Elf.

● **Les enquêtes sur Gérard Longuet et le PR** : l'ex-Parti républicain (PR) – rebaptisé Démocratie libérale (DL) – est toujours visé par une enquête relative à son financement *via* des entreprises privées, entre 1988 et 1992, dans laquelle plusieurs de ses anciens dirigeants, dont M. Longuet, sont mis en examen. Menée depuis 1994 par la juge Mireille Filippini, l'enquête a sombré – pour des raisons inconnues – dans une profonde léthargie avant d'être confiée, en 1999, à Isabelle Prévost-Desprez, après la promotion de Mme Filippini à la cour d'appel de Paris. Cette dernière a mis en examen M. Longuet pour *« recel de contrefaçon »* le 8 novembre. L'ancien ministre est soupçonné d'avoir plagié les travaux d'une consultante en télécommunications.

Fabrice Lhomme

M. Jospin pourrait renvoyer la question du salaire des ministres à l'après-2002

Le gouvernement hésite entre une augmentation ou l'octroi d'une prime défiscalisée

A compter du 1er janvier 2002, avec la réforme des fonds secrets, les ministres ne disposeront plus d'enveloppes en liquide pour s'accorder des suppléments de revenu. Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget, propose d'augmenter leurs salaires, alors que d'autres ministres préféreraient se voir attribuer une prime défiscalisée.

FAUT-IL afficher une augmentation du salaire des ministres ? A moins de six mois des élections, la question préoccupe Lionel Jospin, qui pourrait choisir tout simplement de laisser au prochain gouvernement le soin de trancher.

A compter du 1er janvier 2002, en effet, avec la réforme des fonds spéciaux, les ministres, y compris le premier d'entre eux, ne disposeront plus d'enveloppes en liquide pour s'accorder, ou octroyer aux membres de leurs cabinets, des suppléments de salaire en toute opacité, sans que ces sommes soient déclarées au fisc et soumises à des charges sociales.

Concernant les équipes des cabinets ministériels, la question a vite été tranchée : pour eux, la réforme des fonds spéciaux doit être neutre d'un point de vue financier. Des primes officielles, fiscalisées et soumises à cotisations sociales, doivent donc être mises en place pour compenser leur manque à gagner.

En revanche, un débat interne au gouvernement s'est engagé sur la rémunération des ministres. Officiellement, un secrétaire d'Etat gagne 530 000 francs brut par an, un ministre 600 000 francs et le premier ministre 800 000 francs. Avec les primes liées aux fonds secrets, ils gagnent plus, mais dans des proportions qui ne sont pas connues, compte tenu de leur caractère opaque et secret.

MODÈLE ALLEMAND

Certains, comme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget, proposaient de s'aligner sur le modèle allemand et de réévaluer les salaires des ministres de telle sorte qu'ils soient supérieurs à la rémunération du plus haut fonctionnaire de l'Etat, en l'occurrence le vice-président du Conseil d'Etat, qui gagne 900 000 francs par an.

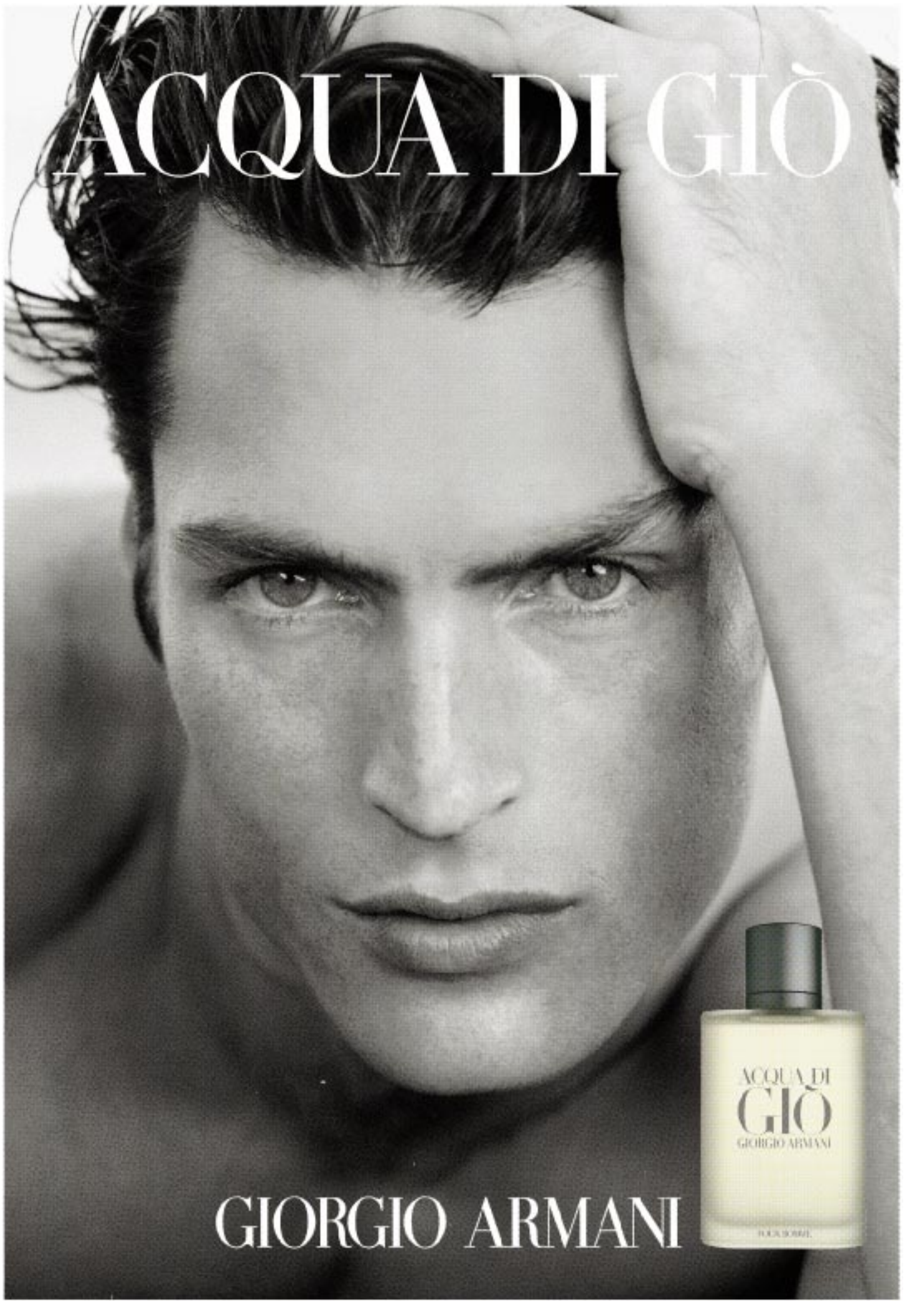
Inquiets de la manière dont l'opinion publique percevrait une augmentation des salaires ministériels, d'autres ministres préféreraient conserver leur rémunération actuelle et se voir attribuer des primes, qui, à l'exemple de celle perçues par les parlementaires, seraient défiscalisées.

Les députés ont aujourd'hui un traitement fixe de 32 000 francs, auquel s'ajoute une prime défiscalisée de 35 000 francs par mois correspondant aux frais de mandat. Argument avancé : les ministres sont souvent issus des rangs des élus, et doivent donc, à ce titre, faire face à des dépenses, comme les parlementaires.

Afficher une augmentation des salaires des ministres ou bien leur accorder une prime défiscalisée ? A l'heure où les revendications sociales se multiplient et à quelques mois des élections, M. Jospin a manifestement du mal à se décider. *« C'est sans doute un débat de début de législature »*, admet-on aujourd'hui à Bercy.

En attendant, à partir du 1er janvier, date à laquelle les fonds spéciaux auront été réformés, les ministres de Lionel Jospin devront peut-être se contenter de leur rémunération officielle et renoncer à toute prime... c'est-à-dire, dans les faits, consentir à une diminution de leur salaire.

Virginie Malingre



Les négociations entre les internes et le gouvernement progressent

Bernard Kouchner est prêt à accorder un vrai « repos de sécurité »

Elisabeth Guigou a ouvert, mercredi 12 décembre, de nouvelles négociations avec les internes, en grève des gardes et astreintes depuis le 19 novembre. La discussion achoppe sur la durée hebdomadaire de travail. Le gouvernement juge qu'étant en formation, les internes ne sont pas concernés par la réduction du temps de travail.

SANS relâcher leur mouvement, de nouvelles actions de protestations ayant encore été menées à Paris et en province, les internes se sont rendus, mercredi 12 décembre, à la réunion de négociation à laquelle le gouvernement les avait conviés. Les syndicats, qui souhaitaient être reçus par la ministre de l'emploi et de la solidarité après l'échec des discussions entamés avec le ministre délégué à la santé, Bernard Kouchner, le 5 décembre, se sont félicités que cette réunion ait été ouverte par Elisabeth Guigou.

Poursuivies par M. Kouchner et le directeur de l'hospitalisation et de l'organisation des soins, Edouard Couty, les discussions ont notamment permis d'avancer sur la question du *« repos de sécurité »*, principale revendication des internes en grève de gardes et d'astreintes depuis le 19 novembre. Selon l'Intersyndicat national des internes des hôpitaux (Isnih), deux gardes obligatoires (une de nuit dans la semaine et une le dimanche ou un jour férié), seraient clairement intégrées dans leur statut. Chacune serait compensée par deux demi-journées de récupération le lendemain. Les gardes au-delà des obligations statutaires seraient elles-mêmes compensées par deux demi-journées.

La question de la durée du temps de travail hebdomadaire de base a également été abordée. Les internes ont demandé à ce qu'elle soit ramenée de onze à dix demi-journées. *« Nous demandons simplement à être alignés sur la durée hebdomadaire des praticiens hospitaliers »*, explique Florent Perrin-Dureau, président de l'Isnih, et porte-parole du mouvement, qui s'étonne que ce point suscite des réticences de la part du gouvernement. *« Ceux-ci doivent consacrer huit demi-journées aux activités cliniques classiques et deux à des activités d'intérêt général ou des activités libérales. Nous pourrions considérer que ces deux demi-journées sont consacrées à notre formation. »*

Le gouvernement s'est montré encore plus réservé sur une autre revendication des internes : la compensation de leur charge de travail hebdomadaire – qui dépasse très largement la durée de base – par du temps de formation, des congés supplémentaires ou une rémunération complémentaire. *« C'est assimilé à une demande de réduction du temps de travail. Or le gouvernement considère qu'étant en formation, nous n'avons pas à évoquer une telle question »*, explique M. Perrin-Dureau, tout en reconnaissant que les organisations d'internes n'ont peut-être pas été très habiles dans la présentation de cette revendication.

Les syndicats se sont néanmoins félicités de la *« négociation réelle »* qui a pu être engagée mercredi. Deux nouvelles réunions ont été fixées, une « technique » le jeudi 13, et une seconde, le lendemain, au cours de laquelle le ministère espère conclure un accord. *« Nous ne relâcherons pas la pression tant que nous n'aurons pas l'assurance que sortent un décret statutaire et un arrêté d'application des gardes et astreintes entérinant ce qui a été décidé »*, prévient M. Perrin Dureau

Laetitia Van Eeckhout

La grève à l'hôpital « psy » de Lille révèle le retard sanitaire du Nord - Pas-de-Calais

Les agents, en grève depuis trois semaines, réclament des embauches afin de compenser le passage aux 35 heures. Selon les syndicats, il manque 20 000 postes dans la région pour répondre aux besoins de la population

LILLE
de notre correspondante

« Mardi 11 décembre, 19e jour de grève. » Les banderoles apposées à l'entrée de l'établissement public de santé mentale (EPSM) de l'agglomération lilloise annoncent la couleur. L'allure générale des bâtiments est vétuste, même si certaines ailes ont été rénovées. Implanté à cheval sur les communes de Saint-André-lez-Lille et de Marquette, l'EPSM résulte de la fusion, en 1998, de deux hôpitaux psychiatriques, Lommelet et Ulysse-Trélat, auxquels a été rattaché, en 2000, un troisième site d'hospitalisation, Jean-Varlet, à Villeneuve-d'Ascq. A cela s'ajoutent quarante-huit structures extérieures (centres médico-psychiatriques, dispensaires, hôpitaux de jour, etc.), réparties sur une dizaine de communes, dont Lille et Roubaix, une maison d'accueil spécialisée, dix secteurs adultes de psychiatrie générale, un intersecteur de toxicomanie...

REPORTAGE

« Il faut continuer à assurer les soins vingt-quatre heures sur vingt-quatre »

En volume d'activité, cet établissement est sans conteste un des plus importants dispositifs de santé mentale en France. En termes d'emplois, la comparaison s'arrête là : 1 390 salariés, soit 1 345 équivalents à temps plein, nuancent les syndicalistes. *« Pour une activité similaire, l'hôpital de Clermont-de-l'Oise totalise deux mille cinq cents agents pour couvrir onze secteurs, moins urbanisés, soit près du double d'agents »*, insiste Vladimir Nieddu, délégué CFDT à Lommelet. La grève reconductible a été lancée le 23 novembre par un front commun syndical regroupant, à l'origine, CFDT (majoritaire), CGT, autonomes et FO. Depuis lundi, les quelques militants FO ont décidé de se retirer de la bataille, *« sans plus d'explication »*, déplore un gréviste.

Rassemblés dans un des locaux syndicaux, ils sont une vingtaine, hommes et femmes, infirmiers et agents techniques, à faire le point. Au dix-neuvième jour de grève, la mobilisation tient bon. Elle se traduit par des arrêts de travail d'une heure par jour, à tour de rôle, *« car il faut continuer à assurer les soins vingt-quatre heures sur vingt-quatre »*, explique une infirmière. Mais, quand une action est décidée, elle entraîne une participation plus importante : ainsi, lors de la dernière séance de négociation, deux cent cinquante salariés étaient présents pour « accueillir » la direction. Mardi 11, plusieurs bus ont conduit les salariés de l'EPSM à Valenciennes, à l'occasion de la conférence régionale de la santé. Jeudi 13, ils s'apprêtaient à *« faire relâche »*, pour manifester avec les syndicats européens à Bruxelles...

« CERCLE VICIEUX »

Au centre de leurs revendications, la création d'au moins quatre-vingt-deux postes supplémentaires, *« soit 6 %, comme dans le privé »*, et vingt jours de réduction du temps de travail. De son côté, la direction propose la création d'une quarantaine de postes d'ici trois ans et l'octroi de treize jours de RTT, compte tenu, précisément, du manque d'effectif chronique de l'établissement. *« C'est un cercle vicieux ! On dirait qu'ils découvrent le problème »*, s'indigne Michel, infirmier CGT, déplorant *« que l'on puisse voter une loi sans se donner les moyens de la faire appliquer »*. Cette question, sensible, des effectifs s'inscrit dans un contexte beaucoup plus lourd.

Le retard sanitaire de la région Nord - Pas-de-Calais, tous secteurs confondus, est dénoncé depuis des années, tant par les professionnels de la santé que par de nombreux élus. *« Au total, le manque d'effectifs global est estimé entre dix-huit mille à vingt-mille postes »*, insistent les syndicalistes de Lommelet et d'Ulysse-Trélat, qui demandent *« un véritable plan d'urgence pour la santé »*. A maintes reprises, lorsqu'elle était encore ministre, Martine Aubry avait, elle aussi, souligné la nécessité d'un rattrapage. Dernièrement, elle s'est adressée par écrit au premier ministre, Lionel Jospin, et à la ministre de l'emploi et de la solidarité, Elisabeth Guigou, pour leur rappeler cette situation.

« On espère que la pression de nos élus va déboucher sur du concret », assurent les grévistes. Car force est de constater que, malgré certaines avancées, la région continue de se situer bien en dessous de la moyenne nationale en matière d'effectifs et d'équipements sanitaires : ainsi, pour la psychiatrie générale, la région compte-t-elle un taux d'équipement global (lits et places) de 1,17 pour mille habitants, contre 1,48 au niveau national.

Nadia Lemaire

Mobilisation des salariés à Sotteville-lès-Rouen

Une partie des salariés de l'hôpital psychiatrique du Rouvray, à Sotteville-lès-Rouen, a voté en assemblée générale, lundi 10 décembre, le principe d'une grève reconductible pour protester contre les modalités de passage aux 35 heures. Répondant à l'appel d'une intersyndicale CGT-SUD, plusieurs centaines d'agents, sur les neuf cents que compte l'établissement, se sont invités à la réunion de négociations qui devait avoir lieu le même jour. Ils estiment que les conditions proposées par la direction de l'établissement conduisent à *« vider de son contenu la réduction du temps de travail »*.

Philippe Séguin s'oppose à la stratégie du parti unique

PHILIPPE SÉGUIN développe ses critiques, dans un entretien publié par *Le Point* (daté 14 décembre), contre l'Union en mouvement, cet embryon de parti du président piloté par Jérôme Monod et Alain Juppé, auquel il s'est toujours refusé de participer. *« La stratégie qui se dessine est mauvaise. Elle doit être impérativement redressée »*, affirme l'ancien président du RPR. *« Est-ce vraiment en montant une machine de guerre contre François Bayrou et Alain Madelin que l'on récupérera le plus aisément leur voix au second tour ? »*, s'interroge encore M. Séguin.

Les Français satisfaits des « cadeaux » de Lionel Jospin

SELON un sondage de l'institut CSA, réalisé les 11 et 12 décembre auprès d'un échantillon de 1 000 personnes et publié par *Le Parisien* du jeudi 13 décembre, 49 % des personnes interrogées estiment que, *« face aux mouvements de revendication dans certains services publics »*, le gouvernement doit *« donner satisfaction, quitte à augmenter le déficit budgétaire de l'Etat »*. 38 % pensent au contraire qu'il ne faut *« pas céder aux revendications »*. Le satisfecit donné au premier ministre est plus prononcé encore chez les jeunes, les employés et ouvriers et chez les sympathisants communistes. Par ailleurs, selon le même sondage, 53 % des personnes interrogées font confiance à Lionel Jospin pour *« gérer les affaires du pays d'ici à l'élection présidentielle »*.

DÉPÊCHES

■ **SONDAGE : la cote de popularité de Lionel Jospin a baissé** de 4 points en décembre, à 51 % d'opinions positives (contre 40 % de négatives), et celle de Jacques Chirac de 3 points, à 61 % d'opinions positives (contre 29 % de négatives), selon la dernière enquête de Louis-Harris, réalisée les 7 et 8 décembre auprès d'un échantillon de 1 007 personnes et publiée par *Valeurs actuelles* (daté 14 décembre).

■ **CHÔMAGE : les députés ont adopté, mercredi 12 décembre, en première lecture, une proposition de loi socialiste** qui a pour objet de pérenniser le régime chômage des intermittents du spectacle. Les groupes de la majorité plurielle ont voté pour, de même que l'UDF. Le RPR et DL se sont abstenus.

EXPLOITATION **Une mission d'information parlementaire devait rendre public, jeudi 13 décembre, un rapport intitulé « L'esclavage en France ». Ses membres ont enquêté sur trois formes d'esclavage : l'exploitation sexuelle, l'exploitation domestique et l'emploi dans les ateliers clandestins. ● PLUSIEURS MILLIERS de personnes en France sont victimes de ces atteintes à *« la dignité humaine »*, indique le rapport. Et les réponses des pouvoirs publics ne sont pas à la hauteur de la gravité de la situation. ● LA MISSION propose notamment d'introduire dans le code pénal une section sur *« la traite des êtres humains »*. ● A PARIS, les prostituées, souvent très jeunes, et parfois privées de papiers d'identité, vivent sous le joug de « maquereaux » violents. Le Bus pour les femmes sillonne les boulevards de la capitale pour leur apporter un soutien.**

Les députés dénoncent les carences de la lutte contre l'esclavage en France

Exploitation sexuelle ou domestique, travail dans les ateliers : selon le rapport de la mission d'information parlementaire rendu public jeudi 13 décembre, des dizaines de milliers d'étrangers sont victimes de ces formes d'esclavage alimentées par des filières d'immigration clandestine

EN RENDANT PUBLIC, jeudi 13 décembre, son rapport intitulé *L'Esclavage en France*, la mission d'information parlementaire mise en place en avril 2001 livre une étude détaillée des différentes formes d'exploitation extrêmes d'adultes et d'enfants vulnérables. Que l'on parle d'*« esclavage moderne »* ou *de « traite des êtres humains »*, ces pratiques – recouvrant la prostitution forcée, l'esclavage domestique, le travail clandestin voire l'exploitation dans des réseaux de mendicité ou de vol – sont d'une gravité inquiétante. *« Nous avons voulu décrire dans un pays développé comme la France la réalité de ces formes d'exploitation qui rendent un être humain à l'état de chose »,* explique Christine Lazerges, députée (PS) de l'Hérault et présidente de la mission.

Le constat est alarmant. *« Réalité trop méconnue »* et *« malheureusement mal combattue »,* l'esclavage, de fait, asservit des dizaines de milliers de personnes en France. Il concerne, tout d'abord, les prostituées étrangères. Sur les quelque 12 000 prostituées exerçant sur les trottoirs français, plus de la moitié seraient étrangères. Sans papiers, prises en main par des réseaux organisés qui n'hésitent pas à user de violences et de menaces, coupées de tout contact, ces filles, souvent très jeunes, vivent *« dans un système de terreur ».*

« ATTEINTE À LA DIGNITÉ »

Les ateliers clandestins abritent une autre face de cet esclavage. Ils sont essentiellement présents à Paris, dans les secteurs de la confection, de la maroquinerie ou de la restauration. Les victimes, recrutées dans la communauté chinoise, ont souvent contracté auprès de mafias une lourde dette pour venir en France. Elles remboursent en travaillant dix à quatorze heures par jour, dormant et mangeant dans l'atelier, pour une rémunération mensuelle de l'ordre de 4 000 francs en moyenne.

Troisième phénomène, l'esclavage domestique. Trois cents plaintes ont été déposées pour ce motif en huit ans, mais *« il pourrait y avoir aujourd'hui plusieurs milliers de personnes dans cette situation dans notre pays »,* précise le rapporteur, Alain Vidalies, député (PS) des Landes. Touchant majoritairement des jeunes femmes originaires d'Afrique de l'Ouest, de Madagascar et du Maroc, l'exploitation recouvre une réalité sordide : quinze à dix-huit heures de travail quotidien sans rémunération ou presque, séquestration dans des locaux indignes, des repas faits de restes...

« Ces trois formes d'esclavage ont en commun une atteinte insupportable à la dignité humaine », remarque Mme Lazerges. Et pourtant, souligne le rapport, les réponses des pouvoirs publics *« ne sont pas à la hauteur de la gravité de la situation ».* Moyens insuffisants des services chargés de la répression, victimes traitées comme des coupables, plaintes classées, agents de police démobilisés, code pénal inadapté, associations débordées et peu soutenues par l'Etat, absence de structures d'accueil, etc. La liste des carences est longue.

Pour la mission, il faut *« une nouvelle politique qui place la victime au cœur des dispositifs ».* Trois grands axes de réforme ont été dessinés. Le premier vise à donner un statut aux victimes. Il faut pour cela une aide d'urgence qui prévoie un *« hébergement sécurisé ».* Souvent, les personnes exploitées ne peuvent échapper aux filières : sans papiers, à la merci de « mentors » violents, elles ne peuvent pas trouver une protection auprès de la police, qui ne les voit que comme des clandestines. La mission propose la désignation de quatre ou cinq centres d'hébergement et de réinsertion sociale « spécialisés », gérés par des associations agréées.

Mises en sécurité, les victimes auraient un titre de séjour de trois mois, le *« temps de se reconstruire »* et d'être *« officiellement aidées ».* A l'issue de ce délai, elles pourraient soit rentrer dans leur pays soit rester en France. Elles bénéficieraient en échange d'une coopération avec la justice, d'une carte de séjour et d'une autorisation de travail. Pour aider les victimes de l'esclavage domestique, souvent mineures au moment des faits, la mission propose de faire courir le délai de prescription à partir de la majorité. Et de leur faciliter un changement d'identité.

PUNIR LES TRAFIQUANTS

Deuxième priorité donnée par le rapport : punir les trafiquants. Cela passe par l'inscription d'une nouvelle incrimination dans le code pénal. Le terme d'esclavage étant inapproprié en raison de sa définition historique, le rapport propose la rédaction d'une nouvelle section dans le code pénal qui serait intitulée « De la traite des êtres humains » : quatre articles définiraient la traite, les peines encourues, les circonstances aggravantes et la responsabilité des personnes morales. Serait sanctionné le *« seul fait d'offrir des conditions de travail ou d'hébergement contraires à la dignité humaine »* ; la minorité de la victime ou sa *« vulnérabilité »* seraient considérées comme des circonstances aggravantes. Les peines seraient doublées par rapport au droit actuel.

Pour améliorer l'efficacité de la lutte contre les trafiquants, il est proposé de créer un « pôle spécialisé » au sein des juridictions, comme il en existe pour les affaires financières, et d'étendre aux affaires de proxénétisme les dispositifs dérogatoires en vigueur pour le blanchiment et le trafic de stupéfiants. Afin de confondre les donneurs d'ordre (couturiers, professionnels du textile et de la maroquinerie), leur autorité serait engagée dès que les commandes ne sont *« manifestement pas en rapport »* avec les capacités officielles de production de leur sous-traitant.

Enfin, les députés proposent la mise en place d'une mission interministérielle pour assurer une cohérence de la lutte contre la traite. *« Il faut remédier à l'éparpillement des interventions administratives et à la faillite de la délégation interministérielle de lutte contre le travail illégal »*, assure M. Vidalies.

Sylvia Zappi

Le Bus des femmes, un bref répit pour échapper à la surveillance des « macs »

ELLES SONT CINQ. Cinq jeunes femmes qui grelottent dans la nuit, sur la place de la porte Maillot, à Paris. Serrées les unes contre les autres, elles attendent qu'une voiture s'arrête, qu'un homme s'empare de leur corps pendant quelques minutes, en échange de deux ou trois billets. *« Bonsoir, ça va ? Vous voulez monter ? »* Le Bus des femmes vient de s'immobiliser. A bord, il y a « Mimi », animatrice-agent de prévention, ainsi que deux médecins, Jean-Yves et Grigori. Les jeunes femmes grimpent dans le véhicule – un camping-car. On leur sert des boissons chaudes, Grigori lance une conversation en russe avec deux d'entre elles. Dehors, quelqu'un toque à la porte. C'est Sonila, une Albanaise. Elle s'engouffre dans le bus, pose son petit sac à main sur une tablette. Sa voix forte emplit l'habitacle. Elle a de la « tchatche », Sonila, de l'assurance, un tempérament de meneuse. Soudain, son téléphone portable sonne. Elle consulte le numéro qui s'affiche. *« Allez les filles, on y va ! Je dois vous parler ! »*, s'exclame-t-elle. Ermina s'agrippe aux bras de Mimi. *« Ne te laisse pas faire »*, lui dit l'animatrice. Les autres jeunes femmes sont déjà à l'extérieur, la conversation est très animée, Sonila parle fort. *« Elle veut les "maquer" ou les faire partir »*, commente Mimi. Le coup de téléphone provenait sans doute d'un « protecteur » posté aux alentours, ajoute Grigori.

REPORTAGE

Les équipes distribuent des préservatifs aux prostituées et les informent de leurs droits

Depuis novembre 1990, le Bus des femmes sillonne les boulevards qui ceinturent Paris pour épauler les prostituées. Six fois dans la semaine – durant deux après-midi et quatre soirées –, des équipes de deux ou trois personnes vont au-devant des filles qui font le trottoir pour leur distribuer des préservatifs et des brochures – en plusieurs langues – sur les maladies sexuellement transmissibles ; elles les informent sur leurs droits et s'efforcent de jeter des *« passerelles »* avec toutes les institutions médico-sociales. Grâce à ce contact avec le monde de la rue, l'association des Amis du Bus des femmes a vu se développer de nouvelles formes de prostitution, « importées » de l'étranger par des réseaux mafieux qui achètent, revendent, asservissent, maltraitent des jeunes femmes – parfois mineures. *« Le nombre de filles que nous rencontrons a parfois triplé*, explique Jean-Yves. *Du coup, nous avons dû modifier nos itinéraires. »* Sur certains secteurs, le Bus des femmes effectue désormais deux tournées distinctes alors qu'il n'en faisait qu'une auparavant.

Cet afflux de prostituées a commencé il y a quatre à cinq ans avec la venue de jeunes originaires de pays de l'Est. Depuis 2000, le flot arrive également d'Afrique de l'Ouest. *« On a l'impression que ça coule à partir des lieux de prostitution habituels jusque dans les rues avoisinantes »*, résume Jean-Yves. L'image n'est pas exagérée. A l'orée du bois de Boulogne, quelques centaines de mètres après le Palais des congrès, quatre femmes font le pied de grue. Des Macédoniennes. Le bus stoppe, Mimi leur propose de grimper à bord. Elles se pressent contre la portière, sourient, mais déclinent l'offre. Elles savent qu'elles sont surveillées : un véhicule Espace s'est immobilisé quelques secondes à hauteur du camping-car avant de stationner un peu plus loin. L'une des Macédoniennes va dans sa direction, converse avec le passager. On lui remet un sac en papier, frappé du logo McDonald's. C'est l'heure du ravitaillement. Mimi, Jean-Yves et Grigori quittent les lieux. *« Tu as vu ?* s'indigne l'animatrice. *Elles étaient d'accord pour monter dans le bus. Et puis l'Espace est arrivé, elles se sont ravisées, et maintenant, elles mangent là, dans le froid. Tu trouves ça normal ? »*

RÉPONSES FARFELUES

Sur le cours de Vincennes, l'ombre tutélaire des « maquereaux » semble moins pesante. Alors Ezima, Egbichi et plusieurs autres Nigérianes prennent leur temps, dans le bus de l'association Aux captifs la libération. Elles sirotent un thé, discutent bruyamment dans leur langue maternelle, interpellent Françoise et David, deux bénévoles de l'association, en anglais ou en français. Elles sont jeunes, très jeunes même : Ezima, par exemple, a un visage de poupée à peine sortie de l'adolescence. Mais quand on les interroge sur leur âge, les réponses farfelues fusent : *« J'ai quarante-deux ans »*, lance l'une. *« Quatre-vingt-neuf »*, enchaîne une autre. *« Cent ans »*, surenchérit Egbichi. David s'obstine. *« Où as-tu appris le français, Egbichi ? – A l'école. – C'est vrai ? – Non »*, s'esclaffe-t-elle. Malgré ces attitudes de déni, Aux captifs la libération connaît assez bien le profil de la population qui se prostitue sur le périmètre Nation-Porte de Vincennes : sur les 340 personnes que le bus a rencontrées depuis le début de l'année, il existe une estimation de l'âge pour 263 d'entre elles : 110 ont moins de vingt-cinq ans.

Bertrand Bissuel

De l'Albanie jusqu'aux trottoirs de Paris, la descente aux enfers de Karina et Marina

ELLES ONT QUITTÉ leur bout de trottoir glacé des boulevards extérieurs de l'ouest parisien pour se rendre au bureau de leur avocat. Karina S. et Marina L., toutes deux albanaises, victimes de la traite des femmes, sont venues raconter leur calvaire depuis qu'elles ont quitté la petite ville du nord de l'Albanie où elles habitaient. L'une, grande et brune, et l'autre, tout aussi élancée et rousse, sont emmitouflées dans leur anorak. Elles ne se lâchent pas du regard quand l'une des deux prend la parole.

Marina raconte qu'elle a quitté ses parents en 1996, à l'âge de vingt ans, au bras d'un beau jeune homme rencontré au lycée : *« Il voyageait beaucoup et m'a proposé de partir avec lui en Italie,* explique-t-elle. *Je pensais trouver un travail normal dans un restaurant. Mais pas ça. »* A cette époque, les voyages organisés par la mafia albanaise pour alimenter le marché de la prostitution à l'Ouest n'étaient pas encore massifs ni connus. Le couple a pris le bateau pour l'Italie et débarqué à Milan rejoindre *« des frères et des cousins ».*

« Au début, il n'a rien dit, il faisait semblant de chercher du travail. Mais je voyais les autres filles du groupe sortir le soir et ne revenir que le matin. J'ai compris. » La jeune femme a refusé, pleuré, manifesté son désir de repartir. Les coups pleuvaient – la *« bomba »*, dit-elle dans un rire forcé. *« Comment rentrer ? Ma famille m'avait vue partir avec un homme que j'étais supposée épouser. Et puis les autres filles m'ont raconté les menaces physiques sur les proches. J'ai eu peur pour mes petites sœurs. »* Hébergée dans un hôtel avec d'autres jeunes Albanaises, elle devait travailler tous les jours de 21 heures à 5 heures du matin. *« Il me frappait dès que je parlais de repartir. Il prenait tout l'argent. »*

VIOLÉE ET BATTUE POUR ÊTRE « CASSÉE »

Quelques mois plus tard, Karina S. débarquait au bras d'un autre « frère ». Lui aussi connu de sa famille, un *« gars en qui on a confiance ».* Plus récalcitrante à se mettre « au travail », la jeune femme a été violée et battue par deux hommes, pour *« la casser ».* A l'été 1998, les deux maquereaux et « leurs filles » sont partis pour Anvers, en Belgique. Là a commencé une activité *« en vitrine »* : *« Tout avait été organisé. Il fallait parfois travailler le jour et la nuit pour rapporter encore plus d'argent »*, assure Karina. Mais les contrôles de la police étaient stricts, la vie difficile. Alors le quatuor s'est envolé pour Paris.

Une place a été trouvée sur le trottoir de la porte de Vincennes, puis plus à l'ouest. Les deux « macs » sont aujourd'hui repartis en Belgique mais la surveillance est assurée par d'autres. La vie continue dans le même climat de violence. Logées dans une chambre d'hôtel, les jeunes femmes disent n'avoir *« que de quoi payer la chambre, le taxi et un peu pour manger ». « Si j'avais un frère pour me protéger, je pourrais revenir au pays. Mais là, ce n'est pas possible »,* renchérit Marina.

Les deux Albanaises se sont vu refuser l'asile par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides. Sans papiers, elles ne trouvent de l'aide qu'auprès de l'Amicale du nid. Parler à la police n'est pas envisageable : *« Vous ne pouvez pas imaginer ce qu'ils font aux filles qui parlent,* s'emporte Marina. *On a vu des femmes tuées dès que le mac est allé en prison. »* Leur avocat, Me Jérôme Cukier, a déposé en janvier une demande d'asile territorial. *« J'en peux plus, je voudrais arrêter. Si j'avais des papiers, je pourrais partir me cacher dans une autre ville*, se lamente Karina. *Pour avoir une vie normale. »* La préfecture de Paris doit rendre sa décision en février 2002.

S. Z.

Grande est votre liberté, petit est son prix.

Pour 1 € de plus, HP vous offre la mallette de transport de votre portable (1)

hp omnibook xe3 (F3877W)

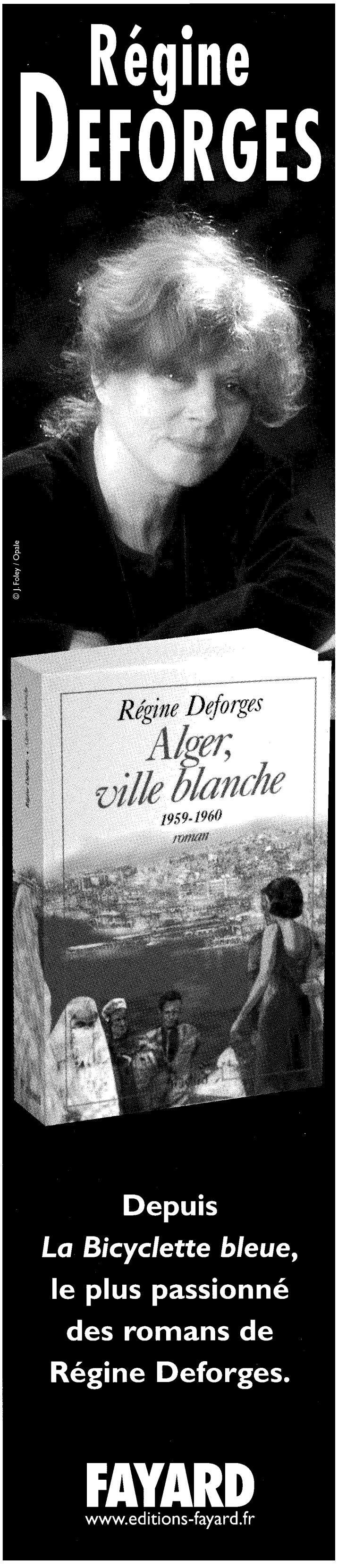
- Équipé du processeur Intel® Celeron™ 850 MHz
- Mémoire 128 Mo, disque dur 10 Go
- **Lecteur CD-ROM intégré**
- Modem 56k
- Écran 14,1" TFT
- Microsoft® Windows® 98

1299 €ht* 8520,88 Fht*

Les PC HP utilisent une version originale de Microsoft® Windows®.www.microsoft.com/piracy/howtotell

0826 800 400 (0,98 Fht la min) en précisant le code "**décembre**" - **www.hp.com/fr**

©Hewlett-Packard 2001. Tous droits réservés. HP Invent est une marque déposée de Hewlett-Packard. Intel®, le logo Intel® Inside et Pentium® sont des marques ou des marques déposées et Celeron™ est une marque ou une marque déposée de Intel® Corporation ou de ses filiales aux Etats-Unis ou dans les autres pays. Microsoft® et Windows® sont des marques de Microsoft® Corporation 2000. Toutes les autres marques sont fournies à titre de simple information et appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Offre exclusivement réservée aux professionnels du 1er décembre au 31 décembre 2001 dans la limite des stocks disponibles, chez les revendeurs participant à l'opération. *Prix conseillés. Les prix varient fréquemment et sont sujets à réajustement sans préavis. Photo non contractuelle.
(1) références de la mallette de transport F1778A ou F1778B d'une valeur de 38 €ht ou 250 fht.



Devant le tribunal d'Aix, Charles Debbasch nie avoir abusé de la confiance du peintre Vasarely

Le professeur de droit est prévenu d'avoir détourné des toiles, ainsi que 3 millions de francs

Charles Debbasch, ancien président de l'université Aix-Marseille-III, comparaît depuis mardi 11 décembre devant le tribunal correctionnel d'Aix-en-Provence pour « *abus de confiance* » au préjudice du peintre Victor Vasarely et de sa fondation, inaugurée en 1976 à Aix. Prévenu d'avoir détourné des toiles et 3 millions de francs au terme de neuf années d'instruction, le professeur de droit nie avoir dissipé le moindre centime.

MARSEILLE
de notre correspondant

« Je me suis demandé si, en ma qualité de fonctionnaire, je ne devais pas venir en robe. Mais finalement, je suis venu tout nu devant la justice. » Même sans sa toge de professeur, Charles Debbasch, soixante-quatre ans, n'est pas un justiciable ordinaire. Ancien président de l'université d'Aix-Marseille-III, ancien doyen de la faculté de droit, il se targue, devant le tribunal correctionnel d'Aix-en-Provence, d'avoir *« formé un bon 35 % des magistrats de France »*. Mais c'est en qualité de prévenu qu'il comparaît depuis mardi 11 décembre pour répondre d'abus de confiance, entre 1984 et 1992, au préjudice de Victor Vasarely, le célèbre peintre du XXe siècle, et de sa fondation, inaugurée en 1976 à Aix-en-Provence. Charles Debbasch l'a présidée de 1981 à 1993, en vertu d'une convention signée entre l'artiste et l'université.

PROCÈS

Entre le maître de l'optic-art décédé en 1997 et le juriste de renom – M. Debbasch fut conseiller de Valéry Giscard d'Estaing de 1978 à 1981, conseiller du président du Togo et PDG du *Dauphiné Libéré* –, les relations s'étaient dégradées en 1990 après le décès de Claire Vasarely, l'épouse du peintre. Deux ans après l'ouverture de la succession, Victor Vasarely et ses deux fils déposaient les premières plaintes. Au terme de neuf années d'une instruction marquée par des incidents procéduraux, l'ancien président de la fondation qualifie toujours d'*« infamies »* les accusations portées contre lui. Il lui est reproché d'avoir fait de la fondation *« sa chose »*, selon le terme du juge d'instruction, mais aussi d'avoir détourné des toiles et une somme d'environ 3 millions de francs.

Délégué général de l'université auprès de la fondation, Pierre Langeron avait été *« troublé »* par certaines dépenses. *« Je posais des questions à M. Debbasch mais il éludait, il coupait court en disant : "Cela regarde la fondation"*, avait déclaré M. Langeron aux enquêteurs. *Les frais me paraissaient démesurés, incontrôlables. »* Ainsi, le rapport que la fondation a payé 13 000 francs, en juillet 1988, à la compagne de M. Debbasch, n'a laissé de trace ni dans les archives ni dans aucune mémoire. Même la rédactrice de ce document – que Charles Debbasch présente comme une recherche de jurisprudence sur les fondations – l'a oublié. *« Ce n'est pas Mme Tiberi. Ce n'est pas la fermière du coin à qui on demande un rapport ! »*, finit-il par s'écrier.

« POISSON-PILOTE »

Devant le tribunal, Charles Debbasch conteste, avec beaucoup de véhémence, avoir dissipé le moindre centime : *« Je suis plutôt le poisson-pilote que le requin de la fondation.»* Il affirme avoir payé *« au franc près »* la rénovation de son appartement de la rue des Eaux, à Paris (16e arrondissement). Des artisans ont cependant déclaré s'être fait régler par la Fondation Vasarely des factures faussement libellées pour des travaux réalisés chez M. Debbasch. Peinant à persuader le tribunal que la facture de 230 000 francs du menuisier qui a rénové ses parquets et changé ses portes correspond bien à une commande de caisses pour le transport d'œuvres d'art, Charles Debbasch lâche finalement qu'il a pu être victime de la décoratrice choisie pour réaménager son domicile.

L'ancien président de la fondation fait aussi porter à son étudiant, l'avocat parisien Eric Turcon, toute la responsabilité de la création de la société de droit panaméen Art Technical Research (ATR). Cette structure disposant d'un compte à la Société de banque suisse de Genève avait été montée pour accueillir les fonds adressés à Victor Vasarely par la Circle Fine Arts Corporation, un réseau de galeries américaines ayant obtenu l'exclusivité mondiale de la vente des sérigraphies et des œuvres originales de l'artiste. Avant la création d'ATR, Jack Solomon, le dirigeant de ces galeries, se déplaçait deux fois par an à l'atelier d'Annet-sur-Marne (Seine-et-Marne) pour signer de gros chèques à l'artiste.

En octobre 1989, surpris que Charles Debbasch lui demande de verser désormais ces sommes sur le compte d'ATR, le marchand américain s'en était ouvert à Michèle Vasarely, belle fille de l'artiste. Devant le tribunal, celle-ci décrit la colère de Charles Debbasch lorsqu'elle s'était étonnée de ce nouveau mode de rémunération. *« Il est sorti de ses gonds. Il m'a dit : "Je vous tuerai, je vous anéantirai" »*, déclare cette petite femme au teint d'albâtre. Jugeant cette déclaration *« abracadabrante »*, Charles Debbasch assure que Victor Vasarely *« n'a en rien été lésé dans cette affaire »*.

« LE CONTRAIRE DANS LE DOSSIER »

De ce montage, il n'assume qu'une chose : *« J'ai mis en contact Me Turcon et Victor Vasarely, point à la ligne »*. Les six quittances qu'il a remises pour justifier des versements à l'artiste sont considérées par l'accusation comme des faux. Lorsqu'il tente d'expliquer le circuit emprunté pour verser au peintre les sommes en liquide retirées du compte suisse d'ATR, le président du tribunal l'interrompt : *« On va reprendre tout cela car nous avons exactement le contraire dans le dossier. »* Cités par la défense, une douzaine de professeurs d'université sont venus louer les qualités de ce juriste, *« l'un des plus brillants de sa génération »*. Outre le droit, Charles Debbasch vit une autre passion, celle des yorkshires. Dans son abondante bibliographie, un livre surprend : *Un amour de Love*. Charles Debbasch y raconte *« cinq années de sa vie avec* [son] *yorkshire préféré »*.

Les débats devraient prendre fin vendredi 14 décembre.

Luc Leroux

Le commandant espion Bunel a été condamné à deux ans de prison ferme

LE MALHEUREUX commandant Bunel en a pris pour son grade, et au-delà. Les experts sont venus expliquer devant le tribunal aux armées combien l'homme était immature, et son avocat lui-même a balayé les fumeux complots des services secrets, distillés la veille par son client tout émoustillé (*Le Monde* du 13 décembre). La magistrate colonel du ministère public a rappelé que, avant 1981, la *« trahison en temps de paix »* méritait la peine de mort mais n'a réclamé qu'une peine de principe : le tribunal l'a suivie et Pierre Bunel, qui risquait quinze ans de réclusion criminelle, a été condamné, mercredi 12 décembre, à cinq ans de détention dont trois avec sursis pour avoir transmis, en 1998, les plans des frappes de l'OTAN à un colonel serbe, en pleine guerre du Kosovo. Peine modeste, à la hauteur du destin de l'espion français, qui aura tout raté, même sa condamnation.

Pierre Bunel, quarante-neuf ans, est pourtant *« extrêmement intelligent »*, a souligné Jacqueline Teitgen, expert psychologue, et *« d'une intelligence qui ratisse large »*. Il est né dans une famille de militaires, *« prisonnier d'un système de valeurs familiales, idéologiques, qui peuvent paraître un peu anachroniques ; des idées de grandeur, d'héroïsme, qui sonnent plus facilement dans son contexte familial »*. Le commandant a collaboré avec les experts, ils ont même eu du mal à l'arrêter, et *« ce flot de paroles m'a étonné pour un officier de renseignement »*, a observé le psychiatre Michel Dubec. Pierre Bunel s'est *« confié comme un enfant »* et l'expert voit dans cette volubilité *« un fond immature certain »*.

Pierre Bunel a choisi l'armée, comme papa, et n'a pas fait d'étincelles dans cette famille de substitution : 174e sur 204 à Saint-Cyr, il est resté capitaine pendant treize ans et vu tous ses camarades de promotion lui passer devant, en accumulant les notations cinglantes : *« manque de maturité, de pondération, très haute estime de lui-même »*. Pauvre artilleur, il n'a trouvé sa voie qu'en 1980, dans les langues (anglais, arabe) et le renseignement. L'arabe, comme maman, qui était professeur d'arts marocains. Malgré tout, l'officier se sent à l'étroit. *« Il s'est senti en difficulté de tout voir, de tout comprendre et de ne jamais agir »*, a expliqué Jacqueline Teitgen, et a passé son temps à raconter des guerres qu'il n'a pas vécues directement, aux côtés des plus hauts généraux de l'armée française, qui n'y ont vu que du feu et dont il faut saluer la clairvoyance. Au total, le commandant a *« une image abîmée de lui-même »* et *« se défend de l'auto-dépréciation par l'hyperactivité »*. Il compense *« un fond d'immaturité névrotique »* par *« une pensée rigide, conforme, formelle »* et *« un rationalisme sans limites, qui lui fait perdre pied avec la réalité »*. Ainsi, résume Michel Dubec, *« il a voulu n'être pas seulement un militaire, mais aussi un héros, ce qui n'est pas toujours compatible »*. La salle, pleine de généraux, toussote. Pierre Bunel, redevenu petit garçon, répond humblement qu'il n'est pas en mesure de s'évaluer lui-même.

« VOUS AVEZ TRAHI »

C'est l'avocate générale qui a administré la fessée. Janine Stern, comme les huit magistrats du tribunal aux armées qui forment la cour d'assises spéciale, est une magistrate civile, détachée auprès du ministère de la défense. Elle est entièrement libre de ses réquisitions, mais a le grade de colonel et requiert dans un bel uniforme bleu qui lui donne une étrange allure d'hôtesse de l'air. Le commandant Bunel s'est entendu égrener, année après année, ses mauvaises notes comme un gamin convoqué chez le directeur. *« Vous avez voulu être un héros ; en réalité, vous avez trahi,* l'a grondé la magistrate. *Trahi vos camarades, trahi l'armée, trahi les alliés de la France. »* Elle a rappelé que Francis Temperville, un physicien qui avait transmis des documents aux Russes, avait écopé de neuf ans de prison en 1997, et n'a demandé pour Pierre Bunel que cinq ans de prison, dont une partie avec sursis.

La cause était déjà gagnée pour Me Eric Najsztat, qui en a prudemment rajouté sur l'infantilisme de son client et l'a abandonné, pour la bonne cause, en rase campagne. Il a assuré, contre l'évidence, n'avoir jamais été favorable à la thèse du commandant, qui avait assuré la veille avoir agi sur ordre : l'avocat a compris que la manœuvre *« n'avait pas suscité l'enthousiasme »*. Il a rappelé que M. Temperville avait touché 300 000 francs, pas son client. *« Il voulait foutre la trouille aux Serbes,* a plaidé l'avocat, *sans ordre, sans mission. C'est certes une faute professionnelle. A vous de dire si c'est un crime. »* Le tribunal aux armées a considéré que crime avoué était à demi pardonné et a renvoyé brièvement l'espion en prison. Après un bref délibéré, Pierre Bunel, qui a déjà purgé dix mois de détention, a été condamné à cinq ans de prison dont trois avec sursis.

Franck Johannès

Le maire d'Issoudun « admire » les Restos du cœur, mais préfère aider ses pauvres lui-même

ORLÉANS (Loiret)
de notre correspondant régional

Même dans la France dite profonde, il faut se méfier des caméras. Au volant de sa voiture, André Laignel, maire (PS) d'Issoudun (Indre), pénétrait, lundi 10 décembre, dans la cour de la sous-préfecture locale et se voyait entouré d'une équipe de France 3. A l'occasion de l'ouverture de la campagne des Restos du cœur, la station régionale souhaitait demander au magistrat de la ville pourquoi Issoudun n'accueillait pas l'association créée par Coluche.

« Que là où il y a défaillance, ils fassent leur boulot, mais nous, on n'est pas défaillants !, a répondu l'ancien trésorier du PS. *On leur permet ainsi de mieux se consacrer à la tâche qui est la leur. Moi j'aime beaucoup ce qu'ils font. »* Avant d'ajouter : *« Nous avons une politique qui vise tous ceux qui ont des difficultés dans notre secteur, et nous prenons en compte tout le monde. »* Propos qui laissaient penser que la mairie couvrait tous les besoins et que la pauvreté était désormais boutée hors d'Issoudun.

L'Indre, certes, ne bat pas des records de chômage. Il est relativement peu élevé (8,2 %) dans le département, et encore moins dans le bassin d'emploi de la ville dirigée par André Laignel (7,4 %). *« Je voudrais bien qu'il n'y ait pas de pauvres à Issoudun ! »*, lance néanmoins une bénévole du Secours catholique. *« La Croix-Rouge distribue des colis alimentaires à Issoudun*, indique le responsable de l'antenne locale de la Croix-Rouge, Michel Saint-Paul, pharmacien. *Tous les quinze jours, nous dépannons quatre-vingts familles, c'est-à-dire trois cents personnes environ. D'ailleurs, la mairie nous aide, nous avons une subvention. »*

RÉACTION « À L'EMPORTE-PIÈCE »

Dans le département, 1 800 personnes fréquentent les Restaurants du cœur. Des centres sont ouverts à Châteauroux et dans six agglomérations. *« Mais pas à Issoudun, la seconde ville du département*, regrette Claude Dufloux, animateur des Restos du cœur dans l'Indre. *C'est une situation que nous acceptons difficilement. Nous tenons à aider les gens là où ils vivent. »* Il y a un an, le responsable des Restos a sollicité un entretien auprès d'André Laignel. *« Il n'a pas souhaité ce rendez-vous*, indique le bénévole. *Il m'a indiqué qu'il avait pris les dispositions nécessaires, que les problèmes des gens en difficulté étaient de la responsabilité des pouvoirs publics. On en est resté là. »*

Dans la journée du 11 décembre, la mairie d'Issoudun, soucieuse de *« déminer »* les propos du maire, expliquait que M. Laignel, pris sous le feu des caméras, s'était exprimé *« de façon un peu malheureuse »* et avait eu une réaction *« à l'emporte-pièce »*, conséquence des *« rapports exécrables »* entretenus depuis longtemps avec France 3. *« Je ne vois pas comment je pourrais interdire aux Restos de créer une association, j'admire ce qu'ils font*, déclarait dans la soirée André Laignel au *Monde. Si demain ils veulent s'implanter, ils peuvent le faire, je n'ai rien contre eux, mais depuis un an, je n'ai pas eu de demande. »*

« Lorsqu'une municipalité n'est pas prête à nous soutenir, nous n'insistons pas, répond Claude Dufloux. *Là où nous sommes présents dans l'Indre, nous agissons en totale harmonie avec les mairies qui nous accueillent : elles nous fournissent les locaux et nous aident à fonctionner. »* Le responsable des Restos du Cœur précise encore : *« Plus qu'en ville, on n'aime pas montrer sa misère en milieu rural, car on se connaît. Nombre de gens ignorent aussi les structures mises en place par les pouvoirs publics. Ce que les Restos apportent n'est pas négligeable. »*

Régis Guyotat

La truite, vedette de la pisciculture en Aquitaine

Avec 47 000 tonnes, ce poisson arrive en tête de la production piscicole en France, où les entreprises sont soumises à une stricte réglementation. A partir du 1er janvier 2002, les poissonniers devront appliquer la réglementation européenne sur l'étiquetage et la traçabilité

CASTETS (Landes)
de notre envoyé spécial

La truite est-elle le saumon du pauvre ? *« Pas du tout, la truite est un produit moderne, diététique, noble, offert tout au long de l'année, qui a son identité, qui en plus est français »*, rectifie Alain Roussel, directeur du Comité interprofessionnel des produits de l'aquaculture (CIPA). De plus en plus souvent associées – voire intégrées – aux élevages en amont et aux enseignes de la grande distribution en aval, les entreprises de transformation et de découpe rivalisent d'inventivité pour séduire les consommateurs. En effet, autant la vente de truite portion traditionnelle recule, autant le filet de truite fumée au bois de hêtre, le pavé, les toasts pour l'apéritif, les carpaccios et autres brochettes, trouvent de nouveaux débouchés.

Embryonnaire il y a vingt ans, à l'époque où des mareyeurs bretons s'étaient lancés dans l'aventure pour utiliser leurs déchets de poisson comme nourriture pour les truites d'élevage, la pisciculture d'eau douce commence à conquérir ses lettres de noblesse. Assise essentiellement sur un réseau de PME dont les installations sont dispersées en fonction de la localisation des rivières et des contraintes d'environnement, la branche salmonicole produit 47 000 tonnes de truites, dont 11 700 en Aquitaine, dans trente-six entreprises. La Bretagne vient tout près, en seconde position.

Pourquoi l'Aquitaine ? *« Cette région est une éponge qui garde l'eau de ses nappes phréatiques, filtrée par le tamis naturel qu'est le sable, et qui bénéficie aussi de l'eau pure qui dévale des Pyrénées »*, explique Arnaud Chaperon, PDG de Viviers de France, à Castets (Landes). Or la truite – qui peut indifféremment être élevée en mer et en eau douce – est un poisson très exigeant en termes de qualité et d'oxygénation de l'eau. Elle est d'ailleurs utilisée comme « témoin » au réservoir de Montsouris à Paris, notamment pour tester les teneurs en chlore. L'entreprise, qu'Arnaud Chaperon a reprise il y a cinq ans, après le dépôt de bilan, et qui compte parmi ses actionnaires actuels un fonds d'investissements britannique et le leader des produits haut de gamme Labeyrie, emploie quelque 200 personnes sur huit sites, dont cinquante à l'usine de conditionnement de Castets.

Les contraintes qui pèsent sur les chefs d'entreprise sont nombreuses, comme par exemple chez Aqualand, l'un des spécialistes de la truite fumée : application d'une charte de qualité exigeante, fonctionnement d'un laboratoire interne, recours à des organismes externes de certification, mise en place d'une station d'épuration maison et de systèmes coûteux d'élimination des feuilles charriées par les cours d'eau pendant l'automne, étude d'installation de filets contre les hérons ou les cormorans qui peuvent faire des dégâts considérables dans les bassins, réponses aux contrôles imprévus des services vétérinaires ou de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), qui pinaillera sur la dénomination de truite nature, surveillance des rejets en aval. Face à cela, la nourriture des truites, qui est assurée quasi automatiquement par des appareils roulants le long des bassins et programmés – selon l'âge des animaux – par ordinateur, n'est presque qu'une formalité.

Pas tout à fait cependant. Car le consommateur, toujours plus exigeant, veut savoir ce qu'a mangé ce qui vient dans son assiette. Or les truites comme les poulets bretons ou les saumons scandinaves souffrent d'une méfiance coriace du public. Ces granulés qu'absorbent les poissons d'élevage, de leur naissance au quatrième jour précédant leur sacrifice, sont-ils aussi sûrs que les mouches d'eau ou les vrais vers de terre ? Les professionnels l'affirment, évidemment, et précisent qu'ils sont composés à 65 % de farines et d'huile de poisson, venant essentiellement du Chili ou du Pérou et contrôlées scrupuleusement par les services du ministère de l'agriculture et de la pêche. Les farines de viande et d'os d'animaux terrestres à sang chaud ont été autointerdites par les fabricants dès le début de 1996. Ces derniers assurent aussi que les aliments modernes permettent une meilleure digestibilité, puisque, s'il y a dix ans, il fallait 1,8 kg d'aliments pour obtenir 1 kilo de chair de poisson, ce chiffre est tombé à 1,2, ce qui limite les rejets.

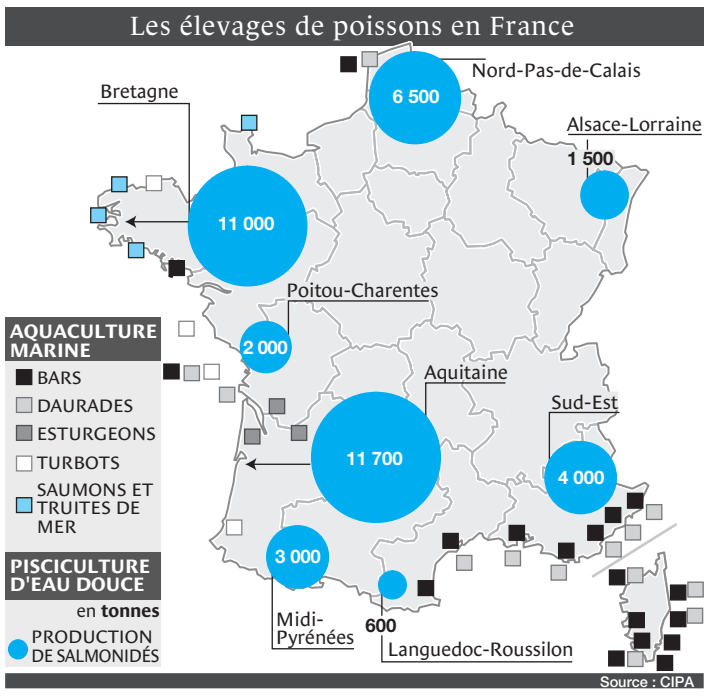
MÉFIANCE DU PUBLIC

Il n'empêche : comme les contrôles sanitaires et administratifs ne peuvent s'exercer que par sondages, comme l'étiquetage n'est pas encore totalement transparent, comme des fraudes et des combines (dans ce domaine comme dans d'autres) sont inévitables, le public continue à croire que le poisson sauvage est toujours plus goûteux et plus sûr que celui d'élevage. De ce point de vue la pisciculture a encore des progrès à faire pour se comparer à l'agriculture et à l'élevage d'animaux qui depuis longtemps sont acceptés comme des activités organisées par l'homme.

La question des rejets des excréments des poissons, qui expliquent le classement des piscicultures dans les établissements à risques pour l'environnement est celle qui taraude le plus les professionnels. *« Il est quasiment impossible d'ouvrir une nouvelle pisciculture*, affirme Alain Roussel. *Et quand quelqu'un reprend un établissement d'une capacité de 100 tonnes par exemple, rien ne lui donne l'assurance que dans trois ou quatre ans il ne devra pas réduire sa production de moitié. »* Les pisciculteurs sont progressivement intégrés dans le système des redevances des Agences de bassin, mais à ce jour, la question de la valorisation des boues des stations d'épuration reste entière. C'est donc avec beaucoup d'impatience qu'on attend que l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et l'Institut français de recherches pour l'exploitation de la mer (Ifremer) publient, sous forme cartographique qui servira de référence, les résultats de leurs études d'impact sur les milieux aquatiques, continentaux et marins de l'activité des piscicultures.

François Grosrichard

Les élevages de poissons en France



Les fermes aquacoles sont bien réparties tout le long du littoral français. L'Aquitaine, la Bretagne et le Nord-Pas-de-Calais sont forts producteurs de poisson d'eau douce.

Nom et origine seront obligatoires

Selon un règlement européen de 1999 – applicable le 1er janvier 2002 –, le nom du poisson devra être précisé sur les étals. Le poissonnier devra également indiquer si le poisson, le coquillage ou le crustacé a été élevé en eau douce ou en eau de mer et si c'est un produit d'élevage (avec le pays d'origine) ou sauvage (avec la zone de capture).

Les prix peuvent varier considérablement selon que le poisson est pêché à la ligne, au chalut, ou provient d'élevages... français ou turcs. En revanche, l'indication de la date de pêche n'est pas obligatoire. Les ventes directes du pêcheur au consommateur sans obligation d'information ou d'étiquetage précis seront strictement limitées. Enfin, puisque la traçabilité est désormais la règle d'or, le règlement européen prévoit, à la demande de la France, que toutes les informations mentionnées plus haut seront disponibles à tous les stades de la chaîne de commercialisation. Les contrôles étant assurés par chaque Etat membre.

De Noirmoutier à Pékin, le long voyage d'alevins très bichonnés

NOIRMOUTIER
de notre envoyé spécial

France Turbot emploie cent dix salariés sur l'île de Noirmoutier et cinq à... l'aéroport de Roissy. Cette branche du groupe Adrien, qui exploite aussi des flottes de chalutiers au Pérou et au Sénégal, s'est forgé une place de leader mondial dans le secteur des écloseries et du grossissement des poissons de mer d'élevage. Cet élevage – en bordure du littoral dans des bassins couverts ou en pleine mer en cages – concerne actuellement essentiellement le turbot, le bar, la daurade et l'esturgeon, mais pourrait demain s'étendre à d'autres espèces.

« Nous exportons chaque mois vers Shanghaï et Pékin 150 000 alevins de turbot et 6 tonnes de poissons de taille commerciale, tous vivants », explique René Adrien, le directeur général du groupe, qui précise que la Chine est après l'Espagne son premier client. L'adhésion de Pékin à l'OMC (Organisation mondiale du commerce) est une excellente nouvelle pour lui, puisque les barrières douanières vont progressivement tomber. Les animaux – 10 à 20 grammes pour les alevins, 1 à 2 kilos pour les turbots adultes – partent des bassins de l'île en camion vivier. A Roissy, ils sont placés dans des caisses hyperoxygénées pour le voyage aérien. Après avoir été remis dans de l'eau de mer à l'arrivée, ils peuvent être présentés, deux jours plus tard, dans les restaurants chinois huppés. Le taux de survie observé est de 98 % pour vingt-quatre heures de transport.

A Noirmoutier, France Turbot s'approvisionne en eau de mer souterraine par forage. Une eau recyclée ensuite dans les bassins de grossissement. Derrière des bâches noires, les stocks de géniteurs mâles et femelles sont conservés dans trente-deux bassins. La lumière et la nuit noire y alternent afin de déclencher la ponte et la fécondation, au moment où l'entreprise le souhaite et tout au long de l'année.

DU PLANCTON VIVANT POUR LES LARVES

« On bichonne nos 2 500 pères et mères », dit René Adrien. Chacun est marqué par un signe informatique différent pour qu'on détecte les risques éventuels de consanguinité. Leur alimentation (farines de poissons, blé, maïs, amidon, vitamines) est très étudiée. Des « visites médicales » régulières sont organisées, non seulement pour les géniteurs (dont la valeur comptable est évaluée par l'entreprise à 3 300 francs pièce !), mais aussi pour les larves issues de l'œuf. La période la plus critique pour un aquaculteur est en effet le stade quasi microscopique quand, après l'incubation de l'œuf, pendant cinq jours, la larve deviendra alevin, qui lui-même passera dans les bassins de prégrossissement. Il faut nourrir la larve avec un plancton vivant ou des aliments composés spécialement adaptés. *« C'est une science particulièrement délicate et la France a pris du retard. Heureusement nous bénéficions aujourd'hui des avancées et des techniques les plus pointues de la génétique »*, indique Didier Leclercq, responsable à France Turbot de la mise au point des schémas de sélection génétique et du respect des critères de la charte Qualité de la pisciculture marine, qui vient d'être établie par l'interprofession.

Le défi est de taille. Il s'agit de faire aimer aux consommateurs français un poisson noble qui n'a jamais vu la mer. Les Asiatiques, eux, ont déjà franchi le pas.

F. Gr.

Controverses autour de la rénovation du pont d'Aquitaine à Bordeaux

Les entreprises dénoncent « l'incurie » des services de l'Etat chargés de diriger les travaux

BORDEAUX
de notre correspondante

Rien ne va plus entre le groupement d'entreprises – Vinci, GTM-Construction et Baudin-Chateauneuf – chargé de la rénovation du pont d'Aquitaine, au nord de Bordeaux, et la direction départementale de l'équipement (DDE), maître d'œuvre. Menacé de payer des pénalités de retard, le groupement reproche au service de l'Etat chargé de diriger les travaux, son *« incurie »* dans la gestion et l'organisation du chantier, qui compte treize mois de retard, et il évoque des manquements à la sécurité. Du côté de la direction régionale de l'équipement (DRE), on ne conteste pas les faits : *« Il y a eu des aléas qui ne sont imputables ni aux entreprises ni au maître d'œuvre mais on note aussi des insuffisances notables des sociétés dans certains corps de métier »*, précise Yves Massenet, directeur régional de l'équipement.

Les trois entreprises ont été sélectionnées pour changer l'ensemble des câbles de ce pont suspendu, long de 700 mètres, construit entre 1962 et 1967. La préfecture de Gironde avait pris cette décision en avril 1999, après que Baudin-Chateauneuf, société spécialisée dans la construction des ponts métalliques, eut constaté une corrosion inquiétante de certains câbles (*Le Monde* du 12 janvier 1999). Profitant de cette opération, deux voies routières et deux pistes cyclables doivent être ajoutées à cet ouvrage d'art sur lequel circulent déjà 90 000 véhicules par jour sur quatre voies.

MANQUEMENTS À LA SÉCURITÉ

Les travaux liés à la partie métallique devaient s'achever en janvier 2002. *« La nouvelle charpente ne sera opérationnelle qu'en février 2003 voire plus tard »*, reconnaît Jacques Mazou, directeur du département ponts métalliques chez Baudin-Chateauneuf. Cependant la préfecture assure que l'ouvrage sera livré, comme prévu, fin 2004. Ce dérapage inquiète néanmoins le groupement : le marché d'appel d'offres spécifie que tout retard constaté au-delà du 5 janvier 2002 sera passible d'une pénalité de 90 000 euros par jour (590 300 francs).

Selon les entreprises, la direction départementale de l'équipement (DDE) est la principale responsable de ces retards : *« Comme l'appel d'offres a été bâclé, on découvre des problèmes au fur et à mesure* (...), *que ni la DRE ni la DDE ne veulent reconnaître et encore moins payer »*, assure Jacques Mazou. Des ordres de service tarderaient à arriver, des courriers du groupement resteraient sans réponse pendant des mois, des documents disparaîtraient... *« Baudin-Chateauneuf voulait absolument gagner ce marché en faisant une offre à bas prix et en raccourcissant les délais*, rétorque Christian Frémont, préfet de Gironde. *Cette entreprise connaît bien le pont car c'est elle qui l'a construit dans les années 1960. Quant à l'appel d'offres "bâclé", dans ce cas, elle n'avait pas à le signer. »*

Plus grave : le groupement évoque des manquements à la sécurité : rive gauche, la voie ferrée Paris-Irun circule sous le pont, à proximité d'un quartier populaire. Des pièces métalliques, parfois de plusieurs tonnes, passent au-dessus, *« sans aucune protection de la ligne ferroviaire »*, affirme Michel Pille, ingénieur-conseil indépendant chargé de défendre les intérêts du groupement. Autre accusation : de nouveaux câbles auxiliaires, installés pour compenser la surcharge de poids et d'éventuelles nouvelles corrosions du pont, *« ne permettent pas une sécurité absolue de l'ouvrage »*, affirme Helder Lourenço, pilote technique du chantier pour Baudin-Chateauneuf. *« Si je pensais qu'il existait le moindre risque, on aurait fermé le pont depuis longtemps »*, s'agace le préfet. M. Pille compte tout de même saisir le procureur de la République de Bordeaux sur les problèmes de sécurité.

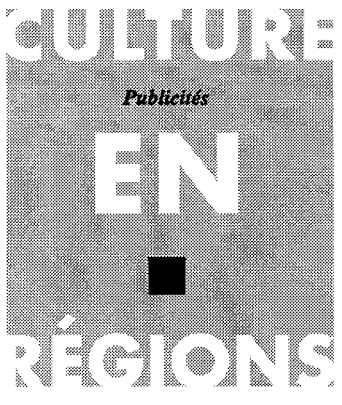
Claudia Courtois

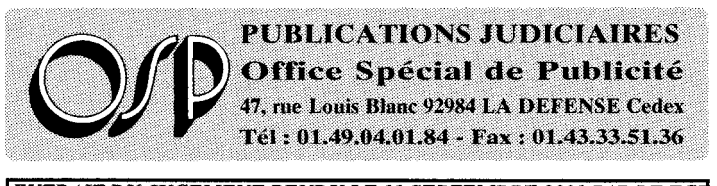
L'Association des régions de France change de président

JEAN-PIERRE RAFFARIN, président (DL) de la région Poitou-Charentes, devrait céder, le 16 janvier, son poste de président de l'Association des régions de France (ARF) à Alain Le Vern, président (PS) de Haute-Normandie. M. Raffarin, qui souhaite quitter ses fonctions pour se consacrer à la campagne de Jacques Chirac, n'entend, toutefois, pas laisser à la gauche *« les pleins pouvoirs »* sur cette association. Il a donc accepté l'alternance, mercredi 12 décembre, à condition que M. Le Vern prenne le titre de président *« par intérim »* et s'engage à ne pas utiliser l'ARF dans la campagne présidentielle de Lionel Jospin.
Lors d'un déjeuner avec les huit présidents de conseils régionaux de gauche, à Matignon, mercredi, M. Jospin s'est réjoui de cet accord. *« Nous voulions déchiraquiser »* l'ARF, a confié au *Monde* un des convives. Les discussions ont, par ailleurs, porté sur la décentralisation et sur la régionalisation des transports ferrés express, qui entre en vigueur le 1er janvier 2002. Les régions Centre et Provence-Alpes-Côte d'Azur devaient voter cette réforme vendredi 14 décembre.

DÉPÊCHE

■ **PARIS : la grande roue de la place de la Concorde doit chercher un nouvel emplacement**. Mise en place à la veille des célébrations de l'an 2000, elle devrait déménager le 7 janvier. Marcel Campion, chef d'entreprises foraines et président de la Grande Roue de Paris, souhaite que cette installation puisse rester un an de plus.





EXTRAIT DU JUGEMENT RENDU LE 11 SEPTEMBRE 2001 PAR LE TGI DE MARSEILLE DANS L'AFFAIRE VACHETTE C/ LATITUDE CHINE

***La société VACHETTE** est titulaire du brevet français relatif à un verrou à pêne réglable. Les agissements de **la société LATITUDE CHINE** sont constitutifs de parasitisme, une confusion est entretenue entre les verrous **VACHETTE** et les verrous vendus sous l'argument **"forme VACHETTE"**.*
*CONDAMNE **la société LATITUDE CHINE** à payer les sommes de :*
- 150.000 francs pour les actes de contrefaçon.
- 150.000 francs pour les actes de concurrence déloyale.
- 50.000 francs au titre de l'article 700.
*ORDONNE la confiscation et la remise à **la société VACHETTE** de tous les verrous contrefaisants sous astreinte.*

ENQUÊTE

John Walker, vingt ans, taliban américain

Comment un jeune Californien bien né a-t-il pu embrasser la cause des ennemis de l'Amérique ? Depuis sa capture, le 1er décembre dernier en Afghanistan, aux côtés d'hommes d'Al-Qaida, John Philip Walker Lindh intrigue les Etats-Unis

ON a trouvé quelqu'un qui se dit américain au fond d'une prison en Afghanistan avec un AK-47 et une bande de combattants talibans et d'Al-Qaida », annonce laconiquement, un beau jour de décembre, Donald Rumsfeld, le secrétaire américain à la défense. A l'autre bout du monde, en Californie, un couple de quinquagénaires identifie avec stupeur, sur une cassette de CNN apportée par un ami, le fils de vingt ans dont ils n'avaient plus de nouvelles depuis sept mois. *« Ils n'arrivaient pas à le croire*, confiera un ami, Bill Jones, au *Washington Post. C'était un bon garçon américain. Il était en quête d'une voie spirituelle, avec le soutien de ses parents. »* Lorsqu'ils entendent que leur fils est désormais appelé par les médias *« le taliban américain »*, Marilyn Walker et Frank Lindh s'effondrent, en larmes.

Mystifiés, le 11 septembre, par la démarche inimaginable de pirates de l'air donnant leur vie pour tuer les habitants d'un pays qui leur avait appris à piloter, les Américains sont confrontés trois mois plus tard à une nouvelle énigme. Ce mystère-là a nom John Philip Walker Lindh et a pour visage une tête hirsute, barbue, maculée de sang et de crasse. Un regard fermé, des bras liés derrière le dos, une image de cauchemar passée en boucle sur les petits écrans américains des jours durant.

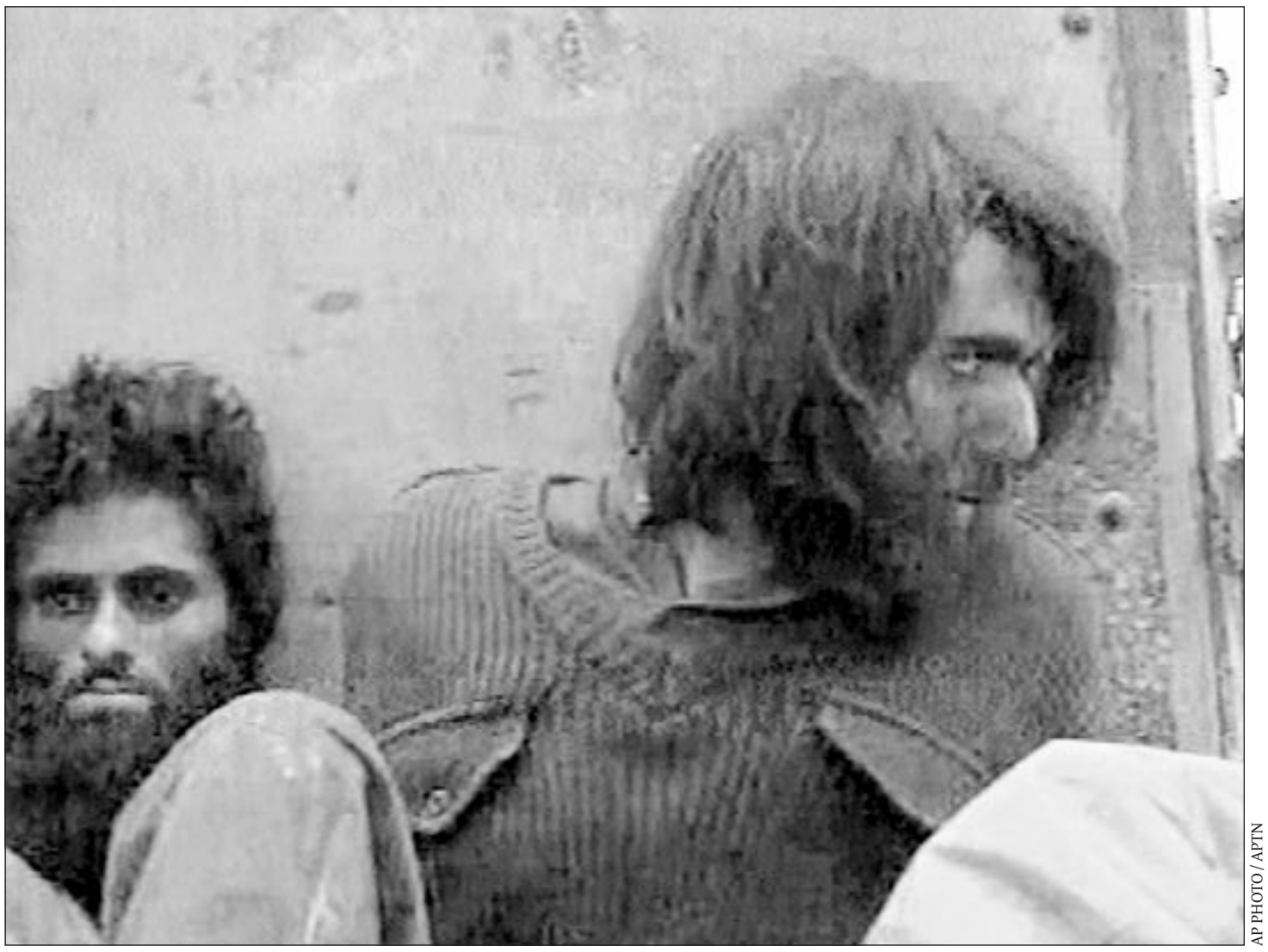
John Walker – Suleyman Al-Faris pour ses frères musulmans, puis Abdul Hamid pour ses camarades de combat afghans – est, toutes proportions gardées, car on ignore encore s'il a tué qui que ce soit, le pendant américain des commandos arabes du 11 septembre, défiant toute explication rationnelle, rappelant à l'Amérique qu'elle peut inspirer la haine non seulement à l'extérieur mais aussi à l'intérieur. Son irruption dans la guerre d'Afghanistan – qui, vue des Etats-Unis, progressait si bien qu'on en oubliait presque qu'elle était menée par des hommes en chair et en os – est si déconcertante que les autorités américaines elles-mêmes ne savent trop que faire de cette encombrante trouvaille. Traître, pas traître ? Prisonnier de guerre, pas prisonnier de guerre ? Dans le doute, le Pentagone opte pour une toute nouvelle catégorie : *« détenu de champ de bataille »*, sans s'étendre sur les attributs juridiques d'une telle qualification.

Capturé le 1er décembre à l'issue de la mutinerie des prisonniers de Qala-e-Jhangi, près de Mazar-e-Charif, dans laquelle il a été blessé, puis transporté au camp Rhino, base des marines américains dans le sud de l'Afghanistan, John Walker, vingt ans, est désormais sous la seule garde des militaires de son pays, et, apparemment, il parle : *« Il a vu l'action de très près et il a donné, du moins du point de vue afghan, des informations utiles*, a indiqué le général Richard Myers, chef d'état-major interarmes. *Et il semble disposé à continuer. »* Contrairement aux militants islamistes arrêtés aux Etats-Unis après le 11 septembre, John Walker, lui, *« coopère avec les autorités »*, selon la formule consacrée : pour ses compatriotes, c'est là un élément éminemment rassurant. Après avoir combattu dans les rangs ennemis, il ne renie donc pas totalement son pays. Il peut, finalement, retrouver le droit chemin... Et, pendant que les militaires américains débriefent « leur » prisonnier (les autres sont laissés à la garde des hommes de l'Alliance du Nord), les médias, comme ils l'ont fait en d'autres temps avec les lycéens qui vident leurs chargeurs sur leurs camarades, tentent de reconstituer l'itinéraire d'un fils de bonne famille égaré, celui *« d'un jeune homme discipliné à la recherche d'un but dans la vie »*, selon la conclusion du *San Jose Mercury News.*

Newsweek, dont un journaliste a été, avec un collègue de CNN, le premier à parler au *« taliban américain »* et à l'interviewer sur le champ de bataille, le 1er décembre, est le plus complet, avec une grande enquête publiée cette semaine dans son édition américaine ; à partir de quelques enregistrements vidéo tournés en Afghanistan depuis sa reddition, de recherches sur les lieux où il a grandi et du témoignage de ses parents, les télévisions et la presse américaine ont recréé un étrange personnage, élève doué du système scolaire américain devenu, à dix-neuf ans, *« étudiant modèle »*, d'après son mufti, d'une école coranique dans un coin reculé du Pakistan.

John Lindh – c'est bien plus tard qu'il adoptera le nom de sa mère, Walker – est né à Washington DC en 1981, l'année de la mort de John Lennon, qui lui vaut son prénom. Deuxième de trois enfants, il va vivre jusqu'à dix ans une vie tranquille dans la banlieue cossue de la capitale fédérale, à Silver Spring, dans le Maryland. Les voisins se souviennent d'une famille unie qui va à la messe – catholique – le dimanche et participe activement à la vie de voisinage, sacrifiant par exemple au rite des *block parties*, les petites fêtes qui réunissent une fois par an les habitants du même pâté de maisons. Frank Lindh, le père, est alors juriste au département de la justice. Marilyn Walker, la mère, ne travaille pas à l'extérieur. A Halloween, papa fait faire le tour du quartier à ses trois enfants déguisés. A Noël, maman fait des brownies pour les voisines. Rien donc que d'idyllique pour l'instant, si ce n'est, semble-t-il, une tournure d'esprit très ouverte dans la famille, qui détonne un peu dans ces milieux washingtoniens on ne peut plus conformistes. Une ancienne voisine, Christina Reichel, relève en Frank et Marilyn Lindh des gens *« de très bon niveau intellectuel, curieux, toujours intéressés par les nouvelles idées, des penseurs indépendants ». « Ils avaient ce que j'appellerais – Marilyn, en fait, plus que Frank – un style plus bohème. Trop vieux pour être hippies, mais moins formels, plus éclectiques que la plupart des gens »*, dit-elle. Marilyn ne tâte-t-elle pas un peu du bouddhisme ?

EN 1991, la famille Lindh déménage en Californie, où le père décroche un emploi plus lucratif de conseiller juridique dans une grande compagnie d'électricité locale. Les Lindh s'installent au nord de San Francisco, dans le comté de Marin, un endroit caricaturé par la droite conservatrice comme le berceau du laisser-faire humaniste, où l'on divorce aussi facilement qu'on se marie, où l'on se prélasse dans des bains chauds collectifs en discutant des moyens de renforcer le sens de l'initiative chez les enfants. Marilyn et Frank, d'ailleurs, finiront par se séparer ; mais cela se passe le mieux du monde, ils restent très proches. John Walker, s'étonne *Newsweek, « a grandi dans l'endroit peut-être le plus ouvert et le plus tolérant d'Amérique, et pourtant il a été attiré par la secte la plus rigide, la plus intolérante de l'islam : les talibans »*.

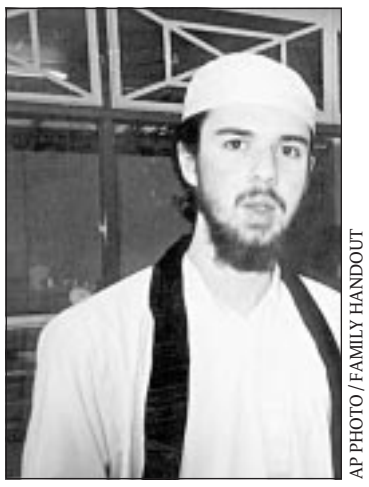


AP PHOTO / APTN

Ci-contre, cette image de télévision prise à Mazar-e-Charif le 1er décembre montre un homme, à droite, se disant taliban américain et s'appelant Abdul Hamid. Ci-dessous, de gauche à droite : John Walker enfant ; avec son père, Frank Lindh, en vacances ; en 1998, à l'âge de dix-huit ans, deux ans après s'être converti à l'islam.

AP / LINDH FAMILY VIA SAN FRANCISCO CHRONICLE

AP / LINDH FAMILY VIA SAN FRANCISCO CHRONICLE



AP PHOTO / FAMILY HANDOUT

Adolescent, le jeune John découvre le hip-hop, passe des heures sur Internet où, à partir de 1995, sous l'adresse doodoo@hooked.net, il participe activement, et de manière souvent critique, à différents groupes de discussion sur le rap, Dieu et, déjà, en 1996, l'islam. Ses parents le placent dans un collège secondaire alternatif pour élèves doués, Tamiscal High School. C'est là qu'à seize ans s'opère, semble-t-il, le virage crucial : il lit l'autobiographie de Malcolm X, le leader noir assassiné en 1965 à New York, et annonce à ses parents qu'il va se convertir à l'islam. L'année suivante, en 1998, il ne vient pas à la cérémonie de fin de scolarité, mais se fait appeler, dans le programme, Suleyman Al-Lindh.

Il fréquente déjà assidûment la mosquée locale, celle de Mill Valley, fondée en 1991 par des musulmans d'Inde. Seul Blanc, il entreprend d'apprendre le Coran par cœur, s'intéresse à la charia et surprend ses coreligionnaires par sa soif d'apprendre. A l'un de ses amis, Abdullah Nana, venu d'Inde, il parle de son dégoût de la culture occidentale : *« Il ne supportait plus le mode de vie américain*, dit aujourd'hui Abdullah Nana. *La musique ne l'intéressait plus. Dans l'islam, il avait trouvé la paix et le bonheur. »* Il s'habille de longues tuniques blanches, d'un couvre-chef musulman. Ses parents, qui sont en train de se séparer, refusent de l'appeler Suleyman, comme il le souhaiterait, mais admirent, dira son père, *« son choix de vie alternatif »*. Et lorsqu'il décide, à dix-sept ans, qu'il doit partir apprendre l'arabe au Yémen, car c'est là que la langue y est *« la plus pure »*, les parents acceptent de financer ce qu'ils considèrent comme une *« volonté de s'instruire »*.

Il reste en contact avec sa famille par e-mails, revient en Californie pour de brefs séjours, au cours desquels il rencontre un missionnaire islamiste pakistanais qui lui fait forte impression. Peu après son dernier passage aux Etats-Unis, en février 2000, il écrit à ses parents qu'il va partir étudier au Pakistan. En octobre 2000, après l'attentat dans lequel le destroyer américain *USS Cole* est gravement endommagé et dix-sept marins américains tués dans le port d'Aden, Frank Lindh souligne dans un mail que les victimes ont l'âge de son fils ; le fils lui répond que la présence de ce destroyer dans un port yéménite était *« un acte de guerre »* contre l'islam. Le père est un peu choqué, mais, expliquera-t-il plus tard, *« mon influence sur lui était devenue limitée »*. John Walker vit désormais à Bannu, dans le nord-ouest du Pakistan, où il suit une école fondamentaliste. *« Aux Etats-Unis, je me sens seul*, dit-il au mufti. *Ici, je me sens bien, chez moi. »* En mai dernier, John Walker fait part à ses parents de son désir d'aller passer l'été dans un endroit *« plus frais »*, leur demande 1 200 dollars – que son père lui envoie. C'est le dernier contact qu'ils ont avec lui.

> John Walker, s'étonne « Newsweek », « a grandi dans l'endroit peut-être le plus ouvert et le plus tolérant d'Amérique et pourtant a été attiré par la secte la plus rigide, la plus intolérante de l'islam, les talibans »

Le garçon *« timide et doux »* dont Marilyn Walker a gardé le souvenir se retrouve en fait, d'après la presse américaine, dans un camp d'entraînement d'Al-Qaida en Afghanistan. A CNN, il racontera qu'il s'est battu avec les Pakistanais au Cachemire cet été. Après l'offensive américaine en Afghanistan en octobre, il est envoyé combattre l'Alliance du Nord à Kunduz, où son groupe de plusieurs centaines de talibans se rend. Fin novembre, il se retrouve avec les autres prisonniers dans la forteresse de Qala-e-Jhangi, où deux hommes de la CIA, assistés de guerriers de l'Alliance du Nord, viennent faire un premier tri parmi les prisonniers pour repérer ceux d'Al-Qaida. C'est là que se croisent les destins de deux Américains si différents, John Walker et Johnny « Mike » Spann, ex-officier des marines qui, à seize ans – l'âge où John Walker se convertissait à l'islam –, avait déjà décidé que, après les marines, il travaillerait pour la CIA ou le FBI.

FILMÉE par un cameraman afghan, cette rencontre a été diffusée par ABC et CBS aux Etats-Unis. John Walker est à genoux sur le sol, assis sur ses talons, les mains liées derrière le dos, les cheveux tirés en arrière par un homme, pour que l'on voie son visage. Spann et l'autre agent de la CIA, « Dave », l'interrogent, mais il reste obstinément muet. *« Qui t'a amené ici ? Réveille-toi ! Qui t'a amené en Afghanistan ? Comment es-tu venu ? »* A un moment donné, les deux hommes de la CIA se parlent en anglais, suffisamment fort pour que Walker les entende : *« Le problème, c'est qu'il faut qu'il décide s'il veut vivre ou mourir*, dit Dave. *S'il veut mourir, il va mourir ici. Ou s'il veut passer le reste de sa vie en prison. C'est à lui de décider. Nous, on ne peut aider que les gars qui nous parlent. La Croix-Rouge ne peut pas non plus aider tout le monde. »* Puis Spann essaie un autre registre, en distinguant les bons et les méchants parmi les musulmans : *« Ils ont tué d'autres musulmans, tu sais ? Plusieurs centaines de musulmans ont été tués dans les attentats. Tu vas nous parler, maintenant ? »* Mais John Walker ne répond pas. Quelques instants plus tard, la mutinerie éclate. Mike Spann, trente-deux ans, fait partie des premiers tués, battu à mort par les prisonniers ou tué par une grenade-suicide qu'un détenu fait exploser en la serrant contre lui, selon les versions. Il faudra six jours à l'Alliance du Nord et à l'aviation américaine pour écraser la rébellion, un enfer auquel John Walker, blessé à la jambe, et quelque quatre-vingts autres survivent.

Selon un sondage réalisé par ABC le 10 décembre, 55 % des Américains souhaitent que le *« taliban américain »* soit ramené aux Etats-Unis pour y être jugé, mais 21 % n'ont pas d'opinion. Magnanime, le président Bush a évoqué ce *« pauvre type »* qui s'est *« fourvoyé »*. Marilyn Walker fuit les médias, convaincue que son fils a subi *« un lavage de cerveau »*. Et Frank Lindh, qui a recruté un très bon avocat, promet que, lorsque John-Suleyman reviendra au bercail, *« on l'embrassera très fort, puis on lui donnera un petit coup de pied au derrière pour ne pas nous avoir dit ce qu'il concoctait »*.

Sylvie Kauffmann

Le champ de ruines du Proche-Orient

L'ASSASSIN d'Itzhak Rabin savait ce qu'il faisait. Il fallait la caution d'un personnage d'une loyauté, d'un courage, d'une intelligence, d'une dimension historique exceptionnelle pour que s'engage, entre Israël et l'OLP, le dialogue qui allait conduire à leur reconnaissance mutuelle et à l'ouverture entre eux d'une véritable négociation de paix. De gauche ou de droite, aucun des premiers ministres qui ont dirigé depuis lors l'Etat hébreu ne présente malheureusement ces caractéristiques. On peut en dire autant d'Arafat, qui a tout de même commis quelques belles erreurs, puisqu'il a soutenu Saddam Hussein pendant la guerre du Golfe, félicité en 1991 les affreux putschistes de Moscou et, surtout, rejeté, l'an dernier, les propositions faites par Ehoud Barak à Camp David : en admettant l'existence d'un Etat véritable sur 98 % du territoire palestinien et un partage de fait de Jérusalem, elles représentaient sans l'ombre d'un doute le maximum de concessions que le chef de l'OLP pouvait espérer obtenir, avant l'arrivée de Sharon au pouvoir.

Le « Vieux » a-t-il vu là une preuve de faiblesse, et donc un argument pour tirer encore sur la ficelle ? Ou bien s'est-il dit qu'il ne parviendrait jamais à vendre cet accord à ses concitoyens ? Le fait est qu'à présent ces derniers semblent se méfier autant de lui que ses adversaires et qu'il se montre totalement découragé devant ses interlocuteurs étrangers. Avec ses trois longs poils de barbe folle sur son visage ravagé, il a l'air usé jusqu'à la corde. C'est en tout cas l'impression qu'a donnée, il y a quelques jours, sa lamentable prestation à la télévision israélienne.

Comment, dans ces conditions, expliquer le comportement à son égard d'Ariel Sharon, qui n'hésite pas à le rendre personnellement responsable des indéfendables attentats dont sont si souvent victimes des femmes, des enfants, des civils israéliens ? A son visage crispé, au ton excédé sur lequel il parle de lui, il paraît évident qu'il le poursuit d'une vindicte personnelle. Il ne faut pas oublier qu'il avait espéré se débarrasser de lui une fois pour toutes en déclenchant, en 1982, une opération militaire essentiellement destinée dans son esprit à transformer le Liban en protectorat israélien, et qui a échoué du fait du refus catégorique du président Bechir Gemayel. Il a cru, l'année suivante, que ce seraient les Syriens qui lui rendraient ce service, mais les Français allaient déjouer son calcul. Nouvelle, et tout aussi vaine tentative en 1985, avec un bombardement du quartier de Tunis où Arafat avait provisoirement établi ses quartiers.

Difficile d'attendre de cet homme-là qu'il aide le chef de l'OLP à sauver la face en lui proposant quelque marchandage. D'autant plus que, selon un sondage récemment publié par *Yedioth Aharonot*, 53 % des Israéliens estiment qu'Arafat devrait être déposé et 24 % qu'il devrait être tué. Que les Américains, contrairement à ce qu'ils faisaient au temps de George Bush le père ou de Bill Clinton, déclarent maintenant parfaitement comprendre sa position. Et que l'Union européenne, qui d'une manière générale se faisait plutôt l'avocate des Palestiniens, vient d'adresser au chef de l'OLP quelques remontrances.

AUCUNE DISPOSITION AU COMPROMIS

Est-ce une raison suffisante pour que Sharon affecte de considérer le leader palestinien comme le principal responsable des actes de terrorisme dont sont victimes les Israéliens et ne lui laisse d'autre choix que l'acceptation d'un protectorat de fait, impliquant la transformation des forces de sécurité palestiniennes en auxiliaires de l'armée et de la police israéliennes : ce qui équivaudrait, aux yeux des Arabes, à une capitulation qu'il risquerait de payer de sa vie ? Il est vrai que les Palestiniens ne montrent de leur côté aucune disposition au compromis, puisqu'ils continuent avec un bel irréalisme d'invoquer le *« droit au retour »* de leurs réfugiés, dont le nombre et la fécondité suffiraient à remettre en cause, s'ils obtenaient satisfaction, les bases mêmes de l'Etat hébreu. A ceux qui le déplorent, ils ont tôt fait de répondre que ce dernier est mal venu de s'en offusquer puisqu'il reconnaît à tous les juifs de par le monde le droit de venir s'installer dans un pays où ni eux ni leurs parents n'ont la plupart du temps jamais vécu.

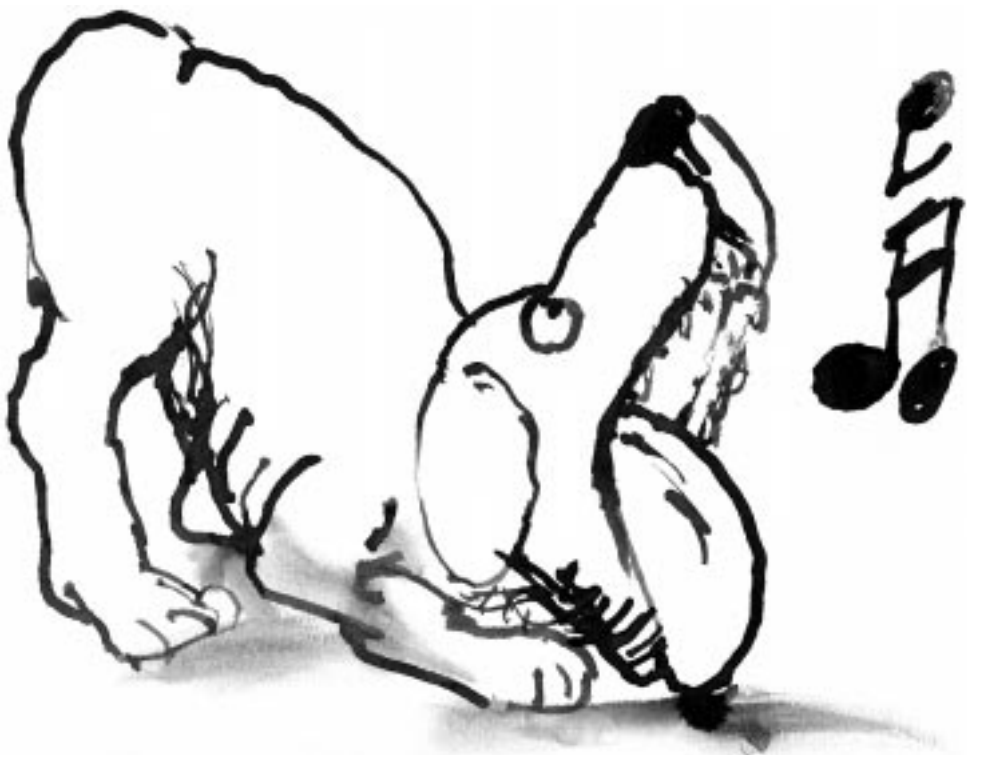
La vérité, c'est que le conflit de légitimités n'a jamais été plus aigu, et qu'on ne voit pas par quel miracle celle d'un camp s'imposerait à l'autre. Les Israéliens doivent se mordre les doigts d'avoir jadis cédé au roi Hussein de Jordanie qui les pressait de libérer et de remettre à l'Autorité palestinienne le cheikh Ahmed Yassine, chef *« spirituel »* du Hamas. Il ne se contente pas aujourd'hui d'envoyer à la mort en toute tranquillité d'âme ses kamikazes fanatisés, il soutient qu'il ne peut y avoir de paix dans la région qu'une fois tous les juifs partis.

C'est la guerre, répète Sharon, qui se garde de faire tuer Arafat, comme cela lui serait facile, mais lui a enlevé toute liberté de mouvement, détruisant ses trois hélicoptères, coupant en deux les territoires soumis à sa dérisoire *« Autorité »*, et faisant exploser une roquette non loin de lui. Qu'en attend-il ? Ce n'est pas en déclenchant des opérations contre sa police qu'il peut espérer le contraindre à lancer cette police contre des extrémistes dont la rage, ces temps-ci, grossit chaque jour les rangs. Songe-t-il, comme on l'a lu ici ou là, à déclencher une guerre civile entre Palestiniens, dans l'espoir de voir les modérés s'emparer du pouvoir, ou, à défaut, d'affaiblir en tout cas les ennemis d'Israël ? Peut-être. Mais à un guerrier comme lui, l'histoire en général et celle de son peuple en particulier ont dû enseigner qu'aucune paix ne dure si elle est fondée sur l'humiliation du vaincu. Les Israéliens ont bien cru, en 1967, après la guerre de six jours et la réunification de Jérusalem, que le moment était venu, annoncé par le Deutéronome, où leur peuple allait *« habiter en sécurité dans un pays de blé et de vin »*. Six ans plus tard, la guerre du Kippour, qu'ils auraient perdue sans la géniale audace de Sharon, sonnait le glas de ces illusions.

Il n'y a pas de guerre, heureusement, qui ne finisse... par finir. Les ruines dont se couvre aujourd'hui la Terre triplement sainte finiront par être relevées. Comment ? Il est difficile d'imaginer Sharon et Arafat s'étreignant soudain. Mais il faut se rappeler qu'il y a huit ans le même Arafat serrait la main de Rabin sous les yeux de centaines de millions de téléspectateurs souvent émus aux larmes. Comment en étaient-ils arrivés là ? A l'origine se trouvait le travail de rapprochement, aussi discret que déterminé, d'un petit nombre d'intellectuels des deux camps qui avaient appris à se faire confiance les uns aux autres. Le moment ne serait-il pas venu d'essayer d'explorer à nouveau cette piste-là, et, compte tenu de l'évidente dimension religieuse du conflit, d'y impliquer des ministres des trois religions du Livre ? Jean Paul II, qui a tant fait pour le rapprochement des chrétiens avec les juifs et avec les musulmans, pourrait-il rêver, avant de quitter cette terre, d'une ambition plus haute ?

André Fontaine

Le chien du jour *par André François*



Le musichien. Léoh, léah. Au coin du bois et les ohbois qui ahboient.

Le Japon en récession hésite entre austérité et relance

C'EST DÉSORMAIS officiel : le Japon est entré en récession. L'année 2001 sera pour l'archipel une année de récession avec une croissance négative de l'ordre de 0,9 % à 1,2 %, conjuguée à un taux de chômage de 5,4 % (en octobre) et à un nombre de faillites croissant. Confronté à la dégradation de la situation économique, le gouvernement pourra-t-il maintenir sa politique de réformes et d'austérité budgétaire ?

L'économie japonaise est malade comme d'autres économies le sont. Mais sa maladie comporte plus de risques : conjuguée à la récession aux Etats-Unis, la poursuite de la détérioration de la seconde économie du monde pourrait avoir un grave impact international, avancent des analystes. La situation économique de l'archipel *« n'est pas un problème japonais mais un problème mondial, et peut-être le plus grave »*, estime Kenneth Courtis, vice-président de Goldman Sachs Asie.

Le diagnostic des maux de l'économie japonaise et les remèdes à y apporter ont été faits : assainissement impératif du secteur bancaire fortement endetté (officiellement 33 000 milliards de yens mais au moins cinq fois plus selon les analystes financiers) ; privatisation d'entreprises publiques qui sont au nœud de la collusion entre bureaucratie, politiciens et milieux d'affaires ; austérité budgétaire. Mais la volonté politique manifestée par le gouvernement Koizumi se heurte à une réalité : la dégradation rapide de la situation conjoncturelle. L'onde de choc des attentats du 11 septembre n'est pas pire au Japon qu'ailleurs mais elle frappe un pays qui n'a plus guère de marge de manœuvre et qui, avant même les attentats, s'engageait déjà sur la voie d'une déflation qui s'aggrave.

« DJIHAD » CONTRE LES INFIDÈLES

« Sans réforme, pas de progrès », titre le *Livre blanc sur l'économie* que vient de publier le gouvernement. Si tout le monde est d'accord sur ce mot d'ordre, le consensus est loin d'être entier sur les priorités. Ce que l'éditorialiste de l'*Asahi Shimbun* a qualifié de *« djihad »* entre les « fidèles » au premier ministre partisans du maintien de la ligne réformiste et les « infidèles » qui estiment que la priorité est d'enrayer la déflation au lieu de s'entêter à rééquilibrer le budget, est sensible au sein même du cabinet. Une « bataille » qui oppose notamment Heizo Takenaka, ministre de la politique économique et fiscale et Hakuo Yanagizawa, ministre chargé des affaires financières : alors que le premier, plus sensible aux pressions des investisseurs étrangers, est favorable à une injection de fonds publics pour recapitaliser les banques, le second est partisan de laisser la récession faire un travail de « restructuration » en éliminant les « canards boiteux ». Un « bras de fer » pouvant conduire au départ de l'un des deux « ennemis » à la faveur d'un remaniement dont la rumeur se fait insistante.

Le Japon est entré dans sa troisième récession en dix ans. Depuis l'éclatement de la « bulle spéculative » au début des années 1990, il est passé par des phases de dépression puis de redressement pour retomber en 2000 dans la « déprime ». La crise qu'il traverse est jusqu'à un certain point comparable à celle des Etats-Unis des années 1980 dont le système bancaire était en quasi-faillite. Avec plusieurs différences : au Japon, la solution du problème bancaire traîne en longueur avec pour conséquences une raréfaction du crédit qui étrangle les entreprises ; en outre, l'archipel enregistre un déficit budgétaire cumulé préoccupant. Un déficit qui est au demeurant le résultat d'une politique de dépenses publiques largement imposée par les Etats-Unis : au début des années 1990, Washington harcelait l'archipel pour qu'il soit la « locomotive » de la reprise mondiale et crée du déficit par « solidarité internationale ».

Les successifs plans de relance aux montants faramineux ont contribué aux sursauts de reprise mais ils ont créé aussi un endettement de l'Etat gigantesque (130 % du produit intérieur brut). Le gouvernement Koizumi a bien affirmé qu'il entendait y mettre fin par un plafonnement de l'émission des bons du Trésor public à 30 000 milliards de yens. Mais cette décision, saine en soi, intervient à un mauvais moment. En 1996, le cabinet Hashimoto avait voulu imposer l'austérité : couplée avec un relèvement de la taxe à la valeur ajoutée, cette politique avait cassé un début de reprise. Aujourd'hui l'austérité budgétaire risque d'aggraver encore la récession.

M. Koizumi bénéficie certes toujours d'une forte popularité (de l'ordre de 80 %) et son parti (le Parti libéral-démocrate, PLD) a remporté, fin octobre, deux élections partielles pour la première fois depuis juin 2000 qui lui assurent la majorité absolue à la Chambre basse. Mais cette popularité, qui est un atout face à ses opposants (près des deux tiers des membres du PLD), ne lui sert guère pour affronter une dégradation de l'économie qui apporte au contraire de « l'eau au moulin » de ses adversaires. Fin novembre, confronté à une rébellion ouverte au sein de son parti, M. Koizumi a dû accepter un compromis sur la privatisation des établissements publics, l'un des objectifs de son programme.

La détérioration de la conjoncture le forcera-t-elle à infléchir sa politique d'austérité budgétaire ? L'élaboration d'un second collectif supplémentaire pour 2001-2002 (un premier de 3 000 milliards vient d'être adopté) a été un premier signe d'assouplissement. On en attend désormais un second : l'injection d'argent public dans le système bancaire.

Philippe Pons

Le Monde
21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD – 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : **01-42-17-20-00.** Télécopieur : **01-42-17-21-21.** Télex : **202 806 F**
Tél. relations clientèle abonnés : **01-42-17-32-90**
Changement d'adresse et suspension : **0-825-022-021 (0,99 F la minute).**
Internet : **http: // www.lemonde.fr**

ÉDITORIAL

100 jours après

LA dernière bataille du conflit afghan s'achève sur les hauteurs de Tora Bora, où la garde prétorienne d'Oussama Ben Laden avait trouvé refuge. Cent jours après que trois avions de ligne américains ont été jetés contre le World Trade Center de New York et le Pentagone à Washington, faisant plus de trois mille victimes, les Etats-Unis ont gagné la guerre d'Afghanistan. Pendant plus de deux mois, ils ont pilonné avec les bombes les plus sophistiquées les positions des talibans et le réseau Al-Qaida, ouvrant la voie à la victoire militaire et politique de l'opposition afghane, qui se prépare à l'apprentissage de la démocratie.

C'est cette histoire que raconte aujourd'hui *Le Monde* dans un supplément spécial, reprenant les trois phases d'un drame marqué aussi, en Amérique même, par les attaques à l'anthrax, dont le lien avec Al-Qaida n'a aucunement été établi. Les Etats-Unis ont gagné la guerre d'Afghanistan mais la lutte contre le terrorisme n'est pas finie. Oussama Ben Laden et son protecteur taliban, le mollah Omar, courent toujours. Et surtout, les attentats du 11 septembre ont porté au grand jour une réalité que la communauté internationale – et les Américains en premier lieu – préférait ignorer.

A l'exception de l'Irak, les « *Etats voyous* » vilipendés par Washington n'étaient pas ceux que l'on croyait. Certains ont même été enrôlés dans la coalition antiterroriste. Au contraire, une fidèle alliée des Etats-Unis, l'Arabie saoudite, avec son prosélytisme wahhabite, nourrissait le terrorisme. Les liens financiers entre des familles régnantes, des grandes entreprises, des pseudo-ONG et des réseaux terroristes, facilités par la mondialisation des marchés, ont été découverts. La lutte contre la terreur ne peut pas s'arrêter aux grottes de Tora Bora et elle va bouleverser bien des idées reçues.

Les attentats du 11 septembre n'ont pas fini d'ébranler le monde. D'abord parce qu'ils ont montré la vulnérabilité de l'« hyperpuissance » américaine, qui n'est pas à l'abri des malheurs du monde comme elle le croyait. Washington ne peut plus penser s'isoler dans sa bulle de prospérité protégée par une sécurité de haute technologie. Ensuite, parce qu'ils ont changé les relations internationales. Les foyers de crise comme le conflit israélo-palestinien ou les grands problèmes du monde – les effets pervers de la mondialisation, le fossé Nord-Sud, la pauvreté, le sida, etc. – existaient avant les attentats. Mais on a découvert la profondeur des ressentiments creusés et la facilité avec laquelle le terrorisme pouvait les utiliser pour grossir les haines.

Les conditions de leur solution aussi ont changé. La Russie s'est tournée vers l'Occident ; la Chine a rejoint la coalition ; les Américains se réengagent. Les attentats du 11 septembre ont révélé les faiblesses des Etats-Unis autant que la guerre en Afghanistan a souligné leur puissance. C'est une leçon qui plaide pour un monde plus équilibré et plus juste.

Le Monde est édité par la **SA LE MONDE**
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : **Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy,** directeur général ; **Noël-Jean Bergeroux.**
Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette ; *adjoint* : François Lolichon
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin
Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer
Rédaction en chef centrale :
Alain Frachon, Eric Fottorino, Laurent Greilsamer,
Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre
Rédaction en chef :
Alain Debove *(International)* ; Anne-Line Roccati *(France)* ; Anne Chemin *(Société)* ;
Jean-Louis Andréani *(Régions)* ; Laurent Mauduit *(Entreprises)* ; Jacques Buob *(Aujourd'hui)* ;
Josyane Savigneau *(Culture)* ; Serge Marti *(Le Monde Economie)*

Médiateur : **Robert Solé**

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la **SA LE MONDE**
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 166 859 €. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*,
Fonds commun de placement des personnels du *Monde*,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde Entreprises,
Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Les députés approuvent le pool charbon-acier

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a autorisé ce matin le président de la République à ratifier le traité instituant une communauté charbon-acier. Ainsi se termine un débat qui marquera dans les annales parlementaires et qui, plus qu'on ne l'a soupçonné, a réveillé l'attention et l'intérêt de l'opinion publique. Il est prouvé que le pays s'intéresse aux affaires publiques, même quand il n'en pénètre pas les secrets, à la condition qu'elles soient tournées vers l'avenir.

Ce sentiment explique en partie l'ampleur de la majorité obtenue par le gouvernement. Et, bien qu'il les sache limités à ce projet particulier, ces votes constituent pour son chef un succès au moins personnel, sinon politique, dans la mesure où l'opposition n'a pu cacher sa déception et même sa défaite. Partagé entre les adversaires du principe du pool charbon-acier et de la doctrine européenne dont il est l'expression et ceux qui en condamnent seulement les modalités ou le gouvernement chargé de le mettre en œuvre, le RPF a beaucoup hésité sur l'attitude à prendre dans les deux scrutins de confiance.

Plusieurs de ses membres craignaient qu'un refus pur et simple ne fût incompris d'une partie de l'opinion publique ou étrangère. D'autres, moins nombreux, ont vu avec regret le fossé se creuser à cette occasion entre eux et la grande majorité des modérés. Mais finalement trois membres du groupe seulement, qui avaient voté pour le renvoi, se sont abstenus sur l'ensemble, qui a été adopté par 377 voix contre 233.

Jacques Fauvet
(14 décembre 1951.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : **http: // www.lemonde.fr**

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : **3617 code LMDOC (5,57 F/mn)**
ou **08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)**

Le Monde sur CD-ROM : **01-44–88-46-60**
Index du *Monde* : **01-42-17-29-89.** *Le Monde* sur microfilms : **03-88-71-42-30**

Films à Paris et en province : **08-36-68-03-78**

Islam et Europe : mortelle amnésie

par Mohammed Arkoun

NOUS sommes à l'intérieur de l'Occident, et c'est à l'intérieur de l'Occident que nous pouvons nous permettre de faire la critique radicale de ce que nous appelons les valeurs, afin peut-être de répondre à la nécessité de construire des valeurs futures.

La raison des Lumières nous avait aussi promis des valeurs futures. Elles se sont d'ailleurs largement imposées, en face des valeurs religieuses portées par le christianisme ou le judéo-christianisme. Mais on élude trop souvent le fait qu'un monde de valeurs marqué par la tradition de pensée islamique s'est élaboré puis répandu dans l'espace méditerranéen pendant sept siècles au moins. Dans la mesure où il s'agissait de valeurs intellectuelles, scientifiques autant que de valeurs religieuses s'imposant à une communauté de croyants, il me semble essentiel de réfléchir à une élaboration de valeurs futures prenant en compte l'identité singulière de l'islam et de l'Europe dans l'espace méditerranéen.

Loin de moi l'idée d'applaudir au retour du religieux ou de Dieu et de célébrer la suprématie des valeurs portées par l'islam face aux valeurs malades de l'Occident. Nous constatons simplement l'existence de mouvements puissants, d'essence politique, qui se réclament de la religion musulmane pour revendiquer des valeurs stables, éternelles, intangibles face à des valeurs dont l'Occident lui-même est en train de reconnaître la contingence.

Ce sont ces deux positions à l'égard des valeurs que nous avons à gérer, sans feindre d'ignorer leur conflit : les valeurs de l'Occident si radicalement critiquées continuent d'être politiquement affichées et politiquement défendues, y compris par les armes. Nous devons gérer cette conflictualité ensemble en prenant conjointement conscience de ce qui s'est passé sur le plan historique dans le champ méditerranéen.

Nous devons nous nourrir de faits d'histoire avant de spéculer philosophiquement sur le devenir des valeurs. Ce que nous appelons l'islam s'est fait une place dans l'histoire, non seulement dans l'espace méditerranéen, mais dans le monde, non pas tant par ses valeurs religieuses et par le style de l'expérience islamique du divin que parce que l'islam a construit une culture humaniste qui a fondé l'humanisme qui s'est déployé en Europe à partir du XIVe siècle. Il y a eu en effet une ouverture aux cultures, une appropriation des cultures du Moyen-Orient qui dépasse de loin les expressions théologiques et juridiques de la croyance.

C'est à partir des XIIIe et XIVe siècles que la place hégémonique de l'islam va être occultée jusqu'à devenir, aux XIXe et XXe siècles, le résidu d'une culture ancienne, d'une civilisation ancienne, à laquelle les musulmans eux-mêmes ne peuvent pas se référer dans la mesure où ils l'ont oubliée. En effet, on a négligé de développer les outils de culture et de recherche historique qui auraient pu permettre aux musulmans de continuer sur leur lancée et de contribuer, au même titre que l'Europe, à la production d'une modernité.

Aujourd'hui, c'est le reste du monde, que l'on n'appelle même plus le tiers monde, qui est réduit à l'état de résidu. C'est pourquoi nous risquons, en continuant de ne parler de valeurs que dans le seul cadre du parcours occidental, de perpétuer la réaction de ces peuples à la culture résiduelle. L'islam qui s'exprime aujourd'hui sous la forme de terrorisme est un islam révolté contre le sort que l'histoire lui a réservé. Il dénonce l'attitude systématique de l'Occident vis-à-vis de son voisin géographique, vis-à-vis de son compagnon de route et d'une culture qui ne peut plus être exclue du bénéfice de la civilisation et des valeurs.

> On élude trop souvent le fait qu'un monde de valeurs marqué par la tradition de pensée islamique s'est élaboré puis répandu dans l'espace méditerranéen pendant sept siècles au moins

Nous devons relire l'histoire du rôle des trois religions monothéistes dans l'espace européen puis dans le monde entier, puisque l'islam et le judéo-christianisme sont les deux seules religions qui ont franchi toutes les frontières culturelles du monde. Or nous n'avons pas suffisamment pris en compte, dans l'approche de cette confrontation, l'ensemble des protagonistes de l'espace méditerranéen, sinon en considérant l'Empire turc ou l'islam comme des gêneurs face au développement de l'hégémonie européenne à partir du XIIIe siècle. Vous pouvez aller dans les départements d'histoire de la totalité de l'espace européen et américain, vous ne trouverez nulle part dans les programmes de formation à la connaissance historique d'enseignement intégré de ce protagoniste historique que l'on nomme l'islam.

Comment s'étonner, dès lors, que nous ne nous intéressions au destin des valeurs que dans le contexte historique de la pensée philosophique et morale de l'Occident. Est-ce admissible intellectuellement ? Est-ce permis scientifiquement ? Je cherche, après trente ans de lutte et de combat, à fonder une histoire remembrée de la Méditerranée, car c'est dans ce cadre que peuvent se créer une solidarité historique et une production historique des valeurs qui seraient cette fois-ci construites avec la participation de tous les peuples réduits à l'état de résidu.

Je rappelle à ce propos qu'une instrumentalisation de la raison et des Lumières a travaillé, au sein même de l'Europe, contre l'humanisme le plus élémentaire. Au-delà de la seconde guerre mondiale et des tragédies historiques programmées qu'elle a suscitées, cette dérive de la raison occidentale est une des sources directes des événements que nous avons subis : la crise de Suez, la guerre d'Algérie, la guerre de six jours, la guerre du Kippour, la guerre du Golfe et la campagne américaine d'aujourd'hui. Il en ira de même tant que nous n'aurons pas créé les conditions intellectuelles d'une production de notre histoire fondée sur la solidarité des peuples et non sur des combinaisons secrètes entre Etats. Car il y a des Etats qui travaillent contre leur peuple.

Les colonisés qui tenaient un discours – légitime – de victimisation n'ont pas su tirer de l'expérience de la colonisation des projets d'histoire libérateurs, et nous avons assisté à une dérive idéologique effroyable infligée par les Etats à leurs peuples.

L'islam, plutôt que de bénéficier des libérations des années 1960 et 1970 et de se remettre à réfléchir son propre passé, c'est-à-dire de le soumettre à une critique aussi radicale que celle que nous menons en Occident au sujet des valeurs léguées par le judéo-christianisme, le christianisme et les Lumières, a suscité un divorce total entre le discours islamique contemporain et l'âge classique de la pensée islamique, du VIIe siècle au XIIIe siècle.

Aujourd'hui encore, les musulmans ne savent pas comment parler de cet âge, car il existe un retard considérable de la recherche historique islamique. Incapables de comprendre notre héritage, nous ne sommes pas davantage en mesure de dialoguer sur un pied d'égalité avec les Européens en vue de la fondation de nouvelles valeurs.

L'islam contemporain a aussi oublié les bribes de la modernité que les intellectuels islamiques, et plus particulièrement arabes, ont tenté d'intégrer au cours de la période qui, au XIXe siècle, a été appelée *« la Renaissance »*. Cet oubli s'explique largement par le fait que la modernité a eu depuis un impact négatif sur les colonisés, puisqu'elle a associé à ses apports bénéfiques une domination et une dénégation des cultures.

Pour conclure, j'insisterai sur la nécessité pour nous tous de créer les conditions du passage d'une histoire fondée sur une hiérarchie des peuples et des cultures à une histoire fondée sur la solidarité des peuples et des cultures, pour construire ensemble ces valeurs du futur que nous appelons tous de nos vœux.

***Mohammed Arkoun**, professeur émérite d'histoire de la pensée islamique à l'université Paris-III - Sorbonne nouvelle, est directeur scientifique de la revue « Arabica ».*

★ Ce texte est celui d'une intervention prononcée au cours des Dialogues du XXIe siècle de l'Unesco, qui étaient consacrés, le 8 décembre, au thème « Où vont les valeurs ? ».

L'exception religieuse américaine

par Raymond Boudon

IL EST BON de rechercher une explication rationnelle des croyances : cette conjecture fondamentale peut aussi être maintenue s'agissant d'expliquer un phénomène particulièrement énigmatique pour le sociologue : celui qui est généralement qualifié d'*« exception religieuse américaine »*. Pourquoi les Américains, depuis toujours et aujourd'hui encore, apparaissent-ils, au vu de toutes les observations, comme beaucoup plus religieux que les autres Occidentaux ?

L'exception religieuse américaine a toujours été considérée comme profondément énigmatique parce qu'elle représente un défi à la « loi » évolutive énoncée par Comte, Tocqueville, Durkheim, Weber, selon laquelle la modernité entraînerait le *« désenchantement du monde »*, c'est-à-dire une tendance à expliquer les phénomènes, non plus par le recours à des esprits ou des forces occultes, mais par des causes matérielles ; bref, à remplacer les explications religieuses ou métaphysiques du monde par des explications scientifiques.

Non seulement la science s'est parfaitement acclimatée aux Etats-Unis, mais elle y est brillamment représentée depuis longtemps. En outre, la société américaine est, par bien des côtés, la plus moderne des sociétés modernes. De plus, elle est caractérisée par l'importance qu'y revêtent deux valeurs : le matérialisme et le pragmatisme. Bref, l'exception religieuse américaine est d'autant plus étrange que les Etats-Unis sont la société occidentale où, selon la loi en question, le *« désenchantement »* aurait dû être le plus prononcé. Or, c'est l'inverse qui est vrai. Les Etats-Unis sont depuis toujours le plus religieux des pays occidentaux. *(...)*

L'énigme est en fin de compte suffisamment déconcertante pour avoir été explorée par de très nombreux auteurs : Adam Smith, Tocqueville, Weber, et par plusieurs auteurs modernes. Mais ces derniers n'ont pas apporté d'éléments vraiment nouveaux par rapport à ces trois auteurs classiques : un peu comme la théorie du pendule est close depuis Huygens, on a l'impression que la théorie polycéphale de Smith-Tocqueville-Weber épuise largement le sujet de l'exception religieuse américaine.

La religiosité américaine s'explique, avance Smith, par le fait que l'offre religieuse est très diversifiée aux Etats-Unis : les vagues successives d'immigration ont installé sur le territoire américain d'innombrables sectes religieuses ; chacun peut donc en trouver une défendant un corpus dogmatique proche de ses aspirations. En revanche lorsque, comme dans l'Angleterre de Smith, l'offre religieuse est monopolistique, celui qui pour une raison ou une autre ne peut accepter tel point du dogme ou du culte n'a d'autre solution que de se retirer de la communauté des fidèles.

Cette démonstration explique sans doute une partie du phénomène de l'exception américaine. Et peut-être aussi qu'aujourd'hui les pays où l'athéisme est le plus développé sont ceux où, comme dans les pays scandinaves, il existe une église dominante en situation de monopole quasi intégral. *(...)*

Tocqueville apporte plusieurs pierres qui viennent compléter la construction de Smith. Le caractère explosé des institutions religieuses américaines (une multitude de sectes, pas d'Eglise dominante) a eu d'autres effets, selon lui, que ceux que Smith a relevés. Il a rendu impossible l'apparition de la concurrence entre le spirituel et le politique, qui surgit, par exemple, en France pendant la Révolution de 1789 ou en Allemagne à l'époque du *Kulturkampf*. Par voie de conséquence, les sectes américaines ont conservé des fonctions sociales essentielles (santé, éducation, solidarité) qui sont passées aux mains de l'Etat dans les nations européennes. Le caractère fédéral de l'Etat américain, la limitation des zones de compétence du fédéral ont joué dans le même sens. Le citoyen américain rencontre les institutions religieuses dans sa vie de tous les jours. Comment, dans ces circonstances, développer des sentiments négatifs à leur endroit ?

De surcroît, la multiplicité des sectes a fait qu'une grande tolérance s'est développée à l'égard des *« croyances dogmatiques »*. Comme ces croyances varient d'une secte à l'autre, on en est vite arrivé à l'idée que les vérités dogmatiques relèvent dans une très large mesure de l'appréciation personnelle. Cette valorisation de l'interprétation personnelle du dogme est latente dans le protestantisme. Elle est renforcée dans une situation où les sectes sont multiples.

Cette donnée a engendré à son tour un effet crucial : les croyances dogmatiques étant très diverses, le fond commun du protestantisme américain a pris progressivement une tournure beaucoup plus morale que dogmatique. Les chrétiens américains et les protestants en particulier se reconnaissent dans les valeurs morales dont le christianisme est porteur plutôt que dans les articles du dogme qui sont variables d'une secte à l'autre. Tout au long du XIXe et du XXe siècles, de nombreux articles du dogme sont rentrés en concurrence avec l'interprétation scientifique du monde. En Europe, ce conflit intellectuel entre la religion et la science a contribué à la progression de l'athéisme. Aux Etats-Unis, ce conflit a été beaucoup plus atténué. En conséquence, la religiosité américaine a eu beaucoup moins à souffrir du progrès des sciences que la religiosité française ou allemande, par exemple.

> Elle a toujours été considérée comme profondément énigmatique parce qu'elle représente un défi à la « loi » évolutive selon laquelle la modernité entraînerait le « désenchantement du monde »

Max Weber a ajouté à cette théorie un point essentiel. L'importance du mythe égalitaire aux Etats-Unis (qui a lui-même été rendu possible par le fait que le pays est un pays d'immigration) fait que les symboles linguistiques, vestimentaires et autres de la stratification sociale sont beaucoup moins marqués qu'en France ou en Allemagne. Mais comme il existe bien sûr une stratification sociale aux Etats-Unis et que la vie sociale dans ses aspects les plus courants implique qu'on sache à qui on a affaire, c'est-à-dire qu'on puisse apprécier d'un coup d'œil la place de l'autre dans l'échelle de la stratification, il est important de pouvoir disposer de symboles de stratification. Les distinctions vestimentaires, linguistiques, gestuelles, les signes officiels de distinction, etc., n'ayant pas aux Etats-Unis l'importance qu'elles ont en Allemagne ou en France, ce sont les affiliations religieuses qui vont ici servir de substituts fonctionnels aux signes de distinction utilisés dans la vieille Europe. Pourquoi sont-ils habilités à assumer cette fonction ? Parce qu'en raison de l'histoire des phénomènes migratoires, il existe une corrélation entre affiliation religieuse et position dans le système de stratification, un groupe ayant d'autant plus de chances d'être représenté dans les élites qu'il correspond à une immigration plus ancienne.

Si la théorie de Smith-Tocqueville-Weber de l'exception religieuse américaine n'a guère été remise en question par la suite et n'a guère été complétée que sur des détails, c'est qu'elle fournit une explication parfaitement satisfaisante des phénomènes sous examen. En même temps, cette théorie continue d'inspirer un flux de recherches complémentaires. Elle est satisfaisante parce que ses propositions empiriques sont congruentes avec le réel. *(...)*

Cet exemple suggère que le principe selon lequel les causes des croyances collectives résident dans les raisons que les sujets sociaux ont d'y croire a sans doute une portée générale : qu'il est probablement appelé à devenir le pivot d'une théorie générale des croyances collectives. Bref, les réussites explicatives spectaculaires que sont les théories que je viens d'évoquer invitent à traiter toutes les croyances collectives, quelles qu'elles soient, comme rationnelles.

C'est peut-être l'un des acquis les plus importants des sciences sociales que d'avoir proposé une explication rationnelle des croyances qu'on a tendance à interpréter comme irrationnelles, comme les effets de forces culturelles, biologiques ou psychologiques. Les règles de la pensée varieraient sous l'effet de la langue ou de la culture locales. Les rituels de pluie s'expliqueraient par des forces culturelles, etc. Les travaux de Durkheim ou de Weber doivent leur importance historique notamment à ce qu'ils ont bien senti que ces explications étaient de caractère sociocentrique et à ce qu'ils ont proposé de leur substituer des explications rationnelles appliquant le postulat que, lorsqu'un individu croit à quelque chose, c'est qu'il a des raisons fortes d'y croire, que le sens pour lui de ses croyances en est la cause, étant entendu que les raisons évoquées par les individus dépendent de paramètres contextuels.

Ce sont ces paramètres contextuels qui font que nous voyons le comportement du faiseur de pluie comme magique et le comportement du faiseur de feu comme non magique. *(...)* Les sciences sociales ont d'autre part contribué à mettre en doute une idée reçue solidement implantée : les raisonnements à l'indicatif ne pouvant se conclure à l'impératif – une vérité incontestable –, les croyances relatives au devoir-être ne pourraient être fondées comme les croyances relatives à l'être.

Contre cette idée reçue, les sciences sociales ont souligné, depuis Max Weber, que les croyances collectives dans le domaine du droit, de la morale, de la philosophie politique ou même de la religion doivent s'analyser de façon rationnelle. Elles évoluent sous la menace ou avec l'aide de forces historiques, mais sont soumises à un processus de rationalisation.

***Raymond Boudon** est professeur de sociologie à l'université Paris-IV - Sorbonne, membre de l'Académie des sciences morales et politiques.*

★ Ce texte est extrait d'une conférence prononcée le 29 novembre dans le cadre de l'Université de tous les savoirs.
Prochaines conférences : « Nouvelles technologies de l'information et de la communication et nanotechnologies », par Claude Weisbuch, le 20 décembre ; « Les nanotubes et leurs applications », par Annick Loiseau, le 10 janvier 2002. Ces conférences ont lieu tous les jeudis, à 18 h 30, à l'université Paris-V, 45, rue des Saints-Pères, 75006 Paris, entrée libre.

L'euro, clé de la maison commune

par Helmut Kohl

LE passage à l'euro, au 1er janvier 2002, sera le couronnement d'un long chemin. Quand les citoyens auront entre les mains les pièces et billets en euros, nous aurons atteint notre but, en dépit d'une très forte résistance politique et d'obstacles importants. Pour moi et pour nombre de ceux qui m'ont accompagné dans ce combat, l'unification européenne n'est devenue un processus irréversible qu'avec l'introduction d'une monnaie commune. Or l'unification européenne, c'est la condition de la paix et de la liberté au XXIe siècle.

Il y a dix ans, presque personne ne croyait qu'une monnaie commune pourrait avoir cours bientôt dans une grande partie de l'Europe. En décembre 1991, au moment où nous – chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté européenne – parvenions à un accord sur l'introduction de l'euro et le traité de Maastricht, le scepticisme était grand.

Pourtant, il s'est avéré une fois de plus que les vrais réalistes, ce sont les visionnaires. Les fondateurs de l'unification européenne, des hommes d'Etat comme Robert Schuman, Konrad Adenauer et Alcide de Gasperi, avaient déjà prouvé – et l'introduction de l'euro l'a confirmé – que le courage, la détermination et le souffle sont les clés du succès.

Ludwig Erhard avait lui aussi fait cette expérience : lors de l'introduction du mark, en 1948, les pessimistes s'étaient manifestés en nombre. Ces cris d'oiseaux de mauvais augure sont oubliés depuis longtemps maintenant. Ce sont les efforts accomplis par des générations qui ont fait du deutschemark ce qu'il est aujourd'hui. Et il en ira de même de l'euro : ce n'est pas la Banque centrale européenne, mais l'assiduité au travail et l'inventivité des hommes qui feront de lui une monnaie mondiale, située juste après le dollar, mais devant le yen.

J'ai œuvré avec insistance pour que la nouvelle monnaie européenne soit stable. Les épargnes, les petites retraites et les bas revenus ne doivent pas être engloutis par l'inflation. Ces mesures de consolidation interne se sont révélées efficaces.

La valeur extérieure de l'euro, en revanche, reflète d'abord, surtout par rapport au dollar, les forces et faiblesses des politiques économiques menées dans les différents pays européens. Il en allait déjà ainsi, dans le passé, de la valeur extérieure de devises nationales comme le deutschemark ou le franc français.

La monnaie est plus qu'un simple moyen de paiement. Elle a également quelque chose à voir avec notre identité politique et culturelle.

La génération qui naît aujourd'hui vivra l'euro avec la même évidence que nous le mark. Elle ne pourra même plus concevoir qu'il en soit allé un jour autrement – qu'on ait payé jadis avec des pièces différentes à Rome et à Paris, utilisé des billets différents à Berlin et à Madrid. Ainsi se développe, tout naturellement, un sentiment communautaire qui ne pourra que renforcer la cohésion des Européens.

La construction de l'Union politique n'est pas encore achevée. Nous devons, dans les années à venir, élargir cet édifice et le doter d'un toit capable de résister aux intempéries. C'est dans notre intérêt à tous, car le monde du XXIe siècle recèle quantité de dangers nouveaux contre lesquels aucun pays européen ne peut plus se prémunir seul. Il ne s'agit pas seulement de sécurité militaire. Les risques économiques sont eux aussi énormes ; le meilleur moyen d'y faire face, pour nous Européens, c'est de disposer d'une monnaie commune solide. L'euro, c'est notre monnaie pour le XXIe siècle.

> Il s'est avéré une fois de plus que les vrais réalistes, ce sont les visionnaires. Les fondateurs de l'unification avaient déjà prouvé que le courage, la détermination et le souffle sont les clés du succès

L'introduction des pièces et des billets en euros doit en même temps être comprise comme une chance sur le chemin menant à un bel avenir. Je n'ai pas le moindre doute : l'euro apparaîtra comme une contribution essentielle à la liberté, la paix et la prospérité sur notre continent.

***Helmut Kohl** est ancien chancelier de la République fédérale d'Allemagne.*

(Traduit de l'allemand par Daniel Argelès.)
© La Vanguardia

T'as pas un eural ? J'ai plus de rol !

par Fabrice Antoine

T'AS pas un roeu, j'veux me faire du roro » : l'article de Jean-Michel Normand, paru dans le supplément « Euro » du *Monde* (23 novembre), appelle plusieurs observations et commentaires.

Il est à mon avis peu probable que *« les Européens de la zone euro réussissent* (...) *à s'inventer un argot commun pour désigner leur monnaie commune »*, c'est-à-dire que des mots soient forgés pour servir, comme l'euro, dans toute la zone, ne serait-ce qu'à cause de la diversité des langues. Les Américains ont leurs *bucks*, les Anglais leurs *quid* (qui est invariable), et pourtant ils parlent tous deux une variété de la même langue. Il y a peu de chances, donc, que l'Allemand et le Français, par exemple, utilisent des mots communs dans ce domaine (sauf emprunt, dans longtemps, peut-être), mais souvent dépréciatifs (comme fifrelins, flèche, pésètes, kopeck, etc.). La monnaie d'un autre vaut toujours moins que la sienne !

En revanche, les argots des différents pays ont tendance à se forger selon des modes similaires du point de vue formel autant que sémantique, et j'ai montré que l'argot de l'argent du français avait sur ce plan bien des traits communs avec celui de l'anglais.

Si l'on observe les mots utilisés pour désigner l'argent (la notion ou les espèces) en argot et en langue familière en français depuis plus de cinq siècles, on s'aperçoit que, dans sept cas sur dix au moins, ils s'inscrivent dans cinq modes de désignation : référence à la forme (objet rond, ou plat, ou rectangulaire, etc. : barre, botte, brique, rond...), à la taille (objet de petite taille, souvent de peu de valeur : chips, radis...), à la couleur (objet de couleur jaune ou blanche : jaunet, auber...), à un élément visuel (objet ou personnage représenté sur pièces ou billets : Delacroix, Pascal, Nap...), à la nourriture (l'argent est ce qu'il peut acheter, denrées vitales ou de luxe : fric, pèze, galette, beurre, belins...).

Les mots qui ont le mieux traversé les époques, ou qui ont été recyclés à différentes périodes, contiennent fréquemment plusieurs références, qui, en quelque sorte, les renforcent, leur donnent de l'épaisseur, une série de justifications qui résonnent auprès de davantage de monde. Ces désignations métonymiques et métaphoriques se combinent éventuellement avec des procédés formels (souvent déformations de mots) pour donner d'autres mots encore.

Or, dans le cas de l'euro, les mêmes références pourront toujours fonctionner : celle à la nourriture pour la notion d'argent, les autres pour les espèces, à l'exception sans doute de la référence métonymique à un élément visuel, tout simplement parce que les billets et pièces en euro comportent tous des éléments de même type qui, en outre, ne sont pas culturellement identifiables ni appropriables.

En revanche, la couleur sera sans doute un élément important, puisqu'à chaque billet en correspond une différente : « un vert », « un jaune » seraient plausibles comme désignations des billets de 100 et 200 euros. L'article de Françoise Lazare, dans votre supplément, parle d'ailleurs spontanément de « violets », « bruns », « verts » et « rouges ».

On peut s'interroger sur ce qu'il adviendra des termes attachés à des montants particuliers en francs, comme balle, brique, patate ou sac : seront-ils réévalués ou démonétisés ?

Sur le plan formel, c'est-à-dire lorsque les mots naissent de déformations d'autres mots (on les coupe, on les triture, on en permute des morceaux, on les déguise...), la langue se trouve en présence d'un nouveau terme, « euro », et l'on peut se demander de quelle façon il sera accommodé. Le verlan, malgré son anarchie apparente et sa spontanéité avérée, obéit à des règles, non édictées, mais que l'on peut déduire en en observant les productions, qui rendent peu probable la création de « roeu » (prononcé, je présume : ro-eu). On ne trouve pas d'exemple de mot de deux syllabes commençant par une voyelle qui soit verlanisé. Ce type de mots, à l'exception (explicable) d'« argent » et « oseille » (comme par hasard !), résistent au verlan à cause, précisément, de leur voyelle initiale et de la simplicité de leur structure (voyelle-consonne-voyelle).

« Euro » sera-t-il tronqué ? Cela donnerait un « eu », « du » eu, un « eur », du « eur » ou encore un « ro », « du » ro – peu probables eux aussi : les premiers ne sont pas heureux du point de vue phonique, le dernier est « déjà pris » (« or », verlanisé à partir de son orthographe, comme une poignée d'autres mots : « zen », « luc », « as mok »...). On peut imaginer que le verlan travaille à partir de « leuro » (d'où « roleu » puis « rol » ?) ou de « zeuro » (d'où « rozeu » puis « roz »), par un procédé d'agglutination bien connu (z'arabe qui donne rabza). On peut aussi envisager la remise au goût du jour d'un procédé qui a été très utilisé, par les potaches notamment, qui ferait d'« euro » un faux pluriel irrégulier, de... « eural » qui, de surcroît, rime avec « balle » (*cf.* « le métral », « un dical », « le protale », etc.).

Les ressources de la langue sont nombreuses, mais, pour spontané et ludique qu'il soit, l'argot, comme la langue familière, se crée grâce à de véritables « machines à créer du lexique » dont les mécanismes sont éprouvés et en nombre fini – d'où une certaine régularité et la possibilité d'en prédire les productions.

***Fabrice Antoine,** agrégé d'anglais, professeur à l'université Charles-de-Gaulle - Lille-III, est spécialiste de lexicographie bilingue, lexicologie et traduction.*

La démocratie en péril à Laeken

Suite de la première page

Celle-ci ne viendrait plus des peuples et du suffrage universel, mais d'un *« projet européen »* dont on ne sait pas très bien par qui il aurait été défini. Ce serait la victoire d'une téléologie légitimant l'action par les buts qu'elle se fixe, à l'opposé du principe démocratique qui fonde sa légitimité dans la volonté populaire.

Nos dirigeants vont se défausser, comme à l'habitude, par une perpétuelle fuite en avant, en réunissant à cette fin cette convention sur l'avenir de l'Europe. On s'étonne de voir ainsi le président de la République et le premier ministre accepter de concert de s'engager dans une démarche aveugle ! En réalité, dès qu'il s'agit de l'essentiel, leur convergence de vues, dissimulée par l'emploi d'oxymores tel le concept de *« fédération d'Etats-nations »* emprunté à Jacques Delors, éteint le débat public et nourrit l'indifférence des citoyens. Entre eux, comme l'a reconnu Lionel Jospin, il n'y a pas la différence d'une virgule !

L'enjeu du sommet de Laeken mérite au contraire d'être placé au cœur du débat public : un peuple se donne une Constitution ; des peuples entre eux passent des traités. Il y a une civilisation européenne, mais il n'y a pas un peuple européen ; il y en a trente. Mieux vaut voir la réalité en face : des Etats membres se trouvant minoritaires à Bruxelles ne sont pas prêts à oublier les intérêts de leurs peuples pour accepter la loi de la majorité.

Aujourd'hui, les nations restent le cadre privilégié de la démocratie. L'écriture d'une Constitution que le chef de l'Etat a évoquée dans son discours du Reichstag en mai 2000, et que le Parti socialiste a reprise dans son programme, ne gommera pas cette évidence. Au reste, les deux têtes de notre exécutif seraient bien en peine d'indiquer comment les institutions de la Ve République s'effaceraient devant la virtuelle Constitution européenne, comment serait mise en congé l'organisation des pouvoirs publics et ce que deviendrait la Constitution de 1958, dont Jacques Chirac est en principe le gardien.

L'aréopage d'universitaires, de parlementaires, d'anciens présidents ou ministres cooptés ne saurait s'instituer en « convention » et à plus forte raison en Assemblée constituante d'un peuple qui n'existe pas. Après la *« fédération d'Etats-nations »*, Jacques Chirac et Lionel Jospin s'engagent tous deux dans une Constitution qui dessinera un super-Etat européen pseudo-fédéral, et en réalité bureaucratique, au moment où l'élargissement rend l'idée même d'une fédération totalement illusoire. Face aux vues fédéralistes de M. Schröder, soutenues par la présidence belge, la France, empêtrée dans la cohabitation dirigée par un *Janus bifrons* exécutif qui n'oppose que des formules creuses, n'ose plus faire entendre sa voix.

Comment a-t-on l'audace de proposer de faire de la Commission un exécutif alors qu'il n'y aura dans l'Europe élargie qu'un commissaire français sur vingt-sept ? Dans les votes au Conseil à la majorité qualifiée, nous ne pèserons plus que 8,4 % dans l'Europe à vingt-sept au lieu de 11,5 % aujourd'hui, et la réduction à soixante-dix du nombre des députés français au Parlement européen prévue par le traité de Nice nous fera passer au-dessous de la barre des 10 %.

> Pour sortir l'Europe de l'ornière où l'a enfoncée une pratique bureaucratique de ses institutions, il faut la réconcilier avec la démocratie, et, pour cela, faire fond sur ses nations

L'adoption d'une Constitution européenne mettrait définitivement la France en minorité sur tous les grands sujets de politique étrangère et de politique commerciale, à commencer par *« l'exception culturelle »* péniblement maintenue au fil des ans. Réduite au rang d'une grande région, la France aurait définitivement aliéné sa souveraineté. Est-ce vers ce destin en peau de chagrin que le couple exécutif veut nous conduire ? Voudrait-on susciter des réactions nationalistes violentes qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Pour sortir l'Europe de l'ornière où l'a enfoncée une pratique bureaucratique de ses institutions, il faut la réconcilier avec la démocratie et, pour cela, faire fond sur ses nations et sur le débat démocratique qu'elles sauront nouer entre elles et devant l'opinion publique européenne tout entière.

La méthode Monnet historiquement a eu du bon, mais elle a aujourd'hui épuisé l'essentiel de sa force propulsive, comme l'a d'ailleurs reconnu Joschka Fischer lui-même. Elle a nourri une réglementation bureaucratique excessive. Pour beaucoup, l'Europe est l'alibi de l'irresponsabilité, l'organisation par laquelle les élites des pays membres ont placé à l'abri du suffrage universel des leviers de décision importants. Cette universelle défausse alimente toutes les démagogies.

Introduire la démocratie dans l'Europe, c'est y réhabiliter le rôle des nations. C'est dans ce cadre que se forge la volonté populaire, que s'exprime la volonté générale à l'issue d'un débat public. Longtemps la construction européenne, en tenant en lisière les Etats membres soupçonnés d'entretenir les égoïsmes nationaux, a creusé le fossé entre l'Europe et les peuples. Il est temps de réintroduire la conception d'une Europe *« union de nations »* qui fut celle du général de Gaulle, sans rejeter ce qui reste de valable dans l'intuition fondatrice d'un intérêt général européen. Une véritable subsidiarité implique que toute compétence qui n'est pas déléguée expressément à l'Union continue d'appartenir aux Etats membres. La souveraineté populaire, exercice de la volonté générale, ne peut s'aliéner à moins que le peuple soit lui-même dissous. Les peuples peuvent déléguer des compétences, mais à condition qu'elles restent contrôlées démocratiquement. Voilà pourquoi je propose qu'un nouveau traité vienne établir fermement les relations entre les Etats membres et l'Union européenne. Entre les peuples qui la composent, c'est en effet un traité et non une Constitution qui doit régler les rapports. Il aurait le mérite de regrouper des textes disparates et permettrait de mener à bien des réformes urgentes. Si je suis élu président de la République française, je m'engage à soumettre le traité qui sera issu de la Conférence intergouvernementale de 2004 à la ratification populaire, par voie de référendum.

> Si je devais proposer une seule réforme au fonctionnement actuel des institutions européennes, ce serait, contrairement à ce qui se prépare, de renforcer le rôle du Conseil et d'affirmer son autorité sur la Commission

Si je devais proposer une seule réforme au fonctionnement actuel des institutions européennes, ce serait, contrairement à ce qui se prépare à Laeken, de renforcer le rôle du Conseil, représentant légitime des peuples, et d'affirmer son autorité sur la Commission. Il faut ouvrir le droit d'initiative et de proposition au Conseil, et donc, à travers lui, aux représentants des peuples de l'Union européenne. Pour qu'il y ait un véritable dialogue entre ceux-ci, la Commission doit cesser de détenir le monopole de la proposition. La France doit rejeter fermement les thèses qui feraient du Conseil une deuxième Chambre représentant les Etats, appelée à commenter, avaliser ou rejeter les propositions émanant de la Commission.

La seconde réforme, à vrai dire corollaire de la première, viserait à organiser la publicité des délibérations et des votes au Conseil. Ce serait la meilleure manière d'intéresser les citoyens aux enjeux de la construction européenne. Chacun doit connaître les positions des gouvernements, et ceux-ci doivent répondre de leur attitude devant leurs Parlements. C'est le moyen de forger l'espace public commun de débat qui manque à l'Europe, l'opacité nourrissant l'irresponsabilité.

De la même manière, l'élection du Parlement européen se borne jusqu'à présent à juxtaposer quinze scrutins nationaux. Une élection ne suffit pas à créer un espace public commun de débat. Une deuxième Chambre, représentative des Parlements nationaux, permettrait mieux de resserrer le lien avec les peuples.

Telle devrait être la position d'une France consciente d'elle-même, afin de refonder dans la démocratie une Europe de projets. Une Europe porteuse de projets peut seule retrouver l'élan des réalisations menées en commun : en matière de recherche, de transports rapides par voie ferrée, d'environnement, d'industries aéronautiques et spatiales, de dépollution de la Méditerranée, il y a tant à faire ensemble ! Associer l'Est européen à la croissance du continent, équilibrer l'Europe vers le Sud, lancer une initiative méditerranéenne de développement, faire du codéveloppement, en particulier avec le Maghreb, un horizon de solidarité entre le Nord et le Sud redonnerait du sens à l'Europe. Pour que les nations d'Europe rapprochent leur destin, la voie des coopérations renforcées sera plus féconde dans une Europe élargie que la voie de l'intégration, désormais épuisée.

La coopération monétaire devrait ainsi devenir la première coopération renforcée. La conversion des pièces et billets en euros, que rien n'imposait dans les textes, va, dans quelques jours, perturber la vie de millions d'Européens : les deux responsables de notre exécutif auraient été mieux avisés de préparer les réformes que le retournement de conjoncture impose avec la force de l'évidence : réformer les statuts de la Banque centrale européenne pour y introduire le devoir d'agir pour l'emploi, confier aux représentants légitimes des Etats – l'Eurogroupe – le soin de piloter la politique économique, assouplir les critères d'endettement (très précisément le plafond de 60 %), qui empêchent une grande politique de relance par l'investissement. L'Europe, qui pèse 20 % de l'économie mondiale, doit être en mesure d'assumer les responsabilités qui lui incombent pour lutter contre la récession.

Au lieu de se substituer aux nations, une Europe de projets les prolongera. Elle se nourrira de leur rapport au lieu de vouloir les étouffer.

Hélas, loin de toute vision à long terme, le sommet de Laeken se prépare à noyer le destin européen dans les travaux d'une convention sans légitimité, qui tiendra les peuples en lisière, sous les apparences de concertations trompeuses. Le choix de noms prestigieux pour présider la convention servira surtout à éteindre la vigilance nécessaire. La France, certes, va parler à Laeken d'une seule voix, mais c'est celle du renoncement et de la fuite en avant. Comme toujours dans notre Histoire, un nouvel élan ne pourra venir que du peuple.

Jean-Pierre Chevènement

AU COURRIER DU « MONDE »

L'HISTOIRE ET SES DOULEURS

Toute omission, surtout si elle semble volontaire, est un code qui s'adresse à celui qui en connaît la teneur. Dans votre dossier sur la Palestine (*Le Monde* daté 9-10 décembre), un fait historique pourtant crucial n'a pas été mentionné *(...)*. Il s'agit de vérités douloureuses pour les partisans de la cause palestinienne, de celles qu'ils passent le plus volontairement sous silence : l'alliance du mufti de Jérusalem, Hadj Amin el Husseini, avec l'Allemagne nazie, sa poignée de main avec Hitler, la formation de brigades SS musulmanes sous son égide et, avec sa bénédiction, son attente impatiente d'une victoire de Rommel... Autant de raisons qui expliquent plus que tout le durcissement anti-arabe des Britanniques ainsi que la méfiance et la suspicion redoublées des juifs.

Johannes Honigmann, Paris

PATRONAT **Bertrand Collomb devait être porté à la présidence de l'Association française des entreprises privées (AFEP), à l'issue d'un conseil convoqué jeudi 13 décembre dans la matinée. ● LE PDG DE LAFARGE prend la succession de Didier Pineau-Valencienne dans des circonstances très tourmentées : les grands chefs d'entreprise, y compris ceux de sensibilité de gauche, reprochent de plus en plus au gouvernement et tout particulièrement à Lionel Jospin de ne pas être à leur écoute. ● À L'APPROCHE de l'élection présidentielle, de discrets rendez-vous se multiplient : François Roussely (EDF) et Anne Lauvergeon (Areva), notamment, ont rencontré Nicolas Sarkozy. A gauche, cela agace. ● PLUSIEURS CLUBS patronaux explorent des pistes de réforme pour le pays, à l'instar de l'Institut Montaigne, créé par Claude Bébéar, qui vient de publier trois études.**

Les grands patrons chargent Bertrand Collomb de faire entendre leur voix

Le PDG de Lafarge devait succéder, jeudi matin, à Didier Pineau-Valencienne à la tête de la très discrète mais très influente Association française des entreprises privées. Cette succession intervient alors que les dirigeants des grands groupes reprochent amèrement à Lionel Jospin de les ignorer

C'EST UNE NOUVELLE qui, hors des cénacles patronaux, passera inaperçue. Mais, dans le microcosme des grands patrons, elle est d'importance : Bertrand Collomb, PDG de Lafarge, devait être élu par ses pairs, jeudi 13 décembre, à la présidence de la très discrète mais très influente Association française des entreprises privées (AFEP), en remplacement de Didier Pineau-Valencienne, ancien patron de Schneider. Président d'un autre organisme patronal, l'Institut de l'entreprise, M. Collomb devrait laisser cette fonction en janvier 2002 à Michel Bon, patron de France Télécom.

Le petit milieu des grands patrons attend beaucoup de ce changement à la tête de l'AFEP : la succession intervient alors que les relations entre les PDG des géants français de l'industrie ou de la finance et le gouvernement – ou plus précisément Lionel Jospin – ont rarement été aussi mauvaises. A quelques encablures de l'élection présidentielle, elles se sont même brutalement dégradées. Il y a, certes, longtemps que le gouvernement fait l'objet de critiques incessantes de la part de nombreux milieux patronaux, et notamment du Medef, présidé par Ernest-Antoine Seillière.

Mais l'AFEP n'est pas le Medef. Si les deux organisations patronales vivent en bonne intelligence, elles se sont réparti les rôles. Tandis que le Medef, en tant qu'interlocuteur social, croise le fer avec le gouvernement ou les syndicats contre les 35 heures ou pour la refondation sociale, l'AFEP, en tant que club discret rassemblant les 81 premiers groupes français, mène un combat feutré dans les allées du pouvoir – un *« corps à corps législatif »*, selon l'expression d'un expert – pour modifier, amender, infléchir les projets de loi du gouvernement. Bref, nul n'entend jamais parler de l'AFEP. Mais le lobby est d'une redoutable efficacité. Ou plutôt... était d'une terrible efficacité.

L'INTERDIT BRISÉ

Car, depuis quelques mois, beaucoup de choses vont de travers. Si une majorité de grands patrons continue d'être assidue aux réunions de l'association, beaucoup considèrent que la présidence de M. Pineau-Valencienne n'a pas été satisfaisante. Vice-président exécutif du Crédit Suisse First Boston, il est plus souvent à Londres qu'à Paris et n'a donc pas été en mesure d'assurer son mandat, de se faire entendre du pouvoir comme de calmer certaines ardeurs jugées trop explosives du Medef. Un président de l'AFEP plus actif aurait-il permis d'éviter le malentendu qui s'est instauré entre le patronat et le gouvernement ? En tout cas, rarement l'incompréhension aura été aussi grande. Le signe le plus manifeste en est la pétition, discrètement préparée par l'AFEP et rendue publique fin octobre, de 56 grands patrons, protestant contre le volet licenciement du projet de loi de modernisation sociale (*Le Monde* du 25 octobre).

Dans le monde très civil des grands chefs d'entreprise, l'initiative est spectaculaire : *« On n'y pétitionne pas, pas plus qu'on ne manifeste »*, dit un signataire. Mais cette fois, nombre de grands patrons ont brisé l'interdit. Il y a eu, bien sûr, quelques non-signataires remarqués, tels Jean-Louis Beffa (Saint-Gobain), Jean-Marie Messier (Vivendi Universal) ou Jean-Marc Espallioux (Accor), tels encore Serge Tchuruk (Alcatel), absent de France au moment de l'initiative, ou Louis Schweitzer (Renault), qui était en train de négocier avec l'Etat et Nissan son nouveau montage financier.

La plupart des autres ont signé, de Thierry Desmarest (TotalFinaElf) jusqu'à Maurice Lévy (Publicis), en passant par Michel Pébereau (BNP Paribas), Pierre Richard (Dexia) ou Daniel Bouton (Société générale). Pis pour le gouvernement ! Quelques noms sur la pétition étaient de sensibilité clairement de gauche. Si le soutien de Jean Peyrelevade (Crédit lyonnais) au texte pouvait encore s'expliquer, tant l'homme goûte la provocation – au point d'agacer très profondément les socialistes –, tout le monde a remarqué que Gérard Mestrallet (Suez), apprécié de Lionel Jospin, tout comme Serge Weinberg (Pinault-Printemps-Redoute), proche de Laurent Fabius, étaient aussi du nombre.

Dans un premier temps, certains se sont pris à penser que l'Elysée n'était peut-être pas étranger à cette initiative. Jérôme Monod, ancien patron de la Lyonnaise des eaux, aujourd'hui conseiller de Jacques Chirac, s'active beaucoup depuis quelques semaines, dans les milieux patronaux. Il multiplie les rencontres avec quelques membres éminents de l'AFEP afin de quêter avis et idées. Mais cette interprétation n'est pas la bonne. *« Les grands patrons vont évidemment dans leur immense majorité voter à droite*, dit l'un deux. *Mais beaucoup gardent un très mauvais souvenir d'Alain Juppé ou se défient de Jacques Chirac, qui joue plus souvent sur des registres populistes que libéraux. » « Les préférés des patrons,* dit un autre, *c'est Dominique Strauss-Kahn, Laurent Fabius ou Nicolas Sarkozy. »* Des hommes politiques qui leur donnent encore le sentiment de savoir les entendre.

Car le grand malaise des patrons est là. Beaucoup ont le sentiment que les dirigeants politiques – droite et gauche confondues – ne les écoutent plus. Les présidents vivent d'autant plus mal la situation qu'ils ont l'impression de ne pas avoir démérité. De restructurations en fusions, ils sont parvenus à faire de groupes français des champions internationaux. Sans oser le dire, ils en attendent une certaine reconnaissance... et ne recueillent que silence. *« Quand ils nous demandaient dans le passé des financements, les hommes politiques se sentaient obligés d'écouter nos problèmes. Maintenant, nous ne leur rapporterons rien, alors ils nous ignorent »*, grince un patron.

FAUX PAS PRESSENTI

C'est sur ce fond de mésentente que s'est nouée l'affaire du projet de loi sur la modernisation sociale. Après les 35 heures, le texte a été ressenti par les patrons comme une gifle. Beaucoup se sont pris à penser que même le gouvernement ne se sentait plus tenu de les comprendre. Non seulement Lionel Jospin conduisait une politique qui n'avait pas leur faveur – ce qui était prévisible –, mais de surcroît – ce qui l'était moins –, il ne prenait pas même la peine de les écouter. *« La grande erreur de Lionel Jospin est d'avoir confondu les patrons et le patronat »,* constate un observateur.

Pressentant le faux pas, le premier ministre voit de proche en proche quelques grands patrons, comme Jean-Luc Lagardère (Matra-Hachette), Noël Forgeard (EADS, Airbus) ou Jean-Marie Messier. Les patrons, de leur côté, se prennent à espérer que Bertrand Collomb sera l'homme qui saura rompre ce dialogue de sourd.

Laurent Mauduit et Martine Orange

Les deux noms qui ont ébranlé Matignon

Parmi la liste des cinquante-six patrons signataires de la pétition, deux noms ont ébranlé Matignon : celui de Serge Weinberg (PPR), connu pour être un proche de Laurent Fabius, et celui de Gérard Mestrallet (Suez), familier de longue date d'un grand nombre de membres du PS et ancien collaborateur de Jacques Delors. D'abord, leur signature a été interprétée comme une trahison. Puis l'entourage du premier ministre s'est dit que la situation était peut-être plus compliquée et qu'il y avait sans doute un vrai malaise chez les grands patrons.

Matignon a suggéré à MM. Weinberg, Mestrallet et Jean Peyrelevade (Crédit lyonnais) de rencontrer Elisabeth Guigou, la ministre de l'emploi et de la solidarité, pour discuter du contenu de sa loi. Mais Mme Guigou n'a, semble-t-il, jamais donné suite. M. Fabius, lui, ne prend plus la peine de cacher ses réticences sur le projet de loi. Il a évoqué ouvertement devant un auditoire de patrons, en novembre, lors de la remise du prix du manager de l'année à Jean-Martin Folz (PSA), un *« certain texte qui n'aurait pas dû voir le jour ».*

PROFIL

UN INDUSTRIEL DISCRET MAIS DÉTERMINÉ

Pour le monde patronal, Bertrand Collomb est le représentant idéal. Elégant et posé, le PDG de Lafarge illustre, à cinquante-neuf ans, la montée en puissance de cette génération de chefs d'entreprise français qui ont su, en vingt ans, bâtir de grands groupes internationaux. Moins provocateur qu'un Ernest-Antoine Seillière, plus moderne qu'un Jean Gandois, il incarne un libéralisme bon teint, ouvert sur le monde mais reconnaissant les liens sociaux et sociétaux, dans lequel souhaite se reconnaître le nouveau patronat.

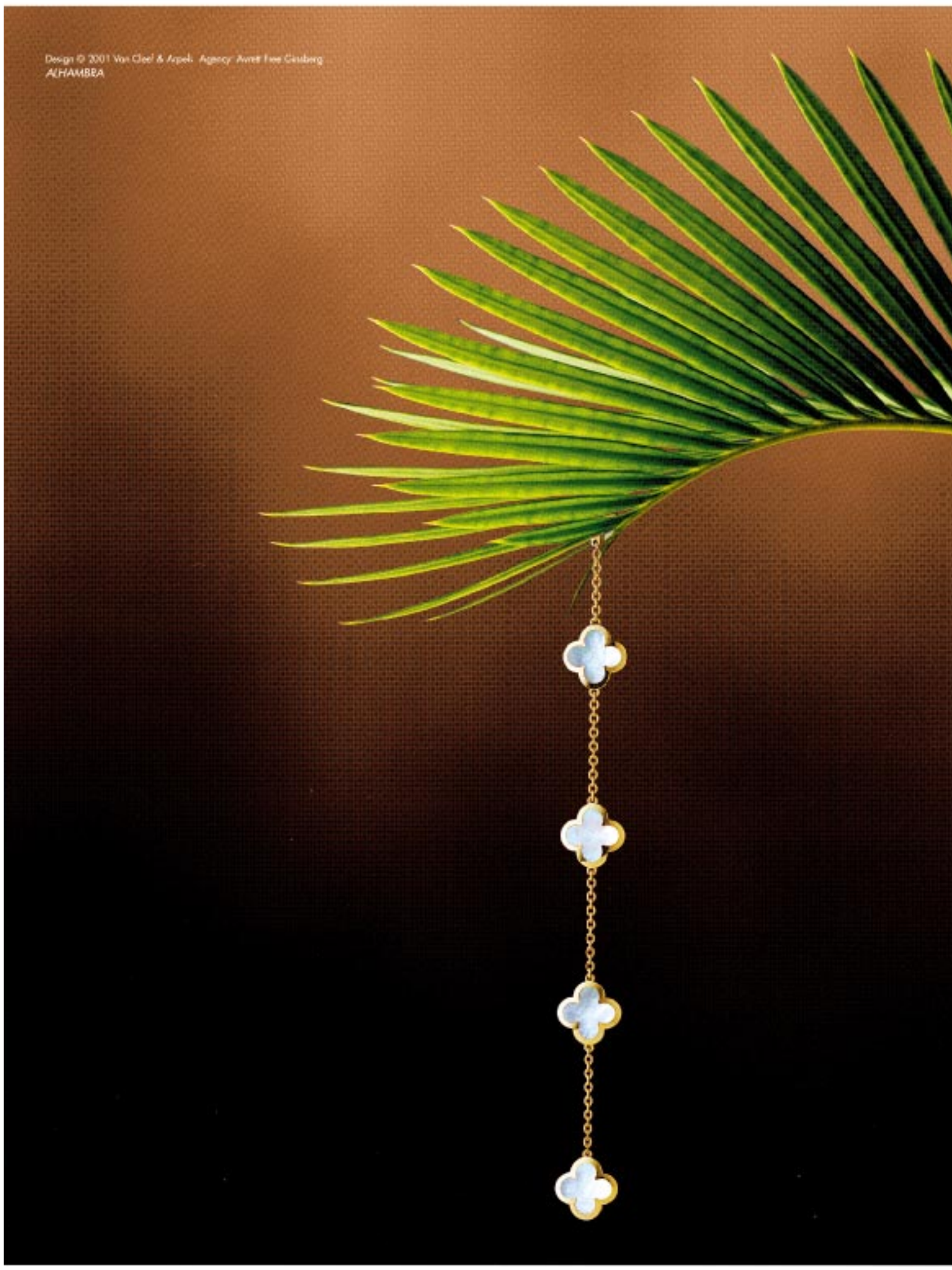
Fils et petit-fils de polytechniciens, M. Collomb n'échappa pas au tropisme familial. Il commence par faire X-Mines avant d'intégrer les cabinets ministériels, conseiller technique dans celui d'Alain Peyrefitte, alors ministre chargé des réformes administratives, puis de René Haby à l'éducation nationale. Il découvre le monde de l'entreprise en 1975, quand Olivier Lecerf, le PDG de Lafarge, figure de proue du patronat chrétien, l'appelle pour entrer comme directeur de la branche cimentière.

Mais le vrai choc survient lorsqu'il est parachuté, au début des années 1980, comme patron de General Portland puis de Lafarge Corp., la branche américaine du groupe. Il y découvre tout : le pouvoir qui ne se donne pas mais se prend, le poids des cultures, les pesanteurs des fusions mal faites, le monde des affaires et le libéralisme américain. De ces années-là, il garde un souvenir permanent et une nostalgie secrète pour les grands espaces de Virginie…

Son succès aux Etats-Unis lui ouvre la présidence du groupe. Nommé PDG en 1989, il engage au galop la transformation de Lafarge, abandonne Coppée, la diversification dans les biotechnologies, et se recentre sur les matériaux de construction. Le cimentier français se lance dans des OPA hostiles, sur ses concurrents britanniques Redland puis Blue Circle. Lafarge devient numéro un mondial du ciment et du béton.

Sans abandonner aucun pouvoir opérationnel, M. Collomb se sent désormais suffisamment assuré pour prendre des responsabilités dans le monde patronal. Après s'être rodé à l'Institut de l'entreprise, il entend être actif à la présidence de l'AFEP. Il a déjà un cheval de bataille : la modernisation de l'Etat.

L. M. et M. O.



Les délais de procédure de licenciements en Europe

	Délai de consultation des IRP*	Délai d'intervention de l'administration	TOTAL
FRANCE • *Ancien dispositif*	Environ 100 jours	0	**Environ 100 jours**
• *Projet en cours*	Environ 200 jours	Eventuelle réunion supplémentaire 8 jours	**Environ 210 jours**
ALLEMAGNE	15 jours minimum	Délai de 30 jours qui peut être doublé	**Entre 45 et 75 jours minimum**
BELGIQUE	Entre 21 et 42 jours	Délai de 30 jours qui peut être doublé	**Entre 51 et 102 jours**
ESPAGNE	30 jours minimum	Délai de 15 à 30 jours	**Entre 45 et 60 jours minimum**
ITALIE	45 jours minimum	Délai de 30 jours en cas de médiation	**Entre 45 et 75 jours minimum**
PAYS-BAS	Entre 60 et 90 jours	Entre 30 et 75 jours	**Entre 90 et 165 jours**
ROYAUME-UNI	90 jours minimum	0	**90 jours minimum**

* Institutions représentatives du personnel — Source : AFEP

A l'origine de la grogne patronale, le volet « licenciements » de la loi de modernisation sociale a fortement allongé, selon l'AFEP, la durée des procédures.

Les raisons de la colère de l'AFEP

Le durcissement par le gouvernement de la procédure de licenciement a été à l'origine de la pétition lancée par 56 grands PDG. Si l'AFEP s'est gardée de dire qu'elle en était à l'origine, elle a fait circuler une étude.

● **Les délais.** Comparant le droit du travail dans sept pays de l'Union européenne (France, Allemagne, Belgique, Espagne, Italie, Pays-Bas et Royaume-Uni), l'étude fait valoir que, si « *le rôle conféré aux institutions représentatives du personnel apparaît comme extrêmement limité* », la phase de consultation, en France, « *correspond à l'une des plus longues dans l'Union européenne* ». L'AFEP estime qu'au terme de la réforme du gouvernement cette phase est passée d'environ 100 jours à environ 210 jours *(voir ci-dessus)*.

● **La rupture du contrat de travail.** L'AFEP estime que la France « *se trouve avec des délais de contestation particulièrement disproportionnés par rapport aux autres pays* ».

● **Le rôle des autorités publiques.** Relevant que l'Espagne et les Pays-Bas connaissent encore un système d'autorisation administrative, l'AFEP admet que le « *rôle de l'administration française apparaît comme limité comme dans la majorité des pays étudiés* ».

Quand le secteur public fait antichambre chez Nicolas Sarkozy

LES VIEILLES HABITUDES sont revenues. Alors que les élections approchent, le jeu du partage des dépouilles dans le secteur et les entreprises publics reprend. Dans chaque camp, beaucoup s'activent. Les uns caressent l'espoir d'une revanche et se verraient bien hériter d'un poste enfin à la hauteur de leurs capacités, en cas de changement de majorité. D'autres cherchent à consolider leur place.

Dans ce jeu d'ombres, un homme est très courtisé : Nicolas Sarkozy. Depuis qu'on le dit promis au poste de premier ministre, dans l'hypothèse d'une victoire chiraquienne à l'élection présidentielle, sa table, à la mairie de Neuilly, ne désemplit pas. Ministres de pays étrangers, grands patrons, tous souhaitent le rencontrer.

Mercredi 12 décembre, Didier Reynders, le ministre belge des finances et président en exercice de l'Eurogroupe, est ainsi venu lui rendre une visite pour débattre avec lui – et la poignée de dirigeants du RPR ayant une compétence en économie – des grands sujets du moment, du droit européen de la concurrence au fonctionnement des « ecofin » (les sommets européens réunissant les ministres des finances) en passant par la Banque centrale européenne.

Aux côtés des rencontres avec Martin Bouygues, auquel il est lié depuis très longtemps, ou d'un Albert Frère, dont il recueille régulièrement les avis, l'agenda de M. Sarkozy, ces derniers temps, est rempli de noms de grands patrons, y compris de dirigeants de gauche.

> Ces derniers temps, son agenda est rempli de noms de grands patrons, y compris de gauche

Pour certains, le rendez-vous n'a rien d'inhabituel. Nicolas Sarkozy et Gérard Mestrallet (Suez) se connaissent ainsi de longue date et se rencontrent de temps à autre. Pour d'autres, la démarche est plus inattendue. Le maire de Neuilly a ainsi déjeuné, jeudi 6 décembre, avec François Roussely, le patron d'EDF, à la demande de ce dernier. Rien que de très normal, dira-t-on : dans la tradition républicaine, il n'est pas illogique que les patrons des grandes entreprises publiques ou des grands services publics n'aient pas de partis pris partisans, tout comme il n'est pas illogique que M. Sarkozy, partisan d'une privatisation d'EDF, recueille l'opinion du patron de l'entreprise, fût-il socialiste. Proche d'Alain Madelin, Pierre Gadonneix, le PDG de Gaz de France, a, lui aussi, rencontré M. Sarkozy, pour parler de l'ouverture du capital de son entreprise, qui lui a été refusée par la gauche plurielle au printemps. Pourquoi M. Roussely ne ferait-il pas de même ? Certains de ses proches font valoir qu'il défend, d'un rendez-vous à l'autre, les intérêts de sa « maison », recommandant à la gauche d'accélérer l'ouverture à la concurrence, il ferait passer le message à la droite de ne pas exagérément forcer l'allure...

Au sommet du gouvernement, on n'a, toutefois, que très modérément apprécié cette démarche. D'autant moins que M. Roussely – tout comme M. Gadonneix – a aussi vu Jean-François Copé, chargé par la présidente du RPR, Michèle Alliot-Marie, de rencontrer les partenaires sociaux et quelques grands patrons, en prévision de la campagne électorale et de la plateforme du mouvement gaulliste. « *M. Roussely n'a pas eu un seul mot aimable à l'égard de la gauche* », dit un témoin de l'une de ces réunions. Pour sa défense, certains soulignent que M. Roussely doit aussi ruiner préventivement les ambitions de ceux qui convoitent sa place. Depuis plusieurs semaines, Jean-Pierre Denis s'agite beaucoup sur le sujet. Ex-conseiller économique de Jacques Chirac à l'Elysée, l'actuel dirigeant de Dalkia, la branche énergie de Vivendi Environnement, déçu, peut-être, de ne pas avoir la carrière qu'il ambitionnait dans le privé, se verrait bien succéder à M. Roussely en cas de victoire de la droite.

M. Sarkozy admet également avoir reçu, ces derniers mois, Anne Lauvergeon, la patronne du pôle nucléaire français Areva, autrefois conseillère de François Mitterrand à l'Elysée, pour parler avec elle de l'avenir de ce secteur controversé, ou encore Marc Tessier, patron de France Télévision, pour discuter de celui du paysage audiovisuel. Rien que de très banal, là encore : l'agenda de l'ancien bras droit d'Edouard Balladur est chargé et il ne fait rien pour cacher qu'il débat et consulte.

Mais, à gauche, cela fait jaser. Pour ne pas dire grogner. Et il suffit que l'on apprenne que la même Anne Lauvergeon a récemment (*Le Monde* du 10 octobre) embauché Jean-Pierre Delalande, ex-député RPR du Val-d'Oise, comme secrétaire général du groupe Areva (nouveau nom de l'ensemble Framatome, Cogema, CEA-Industries), pour que certains parlent méchamment de trahison. La dirigeante d'Areva se défend en soulignant qu'il n'y a aucun geste politique dans cette embauche, M. Delalande souhaitant simplement quitter la politique.

L. M. et M. O.

Les clubs, lieux d'influence pour les PDG

Réticents à prendre la parole publiquement de peur de trop s'engager, les patrons goûtent, en revanche, beaucoup les clubs où on peut se réunir entre soi et échanger des informations. Il y a d'abord le prestigieux Siècle, qui organise régulièrement des réunions où se côtoient hommes politiques, grands patrons et stars des médias. Les lieux de rencontre comme le Jockey club, le Cercle interallié ou l'Automobile club sont déclinants, les patrons ne se reconnaissant plus dans leur atmosphère surannée. De même, les clubs comme l'Institut de l'entreprise ou l'Ethic, qui furent autrefois les fers de lance de la contestation patronale, se sont assoupis. Pour renouveler la pensée libérale, Claude Bébéar, déjà fondateur du club Entreprises et Cité a lancé l'Institut Montaigne. A gauche, le club Lassaire peine à prendre le relais de la Fondation Saint-Simon, arrêtée depuis dix-huit mois, tandis que le Cercle de l'industrie, créé par Dominique Strauss-Kahn, vivote.

Certains patrons ont préféré fonder un club de fins gourmets. Une autre façon d'aborder la cuisine patronale.

L'Institut Montaigne, laboratoire de la pensée libérale

CLAUDE BÉBÉAR a toujours aimé jouer les agitateurs d'idées politiques. Lorsqu'il était à la présidence du groupe d'assurances Axa, il a été le premier à évoquer sans tabou le sujet des retraites, de la sécurité sociale privée, tout en accueillant dans son groupe, puis à la fédération des assurances Denis Kessler, penseur de la refondation sociale au Medef.

Depuis son départ de la présidence d'Axa, l'homme continue de vouloir peser sur le débat. Avec quelques-uns de ses amis, tous issus de son club patronal Entreprises et cité, ils considèrent que le monde politique manque d'ouverture sur l'économie, le social, la société. Les partis de droite, à leurs yeux, n'ont pas compris les changements à l'œuvre depuis quinze ans en France. Bref, il y a urgence, selon eux, à relancer la réflexion théorique et à fournir des études aux politiques. Ainsi est né, à la fin de l'année 2000, l'Institut Montaigne.

DE LA FISCALITÉ AUX RETRAITES

Ce centre, présidé par M. Bébéar, se veut un espace de réflexion, libre de toute contrainte politique, capable de réfléchir et d'avancer des propositions à long terme. Il est animé par un comité directeur qui regroupe des universitaires de renom, comme le politologue Nicolas Baverez, le constitutionnaliste Guy Carcassonne, la juriste Marie-Anne Frison-Roche ou le professeur Ezra Suleiman. Des groupes de travail se réunissent autour d'un thème. Douze à treize sujets d'études ont été retenus pour l'instant, allant de la fiscalité aux retraites, en passant par la sécurité sociale, l'éducation ou la sécurité. Des thèmes chers aux tenants d'un libéralisme sans concession.

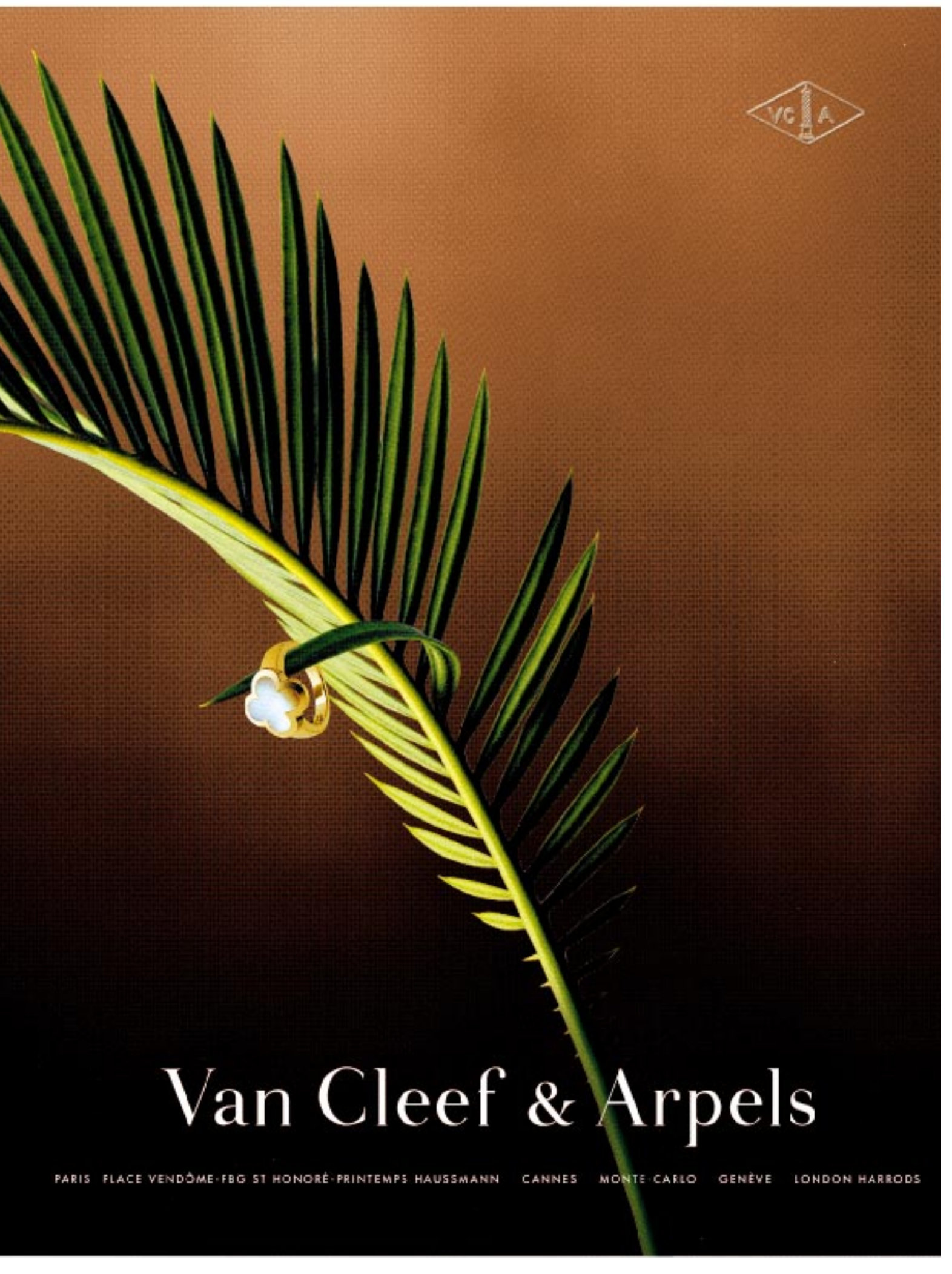
Trois rapports ont déjà été rendus publics. Sous le titre « Management public et tolérance zéro », le premier entend réfléchir sur la sécurité, mission régalienne de l'Etat. Se déclarant partisan du principe de la tolérance zéro, très en vogue aux Etats-Unis, le groupe de travail, présidé par Paul-Louis Halley (ex-Promodès), relève avec regret que cette politique, malgré les déclarations des gouvernements successifs, n'a jamais été mise en œuvre en France.

SÉCURITÉ, ÉDUCATION

Selon lui, cette réticence s'explique par une « *politique pénale fortement orientée vers la réduction des incarcérations, des réticences d'ordre idéologique à appliquer une politique répressive et surtout un grave défaut de management des gestionnaires publics, (...) qui les a conduits à accorder une trop grande importance aux revendications corporatistes et au conservatisme syndical* ». Le rapport avance sept propositions, allant du retour à la détention provisoire pour les petits délits à la transformation de 15 000 emplois administratifs de policiers en emplois de terrain, pour renforcer le sentiment de sécurité en France.

Les deux autres rapports, sur l'éducation et l'université, s'inscrivent dans le même fil de pensée. Prenant exemple sur ce qui se pratique aux Etats-Unis, ces études préconisent une autonomie des établissements, la fin de l'unicité du corps enseignant, une différenciation des diplômes selon les lieux et les écoles, une montée en puissance des parrainages d'entreprise. Des réformes indispensables, soulignent-ils, « *pour aborder la compétition mondiale à armes égales* ».

L. M. et M. O.



Cap Gemini supprime 9 % de ses effectifs et change de PDG

LA SOCIÉTÉ française Cap Gemini Ernst & Young a annoncé, mercredi 12 décembre, qu'elle allait supprimer 1 900 emplois supplémentaires, ce qui porte à 5 400 le nombre total de départs pour 2001 (soit 9 % des effectifs). Il n'y aura pas de plan social en France (14 000 salariés), selon le PDG, Geoff Unwin.

Depuis le rachat, début 2000, de la branche conseil d'Ernst & Young pour plus de 12 milliards d'euros, la société de services d'ingénierie et d'informatique est confrontée à d'importantes difficultés, amplifiées par le ralentissement économique et la forte réduction des dépenses de conseil et d'informatique de ses clients, notamment les groupes de télécommunications et les sociétés de la nouvelle économie. En Europe, la société se situe au troisième rang des sociétés de services de haute technologie, derrière les américains IBM et EDS.

Ces nouvelles mesures ainsi que *« d'autres initiatives »* devraient permettre au groupe d'économiser 800 millions d'euros sur une base annuelle pour compenser la stagnation de son activité et l'effondrement de ses marges. Le groupe a en effet revu à la baisse ses prévisions de chiffre d'affaires pour l'année (8,4 milliards d'euros, contre 9 milliards quelques mois plus tôt) et a reconnu qu'il ne s'attendait plus qu'à une marge de 5 % (contre des prévisions initiales de 8 % à 9 % et une marge de 10 % en 2000). M. Unwinn a expliqué qu'il prévoyait même une baisse de son chiffre d'affaires au premier semestre. Le patron de Cap Gemini a affirmé qu'il n'était pas en mesure de déterminer de date de retournement du marché des services informatiques.

M. Unwinn ne sera plus aux commandes pour accompagner le redressement de son entreprise puisqu'il a annoncé qu'il prendrait sa retraite en 2002, à soixante ans, et qu'il serait remplacé par Paul Hermelin, âgé de quarante-neuf ans, actuellement directeur général délégué.

Christophe Jakubyszyn

Les ménages français ont acheté moins de voitures neuves en 2001

Certains constructeurs dopent leurs ventes grâce aux loueurs et aux entreprises

Contrairement aux apparences, le marché automobile français n'est pas florissant. Pour compenser la baisse des achats des particuliers, les constructeurs ont développé en 2001 les ventes aux loueurs et les locations à long terme aux entreprises. Conséquence, les stocks de « jeunes occasions » gonflent dangereusement.

LE MARCHÉ automobile français se porte-t-il aussi bien que certains constructeurs veulent bien le dire ? A les entendre, la confiance des consommateurs semble inébranlable. Alors que la plupart des secteurs marquent le pas, les ventes de voitures sont toujours au beau fixe. D'après le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA), les immatriculations ont progressé depuis le début de l'année de 5,7 %, (*Le Monde* du 4 décembre). Pourtant, à la lumière du bilan du marché dressé par l'Observatoire de l'automobile, l'organisme de prévisions de Cofica (groupe BNP-Paribas), cet optimisme tiendrait pour une bonne part de la méthode Coué.

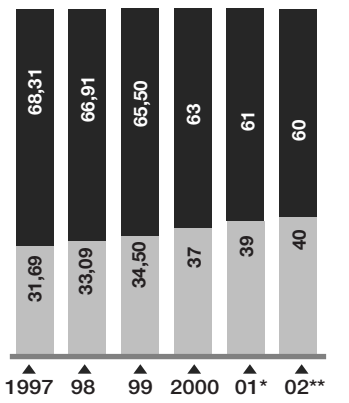
En fait, les données globales des constructeurs ne tiennent pas compte de l'évolution divergente de deux marchés distincts : les ventes aux entreprises et les ventes aux particuliers. Or, comme le note Cofica, *« le premier est en plein essor, tandis que le second régresse »*. En clair, les Français ont acheté moins de voitures neuves en 2001 qu'en 2000. Les achats de véhicules neufs réalisés par les ménages français en 2001 devraient atteindre un chiffre d'affaires de 20,8 milliards d'euros contre 21,2 milliards l'année dernière.

« Les achats de voitures neuves des ménages n'ont cessé de diminuer en valeur depuis 1990, alors que celle concernant les entreprises progressent régulièrement, modifiant ainsi profondément la structure du marché », explique Pierre Bourgeois, directeur de l'Observatoire de l'automobile. Les ventes aux particuliers représentaient 73 % des immatriculations en 1995, elles devraient tomber à 60 % en 2002.

La tendance s'est particulièrement accentuée cette année. Certains constructeurs, sentant leurs positions faiblir, sont tentés de vendre aux flottes d'entreprise et surtout aux loueurs pour écouler leur stocks et ne pas voir s'effondrer leurs parts de marché. La méthode est d'autant plus tentante que les principaux actionnaires des loueurs de courte durée sont souvent les constructeurs eux-mêmes. Cette pratique est ancienne mais elle prend une ampleur jusque-là inégalée.

Une tendance régulière

RÉPARTITION DES IMMATRICULATIONS



VÉHICULES DE SOCIÉTÉ (locations courte et longue durée flottes d'entreprises...)

VÉHICULES PARTICULIERS (y compris artisans, professions libérales et véhicules de collaborateurs des constructeurs)

* estimation ** prévisions Source : Cofica

UNE FUITE EN AVANT

Mais le recours au marché des loueurs est à double tranchant. Au bout de quelques mois, le constructeur s'engage en effet à reprendre le véhicule à la société de location. C'est ce qu'on appel des *buy back*. Une sorte de fuite en avant, qui loin de régler l'écoulement des stocks, fait entrer le marché dans un cercle vicieux. *« Les retours de* buy back *du dernier trimestre 2001 et du début 2002 seront lourds*, prévient l'Observatoire de l'automobile. *Ils vont venir concurrencer les ventes de véhicules neufs et particulièrement les modèles les plus difficiles à écouler. »*

Tous les constructeurs ne sont pas logés à la même enseigne. PSA Peugeot Citroën, dont les ventes sont en hausse de 15,4 %, ou Ford, qui malgré ses mauvais résultats commerciaux, refuse le principe, ne recourent pas à ce type de pratiques. Au contraire, Fiat, qui a perdu 0,5 point de parts de marché cette année ou Opel (– 0,1 point), sont clairement pointés du doigt. Renault, également en recul cette année, a arrêté de recourir à ce stratagème au second semestre, après l'avoir largement utilisé au premier. Mais c'est maintenant que les effets s'en font sentir. Renault comme d'autres se trouvent avec des stocks sur les bras, qu'ils cherchent à écouler pour faire place nette dans leurs bilans. La décision d'arrêter la production dans la plupart de ses usines (*Le Monde* du 2 octobre) en cette fin d'année n'est sans doute pas totalement étrangère à cette situation.

La catégorie des « jeunes occasions » ne cesse de grossir. En 2001, 700 000 voitures de moins d'un an ont été vendues, soit une hausse de 10 %. Cette catégorie représentait 11,4 % du marché de l'occasion en 1997, alors que cette année, on dépassera les 13 %. *« Il y a véritablement une nouvelle demande pour ce type de véhicules qu'on paye entre 25 % et 30 % moins cher que le neuf pour des kilométrages très faibles »*, souligne M. Bourgeois. Les stocks sont évalués à environ 250 000 véhicules, soit plus d'un mois d'immatriculations.

Autre inconvénient des ventes aux loueurs, les concessionnaires se retrouvent en première ligne. Non seulement ces ventes leur échappent, mais ils doivent ensuite écouler le trop-plein créé par les constructeurs *« des stocks qui pèsent sur les trésoreries des concessions et, au final, sur leur rentabilité »*, affirme M. Bourgeois.

Pour 2002, le recours aux ventes aux loueurs de courte durée devrait se tasser, en raison du ralentissement de l'activité des sociétés de location, qui ne pourront pas absorber autant de véhicules qu'en 2001. Dans ce contexte, l'Observatoire de l'automobile table sur une poursuite de la baisse des ventes aux particuliers, dans un marché global qui devrait reculer de 2 %.

Stéphane Lauer

La City s'interroge sur l'intérêt de M. Arnault pour Sotheby's

La salle de ventes est conseillée par deux banques

LONDRES
de notre correspondant

« Que va faire Bernard Arnault ? » La question agite le monde artistique et financier après la condamnation d'Alfred Taubman, propriétaire de la maison de ventes aux enchères Sotheby's, pour entente illégale sur les commissions avec son rival Christie's (*Le Monde* du 10 décembre). Le patron de Louis Vuitton-Moët Hennessy (LVMH) ne fera-t-il qu'une bouchée de Sotheby's fragilisée par le scandale ? Ou compte-t-il continuer à investir dans Phillips, pour imposer cette maison ? M. Arnault garde le silence sur ses intentions.

Pendant ce temps, Sotheby's s'efforce de tourner la page. Une nouvelle salle de ventes spécialisée dans les objets ordinaires a ouvert ses portes à l'automne à Londres. Et, à l'inverse de Christie's, qui a gardé son ancienne équipe, la firme de York Avenue s'est séparée des cadres liés de près ou de loin au scandale des commissions. Malgré l'annonce d'une perte de 250 millions de dollars en 2000 (280 millions d'euros), les analystes restent confiants. A les écouter, les récentes mesures d'économies ont laissé intact le « muscle ».

De l'avis général, M. Taubman, qui risque la prison ferme, devrait mettre rapidement en vente sa participation de 23 % (66 % en droits de vote). De surcroît, le deuxième actionnaire, le spéculateur Ron Baron, entend aussi céder ses parts. Le décor est planté pour permettre à M. Arnault de lancer une offre publique d'achat amicale sur la maison fondée en 1744.

COÛTEUSE STRATÉGIE

Une fusion entre Sotheby's et Phillips, rachetée par M. Arnault en 1999, pourrait permettre à Sotheby's de se spécialiser dans les objets les plus somptueux et les ventes de prestige comme les peintures impressionnistes et contemporaines. Phillips se cantonnerait aux objets moins exceptionnels, tandis que sa filiale Bonham's aurait la charge des marchandises courantes. *« Sotheby's offrirait à Arnault ce qui lui manque, à savoir un réseau planétaire de salles de ventes et de bureaux de représentation, un bataillon d'experts les mieux introduits et un carnet d'adresses »*, souligne un observateur. Avec un siège social américain, des origines britanniques, une forte présence en Asie et en Europe continentale ainsi que ses deux sites de vente en ligne, la firme ne peut que l'intéresser.

Un tel rachat permettrait à LVMH de mettre fin à l'hémorragie de fonds que constitue l'octroi de garanties financières importantes pour permettre à Phillips de récupérer de grosses collections. Interrogé par *Le Monde*, Simon de Pury, président de Phillips, défend cette coûteuse stratégie : *« Au départ, il était important d'établir le plus rapidement possible notre capacité à vendre des œuvres au plus haut niveau. A l'avenir, il sera moins nécessaire d'utiliser des garanties pour obtenir des œuvres de première qualité. »* Reste que, si Phillips a gagné en dynamisme, la maison fait toujours figure de parent pauvre. Une seule salle de prestige à New York, des enchères de haute joaillerie, deux fois par an, à Genève, une poignée de spécialistes et un chiffre d'affaires en 2000 estimé à 310 millions de dollars (contre 1,9 milliard pour Sotheby's et 2,3 milliards pour Christie's) : la filiale de LVMH ne pèse pas lourd face aux deux monstres sacrés.

Enfin, après la débâcle de Gucci, le patron de LVMH pourrait prendre sa revanche sur son grand concurrent François Pinault, qui a pris le contrôle de Christie's en 1998 pour 721 millions de livres (7,2 milliards de francs). Bénéficiant de l'immunité judiciaire tout au long de l'affaire, Christie's a tiré profit des ennuis de Sotheby's pour accentuer son leadership sur le marché de l'art. Afin de ne pas plomber le bilan de la société, M. Pinault a, par exemple, réglé de sa poche et d'un trait 250 millions de dollars d'amende, alors que M. Taubman n'a pris en charge qu'une partie de la même somme pour Sotheby's.

Pour les analystes, dans une conjoncture difficile pour le géant du luxe, le prix de Sotheby's, malgré la chute en Bourse, reste trop élevé. Or M. Arnault n'a rien d'un philanthrope. Les autorités de la concurrence, américaines et européennes, pourraient par ailleurs voir d'un mauvais œil une association qui recréerait le duopole d'antan. *« Le monde des enchères n'a rien à voir avec celui du luxe. C'est une Bourse de professionnels, et non une marque »*, souligne-t-on enfin dans la City. Enfin, en montrant du doigt le nouveau directeur pour l'Amérique du Nord de Phillips, John Bloch, recruté à prix d'or chez Sotheby's, le procès a égratigné l'image de probité de Phillips.

Faute de tomber dans l'escarcelle de M. Arnault, Sotheby's pourrait passer sous le contrôle d'un autre milliardaire à la recherche de respectabilité sociale. Pour défendre ses intérêts, la salle de ventes vient d'engager les banques d'affaires américaines JP Morgan et Morgan Stanley.

Marc Roche

Le Centenaire et après...

Jeudi 20 décembre 2001 CNIT La Défense

Mission interministérielle pour la célébration du Centenaire de la loi 1901

Animation de la journée : **Roland Cayrol**, directeur de recherche à la FNSP, directeur général de l'institut CSA.

9h30 Ouverture
M. Guy Hascoët, Secrétaire d'État à l'Économie Solidaire

9h45 Panorama d'ensemble
•**M. Jean-Michel Belorgey**, Président de la Mission

10h00 1ère Table Ronde – Le Centenaire dans toute la France
Témoignages des acteurs : •**M. Saïd Bouziri**, militant associatif •**M. Bernard Dérosier**, député, Président du Conseil Général du Nord •**M. Michel Dufraisse**, Conseiller municipal à Nancy en charge de la célébration du Centenaire de la loi de 1901 •**Mme Marinette Hervé**, membre du CA de la Maison des citoyens du monde à Nantes •**Mme Hélène Mouchard-Zay**, professeur de lettres, militante associative à Orléans •**M. Jean-Claude Stourm**, adjoint au Maire de Plozevet, chargé de la culture

10h45 Bilan
•**Mme Martine Barthélemy**, chercheuse au CEVIPOF : Les travaux scientifiques et les publications •**M. Henri Rabourdin**, expert-comptable, commissaire aux comptes : Les finances

11h30 2e Table Ronde – Axes de réflexion
•**M. Michel Doucin**, Secrétaire Général du HCCI : ASSOCIATIONS ET ACTIVITÉS INTERNATIONALES •**M. Liem Hoang Ngoc**, maître de conférences en économie, Université Paris I : LE DIALOGUE SOCIAL •**M. Louis Joinet**, magistrat, avocat général à la Cour de Cassation, ancien président de la sous-commission des droits de l'homme à l'ONU : CONTRAT ET DÉMOCRATIE - BÉNÉVOLAT ET RESPONSABILITÉ •**Mme Nonna Mayer**, chercheuse au CEVIPOF : EUROPE •**M. Henri Rabourdin**, expert-comptable, commissaire aux comptes : ASPECTS FINANCIERS ET SÉCURITÉ JURIDIQUE

13h00 Grand Témoin
•**M. Dominique Wolton**, Directeur de recherche au CNRS et de la revue Hermès.

15h00 Quel partenariat avec le monde associatif demain?
•**M. Guy Janvier**, Délégué interministériel à l'innovation sociale et à l'économie sociale •**Mme Hélène Mathieu**, Directrice de la jeunesse et de l'éducation populaire (Ministère de la Jeunesse et des Sports) •**M. Jean Benet**, Chef du Bureau des groupements et associations au Ministère de l'Intérieur •**Mme Claude Brévan**, Déléguée interministérielle à la Ville et au développement social urbain •**Mme Édith Arnoult-Brill**, Présidente du CNVA •**M. Hubert Prévot**, Président de la CPCA.

18h00 Conclusion
Mme Élisabeth Guigou, Ministre de l'Emploi et de la Solidarité

20h00 à 22h00 CONCERT d'ENZO ENZO accompagnée par **Raphaël Sanchez** au piano, **Jacky Tricoire** à la guitare, **Camille Ballon** à la contrebasse, **Manu Lacordaire** à la batterie

Nom et Prénom : .....
Organisme : ..... **Fonction :** .....
Adresse : .....
Tél : ..... **Fax :** .....
Je participe à la journée :
☐ le matin, ☐ l'après-midi, ☐ la soirée ☐ Je réserve mon déjeuner* *offert aux participants* ☐ Je réserve mon dîner* *offert aux participants* *Place limitées

Merci de bien vouloir nous retourner ce coupon impérativement avant le 15 décembre 2001 par courrier : MARKET PLACE – 2 bis, avenue Desfeux 92 772 Boulogne-Billancourt cedex ou par fax au 01 46 21 60 03

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Mission interministérielle pour la Célébration du Centenaire de la Loi du 1er Juillet 1901 relative au Contrat d'Association

Les télécommunications soumises à plus de concurrence en Europe

LE PARLEMENT EUROPÉEN a définitivement adopté, mercredi 12 décembre, à Strasbourg, un ensemble de directives qui entendent soumettre tous les réseaux de transmission électronique et leurs services à un cadre réglementaire unique (*Le Monde* du 3 mars).

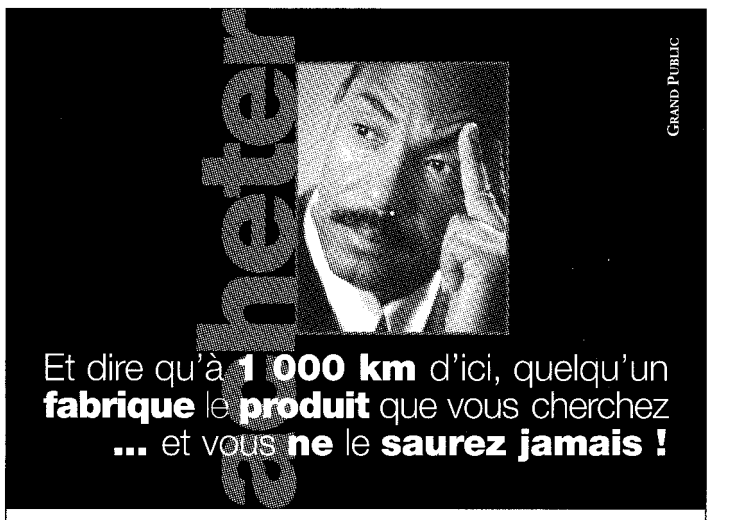
Pour imposer des obligations aux opérateurs considérés comme *« puissants sur le marché »*, les autorités nationales devront définir les *« marchés pertinents »* sur lesquels ils se trouvent. La Commission disposera d'un droit de veto sur cette définition, ainsi que sur la désignation des opérateurs. Le pouvoir de la Commission était soutenu par le Parlement européen, qui voulait éviter des définitions trop disparates, mais combattu par les Etats. La nouvelle législation définit le périmètre du service universel : il ne concernera que le téléphone fixe, alors que la France voulait inclure les mobiles. – *(Corresp.)*

Les betteraviers et les coopératives prêts à reprendre Béghin-Say

À L'OCCASION de l'assemblée générale des planteurs de betteraves (CGB) mercredi, le président Dominique Ducroquet a annoncé que les agriculteurs qui cultivent cette plante étaient prêts à reprendre les activités sucrières que le groupe industriel Béghin-Say veut céder. Les trois coopératives sucrières – Cristal Union, SDHF et USDA – sont aussi disposées à participer à ce projet de reprise qui aura, selon M. Ducroquet, *« l'appui du Crédit agricole »*. *« Le moment venu, nous lancerons la levée de fonds auprès des planteurs*, a - t- il précisé, *ces 300 millions d'euros apportant un soutien financier important à la reprise des usines. »* Jean Glavany, ministre de l'agriculture, s'est *« réjoui de voir les agriculteurs se mobiliser pour investir dans leur outil de production afin de conserver le maximum de valeur ajoutée »*.

Grève chez le courtier Comdirect

LES SALARIÉS de la filiale française du courtier en ligne allemand Comdirect ont débuté, mercredi, un mouvement de *« grève illimitée »* pour obtenir la communication des volets sociaux des trois offres de reprise de Comdirect France, et l'ouverture de négociations sur un plan social. A la suite de la mise en vente de la filiale le 16 novembre, des offres auraient été déposées, en début de semaine, par les courtiers Viel & Compagnie, Symphonis (Crédit mutuel), et Line Bourse (Banques populaires). Plus des deux tiers de la soixantaine de salariés encore présents dans la société ont voté la grève, selon l'intersyndicale CFDT-CFTC. Dans un communiqué envoyé depuis son siège de Quickborn, Comdirect affirme *« prendre constamment en considération les intérêt des soixante personnes employées »*.



En quelques années, votre marché s'est élargi à la taille de l'Europe. Et avec les nouveaux outils de communication, la distance n'est plus un obstacle. Dès lors, vous devez pouvoir comparer avant d'acheter, à condition de connaître les meilleurs fournisseurs sur le marché.

EUROPAGES résoud ce problème pour vous :
Avec ses 500 000 entreprises de tous secteurs d'activités, sélectionnées dans 30 pays pour leur capacité à l'export, vous avez tous les atouts pour mener vos appels d'offres. Et en plus c'est gratuit. Pourquoi vous en priver ?

ACHETEZ MIEUX, VENDEZ PLUS
L'ANNUAIRE EUROPÉEN DES AFFAIRES
EURO PAGES

annuaire imprimé / CD-Rom / www.europages.com

Les médias communautaires veulent éviter les écarts à propos du Proche-Orient

Dans leur couverture du conflit israélo-palestinien, les radios et les télévisions qui s'adressent aux communautés juives ou arabo-musulmanes de France s'efforcent de seulement informer. Certains médias ont préféré arrêter les émissions en direct. La plupart ont du mal à rester neutres depuis la deuxième Intifada

TENTER d'éviter les dérapages. En cette période de crise aiguë au Proche-Orient, les radios et télévisions communautaires juives et musulmanes de France estiment, pour la plupart, avoir le devoir de ne pas jeter de l'huile sur le feu. Leur rôle, affirment-elles en chœur, c'est avant tout d'informer. En raison des liens étroits unissant Israël à la communauté juive, les médias qui s'adressent à ce public font davantage appel à des journalistes basés dans l'Etat hébreu que les médias musulmans. Les directs depuis Jérusalem sont monnaie courante dans les quatre radios juives qui se partagent la même fréquence à Paris. De part et d'autre, la volonté de suivre ce qui se passe au Proche-Orient est manifeste. *« Nous répondons à un besoin d'information »*, insiste Ahmed Nait Balk, le directeur d'antenne de Beur FM, une radio qui se veut *« laïque et non-militante »*.

Depuis la radicalisation du conflit israélo-palestinien, en septembre 2000, il est toutefois plus difficile de rester objectif. Notamment du côté des médias de la communauté juive, en prise directe avec Israël, alors que les médias musulmans sont essentiellement animés par des personnalités d'Afrique du Nord. *« Malheureusement, depuis la deuxième Intifada, toutes les radios juives sont tirées vers une vision des choses plus à droite »*, constate Roger Assaraf, directeur général de Radio Shalom.

« DÉDRAMATISER »

« Le ton s'est un peu durci à l'égard des Palestiniens », admet Vladimir Spiro, président de Judaïques FM, créée en 1981 par des militants de la paix. Responsable de l'une des rares télévisions musulmanes émettant depuis Paris, la Berbère Radio-Télévision (BRTV), Mustaphaa Saadi note pour sa part que, depuis le début des affrontements en Kabylie, certains téléspectateurs s'identifient à la population palestinienne. D'une manière générale, ajoute-t-il, *« nous essayons de dédramatiser les termes du débat »*.

Le conflit israélo-palestinien étant devenu encore plus sensible depuis l'automne 2000, la plupart des médias communautaires multiplient les précautions. Dans le choix des invités, ainsi que dans la marge d'expression laissée au public. La grande majorité des radios affirment filtrer les auditeurs, lorsque la parole leur est donnée. Mais *« il est très difficile de maîtriser l'antenne et l'émotion des gens. Le filtrage ne peut pas être efficace à 100 % »*, admet Jamil Shalak, conseiller du président de Radio-Orient, qui diffuse en arabe et en français. Certaines radios préfèrent se prémunir contre les abus de langage. Ainsi Judaïques FM : *« Pour éviter les débordements, nous n'ouvrons plus l'antenne aux auditeurs sur des questions politiques, d'autant que ceux qui téléphonent ne sont pas forcément représentatifs de la communauté en général »*, explique M. Spiro.

Radio-Orient, elle, a décidé de ne plus proposer de débats en direct. Même le prêche de La Mecque, le vendredi, est diffusé avec un léger retard de 10 à 20 secondes, selon M. Shalak. *« Si nous sentons que ça déborde, nous ferons quelque chose »*. Un dispositif adopté après que le Tribunal de grande instance de Paris l'a condamnée, le 27 juin, à payer 25 000 francs pour avoir diffusé, sans le couper, le prêche qui appelait, notamment, à la *« disparition de la surface du globe »* du peuple juif. Il est très difficile d'*« essayer de contrôler le contenu d'un tel prêche »*, en raison de l'influence de ce lieu saint de l'Islam, plaide aujourd'hui M. Shalak. De son côté, Radio Méditerranée, une radio commerciale destinée à la communauté originaire d'Afrique du Nord, a fait l'objet de plusieurs plaintes. Mais elle n'a pas été condamnée, affirme l'un de ses animateurs.

Contrôler ce qui passe à l'antenne est d'autant plus difficile que la notion de ce qui est acceptable ou non varie selon les points de vue. *« A partir de quand y a-t-il dérapage ? »*, s'interroge Serge Hajdenberg, le président de Radio J. Aux côtés du Conseil supérieur de l'audiovisuel, le Conseil national des radios associatives (CNRA), qui revendique 260 radios adhérentes, estime avoir un rôle à jouer. Même si ce n'est pas sa préoccupation majeure, cet organisme peut intervenir contre les excès. *« Nos statuts interdisent tout propos discriminatoire ou xénophobe, sous peine d'exclusion »*, indique Hugues de Vesins, président du CNRA. *« Encore faut-il que nous soyons au courant »* de l'existence de tels débordements, la plupart de ces radios étant locales.

Tout n'oppose pas les médias communautaires des deux bords. Certains accueillent sur leurs ondes des représentants de l'autre « camp », d'autres collaborent au niveau publicitaire. Et tous ont globalement une vision négative de la façon dont les *« médias nationaux »*, non-communautaires, traitent le conflit israélo-palestinien. Bien que cela soit pour des raisons diamétralement opposées... Du côté juif, en particulier, ces médias sont brocardés. *« Ils ont tendance à donner une image immédiate des faits, souvent en les caricaturant : une armée bien équipée face à des jeunes munis de pierre »*, déplore David Saada, directeur général du Fonds social juif unifié, qui gère Radio communauté juive (RCJ). Ghislain Allon, le PDG de TFJ, la seule télévision juive en France, dénonce *« la mise en avant de la victime palestinienne »*.

Cette position défensive ne fait pas l'unanimité au sein de la communauté juive. *« Il y a dans les communautés organisées, et ça se reflète dans certaines émissions des radios juives, une tendance à répondre à l'antisémitisme et aux dérives médiatiques, que nous condamnons, par une sorte de paranoïa sur le mode "seul contre tous" »*, regrette Olivier Culand, directeur de la rédaction du bimensuel *Tribune juive*, qui estime cette attitude *« contre-productive »*.

José Barroso, Antoine Jacob et Samy Mouhoubi

Débat sur le traitement de l'antisémitisme

Les médias communautaires juifs divergent sur la façon de relater les actes d'antisémitisme qui, selon eux, augmentent en France. *« On n'en parle pas beaucoup sur notre radio. Il y a des problèmes qu'il vaut mieux résoudre sans faire "monter la mayonnaise", même s'il ne faut pas accepter les débordements »,* estime Roger Assaraf, de Radio Shalom. RCJ a décidé, de son côté, de *« ne pas mettre ces informations sous le boisseau »,* indique Shlomo Malka, son directeur d'antenne.

Il y a en revanche consensus pour dire que les médias nationaux ne relatent pas assez ces incidents. Lorsqu'une école juive a brûlé à Marseille, en octobre, il n'y a eu *« aucune indignation médiatique »,* regrette Jacques Tarnero, un sociologue qui participe aux travaux de l'Observatoire du monde juif. Ce collectif d'intellectuels analyse notamment le traitement du conflit au Proche-Orient par les médias nationaux.

A Marseille, les radios jouent l'apaisement

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Il appelle cela le *« miracle marseillais »*. Deux mots, une formule magique, pour désigner le frêle équilibre sur lequel repose la paix sociale de la cosmopolite cité portuaire, où se côtoient plus de 200 000 musulmans et 80 000 juifs. Assis à son bureau, le jeune journaliste Rafi Hamel, de Radio Soleil, met la dernière touche à son magazine politique quotidien, ce lundi 10 décembre.

REPORTAGE

Hors antenne, tous affichent des positions tranchées, mais évitent l'amalgame

Début décembre, le Conseil représentatif des institutions juives de France avait dénoncé le retour de l'antisémitisme en France (*Le Monde* du 4 décembre). Un moment éludées par les attentats du 11 septembre et les combats en Afghanistan, les violences au Proche-Orient ont entraîné de nouveaux débordements. A Marseille, une école a été taguée de graffitis antisémites puis incendiée, le 28 octobre. Les associations locales ont aussitôt calmé le jeu, relayées par les trois radios communautaires concernées : la *« franco-maghrébine »* Radio Soleil, la *« multiculturelle »*, Radio Gazelle, essentiellement destinée au public arabe, et la station juive Radio JM. *« Nous avons unanimement condamné* [cet] *acte sur l'antenne »*, dit Rafi Hamel.

En octobre 2000, Radio Gazelle et Radio JM avaient déjà organisé une émission commune pour endiguer l'émotion suscitée par la nouvelle Intifada. L'arrivée en septembre d'une nouvelle équipe à Radio Gazelle a distendu leurs liens, mais les stations continuent d'œuvrer pour un apaisement des passions.

« UN PROBLÈME DE TERRITOIRE »

Hors antenne, tous affichent des opinions tranchées, mais sans tomber dans l'amalgame : *« C'est un problème de territoire, pas de religion »*, assure une journaliste de Radio Soleil qui se dit *« antisioniste »*. Ses confrères ne cachent pas leur attachement à la cause palestinienne. Sur un mur, on peut voir une photo de Tahar Rahmani, l'un des créateurs de Radio Soleil à Marseille, en 1991, et actuel conseiller municipal, poser auprès de Yasser Arafat, le chef de l'Autorité palestinienne. Mais la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, affichée de l'autre côté de la pièce, rappelle avec le directeur de la station, Lotfi Madani, que *« les gens ici sont français, et même marseillais »* avant tout, et qu'*« ils ont grandi avec le modèle républicain »*.

A l'autre bout de la ville, dans le centre communautaire juif, Jean-Jacques Zenou, président de Radio JM, a préféré multiplier les partenariats avec les autres radios juives parisiennes, pour toucher désormais toutes les tendances de la communauté de Marseille.

A deux pas du Vieux-Port, dans le quartier Belsunce où les échoppes arabes côtoient les grossistes juifs, Radio Gazelle illustre aussi le *« miracle »* de la cohabitation communautaire. Le nouveau rédacteur en chef, Alain Melka, est un juif séfarade originaire du Maghreb. *« Moi au milieu de Radio Gazelle, c'est un symbole »*, sourit-il.

Dans l'exiguë salle technique, Khaled Shokair jongle entre les casquettes. DJ, coanimateur, standardiste, cet Egyptien diplômé en comptabilité se prête à toutes les tâches. Cet après-midi, il anime une émission de variétés autour du cinéma et de la chanson arabes. Depuis le début du ramadan, les débats ont laissé la place à davantage de programmes musicaux et religieux. Sur la vitre du studio d'enregistrement, une feuille signée du rédacteur en chef informe qu'*« à compter du 16 novembre 2001, plus aucune information (même concernant le drame algérien...) ne doit être traitée dans les émissions et par l'ensemble des animateurs sans passer par la rédaction »*. *« Des animateurs ne maîtrisaient pas l'antenne »*, précise Alain Melka. *« Il n'y a pas eu de débordements, c'est pour éviter que tout le monde s'exprime à tort et à travers sur les sujets sensibles. »* 17 h 06 : Khaled Shokair annonce la rupture du jeûne, puis lance une cassette de prêches du Coran.

J. Ba.

Le CSA se refuse à jouer « le gendarme du verbe »

***« MAIS** que fait le CSA ? »* Joseph Daniel, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel, est venu répondre à cette interrogation de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (Licra), à l'occasion d'un colloque sur « La résurgence de l'antijudaïsme dans la République », organisé par cette association, le 2 décembre, à Bordeaux. La question se pose de façon récurrente, en particulier en cas de conflit ou de tension. Or, comme le reconnaît M. Daniel, *« au début de la nouvelle Intifada, à l'automne 2000, on a vu se multiplier des propos inacceptables sur des radios arabes et juives »*.

Un paroxysme a été atteint en octobre 2000, lorsque Radio Orient a diffusé un prêche en arabe depuis La Mecque, comportant des propos se traduisant ainsi : *« Si un juif est à ton côté, tue-le ! »* Le CSA a été saisi. *« Nous avons vérifié. Ces propos ont bien été tenus, mais il s'agissait d'un extrait du Coran. Une situation délicate pour le CSA, appelé à contester des termes issus de textes sacrés. »* L'autorité a choisi d'envoyer une mise en garde au président de Radio Orient. En novembre 2000, c'est la radio juive RCJ qui crée la polémique. Un auditeur a vanté à l'antenne les mérites d'Ygal Amir, assassin d'Ytzhak Rabin, et de Baruch Goldstein, auteur de la tuerie du caveau des Patriarches à Hébron, et a dit à plusieurs reprises *« Gazez Gaza ! »*, puis *« Gazons Gaza ! »* avant d'être coupé pour des raisons techniques. *« Nous avions le choix entre une action répressive ou une action incitative. Sous l'impulsion d'Hervé Bourges, alors président du CSA, nous nous sommes dit que les mesures répressives n'étaient pas la bonne solution »*, affirme M. Daniel.

L'ensemble des radios et télévisions confessionnelles et communautaires ont été conviées à une réunion le 11 décembre 2000 pour évoquer les efforts qu'elles étaient prêtes à faire. *« Une réunion tendue,* reconnaît M. Daniel, *mais qui a permis à une majorité de dire ne laissons pas ce qui se passe au Proche-Orient devenir une guerre sur nos ondes. »* Un certain nombre de radios, comme Beur FM ou Radio Shalom, ont lancé des appels au calme. Quant à Radio Orient, elle diffuse depuis les prêches en différé. Mais cela n'a pas empêché de nouveaux dérapages, comme celui du 14 février, lorsqu'un auditeur a déclaré sur Radio Méditerranée que les juifs sont *« des gens qui ne font que du mal, des gens très dangereux »*. Un rappel à l'ordre a été adressé aux dirigeants de la radio. Dans tous ces exemples, le CSA a fait le choix de ne pas utiliser l'arsenal juridique à sa disposition.

LES LIMITES DES MOYENS DE CONTRÔLE

A la suite des événements du 11 septembre, l'autorité a publié une recommandation pour rappeler aux radios et télévisions leur responsabilité éditoriale. A ceux qui reprochent au CSA son inaction, M. Daniel rétorque en soulignant les limites des moyens de contrôle et d'intervention. *« La communication audiovisuelle est libre »*, déclare en préambule le texte de loi qui oriente l'action du CSA. Une liberté conditionnée toutefois aux principes du respect de la personne humaine, du pluralisme de l'expression ou de la sauvegarde de l'ordre public, rappelés dans le texte. Plus précisément, le Conseil doit veiller *« à ce que les programmes* (...) *ne contiennent aucune incitation à la haine ou à la violence, pour des raisons de sexe, de mœurs, de religion ou de nationalité »*. Selon M. Daniel, il n'est pas aisé de démontrer cette *« incitation »*. *« Ivan Levaï,* [président de La Chaîne parlementaire Assemblée nationale] *parle de "terrorisme sémantique" quand les médias évoquent les "colonies israéliennes", et non "les implantations",* souligne-t-il. *Mais le choix des mots est libre. Le CSA n'est pas le gendarme du verbe. »*

Au-delà du cadre légal, le CSA s'appuie sur les conventions signées par chaque média, qui décrivent plus ou moins précisément leurs obligations. Encore faut-il les faire respecter. L'ampleur de la tâche est telle que le CSA reconnaît ne pas pouvoir tout voir et tout entendre. Il se charge de vérifier le plus souvent après avoir été saisi par un organisme ou un particulier. *« A priori, nous recevons plutôt moins de saisines concernant des débordements des médias confessionnels et communautaires ces derniers mois »*, affirme M. Daniel, qui rejette l'idée d'une mithridatisation de l'autorité.

Laurence Girard

OSPEDALI RIUNITI DI BERGAMO
AZIENDA OSPEDALIERA
di Rilievo Nazionale e di Alta Specializzazione

Nuovo Ospedale di Bergamo

ESTRATTO DI BANDO
Risultati del Concorso di Progettazione

Il concorso di progettazione per il Nuovo Ospedale di Bergamo si é concluso; vincitore é il raggruppamento avente come capogruppo SCAU - Société de Conception d'Architecture et d'Urbanisme S.A., di Paris (Francia).
L'Avviso é stato spedito all'Ufficio delle pubblicazioni ufficiali delle Comunità Europee in data 30/11/2001.
Per informazioni: Ufficio "Nuovo Ospedale" - A.O. Ospedali Riuniti - L.go Barozzi 1
24128 Bergamo (Tel: +39.035.269031 - Telefax: +39.035.266165
E-mail: uno@ospedaliriuniti.bergamo.it), dove ha recapito il Responsabile del procedimento (Ing. Paolo Bosi) ed é disponibile per il ritiro l'Avviso (che sarà inviato per e-mail a chi ne farà opportuna richiesta).
Internet: www.ospedaliriuniti.bergamo.it
Lingua ufficiale del concorso: italiano.
Bergamo, 30/11/2001

Il Direttore Generale
Dr. Antonio Leoni

Nouvel Hôpital de Bergamo

EXTRACT D'AVIS
Résultat du Concours

Le concours pour le projet du Nouvel Hôpital de Bergamo s'est conclu : le gagnant est le groupement qui a comme chef de groupe la société SCAU - Société de Conception d'Architecture et d'Urbanisme S.A., de Paris.
L'avis a été envoyé au Bureau des publications officielles des Communautés Européennes en date du 30/11/2001.
Pour tout renseignement contacter : M Paolo Bosi, Responsable du procédé à l'adresse suivante: Ufficio "Nuovo Ospedale" - A.O. Ospedali Riuniti - L.go Barozzi 1
24128 Bergamo (Tél. +39.035.269031 - Fax +39.035.266165
e-mail: uno@ospedaliriuniti.bergamo.it.)
L'Avis mentionné ci-dessus sera envoyé par e-mail à qui en fera la demande.
Site: www.ospedaliriuniti.bergamo.it
Langue officielle du concours: italien.
Bergamo, le 30/11/2001

Le Directeur Général
Dr. Antonio Leoni

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIES

● **PÉTROLE : Shell et Saudi Refining** ont annoncé, mercredi 12 décembre, le prochain rachat des participations de Texaco dans Equilon Enterprises et Motiva Enterprises, pour 3,86 milliards de dollars (4,34 milliards d'euros).

● **EDF–GDF : les directions d'EDF et de Gaz de France ont proposé mercredi aux syndicats** des industries électriques et gazières (IEG) une hausse salariale de 0,6 % au 1er janvier, assortie pour les inactifs seulement d'une prime de 0,3 %, ce qu'aucun syndicat n'a accepté.

● **ARCELOR : le nouveau géant mondial de l'acier devrait supprimer 1 200 postes** sur 110 000 salariés dans le monde, après cession d'activités non stratégiques, a annoncé mercredi Guy Dollé, président du directoire d'Arcelor.

SERVICES

● **HOTJOBS : le portail américain Yahoo !** a lancé une offre non sollicitée de 436 millions de dollars sur le site de recherche d'emplois américain HotJobs, qui doit être racheté par l'américain TMP Worldwide, a-t-il annoncé mercredi soir.

● **AIR FRANCE : le syndicat de pilotes Alter** d'Air France a appelé les personnels navigants techniques (pilotes et mécaniciens navigants) à un arrêt de travail quotidien de trois heures du 18 au 24 décembre devant le *« constat d'échec »* des négociations salariales en cours.

● **ENRON : la banque américaine JP Morgan Chase** a porté plainte contre le groupe de courtage en énergie Enron afin d'obtenir la restitution d'actifs s'élevant à 2,1 milliards de dollars, a indiqué mercredi une de ses porte-parole.

● **DHL : les salariés de DHL Aviation France,** chargés de la réception et de l'envoi des colis DHL sur les plates-formes aériennes de Roissy et Metz, étaient en grève mercredi pour réclamer une revalorisation des salaires et une prime exceptionnelle, a-t-on appris auprès du syndicat FO.

● **DELTA : la troisième compagnie aérienne américaine** a engagé une procédure auprès de la Commission européenne lui demandant d'ouvrir une enquête pour déterminer si le projet d'alliance entre American Airlines et British Airways n'enfreint pas les législations antitrust de l'Union européenne.

● **TÉLÉCOMMUNICATIONS : l'équipementier de télécommunications britannique Marconi** et l'opérateur BT Group ont annoncé mercredi qu'ils allaient installer en Grande-Bretagne plusieurs milliers de cabines téléphoniques permettant l'accès à Internet et l'envoi de messages électroniques.

● **SNCF : le comité central d'entreprise de la SNCF a émis mercredi un avis négatif** (consultatif) sur le projet de budget 2002, qui prévoit un résultat courant en déficit de 70 millions d'euros. A l'exception de la CFTC, qui s'est abstenue, tous les élus ont voté contre ce projet.

● **CROSSAIR : la compagnie régionale suisse Crossair** met sur le marché entre 39 millions et 49 millions d'actions, proposées à un prix unitaire de 56 francs suisses. Si cette opération rencontre du succès auprès des investisseurs, Crossair va récupérer jusqu'à 2,75 milliards de francs suisses (1,405 milliard d'euros).

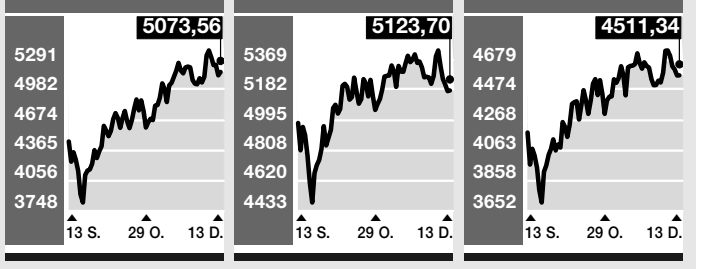
● **FRANCE-SOIR : Jean-Luc Leray a été nommé directeur de la rédaction** du quotidien, a annoncé, mercredi, Giovanni Serafini, directeur éditorial et de la publication. Agé de cinquante et un ans, M. Leray a été précédemment directeur de la *Dépêche du Midi* et directeur de la rédaction du *Parisien* et d'*Aujourd'hui*.

FINANCE

● **ASSURANCE : les encaissements de primes** d'assurance ont atteint 2 444 milliards de dollars en 2000 dans le monde, soit une hausse de 6,6 % par rapport à 1999, a indiqué, mercredi, le réassureur Swiss Ré. Les dépenses d'assurance par habitant en 2000 ont représenté 2 384 dollars dans les pays industrialisés et seulement 42 dollars dans les pays émergents.

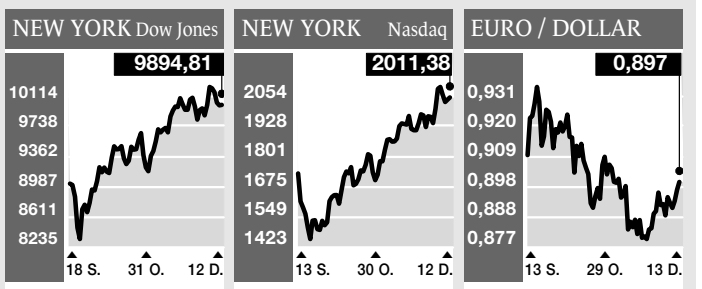
● **LLOYD'S : le marché londonien de l'assurance** s'attend à une activité record représentant 12,3 milliards de livres (18 milliards d'euros) en 2002, profitant d'une hausse des polices d'assurances après le 11 septembre, soit une progression de 1,3 milliard de livres.

EUROPE



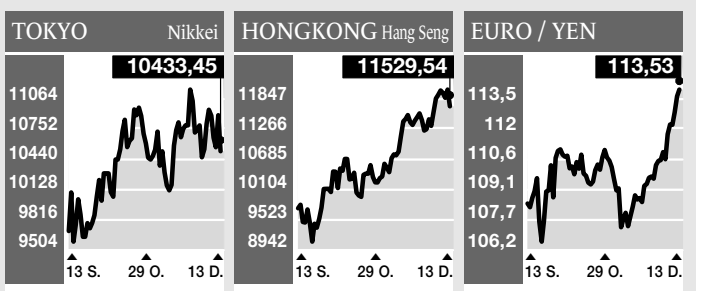
Europe 9 h 57	Indices sélection	cours 13/12	Var. % 12/12	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3704,89	0,34	– 22,37
EUROPE	STOXX 50	3600,51	0,18	– 20,99
EUROPE	EURO STOXX 324	307,99	0,25	– 21,39
EUROPE	STOXX 653	290,74	0,08	– 19,19
PARIS	CAC 40	4511,34	0,01	– 23,88
PARIS	MIDCAC	....	....	....
PARIS	SBF 120	3108,85	– 0,04	– 22,71
PARIS	SBF 250	....	....	....
PARIS	SECOND MARCHÉ	....	....	....
AMSTERDAM	AEX	488,83	0,25	– 23,33
BRUXELLES	BEL 20	2607,98	0,26	....
FRANCFORT	DAX 30	5073,56	0,22	....
LONDRES	FTSE 100	5123,70	0,07	– 17,66
MADRID	STOCK EXCHANGE	8573,50	0,48	– 5,89
MILAN	MIBTEL 30	32035	0,42	– 26,73
ZURICH	SPI	6303	– 0,19	....

AMÉRIQUES



Amérique 9 h 57	Indices sélection	cours 12/12	Var. % 11/12	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	9894,81	0,07	....
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1137,07	0,03	– 13,88
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2011,38	0,47	– 18,58
TORONTO	TSE INDEX	7577,66	0,61	– 15,18
SAO PAULO	BOVESPA	13562,94	....	– 11,12
MEXICO	BOLSA	346,18	0,18	9,55
BUENOS AIRES	MERVAL	241,37	0,85	– 42,09
SANTIAGO	IPSA GENERAL	108,65	– 1,09	13,18
CARACAS	CAPITAL GENERAL	6332,79	0,16	– 7,22

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 9 h 57	Indices sélection	cours 13/12	Var. % 12/12	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	10433,45	– 3,41	– 24,32
HONGKONG	HANG SENG	11529,54	– 2,68	– 23,62
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	1570,18	– 1,53	– 18,51
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	84,36	– 0,99	33,16
SYDNEY	ALL ORDINARIES	3259	– 0,19	3,31
BANGKOK	SET	19,24	– 0,77	3,27
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	3364,13	– 1,41	– 15,31
WELLINGTON	NZSE-40	2074,26	0,14	9,08

ÉCONOMIE

La Banque centrale européenne révise à la baisse ses prévisions de croissance pour 2002

LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE (BCE) a révisé jeudi 13 décembre à la baisse ses projections de croissance pour 2002 : le produit intérieur brut (PIB) devrait progresser dans une fourchette comprise entre 0,7 % et 1,7 % (contre entre 2,1 et 3,1 % lors des précédentes projections, en mai). *« Ces taux de croissance annuels moyens ne doivent pas être interprétés de façon erronée dans la mesure où ils masquent la reprise attendue en 2002 »*, nuance l'institut d'émission dans son bulletin mensuel de décembre, mettant en avant *« un degré d'incertitude particulièrement élevé »*. Pour 2003, la BCE espère un taux de croissance entre 2 % et 3 %. Concernant l'inflation, la Banque centrale européenne table désormais sur une progression de l'indice des prix à la consommation entre 1,1 % et 2,1 % (contre 1,2 %-2,4 % en mai).

■ **ALLEMAGNE : les prix de gros se sont contractés** de 1 % en novembre par rapport à octobre, après une diminution de 0,8 % un mois plus tôt, a annoncé jeudi l'Office fédéral de la statistique. Par rapport à novembre 2000, les prix se sont inscrits en baisse de 1,9 %. Hors produits pétroliers, les prix de gros ont baissé de 0,6 % sur un mois en novembre, et de 0,2 % en glissement annuel.

■ **Les ventes de détail en Allemagne ont accusé,** en octobre, une baisse de 2,8 % sur un mois, en données corrigées des variations saisonnières, annonce jeudi l'Office fédéral de la statistique. Les économistes s'attendaient le plus souvent à une baisse mensuelle des ventes au détail de 0,7 % seulement.

■ **ITALIE : selon la fédération patronale Confindustria,** l'économie italienne devrait connaître sur la période 2001-2003 une croissance plus lente que ne le prévoit le gouvernement, mais sans entrer en récession. Le patronat italien prévoit une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 1,8 % en 2001, de 1,3 % en 2002 et de 2,6 % en 2003. Le gouvernement table de son côté sur 2 % cette année, 2,3 % en 2002 et 3 % en 2003.

■ **GRANDE-BRETAGNE : le nombre de chômeurs a augmenté de 4 800 en novembre,** donnant un taux de chômage inchangé de 3,2 %, a annoncé l'Office national de la statistique, mercredi. Les prévisionnistes attendaient 6 400 chômeurs de plus. En octobre, le nombre de chômeurs avaient augmenté de 7 500 (4 300 en première estimation). C'est la première fois depuis décembre 1992 que le nombre de chômeurs augmente durant deux mois d'affilée.

■ **SUISSE : la croissance de l'économie** helvétique a encore ralenti au troisième trimestre, le produit intérieur brut ayant enregistré une croissance annualisée de 0,1 %, en données corrigées des variations saisonnières (CVS) par rapport au deuxième trimestre, après une expansion révisée en forte baisse de 1,7 % à 0,6 % trois mois plus tôt. En glissement annuel, la croissance du produit inbtérieur brut est ressortie à 0,8 % pour juillet-septembre, contre 2 % au deuxième trimestre.

■ **EUROPE : les immatriculations d'automobiles neuves** en Europe occidentale ont augmenté de 4 % sur un an en novembre, à 1 135 076 unités, annonce jeudi l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA). Pour les quinze pays de l'Union européenne, la hausse est de 3,7 %, à 1 102 991 unités *(lire aussi page 20)*.

■ **ÉTATS-UNIS : les prix à l'importation ont reculé en novembre de 1,6 %** aux Etats-Unis, en données corrigées des variations saisonnières, tandis que les prix à l'exportation ont baissé de 0,4 %, a annoncé le département du travail mercredi.

■ **OCDE : l'Organisme de coopération et de développement économique (OCDE)** prévoit un coup d'arrêt de la croissance économique au troisième trimestre avec notamment une baisse du produit intérieur brut aux Etats-Unis (– 0,3 %) et au Japon (– 0,5 %), selon des chiffres provisoires. La zone euro résisterait un peu mieux (+ 0,1%). Au sein du G7, la France et le Royaume-Uni, avec une croissance de 0,5 % au troisième trimestre, seraient les meilleurs élèves.

■ **PÉTROLE : la croissance de la production pétrolière des pays n'appartenant pas à l'OPEP** (NOPEP) devrait s'accélérer en 2002, estime mercredi l'Agence internationale de l'énergie (AIE). L'organisme parisien a révisé en hausse de 100 000 barils par jour (BPJ) sa prévision d'exportation de ces pays, à 47,5 millions de BPJ en 2002.

VALEUR DU JOUR

American Express continue à licencier

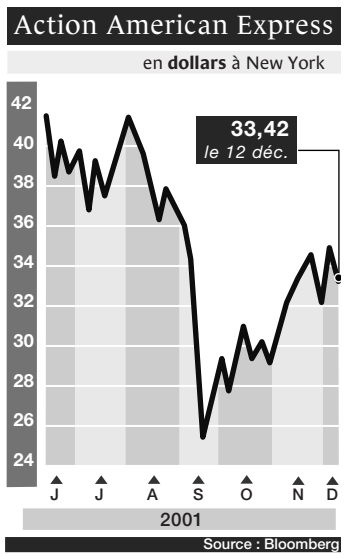
L'ÉTABLISSEMENT de services financiers et de voyages American Express (Amex) a annoncé, mercredi 12 décembre, qu'il prévoyait de supprimer 6 500 emplois supplémentaires, surtout dans sa division voyages. Ces réductions d'effectif s'ajouteront à une première vague de 7 700 suppressions de postes, annoncée début 2001. l'effectif diminuera d'environ 14 200 personnes, soit 15 % du total, soit un salarié sur six. Le dernier plan de restructuration va entraîner une charge de 280 millions de dollars (314 millions d'euros) avant impôts au quatrième trimestre.

Le groupe à la célèbre carte de crédit, spécialisé dans les services financiers et les voyages d'affaires, a subi le choc du ralentissement économique aux Etats-Unis et les conséquences des événements du 11 septembre. La peur des Américains de voyager, d'aller au restaurant, de faire des courses, a pesé sur ses activités. Il a révisé, mercredi, ses perspectives à la baisse : son bénéfice par action, hors charges, pour le quatrième trimestre, devrait se situer entre 34 à 36 cents, contre une prévision de 40 cents et un bénéfice par action de 50 cents en 2000. Sur les neuf premiers mois de 2001, Amex a vu son bénéfice net tomber à 1,014 milliard de dollars, contre 2,133 milliards pour la même période de 2000. Le chiffre d'affaires a baissé parallèlement de 4 %, à 15,77 milliards de dollars.

Les réductions d'emplois devraient générer des économies de 230 à 260 millions de dollars en 2002 et de 290 millions de dollars en 2003. Amex a également été frappée par la chute des commissions qu'elle touche sur la vente de fonds de placement en actions et d'obligations. *« L'environnement créé depuis le 11 septembre souligne à quel point notre structure de coûts doit être encore plus souple »*, a déclaré le PDG, Kenneth Chenault. L'action American Express a baissé aussitôt après cette annonce, pour terminer, mercredi 12 décembre, en recul de 2,45 %, à 33,42 dollars.

Pascale Santi

Action American Express



SUR LES MARCHÉS

PARIS

LE CAC 40 gagnait 0,15 %, jeudi 13 décembre dans les premiers échanges, à 4 517,50 points. L'indice parisien avait perdu 0,91 %, mercredi, à 4 510,68 points.

FRANCFORT

THERMOMÈTRE du marché allemand des actions, l'indice DAX progressait de 0,60 %, jeudi matin, à 5 092,83 points. L'indice DAX avait reculé de 1,63 %, mercredi, à 5 062,56 points.

LONDRES

COMPOSÉ des cent premières capitalisations boursières cotées sur le marché britannique, l'indice Footsie cédait 0,21 %, jeudi matin, à 5 109,20 points. Il avait perdu 0,79 %, mercredi, à 5 120,00 points.

TOKYO

LES VALEURS japonaises ont terminé la séance, jeudi, en baisse de 3,4 %, à 10 433,45 points. Les opérateurs expliquent ce fort recul par des prises de bénéfice après la hausse de 3,13 % enregistrée mercredi. Le marché aurait aussi pâti de l'attentisme des investisseurs à la veille de l'expiration de contrats à terme pour décembre. Les valeurs bancaires ont subi la défiance des courtiers. *« Si les banques continuent de glisser, le Nikkei continuera aussi de baisser. Mais les niveaux de prix sont actuellement assez bas, je ne pense pas que les bancaires chuteront beaucoup plus »*, a déclaré Takafumi Ochiai, analyste de WestLB Securities, à l'AFP.

NEW YORK

LES MARCHÉS américains ont terminé, mercredi 12 décembre, en légère hausse. Le Dow Jones, principal indicateur de Wall Street, a fini presque inchangé, en hausse de 0,07 %, à 9894,91 points, et l'indice composite de la Bourse électronique Nasdaq, riche en valeurs de technologies, a gagné 0,47 %, à 2 011,38 points. L'indice Standard and Poor's 500, plus représentatif de la tendance générale, a fini quasiment inchangé (+ 0,03 %), à 1 137,07 points. Les investisseurs parient sur une reprise économique en 2002, mais craignent que les marchés d'actions aient remonté trop fort depuis leur point bas de trois ans touché le 21 septembre. La Réserve fédérale américaine (Fed) a d'ailleurs souligné la faiblesse de la conjoncture en réduisant ses taux directeurs mardi.

TAUX

LES RENDEMENTS des emprunts d'Etat européens poursuivaient leur détente, jeudi, dans les premiers échanges, sur les marchés obligataires européens. Le taux de l'Obligation assimilable du Trésor (OAT) s'inscrivait à 4,785 %, tandis que celui du Bund, son homologue allemand, s'établissait à 4,69 %.

MONNAIES

LA DEVISE européenne gagnait quelques fractions, jeudi matin, face au billet vert. L'euro cotait 0,8982 dollar. Le yen restait faible face à la monnaie américaine, et s'échangeait à 126,22 yens pour un dollar.

Taux de change fixe zone Euro

Euro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC	6,55957	EURO	0,15245
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607
MARKKA FINLAND.	5,94573	MARKKA FINLAND.	1,10324
DRACHME GREC. (100)	3,40750	DRACHME CREC. (100)	1,92503

Hors zone Euro

Euro contre	12/12
COURONNE DANOISE.	7,4490
COUR. NORVÉGIENNE	8,0065
COUR. SUÉDOISE	9,3833
COURONNE TCHÈQUE	32,7050
DOLLAR AUSTRALIEN	1,7235
DOLLAR CANADIEN	1,4005
DOLLAR HONGKONG	6,9714
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,1242
FORINT HONGROIS	247,1400
LEU ROUMAIN	28300
ZLOTY POLONAIS	3,6271

Cours de change croisés

13/12 9 h 57	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.
DOLLAR	.....	0,79073	0,89765	0,13685	1,44530	0,60898
YEN	126,46500	.....	113,53000	17,31000	182,78000	77,02500
EURO	1,11402	0,88082	.....	0,15245	1,61005	0,67845
FRANC	7,30745	5,77815	6,55957	.....	10,56250	4,45045
LIVRE	0,69190	0,54700	0,62115	0,09465	.....	0,42140
FRANC SUISSE	1,64210	1,29830	1,47400	0,22470	2,37335	.....

Taux d'intérêt (%)

Taux 12/12	Taux j. j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3,29	3,19	4,81	5,20
ALLEMAGNE	3,29	3,29	4,71	5,14
GDE-BRETAG.	4,13	3,90	4,79	4,51
ITALIE	3,29	3,24	5	5,45
JAPON	0,01	0,03	1,34	2,52
ÉTATS-UNIS	1,78	1,67	4,99	....
SUISSE	1,53	1,84	3,31	3,91
PAYS-BAS	3,25	3,24	4,84	5,21

Matières premières

En dollars	Cours 12/12	Var. % 11/12
MÉTAUX (LONDRES)		**$/TONNE**
CUIVRE 3 MOIS	1477,50	– 0,03
ALUMINIUM 3 MOIS	1353,50	– 0,11
PLOMB 3 MOIS	471	– 0,42
ETAIN 3 MOIS	4145	– 0,60
ZINC 3 MOIS	766,50	– 0,45
NICKEL 3 MOIS	4875	+ 0,10
MÉTAUX (NEW YORK)		**$/ONCE**
ARGENT A TERME	4,27	– 0,12
PLATINE A TERME	59948,50	....
GRAINES DENRÉES		**$/BOISSEAU**
BLÉ (CHICAGO)	277	....
MAIS (CHICAGO)	208,25	....
SOJA TOURTEAU (CHG.)	149,70	....
SOFTS		**$/TONNE**
CACAO (NEW YORK)	1305	+ 4,65
CAFÉ (LONDRES)	....	....
SUCRE BL. (LONDRES)	....	....

Matif

Cours 9 h 57	Volume 13/12	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
DÉCEMBRE 2001	104	90,40	90,36
Euribor 3 mois			
JANVIER 2001	NC	NC	NC

Pétrole

En dollars	Cours 12/12	Var. % 11/12
BRENT (LONDRES)	18,20	....
WTI (NEW YORK)	18,33	– 0,16
LIGHT SWEET CRUDE	18,38	+ 1,88

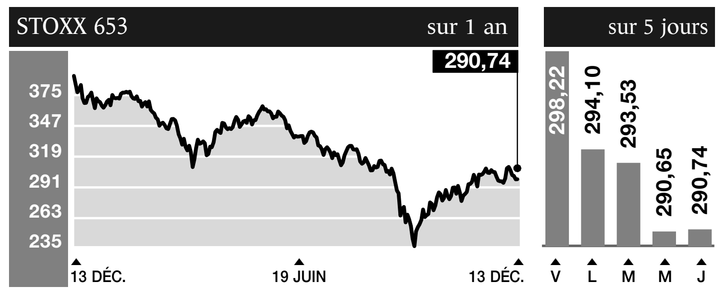
Or

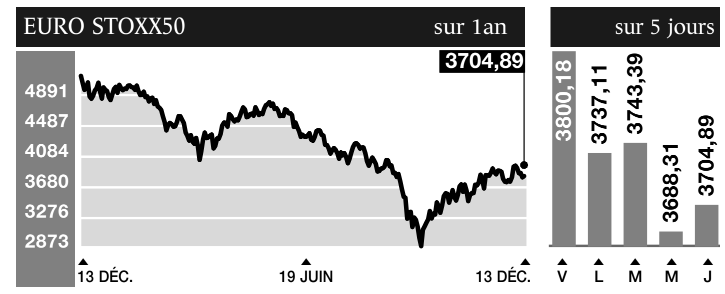
En euros	Cours 12/12	Var % 11/12
OR FIN KILO BARRE	9810	....
OR FIN LINGOT	9870	– 0,80
ONCE D'OR (LO) $	272,20	....
PIÈCE FRANCE 20 F	56,50	– 0,35
PIÈCE SUISSE 20 F	56,20	– 0,71
PIÈCE UNION LAT. 20	56,40	– 0,35
PIÈCE 10 DOLLARS US	193,25	– 3,38
PIÈCE 20 DOLLARS US	400	– 1,23
PIÈCE 50 PESOS MEX.	362	– 1,90

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

VALEURS EUROPÉENNES

● A Francfort, le titre **Infineon** a chuté de 8,8 %, mercredi 12 décembre, à 22,9 euros. Le fabricant de semi-conducteurs a mis à l'ordre du jour de son assemblée générale le vote de la possibilité d'une augmentation de son capital de plusieurs milliards d'euros. Certains analystes y ont vu une menace de dilution de la valeur du titre.
● A Londres, les valeurs pharmaceutiques ont pâti de l'avertissement sur résultats annoncé par l'américain Merck, qui a prévenu, mardi, que ses bénéfices seraient affectés en 2002 par l'arrivée à expiration de plusieurs brevets. **AstraZeneca** a reculé de 1,51 %, à 30,62 livres, et **Shire Pharmaceuticals** de 5,46 %, à 8,49 livres, tandis que **GlaxoSmithKline** parvenait à finir inchangé, à 17,45 livres.
● Sur la place britannique, le titre **British Airways** a fini la séance du 12 décembre en baisse de 2,31 %, à 2,11 livres. La compagnie aérienne, qui envisage l'arrêt de certains vols inter-européens, reconnaît perdre actuellement 2 millions de livres (3,2 millions d'euros) par jour.
● A Milan, l'action **Bipop-Carire** a fini, mercredi, en recul de 3,34 %, à 1,97 euro. La banque, qui a annoncé une nouvelle démission au sein de son conseil d'administration, est mise en cause par la justice italienne pour avoir recouru à des pratiques douteuses.





13/12 9 h 59 ▶ — Code pays — Cours en euros — % Var. 12/12

AUTOMOBILE

	Code pays	Cours en euros	% Var. 12/12
AUTOLIV SDR	SE	20,68	....
BASF AG	BE ★	41,70	− 0,24
BMW	DE ★	38	+ 1,33
CONTINENTAL AG	DE ★	14,80	+ 1,37
DAIMLERCHRYSLER	DE ★	45,70	+ 2,01
FIAT	IT ★	17,93	+ 0,45
FIAT PRIV.	IT ★	12,22	+ 0,99
MICHELIN	FR ★	37,82	+ 1,34
PEUGEOT	FR ★	45,76	+ 0,28
PIRELLI SPA	IT ★	2,01	+ 2,03
DR ING PORSCHE	DE ★	427	− 1,16
RENAULT	FR ★	38,68	+ 0,31
VALEO	FR ★	41,88	+ 0,29
VOLKSWAGEN VZ	DE ★	33,50	+ 0,75
▶ DJ E STOXX AUTO P		205,71	+ 0,61

BANQUES

	Code pays	Cours en euros	% Var. 12/12
ABBEY NATIONAL	GB	14,95	+ 0,22
ABN AMRO HOLDIN	NL ★	18,09	− 0,33
ALL & LEICS	GB	12,34	+ 0,79
ALLIED IRISH BA	GB	19,51	− 1,94
ALMANIJ	BE ★	35,65	− 0,14
ALPHA BANK	GR	20,16	....
B.P.C.INDUSTRIA	IT ★	10,03	− 0,59
B.P.EMILIA ROMA	IT ★	30,70	....
B.P.LODI	IT ★	8,96	− 0,22
B.P.NOVARA	IT ★	6,29	....
B.P.SONDRIO	IT ★	10,50	....
B.P.VERONA E S.	IT ★	11,02	+ 0,73
BANCA ROMA	IT ★	2,43	....
BANCO SABADELL	ES ★	15,05	− 0,13
BANK OF IRELAND	GB	15,95	....
BANK OF PIRAEUS	GR	9,56	....
BANKINTER R	ES ★	31,74	− 0,03
BARCLAYS PLC	GB	33,83	− 0,24
BAYR.HYPO-U.VER	DE ★	34,50	+ 2,37
BBVA R	ES ★	14,35	+ 0,21
BCA AG.MANTOVAN	IT ★	9,25	− 0,32
BCA FIDEURAM	IT ★	9,18	+ 1,55
BCA LOMBARDA	IT ★	9,39	+ 0,97
BCA P.BERG.-C.V	IT ★	18	....
BCA P.MILANO	IT ★	3,85	− 1,03
BCO POPULAR ESP	ES ★	35,96	− 0,11
BCP R	PT ★	4,57	....
BIPOP CARIRE	IT ★	2	+ 1,52
BK OF SCOTLAND	GB	13,32	....
BNL	IT ★	2,36	− 0,42
BNP PARIBAS	FR ★	99,50	+ 0,51
BSCH R	ES ★	9,98	+ 0,50
COMM.BANK OF GR	GR	38,10	....
COMMERZBANK	DE ★	17,85	+ 0,85
CREDIT LYONNAIS	FR ★	37,28	− 0,05
CS GROUP N	CH	47,29	+ 1,01
DANSKE BANK	DK	16,92	− 0,40
DEUTSCHE BANK N	DE ★	75,20	+ 0,58
DEXIA	BE ★	15,40	− 0,32
DNB HOLDING	NO	4,83	....
DRESDNER BANK N	DE ★	41	− 0,49
EFG EUROBK ERGA	GR	15,74	....
ERSTE BANK	AT ★	57,61	+ 0,54
ESPIRITO SANTO	PT ★	14,11	....
FOERENINGSSB A	SE	13,32	− 0,40
HALIFAX GROUP	GB	13,40	....
HSBC HLDG	GB	13,50	+ 0,12
IKB	DE ★	13,20	− 0,75
INTESABCI	IT ★	2,69	....
JULIUS BAER HLD	CH	395,55	− 0,85
KBC BANCASSURAN	BE ★	35,20	....
LLOYDS TSB	GB	11,37	....
MONTE PASCHI SI	IT ★	2,88	....
NAT BANK GREECE	GR	26,56	....
NATEXIS BQ POP.	FR ★	95	....
NORDEA	SE	5,54	....
ROLO BANCA 1473	IT ★	17,14	+ 0,35
ROYAL BK SCOTL	GB	24,99	− 0,26
S-E-BANKEN -A-	SE	10,07	....
SAN PAOLO IMI	IT ★	12,92	+ 1,33
STANDARD CHARTE	GB	13,13	− 0,85
STE GENERAL-A-	FR ★	61	+ 0,33
SVENSKA HANDELS	SE	15,61	....
SWEDISH MATCH	SE	5,81	....
UBS N	CH	58,52	+ 0,64
UNICREDITO ITAL	IT ★	4,38	+ 1,15
▶ DJ E STOXX BANK P		270,45	+ 0,29

PRODUITS DE BASE

	Code pays	Cours en euros	% Var. 12/12
ACERALIA	ES ★	17,61	− 0,23
ACERINOX R	ES ★	37,01	− 0,64
ALUMINIUM GREEC	GR	35	....
ANGLO AMERICAN	GB	16,61	− 1,62
ASSIDOMAEN AB	SE	26,54	− 1,58
BEKAERT	BE ★	39	− 1,09
BHP BILLITON	GB	5,35	− 0,90
BOEHLER-UDDEHOL	AT ★	44,50	− 0,65
BUNZL PLC	GB	6,83	....
CORUS GROUP	GB	1,14	− 1,39
ELVAL	GR	3,84	....
HOLMEN -B-	SE	24,46	− 1,08
ISPAT INTERNATI	NL ★	1,91	+ 6,11
JOHNSON MATTHEY	GB	14,93	− 1,38
M-REAL -B-	FI ★	6,70	....
MAYR-MELNHOF KA	AT ★	53,32	+ 0,43
OUTOKUMPU	FI ★	11	− 0,72
PECHINEY-A-	FR ★	55,70	− 0,71
RAUTARUUKKI K	FI ★	4,15	+ 1,22
RIO TINTO	GB	20,62	− 0,93
SIDENOR	GR	4,96	....
SILVER & BARYTE	GR	8,28	....
SMURFIT JEFFERS	GB	2,51	....
STORA ENSO -A-	FI ★	14	....
STORA ENSO -R-	FI ★	14	+ 0,65
SVENSKA CELLULO	SE	29,36	− 0,36
THYSSENKRUPP	DE ★	16,95	+ 2,11
UMICORE	BE ★	43,60	− 0,21
UPM-KYMMENE COR	FI ★	37,80	− 0,26
USINOR	FR ★	14,20	....
VIOHALCO	GR	9,64	....
VOEST-ALPINE AG	AT ★	32,20	....
WORMS N	FR ★	19	....
▶ DJ E STOXX BASI P		196,02	+ 0,41

CHIMIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. 12/12
AIR LIQUIDE	FR ★	155,80	− 0,13
AKZO NOBEL NV	NL ★	49,92	+ 0,18
BASF AG	DE ★	41,70	− 0,24
BAYER AG	DE ★	35,72	+ 0,34
BOC GROUP PLC	GB	17,08	− 1,12
CELANESE N	DE ★	20,40	− 0,49
CIBA SPEC CHIMI	CH	69,37	− 0,49
CLARIANT N	CH	19,34	− 0,35
COLOPLAST -B-	DK	73,70	+ 1,29
DEGUSSA (NEU)	DE ★	30	+ 1,01
DSM	NL ★	39,12	− 1,19
EMS-CHEM HOLD A	CH	4240,45	− 0,79
ICI	GB	6,25	− 2,27
KEMIRA	FI ★	6,36	+ 0,47
KON. VOPAK NV	NL ★	18	− 0,55
LONZA GRP N	CH	713,07	− 0,19
NORSK HYDRO	NO	44,96	....
RHODIA	FR ★	10,75	− 0,46
SOLVAY	BE ★	64	− 0,70
SYNGENTA N	CH	51,97	− 1,79
TESSENDERLO CHE	BE ★	25,11	− 1,49
▶ DJ E STOXX CHEM P		334,33	− 0,48

CONGLOMÉRATS

	Code pays	Cours en euros	% Var. 12/12
D'IETEREN SA	BE ★	163,80	− 0,18
GBL	BE ★	300,10	....
GEVAERT	BE ★	29,25	....
INCHCAPE	GB	9,60	+ 1,88
KVAERNER -A-	NO	1,42	....
MYTILINEOS	GR	5,40	....
UNAXIS HLDG N	CH	124,84	....
ORKLA	NO	18,11	....
SONAE SGPS	PT ★	0,80	....
▶ DJ E STOXX RETL P		299,50	+ 0,11

TÉLÉCOMMUNICATIONS

	Code pays	Cours en euros	% Var. 12/12
EQUANT NV	NL ★	15,61	+ 0,19
ATLANTIC TELECO	GB	0,08	....
BRITISH TELECOM	GB	5,74	....
CABLE & WIRELES	GB	5,40	− 2,05
COLT TELECOM NE	GB	2,14	− 2,92
DEUTSCHE TELEKO	DE ★	19,92	+ 1,89
E.BISCOM	IT ★	54,60	+ 0,83
EIRCOM	IR ★	1,30	....
ELISA COMMUNICA	FI ★	14,10	− 1,74
ENERGIS	GB	1,01	− 5,97
EUROPOLITAN HLD	SE	7,30	....
FRANCE TELECOM	FR ★	46,85	+ 0,54
HELLENIC TELE (	GR	18,06	....
KINGSTON COM	GB	2,14	+ 2,31
KONINKLIJKE KPN	NL ★	5,90	− 0,51
KPNQWEST NV -C-	NL ★	8,71	+ 1,28
LIBERTEL NV	NL ★	10,19	....
VODAFONE N	DE ★	211,20	− 0,38
MOBILCOM	DE ★	25,40	− 1,01
OLD MUTUAL	GB	1,43	− 1,11
OLIVETTI	IT ★	1,46	+ 1,39
PANAFON HELLENI	GR	5,78	....
PT TELECOM SGPS	PT ★	9,07	....
SONERA	FI ★	5,95	− 0,50
SONG NETWORKS	SE	1,33	....
SWISSCOM N	CH	307,35	+ 0,33
T.I.M.	IT ★	6,35	+ 1,11
TDC	DK	38,80	+ 0,17
TELE2 -B-	SE	38,90	....
VODAFONE	PT ★	8,45	....
TELECOM ITALIA	IT ★	9,64	+ 0,94
TELECOM ITALIA	IT ★	5,86	+ 0,86
TELEFONICA	ES ★	15,59	+ 0,78
TELEF.MOVILES	ES ★	8,91	....
TELENOR	NO	4,71	....
TELIA	SE	5,01	+ 0,43
TISCALI	IT ★	10,82	+ 0,37
VERSATEL TELECO	NL ★	1,13	− 5,83
VODAFONE GROUP	GB	2,90	+ 0,56
▶ DJ E STOXX TCOM P		491,52	+ 0,67

CONSTRUCTION

	Code pays	Cours en euros	% Var. 12/12
ACCIONA	ES ★	40,40	+ 0,20
ACESA R	ES ★	10,90	− 1,09
ACS	ES ★	28,17	− 0,28
AGGREGATE IND	GB	1,40	+ 1,16
AKTOR SA	GR	8,38	....
AMEY	GB	6,12	− 2,56
AUREA R	ES ★	22,40	....
BOUYGUES	FR ★	39,45	− 0,93
BPB	GB	4,87	....
BRISA AUTO-ESTR	PT ★	9,55	....
BUZZI UNICEM	IT ★	7,58	+ 1,47
CIMPOR R	PT ★	19,61	....
COLAS	FR ★	63	+ 0,64
CRH PLC	GB	31,42	− 0,91
FCC	ES ★	23,95	+ 0,84
GRUPO DRAGADOS	ES ★	14,35	+ 0,28
GRUPO FERROVIAL	ES ★	21,20	− 0,47
HANSON PLC	GB	7,57	....
HEIDELBERGER ZE	DE ★	53,50	+ 0,36
HELL.TECHNODO.R	GR	6,36	....
HERACLES GENL R	GR	12,70	....
HOCHTIEF ESSEN	DE ★	14,85	− 0,34
HOLCIM	CH	239,50	....
IMERYS	FR ★	107,70	− 1,19
ITALCEMENTI	IT ★	8,72	+ 0,23
LAFARGE	FR ★	105	− 0,66
MICHANIKI REG.	GR	2,41	....
NOVAR	GB	2,03	− 2,33
PILKINGTON PLC	GB	1,77	− 0,90
RMC GROUP PLC	GB	10	+ 0,32
SAINT GOBAIN	FR ★	167,60	+ 0,24
SKANSKA -B-	SE	7,51	....
TAYLOR WOODROW	GB	2,75	....
TECHNIP-COFLEXI	FR ★	132	+ 1,54
TITAN CEMENT RE	GR	39,22	....
UPONOR -A-	FI ★	18,20	....
CIMENTS VICAT /	FR ★	63,20	− 6,99
VINCI	FR ★	64,10	+ 0,94
WIENERBERGER AG	AT ★	15,84	+ 0,57
▶ DJ E STOXX CNST P		230,85	− 0,37

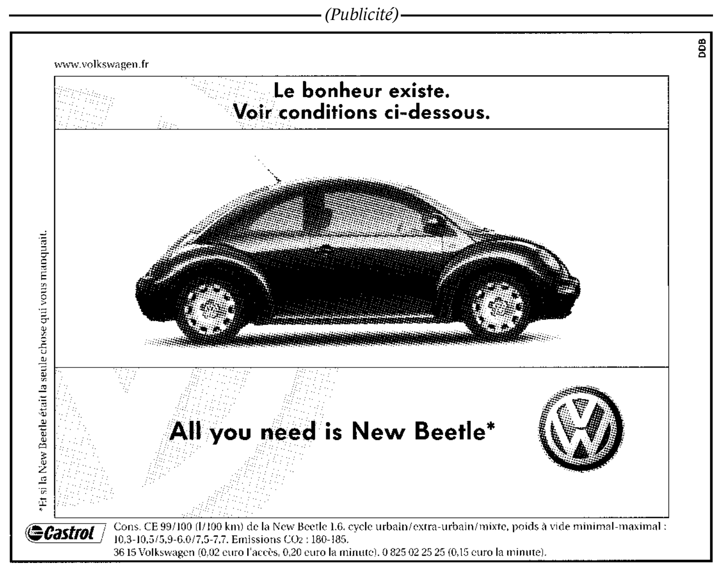
CONSOMMATION CYCLIQUE

	Code pays	Cours en euros	% Var. 12/12
ACCOR	FR ★	40,38	− 1,03
ADIDAS-SALOMON	DE ★	80,60	+ 0,88
AGFA-GEVAERT	BE ★	13,55	− 0,51
AIR FRANCE	FR ★	16,60	+ 0,30
AIRTOURS PLC	GB	3,96	+ 0,82
ALITALIA	IT ★	1,04	− 0,95
AUSTRIAN AIRLIN	AT ★	7,45	− 0,27
AUTOGRILL	IT ★	10,45	− 0,48
BANG & OLUFSEN	DK	25,91	+ 1,58
BENETTON	IT ★	12,75	+ 0,24
BERKELEY GROUP	GB	10,81	+ 0,45
BRITISH AIRWAYS	GB	3,43	+ 0,95
BULGARI	IT ★	9,37	− 3,30
CHRISTIAN DIOR	FR ★	35,68	− 0,61
CLUB MED.	FR ★	48,40	+ 0,04
COMPASS GROUP	GB	8,25	− 0,97
DT.LUFTHANSA N	DE ★	15,45	− 0,32
ELECTROLUX -B-	SE	16,94	....
EM.TV & MERCHAN	DE ★	1,45	+ 2,11
EMI GROUP	GB	5,75	− 1,11
EURO DISNEY	FR ★	0,93	− 1,06
HDP	IT ★	3,43	+ 0,29
HERMES INTL	FR ★	175	....
HILTON GROUP	GB	3,30	− 0,49
HUGO BOSS AG VZ	DE ★	20,45	+ 0,25
HUNTER DOUGLAS	NL ★	28,52	+ 0,78
INDITEX R	ES ★	20,98	− 2,69
J D WETHERSPOON	GB	6,23	− 0,26
KLM	NL ★	14,25	− 0,35
LVMH	FR ★	47,41	+ 0,55
MEDION	DE ★	48,46	+ 2,02
MOULINEX	FR ★	0,01	....
NH HOTELES	ES ★	11,67	+ 0,52
NXT	GB	2,64	− 1,80
P & O PRINCESS	GB	5,86	− 0,82
PERSIMMON PLC	GB	4,93	− 0,33
PREUSSAG AG	DE ★	29	+ 1,22
RANK GROUP	GB	3,45	− 0,93
RICHEMONT UNITS	CH	21,71	− 1,54
RYANAIR HLDGS	IR ★	13,42	....
SAIRGROUP N	CH	1,70	+ 0,81
SAS DANMARK A/S	DK	9,80	....
SEB	FR ★	62,50	− 0,24
SIX CONTINENTS	GB	11,29	+ 0,86
SODEXHO ALLIANC	FR ★	47,68	+ 0,91
THE SWATCH GRP	CH	105,84	− 1,27
THE SWATCH GRP	CH	22,73	− 1,33
TELE PIZZA	ES ★	1,86	....
THOMSON MULTIME	PA	33,26	− 0,86
WILSON BOWDEN	GB	12,61	+ 0,38
WM-DATA -B-	SE	2,86	....
WOLFORD AG	AT ★	10,02	− 0,69
WW/WW UK UNITS	IR ★	0,81	....
▶ DJ E STOXX CYC GO P		126,42	+ 0,41

PHARMACIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. 12/12
ACTELION N	CH	43,66	− 1
ALTANA AG	DE ★	55	+ 0,55
AMERSHAM	GB	10,20	....
ASTRAZENECA	GB	49,80	+ 0,59
AVENTIS	FR ★	73,95	....
BB BIOTECH	CH	81,76	+ 0,42
CELLTECH GROUP	GB	13,73	+ 1,43
DISETRONIC HLDG	CH	895,58	− 0,30
ELAN CORP	IR ★	46,50	+ 1,20
ESSILOR INTL	FR ★	32,54	− 0,49
FRESENIUS MED C	DE ★	70	− 0,28
H. LUNDBECK	DK	29,80	+ 1,37
GALEN HOLDINGS	GB	11,47	+ 0,28
GAMBRO -A-	SE	6,93	....
GLAXOSMITHKLINE	GB	28,21	+ 0,34
H. LUNDBECK	DK	29,80	+ 1,37
NOVARTIS N	CH	38,47	− 0,35
NOVO-NORDISK -B	DK	43,23	− 0,92
NOVOZYMES -B-	DK	21,48	+ 1,27
ORION B	FI ★	19,50	+ 0,52
OXFORD GLYCOSCI	GB	10,92	+ 1,19
PHONAK HLDG N	CH	28,12	+ 0,48
QIAGEN NV	NL ★	21,87	+ 1,02
ROCHE HLDG G	CH	78,70	− 0,22
SANOFI SYNTHELA	FR ★	76,55	+ 0,66
SCHERING AG	DE ★	59,85	+ 0,59
SERONO -B-	CH	875,23	+ 1,57
SHIRE PHARMA GR	GB	14,02	+ 2,47
SMITH & NEPHEW	GB	5,74	− 0,84
SSL INTL	GB	8,25	− 1,54
SULZER AG 100N	CH	164,87	− 2,02
SYNTHES-STRATEC	CH	770,74	+ 0,09
UCB	BE ★	44,10	+ 0,23
WILLIAM DEMANT	DK	29,53	+ 1,38
WS ATKINS	GB	10,20	+ 0,48
ZELTIA	ES ★	9,21	+ 0,77
▶ DJ E STOXX HEAL		507,67	+ 0,34

(Publicité)



ÉNERGIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. 12/12
BG GROUP	GB	4,12	+ 0,39
BP	GB	8,23	+ 0,79
CEPSA	ES ★	12,58	+ 0,16
COFLEXIP	FR ★	140	....
DORDTSCHE PETRO	NL ★	2,50	− 1,96
GBL	BE ★	56,10	+ 0,45
ENI	IT ★	13,14	+ 0,08
ENTERPRISE OIL	GB	7,20	+ 0,45
HELLENIC PETROL	GR	6,88	....
LATTICE GROUP	GB	2,37	+ 0,68
OMV AG	AT ★	93,75	− 0,48
PETROLEUM GEO-S	NO	7,49	....
REPSOL YPF	ES ★	15,80	+ 0,64
ROYAL DUTCH CO	NL ★	53,30	− 0,19
SAIPEM	IT ★	5,21	+ 0,58
SHELL TRANSP	GB	7,44	− 0,22
STATOIL	NO	7,68	....
TOTAL FINA ELF	FR ★	148,10	− 0,40
IHC CALAND	NL ★	48,31	+ 2,79
▶ DJ E STOXX ENGY P		306,65	− 0,15

SERVICES FINANCIERS

	Code pays	Cours en euros	% Var. 12/12
3I GROUP	GB	13,36	− 0,12
ALPHA FINANCE	GR	44,90	....
AMVESCAP	GB	16,35	− 1,07
BHW HOLDING AG	DE ★	23,30	− 4,12
BPI R	PT ★	2,36	....
BRITISH LAND CO	GB	7,28	− 0,44
CALEDONIA INV.S	GB	14,10	....
CANARY WHARF GR	GB	7,38	....
CATTLES ORD.	GB	4,62	− 1,37
CLOSE BROS GRP	GB	12,73	− 1,13
COBEPA	BE ★	60	....
CONSORS DISC-BR	DE ★	10,31	+ 2,38
CORIO NV	NL ★	24,89	− 0,04
CORP FIN ALBA	ES ★	23,75	+ 1,45
DAB BANK AG	DE ★	14,05	+ 2,55
DEPFA-BANK	DE ★	61,80	− 0,32
DROTT -B-	SE	11,40	....
EURAZEO	FR ★	62	− 0,48
EURONEXT	NL ★	20,40	....
FINAXA	FR ★	86,25	....
FORTIS (B)	BE ★	26,30	+ 1,70
FORTIS (NL)	NL ★	26,26	+ 1,63
GECINA	FR ★	89	− 0,39
GIMV	BE ★	28,78	....
GREAT PORTLAND	GB	3,80	− 3,28
HAMMERSON	GB	7,22	....
ING GROEP	NL ★	27,53	+ 2,15
LAND SECURITIES	GB	12,68	+ 0,38
LIBERTY INTL	GB	7,83	− 0,21
LONDON STOCK EX	GB	6,75	+ 0,72
MARSCHOLLEK LAU	DE ★	58,60	....
MEDIOBANCA	IT ★	12,56	+ 0,16
METROVACESA	ES ★	14,55	....
MONTEDISON	IT ★	2,72	− 1,09
PROVIDENT FIN	GB	10,60	+ 3,62
RODAMCO EUROPE	NL ★	38,76	− 0,59
RODAMCO NORTH A	NL ★	46,15	+ 1,36
ROLINCO NV	NL ★	24,75	+ 0,81
SCHRODERS	GB	14,02	− 0,34
SIMCO N	FR ★	76,75	....
SLOUGH ESTATES	GB	4,88	− 1,62
TECAN GRP N	CH	74,29	− 0,23
UNIBAIL	FR ★	56,40	− 0,35
VALLEHERMOSO	ES ★	7,31	− 0,41
WCM BETEILIGUNG	DE ★	12,15	+ 0,83
▶ DJ E STOXX FINS P		230,07	+ 1,26

ALIMENTATION ET BOISSON

	Code pays	Cours en euros	% Var. 12/12
ALLIED DOMECQ	GB	6,09	....
ASSOCIAT BRIT F	GB	7,64	....
BBAG OE BRAU-BE	AT ★	39,16	+ 0,03
BRAU UNION	AT ★	39,40	....
CADBURY SCHWEPP	GB	6,69	+ 0,73
CARLSBERG -B-	DK	45,64	....
CARLSBERG AS -A	DK	40,95	....
COCA COLA HBC	GR	15,66	....
DANISCO	DK	38,39	+ 0,18
DANONE	FR ★	127,80	+ 0,24
DELTA HOLDINGS	GR	8,70	....
DIAGEO	GB	11,78	+ 0,97
ELAIS OLEAGINOU	GR	18,96	....
HEINEKEN HOLDIN	NL ★	29,50	− 0,34
HELLENIC SUGAR	GR	10,02	....
KAMPS	DE ★	9,70	+ 2,75
KERRY GRP-A-	GB	22,41	− 0,64
KINGFISHER	GB	6,20	+ 1,32
KONINKLIJKE NUM	NL ★	24,55	− 0,61
MONTEDISON	IT ★	2,72	− 1,09
NESTLE N	CH	226,95	− 0,89
NORTHERN FOODS	GB	2,43	− 0,66
PARMALAT	IT ★	2,93	+ 0,34
PERNOD RICARD	FR ★	82	− 0,24
RAISIO GRP -V-	FI ★	0,96	− 1,03
SCOTT & NEWCAST	GB	8,39	+ 0,19
SOUTH AFRICAN B	GB	7,41	....
TATE & LYLE	GB	5,56	....
TOMKINS	GB	3,40	− 0,47
UNILEVER	NL ★	61,20	....
WHITBREAD PLC	GB	8,68	+ 1,13
▶ DJ E STOXX F & BV P		216,06	+ 0,26

BIENS D'ÉQUIPEMENT

	Code pays	Cours en euros	% Var. 12/12
ABB N	CH	11,60	+ 0,29
ADECCO N	CH	64,59	+ 0,21
AGGREKO	GB	5,16	....
ALSTOM	FR ★	13,04	+ 1,09
ALTRAN TECHNO	FR ★	51,15	− 2,94
ALUSUISSE GRP N	CH	854,87	....
ARRIVA	GB	4,85	− 0,33
ASSA ABLOY-B-	SE	16,31	....
ASSOC BR PORTS	GB	6,23	− 0,51
ATLAS COPCO -A-	SE	24,35	+ 0,22
ATLAS COPCO -B-	SE	22,81	+ 0,23
ATTICA ENTR SA	GR	4,86	....
BAA	GB	9,02	+ 0,18
BBA GROUP PLC	GB	4,38	− 0,37
BODYCOTE INTL	GB	3,59	....
BRAMBLES INDUST	GB	5,22	− 0,31
BUDERUS AG	DE ★	29	+ 0,03
CAPITA GRP	GB	7,28	− 3,42
CDB WEB TECH IN	IT ★	3,87	+ 0,52
CGIP	FR ★	35,85	+ 0,65
CHUBB	GB	2,53	− 0,63
CIR	IT ★	1,02	+ 0,99
COBHAM	GB	18,25	....
COOKSON GROUP P	GB	1,48	− 5,15
COPENHAGEN AIRP	DK	66,45	....
DAMPSKIBS -A-	DK	6712,31	....
DAMPSKIBS -B-	DK	7316,42	+ 0,18
DAMSKIBS SVEND	DK	9799,97	....
DE LA RUE	GB	7,89	....
E.ON AG	DE ★	53,20	+ 0,95
ELECTROCOMPONEN	GB	8,80	+ 0,18
ENIRO	SE	8,15	....
EPCOS	DE ★	58,20	− 1,10
EUR AERO DEFENC	FR ★	13,64	+ 1,19
EUROTUNNEL	FR ★	1,05	+ 0,96
EXEL	GB	12,58	− 0,76
FINMECCANICA	IT ★	0,99	....
FINNLINES	FI ★	22,61	− 1,18
FKI	GB	2,98	− 4,15
FLS IND.B	DK	8,05	+ 2,56
FLUGHAFEN WIEN	AT ★	30,46	+ 0,53
GAMESA	ES ★	15,77	+ 1,41
GKN	GB	4,51	− 1,41
GROUP 4 FALCK	DK	125,52	....
GROUP 4 FALCK	DK	125,52	....
GUARDIAN IT	GB	7,36	....
HAGEMEYER NV	NL ★	18,64	+ 1,03
HALKOR	GR	4,50	....
HAYS	GB	3,56	+ 0,45
HEIDELBERGER DR	DE ★	44,30	+ 1,26
HUHTAMAKI	FI ★	34,30	....
IFIL	IT ★	5,26	− 0,38
IMI PLC	GB	4,27	....
IND.VAERDEN -A-	SE	17,26	+ 0,93
INDRA SISTEMAS	ES ★	10,05	+ 0,80
INVENSYS	GB	1,87	− 0,85
INVESTOR -A-	SE	11,99	− 0,44
INVESTOR -B-	SE	12,10	− 0,44
ISS	DK	56,11	+ 1,95
JOT AUTOMATION	FI ★	0,58	− 1,69
KINNEVIK -B-	SE	17,37	....
KONE B	FI ★	78	....
LEGRAND	FR ★	155	+ 1,31
LINDE AG	DE ★	46,80	+ 0,65
MAN AG	DE ★	22,90	+ 0,88
MEGGITT	GB	2,95	− 2,14
METSO	FI ★	11,30	+ 0,89
MG TECHNOLOGIES	DE ★	9,25	+ 0,54
MORGAN CRUCIBLE	GB	3,13	....
EXEL	GB	12,58	− 0,76
PACE MICRO TECH	GB	6,49	− 0,25
PARTEK	FI ★	8,70	− 0,23
PENINS.ORIENT.S	GB	3,75	− 0,85
PERLOS	FI ★	12,31	+ 0,90
PREMIER FARNELL	GB	4,82	+ 0,67
RAILTRACK	GB	4,51	....
RANDSTAD HOLDIN	NL ★	13,96	− 0,99
RENTOKIL INITIA	GB	4,22	+ 0,38
REXAM	GB	5,90	− 2,40
REXEL	FR ★	64,60	− 0,62
RHI AG	AT ★	7,55	+ 0,53
RIETER HLDG N	CH	247,30	+ 0,14
ROLLS ROYCE	GB	2,64	+ 0,61
SANDVIK	SE	23,55	....
SAURER N	CH	21,03	− 3,13
SCHNEIDER ELECT	FR ★	53,10	+ 0,19
SEAT PAGINE GIA	IT ★	0,97	....
SEAT PAGINE GIA	IT ★	0,97	....
SECURICOR	GB	1,80	+ 0,90
SECURITAS -B-	SE	21,26	....
SERCO GROUP	GB	6,19	+ 1,59
SGL CARBON	DE ★	27	− 0,37
SHANKS GROUP	GB	2,74	....
SIDEL	FR ★	50	....
SINGULUS TECHNO	DE ★	32,34	+ 0,75
SKF -B-	SE	20,68	− 0,26
SMITHS GROUP	GB	10,63	....
SOPHUS BEREND -	DK	22,69	....
SPIRENT	GB	2,96	....
STOLT NIELSEN	LU ★	122	....
TELE2 -B-	SE	38,90	....
THALES	FR ★	38,35	+ 0,26
TOMRA SYSTEMS	NO	10,99	....
TPI	ES ★	4,64	+ 0,87
TRAFFICMASTER	GB	0,93	− 1,69
UNAXIS HLDG N	CH	124,84	....
VA TECHNOLOGIE	AT ★	24,70	− 0,64
VEDIOR NV	NL ★	13,05	− 0,61
VESTAS WIND SYS	DK	30	+ 3,47
VINCI	FR ★	64,10	+ 0,94
VIVENDI ENVIRON	FR ★	37,99	+ 1,31
VOLVO -A-	SE	17,90	....
VOLVO -B-	SE	18,92	....
WARTSILA CORP A	FI ★	20,20	....
XANSA	GB	5,77	+ 0,85
ZARDOYA OTIS	ES ★	10,34	+ 0,39
▶ DJ E STOXX IND GO P		346,96	+ 0,01

ASSURANCES

	Code pays	Cours en euros	% Var. 12/12
AEGIS GROUP	GB	1,45	....
AEGON NV	NL ★	29,66	+ 0,61
AGF	FR ★	53,20	− 0,56
ALLEANZA ASS	IT ★	12,14	+ 0,66
ALLIANZ N	DE ★	266,30	+ 1,06
ASR VERZEKERING	NL ★	81,10	....
AXA	FR ★	24,45	− 0,20
BALOISE HLDG N	CH	101,26	+ 0,84
BRITANNIC	GB	12,49	....
CATTOLICA ASS	IT ★	23,80	− 0,21
CGNU	GB	13,37	+ 0,61
CNP ASSURANCES	FR ★	35,84	− 0,42
CODAN	DK	16,11	− 0,83
CORP MAPFRE R	ES ★	18,50	....
ERGO VERSICHERU	DE ★	170	− 1,16
ETHNIKI GEN INS	GR	10	....
EULER	FR ★	42	− 0,71
FONDIARIA ASS	IT ★	6,06	+ 0,33
FORTIS (B)	BE ★	26,30	+ 1,70
FRIENDS PROVIDE	GB	3,22	− 0,99
GENERALI ASS	IT ★	30,55	− 0,16
GENERALI HLD VI	AT ★	153,25	+ 0,10
INDEPENDENT INS	GB	0,10	....
INTERAM HELLEN	GR	4,98	....
IRISH LIFE & PE	GB	12,49	....
LEGAL & GENERAL	GB	2,55	....
MEDIOLANUM	IT ★	10,35	+ 0,88
MUENCH RUECKVER	DE ★	296,50	+ 0,47
POHJOLA GRP.B	FI ★	20	− 0,50
PRUDENTIAL	GB	12,61	− 0,51
RAS	IT ★	13,20	....
ROYAL SUN ALLIA	GB	6,43	+ 0,50
SAI	IT ★	14,68	− 0,47
SAMPO-LEONIA -A	FI ★	8,80	+ 1,85
SCHW NATL VERS	CH	583,49	....
SCOR	FR ★	37,59	− 0,11
SKANDIA INSURAN	SE	8,31	+ 0,65
ST JAMES'S PLAC	GB	5,51	− 0,87
STOREBRAND	NO	6,49	....
SWISS LIFE REG	CH	504,78	− 0,27
SWISS RE N	CH	112,97	+ 0,30
TOPDANMARK	DK	24,84	− 1,60
ZURICH FINL SVC	CH	292,08	+ 0,82
▶ DJ E STOXX INSU P		333,77	+ 0,09

MEDIAS

	Code pays	Cours en euros	% Var. 12/12
B SKY B GROUP	GB	12,20	− 5,37
CANAL PLUS	FR ★	3,53	+ 0,28
CAPITAL RADIO	GB	13,02	....
CARLTON COMMUNI	GB	3,67	− 0,87
DLY MAIL & GEN	GB	10,60	+ 3,13
ELSEVIER	NL ★	12,88	+ 1,18
EMAP PLC	GB	12,29	+ 1,73
FOX KIDS EUROPE	NL ★	11,65	....
FUTURE NETWORK	GB	0,95	+ 3,51
GRANADA	GB	2,34	− 0,68
GRUPPO L'ESPRES	IT ★	3,58	− 0,28
GWR GROUP	GB	4,17	− 0,38
HAVAS ADVERTISI	FR ★	8,73	− 1,80
INDP NEWS AND M	IR ★	1,90	− 3,55
INFORMA GROUP	GB	4,12	....
LAGARDERE SCA N	FR ★	45,88	− 1,46
LAMBRAKIS PRESS	GR	4,86	....
M6 METROPOLE TV	FR ★	30,42	+ 1,40
MEDIASET	IT ★	8,64	+ 1,05
MODERN TIMES GR	SE	24,51	....
MONDADORI	IT ★	7,20	....
NRJ GROUP	FR ★	21,50	− 0,88
PEARSON	GB	12,53	− 1,89
PRISA	ES ★	11,31	− 0,62
PROSIEBEN SAT.1	DE ★	6,55	+ 3,15
PT MULTIMEDIA R	PT ★	8,34	....
PUBLICIS GROUPE	FR ★	29,70	− 0,60
PUBLIGROUPE N	CH	251,03	− 1,33
REED INTERNATIO	GB	9,09	+ 1,62
REUTERS GROUP	GB	11,34	− 2,49
RTL GROUP	LU ★	41	− 1,91
SMG	GB	2,29	....
SOGECABLE R	ES ★	27,02	+ 0,07
TAYLOR NELSON S	GB	3	− 1,59
TELEWEST COMM.	GB	1,01	− 1,56
TF1	FR ★	29	− 2,03
TRINITY MIRROR	GB	6,49	− 0,74
UNITED PAN-EURO	NL ★	0,64	+ 3,23
UTD BUSINESS ME	GB	11,49	....
VIVENDI UNIVERS	FR ★	57,45	− 0,09
VNU	NL ★	35,10	− 0,34
WOLTERS KLUWER	NL ★	25,34	+ 0,36
WPP GROUP	GB	11,54	− 0,28
▶ DJ E STOXX MEDIA P		307,48	− 0,11

BIENS DE CONSOMMATION

	Code pays	Cours en euros	% Var. 12/12
AHOLD	NL ★	30,93	− 0,23
ALTADIS	ES ★	17,96	+ 0,22
AMADEUS GLOBAL	ES ★	6,73	+ 0,45
ATHENS MEDICAL	GR	4,02	....
AUSTRIA TABAK A	AT ★	82,50	....
AVIS EUROPE	GB	2,61	− 3,57
BEIERSDORF AG	DE ★	125,50	+ 0,24
BIC	FR ★	36,71	+ 0,58
BRIT AMER TOBAC	GB	8,91	+ 0,55
CASINO GP	FR ★	86	− 0,23
CLARINS	FR ★	64,90	+ 0,08
COLRUYT	BE ★	46,35	+ 0,11
DELHAIZE	BE ★	57,80	− 0,26
FIRSTGROUP	GB	4,25	− 0,75
GALLAHER GRP	GB	7,04	+ 0,92
GIB	BE ★	44,50	....
GIVAUDAN N	CH	336,18	− 0,30
HENKEL KGAA VZ	DE ★	64,50	+ 0,62
ICELAND GROUP	GB	2,90	− 2,70
IMPERIAL TOBACC	GB	13,97	+ 0,58
JERONIMO MARTIN	PT ★	9,09	....
KESKO -B-	FI ★	9,55	− 0,73
L'OREAL	FR ★	77,80	+ 0,19
LAURUS NV	NL ★	5,06	− 0,59
MORRISON SUPERM	GB	3,13	+ 0,52
RECKITT BENCKIS	GB	15,55	+ 0,84
SAFEWAY	GB	4,98	+ 0,98
SAINSBURY J. PL	GB	5,67	+ 1,15
STAGECOACH GROU	GB	1,13	+ 2,94
TERRA NETWORKS	ES ★	10,14	+ 0,20
TESCO PLC	GB	3,74	+ 1,31
TPG	NL ★	23,50	+ 0,60
WANADOO	FR ★	5,91	− 0,67
WELLA AG VZ	DE ★	51,90	+ 0,78
▶ DJ E STOXX N CY G P		383,58	+ 0,17

COMMERCE DISTRIBUTION

	Code pays	Cours en euros	% Var. 12/12
ALLIANCE UNICHE	GB	8,72	....
AVA ALLG HAND.G	DE ★	42	....
BOOTS CO PLC	GB	9,23	+ 1,06
BUHRMANN NV	NL ★	11,99	+ 2,04
CARREFOUR	FR ★	57,55	+ 0,26
CASTO.DUBOIS	FR ★	55,40	+ 1,09
CC CARREFOUR	ES ★	14,32	− 0,49
CHARLES VOEGELE	CH	46,41	− 1,94
D'IETEREN SA	BE ★	163,80	− 0,18
DEBENHAMS	GB	6,04	....
DIXONS GROUP	GB	4	....
GAL LAFAYETTE	FR ★	156,20	+ 0,26
GEHE AG	DE ★	42,80	− 0,47
GUCCI GROUP	NL ★	94,70	− 0,42
GUS	GB	10,47	+ 2,52
HENNES & MAURIT	SE	22,65	....
KARSTADT QUELLE	DE ★	42,80	− 0,70
KINGFISHER	GB	5,91	....
MARKS & SPENCER	GB	5,65	....
MATALAN	GB	5,12	+ 0,32
METRO	DE ★	39,80	− 0,25
MFI FURNITURE G	GB	2,27	− 0,70
NEXT PLC	GB	14,44	− 0,44
PINAULT PRINT.	FR ★	153,30	+ 0,86
SIGNET GROUP	GB	1,45	+ 1,12
VALORA HLDG N	CH	173,01	− 0,39
VENDEX KBB NV	NL ★	11,77	− 0,25
W.H SMITH	GB	7,54	....
WOLSELEY PLC	GB	8,41	+ 1,95
▶ DJ E STOXX RETL P		299,50	+ 0,11

HAUTE TECHNOLOGIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. 12/12
AIXTRON	DE ★	26,96	+ 0,97
ALCATEL-A-	FR ★	21,30	+ 0,90
ALTEC	GR	2,89	....
ARC INTERNATION	GB	0,79	− 2
ARM HOLDINGS	GB	5,80	+ 0,28
ASML HOLDING	NL ★	21,85	+ 1,63
BAAN COMPANY	NL ★	2,65	− 0,38
BAE SYSTEMS	GB	5,16	....
BALTIMORE TECH	GB	0,29	....
BROKAT TECHNOLO	DE ★	0,28	....
BULL	FR ★	1,22	− 3,17
BUSINESS OBJECT	FR ★	37,55	− 1,18
CAP GEMINI	FR ★	79	− 1,86
COMPTEL	FI ★	3,65	+ 0,55
DASSAULT SYST.	FR ★	54,75	+ 0,92
ERICSSON -B-	SE	6,61	....
F-SECURE	FI ★	1,27	− 2,31
FILTRONIC	GB	6,90	− 3,39
FINMATICA	IT ★	19,81	− 0,45
GETRONICS	NL ★	4,19	− 2,10
GN GREAT NORDIC	DK	6,69	− 0,40
INFINEON TECHNO	DE ★	23,90	+ 4,37
INFOGRAMES ENTE	FR ★	15,02	− 1,38
INTRACOM R	GR	13,70	....
KEWILL SYSTEMS	GB	0,97	+ 1,69
LEICA GEOSYSTEM	CH	120,77	− 1,11
LOGICA	GB	12,16	− 9,04
LOGITECH INTL N	CH	41,12	+ 0,50
MARCONI	GB	0,77	− 2,04
MB SOFTWARE	DE ★	0,20	....
NOKIA	FI ★	28,40	+ 0,04
OCE	NL ★	11,71	+ 0,09
ROY.PHILIPS ELE	NL ★	32,83	+ 0,98
PSION	GB	1,68	+ 1,96
SAGE GRP	GB	3,66	− 2,16
SAGEM	FR ★	67,55	+ 0,15
SAP AG	DE ★	145,50	− 1,02
SAP VZ	DE ★	153,99	....
SEZ HLDG N	CH	56,28	− 1,72
SIEMENS AG N	DE ★	71,75	+ 2,65
SPIRENT	GB	2,96	....
STMICROELECTRON	FR ★	36,15	+ 1,20
THINK TOOLS	CH	19,91	+ 1,21
THUS	GB	0,81	− 9,09
TIETOENATOR	FI ★	31,35	+ 0,48
▶ DJ E STOXX TECH P		507,07	+ 0,51

SERVICES COLLECTIFS

	Code pays	Cours en euros	% Var. 12/12
ACEA	IT ★	7,70	− 0,13
AEM	IT ★	2,30	....
BRITISH ENERGY	GB	3,74	− 0,43
CENTRICA	GB	3,40	+ 0,48
EDISON	IT ★	8,52	− 0,93
ELECTRABEL	BE ★	222	....
ELECTRIC PORTUG	PT ★	2,47	....
ENDESA	ES ★	17,36	+ 0,40
ENEL	IT ★	6,20	+ 0,49
EVN	AT ★	44	....
FORTUM	FI ★	4,70	....
GAS NATURAL SDG	ES ★	18,57	− 0,27
HIDRO CANTABRIC	ES ★	26,50	....
IBERDROLA	ES ★	14,14	+ 0,57
INNOGY HOLDINGS	GB	3,03	− 1,05
ITALGAS	IT ★	10,34	+ 0,58
KELDA	GB	5,53	+ 1,48
NATIONAL GRID G	GB	6,99	+ 0,23
INTERNATIONAL P	GB	3,13	+ 2,11
OESTERR ELEKTR	AT ★	87	− 0,11
PENNON GROUP	GB	9,49	− 1,17
POWERGEN	GB	11,99	....
SCOTTISH POWER	GB	5,98	+ 0,54
SEVERN TRENT	GB	11	+ 0,29
SUEZ	FR ★	32,53	+ 1,02
UNION FENOSA	ES ★	16,60	....
UNITED UTILITIE	GB	9,46	+ 1,03
VIRIDIAN GROUP	GB	8,22	− 0,97
▶ DJ E STOXX PO SUP P		282,85	+ 0,43

EURO NOUVEAU MARCHÉ

13/12 9 h 59 ▶ — Cours en euros — % Var. 12/12

AMSTERDAM

	Cours en euros	% Var. 12/12
AIRSPRAY NV	17	....
ANTONOV	0,63	....
C/TAC	2,32	+ 0,87
CARDIO CONTROL	3,72	+ 0,81
CSS	23,90	....
HITT NV	6,50	....
AMERICA SUL PREF-B	....	....
NEDGRAPHICS HOLD	4	....
SOPHEON	0,54	+ 8
PROLION HOLDING	94	....
RING ROSA	0,03	....
UCC GROEP NV	7	....

BRUXELLES

	Cours en euros	% Var. 12/12
ARTHUR	3,29	....

★ CODES PAYS ZONE EURO
FR : France - **DE** : Allemagne - **ES** : Espagne
IT : Italie - **PT** : Portugal - **IR** : Irlande
LU : Luxembourg - **NL** : Pays-Bas - **AT** : Autriche
FI : Finlande - **BE** : Belgique - **GR** : Grèce.

CODES PAYS HORS ZONE EURO
CH : Suisse - **NO** : Norvège - **SE** : Suède
GB : Grande-Bretagne - **DK** : Danemark.

VALEURS FRANCE

● Le titre **TF1** cédait 1,93 %, à 29,1 euros, jeudi matin 13 décembre. Ce repli fait suite aux rumeurs, rapportées par le *Financial Times* de jeudi, selon lesquelles TF1 serait intéressée par le rachat des 25 % détenus par le groupe allemand Kirch dans le capital de la chaîne hertzienne espagnole Telecinco. Cette participation serait évaluée 510 millions d'euros mais TF1 dispose d'une ligne de crédit de 460 millions.

● L'action **Alcatel** gagnait 0,43 % jeudi matin, à 21,20 euros contre 21,11 euros, la veille. Cette hausse est liée à l'annonce, mercredi, de la signature d'un contrat entre sa filiale Alcatel Space et le chinois APT, un des principaux opérateurs de télécommunications de la zone Asie-Pacifique. Le montant du contrat, qui porte sur la fourniture d'un satellite, est évalué à 132 millions d'euros.

● Le titre **Renault** perdait 0,54 %, à 38,35 euros à l'ouverture jeudi. Ce léger repli fait suite aux bons résultats enregistrés par le constructeur dont les immatriculations ont progressé de 11 % en Europe de l'ouest en novembre *(lire page 20)*.

● L'action **Transiciel** abandonnait 0,52 % à 36,1 euros, jeudi matin. Une baisse liée à l'OPA lancée par la société de services informatiques sur le belge Ariane Group et annoncée jeudi.

PREMIER MARCHÉ

JEUDI 13 DÉCEMBRE **Cours à 9 h 57**

Dernier jour de négociation des OSRD : 20 décembre

France ▶		Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Compensation (1)
ACCOR	❯	40,38	264,88	−1,03	40,80
AFFINE		36,79	241,33	−0,03	...
AGF	❯	53,20	348,97	−0,56	53,50
AIR FRANCE G	❯	16,53	108,43	−0,12	16,55
AIR LIQUIDE	❯	155,90	1022,64	−0,06	156
ALCATEL A	❯	21,26	139,46	+0,71	21,11
ALCATEL O		9,26	60,74	+2,89	...
ALSTOM	❯	13,03	85,47	+1,01	12,90
ALTRAN TECHN	❯	50,95	334,21	−3,32	52,70
ARBEL		3,20	20,99	−1,23	...
AREVA CIP	■	143,70	942,61	−2,58	...
ATOS ORIGIN	❯	77,50	508,37	...	77,50
AVENTIS	❯	73,90	484,75	−0,07	73,95
AXA	❯	24,36	159,79	−0,57	24,50
BACOU DALLOZ		80	524,77	−3,61	...
BAIL INVESTI		120,10	787,80	...	...
BAZAR HOT. V		...	...	...	...
BEGHIN SAY	❯	41,11	269,66	+0,27	41
BIC	❯	36,71	240,80	+0,58	36,50
BNP PARIBAS	❯	99,45	652,35	+0,45	99
BOLLORE	❯	249	1633,33	−2,24	254,70
BOLLORE INV		50	327,98	−0,70	...
BONGRAIN		42,50	278,78	+1,77	...
BOUYGUES	❯	39,42	258,58	−1	39,82
BOUYGUES OFF	❯	36,54	239,69	+3,81	35,20
B T P (LA CI		...	...	...	...
BULL#	❯	1,22	8	−3,17	1,26
BURELLE (LY)		49,50	324,70	−1	...
BUSINESS OBJ	❯	37,55	246,31	−1,18	38
CANAL +	❯	3,53	23,16	+0,28	3,52
CAP GEMINI	❯	78,95	517,88	−1,93	80,50
CARBONE-LORR	❯	36,20	237,46	...	36,20
CARREFOUR	❯	57,35	376,19	−0,09	57,40
CASINO GUICH		62	406,69	+0,16	...
CASINO GUICH	❯	86	564,12	−0,23	86,20
CASTORAMA DU	❯	55,40	363,40	+1,09	54,80
CEGID (LY)		88,70	581,83	−0,28	...
CEREOL	❯	28,95	189,90	−0,17	29
CERESTAR	❯	30,88	202,56	−0,06	30,90
CFF.RECYCLIN		42,75	280,42	+0,35	...
CGIP	❯	35,85	235,16	+0,65	35,62
CHARGEURS		64,40	422,44	+0,78	...
CHRISTIAN DI	❯	35,65	233,85	−0,70	35,90
CIC -ACTIONS		120	787,15	...	...
CIMENTS FRAN	❯	47,26	310,01	−0,40	47,45
CLARINS	❯	64,90	425,72	+0,08	64,85
CLUB MEDITER	❯	48,40	317,48	+0,04	48,38
CNP ASSURANC	❯	35,95	235,82	−0,11	35,99
COFACE	❯	49,18	322,60	−1,64	50
COFLEXIP		140	918,34	...	...
COLAS		63	413,25	+0,64	...
CONTIN.ENTRE		44,95	294,85	...	...
CRED.FON.FRA		14,55	95,44	−0,07	...
CREDIT LYONN	❯	37,29	244,61	−0,03	37,30
CS COM.ET SY		8,84	57,99	−2,32	...
DAMART		84	551	+0,48	...
DANONE	❯	127,80	838,31	+0,24	127,50
DASSAULT-AVI		309,50	2030,19	+0,81	...
DASSAULT SYS	❯	54,80	359,46	+1,01	54,25
DEV.R.N-P.CA		...	...	...	...
DEVEAUX(LY)#		67,55	443,10	+0,07	...
DMC (DOLLFUS		7,20	47,23	+1,41	...
DYNACTION		26,29	172,45	+0,15	...
EIFFAGE	❯	68,95	452,28	+0,58	68,55
ELECT.MADAGA		22,40	146,93	...	...
ELIOR	❯	8,25	54,12	+1,60	8,12
ENTENIAL(EX		25,50	167,27	+0,95	...
ERAMET		35,32	231,68	−1,62	...
ESSILOR INTL	❯	32,54	213,45	−0,49	32,70
ESSO		79	518,21	−1	...
EULER	❯	42	275,50	−0,71	42,30
EURAZEO	❯	62	406,69	−0,48	62,30
EURO DISNEY	❯	0,93	6,10	−1,06	0,94
EUROTUNNEL	❯	1,05	6,89	+0,96	1,04
FAURECIA	❯	59	387,01	−0,25	59,15
F.F.P. (NY)	❯	97	636,28	−3	100
FIMALAC	❯	39,16	256,87	+0,38	39,01
FINAXA		...	...	...	...
FONC.LYON.#		26	170,55	−1,14	...
FRANCE TELEC	❯	46,75	306,66	+0,32	46,60
FROMAGERIES		...	...	...	...
GALERIES LAF	❯	156,20	1024,60	+0,26	155,80
GAUMONT #		39,50	259,10	−0,50	...
GECINA	❯	89	583,80	−0,39	89,35
GENERALE DE		15,73	103,18	−1,44	...
GEOPHYSIQUE	❯	33,70	221,06	−3,30	34,85
GFI INFORMAT	❯	12,01	78,78	+0,08	12
GRANDVISION	❯	16,75	109,87	+0,48	16,67
GROUPE GASCO		69	452,61	+0,58	...
GROUPE PARTO		69	452,61	...	...
GR.ZANNIER (		80	524,77	...	...
GUYENNE GASC	❯	85	557,56	−1,16	86
HAVAS ADVERT	❯	8,73	57,27	−1,80	8,89
IMERYS	❯	107,70	706,47	−1,19	109
IMMEUBLES DE		22,20	145,62	+1,14	...
IMMOBANQUE		127	833,07	...	...
IM.MARSEILLA		...	...	...	...
INFOGRAMES E	❯	15	98,39	−1,51	15,23
INGENICO	❯	26,10	171,20	−0,23	26,16
ISIS		137,60	902,60	+0,29	...
JC DECAUX	❯	11,23	73,66	−2,35	11,50
KAUFMAN ET B		15,74	103,25	−0,06	...
KLEPIERRE	❯	107,20	703,19	+0,19	107
L'OREAL	❯	77,80	510,33	+0,19	77,65
LAFARGE	❯	104,90	688,10	−0,76	105,70
LAGARDERE	❯	45,90	301,08	−1,42	46,56
LAPEYRE	❯	46	301,74	...	46
LEBON (CIE)		...	...	...	...
LEGRAND ORD.		154	1010,17	+0,65	...
LEGRAND ADP		...	...	...	...
LEGRIS INDUS	❯	19,90	130,54	−0,50	20
LIBERTY SURF		3,75	24,60	−1,32	...
LOCINDUS		123,10	807,48	+0,82	...
LOUVRE #		62	406,69	+0,24	...
LVMH MOET HE	❯	47,50	311,58	+0,74	47,15
MARINE WENDE	❯	67,20	440,80	−0,59	67,60
MARIONNAUD P	❯	52,40	343,72	+0,48	52,15
MATUSSIERE F		7,50	49,20	...	...
MAUREL ET PR		15,60	102,33	−1,14	...
METALEUROP		3,12	20,47	...	...
MICHELIN	❯	37,82	248,08	+1,34	37,32
MONTUPET SA		10,35	67,89	+0,29	...
NATEXIS BQ P	❯	95	623,16	...	95
NEOPOST	❯	34,62	227,09	−0,37	34,75
NEXANS	❯	17,70	116,10	+1,14	17,50
NORBERT DENT		21,65	142,01	...	...
NORD-EST		26,81	175,86	−0,67	...
NRJ GROUP	❯	21,50	141,03	−0,88	21,69
OBERTHUR CAR	❯	9,10	59,69	−1,62	9,25
OLIPAR		7	45,92	−1,27	...
ORANGE	❯	10,09	66,19	+0,30	10,06
OXYG.EXT-ORI		359,90	2360,79	+1,38	...
PECHINEY ACT	❯	55,55	364,38	−0,98	56,10
PECHINEY B P		...	...	...	...
PENAUILLE PO	❯	42,55	279,11	+0,35	42,40
PERNOD-RICAR	❯	82	537,88	−0,24	82,20
PEUGEOT	❯	45,87	300,89	+0,53	45,63
PINAULT-PRIN	❯	153	1003,61	+0,66	152
PLASTIC OMN		61,70	404,73	...	...
PROVIMI	❯	20,93	137,29	+0,48	20,83
PSB INDUSTRI		79,50	521,49	...	...
PUBLICIS GR.	❯	29,70	194,82	−0,60	29,88
REMY COINTRE	❯	26,02	170,68	−1,81	26,50
RENAULT	❯	38,66	253,59	+0,26	38,56
REXEL	❯	64,60	423,75	−0,62	65
RHODIA	❯	10,75	70,52	−0,46	10,80
ROCHETTE (LA		6,21	40,73	+0,32	...
ROUGIER #		58,95	386,69	+1,46	...
ROYAL CANIN	❯	133,90	878,33	+0,68	133
RUE IMPERIAL		1575	10331,32	−1,69	...
SADE (NY)		47,20	309,61	+0,43	...
SAGEM ADP		51,50	337,82	−0,29	...
SAGEM S.A.	❯	67,55	443,10	+0,15	67,45
SAINT-GOBAIN	❯	167,60	1099,38	+0,24	167,20
SALVEPAR (NY		50,45	330,93	+0,90	...
SANOFI SYNTH	❯	76,60	502,46	+0,72	76,05
SCHNEIDER EL	❯	53,10	348,31	+0,19	53
SCOR SVN	❯	37,59	246,57	−0,11	37,63
S.E.B.	❯	62,50	409,97	−0,24	62,65
SEITA		45,37	297,61	−0,72	...
SELECTIBAIL(		15,66	102,72	+0,06	...
SIDEL		50	327,98	...	...
SILIC		157,20	1031,16	...	...
SIMCO	❯	76,80	503,77	+0,07	76,75
SKIS ROSSIGN		14,50	95,11	+1,19	...
SOCIETE GENE	❯	61	400,13	+0,33	60,80
SODEXHO ALLI	❯	47,68	312,76	+0,91	47,25
SOGEPARC (FI		94,95	622,83	+1,55	...
SOPHIA	❯	29,71	194,88	−0,80	29,95
SOPRA GROUP	❯	40,40	265,01	−0,62	40,65
SPIR COMMUNI	❯	72,35	474,58	−0,69	72,85
SR TELEPERFO	❯	23,35	153,17	−1,68	23,75
STERIA GROUP		30,77	201,84	−0,77	...
SUCR.PITHIVI		...	...	...	...
SUEZ	❯	32,55	213,51	+1,09	32,20
TAITTINGER		128,10	840,28	−1,46	...
TECHNIP-COFL	❯	132,20	867,18	+1,69	130
TF1	❯	28,80	188,92	−2,70	29,60
THALES	❯	38,34	251,49	+0,24	38,25
THOMSON MULT	❯	33,20	217,78	−1,04	33,55
TOTAL FINA E	❯	147,90	970,16	−0,54	148,70
TRANSICIEL #	❯	37,16	243,75	+2,40	36,29
UBI SOFT ENT	❯	38,77	254,31	−1,20	39,24
UNIBAIL (POR	❯	56,50	370,62	−0,18	56,60
UNILOG	❯	72,20	473,60	−1,70	73,45
USINOR	❯	14,20	93,15	...	14,20
VALEO	❯	41,62	273,01	−0,34	41,76
VALLOUREC	❯	53	347,66	...	53
VICAT		63,20	414,56	−6,99	...
VINCI	❯	64	419,81	+0,79	63,50
VIVARTE		118,90	779,93	−0,08	...
VIVENDI ENVI	❯	37,98	249,13	+1,28	37,50
VIVENDI UNIV	❯	57,60	377,83	+0,17	57,50
WANADOO	❯	5,92	38,83	−0,50	5,95
WORMS (EX.SO		...	...	...	...
ZODIAC	❯	202,10	1325,69	−2,23	206,70

International ▶ Une sélection		Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Compensation (1)
ADECCO		65,20	427,68	−0,08	...
AMERICAN EXP		37,50	245,98	+1,35	...
AMVESCAP EXP		...	...	...	...
ANGLOGOLD LT		...	...	...	...
A.T.T. #		18,30	120,04	−0,71	...
BARRICK GOLD		17,21	112,89	...	...
COLGATE PAL.		63,70	417,84	−1,92	...
CROWN CORK O		1,72	11,28	−1,71	...
DIAGO PLC		...	...	...	...
DOW CHEMICAL		40,55	265,99	+0,07	...
DU PONT NEMO		47,80	313,55	−1,04	...
ECHO BAY MIN		0,65	4,26	+4,84	...
ELECTROLUX		17	111,51	+2,47	...
ELF GABON		153,50	1006,89	−1,29	...
ERICSSON #	❯	6,54	42,90	+0,31	6,52
FORD MOTOR #		18,83	123,52	+0,16	...
GENERAL ELEC	❯	41,13	269,80	+0,93	40,75
GENERAL MOTO		54	354,22	+0,37	...
GOLD FIELDS		5,48	35,95	+7,03	...
HARMONY GOLD		7,10	46,57	+4,41	...
HITACHI #		7,85	51,49	−2,61	...
HSBC HOLDING	❯	13,41	87,96	−0,30	13,45
I.B.M.	❯	136,90	898,01	+1,56	134,80
I.C.I.		...	...	...	...
ITO YOKADO #		49,61	325,42	−1,08	...
I.T.T. INDUS		54,90	360,12	−0,90	...
MATSUSHITA		13,50	88,55	−1,24	...
MC DONALD'S		28,75	188,59	−0,93	...
MERK AND CO	❯	65,20	427,68	+0,62	64,80
MITSUBISHI C		6,99	45,85	−0,14	...
NESTLE SA #	❯	227	1489,02	...	227
NORSK HYDRO		42,05	275,83	−3,42	...
PFIZER INC		45,15	296,16	+0,33	...
PHILIP MORRI	❯	50,40	330,60	−0,30	50,55
PROCTER GAMB		89	583,80	−0,67	...
RIO TINTO PL		...	...	...	...
SCHLUMBERGER	❯	56,90	373,24	+1,88	55,85
SEGA ENTERPR		...	...	...	...
SHELL TRANSP		7,36	48,28	−0,94	...
SONY CORP. #	❯	51,45	337,49	−3,56	53,35
T.D.K. #		56	367,34	−1,93	...
TOSHIBA #		4,35	28,53	−3,33	...
UNITED TECHO		66,75	437,85	+0,45	...
ZAMBIA COPPE		0,33	2,16	+3,13	...

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux ; Li = Lille ; Ly = Lyon ; M = Marseille ; Ny = Nancy ; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; ■ coupon détaché ; ● droit détaché ; # contrat d'animation ; o = offert ; d = demandé ; ↑ offre réduite ; ↓ demande réduite ; ◆ cours précédent ; ❯ Valeur pouvant bénéficier du service de règlement différé.

DERNIÈRE COLONNE PREMIER MARCHÉ (1) :

Lundi daté mardi : % variation 31/12 ; **Mardi daté mercredi :** montant du coupon en euros ; **Mercredi daté jeudi :** paiement dernier coupon ; **Jeudi daté vendredi :** compensation ; **Vendredi daté samedi :** nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

MERCREDI 12 DÉCEMBRE

Une sélection. **Cours relevés à 18 h 16**

Valeurs ▶		Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
A NOVO #	❯	17,96	117,81	−1,91
AB SOFT		6	39,36	...
ABEL GUILLEM		6,69	43,88	+5,69
ACCESS COMME		4,50	29,52	...
ACTEOS		1,44	9,45	+2,13
ADL PARTNER		9,40	61,66	+3,87
ALDETA		1,70	11,15	−1,16
ALGORIEL #		5	32,80	...
ALPHA MOS #		4,09	26,83	−1,45
ALPHA MOS BO		0,23	1,51	+9,52
ALTAMIR & CI		64	419,81	−8,57
ALTI #		9,95	65,27	−4,78
ARTPRICE COM		5,25	34,44	−2,60
ASTRA		0,51	3,35	−7,27
AUFEMININ.CO		1,22	8	...
AUTOMA TECH		2,78	18,24	+1,09
AVENIR TELEC	◆	0,17	1,12	...
AVENIR TELEC	◆	2,40	15,74	...
AVENIR TELEC	❯	2,22	14,56	−3,48
BAC MAJESTIC		2,35	15,41	−4,08
BARBARA BUI		13,39	87,83	+0,60
BCI NAVIGATI		5,40	35,42	...
BELVEDERE		20,40	133,82	+0,99
BOURSE DIREC		2,16	14,17	−5,68
BRIME TECHN		0,30	1,97	...
BRIME TECHNO		36,45	239,10	+0,14
BUSINESS ET		8,96	58,77	+0,67
BUSINESS INT		2,20	14,43	−3,51
BVRP ACT.DIV		8,13	53,33	−2,28
CAC SYSTEMES		4,30	28,21	+0,23
CALL CENTER		8,70	57,07	−1,69
CARRERE GROU		17,87	117,22	−0,28
CAST		3,22	21,12	−3,88
CEREP		16,77	110	+1,02
CHEMUNEX		0,56	3,67	...
CMT MEDICAL		12,30	80,68	+1,57
COALA #		19	124,63	−3,80
COHERIS ATIX		11,55	75,76	+0,87
COIL		13,05	85,60	−4,04
COM 6 OPE		1,55	10,17	−3,13
CONSODATA		14,40	94,46	−7,04
CONSODATA NV	◆	19,50	127,91	...
CONSORS FRAN		2,38	15,61	+0,42
CROSS SYSTEM		1,26	8,27	−3,08
CRYO #		5,15	33,78	−3,20
CRYONETWORKS.		19,82	130,01	...
CYBERDECK #		0,69	4,53	−8
CYBER PRES.P		12,06	79,11	−1,55
CYBERSEARCH		2,15	14,10	+2,87
CYRANO #	◆	...	...	...
D INTERACTIV		1,18	7,74	−4,07
DIREKT ANLAG		14,72	96,56	...
DIREKT ANLAG		10,75	70,52	−1,56
DALET #		1,31	8,59	−9,03
DATASQUARE #		0,73	4,79	...
DESK #	◆	0,89	5,84	...
DEVOTEAM #		19,75	129,55	−4,64
DMS #		12,40	81,34	−1,59
DURAN DUBOI		16	104,95	−3,03
DURAND ALLIZ	◆	0,27	1,77	...
DURAN BS 00	◆	0,12	0,79	...
EFFIK #		21,50	141,03	−0,09
EGIDE #		81,70	535,92	−0,37
EMME NV		14,95	98,07	+1,63
ESI GROUP		16,60	108,89	−0,30
ESKER		5,20	34,11	−6,81
EUROFINS SCI		19,10	125,29	−5,16
EURO.CARGO S		12,90	84,62	+6,88
FI SYSTEM #		2,10	13,78	−2,78
FIMATEX #		3,36	22,04	−0,59
FLOREANE MED		7,80	51,16	+0,65
FI SYSTEM BS	◆	0,09	0,59	...
GAMELOFT COM		0,89	5,84	−3,26
GAUDRIOT #		34,20	224,34	−0,84
GENERIX #		16	104,95	−0,99
GENESYS #	❯	14,20	93,15	−2,07
GENSET	❯	8,30	54,44	−2,70
GENUITY INC		1,57	10,30	+0,64
GL TRADE #		41	268,94	−2,38
GPE ENVERG.C		0,84	5,51	−1,18
SILICOMP #		23,10	151,53	+3,59
GUILLEMOT BS		11,55	75,76	−8,33
GUILLEMOT #		25,12	164,78	+7,81
GUYANOR ACTI		0,15	0,98	+7,14
GENESYS BS00		0,52	3,41	...
HF COMPANY		29,23	191,74	+9,07
HIGH BON DE	◆	2,81	18,43	...
HIGH CO.#		105	688,75	+0,96
HIGHWAVE OPT	❯	4,32	28,34	−4
HIMALAYA		1,90	12,46	−0,52
HI MEDIA		0,84	5,51	−3,45
HOLOGRAM IND		4,80	31,49	+22,45
HUBWOO.COM		1,85	12,14	−5,13
IB GROUP.COM		2,46	16,14	+0,41
IDP		0,98	6,43	...
IDP BON 98 (	◆	1,07	7,02	...
IGE +XAO		9,35	61,33	−0,53
ILOG #		12,92	84,75	−2,71
IMECOM GROUP		2,04	13,38	−7,27
INFOSOURCES		0,71	4,66	+1,43
INFOTEL #		28,65	187,93	+0,53
INFO VISTA		4,26	27,94	...
INTEGRA		1,59	10,43	−0,63
INTEGRA ACT.		...	...	...
INTERACTIF B	◆	0,15	0,98	...
INTERACTIF B	◆	0,30	1,97	...
INTERCALL RE		8,50	55,76	+2,41
IPSOS #	❯	63,60	417,19	+0,32
IPSOS BS00		0,95	6,23	+3,26
IT LINK		3,94	25,84	+3,14
ITESOFT		1,58	10,36	...
IXO		0,56	3,67	...
INFOSOURCE B	◆	0,01	0,07	...
KALISTO ENTE		1,67	10,95	−5,65
ORCHESTRA KA		0,92	6,03	+6,98
KEYRUS PROGI		1,12	7,35	...
LA COMPAGNIE		6,15	40,34	−9,56
TETE DS LES		1,06	6,95	+0,95
LEXIBOOK # S		16,20	106,27	−0,12
LINEDATA SER		19,45	127,58	−0,21
LYCOS EUROPE		0,83	5,44	+5,06
LYCOS FRANCE		1,80	11,81	−2,70
MEDCOST #		1,40	9,18	+2,19
MEDIDEP #		17,85	117,09	+0,56
MEMSCAP		2,71	17,78	−1,45
METROLOGIC G		53,50	350,94	−0,93
MICROPOLE UN		3,98	26,11	−0,50
MILLIMAGES		7,99	52,41	+2,17
MONDIAL PECH		5	32,80	...
NATUREX		13,75	90,19	−3,10
NET2S #		5,61	36,80	−2,09
NETGEM		2,93	19,22	−1,68
NETVALUE #		1,33	8,72	−5
NEURONES #		3,80	24,93	...
NICOX #		42,40	278,13	−9,05
OLITEC		10,51	68,94	...
OPTIMS #		1,55	10,17	−5,49
OXIS INTL RG		0,29	1,90	...
PERF.TECHNO.	◆	0,01	0,07	...
PERFECT TECH		11,30	74,12	+30,64
PHARMAGEST I		17,20	112,82	−3,91
PHONE SYS.NE	◆	2,03	13,32	...
PICOGIGA		6,30	41,33	+0,80
PROLOGUE SOF		5,60	36,73	−6,67
PROSODIE #		31,50	206,63	−1,99
PROSODIE BS	◆	1,80	11,81	...
JEAN CLAUDE	◆	1,15	7,54	...
QUALIFLOW		6,42	42,11	−1,23
QUANTEL		4,18	27,42	−2,79
R2I SANTE		3,74	24,53	+10,32
R2I SANTE BO	◆	0,02	0,13	...
RECIF #		16	104,95	...
REGINA RUBEN		0,37	2,43	+8,82
REPONSE #		10,08	66,12	−5,97
RIBER #		4,76	31,22	−2,46
RIGIFLEX INT		32,65	214,17	+2,67
RISC TECHNOL		8,78	57,59	−0,68
SAVEURS DE F		12,30	80,68	−1,52
SELF TRADE		2,56	16,79	−1,54
SITICOM GROU		5,67	37,19	−1,39
SODITECH ING		3,70	24,27	−2,12
SOFT COMPUTI		3,82	25,06	−1,55
SOI TEC SILI	❯	25,90	169,89	−1,33
SOLUCOM		28,01	183,73	−6,01
SQLI		1,39	9,12	−1,42
STACI #		1,53	10,04	+7,75
STELAX		0,63	4,13	−10
SYNELEC #		13	85,27	−5,73
SYSTAR #		3,91	25,65	...
SYSTRAN		2,19	14,37	+2,34
SOI TEC BS 0		15	98,39	+3,45
TELECOM CITY		3,42	22,43	+16,72
TEL.RES.SERV		1,68	11,02	−3,45
THERMATECH I		12,10	79,37	+21,36
TISCALI SPA		10,72	70,32	−1,38
TITUS INTERA		4,55	29,85	−3,81
TITUS INTER		1,38	9,05	−8
TRACING SERV		16,40	107,58	−0,30

SECOND MARCHÉ

JEUDI 13 DÉCEMBRE

Une sélection. **Cours relevés à 9 h 57**

Valeurs ▶		Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
AB GROUPE		27,99	183,60	−0,04
ACTIELEC TEC		4,90	32,14	−2
ALGECO #		79,50	521,49	−0,63
ALTEDIA		30,60	200,72	+0,33
ALTEN (SVN)	❯	15,75	103,31	+0,06
APRIL S.A.#(		17,15	112,50	+2,02
ARKOPHARMA #		45	295,18	...
ASSYSTEM #		35,95	235,82	+0,98
AUBAY		4,05	26,57	+1,25
BENETEAU #		85,20	558,88	+0,29
BOIRON (LY)#		68,25	447,69	−0,22
BONDUELLE		46,50	305,02	+3,31
BQUE TARNEAU	◆	78,80	516,89	...
BRICORAMA #	◆	53,45	350,61	...
BRIOCHE PASQ		69,50	455,89	−2,11
BUFFALO GRIL		8,62	56,54	−0,12
C.A. OISE CC	◆	84,90	556,91	...
C.A. PARIS I		59,30	388,98	...
C.A.PAS CAL		133,90	878,33	−0,07
CDA-CIE DES		55,50	364,06	+0,82
CEGEDIM #		54	354,22	...
CIE FIN.ST-H	◆	146,80	962,94	...
CNIM #		50,95	334,21	−0,10
COFITEM-COFI	◆	59,05	387,34	...
DANE-ELEC ME		3,15	20,66	...
ETAM DEVELOP		8,95	58,71	...
EUROPEENNE C		42,90	281,41	+0,26
EXPAND S.A	◆	46,20	303,05	...
FINATIS(EX.L	◆	120	787,15	...
FININFO		32,50	213,19	−1,52
FLEURY MICHO		22,49	147,52	...
FOCAL GROUPE		46,50	305,02	...
GECI INTL		8,05	52,80	+0,63
GENERALE LOC		12	78,71	−1,48
GEODIS		25,40	166,61	+1,60
GFI INDUSTRI		22,50	147,59	...
GRAND MARNIE	◆	7500	49196,78	...
GROUPE BOURB	◆	58	380,46	...
GROUPE CRIT		20,02	131,32	+0,10
GROUPE J.C.D		155	1016,73	...
HERMES INTL	❯	175	1147,92	...
HYPARLO #(LY		30,56	200,46	+0,03
IMS(INT.META		7,05	46,24	+0,71
INTER PARFUM		57	373,90	+0,88
JET MULTIMED	◆	16,65	109,22	...
LAURENT-PERR		25,60	167,92	+5,57
LDC		120,90	793,05	−0,08
LECTRA (B) #		4,80	31,49	+1,48
LOUIS DREYFU		14,10	92,49	+0,28
LVL MEDICAL		27,80	182,36	+1,28
M6-METR.TV A	❯	30,42	199,54	+1,40
MANITOU #		66,55	436,54	...
MANUTAN INTE	◆	40	262,38	...
PARC DES EXP	◆	120,10	787,80	...
PCAS #		22	144,31	+4,31
PETIT FOREST		44,90	294,52	−0,11
PIERRE VACAN		66	432,93	−0,15
PINGUELY HAU	❯	12,89	84,55	−1,60
POCHET	◆	108	708,43	...
RADIALL #		76,95	504,76	−0,06
RALLYE (LY)	❯	52,10	341,75	+0,48
RODRIGUEZ GR	❯	61,70	404,73	+2,83
SABATE-DIOSO		18,12	118,86	+0,33
SECHE ENVIRO		77,40	507,71	+1,84
SINOP.ASSET	◆	27,50	180,39	...
SIPAREX CROI		24,50	160,71	−1,96
SOLERI	◆	148	970,82	...
SOLVING #		49,97	327,78	...
STEF-TFE #		58	380,46	...
SYLEA	◆	40	262,38	...
SYLIS #		22,60	148,25	−1,31
SYNERGIE (EX		29,50	193,51	...
TEAM PARTNER		4,20	27,55	−1,18
TRIGANO	❯	33,81	221,78	−0,82
UNION FIN.FR		35,76	234,57	−0,17
VILMOR.CLAUS		72,75	477,21	...
VIRBAC		93,40	612,66	...

SICAV et FCP

Une sélection. **Cours de clôture le 12 décembre**

Émetteurs ▶	Valeurs unitaires ★ Euros	francs ★★	Date cours
AGIPI			
AGIPI AMBITION (AXA)	25,47	167,07	12/12
AGIPI ACTIONS (AXA)	26,11	171,27	12/12
BNP PARIBAS — 3615 BNP — 08 36 68 17 17 (2,21 F/mn)			
ANTIN OBLI. MT C	154,71	1014,83	12/12
ANTIN OBLI. MT D	141,99	931,39	12/12
ANTIN OBLI. SPREADS C	188,10	1233,86	12/12
BNP MONÉ COURT TERME	2504,49	16428,38	12/12
BNP MONÉ PLACEMENT C	13730,86	90068,54	12/12
BNP MONÉ PLACEMENT D	11988,36	78638,49	12/12
BNP MONÉ TRÉSORERIE	78273,52	513440,63	12/12
BNP OBLI. CT	166,90	1094,79	12/12
BNP OBLI. LT	34,56	226,70	12/12
KLEBER EURO SOUVERAIN C	1975,33	12957,32	12/12
Fonds communs de placements			
BNP MONÉ ASSOCIATIONS	1834,72	12034,97	12/12
BANQUE POPULAIRE ASSET MANAGEMENT — www.bpam.fr — 01 58 19 40 00			
BP OBLI HAUT REND.	109,25	716,63	11/12
BP MEDITERRANÉE DÉV.	56,82	372,71	11/12
BP NOUVELLE ÉCONOMIE	101,95	668,75	11/12
BP OBLIG. EUROPE	52,24	342,67	12/12
BP SÉCURITÉ	103490,67	678854,29	12/12
CYCLEO EUROPE CYCLIQUE.	107,51	705,22	11/12
CYCLEO EUROPE CROISSAN	120,30	789,12	11/12
CYCLEO EUROPE DÉFENSIV.	98,49	646,05	11/12
EUROACTION MIDCAP	127,44	835,95	11/12
FRUCTI EURO 50	98,15	643,82	12/12
FRUCTIFRANCE C	82,26	539,59	12/12
FRUCTIFONDS FRANCE NM	194,08	1273,08	12/12
CDC IXIS Asset Management — www.cdcixis-am.fr			
MULTI-PROMOTEURS			
LIVRET BOURSE INVEST.	183,04	1200,66	11/12
NORD SUD DÉVELOP. C	519,73	3409,21	11/12
NORD SUD DÉVELOP. D	401,10	2631,04	11/12
CAISSE D'EPARGNE — Sicav en ligne : 08 92 68 09 00 (2,21 F/mn)			
ÉCUR. 1,2,3... FUTUR D	51,07	335	12/12
ÉCUR. ACTIONS EUROP. C	17,51	114,86	12/12
ÉCUR. ACTIONS FUTUR D	64,62	423,88	12/12
ÉCUR. CAPITALISATION C	44,35	290,92	12/12
ÉCUR. DYNAMIQUE+ D PEA.	43,03	282,26	12/12
ÉCUR. ÉNERGIE D PEA	44,18	289,80	12/12
ÉCUR. EXPANSION C	14811,77	97158,84	12/12
ÉCUR. EXPANSIONPLUS C	42,32	277,60	11/12
ÉCUR. INVESTISSEMENTS D	52,84	346,61	12/12
ÉCUR. MONÉTAIRE C	224,35	1471,64	12/12
ÉCUR. MONÉTAIRE D	186,88	1225,85	12/12
ÉCUR. OBLIG. INTERNAT. D.	177,71	1165,70	12/12
ÉCUR. TECHNOLOGIES C	40,03	262,58	12/12
ÉCUR. TRIMESTRIEL D	274,21	1798,70	12/12
ÉPARCOURT-SICAV D	28,49	186,88	12/12
GÉOPTIM C	2341,73	15360,74	12/12
Fonds communs de placements			
ÉCUREUIL ÉQUILIBRE C	37,72	247,43	12/12
ÉCUREUIL PRUDENCE C	34,60	226,96	12/12
ÉCUREUIL VITALITÉ C	40,81	267,70	12/12
CRÉDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT — 08 36 68 56 55 (2,21 F/mn)			
ATOUT CROISSANCE D	345,24	2264,63	12/12
ATOUT EUROPE C	509,17	3339,94	12/12
ATOUT FRANCE C	196,95	1291,91	12/12
ATOUT FRANCE D	178,47	1170,69	12/12
ATOUT FRANCE ASIE D	76,58	502,33	12/12
ATOUT FRANCE EUROPE D	177,21	1162,42	12/12
ATOUT FRANCE MONDE D	44,55	292,23	12/12
ATOUT MONDE C	51,93	340,64	12/12
ATOUT SÉLECTION D	107,61	705,88	12/12
CAPITOP EUROBLIG C	101,74	667,37	12/12
CAPITOP EUROBLIG D	83,94	550,61	12/12
CAPITOP MONDOBLIG C	45,11	295,90	12/12
CAPITOP REVENUS D	173,72	1139,53	12/12
DIÈZE C	440,69	2890,74	12/12
INDICIA EUROLAND D	112,20	735,98	11/12
INDICIA FRANCE D	368,93	2420,02	11/12
INDOCAM AMÉRIQUE C	39,72	260,55	12/12
INDOCAM ASIE C	17,69	116,04	12/12
INDOCAM FRANCE C	337,33	2212,74	12/12
INDOCAM FRANCE D	277,28	1818,84	12/12
INDOCAM MULTI OBLIG. C	187,60	1230,58	12/12
Fonds communs de placements			
ATOUT VALEUR D	79,14	519,12	11/12
CAPITOP MONÉTAIRE C	192,62	1263,50	14/12
CAPITOP MONÉTAIRE D	182,61	1197,84	14/12
INDOCAM FONCIER	92,28	605,32	12/12
INDOCAM VAL. RESTR. C	270,31	1773,12	11/12
MASTER ACTIONS C	41,04	269,20	10/12
MASTER DUO C	14,15	92,82	10/12
MASTER OBLIGATIONS C	30,98	203,22	10/12
MASTER PEA D	12,35	81,01	10/12
OPTALIS DYNAMIQ. C	18,40	120,70	11/12
OPTALIS DYNAMIQ. D	17,25	113,15	11/12
OPTALIS ÉQUILIB. C	18,69	122,60	11/12
OPTALIS ÉQUILIB. D	17	111,51	11/12
OPTALIS EXPANSION C	14,74	96,69	11/12
OPTALIS EXPANSION D	14,39	94,39	11/12
OPTALIS SÉRÉNITÉ C	17,91	117,48	11/12
OPTALIS SÉRÉNITÉ D	15,73	103,18	11/12
PACTE SOL. LOGEM.	76,75	503,45	11/12
PACTE SOL.TIERS MONDE	81,74	536,18	11/12
CIC BANQUES — www.cic-am.com			
CIC CAPIRENTE MT C	35,91	235,55	12/12
CIC CAPIRENTE MT D	26,67	174,94	12/12
CIC AMÉRIQUE LATINE	111,69	732,64	12/12
CIC CONVERTIBLES	5,48	35,95	12/12
CIC COURT TERME C	34,27	224,80	12/12
CIC COURT TERME D	27,10	177,76	12/12
CIC DOLLAR CASH	1424,10	....	12/12
CIC ECOCIC	363,28	2382,96	12/12
CIC ELITE EUROPE	130,54	856,29	12/12
CIC ÉPARGNE DYNAM. C	2070,35	13580,61	12/12
CIC ÉPARGNE DYNAM. D	1633,01	10711,84	12/12
CIC EUROLEADERS	393,12	2578,70	12/12
CIC FRANCE C	35,46	232,60	12/12
CIC FRANCE D	35,46	232,60	12/12
CIC HORIZON C	68,38	448,54	11/12
CIC HORIZON D	65,95	432,60	11/12
CIC MENSUEL	1431,91	9392,71	12/12
CIC MONDE PEA	28,54	187,21	12/12
CIC OBLI COURT TERME C	23,26	152,58	10/12
CIC OBLI COURT TEME D	18,47	121,16	10/12
CIC OBLI LONG TERME C	15,59	102,26	12/12
CIC OBLI LONG TERME D	15,40	101,02	12/12
CIC OBLI MONDE	405,45	2659,58	07/12
CIC OR ET MAT	100,65	660,22	12/12
CIC ORIENT	161,02	1056,22	12/12
CIC PIERRE	33,69	220,99	12/12
Fonds communs de placements			
CIC PEA SÉRÉNITÉ	169,37	1110,99	07/12
CIC EUROPEA C	10,59	69,47	12/12
CIC EUROPEA D	10,30	67,56	12/12
CIC EURO OPPORTUNITÉ	31,51	206,69	12/12
CIC GLOBAL C	247,39	1622,77	12/12
CIC GLOBAL D	247,39	1622,77	12/12
CIC HIGH YIELD	102,76	674,06	10/07
CIC JAPON	8,24	54,05	12/12
CIC MARCHÉS ÉMERGENTS	108,23	709,94	07/12
CIC NOUVEAU MARCHÉ	5,80	38,05	12/12
CIC PROFIL DYNAMIQUE	23,37	153,30	11/12
CIC PROFIL ÉQUILIBRE	18,63	122,20	11/12
CIC PROFIL TEMPÉRÉ	135,42	888,30	11/12
CIC TAUX VARIABLES	197,24	1293,81	07/12
CIC TECHNO. COM	84,45	553,96	12/12
CIC USA	18,22	119,52	12/12
CIC VAL. NOUVELLES	285,20	1870,79	12/12
CREDIT LYONNAIS ASSET MANAGEMENT — www.clamdirect.com			
EURCO SOLIDARITÉ	230,64	1512,90	12/12
LION 20000 C/3 11/06/99	492,06	3227,70	12/12
LION 20000 D/3 11/06/99	414,40	2718,29	12/12
SICAV 5000	159,97	1049,33	12/12
SLIVAFRANCE	276,10	1811,10	12/12
SLIVARENTE	39,73	260,61	12/12
SLIVINTER	151,69	995,02	12/12
TRILION	747,08	4900,52	12/12
Fonds communs de placements			
ACTILION DYNAMIQUE C	180,66	1185,05	12/12
ACTILION DYNAMIQUE D	170,17	1116,24	12/12
ACTILION PEA DYNAMIQUE	66,89	438,77	12/12
ACTILION ÉQUILIBRE C	176,65	1158,75	12/12
ACTILION ÉQUILIBRE D	165,16	1083,38	12/12
ACTILION PEA ÉQUILIBRE	166,56	1092,56	12/12
ACTILION PRUDENCE C	173,28	1136,64	12/12
ACTILION PRUDENCE D	161,47	1059,17	12/12
INTERLION	234,37	1537,37	12/12
LION ACTION EURO	90,26	592,07	12/12
LION PEA EURO	91,24	598,50	12/12
Crédit Mutuel Finance			
CM EURO PEA	21,63	141,88	12/12
CM EUROPE TECHNOL	4,60	30,17	12/12
CM FRANCE ACTIONS	34,41	225,71	12/12
CM MID. ACT. FRANCE	30,95	203,02	12/12
CM MONDE ACTIONS	310,96	2039,76	12/12
CM OBLIG. LONG TERME	108,96	714,73	12/12
CM OPTION DYNAM.	30,93	202,89	12/12
CM OPTION ÉQUIL.	53,98	354,09	12/12
CM OBLIG. COURT TERME	165,44	1085,22	12/12
CM OBLIG. MOYEN TERME	342,64	2247,57	12/12
CM OBLIG. QUATRE	166,13	1089,74	12/12
Fonds communs de placements			
CM OPTION MODÉRATION	19,41	127,32	12/12
LCF ROTHSCHILD ASSET MANAGEMENT			
AMÉRIQUE 2000	125,04	820,21	12/12
ASIE 2000	79,74	523,06	12/12
NOUVELLE EUROPE	216,23	1418,38	12/12
SAINT-HONORÉ CAPITAL C	3650,48	23945,58	12/12
SAINT-HONORÉ CAPITAL D	3307,78	21697,61	12/12
ST-HONORÉ CONVERTIBLES	339,19	2224,94	12/12
ST-HONORÉ FRANCE	56,58	371,14	12/12
ST-HONORÉ PACIFIQUE	81,74	536,18	12/12
ST-HONORÉ TECH. MEDIA	115,62	758,42	12/12
ST-HONORÉ VIE SANTÉ	367,97	2413,72	12/12
ST-HONORÉ WORLD LEAD.	95,30	625,13	12/12
WEB INTERNATIONAL	26,78	175,67	12/12
LEGAL & GENERAL BANK			
STRATÉGIE IND. EUROPE	200,73	1316,70	11/12
Fonds communs de placements			
STRATÉGIE CAC	5867,81	38490,31	11/12
STRATÉGIE INDICE USA	9273,18	60828,07	11/12
LA POSTE — www.lapostefinance.fr — Sicav Info Poste : 08 92 68 50 10 (2,21 F/mn)			
ADDILYS C	107,38	704,37	12/12
ADDILYS D	106,53	698,79	12/12
AMPLITUDE AMÉRIQUE C	25,44	166,88	12/12
AMPLITUDE AMÉRIQUE D	24,64	161,63	12/12
AMPLITUDE EUROPE C	32,52	213,32	12/12
AMPLITUDE EUROPE D	31,15	204,33	12/12
AMPLITUDE FRANCE	84,45	553,96	12/12
AMPLITUDE MONDE C	225,70	1480,49	12/12
AMPLITUDE MONDE D	202,44	1327,92	12/12
AMPLITUDE PACIFIQUE C	15,73	103,18	12/12
AMPLITUDE PACIFIQUE D	15,03	98,59	12/12
ÉLANCIEL EURO D PEA	99,60	653,33	12/12
ÉLANCIEL FRANCE D PEA	40,68	266,84	12/12
ÉMERGENCE E.POST.D PEA	31,15	204,33	12/12
ETHICIEL C	105,20	690,07	12/12
GÉOBILYS C	122,08	800,79	12/12
GÉOBILYS D	111,30	730,08	12/12
INTENSYS C	20,76	136,18	12/12
INTENSYS D	17,64	115,71	12/12
KALEIS DYNAMISME C	220,35	1445,40	12/12
KALEIS DYNAMISME D	214,31	1405,78	12/12
KALEIS DYN. FRANCE C PEA	80,45	527,72	12/12
KALEIS ÉQUILIBRE C	203,44	1334,48	12/12
KALEIS ÉQUILIBRE D	197,08	1292,76	12/12
KALEIS SÉRÉNITÉ C	192,19	1260,68	12/12
KALEIS SÉRÉNITÉ D	185,78	1218,64	12/12
KALEIS TONUS C PEA	70,31	461,20	12/12
LIBERTÉS ET SOLIDARITÉ	102,19	670,32	12/12
OBLITYS C	114,35	750,09	12/12
OBLITYS D	112,56	738,35	12/12
PLÉNITUDE D PEA	44,80	293,87	12/12
POSTE GESTION C	2625,28	17220,71	12/12
POSTE GESTION D	2327,26	15265,82	12/12
POSTE PREMIÈRE	7130,76	46774,72	12/12
POSTE PREMIÈRE 1 AN	42606,49	279480,25	12/12
POSTE PREMIÈRE 2-3	9237,87	60596,45	12/12
PRIMIEL EURO C	54,48	357,37	12/12
REVENUS TRIMESTRIELS	788,92	5174,98	12/12
SOLSTICE D	365,55	2397,85	12/12
THÉSORA C	189,76	1244,74	12/12
THÉSORA D	158,41	1039,10	12/12
TRÉSORYS C	47616,02	312340,62	12/12
Fonds communs de placements			
DÉDIALYS FINANCE	82,66	542,21	12/12
DÉDIALYS MULTI-SECTEURS	63,07	413,71	12/12
DÉDIALYS SANTÉ	90,12	591,15	12/12
DÉDIALYS TECHNOLOGIES	37,50	245,98	12/12
DÉDIALYS TELECOM	48,66	319,19	12/12
OBLITYS INSTITUTION. C	99,39	651,96	12/12
POSTE EUROPE C	93,21	611,42	12/12
POSTE EUROPE D	88,90	583,15	12/12
POSTE PREMIÈRE 8 ANS C	200,85	1317,49	12/12
POSTE PREMIÈRE 8 ANS D	181,07	1187,74	12/12
REMUNYS PLUS	103,28	677,47	12/12
SG ASSET MANAGEMENT — Serveur vocal : 08 36 68 36 62 (2,21 F/mn)			
CADENCE 1 D	156,86	1028,93	12/12
CADENCE 2 D	154,72	1014,90	12/12
CADENCE 3 D	153,04	1003,88	12/12
CONVERTIS C	229,33	1504,31	12/12
INTEROBLIG C	59,59	390,88	12/12
INTERSÉLECTION FR. D	74,61	489,41	12/12
SÉLECT DÉFENSIF C	192,78	1264,55	12/12
SÉLECT DYNAMIQUE C	239,28	1569,57	12/12
SÉLECT ÉQUILIBRE 2	168,47	1105,09	12/12
SÉLECT PEA DYNAMIQUE	144,12	945,37	12/12
SÉLECT PEA 1	207,96	1364,13	12/12
SG FRANCE OPPORT. C	429,45	2817,01	12/12
SG FRANCE OPPORT. D	402,10	2637,60	12/12
SOGENFRANCE C	467,49	3066,53	12/12
SOGENFRANCE D	421,28	2763,42	12/12
SOGEOBLIG C	113,80	746,48	12/12
SOGÉPARGNE D	44,46	291,64	12/12
SOGEPEA EUROPE	223,57	1466,52	12/12
SOGINTER C	52,79	346,28	12/12
Fonds communs de placements			
DÉCLIC ACTIONS EURO	15,38	100,89	11/12
DÉCLIC ACTIONS FRANC	52,29	343	11/12
DÉCLIC ACTIONS INTER	33,66	220,80	12/12
DÉCLIC BOURSE PEA	50,95	334,21	11/12
DÉCLIC BOURSE ÉQUILIBRE	16,56	108,63	11/12
DÉCLIC OBLIG. EUROPE	17,48	114,66	11/12
DÉCLIC PEA EUROPE	24	157,43	11/12
DÉCLIC SOGENFR. TEMPO	59,05	387,34	11/12
FAVOR	311,96	2046,32	12/12
SOGESTION C	48,26	316,56	11/12
SOGINDEX FRANCE C	513,92	3371,09	11/12

LÉGENDE : ★ Hors frais. ★★ A titre indicatif.

SCIENCES **Le textile de demain sera électronique et *« bio-communicant »*. Les participants aux 5es Rencontres internationales science-industrie, organisées à Lyon par l'Institut français textile-habillement (IFTH), en sont convaincus. ● EN TRANSFORMANT les tissus et les vêtements en capteurs, supports et vecteurs d'information, les chercheurs ont conçu d'étonnants habits « intelligents ». ● FRANCE TÉLÉCOM présente aujourd'hui un gilet support d'images. D'autres ont développé des vêtements permettant de surveiller les paramètres vitaux de l'organisme. ● DES PROTOTYPES qui n'auraient pu voir le jour sans le recours à une technique ancienne, la piézo-électricité, utilisée notamment dans les allume-gaz, et à une autre plus moderne, la fibre optique, qui a révolutionné les télécommunications et qui pourrait devenir partie intégrante du tissage.**

Les vêtements du futur auront la fibre de la communication

Intégrées dans le tissu, l'optoélectronique et de la piézo-électricité permettent de fabriquer des habits « intelligents ». Certains, comme le gilet de France Télécom, affichent des images tandis que d'autres surveillent le fonctionnement du corps humain

LYON
de notre envoyé spécial

La lettre « e » est devenue préfixe. Sur Internet, on s'envoie des « e-mails » que l'on lira bientôt dans des « e-books » écrits avec de l'« e-ink ». Sans bouger de son fauteuil, on peut faire du « e-commerce » ou du « e-business »... Tout cela participe du monde de l'immatériel mais, sous peu, un des domaines les plus palpables et intimes de notre quotidien, le vêtement, va lui aussi prendre un bon coup de « e ». Les participants des 5es Rencontres internationales science-industrie, organisées à Lyon, le 27 novembre, par l'Institut français textile-habillement (IFTH), ont sans complexe franchi le pas. Pour eux, le textile de demain sera électronique et *« bio-communicant »*.

L'idée consiste à faire du textile ou du vêtement un capteur, un support et un vecteur d'information. Les premiers produits tiennent un peu du gadget mais ont le mérite d'ouvrir le bal. Ainsi, France Télécom a déjà présenté quelques prototypes : un blouson-téléphone, où tous les composants traditionnels d'un combiné sont dispersés dans l'architecture du vêtement, et une écharpe multimédia dotée d'un écran tactile et d'une mini-webcam.

Dans le domaine médical, la société américaine Vivometrics a inventé un gilet bourré de capteurs surveillant en permanence une trentaine de signes vitaux comme la fréquence cardiaque ou respiratoire. Les données recueillies sont ensuite transmises par téléphonie à un centre d'analyse. Inconvénient : ce LifeShirt ne peut encore se porter discrètement sous un chemisier ou un costume. Beaucoup reste à faire pour que ces habits « intelligents » ne se démarquent pas des vêtements traditionnels.

« La plupart des prototypes actuels sont "frankensteiniens", avec des fils partout, résume Danilo de Rossi, directeur de recherche à l'université de Pise. *C'est très bien pour des opérations de démonstration, mais personne ne portera cela. Nous nous sommes donc posé la question de savoir si on pouvait faire de l'électronique, de la mécanique ou de l'optique sur une fibre plutôt que sur une pastille de silicium ? Peut-on, par exemple, fabriquer des capteurs pour électrocardiogramme avec uniquement des fibres ? La réponse est oui. »*

RECHERCHE FONDAMENTALE

Pour y parvenir, l'équipe du professeur de Rossi a utilisé les qualités piézo-électriques de certaines fibres. Découverte par Pierre Curie, la piézo-électricité donne lieu à l'apparition de charges électriques à la surface de certains corps lorsque ceux-ci subissent une contrainte. L'étirement d'un fil par exemple. En mesurant ces charges, on peut en déduire la déformation subie par la fibre.

Forts de ces propriétés, les chercheurs de l'université de Pise ont conçu un tee-shirt « médical » sans capteur puisque le tee-shirt lui-même *est* le capteur. Ce vêtement est tissé avec plusieurs types de fibres conductrices ou semi-conductrices (fil enrobé de carbone, fil métallique et polyfluorure de vinylidène) permettant de détecter les infimes déformations du tissu engendrées par la respiration, les battements du cœur ou le pouls. A partir de ces mesures, il devient ainsi possible de calculer les rythmes respiratoires et cardiaques, de mesurer la tension artérielle et de tracer un électrocardiogramme ou un électromyogramme.

Il ne s'agit pour l'heure que de recherche fondamentale. Mais le potentiel de ces technologies est tel que les chercheurs imaginent déjà de mettre à profit l'effet piézo-électrique inverse, c'est-à-dire la capacité des fibres en question de modifier leurs dimensions sous l'effet d'une tension électrique. Les premiers essais impliquaient des tensions de plusieurs milliers de volts, pour une déformation de quelques millimètres seulement. D'autres expériences ont permis de ramener ces valeurs à quelques dizaines de volts.

Lorsque tout sera au point, on pourra donc, par exemple, envisager la confection d'orthèses souples (genouillères, coudières, chevillères, ceintures lombaires) laissant une liberté de mouvement dans l'axe non fragilisé, mais se rigidifiant dès que sera ébauché un mouvement dangereux.

Autre application porteuse d'avenir : la réalité virtuelle. Comme il existe des joysticks à retour d'effort, Danilo de Rossi imagine des gants à retour d'effort, permettant à la main de percevoir la sensation procurée par le toucher d'un objet n'existant que dans le jeu vidéo...

Dans cette course au textile intelligent, les militaires ne sont pas en reste. Selon Jean-Claude Bouvier, responsable de l'innovation pour la firme Thuasne, ils étudieraient *« des tenues détectant les gaz de combat et fermant automatiquement leur perméabilité à l'air en cas de présence de ces gaz, des vêtements surveillant les fonctions physiologiques du soldat et capables de signaler, par téléphonie, l'importance et la localisation de ses blessures, afin de préparer les soins »*.

Sans oublier ce qui, depuis quelques années, est devenu un serpent de mer de la profession : le tissu-caméléon qui change tout seul de couleur pour se fondre dans son environnement.

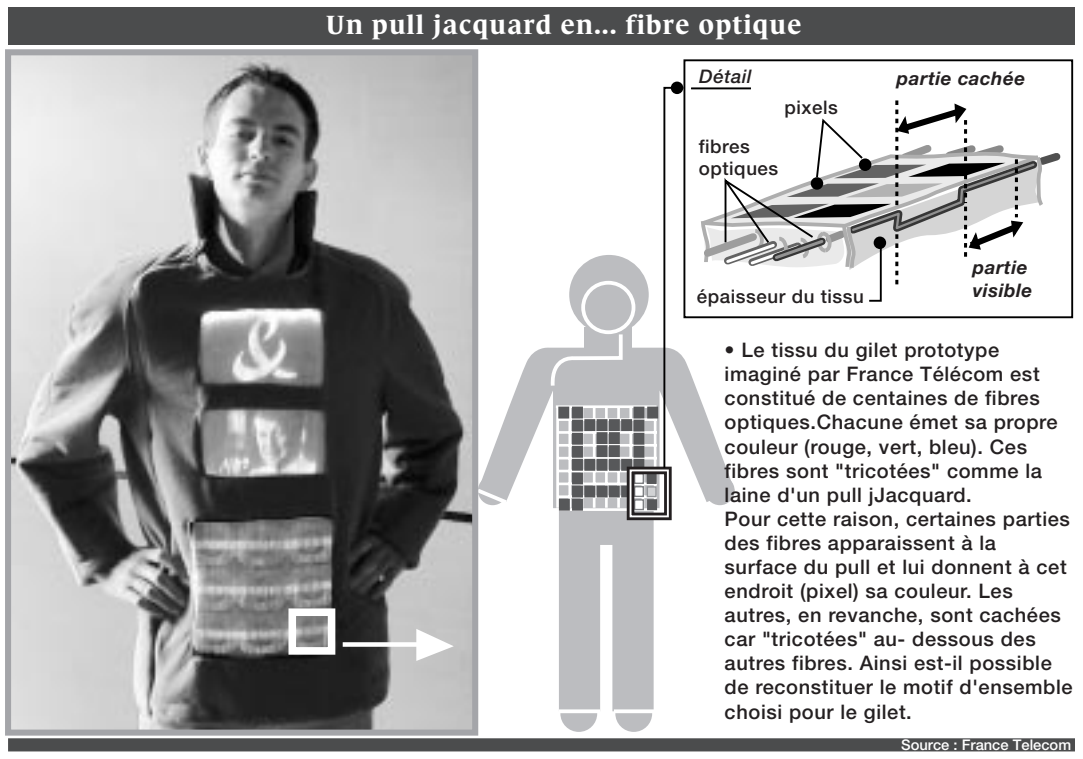
Car le e-textile du XXIe siècle ne sera pas seulement une seconde peau intelligente. A une époque toujours plus dominée par l'image, la communication et le désir impérieux de les contrôler, le tissu devra aussi afficher qui nous sommes, nos humeurs, nos créations artistiques, etc. Ainsi, l'équipe de recherche et développement de France Télécom impliquée dans le projet Vêtement communicant a mis au point un blouson doté d'un écran souple tissé... en fibre optique. Pour l'heure, la définition est grossière mais pourrait convenir, dans un avenir proche, dans le domaine du textile de maison (tapisseries murales, tapis, rideaux).

Si un vêtement pouvait offrir la définition d'un écran d'ordinateur, *« chacun pourrait*, s'enthousiasme le responsable du projet, André Weill, *développer ses propres motifs ou les télécharger sur Internet et personnaliser ainsi ses vêtements »*.

Rien n'empêchera d'avoir sur soi un tableau de Rembrandt un jour, la photographie de ses enfants le lendemain ou bien – pourquoi pas ? – un clip vidéo ou un dessin animé. Au lieu de changer de vêtement, nous ferons changer le vêtement au gré de nos envies. De quoi ruiner le secteur de l'habillement...

Pierre Barthélémy

Un pull jacquard en... fibre optique



• Le tissu du gilet prototype imaginé par France Télécom est constitué de centaines de fibres optiques.Chacune émet sa propre couleur (rouge, vert, bleu). Ces fibres sont "tricotées" comme la laine d'un pull jJacquard.
Pour cette raison, certaines parties des fibres apparaissent à la surface du pull et lui donnent à cet endroit (pixel) sa couleur. Les autres, en revanche, sont cachées car "tricotées" au- dessous des autres fibres. Ainsi est-il possible de reconstituer le motif d'ensemble choisi pour le gilet.

Source : France Telecom

Soutien-gorge intelligent

L'Institut de recherche sur les polymères intelligents de l'université australienne de Wollongong a annoncé en 2000 développer un soutien-gorge d'une conception révolutionnaire. Tissé avec des polymères capables de se déformer sous impulsion électrique et couplé à un microprocesseur, ce sous-vêtement sera censé modifier sa structure en fonction des mouvements du sein. Ainsi les bretelles du soutien-gorge d'une femme qui joue au tennis se tendront automatiquement et ses bonnets se durciront pour éviter tout ballottement désagréable. Une fois la partie terminée, tout retournera à la normale.

Dans un communiqué, les chercheurs australiens espèrent qu'un tel sous-vêtement encouragera *« plus de femmes à forte poitrine à faire du sport »*.

Le budget européen de la recherche augmente de 8 %

LE 10 DÉCEMBRE, à Bruxelles, le conseil des ministres de la recherche de l'Union européenne a adopté le 6e programme cadre de recherche et développement (PCRD). L'enveloppe totale s'élève à 17,5 milliards d'euros pour la période 2002-2006. Elle comprend 16,27 milliards d'euros pour la recherche communautaire et 1,23 pour la recherche nucléaire au travers d'Euratom. Cela représente une progression hors inflation de 8,02 % par rapport au précédent PCRD (16,2 milliards de francs en francs constants) et une augmentation de 17,44 % en francs courants (14,9 milliards d'euros).

« Une progression importante, sans que cela soit faramineux », a précisé Roger-Gérard Schwartzenberg, ministre de la recherche, en présentant le budget européen, mardi 11 décembre. L'adoption définitive du 6e PCRD n'interviendra cependant qu'au printemps 2002, une fois que le Parlement européen se sera prononcé sur le texte en deuxième lecture.

L'Europe tente de combler son retard vis-à-vis des Etats-Unis et du Japon. Selon des chiffres publiés par l'Union européenne, le Vieux Continent ne consacre en effet que 1,8 % de son produit intérieur brut (PIB) à la recherche contre 2,8 pour les Etats-Unis et 2,9 % pour le Japon. Mais le chiffre européen masque de profondes disparités entre les pays membres. La Suède caracole en tête avec 3,85 % de son PIB, suivie de la Finlande (2,92 %), de l'Allemagne (2,32 %) et de la France (2,20 %). En queue de peloton, on trouve le Portugal (0,65 %) et la Grèce (0,5 %).

Avec le nouveau budget, *« lancé pendant la présidence française, la France a obtenu satisfaction sur la totalité de ses propositions »*, a ajouté le ministre de la recherche, tant au plan des sommes obtenues que de la nouvelle structure de l'effort européen. Au lieu d'être dispersée et *« saupoudrée »* sur de multiples projets, la recherche communautaire privilégie sept thèmes prioritaires et s'organise autour de *« réseaux d'excellence »* et de *« projets intégrés »*.

Les réseaux d'excellence regroupent des équipes de recherche européennes déjà existantes, qui se fédèrent sur un champ de recherche. L'objectif de ces réseaux est de faire progresser l'état des connaissances, d'assurer la formation par la recherche et de valoriser les résultats. Les projets intégrés, quant à eux, rassemblent dans un *« consortium de recherche finalisé »* tous les acteurs nécessaires au développement d'un programme débouchant sur des produits, services ou procédés nouveaux. L'objectif est, ici, de contribuer directement à la compétitivité de l'industrie européenne.

LA PART DU LION

Ces deux nouveaux instruments seront mis en œuvre prioritairement dans les sept domaines thématiques retenus par les ministres de l'Union européenne au sein desquels la génomique, les biotechnologies et les technologies pour la société de l'information se taillent la part du lion en recevant respectivement 2,2 milliards d'euros et 3,6 milliards d'euros. Ces domaines connaissent la compétition internationale la plus féroce et une forte domination des Etats-Unis. Viennent ensuite les nanotechnologies et les nanosciences (1,3 milliard d'euros) ; l'aéronautique et l'espace (1,075 milliard d'euros) ; la qualité et la sûreté alimentaires (685 millions d'euros) ; le développement durable, le changement planétaire et les écosystèmes (2,1 milliards d'euros).

Enfin, pour la première fois, les sciences sociales sont à l'honneur avec un budget de 225 millions d'euros consacré au thème « Citoyens et gouvernance dans une société fondée sur la connaissance ». *« Les sciences humaines et sociales sont intégrées au PCRD comme disciplines de plein exercice, alors que jusqu'à présent elles étaient considérées comme des disciplines d'appoint »*, a souligné M. Schwartzenberg. A ces sept domaines thématiques s'ajoutent des crédits consacrés à la structuration et au renforcement de l'espace européen de la recherche (3,985 milliards d'euros).

Un second volet du PCRD est dédié au programme cadre Euratom, qui reçoit 1,23 milliard d'euros et définit également des domaines thématiques prioritaires de recherche. L'accent est mis sur la fusion thermonucléaire contrôlée, qui se voit dotée de 750 millions d'euros, les ministres de la recherche estimant que ce procédé de production d'énergie rejette des déchets radioactifs de faible durée de vie. Le projet *International Thermonuclear Experimental Reactor* (ITER) pourrait ainsi renaître et plusieurs pays sont favorables à son implantation sur leur sol : la France, sur le site du CEA à Cadarache, le Japon, le Canada et l'Espagne. Par ailleurs, un budget de 90 millions d'euros a été prévu pour la gestion des déchets radioactifs, et de 50 millions pour la radioprotection.

Christiane Galus

Le Monde initiatives
Le constat est économique, la réalité est sociale.
DOSSIER
Les entreprises en quête d'éthique
Pour agir sur l'économie
emparez-vous du social
MENSUEL
N° 3
25 F

La compagnie des animaux-robots

Tamagotchi, Furby et chiens Aibo ont fait des petits. C'est une véritable ménagerie électronique qui envahit, cette année, magasins et catalogues de jouets

IL PARLE, bat des ailes, ouvre le bec, éternue, ronfle, siffle, baille lorsqu'il a sommeil, répète ce que l'on dit, mange son biscuit, remue la crête et réagit à la musique. Présenté par Lansay comme *« le plus perroquet des robots »*, Coco-Web, puisque tel est son nom, est l'un des nombreux animaux-robots mis sur le marché, en ce Noël 2001. Rien que chez Lansay, paradent trois produits du genre (et pour le même prix : 399 F, 60,83 € pièce). Aux côtés de Coco, s'agitent Cat-Web, qui parle, ronronne, remue la queue et la tête, réagit aux caresses, et Web-Web, le chien qui aboie, pleure, renifle, *« exprime plus de 160 émotions »* et répond à la voix de son maître grâce à des capteurs sonores.

Souvenons-nous : l'année dernière, à la même époque, Tomy réalisait un véritable succès avec ses Lovies, des chouettes qui parlaient et accouchaient d'un petit, pour peu qu'on leur apporte toute l'attention nécessaire. En France, les Lovies ont été numéro un du Noël 2000 et le sont restées aux Etats-Unis, durant six mois. Cette année est né, chez Tomy, Dog.com (1 500 F, 228,67 €), un teckel grandeur presque nature qui, dit-on, *« explose tous les records »*. Avec 795 scripts à sa disposition, ce petit chien sait piocher ses réactions à tous les mouvements dans son entourage immédiat et à tous les sons dans un environnement plus large. Mais attention : Dog.com n'est pas cabot.

Pour obtenir de lui le maximum, il faut savoir s'en occuper. Alors, seulement, l'animal daigne se développer, selon un processus logique : d'abord enfant (chien-chien, il n'émet encore que 19 sortes de jappement, il renifle et éternue...), puis adolescent (mi-chien, mi-humain, il acquiert un registre de 48 expressions et commence à dialoguer avec son interlocuteur) et adulte (très humain, un rien chien, il ajoute 728 scripts à ses précédents bagages).

Devenu grand, Dog.com bénéficie de 16 personnalités : excentrique, farceur, endormi, peureux, dragueur, frimeur, ronchon, gourmand, maniaque, inquiet... Le passage de l'une à l'autre dépend des caresses, des tapes, des paroles et des musiques que reçoivent ses huit capteurs. Chez Tomy, Dog.com fait bon ménage avec d'autres animaux-robots : notamment Lezzim@mbo (299 F, 45,58 €), le lézard latino qui, si vilain soit-il, parvient à séduire lorsqu'il danse la rumba, le tango et le mambo ; Sac@puces (maman chien et son chiot, 698,50 F, 106,49 €) et Chipy'Rouette, un mini-robot-chat perdu sans collier (60 F, 8,78 €). Tomy pousse le bouchon jusqu'à proposer Mutsu, le poisson Fu qui, livré dans son petit bassin, se manifeste au son de la voix. Mutsu (280 F, 42,69 €) est d'ores et déjà numéro un au Japon.

Créateur du fameux Furby (lancé en 1998), qui fut le premier produit interactif de cette nouvelle génération, et actuellement leader sur le marché des animaux-robots, Tiger n'est pas en reste. La marque, qui entend encore développer *« ce segment très porteur »*, présente, cette année, une large gamme dont une des ambitions est de couvrir tous les besoins du marché. Les petits budgets pourront ainsi se satisfaire avec Poo-Chi et ses amis (Bull-Dog et Dino-Chi), à 199 F (30,34 €) la pièce. Tandis que les bourses plus garnies pourront s'offrir un Super Poo-Chi (499 F, 76,07 €). Et les plus aisés pourront craquer pour i-Cybie (1 799 F, 274,26 €) : un chien *« à interactivité extrême »*, au pedigree technique impressionnant : 16 moteurs pilotés par un ordinateur intégré, 1 400 pièces, 12 détecteurs, 27 mètres de câble électrique.

UN FRANC SUCCÈS

Après avoir créé l'événement en 1999, avec Aibo, son cyberchien destiné aux adultes, Sony continue l'aventure, et propose deux nouveaux chiens, nouvelle génération, Latte et Macaron : deux compères qui chantent, dansent, comprennent 75 mots, cherchent leur balle, gardent la maison et photographient les intrus. Ils peuvent aussi interagir l'un avec l'autre. Wow Wee, qui, l'année dernière, avait remporté un franc succès avec son chien-robot, complète sa ménagerie avec un Cyber-Chien 2 (299 F, 45,58 €), une Bio-Panthère (399 F, 60,83 €) et une Cyber-Araignée (199,90 F, 30,47 €).

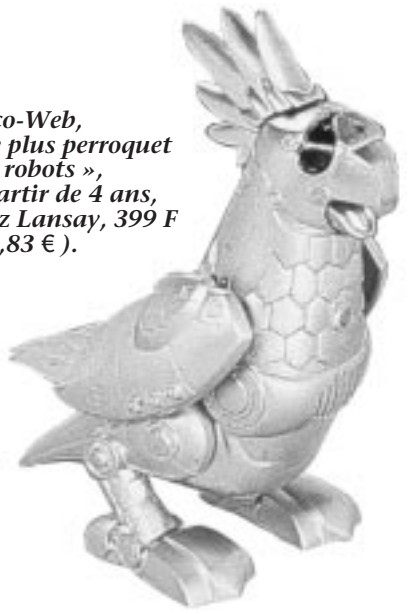
Chiens, chats, perroquets, panthères, iguanes... à l'intelligence artificielle trouveront-ils un foyer pour Noël ? Les professionnels du jouet n'en doutent pas. Dans les magasins Toys'R'Us, si l'on constate une première tendance marquée par *« le grand retour du classique »* avec des *« héros réalistes »* comme Action Man, Barbie et Harry Potter, mais aussi *« des peluches ou des jouets en bois »*, on remarque un intérêt croissant des enfants pour l'interactivité et *« les jouets vivants, comme des vrais »*. Un intérêt qui pousse les enfants vers ces nouveaux compagnons-robots. Les marques aussi sont confiantes.

Chez Tomy, Dog.com arrive numéro deux en valeur, et Lezzim@mbo numéro un en volume. Lansay prévoit de vendre 300 000 unités d'animaux-robots, se répartissant de la façon suivante : 210 000 chiens Web-Web, 75 000 chats Cat-Web et 15 000 perroquets Coco-Web. *« Nous pensons qu'il va exister deux types de consommateurs bien précis sur ce genre de produits »*, précise Serge Azoulay, directeur général de Lansay, dans *La Revue du jouet* (du 20 décembre). *« Primo, ceux qui vont suivre la tendance, et donc acheter en fonction du prix ; secundo, ceux qui vont véritablement acheter la technologie. »*

C'est sur ces données prometteuses que la marque se repose pour annoncer ses développements 2002 : un Baby-Web muni d'une petite balle rouge, des chats et des perroquets plus réalistes et une famille de robots, avec le père, la mère, la fille, le fils, le bébé et le chien (prévue pour le mois de mars), tous interactifs entre eux et avec leur maître. Meccano lancera, pour sa part, en 2002, les Bio-Bugs, des robots en forme d'insectes qui vivent en autonomie, se reconnaissent entre eux et se combattent.

Véronique Cauhapé

Dog.com, le robot-chien qui parle l'humain, à partir de 7 ans, chez Tomy, 1 500 F (228, 67 €).



Coco-Web, « le plus perroquet des robots », à partir de 4 ans, chez Lansay, 399 F (60,83 €).

Miaou-Chi, le robot-chat qui s'exprime en regards, en gestes et chansons, à partir de 4 ans, chez Tiger, 199 F (30,34 €).

Latte, un des deux chiens-robots de Sony. Il garde même la maison et photographie les intrus, pour adultes, 7 688 F (1 172,03 €).

Les réserves des psychologues

LES JOUETS interactifs et animaux robots inspirent psychologues, pédopsychiatres, psychanalystes et sociologues. Pas un qui n'ait son opinion sur le sujet. Et peu qui n'interviennent pour émettre doutes, réserves et critiques. Inquiets, la plupart en appellent à la vigilance des parents mais aussi des fabricants.

Leur crainte principale demeure cependant que l'enfant finisse, avec ces produits, par confondre le réel et l'artificiel. Comment en effet être sûr que l'enfant saura faire la différence entre *« son désir de toute-puissance et la réalité » ?*, comme le souligne dans l'hebdomadaire *Elle* du 3 décembre, la psychologue et psychanalyste Etty Buzyn, auteur de *Me débrouiller, oui, mais pas tout seul. Du bon usage de l'autonomie* (Albin Michel, 180 p., 91,20 F, 13,90 €).

L'animal-robot impose à l'enfant des devoirs sans rien donner en retour

« On leur fait croire qu'ils ont un chien, mais sans les contraintes inhérentes à la vie : l'apprentissage de la propreté, les sorties quotidiennes. »

Objets à risques, les animaux cybernétiques ? Pour de nombreux psychologues, ils contribuent en tout cas à créer du flou et du leurre. Et sont objets de tromperie. Malgré les apparences, un chien robot n'est pas, selon eux, une compagnie. Il impose à l'enfant des devoirs sans rien donner en retour. *« Il n'y a pas d'échange affectif et ces jouets sont en plus culpabilisants : si on ne les stimule pas suffisamment, ils manifestent des signes de tristesse, voire de dépression »*, remarque Joëlle Penso, pédopsychiatre, psychanalyste et membre de l'association La Cause des bébés. Aux fonctions trop définies, toute cette ménagerie technologique, ne pourrait, selon certains, permettre le fantasme et limiterait l'imaginaire.

Dociles et prévisibles, les animaux-robots n'ont que peu de liens avec la réalité. Mais ce sont précisément ces qualités qui plaisent à l'enfant. Qu'il soit séduit par un animal capable de lui faire croire qu'il est le maître absolu n'a rien d'étonnant. Le sociologue Laurent Trémel s'appuie sur ce constat pour élever le débat à hauteur des adultes et s'interroger : *« Les achats étant effectués par les parents, qu'est-ce qui les motive eux-mêmes sinon le désir de coller, de par leur geste, à certaines modes, se rapportant à l'engouement pour les nouvelles technologies que l'on constate actuellement. »*

Partant du principe que la plupart des parents travaillent désormais sur un ordinateur et téléphonent sur un portable, Laurent Trémel en déduit qu'ils trouvent ensuite tout naturel d'*« offrir à leurs enfants des jouets clignotant, prononçant des sons numérisés et répondant aux interactions humaines à la manière d'un logiciel ou d'un robot »*. Et d'ajouter : *« On comprend bien la fonction que peuvent avoir ces produits à un niveau macrosocial : ils présocialisent, en quelque sorte, les enfants à l'usage des objets actuellement utilisés par les adultes, au travail ou à la maison. »*

Pour rassurer ceux qui craignent la déferlante des animaux robots, rappelons qu'en France, à la question *« pour ou contre les jouets interactifs »*, les adultes font plutôt pencher la balance du côté des *« contre »*. Une enquête réalisée par l'IFOP pour Toys'R'Us en juin, montre que le développement de l'électronique dans le jouet ne fait pas l'unanimité chez les parents. Parmi les personnes interrogées, ils ont été, en effet, 46 % à estimer que cette évolution favorise l'éveil de l'enfant, et 52 % à penser qu'au contraire cela limite la créativité et l'inventivité de l'enfant.

V. Ca.

Challenges
Un jeudi sur deux
le news de l'économie
40 PAGES DE BANC D'ÉSSAI
Ecoles de commerce
Et aussi :
les MBA,
les mastères,
les universités
Le plus complet des classements

Le Monde A LA TELEVISION ET A LA RADIO

Le Monde des idées
LCI
Le samedi à 12 h 10 et à 17 h 10
Le dimanche à 12 h 10, 15 h 10 et à 0 h 10
Le lundi à 16 h 10

■

Le Grand Jury
RTL-LCI
Le dimanche à 18 h 30

■

La rumeur du monde
FRANCE-CULTURE
Le samedi à 12 heures

■

A la « une » du *Monde*
RFI
Du lundi au vendredi
à 12 h 45 et 0 h 10 (heures de Paris)

■

La « une » du *Monde*
BFM
Du lundi au vendredi
à 13 h 06, 15 h 03, 17 h 40
Le samedi
13 h 07, 15 h 04, 17 h 35

Isabelle Wendling, la force tranquille des handballeuses françaises

La « pivot » de Metz est l'une des pièces maîtresses des Bleues au championnat du monde en Italie

L'équipe de France féminine de handball devait affronter, jeudi 13 décembre, la Norvège en quarts de finale du championnat du monde à Bolzano (Italie). En cas de victoire, elle rencontrerait ensuite le vainqueur du match Yougoslavie-Suède. Pivot de l'équipe de France, Isabelle Wendling est, avec la gardienne Valérie Nicolas et l'arrière Leïla Lejeune, une des joueuses sur qui le sélectionneur Olivier Krumbholz compte le plus.

« ON NE RATERA PAS le Mondial si ces trois-là répondent présentes. » Signé Olivier Krumbholz, l'entraîneur de l'équipe de France féminine de handball, le propos avait été tenu fin novembre, avant que ne débute le championnat du monde en Italie. Depuis, les Bleues ont tracé leur chemin dans cette compétition : jeudi 13 décembre à Bolzano, elles devaient affronter la Norvège en quarts de finales. Mais la prédiction de leur entraîneur reste inchangée, le terme « ces trois-là » renvoyant à la gardienne de but Valérie Nicolas, l'arrière Leïla Lejeune-Duchemann et la pivot Isabelle Wendling. Trois jeunes femmes considérées par leur mentor comme *« des joueuses du meilleur niveau mondial »*.

« Nous avons une équipe qui peut faire quelque chose de bien, il y a les joueuses pour faire un podium. » Toute la personnalité, ou presque, d'Isabelle Wendling est contenue dans cette petite phrase débitée sans emportement et qui fait écho aux propos d'autant plus forts d'Olivier Krumbholz que celui-ci se montre généralement avare dans la distribution de compliments. Car si elle est considérée comme une personne placide – ce qui n'exclut pas parfois un manque de patience – Isabelle Wendling est aussi et surtout réputée pour sa modestie.

« C'est l'exemple que l'on peut faire carrière sans se comporter comme une petite star », comme le résume, de sa façon toujours un peu abrupte, Olivier Krumbholz.

Pourtant, qui en voudrait à la joueuse de l'ASPTT Metz si elle faisait valoir un peu plus le statut de « grande ancienne » (180 sélections depuis 1993) qui est désormais un peu le sien au sein de l'équipe de France et ce d'autant plus que cette dernière est en période de transition avec les congés de maternité de certaines de ses joueuses les plus emblématiques (Sandrine Mariot-Delerce, Véronique Pecqueux-Rolland) ? *« Je ne suis pas la seule dans ce cas-là »*, rétorque la Messine.

Olivier Krumbholz dit avoir compris qu'il ne fallait pas chercher à la distinguer du groupe. *« C'est la force tranquille et je ne vois pas l'intérêt d'agiter l'eau tranquille »*, explique-t-il ainsi lorsqu'on l'interroge sur sa décision, fin 2000, de confier à Stéphanie Cano plutôt qu'à Isabelle Wendling le brassard de capitaine que portait jusqu'alors Sandrine Mariot-Delerce. *« Isabelle a déjà un rôle tellement important sur le terrain, tellement de responsabilités, que je n'ai pas voulu toucher à sa situation. Elle n'a pas besoin du brassard de capitaine pour être respectée. Elle est la patronne de la défense, où elle pallie les incompétences d'autres joueuses. Et aujourd'hui, avec le retrait de Véronique Pecqueux, elle doit aussi être présente en attaque. Elle assume tout ça. Pas sans faille, mais elle est quasiment tout le temps présente dans les grands événements. »*

« Pour l'instant, ça se passe bien », convient l'intéressée, qui tient à rappeler que *« tout cela n'est pas une nouveauté »*, car elle évolue *« aussi pratiquement tout le temps en défense-attaque en club »*.

Venue au handball à 14 ans, Isabelle Wendling a eu *« un parcours atypique »*, aux dires d'Olivier Krumbholz. Elle n'a pas été détectée immédiatement au niveau national. *« Elle est arrivée tard en Espoirs »*, indique l'entraîneur des Bleues, qui *« espère qu'elle continuera au minimum jusqu'en 2004 »* et les Jeux olympiques d'Athènes.

« J'aimerais bien, mais on est à l'abri de rien », répond, prudente, la joueuse, qui dit gérer désormais son avenir *« saison après saison »*. Isabelle Wendling déclare malgré tout *« espérer pouvoir apporter encore »* à l'équipe de France. D'autant, savoure-t-elle, que *« nous avons de grandes compétitions tous les ans, ce qui n'était pas forcément le cas il y a quelques années »*.

Et ce n'est pas la pression qui pèse sur les Bleues depuis leur titre de vice-championnes du monde, en 1999, qui est faite pour lui déplaire, au contraire : *« C'est quand même mieux lorsque l'on attend de nous un résultat. »*

Une chose est sûre, elle achèvera sa carrière à l'ASPTT Metz, club pourvoyeur d'internationales, avec qui elle a été huit fois championne de France. *« J'y suis bien »*, déclare-t-elle tout simplement.

Philippe Le Coeur

Les champions du monde pensent à l'Euro 2002

L'équipe de France masculine, championne du monde en titre, entamera sa préparation pour l'Euro 2002, qui aura lieu en Suède (25 janvier-3 février), par le traditionnel Challenge Marrane de l'US Ivry (Val-de-Marne), du 26 au 30 décembre. Le sélectionneur national Claude Onesta a retenu les gardiens de but Thierry Omeyer et Bruno Martini (Montpellier) et les joueurs de champ Yohann Ploquin, Christophe Kempe, Stéphane Plantin (Toulouse), Jérôme Fernandez, Didier Dinart, Cédric Burdet, Andrej Golic, Laurent Puigsegur, Franck Junillon (Montpellier), Guillaume Gille, Mickaël Grossmann, Bertrand Gille, Daniel Narcisse (Chambéry), Olivier Girault (Paris SG) Patrick Cazal (CD Bidosoa), Seufyann Sayad (Sélestat).

Outre les Bleus, vainqueurs de l'édition 2000, les formations nationales de la République tchèque, d'Egypte et de Bosnie-Herzégovine, ainsi que quatre équipes de clubs, Ivry, CSKA Moscou, Bucarest et Schwerin (All) participeront à cette compétition.

Coupe de l'UEFA : Lyon optimiste, Lille prudent

LILLE, qui sera opposé au Borussia Dortmund en huitièmes de finale de la Coupe de l'UEFA, a hérité d'un adversaire difficile après le tirage au sort effectué, mercredi 12 décembre, tandis que la tâche de Lyon s'annonce plus aisée face aux Tchèques du Slovan Liberec. Le LOSC ne partira pas favori face à Dortmund, cinq fois champion d'Allemagne, vainqueur de la Ligue des champions en 1997 et actuel deuxième de la Bundesliga, dans la seule confrontation entre clubs éliminés de la Ligue des champions. Les Lillois auront le désavantage de disputer le match aller à domicile. Lyon, classé tête de série pour ce tirage au sort, partira dans l'inconnu face au FC Slovan Liberec, quatrième du championnat de la République tchèque (aller à Lyon). Les matches aller des huitièmes de finale auront lieu le 21 février, les matches retour le 28 février. En cas de qualification, Lille et Lyon s'affronteront en quarts de finale.

DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL : le milieu de terrain espagnol de Brescia (D1 italienne) Josep Guardiola** (30 ans), contrôlé le 4 novembre à l'issue du match Lazio Rome-Brescia, a été reconnu positif à la nandrolone lors de la contre-analyse antidopage, a annoncé, mercredi 12 décembre, le Comité olympique italien (CONI). Il avait été reconnu positif une première fois lors d'un contrôle effectué le 21 octobre après le match Plaisance-Brescia.

■ **Le Racing-club de Strasbourg (D2) pourrait décider de changer de nom** si son propriétaire, le groupe américain IMG, ne versait plus la redevance pour l'utilisation du nom du club de football professionnel au club omnisport qui en est le propriétaire. Le quotidien *L'Alsace* s'interrogeait mercredi pour savoir si le Racing allait être « débaptisé » en juillet 2002, en raison du refus du club de poursuivre le versement d'*« une redevance annuelle de 2,4 millions de francs (366 000 €) au RCS omnisport »*. Si le président d'IMG, Patrick Proisy, refuse de renouveler cette convention, il devra céder l'appellation et le numéro d'affiliation à la Fédération française.

■ **LOTO : résultats des tirages nº 99** effectués mercredi 12 décembre. **Premier tirage :** 2, 19, 23, 28, 41, 43 ; complémentaire : 22. Rapports pour 6 numéros : 4 134 765 F (630 340 €) ; 5 numéros et complémentaire : 95 730 F (14 593 €) ; 5 numéros : 6 875 F (1 048 €) ; 4 numéros et complémentaire : 324 F (49,39 €) ; 4 numéros : 162 F (24,69 €) ; 3 numéros et complémentaire : 32 F (4,87 €) ; 3 numéros : 16 F (2,43 €). **Second tirage :** 5, 17, 23, 35, 37, 44 ; complémentaire : 15. 6 numéros : 13 141 840 F (2 003 460 €) ; 5 numéros et complémentaire : 43 225 F (6 589 €) ; 5 numéros : 4 075 F (621 €) ; 4 numéros et complémentaire : 240 F (36,58 €) ; 4 numéros : 120 F (18,29 €) ; 3 numéros et complémentaire : 28 F (4,26 €) ; 3 numéros : 14 F (2,13 €).

Le footballeur Henri Camara victime d'une convention peu conventionnelle

LA COMMISSION d'appel et de l'éthique de la Ligue nationale de football (LNF) a mis en délibéré, mercredi 12 décembre, sa décision dans l'« affaire Henri Camara », du nom du footballeur sénégalais, actuellement en litige avec le RC Strasbourg. Le 27 novembre, en première instance, la LNF avait condamné le club alsacien à 100 000 francs d'amende pour avoir proposé au joueur, il y a plus d'un an, une « convention » d'un genre quelque peu particulier.

Selon l'avocat du joueur, Me Serge Pautot, il s'agit d'un *« contrat léonin »*. Instruite parallèlement devant le conseil des prud'hommes de Sedan, cette affaire en dit long sur la nature des « protocoles », « accords » et autres « conventions » qui circulent dans le football professionnel, en marge des contrats dûment établis.

Après un trajet qui l'a conduit une première fois à Strasbourg puis au club suisse du Xamax de Neuchâtel, Henri Camara débarque en Alsace à la fin du mois de juillet 2000. Il est alors libre de tout engagement. Son seul « problème » : originaire d'un pays ne faisant pas partie de l'Union européenne, il ne peut être embauché par le RC Strasbourg, qui a déjà atteint son quota de trois joueurs extra-communautaires. Pas question, toutefois, de le laisser partir ailleurs ; d'alimenter la concurrence du championnat de France. Henri Camara est donc une nouvelle fois « prêté » à Neuchâtel. La garantie de revenir à Strasbourg lui est alors donnée par le biais de cette fameuse « convention ».

Aux termes de cet accord, également appelé « pacte de préférence », le joueur s'engage à revenir à Strasbourg, où un salaire de 100 000 francs brut lui sera proposé. En attendant, comme Neuchâtel ne peut le payer que 10 000 francs par mois, Strasbourg met la main à la poche : 50 000 francs par mois lui seront remis, non pas directement car aucun contrat de travail n'est établi, mais par le truchement de son manager, au titre de « règles de facturation ». Une dernière disposition précise enfin que, si Henri Camara décide de signer dans un autre club, une indemnité réparatrice de 12,5 millions de francs lui sera demandée.

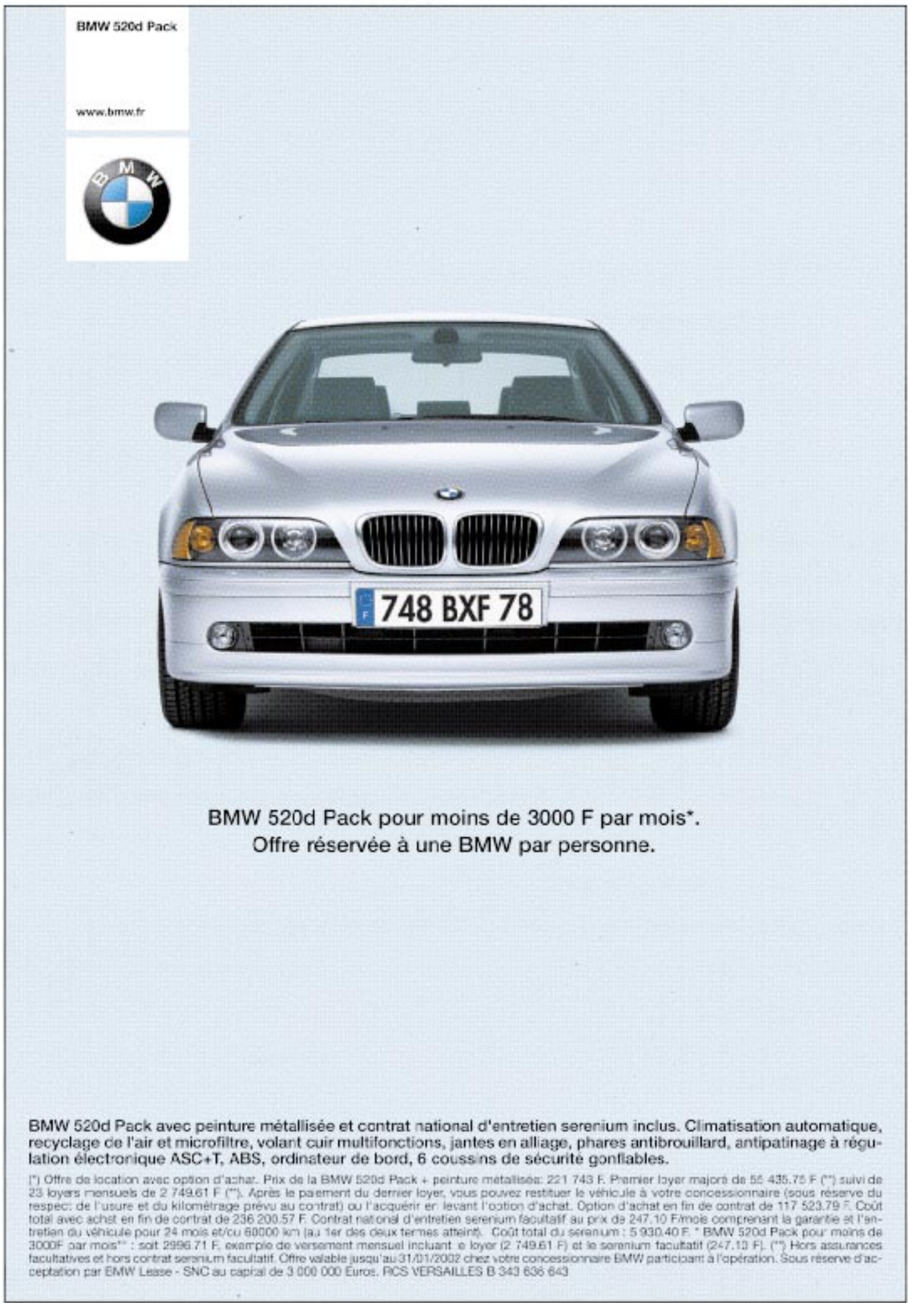
FÂCHÉ AVEC SON AGENT

Le 29 juillet 2001, après une saison passée dans le championnat suisse, le footballeur sénégalais s'engage avec le CS Sedan-Ardennes pour quatre ans en échange de 8 millions de francs de prime à la signature et un salaire mensuel de 200 000 francs. Moins d'un mois plus tard, par lettre recommandée, le RC Strasbourg lui réclame 12,5 millions de francs.

Or, Henri Camara prétend n'avoir jamais signé la « convention ». Il affirme également n'avoir rien touché des 50 000 francs que Strasbourg a versés pendant six mois à son agent, Nicolas Geiger, avec lequel il est aujourd'hui fâché. Pour Patrick Proisy, le président du club alsacien, Henri Camara a bien paraphé le document. Il estime, en outre, que ce type de convention n'a pas été soumis volontairement à l'homologation préalable de la LNF, ce qui lui a valu une amende de 100 000 francs, car elle concerne un joueur qui évoluait, à l'époque, dans un championnat étranger.

« Perturbé », de son propre aveu, par les évolutions de cette affaire, Henri Camara, lui, n'en a pas moins poursuivi son métier de footballeur professionnel dans les Ardennes. Auteur de cinq buts depuis le début de la saison, il est l'un des joueurs sedanais les plus en vue. Le 1er décembre, il a appris qu'il jouerait le match d'ouverture du Mondial 2002 contre l'équipe de France. *« Je ne pouvais rêver mieux »*, dit-il.

Frédéric Potet



Vent et neige en plaine sur le sud-est

VENDREDI. Les hautes pressions situées sur la mer du Nord dirigent un flux d'est assez fort et froid. Une zone dépressionnaire sur la Méditerranée entraîne une perturbation qui donnera de la neige en plaine. Sur la Corse, chutes de neige modérées.

Bretagne, pays de Loire , Basse-Normandie. La journée sera très ensoleillée. Le vent d'est se fera sentir à 60 km/h. Le thermomètre descendra jusqu'à –4 degrés le matin puis montera entre 0 et 2 degrés (de 3 à 6 degrés dans l'intérieur).

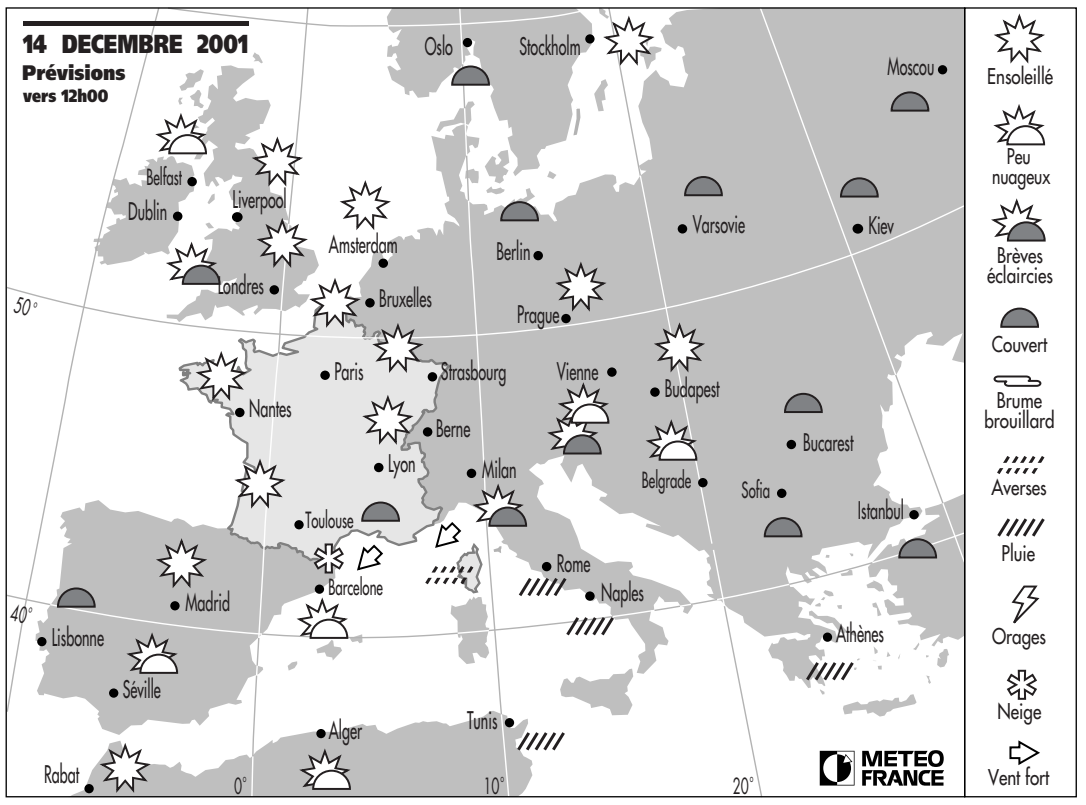
Ardennes, Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie. Le soleil brillera largement. Le vent d'est sera modéré. Le matin, les températures seront comprises entre –3 et –5 degrés et resteront négatives l'après-midi.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Le ciel sera bien dégagé avec du soleil et un vent de nord-est. Le matin, il fera entre –6 et –10 degrés. L'après-midi, le thermomètre restera négatif.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. La journée va être bien ensoleillée. En soirée, des nuages arriveront près des Pyrénées. Il fera entre –3 et –5 degrés le matin, entre 0 et –1 l'après-midi. Sur les côtes, il fera entre 2 et 3 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Après quelques chutes de neige dans la nuit sur l'Ardèche et la Drome, le temps sera bien ensoleillé. Il fera de –5 à –8 degrés en général, de –9 à –13 degrés dans certaines vallées du Massif central.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Le ciel sera souvent très nuageux avec des chutes de neige en Corse (5 à 10 cm en plaine et 20 à 40 cm sur le relief). Sur le Var et les Alpes-Maritimes, il y aura aussi de la neige en plaine dans la matinée. A partir de la mi-journée, il neigera un peu sur l'Aude et le Roussillon. Vent de nord-est jusqu'à 110 km/h entre la Corse et le continent. Le thermomètre descendra jusqu'à –3 à –7 degrés dans l'intérieur. L'après-midi, il fera de 3 à 7 degrés, et de 7 à 10 degrés sur la Côte d'Azur.



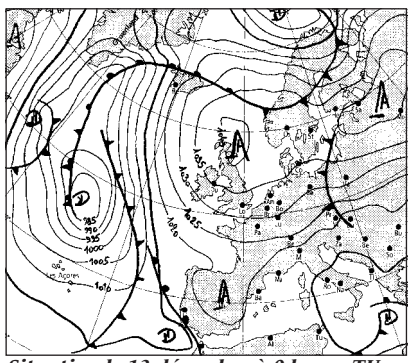
LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **PARIS.** En partenariat avec Guerlain, l'Hôtel de Crillon vient d'ouvrir un institut Guerlain qui propose soins de beauté, massages, saunas et bains turcs.

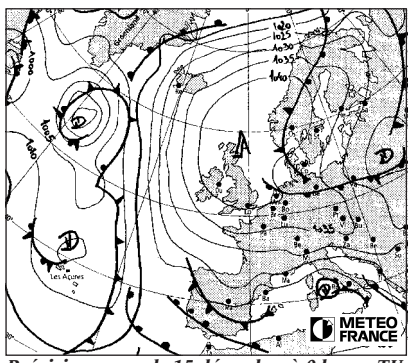
■ **DUBAÏ.** La compagnie Emirates lance une importante campagne de promotion pour prouver que Dubaï et les Emirats arabes unis figurent parmi les destinations les plus sûres et les plus accueillantes au monde. Parmi ces offres proposées : une nuit gratuite avec petit déjeuner au Burj Al Arab pour les passagers de première classe, et au Jumeirah Beach ou à l'Emirates Towers pour ceux de classe affaires. Les passagers se rendant au Proche-Orient bénéficieront de forfaits de 3 nuits, à partir de 11 dollars US la nuit, tandis que les passagers en transit pourront y séjourner à partir de 24 dollars par personne et par nuit avec transferts et petit déjeuner. Informations complètes sur le site de la compagnie : www.emirates.com

PRÉVISIONS POUR LE 14 DECEMBRE 2001
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		
AJACCIO	3/7	P
BIARRITZ	-2/3	S
BORDEAUX	-4/2	S
BOURGES	-5/0	S
BREST	-1/4	S
CAEN	-3/0	S
CHERBOURG	0/7	S
CLERMONT-F.	-8/-4	S
DIJON	-6/-1	S
GRENOBLE	-9/0	S
LILLE	-5/-2	S
LIMOGES	-6/-2	S
LYON	-6/-1	S
MARSEILLE	-2/5	C
NANCY	-5/0	S
NANTES	-3/3	S
NICE	2/9	C
PARIS	-4/0	S
PAU	-5/0	S
PERPIGNAN	3/7	P
RENNES	-2/2	S
ST-ETIENNE	-9/-5	N
STRASBOURG	-4/0	S
TOULOUSE	-4/-1	S
TOURS	-5/0	S
FRANCE outre-mer		
CAYENNE	23/31	S
FORT-DE-FR.	23/28	P
NOUMEA	23/29	S
PAPEETE	25/29	P
POINTE-A-PIT.	22/29	P
ST-DENIS-RÉ.	23/30	S
EUROPE		
AMSTERDAM	-7/-2	S
ATHENES	6/10	P
BARCELONE	1/8	S
BELFAST	2/6	S
BELGRADE	-6/-2	S
BERLIN	-9/-4	C
BERNE	-11/-5	S
BRUXELLES	-8/-3	S
BUCAREST	-9/-3	C
BUDAPEST	-11/-6	S
COPENHAGUE	-1/3	C
DUBLIN	2/5	S
FRANCFORT	-7/-2	S
GENEVE	-8/-1	S
HELSINKI	-7/-1	S
ISTANBUL	-2/4	C
KIEV	-13/-9	C
LISBONNE	10/15	C
LIVERPOOL	-2/3	S
LONDRES	-3/1	S
LUXEMBOURG	-9/-2	S
MADRID	-5/8	S
MILAN	-9/3	N
MOSCOU	-17/-11	C
MUNICH	-11/-7	S
NAPLES	2/8	P
OSLO	-3/3	C
PALMA DE M.	3/11	S
PRAGUE	-12/-6	S
ROME	-2/7	P
SEVILLE	11/19	S
SOFIA	-5/-4	C
ST-PETERSB.	-7/-3	C
STOCKHOLM	-2/4	S
TENERIFE	18/23	S
VARSOVIE	-12/-4	C
VENISE	-7/3	S
VIENNE	-9/-7	S
AMÉRIQUES		
BRASILIA	21/29	C
BUENOS AIR.	17/26	S
CARACAS	25/29	P
CHICAGO	0/4	C
LIMA	16/21	S
LOS ANGELES	9/13	P
MEXICO	8/22	S
MONTREAL	-2/11	P
NEW YORK	10/18	P
SAN FRANCIS.	8/11	S
SANTIAGO/CHI	13/30	S
TORONTO	-1/6	P
WASHINGTON	11/20	C
AFRIQUE		
ALGER	5/16	S
DAKAR	23/28	S
KINSHASA	21/31	S
LE CAIRE	11/20	S
NAIROBI	15/22	S
PRETORIA	18/24	C
RABAT	14/20	S
TUNIS	8/14	P
ASIE-OCÉANIE		
BANGKOK	25/30	S
BEYROUTH	15/20	C
BOMBAY	20/32	S
DJAKARTA	26/28	P
DUBAI	20/29	C
HANOI	13/17	S
HONGKONG	11/17	S
JERUSALEM	11/18	S
NEW DEHLI	7/24	S
PEKIN	-9/-2	S
SEOUL	-7/-1	S
SINGAPOUR	25/31	S
SYDNEY	19/26	C
TOKYO	8/14	S



Situation le 13 décembre à 0 heure TU



Prévisions pour le 15 décembre à 0 heure TU

VENTES

Des statuettes en biscuit des XVIIIe et XIXe à l'Hôtel George-V

ORGANISÉES par l'étude Tajan, une série de ventes doit avoir lieu à l'Hôtel George-V, les lundi 17, mardi 18 et mercredi 19 décembre. La première réunit des stylos d'écrivains contemporains qui seront dispersés au profit de l'association Théodora, pour financer des visites de clowns dans les hôpitaux pour enfants. Alain Decaux, Erik Orsenna, Bertrand Poirot-Delpech, Claude Lévi-Strauss, Hélène Carrère d'Encausse et bien d'autres, ont offert leur instrument d'écriture préféré, du Bic au Mont-Blanc, accompagné d'un envoi autographe (4 000 à 6 000 F, 610 à 916 €).

Les meubles et objets d'art classiques prendront le relais le mardi 18 décembre en soirée, avec deux vacations de prestige, dont l'une comprend un ensemble de statuettes en biscuit des XVIIIe et XIXe siècles, un type de céramique qui a connu alors une grande vogue.

Inventé à la manufacture de Vincennes, en 1751, le biscuit renouvelle le style des figurines émaillées qui faisaient fureur dans toute l'Europe de l'époque. Contrairement à ce que son nom laisse penser, cette pâte de porcelaine est cuite une seule fois, puis laissée à l'état brut, sans décor peint ni couverte d'émail. Sa blancheur marmoréenne est du plus bel effet, sa consistance se prête aux détails les plus fins.

Lancés par la marquise de Pompadour, les biscuits sont rapidement fabriqués dans de nombreuses manufactures, qui réalisent des portraits, des scènes de genre et scènes mythologiques. Ils connaissent un succès énorme, qui dure jusqu'à la fin du XIXe siècle.

Leurs prix dépendent de l'ancienneté, de la manufacture dont ils proviennent, chacune ayant son niveau de qualité, de l'état de conservation et des dimensions. Les plus appréciés restent ceux de Vincennes et de Sèvres, dont plusieurs sont présentés ici. Un groupe galant en pâte tendre de Vincennes intitulé *La Leçon de flûte* date du tout début de la production, vers 1752 (40 000 à 50 000 F, 6 000 à 7 500 €) ; à peu près de la même période, deux petites statuettes de la série des *Quatre Saisons* symbolisent l'été et l'hiver (7 000 à 8 000 F, 1 050 à 1 200 €).

En 1756, la manufacture de Vincennes et son personnel sont transférés à Sèvres. Un groupe de Sèvres XVIIIe d'après un modèle du sculpteur Falconet figure un homme en cuirasse enlaçant une jeune fille assise (10 000 à 12 000 F, 1 500 à 1 800 €), un modèle XVIIIe montre Vénus saisissant la pomme que lui tend un amour (10 000 à 12 000 F, 1 500 à 1 800 €).

> Lancés par la marquise de Pompadour, ils sont rapidement fabriqués dans de nombreuses manufactures

Une série réalisée dans la seconde moitié du XIXe reprend des portraits de personnages historiques exécutés par les meilleurs sculpteurs du XVIIIe : Molière et Corneille par Caffieri (18 000 à 20 000 F, 2 500 à 3 000 €), Blaise Pascal et Bossuet par Pajou (18 000 à 20 000 F, 2 500 à 3 000 €).

En 1780, la fabrique de Niderviller, en Lorraine, rachète des moules au sculpteur Cyfflé, et produit jusqu'en 1793 de charmantes figurines en biscuit : jeune femme tenant une oie (3 000 à 4 000 F, 450 à 600 €), la ravaudeuse et le savetier (6 000 à 7 000 F, 900 à 1 050 €), Vénus jouant avec l'amour (3 000 à 4 000 F, 450 à 600 €), Henri IV et Sully (7 000 à 8 000 F, 1 050 à 1 200 €).

Catherine Bedel

★ Hôtel George-V, 31, avenue George-V, 75008 Paris, mardi 18 décembre. Exposition sur place dimanche 16, de 14 à 20 heures, lundi 17, de 10 à 19 heures. Etude Tajan, tél. : 01-53-30-30-30. Expert : Georges Lefebvre, tél. : 01-42-61-18-40.
Vente de stylos lundi 17, de bijoux les lundi 17 et mardi 18, de tableaux modernes mercredi 19, expositions les dimanche 16 et lundi 17.
Une exposition intitulée « Falconet, sculpteur à Sèvres », où figurent de nombreux biscuits réalisés par cet artiste a lieu jusqu'au 7 février 2002, au Musée de la céramique, à Sèvres.

Calendrier

ANTIQUITÉS-BROCANTES

● **Paris, boulevard Arago**, jusqu'au dimanche 23 décembre ; tél. : 01-45-89-32-07.
● **Fronton (Haute-Garonne)**, le vendredi 14 décembre ; tél . : 05-61-52-74-21.
● **Marcq-en-Barœul (Nord)**, du vendredi 14 décembre au lundi 17 décembre ; tél . : 06-81-77-83-98.
● **Villefranche-de-Rouergue (Aveyron)**, le samedi 15 décembre ; tél. : 05-65-45-56-08.
● **Tarascon (Bouches-du-Rhône)**, samedi 15 décembre et dimanche 16 décembre ; tél. : 04-90-59-95-20.
● **Valence (Drôme)**, samedi 15 décembre et dimanche 16 décembre ; tél. : 04-74-69-79-04.
● **Fleury-la-Forêt (Eure)**, samedi 15 décembre et dimanche 16 décembre ; tél. : 02-32-49-54-34.
● **Eauze (Gers)**, le samedi 15 décembre ; tél. : 06-11-27-05-29.
● **Châtellerault (Vienne)**, samedi 15 décembre et dimanche 16 décembre ; tél.: 05-57-43-97-93.

ADJUDICATIONS

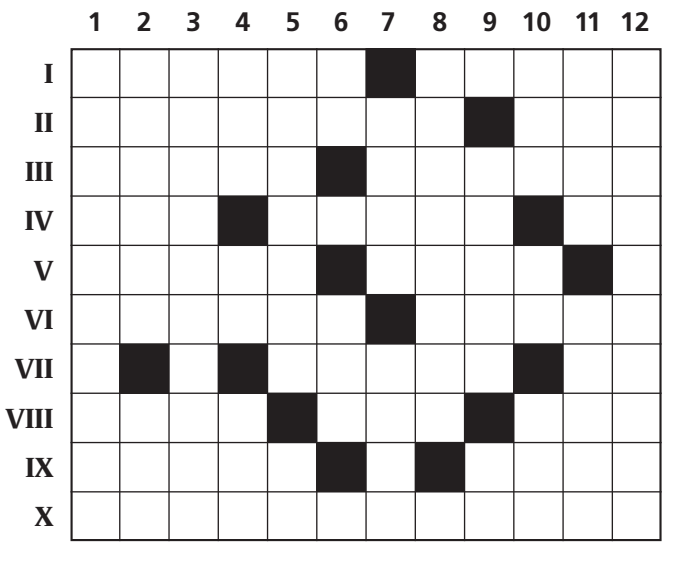
Résultats de la vente d'argenterie chez Sotheby's Paris mercredi 5 et jeudi 6 décembre.

● **Lot de 12 fourchettes et de 14 cuillers de table** plus 13 couverts à thé en argent, modèle Uniplat XVIIIe, 16 600 F, 2 530 €.
● **Ensemble de quatre couverts de table** en argent par Nicolas Gonthier, Paris 1771, modèle à filet et coquille, 4 200 F, 530 €.
● **Louche en argent,** modèle à filet, spatule monogrammée, Paris 1787, 2 000 F, 300 €.
● **Cuiller à ragoût** en argent, modèle à filet 1780, 2 200 F, 330 €.
● **Lot de cinq cuillers à moutarde** en argent et vermeil, Paris XVIIIe et début XIXe, 2 500 F, 380 €.
● **Lot de neuf pelles à sel** en argent fin XVIIIe et début XIXe, 2 400 F, 365 €.
● **Cuiller à saupoudrer** en argent par Nicolas Touraillon, Paris 1742-1743, modèle à filet, spatule monogrammée, 2 000 F, 300 €.
● **Lot de dix fourchettes et de treize cuillers de table,** Bordeaux vers 1880, 3 000 F, 465 €.
● **Deux couverts de table en argent,** modèle à filet et coquille, spatule monogrammée, Paris 1730-1745, 1 600 F, 250 €.
● **Ensemble de douze couverts de table** en argent, Paris 1819-1838, 4 000 F, 600 €.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 01 - 294

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr



HORIZONTALEMENT

I. Apprécié dans la descente. Même petit, il est apprécié dans la descente. - II. Amateur de boulettes. Indispensable de le renouveler de temps en temps. - III. Noircit les pages blanches. Musique matinale. - IV. Doublé, ça ferait sale. Avale tout. Tenues en respect. - V. Groupe inorganisé. Difficile de la retrouver une fois perdue. - VI. Ne risque pas les excès de vitesse. De l'argent pour celui qui n'en a pas. - VII. Emile Chartier. Article. - VIII. Fait l'appel. Voyelles. Vent léger. - IX. Parfum de Corse. Plus rapide que le pas. - X. Pousse au mâle.

VERTICALEMENT

1. Peu poussé à l'effort. - 2. Pousse à l'effort. Dans le fond, c'est mauvais. - 3. Beaucoup trop petits pour Fidel. - 4. Divin maître du Tonnerre. Roule en piste. Grossit le Danube. - 5. Fera venir. Eaux pyrénéennes. - 6. Porteur du disque solaire. Mis en place pour assurer la représentation. - 7. Arrive au foyer. Le plus chaud du calendrier. - 8. Grande descente. - 9. Du solide et du dur pour le bâtiment. Au bord du trou. - 10. En abattage. Assure la liaison. Fort dans son domaine. - 11. Préparés pour accueillir la progéniture. Après le jéjunum. - 12. Plutôt plate mais un peu grasse.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 01 - 293

Horizontalement

I. Harpon. Canne. - II. Atermoiement. - III. Rosace. Na. - IV. Anti. Unanime. - V. Nier. Docteur. - VI. Gésir. Ils. SO. - VII. Aigre. Nem. - VIII. Epelles. Holà. - IX. Uro. Kr. Moyen. - X. Rongées. Tête.

Verticalement

1. Harangueur. - 2. Atonie. Pro. - 3. Restes. Eon. - 4. Prairial. - 5. OMC. Rilke. - 6. Nœud. Gère. - 7. Noirs. - 8. Cénacle. - 9. Amants. Hot. - 10. Né. Ié. Noyé. - 11. Nn. Muselet. - 12. Ethéromane.

L'ART EN QUESTION

N° 252 En collaboration avec la Réunion des Musées Nationaux

Réalité ou illusion

LA PRATIQUE du moulage sur nature est largement répandue au XIXe siècle, dans divers domaines : phrénologie, ethnographie, médecine, zoologie ou botanique. L'exposition présentée actuellement au Musée d'Orsay rend compte de cette pratique en privilégiant l'empreinte sur le modèle vivant.

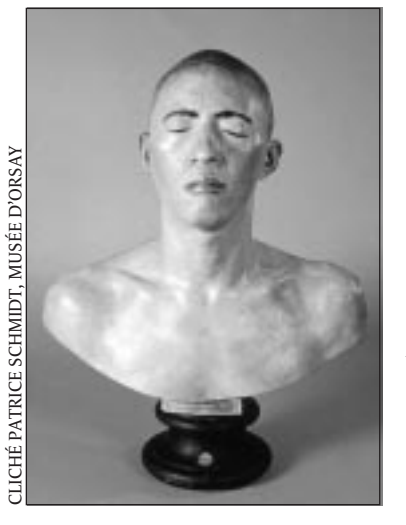
Dans le domaine scientifique, le moulage sur nature a permis de répondre à l'insatiable curiosité manifestée tout au XIXe siècle, et servi essentiellement d'instrument de travail. Cette utilisation a rencontré peu d'adversaires, même si elle a contribué à favoriser quelques dérives idéologiques dans le domaine de la phrénologie et de l'ethnographie.

Dans le domaine artistique, les polémiques furent vives. En effet l'artiste pouvait recourir au moulage sur nature avec des motivations diverses. Si la prise d'empreinte était dans certains cas destinée à devenir un document de travail, à remplacer un modèle trop cher, il arrivait aussi qu'elle soit utilisée directement pour la réalisation d'une œuvre, dans un souci de plus grand réalisme.

Ainsi les sculpteurs Clésinger ou Falguière ont-ils eu recours à cette technique, pour *Femme piquée par un serpent* (1847) et pour *La Danseuse* (1896) tandis que la fidélité au réel qui émanait de *L'Age d'airain* a fait accuser à tort son auteur, Rodin, de l'avoir pratiquée. Si cette accusation était effectivement mensongère, Rodin a fait usage du moulage sur nature au moins une fois dans sa carrière, en moulant une robe de chambre destinée à la réalisation de son monument à :

● Jean d'Aire (l'un des Bourgeois de Calais) ?
● Honoré de Balzac ?
● Claude Lorrain ?

Réponse dans *Le Monde* du 21 décembre.



CLICHÉ PATRICE SCHMIDT, MUSÉE D'ORSAY

Anonyme, France. Moulage du buste de Cheng Wong, Chinois de la région de Shanghaï, vers 1860. Plâtre peint, Musée de l'homme, laboratoire d'anthropologie. Au Musée d'Orsay, pour l'exposition « A fleur de peau, le moulage sur nature au XIXe siècle », jusqu'au 27 janvier 2002.

Réponse du jeu n° 251 paru dans *Le Monde* du 7 décembre.
Dans la peinture coréenne décorative, la tortue est, avec le dragon, le tigre et le phénix, le quatrième animal mythique.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

RÉACTIONS **Le cinéaste égyptien Youssef Chahine et le comédien et cinéaste américain Robert Redford expriment leur sentiment sur la guerre menée par l'Amérique en Afghanistan et sur les enseignements du 11 septembre. ● *« L'AMÉRIQUE refuse qu'un film non américain vienne concurrencer ses produits. Du coup, les jeunes Américains n'ont aucune idée de ce qui se passe dans le reste du monde »,* estime Youssef Chahine, qui a fait du choc des cultures le thème de plusieurs de ses films. ● POUR Robert Redford, qui incarne dans *Spy Game,* sorti le 21 novembre aux Etats-Unis, un agent de la CIA, *« il est clair que notre pays était trop content de lui ».* ● LE COMÉDIEN s'inquiète d'un excès de patriotisme après les attentats : *« Quand les gens qui posent des questions sont perçus comme manquant de patriotisme, cela devient dangereux, c'est une menace contre la liberté d'expression. »***

Youssef Chahine, Robert Redford : deux regards sur l'Amérique en guerre

Aux Etats-Unis, l'industrie du cinéma est mobilisée par l'après-11 septembre. Tandis que le cinéaste égyptien exprime sa colère contre l'hégémonie culturelle encouragée par Washington, l'acteur américain fait part de ses réserves vis-à-vis d'un patriotisme devenu obligatoire

***PRÉSENT** à Paris à l'occasion de la sortie de son nouveau film,* Silence... on tourne *(*Le Monde *du 12 décembre), Youssef Chahine répond à nos questions sur la situation internationale. Le cinéaste égyptien sera présent à la projection de* Gare centrale *(1958), jeudi 13 décembre à 20 h 30, au Ciné-Club Le Monde (cinéma du Panthéon, 13, rue Victor-Cousin, Paris-5e).*

« Pourquoi exprimer maintenant votre colère contre l'Amérique, comme vous le faites dans le numéro de décembre des *Cahiers du cinéma* ?

– Je n'ai pas de haine contre l'Amérique, j'aime trop de choses dans ce pays, je n'oublie pas que j'ai été formé et déniaisé là-bas. Mais je suis excessivement en colère contre l'administration américaine. Après les attentats horribles du 11 septembre, c'était bouleversant de voir les Américains sous le choc, ne comprenant pas les causes de ce déferlement de haine. Sans légitimer cette violence, je pense savoir d'où elle vient, mais pas les Américains, puisque leur gouvernement a décidé pour eux qu'ils ne sauront rien de ce qui se passe dans le monde !

> « Les jeunes Américains n'ont aucune idée de ce qui se passe dans le reste du monde »

» En lisant dans la presse comment les terroristes ont subi des lavages de cerveau, j'ai retrouvé la trame de mon film *Le Destin.* Quant à la collusion des milliardaires avec le terrorisme, je l'ai explicitement montrée dans *L'Autre*, qui finissait dans un bain de sang. Ces deux films n'ont jamais été vus aux Etats-Unis, car l'Amérique refuse qu'on vienne concurrencer ses produits. Du coup, les jeunes Américains n'ont aucune idée de ce qui se passe dans le reste du monde.

» Quand Sharon traite Arafat de terroriste, c'est un peu ridicule. C'est lui, l'un des plus grands terroristes de l'Histoire. Si l'on veut la paix, arrêtons d'abord la colonisation, car c'est elle qui provoque inévitablement la violence ! Les régimes arabes ne sont pas démocratiques, loin de là, mais qui donc les soutient contre la volonté des peuples ? Les Américains. Ce sont eux qui ont fait les talibans, les ont créés et financés, comme s'ils voulaient bâtir un nouvel empire du mal : la menace arabe musulmane !

– La Maison Blanche n'a pourtant pas cessé de rappeler qu'elle était en guerre contre le terrorisme et non pas contre les musulmans.

– J'ai écouté un speech de Bush avant la chute de Mazar-e-Charif et avant la libération de Kaboul, il y avait dans son discours une certaine retenue. Une fois qu'ils ont gagné la bataille militaire sur le terrain, Bush est revenu à une arrogance pas croyable. Contre toutes les conventions internationales de guerre, il veut les tuer ! S'il veut des tribunaux militaires, qu'il demande à Moubarak des conseils, ça fait vingt ans qu'il les utilise avec le succès que l'on sait : l'Egypte n'a pas fini d'en finir avec les intégristes. Je ne pense pas que ce soit la meilleure façon d'imposer la justice et la démocratie dans le monde.

LUDOVIC CAREME / MPA

Youssef Chahine : « La Maison Blanche défend très bien les intérêts de Hollywood, et Hollywood le sait. Jamais leurs sorts n'ont été aussi fortement liés. »

– L'aile radicale du Congrès américain souhaite vivement que le président Bush à la fin de la guerre contre Al-Qaida s'attaque à l'Irak...

– S'ils le font, ils donneront la preuve qu'ils ont décidé de faire des musulmans leurs ennemis. Et moi qui ne suis pas musulman, je serai très en colère !

– Cet été vous avez été décoré par le président tunisien Ben Ali, qui n'est pas un exemple en matière de respect des droits de l'homme...

– Lequel l'est dans le monde arabe ? Même Bouteflika que j'aimais au début, je commence à douter... Tous les chefs arabes aujourd'hui, à commencer par Arafat, prennent des décisions médiocres et méprisantes envers leurs peuples. Ceux qui veulent me rendre hommage, je ne vais pas leur cracher au visage. Mais ça s'arrête là. En Egypte on m'a donné deux fois le Grand Prix de l'Etat. Etait-ce pour m'acheter ou pas, ça ne va pas me changer pour autant.

– Vous vous impliquez de moins en moins dans la politique intérieure des pays arabes...

– Je le fais quand il le faut. Quand des requins de l'immobilier voulaient expulser et exproprier des fellahs de Dahab, une île sur le Nil, et enlaidir Le Caire en s'enrichissant, je suis allé avec des journalistes apporter mon soutien aux paysans et je peux vous dire que ça a changé la donne.

– Mais on ne vous a pas entendu dénoncer le procès d'un autre âge intenté récemment en Egypte contre des homosexuels.

– Je n'ai été choqué qu'en voyant les images à la BBC. En Egypte, en lisant la presse et en voyant la télé, on subit un lavage de cerveau. L'affaire était confuse, les inculpés étaient accusés d'organiser des messes noires. Chez nous il n'y a pas de loi contre l'homosexualité. Mais ils sont en train de l'inventer. Ils inventent n'importe quoi, probablement pour cacher quelque chose de plus grave, comme d'habitude...

– Les coptes d'Egypte sont de plus en plus nombreux à s'exiler, et les chrétiens pakistanais, de leur côté, ne cachent pas leur envie de quitter le pays...

– J'ai toujours eu un sentiment pro-musulman, j'ai aimé beaucoup de musulmans et je suis persuadé que l'islam est une religion plus aimante, si j'ose dire, que les autres. Cela dit, il y a eu des tueries, c'est un fait, et ce n'est pas parce qu'elles ont eu lieu loin de moi que je ne les condamne pas. Mais au lieu de critiquer un régime despotique parce qu'il ne protège pas assez ses minorités religieuses ou autres, je préfère critiquer le régime parce qu'il est despotique, point.

– L'industrie américaine du cinéma est appelée à participer à l'effort de guerre. D'après vous, à quoi ressembleront les films de l'après-11 septembre ?

– Je ne sais pas quel genre de films ils vont faire, mais Hollywood soutiendra toujours la Maison Blanche. L'industrie cinématographique est tellement protégée et défendue par Washington, que c'est tout à fait normal. Tous les présidents ont exigé, au nom du principe du libre commerce, le droit à l'hégémonie du cinéma américain. Même Bill Clinton était intraitable. La Maison Blanche défend très bien les intérêts de Hollywood, et Hollywood le sait. Jamais leurs sorts n'ont été aussi fortement liés. »

Propos recueillis par Tewfik Hakem

Un libre parleur prolifique

Né en 1926 à Alexandrie, Youssef Chahine commence sa carrière de metteur en scène en 1950, à son retour en Egypte, après avoir étudié au Pasadena Playhouse, sur la Côte ouest des Etats-Unis.

A ce jour, il a réalisé trente-quatre longs métrages et trois documentaires. Il a pratiqué la comédie musicale, le film social (*Gare centrale,* en 1958, qui assoit sa réputation internationale) et la superproduction (*Saladdin,* film panarabe et nationaliste réalisé en 1967 à la demande de Nasser). Depuis 1979 et *Alexandrie, pourquoi ?,* récit de sa jeunesse de chrétien au moment de la lutte anticoloniale, Chahine passe, de film en film, de la nostalgie à l'histoire, chroniquant le choc des cultures – la française et l'arabe dans *Bonaparte en Egypte,* la juive et l'égyptienne dans *L'Emigré.* Sa liberté de ton lui a valu de nombreux démêlés avec la censure officielle ou religieuse.

Robert Redford, comédien, à l'affiche de « Spy Game »

« Hollywood ne doit pas être un instrument de propagande de Washington »

LOS ANGELES
de notre correspondante

Il y a vingt-cinq ans, Robert Redford avait déjà eu des démêlés, potentiellement mortels, avec la CIA pour qui il travaillait dans Les Trois Jours du condor, et le revoilà en agent secret chevronné et omniscient dans Spy Game, sorti le 21 novembre aux Etats-Unis. Les événements du 11 septembre et la remise en question des services de renseignement américains qui a suivi, donnent une pertinence nouvelle à ce film d'espionnage. D'après son réalisateur Tony Scott, les sondages du public effectués après « September 11 » sont encore meilleurs que les tests antérieurs. Redford, dont le personnage de Nathan Muir représente la vieille école du renseignement humain face à l'espionnage moderne électronique, est venu présenter son film à Los Angeles.

« A l'heure actuelle, Nathan Muir saurait-il où se trouve Ben Laden ?

– Disons que s'il ne savait pas où il est, il saurait comment le trouver ! Mon personnage n'est plus d'accord avec les méthodes des nouvelles recrues de la CIA. Même avant le 11 septembre, c'était le sujet du film. Depuis, nous avons constaté les conséquences d'un travail de renseignement qui s'appuie sur la technologie plutôt que sur les ressources humaines.

– Comment réagissez-vous au 11 septembre ?

– Il est clair que notre pays était trop content de lui, trop distrait par une vie facile et cette idée que nous étions invulnérables. Et en deux heures, soudain, nous sommes devenus membres de la communauté internationale parce que nous avons appris ce que c'était de souffrir d'une façon que nous ignorions. Nous avions éprouvé les dégâts causés par notre violence intérieure – et on peut remonter jusqu'à la guerre d'indépendance –, mais nous n'avions jamais su ce que c'était d'être envahis. Ce fut un choc – y compris pour Hollywood. Et une question s'est posée immédiatement : "Comment est-ce possible ? Que faisaient nos services de renseignement ?" Plus que jamais, notre pays a besoin de bons services de renseignement.

LASZLO BALOGH

Robert Redford, entouré du réalisateur Tony Scott et de l'acteur Brad Pitt, sur le tournage de « Spy Game », à Budapest, en décembre.

– Le patriotisme a laissé peu de place à la moindre critique...

– Il y a eu une phase délicate après le 11 septembre où le pays devait se regrouper, être uni et solidaire derrière une voix, celle du président des Etats-Unis. Ce n'était pas le moment de remettre le système en question, en dépit des problèmes importants de santé, d'éducation, de protection sociale, d'environnement, d'énergie, pour lesquels cette administration est très critiquée par certains. Le pays avait besoin d'un certain patriotisme, de se retrouver autour du symbole que représente le drapeau. Jusque-là, ça me va, c'est comme une façon de cicatriser. Mais quand les gens qui posent des questions, demandent des explications ou même émettent une critique sont perçus comme manquant de patriotisme, cela devient dangereux, c'est une menace contre le principe démocratique de la liberté d'expression alors que, précisément, nous nous battons pour protéger cette liberté.

– Que pensez-vous des demandes formulées par la Maison Blanche à Hollywood ?

– Venir à Hollywood pour demander du soutien (ne pas faire de films critiques, par exemple), c'est une manœuvre politique. La communauté hollywoodienne doit faire ce qu'elle a à faire sans recevoir d'instructions de Washington. On a déjà vu ça pendant la deuxième guerre mondiale, quand Disney est devenu une machine de propagande gouvernementale. Mais il y a cinquante ans, ce soutien était peut-être nécessaire. Aujourd'hui, le monde a changé, les gens sont plus cyniques. Alors demander à Hollywood de faire passer un message ! Mais quel message et avec quel contenu ? Je ne pense pas du tout que Hollywood va se précipiter et se laisser utiliser comme instrument de propagande.

– A-t-il été question de remettre la sortie de *Spy Game* ?

– Les studios Universal ont été très attentifs aux retombées du 11 septembre qui pouvaient altérer la perception d'un film qui traite de la CIA, d'intrigues internationales et de ce que les Etats-Unis font dans d'autres pays. Mais on a conclu que c'était un très bon film de divertissement... »

Propos recueillis par Claudine Mulard

Un artiste engagé

Né en 1937 à Santa Monica, Robert Redford, après un long séjour en Europe au milieu des années 1950 et des études d'arts plastiques à New York, rencontre Sydney Lumet et commence sa carrière – des seconds rôles à la télévision et au cinéma. Ses premiers grands rôles sont dans *Daisy Clover* (1966), de Robert Mulligan, et dans *La Poursuite impitoyable* (1966), d'Arthur Penn. Sa carrière se trouve souvent au croisement de ses engagements politiques et de ses exigences artistiques, notamment dans *Jeremiah Johnson* (1972), de Sydney Pollack, manifeste écologiste, ou *Les Hommes du président* (1976), d'Alan Pakula. Sa démarche de réalisateur est animée par le même souci de cohérence, avec *Quiz Show* (1994), *Et au milieu coule une rivière* (1992) et *L'homme qui murmure à l'oreille des chevaux* (1998). Il est également le créateur du Sundance Institute, qui relança le cinéma indépendant américain au début des années 1990.

Le Palais de Tokyo, laboratoire des arts

Un nouveau site de création contemporaine, déjà controversé, sera inauguré le 19 janvier 2002 dans l'édifice dont l'architecture a été dénudée

ANNE LACATON ET JEAN-PHILIPPE VASSAL

Image de préfiguration de la grande salle sous la verrière, à l'intérieur du Palais de Tokyo.

LE SAMEDI 19 JANVIER, le nouveau site de création contemporaine sera inauguré au Palais de Tokyo, mitoyen du Musée d'art moderne de la Ville de Paris (*Le Monde* du 9 avril 1999). Il n'est pas ouvert qu'il fait déjà jaser. A New York, à Cologne, à Bâle, il vient dans la conversation des professionnels de l'art contemporain dès qu'un Français se présente. Les moins bien informés le situent au Japon. D'autres, plus au courant, l'enverraient bien au diable, ce que firent naguère des artistes en rédigeant une pétition auprès du ministère de la culture (*Le Monde* du 4 juin 1999).

Qu'est-ce que cet endroit ? Un musée ? Non, il n'a pas de collection. L'équivalent des Kunsthalle allemandes, qui ont vocation à organiser uniquement des expositions temporaires ? Paris a déjà la Galerie nationale du Jeu de paume pour cela, à laquelle on reproche parfois une programmation trop sage. Le Palais de Tokyo ne risque pas ce travers : il se veut *« dédié à la création actuelle, expérimental, interdisciplinaire, flexible, planétaire... »*

UN GRAND RICANEMENT

Le projet avait été annoncé le 7 avril 1999 par la ministre de la culture d'alors, Catherine Trautmann. Les services de la délégation aux arts plastiques (DAP) avaient ensuite semé un certain émoi en annonçant que le futur centre d'art serait piloté par une équipe légère recrutée hors des milieux institutionnels. Les conservateurs de musée s'étaient sentis désavoués, et les artistes ont réclamé la tête, au sens figuré, de la direction : il la voulait confiée à l'un des leurs. Cette dernière fronde s'apaisa dans un grand ricanement lorsque la ministre annonça la création d'un *« conseil scientifique »* composé d'artistes choisis par ses services. Le rire vint de ce qu'on avait négligé de demander leur avis aux heureux élus : deux d'entre eux, Annette Messager et Bertrand Lavier, déclinèrent l'honneur qui leur était fait malgré eux, et le firent savoir. Pour finir, le fameux conseil a disparu. Les artistes ont été intégrés au conseil d'administration, présidé par le critique Pierre Restany. Ils y ont un droit de vote, mais sont minoritaires.

Le Palais de Tokyo est codirigé par deux critiques d'art, Nicolas Bourriaud, trente-six ans, et Jérôme Sans, quarante et un ans, nommés pour trois ans non renouvelables. Ils ont l'un et l'autre une solide expérience dans l'organisation d'expositions internationales et sont informés des toutes dernières tendances, qu'ils ont dans certains cas eux-mêmes contribué à créer. Leur vision est radicale, mais ouverte. Leur maître-mot, à l'image du bâtiment : décloisonnement. Pour commencer, il n'y a pas à proprement parler d'espace réservé : *« Expositions individuelles et collectives peuvent se dérouler indifféremment ici ou là, deux projets se contaminer mutuellement... »*, disent-ils. La durée même des expositions sera variable. Jérôme Sans le conçoit comme *« un vrai laboratoire »*, Nicolas Bourriaud insiste sur sa *« capacité à réagir à l'actualité »*.

Cependant, le lieu peut se diviser grosso modo en deux espaces principaux : une grande salle sous la verrière, et des salles latérales plus petites. Il faut y ajouter le dessous de l'escalier monumental, baptisé « le salon », où, tous les six mois, un artiste est invité à s'installer. Plus « le stand » situé à l'entrée et confié chaque mois à une revue, à une association ou à un collectif d'artistes. Sans oublier « le module », dévolu à la Caisse des dépôts et consignations. Celle-ci produit en effet des œuvres de jeunes artistes qu'elle expose depuis 1996 dans une galerie lui appartenant, quai Voltaire. Ses responsables ont décidé de traverser la Seine pour s'intégrer en partenariat au projet du Palais de Tokyo, à hauteur de 152 489 euros (1 million de francs).

Ce ne sera pas le seul partenariat du site : si l'essentiel des 1,6 millions d'euros (10,5 millions de francs) du budget de fonctionnement annuel repose sur l'Etat, les responsables du Palais de Tokyo ont su trouver d'autres apports, sur des segments particuliers de la programmation. Ainsi, JAS Hennessy & Co s'engage sur trois ans à apporter une aide directe à la production des œuvres, à hauteur de 304 898 euros (2 millions de francs). Très actif dans le mécénat en Grande-Bretagne, Bloomberg s'engage pour la première fois en France, en cofinançant les expositions d'ouverture. L'apport de Pioneer se fera en nature, si l'on peut dire : les technologies nouvelles faisant désormais partie de la panoplie du vocabulaire artistique, l'entreprise fournira les écrans plasma, lecteurs de DVD et autres matériels hi-fi nécessaires.

SPECTACLE VIVANT

Hors les murs, le Palais de Tokyo veut aussi tisser des liens avec les centres d'art parisiens, comme Le Plateau, dans le 19e arrondissement, mais aussi de province. Il s'agit, selon ses directeurs, de *« servir de relais, de vitrine, pour montrer à Paris la vitalité artistique française d'aujourd'hui »*. Leur mission consiste en effet à défendre l'art français, ou créé en France. *« Mais comment défendre les artistes français ? Nous croyons qu'il ne sert à rien désormais de créer de toutes pièces une école nationale, comme l'ont fait les Anglais avec les YBA (Young British Artists). Nous préférons d'emblée mêler les artistes français à la scène internationale. »*

A l'intention de ceux qu'une telle énumération pourrait dérouter, les responsables ont prévu de mettre à disposition une équipe conséquente de médiateurs. *« Nous préférons,* disent-ils, *ce terme à celui de gardiens. Nous recrutons des gens capables de parler des expositions, de répondre aux attentes et aux questions du public. »* C'est également ce principe qui détermine le peu banal horaire d'ouverture des lieux, de midi à minuit.

« Nous sommes partis d'un constat étonnant, dit Nicolas Bourriaud. *Les endroits destinés à l'art sont, presque partout, calés sur des horaires administratifs. Comment, alors que tout le monde se plaint d'un manque de visibilité de l'art contemporain, inciter les gens à visiter des lieux qui ferment à 18 heures ? Nous nous sommes inspirés des horaires en vigueur dans le spectacle vivant. On peut venir chez nous comme on va au théâtre ou au concert, le soir, après le travail. Le visiteur pourra y trouver des arts plastiques, mais aussi des espaces de débats, de rencontres, et – pourquoi pas ? – des DJ, de la musique. Le Palais de Tokyo sera autant un lieu de réflexion qu'un lieu festif. »*

Harry Bellet

Le Plateau, un autre pôle culturel parisien

Deux jours avant le Palais de Tokyo s'ouvrira un autre centre d'art, baptisé Le Plateau. Situé dans le 19e arrondissement, il n'est pas dans les beaux quartiers et ne dispose pas des mêmes moyens (457 347 euros, soit environ 3,5 millions de francs), mais son inauguration est le résultat d'une longue bataille (*Le Monde* du 13 juin 2000) et sa programmation s'annonce remarquable. Pas bégueule, le Palais de Tokyo organisera, lors de son ouverture, une navette vers son petit frère. Demi-frère, en fait, puisque loin d'être né dans un cabinet ministériel, ce projet vient des habitants du quartier de la rue des Alouettes, qui ont arraché de haute lutte au groupe Bouygues la concession de 600 mètres carrés dans un nouvel ensemble de logements construit à l'emplacement des anciens studios de la SFP, près des Buttes-Chaumont. Les riverains voulaient *« un pôle culturel fort, afin que le quartier retrouve une identité précise, qu'il soit vivant et dynamique »*. Ils ont gagné, et Paris avec eux.

Lacaton et Vassal : deux esturgeons montent à Paris

C'EST PAR L'ENTREPÔT de Bordeaux qu'on s'approche du Palais de Tokyo à Paris. Rénové en 1978 avec l'idée d'accueillir toutes formes d'art, l'Entrepôt est l'un des nombreux ancêtres de Tokyo nouvelle formule. Il abrite notamment Arc-en-Rêve, un des rares centres français consacrés à l'architecture, et qui, à l'époque où Jacques Chaban-Delmas était maire de la ville, put participer avec une rare intensité à la réflexion urbaine. Ce temps-là est fini. Enarques et fonctionnaires municipaux ont pris leurs distances avec ces saltimbanques, que le ministère de la culture subventionne pourtant. Arc-en-Rêve s'attache à survivre, et a justement programmé Lacaton et Vassal pour une exposition en mars 2002.

Anne Lacaton, quarante-six ans, et Jean-Philippe Vassal, d'un an son cadet, sont enfants du pays, où ils se sont fait remarquer par deux maisons : l'une, spartiate, célèbre pour son prix, 430 000 francs ; l'autre, pour sa situation dans les pins et sa résistance souple aux tempêtes. Ils ont aussi construit pour l'université de Grenoble, ainsi que des bureaux à Nantes.

Tels deux esturgeons, les architectes ont remonté fleuves et canaux pour se faire reconnaître à Paris comme spécialistes de l'architecture *« à faible coût »*, ce qui ne signifie pas pauvre, mais rapportée à l'essentiel, qui est souvent fait d'imagination. C'est la part du rêve, et c'est par une référence habile à la place Jemaa el Fna de Marrakech, qu'ils ont remporté le concours contre quelques autres oiseaux-mouches et migrateurs de l'architecture. Un concours bizarre puisqu'il devait faire oublier celui remporté en 1994 par Frank Hammoutène. L'architecte avait été chargé de faire l'obscurité dans le bâtiment construit en 1937 pour capter la lumière, par Dondel, Aubert, Viard et Dastugue, et abriter jusqu'en 1974, le Musée national d'art moderne. Hammoutène avait commencé à faire le vide, afin de dégager les espaces encombrés de cimaises et de faux plafonds.

UNE DÉMARCHE À L'ÉCONOMIE

Des 300 millions de francs octroyés par Catherine Trautmann pour le projet cinéma, 80 furent ainsi dépensés dans ce formidable grattage, occasion de repérer les faiblesses du béton d'origine. Le nouveau projet Palais de Tokyo ne concerne plus que 8 700 mètres carrés (dont 3 000 d'exposition, 4 000 d'espaces « publics » et 2 000 de réserves et de locaux techniques), sur les 20 000 que compte l'édifice. Deux fois moins d'espace, dix fois moins de moyens. Lacaton et Vassal ne disposaient en effet, quant à eux, que d'un budget de 20 millions de francs, devenu une donne, un élément *« déterminant »*, nous dira Jean-Philippe Vassal, qu'il aura fallu transformer en contrainte, en vertu romaine.

Hors de question pour eux de reboucher le moindre trou ni de passer au blanc le moindre centimètre carré dans cette grande carcasse : *« La moindre intervention et on entrait dans l'engrenage sans fin des raccords. »* Une démarche de l'économie, initiée, en 1989, par Eric Danel à la Manufacture des Œillets, à Ivry, livrée, presque dans son état d'origine à tous les vents de la création. Et reprise, avec plus de fantaisie archéologique, par Patrick Bouchain, lorsqu'il repensa l'usine Lu pour le Lieu unique, à Nantes.

Mais s'ils ne sont pas les premiers à avoir ainsi travaillé sur l'idée de *« lieu ouvert »*, jamais un édifice, sauf erreur ou omission, n'avait été ainsi laissé à l'état de splendide écorché. *« Une position esthétique, pas une esthétique »*, précise Jean-Philippe Vassal.

N'ont-ils vraiment fait qu'isoler, ignifuger, et réparer enfin chauffage, plomberie, toiture ou électricité ? Tout est en effet possible dans le nouveau Palais de Tokyo : peindre, sculpter, exposer, s'exhiber, s'installer, manger, projeter, bavarder, discourir. Il n'y a rien à endommager sous les hautes verrières retrouvées. Le sol est crade, les murs itou. Il suffit cependant de regarder comme les passerelles de l'avenue Winston-Churchill sont dessinées et posées, et comme le sont, rue de la Manutention, les nouveaux escaliers de secours pour se laisser convaincre : les esturgeons Lacaton et Vassal ne sont pas des manchots.

Frédéric Edelmann

Six expositions

● **Palais de Tokyo :** 13, avenue du Président-Wilson, Paris-16e. Adresse postale : 2, rue de la Manutention F, 75116 Paris. Internet : www.palaisdetokyo.com/

● **Six expositions** sont programmées pour l'ouverture du 19 janvier. La première réunit une vingtaine d'artistes choisis dans la nouvelle génération qui travaille, selon les commissaires, dans *« une sorte de surréalisme pop »*. Dans un autre registre, le palais présente quatre expositions personnelles :

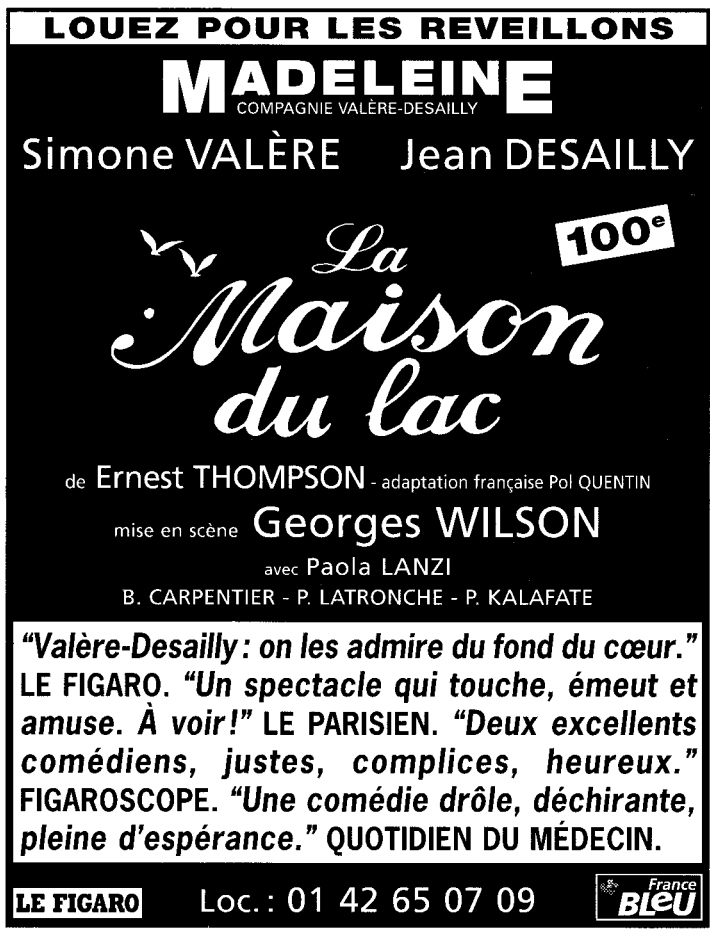
● **Mélik Ohanian,** avec deux installations *« explorant les notions de territoire, de culture et de communauté »*.

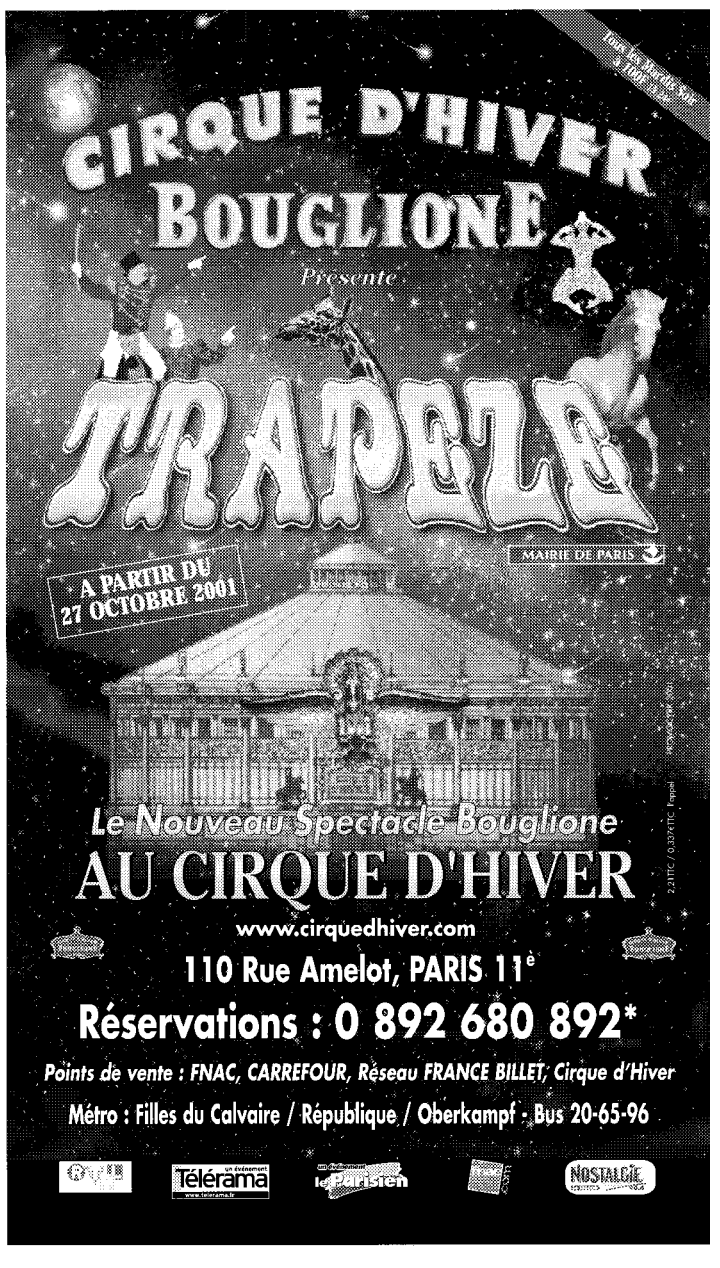
● **Navin Rawanchaikul,** qui met en scène deux héros de l'art d'aujourd'hui, Curatorman (le commissaire d'exposition) et Dealerman (le marchand).

● **Monica Bonvicini,** qui *« interroge l'architecture de manière critique »*.

● **Meschac Gaba**, qui installe sous l'escalier un *« Musée d'art contemporain africain »*.

● **L'espace du « Stand »** est confié jusqu'au 17 février à la revue gratuite d'art contemporain *+3301*, qui veut organiser des rencontres avec des artistes, des dédicaces et des lectures publiques.





Un rapport parlementaire examine le dossier de la copie privée

Le député (PS) Didier Migaud a rendu public, jeudi 13 décembre, un rapport d'information sur cette épineuse question. Au centre des préoccupations : la taxation des supports fixes, comme les disques durs d'ordinateurs

Didier Migaud, député (PS) et président de la commission des finances, de l'économie générale et du plan de l'Assemblée nationale, a rendu public, jeudi 13 décembre, un rapport consacré à la question de la copie d'œuvres pour un usage privé et à sa rémunération. Le rapport Migaud constate la difficulté qu'il y a à cerner la nature des nouveaux supports (disques durs, mémoires amovibles ou intégrées à des équipements, agendas électroniques, décodeurs, etc.) et à évaluer la part revenant à la copie privée. Il souligne le manque de moyens de la commission Brun-Buisson (chargée de réviser et d'étendre les modalités de la rémunération sur la copie privée) et lui dénie le pouvoir de statuer sur les montants et les conditions de la rémunération de la copie privée. Il demande que la question soit discutée et réglée par les voies parlementaires, donc traitée comme une question fiscale.

DIDIER MIGAUD, député (PS) et président de la commission des finances, de l'économie générale et du plan de l'Assemblée nationale, a rendu public, jeudi 13 décembre, un rapport d'information consacré à la copie privée, épineux sujet qui avait valu à Catherine Tasca, ministre de la culture et de la communication, le sobriquet de « Mme Taxa ».

En janvier, révélant avant l'heure, et de manière erronnée, les propositions de la commission Brun-Buisson chargée de réviser et d'étendre les modalités de la rémunération sur la copie privée, Mme Tasca avait semé la zizanie en annonçant, dans un entretien au *Figaro* « *une taxation des ordinateurs, disques durs, consoles de jeux, décodeurs, en bref, tout support permettant d'enregistrer des œuvres* ». Levée de boucliers – au Parlement, chez les consommateurs, chez les fabriquants d'ordinateurs –, incompréhension totale à Bercy et à Matignon. Didier Migaud y avait perçu un signe de dysfonctionnement, dans un secteur sensible dont les recettes doivent s'élever à 1 milliard de francs dès 2001, 1,5 milliard pour 2003.

Le dispositif concernant la rémunération pour copie privée a été défini par la loi de 1985, dite Loi Lang, afin de compenser le préjudice subi par les artistes et leurs ayants droit lors de l'enregistrement d'œuvres sur des supports vierges (à l'époque, cassettes audio ou vidéo, essentiellement) par des personnes privées. La même loi confiait à une commission paritaire (représentants des ayants droit, des fabriquants, des consommateurs...) le pouvoir de fixer l'assiette, les taux et les modalités de recouvrement de la rémunération.

NOUVEAUX SUPPORTS

Avec l'arrivée des nouveaux supports, en particulier des CD enregistrables (CDR), les consommateurs ont abandonné peu à peu les cassettes, sans que les nouveaux supports soient taxés – faisant chuter les recettes de la copie privée de 806 millions de francs en 1994 à 539 millions de francs en 2000. La commission, qui ne s'était pas réunie depuis quatorze ans, a repris ses travaux, présidée par Francis Brun-Buisson, conseiller-maître à la Cour des comptes.

Annoncée le 4 janvier, l'extension de la loi aux supports numériques vierges (CD, DVD, et CD-ROM) avait semblé contenter tout le monde. C'est la question des supports fixes, notamment des disques durs d'ordinateurs, dont l'usage n'est pas uniquement consacré à l'enregistrement de films ou de musiques, qui mit le feu aux poudres. Presque une année plus tard, les industriels de l'informatique et les représentants des artistes s'opposent frontalement au sein de la commission Brun-Buisson. M. Migaud s'en inquiète, sans remettre en question le principe de la copie privée, « *parfaitement légale* », ni celle de la gestion collective des droits, redistribués à chacun des ayants droit après un prélèvement de 25 % destiné à l'aide à la création et à l'action culturelle, et déduction faite des frais de gestion.

Le rapport constate la difficulté qu'il y a à cerner la nature des nouveaux supports (disques durs, mémoires amovibles ou intégrées à des équipements, agendas électroniques, décodeurs, etc.) et à évaluer la part revenant à la copie privée. Le rapport souligne le manque de moyens de la commission Brun-Buisson, notamment en matière d'informations fiables qui lui permettraient de sortir de la logique du choc des lobbies. Il constate que « *le fonctionnement même de la commission de la copie privée est de plus en plus contesté, érodant fortement* [la] *légitimité* » d'un organisme dont le président, somme toute, disposerait de pouvoirs régaliens.

UNE QUESTION FISCALE

Les conclusions d'une étude menée par le Groupement européen de sociétés d'auteurs et de compositeurs (Gesac) montre que sur vingt pays européens disposant d'un régime de copie privée, seuls quatre, dont la France, en ont confié la responsabilité à une commission, les autres ayant choisi la voix législative ou ministérielle.

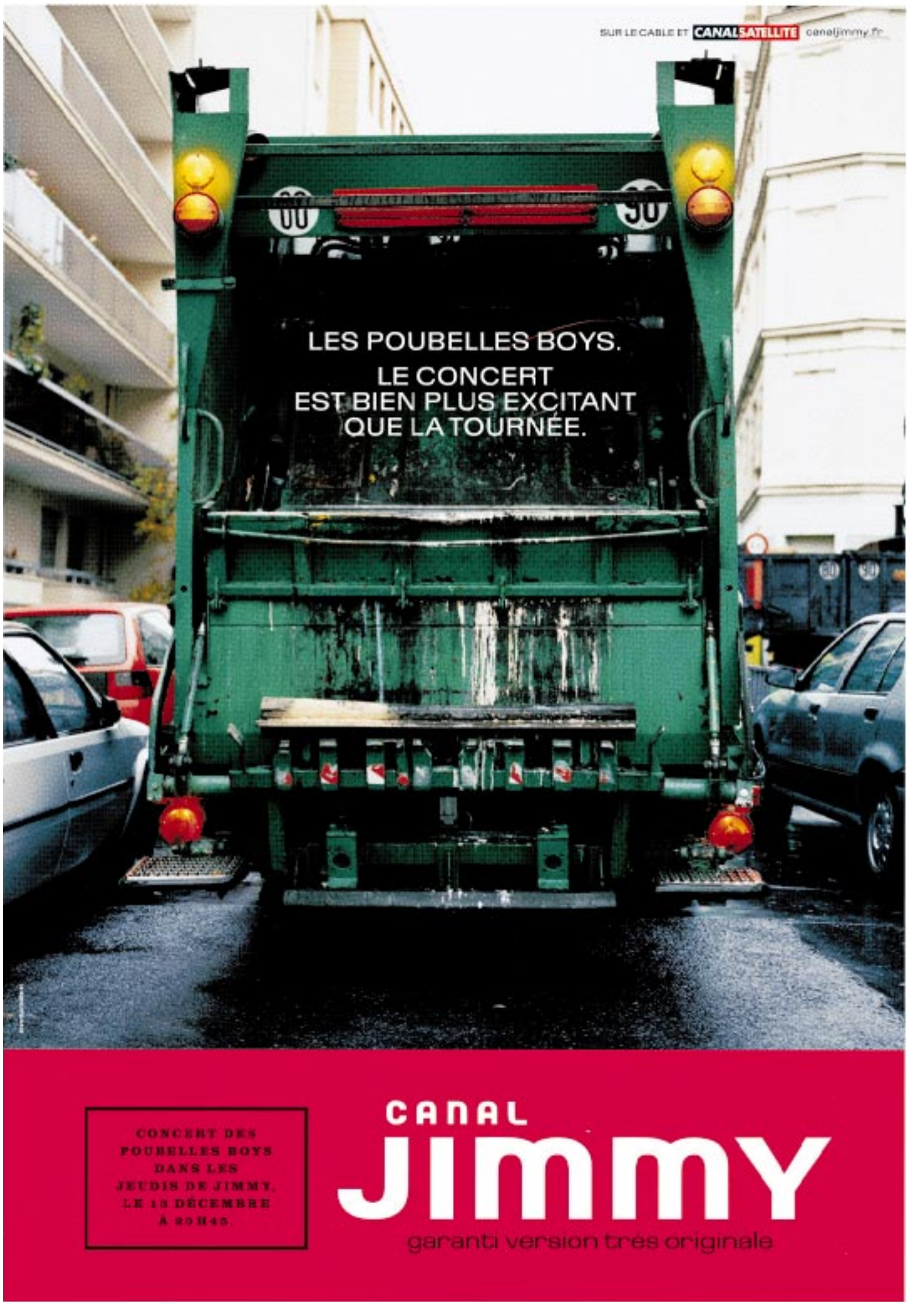
Le rapport diligenté par Didier Migaud dénie à la commission Brun-Buisson le pouvoir de statuer sur les montants et les conditions de la rémunération de la copie privée. Il demande que la question soit discutée et réglée par les voies parlementaires, donc traitée comme une question fiscale, d'autant que les travaux de la commission Brun-Buisson sont retardés par les mouvements de mauvaise humeur des industriels sur des taux trop élevés (on évoque le barème de 375 F pour un disque dur de 20 Go, 200 F pour 6 Go, à répercuter sur le prix de vente au détail).

Les enjeux ne sont pas que financiers : en filigrane se profilent les inquiétudes quant à la pérennité de la loi de 1985 et de la gestion collective d'un revenu, qui sans être un impôt, induit la notion de prélèvement obligatoire. Musiques France Plus organise une discussion sur « La Place de la musique dans la société de l'information » le 20 décembre à l'Assemblée nationale – les parlementaires montrant un intérêt croissant face au financement semi-privé des mécanismes culturels.

Véronique Mortaigne

Rem Koolhaas choisi pour reconstruire le Musée d'art de Los Angeles

LA RECONSTRUCTION du Los Angeles County Museum of Art (Lacma), sur Wilshire Boulevard, vient d'être confiée à Rem Koolhaas. En préférant le projet de l'architecte néerlandais, qui prévoit de raser entièrement le musée à l'exception de son pavillon japonais, à celui de l'autre finaliste, le Français Jean Nouvel, qui réintégrait les bâtiments actuels dans une structure nouvelle, Los Angeles fait un choix radical. « *Nous nous sommes convaincus qu'il fallait faire quelque chose de plus fondamental* », a déclaré Koolhaas, cinquante-sept ans, récipiendaire du prix Pritzker d'architecture en 2000. Pour sa structure à multiples colonnes surmontée d'un toit-voilure en mylar, celui que les Américains surnomment « Cool House » (la maison cool) disposera d'un budget de 200 à 300 millions de dollars. C'est le premier projet californien pour l'architecte, enseignant à Harvard, qui fut pressenti autrefois pour redessiner les studios Universal, vient de terminer deux branches du Musée Guggenheim à Las Vegas et construit actuellement une bibliothèque à Seattle. – *(Corresp.)*



(Publicité)

SORTIR

PARIS

Ustad Rahim Khushnawaz et Guédâ Mohammad
Originaire d'Herat, situé dans le nord-ouest de l'Afghanistan, Rahim Khushnawaz, grand maître du rubâb, instrument-clé de la musique afghane, vit depuis six ans en Iran. Il explique : « *Quand les talibans sont arrivés, ils ont interdit la musique et cassé les instruments. J'ai décidé de partir en Iran.* » Guédâ Mohammad, joueur de luth dotâr, est resté à Herat et a continué à jouer en cachette. Aujourd'hui la musique est revenue. On recommence à jouer dans les mariages, mais pour l'instant Rahim Khushnawaz préfère rester en Iran : « *J'attends de voir comment les choses vont évoluer.* » Un sentiment que partagent la plupart des musiciens afghans en exil, à l'instar de Abdolwahab Madadi, auteur du seul ouvrage existant sur la musique afghane, installé en Allemagne, qui sera également au Théâtre de la Ville.
Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris-4e. Mo Châtelet. 17 heures, le 15.
Tél. : 01-42-74-22-77. 98,39 F.

Nasser Martin-Gousset
Dans le cadre du festival des Iles de danses (jusqu'au 20 décembre), le chorégraphe Nasser Martin-Gousset présente deux pièces inspirées par le rock des Rolling Stones, de Procol Harum et de Patti Smith.
Dans son solo *Babelogue Return*, il fonce dans l'urgence de la musique pour en faire jaillir d'étranges visions chorégraphiques. Pièce pour cinq interprètes, *Bleeding Stone* s'enracine dans un souvenir d'enfance et l'image d'un petit caillou couvert de sang. Portée par l'esprit du Sud, l'univers de Jean Giono, le vent chaud dans les arbres, une œuvre qui croque les pulsions à pleines dents.
Théâtre de la Cité internationale, 21, boulevard Jourdan, Paris-14e. Mo Cité-Universitaire. 20 heures, les 14, 15 ; 17 heures, le 16.
Tél. : 01-43-13-50-50.
De 55,76 F à 111,51 F.

Marianne Müller, Catherine Thérouenne
Depuis que la fièvre du film *Tous les matins du monde*, d'Alain Corneau, est retombée, il est de nouveau possible d'aller entendre de la viole de gambe sans que le public se pâme bruyamment aux noms de Marin Marais et Sainte-Colombe. Marianne Müller, la plus discrètement et finement musicienne de nos violistes, joue la carte de l'intimité et du dialogue avec la comédienne Catherine Thérouenne : l'éloquence de la ligne musicale le disputera à la musicalité du texte.
Théâtre de l'île Saint-Louis, 39, quai d'Anjou, Paris-4e. Mo Pont-Marie. 19 heures, les 14 et 15 ; 15 heures, le 16.
Tél. : 01-46-33-48-65. 60 F, 100 F.

BORDEAUX

Matthias Goerne (baryton), Eric Schneider (piano)
En grande tournée internationale avec le pianiste Alfred Brendel, Matthias Goerne s'était peut-être laissé gagner par la nervosité – on peut le comprendre. Accompagné cette fois par l'excellent mais moins exposé Eric Schneider, le jeune baryton allemand se trouvera certainement plus à l'aise dans ce cycle qu'il faut aborder très jeune, ou très vieux. Goerne n'a pas hésité et l'a presque tout de suite chanté, puisant en son imaginaire propre les ressources pour trouver l'expression juste de ce cycle de fin de vie redouté par tant de chanteurs.
Bordeaux (Gironde). Grand Théâtre, place de la Comédie. 20 heures, le 15.
Tél. : 05-56-00-85-95.
32,80 F et 118,05 F.

DISPARITION

Jean Richard

Le commissaire était bon enfant

COMÉDIEN de cinéma et de télévision – premier Maigret du petit écran –, homme de cirque, Jean Richard est mort des suites d'un cancer, mercredi 12 décembre, à l'hôpital de Senlis. Il était âgé de quatre-vingts ans. En 1968, il reconnaissait *« nourrir ses lions avec des navets »*, résumant ainsi une carrière cinématographique sans grand éclat, qui avait servi à financer sa passion, le cirque. L'année précédente, il venait de tourner, pour l'ORTF, le premier épisode de la série des Maigret, adaptée des romans de Simenon. Ce rôle, repris quatre-vingt-douze fois, devait lui donner une immense popularité, à un moment où la télévision capturait le public des autres arts populaires, au premier rang desquels le cirque.

Jean Richard est né le 18 avril 1921 à Bessines, près de Niort. Pendant la seconde guerre mondiale, il fait ses débuts sur scène en dessinant des caricatures. A la Libération, il s'associe avec un imprésario et obtient le marché du théâtre aux armées pour les troupes françaises d'occupation en Allemagne : *« Personne ne pouvait mettre le pied en Allemagne sans ma signature »*, se souvenait-il dans une interview au *Monde*, en 1970. Ces succès en affaires ne lui suffisent sans doute pas puisqu'il abandonne le métier d'imprésario en 1950 pour revenir sur scène. Il se produit au cabaret L'Amiral, côtoie Roger Pierre et Jean-Marc Thibault, Louis de Funès, la troupe des Branquignols de Robert Dhéry.

Ce sont ces accointances de cabaret qui serviront de repères à son parcours au cinéma. A de très rares exceptions près (des collaborations régulières avec Yves Robert, dont *La Guerre des boutons,* le rôle de l'ordonnance dans *Elena et les hommes,* de Jean Renoir, aux côtés d'Ingrid Bergman et de Jean Marais, des rôles chez René Clair – *Les Fêtes galantes* – et Marcel Carné – *Du mouron pour les petits oiseaux* –, Jean Richard se cantonne dans de grosses comédies populaires dont la série des *Champignol* où son personnage de Claudius Binoche, avec son énorme accent rural, apparaît comme l'emblème d'une France en voie de disparition. En 1966 et 1968, il incarne à deux reprise l'inspecteur Bérurier dans des adaptations de *San Antonio* qui n'ont pas laissé un immortel souvenir. C'est à ce moment qu'il prend du grade dans la police en convaincant le réalisateur Claude Barma de lui confier le rôle du commissaire Maigret. Le succès de la série, qui apparaît immédiatement comme plus épaisse, plus humaine que *Les Cinq Dernières Minutes* qui l'ont précédée, est énorme, tout comme la popularité de Jean Richard.

LA PASSION DU CIRQUE

Celui-ci tente de faire rejaillir cette gloire sur le projet qui lui tient à cœur, le cirque. Dès 1956, il a créé le premier zoo privé de France et installé à Ermenonville, dans l'Oise, la Mer de sable, un parc d'attractions où l'on peut se promener en chameau sur un petit bout de désert en pleine forêt de Senlis. Au cirque Amar, dans des music-halls parisiens, il présente lui-même des numéros de domptage. Il n'a de cesse de se produire sous son propre chapiteau, objectif atteint à la fin des années 1960. Mais la décennie d'existence du cirque Jean Richard, qui en chemin aura absorbé Pinder, l'un de ses principaux concurrents, coïncide avec la crise de la profession. Finalement, les contraintes financières sont trop dures, et Jean Richard doit déposer son bilan en 1978. En 1973, il est victime d'un grave accident de voiture. Après sa convalescence, Jean Richard reprend le rôle de Maigret, dont il fait sa principale occupation depuis qu'il a abandonné presque complètement le cinéma. En 1984, il avait publié chez Robert Laffont un livre de souvenirs, *Ma vie sans filet.*

Thomas Sotinel

MAGAZINE MENSUEL

20F

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

– Après son premier cri, en pays Adhémar,

Garoua accueillera, pour quelques années-phare,

Agathe,

venue au Monde le 14 novembre 2001.

Tendres sont les moments partagés avec toi,
Harmonieux petit ange qui du Monde veut apprendre,
En ouvrant grand tes yeux, les secrets et les lois.

Emmanuelle et Evariste Nicolétis
et Alizée,
La Croix,
73710 Pralognan.

Anniversaires de naissance

– Bon anniveraire,

Babou.

Bisous de la part de
Michèle et **de Catherine, Lionel, Charlotte, Julie** et **Margaux.**

– 14 décembre 2001.

Après les soixante ans du père, les trente ans du fils.

Bon anniversaire,

Jean-François.

Colette, Esra, Guy, Mathieu.

Mariages

Nadia STEIN
et
Hans-Martin LINDE

sont heureux d'annoncer leur mariage à Vienne, le 15 décembre 2001.

Décès

– Le président de l'université Paris-XIII,
Et toute la communauté universitaire
ont la tristesse de faire part du décès de

Salvador BALLADA,
professeur à l'IUT de Villetaneuse,

et présentent toutes leurs condoléances à sa famille et à ses proches.

– Mme Marie Azatkhanian,
son épouse,
Charles et Myriam Azatkhanian,
Léon et Alice Azatkhanian,
ses enfants,
Gaël, David, Mathilde Azatkhanian et Jeanne Bosson,
ses petits-enfants,
Toute sa famille, ses proches,
ont la tristesse de faire part du décès de

Joseph AZATKHANIAN,

survenu le 10 décembre 2001, à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans.

La cérémonie aura lieu en l'église Notre-Dame, 43, rue Berthelot, à Valence, le vendredi 14 décembre, à 9 h 30.

« C'est sous tes lumières que j'ai rêvé et cherché l'amour
Toi ma vie ma patrie
tu m'appelles à toi
Avec les mains chaudes de ma mère. »

2 *bis*, rue Général-Faidherbe,
26000 Valence.

– Le président de la Fondation de la Résistance, Jean Mattéoli,
Les membres du bureau et du conseil d'administration de la Fondation
ont la grande tristesse de faire part de la disparition du

général Pierre Guillain de BÉNOUVILLE,
membre fondateur
de la Fondation de la Résistance,
grand officier de la Légion d'honneur,
compagnon de la Libération,
croix de guerre 1939-1945
(six citations),
médaille de la Résistance,

survenue le 4 décembre 2001.
*(*Le Monde *du 8 décembre.)*

– La direction de *L'Usine nouvelle,*
Ses confrères,
Ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès, le 10 décembre 2001, de

Michel CARRÉ,
rédacteur-réviseur,

à l'âge de cinquante-cinq ans,

et adressent à sa famille et à ses proches leurs sincères condoléances.

Un service religieux sera célébré le vendredi 14 décembre, à 14 h 30, en l'église Saint-Rémi, rue Victor-Hugo, à Maisons-Alfort (Val-de-Marne).

– Jean et Christiane Galud,
son frère et sa belle-sœur,
Gilles et Aline Galud,
Christophe Galud,
ses neveux et nièce,
ont la tristesse de faire part du décès de

Odile GALUD,

survenu le 8 décembre 2001, dans sa soixante-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame de l'Arche-d'Alliance, 81, rue d'Alleray, Paris-15e, où l'on se réunira le vendredi 14 décembre, à 10 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Perreux-sur-Marne dans le caveau de famille.

– Le directeur,
Et les membres de l'UFR d'informatique de l'université Paris-VII - Denis-Diderot
ont la douleur de faire part de la mort de

Maurice GROSS,

qui a été longtemps un des leurs.

Ils tiennent à rappeler le rôle éminent qu'il a joué au tout début du développement de l'informatique dans l'université française au côté de René de Possel, Louis Nolin, Marcel-Paul Schützenberger, ainsi que l'importance de son œuvre de linguiste formel poursuivie au sein du laboratoire d'automatique documentaire et linguistique qu'il a longtemps dirigé. La mort de Maurice Gross est une grande perte pour tous ceux qui s'intéressent aux grammaires génératives, tous ceux qui ont beaucoup appris en lisant le *Gross et Lentin*, tous les informaticiens et toute la science française.
*(*Le Monde *du 13 décembre.)*

CARNET DU MONDE
Fax : **01-42-17-21-36**
Téléphone :
01-42-17-39-80
01-42-17-38-42
01-42-17-29-96
e-mail:carnet@mondepub.fr

– Les familles Baudry, Corson, Brée, Mizrahi,
ses belle-sœur, neveux, petits-neveux,
Korzybski (Pologne),
ses beau-frère et belle-sœur,
Ses nombreux amis,
ont eu la douleur de perdre

Thérèse KORZYBSKA,
née **BAUDRY (1912-2001),**

décédée le 8 décembre 2001.

Entourez-la d'affectueuses pensées.

Pas d'obsèques, Tésé a souhaité donner son corps à la science.

Rachel Baudry,
7, place Pierre-Sémard,
49100 Angers.

– Paulette Le Pho,
son épouse,
Isabelle et Alain Le Kim,
Plum et Pierre Le Tan,
ses enfants,
Alexis, Olympia et Cléo,
Juliette et Louis,
ses petits-enfants,
ont le chagrin de faire part du décès de

LE PHO,
artiste-peintre,
officier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 12 décembre 2001, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-François-Xavier, boulevard des Invalides, Paris-7e, le samedi 15 décembre, à 10 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

235 *bis*, rue de Vaugirard,
75015 Paris.

Mme Suzanne MASSON,
née **ROUSSEL,**

s'est endormie dans la paix du Seigneur au matin du 11 décembre 2001, dans sa soixante-seizième année.

Cérémonie en l'église de Saint-Saturnin-lès-Apt (Vaucluse), le jeudi 13 décembre, à 10 heures, inhumation au cimetière de Sainte-Foy-l'Argentière (Rhône), à 16 heures.

Ni fleurs ni couronnes : des messes, des prières.

« In Paradisum deducant me angeli. »

De la part de
M. Louis Masson,
son époux,
M. Jean-Yves Masson,
son fils,
M. l'abbé André Roussel,
son frère,
Et toute leur famille.

214, rue Saint-Maur,
75010 Paris.

– Le Mans.

Philippe et Patricia Reignier,
Jean-François et Elisabeth Reignier,
Patrick et Suzanne Reignier,
Thomas et Patricia, Stéphane et Elena, Katia,
Damien et Sarah, Sophie, Nicolas, Julien, Camille, Roxanne, Léo, Charlotte,
ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de leur père, grand-père et arrière-grand-père,

André REIGNIER,

décédé au Mans, le 11 décembre 2001, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 14 décembre, à 14 heures, en l'église Saint-Aldric au Mans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Mme Max-Hubert Schroeder, née Luce Pagerie,
son épouse,
Ariane et Olivier Homolle,
Etienne Schroeder,
Jean-Baptiste et Quitterie Schroeder,
Diane Schroeder,
Cyrille Schroeder,
ses enfants,
Clément, Adrien, Barnabé, Théophile et Ismaël,
ses petits-enfants,
Philippe Cherbonnier et Roy Milan,
ont la tristesse de faire part du décès de

Max-Hubert SCHROEDER,

survenu le 6 décembre 2001, à Lisbonne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

63, rua do Salitre,
1250-198 Lisbonne.

Erratum

– Dans l'avis du décès de

M. Marcel BRÉMOND,

il a été omis l'adresse de son fils.

M. Jean-Pierre Brémond,
80, avenue Jean-Jaurès,
30900 Nîmes.

Anniversaires de décès

– Réuni le 8 décembre 2001, le conseil syndical, au nom de l'ensemble des membres du Syndicat de la juridiction administrative, a rendu hommage à la mémoire de leur collègue et ami

Jean-Pierre PAITRE,

décédé le 7 décembre 2000.

Sa puissance d'analyse, son esprit d'à-propos et ses réparties leur manquent.

Jean-Pierre restera à jamais dans notre mémoire.

Manifestations du souvenir

– L'association Les Fils et Filles des déportés juifs de France (32, rue La Boétie, Paris-8e, tél. : 01-45-61-18-78) commémorera, le dimanche 16 décembre 2001, à 11 heures, avec l'USJF et la FSJF, **le soixantième anniversaire** de la première exécution massive au Mont-Valérien, à Suresnes, le 15 décembre 1941, au cours de laquelle furent exécutés soixante-dix résistants ou opposants à l'occupant allemand, dont cinquante-deux juifs sortis du camp de Drancy, après avoir été désignés par la préfecture de police.

Les FFDJF rappellent que sur les mille sept fusillés du Mont-Valérien, cent soixante-dix-neuf étaient juifs.

Venez nombreux leur rendre hommage. Cérémonie au Mont-Valérien, à 11 heures. L'autocar FFDJF quittera la place de la République, à Paris, devant l'Holiday Inn, à 10 heures, et s'arrêtera devant la plaque apposée par les FFDJF sur l'Ecole militaire (angle avenue Duquesne) pour rendre hommage aux sept cent quarante-trois juifs qui y furent enfermés le 12 décembre 1941, après avoir été arrêtés par les Allemands, qui les internèrent dans de terribles conditions dans le camp de Compiègne avant de les déporter.

Conférences

Vendredi 14 décembre 2001,
de 20 h 15 à 21 h 30,
Qu'y a-t-il d'immortel en nous ?
Loge unie des théosophes,
11 *bis*, rue Kepler, Paris-16e.
Entrée libre et gratuite.
Tél. : 01-47-20-42-87
www.theosophie.asso.fr

Soutenances de thèse

– **Mlle Yun-Joo Choi** a soutenu, le 11 décembre 2001, à l'université Paris-VII - Jussieu, sa thèse de doctorat **« Esthétique de l'absurde, éthique de la révolte. L'inquiétant et l'étrangeté dans l'œuvre d'Albert Camus ».**

Mention Très Honorable à l'unanimité avec félicitations du jury, composé des professeurs Roger Dadoun, directeur de thèse (Paris-VII), Paul Bensimon (Paris-III), Christiane Chaulet-Achour (Cergy-Pontoise), Eliane Formentelli (Paris-VII), Francis Marmande, président (Paris-VII).

– Le 18 décembre 2001, **Alain P. Michel** soutiendra sa thèse d'histoire sur **« Les images du travail à la chaîne dans les usines Renault de Boulogne-Billancourt (1917-1939). Une analyse des sources visuelles : cinéma, photographies, plans d'implantation ».**

Sous la direction de Patrick Fridenson et devant un jury composé de Y. Cohen, M. Freyssenet, D. Hounshell, J.-L. Robert et P. Sorlin, à l'EHESS, Paris, 54, boulevard Raspail, salle 524, à partir de 9 heures.

– Le 6 décembre 2001, **Chantal Bégaud** a soutenu sa thèse, dirigée par Mme Canto-Sperber et M. Castoriadis (†) **« La cité des hommes, ou de la pluralité politique ».**

Le jury, composé de M. Reynaud (président), Mme Canto-Sperber, MM. Brisson, Manent et Wolff, lui a décerné le titre de docteur en philosophie de l'EHESS, avec la mention Très Honorable et ses félicitations.

Pour la nouvelle année, passez tous vos messages de bonheur
2002
Carnet du Monde daté du 1er janvier
tarif : 10 € (65,60 F) TTC la ligne
01.42.17.39.80

paringer
De 4 900 F à 8 500 F
Le corps est votre monture la plus sûre ! Ne le flattez pas, ne le désarticulez pas. Voici un nouvel art de dormir.

Modèle déposé
Lit double gigogne directoire sur lattes, métal noir. 2 matelas "densiflex" ou laine et crin.
Doubles housses déhoussables, coton écru, 2 oreillers, 2 traversins.
121, rue du Cherche-Midi / 21, Bd Montparnasse 6e
Tél. : 01.42.22.22.08 - Tél. : 01.45.44.10.44

DEBARRAS
integral, tous locaux, récupérations.
BIGUES BENNES
01 49 95 95 42
Service rapide tous les jours

STEINER, A FLEUR DE PEAU
venez découvrir la collection des CANAPÉS STEINER à des prix tout à fait exceptionnels.
DU 1er au 15 DECEMBRE
Topper Espace Steiner
63, rue de la Convention - Paris 15e
Tél. : 01 45 77 80 40 - Mo Boucicault - Parking gratuit

EN VUE

■ Pour la première fois depuis 1996, le Texas, coiffé sur le poteau par l'Oklahoma – 18 morts –, ne finira pas en tête des Etats américains en procédant, mercredi 12 décembre, à sa 17e et dernière exécution de l'année.

■ **Adrian Nastase**, chef du gouvernement roumain, et **Matei Dan**, ministre du tourisme, ont été les premiers acheteurs, mercredi 12 décembre, à la mise en vente des actions Dracula. Le clergé roumain de Sighisoara, où sera construit le parc de loisirs, persiste dans l'opprobre : *« Un projet touristique sur le thème d'un vampire inspiré par le prince sanguinaire **Vlad l'Empaleur** constitue un grave péché devant Dieu. »*

■ *« J'ai foi en Dieu parce que Dieu est vénézuélien »*, a déclaré le président **Hugo Chavez**, qui attend une intervention divine pour surmonter la crise du pétrole.

■ Le révérend **David Shenton**, de Melton Mowbray en Angleterre, affectueusement surnommé le « pasteur chantant », vedette du groupe de rock local Clerical Errer (« Fauteur clérical »), a disparu en compagnie de **Catherine**, l'épouse de son collègue le pasteur **Charles Jenkin**, fils de notables conservateurs, d'un style différent.

■ Des chiens mannequins défilant, mardi 11 décembre à Londres, dans des modèles dessinés par de grands couturiers, levaient des fonds à la demande de la Ligue nationale de défense canine pour leurs compagnons défavorisés.

■ **Brigitte Bardot**, qui s'élève contre les abattoirs canins en Corée du Sud, s'attire l'antipathie de milliers d'amateurs de ragoût de chien : *« Je vais de ce pas entamer cent jours de prière pour qu'un chien morde votre bouche sauvage à l'haleine fétide »*, lui écrit par courriel un natif du Pays du Matin calme.

■ *« C'est celui du petit dernier »*, suppose un habitant de Kandahar venu visiter en curieux la maison où vivait le mollah **Omar** et sa famille, son toit effondré et ses murs réduits en un tas de briques que surmonte le squelette d'un berceau bleu.

■ **Georges Chambon**, ancien marin français de la première guerre mondiale, vient d'obtenir sa carte d'ancien combattant : la nouvelle a mis du baume au cœur du centenaire souffrant sur un lit d'hôpital d'une fracture du fémur.

■ Après l'avoir capturé, vendredi 7 décembre, dans un appartement de Reims, sept policiers municipaux et un vétérinaire ont dû conjuguer leurs efforts pour dérouler un python constricteur affamé de six mètres de long afin de l'emporter dans un sac postal au commissariat où il attend depuis dans la cage pour les chiens méchants son placement chez les amis des bêtes.

Christian Colombani

La Roumanie et l'espace Schengen

La presse de Bucarest célèbre l'événement : à partir du 1er janvier 2002, les Roumains n'auront plus besoin de visa pour visiter les pays de l'Union européenne. Mais elle lance aussi une mise en garde : cette disposition pourrait être suspendue…

BUCAREST
de notre correspondant

« A partir du 1er janvier, les Roumains n'ont plus besoin de visa dans l'espace Schengen : bienvenue en Europe ! » Le titre s'inscrit en grosses lettres sur la première page du quotidien roumain *Evenimentul Zilei* (*L'Evénement du jour*). La réunion du conseil des ministres de la justice et de l'intérieur de l'Union européenne, tenue le 7 décembre à Bruxelles, a donné le feu vert aux vingt-trois millions de Roumains pour circuler sans visa dans l'espace Schengen. Les pays de ce nouvel eldorado ouvert aux candidats à l'intégration

européenne sont soigneusement signalés en première page des journaux roumains : France, Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Grèce, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Espagne, Portugal, Suède et Islande.

Sur les douze pays candidats à l'élargissement en Europe, la Roumanie était le dernier à être tenu à l'écart des frontières européennes. La nouvelle de la libre circulation a électrisé les pages de tous les journaux du pays. *« La levée des visas pour les Roumains qui voyagent en Europe nous restitue la dignité face au monde civilisé,* note l'éditorial du quotidien *Adevarul* (*La Vérité*). *Notre pays devient une partie de l'Europe. Nos compatriotes ne sont plus une sorte de sous-humains habitant la zone grise du continent et devant être isolés de l'Union européenne par un rideau qui, sur le papier, était aussi impénétrable que le rideau de fer. »* Pourtant, la liberté de voyager ne va pas sans quelques restrictions, que la presse évoque dans le détail.

ACCORDS DE RÉADMISSION

Les Roumains ont droit à un séjour de trois mois sans pour autant avoir la liberté de travailler dans les pays de l'espace Schengen. Ils doivent présenter, en sortant de Roumanie, au moins 500 euros et une assurance médicale. Pour faire preuve de son sérieux, la Roumanie a signé des accords de réadmission des personnes coupables d'infraction dans les pays européens. Un délit commis dans l'espace Schengen entraîne automatiquement l'interdiction de voyager pendant plusieurs années. Le président roumain, Ion Iliescu, s'est senti obligé d'appeler ses compatriotes, sur les ondes de la télévision publique, a faire preuve d'un *« comportement européen »*.

« Le droit à la libre circulation a été extrêmement difficile à obtenir, mais il peut être perdu très facilement, avertit l'éditorialiste de *La Vérité. Les visas pourraient être de nouveau imposés par le biais de traités bilatéraux. Il y a déjà un précédent : la Belgique a réintroduit les visas pour les Slovaques. »* La presse lance un appel unanime aux Roumains pour qu'ils exercent leur droit de voyager sans poser de problème dans les pays de l'Union. *« La Roumanie s'est débarrassée d'une obsession énervante,* écrit *L'Evénement du jour. Elle a gagné un droit et une récompense. Mais nous sommes encore loin d'avoir franchi le mur qui nous sépare de l'Europe occidentale. »* Une importante brèche vient de s'ouvrir pour les vingt-trois millions de Roumains. Bruxelles semble avoir compris que la politique des portes ouvertes à certains candidats à l'intégration et fermées à d'autres devait cesser. Plus qu'une carte blanche offerte aux Roumains, la libre circulation dans l'espace Schengen est une invitation à être à la hauteur des ambitions européennes. Un véritable pari.

Mirel Bran

DANS LA PRESSE

LIBÉRATION
Patrick Sabatier

■ Les deux camps ont leurs partisans de la politique du pire, convaincus qu'ils finiront bien par faire céder à la longue leur ennemi en l'écœurant par un bain de sang quotidien. Côté israélien, certains semblent miser sur le fait qu'en ces temps de guerre au terrorisme, la compréhension dont jouissent le peuple palestinien et ses représentants va se dissoudre au fil des attentats commis en leur nom, et qu'il n'est donc nul besoin d'envisager le moindre compromis. Côté palestinien, certains parient à l'évidence que la multiplication des *« martyres »* finira par embraser un monde arabe dont les Etats-Unis ont besoin pour mener la guerre au terrorisme, et par convaincre les Israéliens de quitter une terre où ils ne pourront jamais connaître vraiment la paix *(…).* Le pire est qu'ils n'ont aucune raison de changer d'avis ni de s'arrêter tant qu'ils ne s'exposent à d'autre réaction internationale que les appels au dialogue et exhortations à la paix de puissances étrangères impuissantes ou, pire, indifférentes.

LE NOUVEL OBSERVATEUR
Jean Daniel

■ L'Afghanistan n'est pas non plus Israël. Je trouve singulièrement irresponsables ceux qui, dans leur désir légitime d'en finir avec le terrorisme, conseillent à Ariel Sharon d'adopter les méthodes dites *« afghanes »* des Américains. C'est irresponsable, car lorsque les forces armées des Etats-Unis auront fini leur mission, elles s'empresseront de quitter les lieux. En revanche, les Israéliens, eux, sont condamnés à rester sur place et à vivre d'une façon ou d'une autre avec les Palestiniens. Autrement dit, à moins de se résigner à devenir un occupant assiégé, il faut bien admettre que la solution passe par une entente avec les voisins.

FINANCIAL TIMES (Londres)

■ La décision du président Bush de mettre au rebut le traité sur les missiles antibalistiques de 1972 est une mauvaise nouvelle pour l'avenir du contrôle des armements *(…).* M. Bush se retire du traité parce qu'il souhaite avoir les mains libres pour développer son bouclier antimissile. Il a bien choisi son moment, après le 11 septembre *(…).* Mais se débarrasser de ce traité est une erreur *(…).* M. Bush est prêt à sacrifier beaucoup pour un tel bouclier, qui risque de se révéler technologiquement impraticable. Et même s'il fonctionne, il y a peu de chances qu'il protège les Etats-Unis des menaces auxquelles ils font face aujourd'hui. L'objectif est de bloquer une attaque de missiles par un « Etat voyou ». Mais, comme les événements récents l'ont montré, les voyous n'ont nul besoin de missiles pour semer la mort et la destruction.

THE NEW YORK TIMES (Etats-Unis)

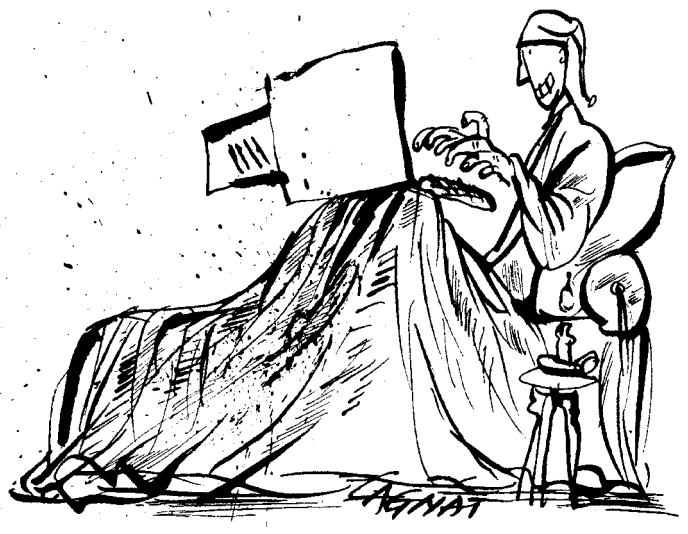
■ Les Etats-Unis vont à juste titre juger la première personne accusée de conspiration dans les attaques du 11 septembre devant un tribunal américain, avec un jury civil, et non pas devant un tribunal militaire convoqué à la hâte et dont la légitimité serait pour le moins douteuse. La vraie justice n'en demande pas moins. Nous espérons que l'inculpation, mardi, par un grand jury fédéral de Zakaria Moussaoui, un Français d'origine marocaine âgé de trente-trois ans, reflète une détermination nouvelle de la part de l'administration Bush de faire juger tous ceux qui sont impliqués dans les attaques terroristes, dans le cadre du système civil de justice criminelle.

www.livejournal.com

Des carnets intimes dotés de niveaux de confidentialité, pour créer des réseaux d'amis complexes

LA MODE des « journaux intimes » publiés sur Internet est déjà ancienne, mais elle est en train de devenir un phénomène de masse, qui vient concurrencer les autres types de communautés virtuelles. Ainsi, le site américain Live Journal compte à lui seul des centaines de milliers d'utilisateurs réguliers. La plupart ont décidé de jouer le jeu : ils tiennent quotidiennement leur petit journal de bord et racontent leur vie sans détour, comme si leurs mots n'étaient pas jetés en pâture au monde entier… D'autres préfèrent parler de sport, de politique ou de la vie des stars, mais toujours sur le ton personnel et intimiste propre aux diaristes.

Pour s'y retrouver, le lecteur dispose d'un moteur de recherche par thèmes. Il peut aussi faire appel à un moteur aléatoire, qui le connecte avec un journal pris au hasard. S'il le souhaite, il peut réagir en laissant un message, et entamer une correspondance avec l'auteur. Ainsi se créent de proche en proche des bandes d'amis virtuels, qui maintiennent des relations suivies.



Parfois, on assiste au processus inverse : des groupes d'affinité classiques (parents, collègues, voisins) décident de mettre en ligne leurs journaux intimes et de les comparer. L'exercice n'est pas sans risque, mais Live Journal possède un système de confidentialité très sophistiqué : l'auteur d'un journal peut créer des pages « privées » dont il limite l'accès à sa guise, en établissant une liste des personnes autorisées. Chacun à le droit de dresser jusqu'à trente listes distinctes, pour différentes rubriques de son journal, et de les modifier en permanence. En outre, le fait d'admettre quelqu'un dans sa sphère privée virtuelle ne signifie pas que l'ami en question en fera autant. On voit ainsi apparaître des réseaux complexes et mouvants, composés de cercles concentriques ou superposés de confidents plus ou moins introduits, qui ne coïncident pas toujours avec ceux du monde réel.

Live Journal est gratuit et autogéré en rotation par quelques centaines de membres. Tous les logiciels utilisés sont libres et ouverts. Mais, par ailleurs, les membres sont incités à apporter une contribution, en consacrant du temps à administrer le système, ou en souscrivant un abonnement de soutien de 25 dollars par an, qui donne droit à des services supplémentaires. Pour devenir membre, il faut soit être parrainé, soit acquitter un droit d'entrée. Ceux qui ne veulent pas payer peuvent toujours charger l'ensemble des logiciels et créer un système concurrent.

Yves Eudes

SUR LA TOILE

GRÈCE

■ Le gouvernement grec a décidé d'instaurer une nouvelle taxe de 1 200 € par an sur les 300 cybercafés du pays, car certains clients utilisent leurs ordinateurs pour jouer à des jeux d'argent en ligne. Les propriétaires de ces établissements tentent de lancer une campagne de protestation internationale. – *(AP.)*

FRANCE - IMPÔTS

■ Le ministère de l'économie et des finances a ouvert un portail Internet dédié au paiement de l'impôt, qui publie des renseignements pratiques et propose en téléchargement des formulaires de l'administration fiscale. Les internautes peuvent envoyer leurs questions par mail.
www.impots.gouv.fr

ALGÉRIE

■ Wanadoo, filiale Internet de France Télécom, a annoncé l'extension de ses activités à l'Algérie, en collaboration avec le prestataire local Eepad. En outre, un nouveau portail proposera des services de communication et d'information, et publiera une rubrique intitulée « Melh el Bled » (Le sel du pays), à l'intention des Algériens vivant à l'étranger.
www.wanadoo.dz.

Abonnez-vous au Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :
***LE MONDE*, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex**

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour **26,35 €** (172,84 F) par mois par prélèvement automatique.

❑ M. ❑ Mme Prénom : ..... Nom : .....
Adresse : .....
Code postal : |_|_|_|_|_| Localité : .....
Offre valable jusqu'au 31/12/2001 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 101MQPAE

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde.*

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : .....

Signature :

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR
N° 134031

ORGANISME CRÉANCIER : ***LE MONDE***
21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER
Nom .....
Prénom .....
N° .....rue .....
Code postal |_|_|_|_|_| Ville .....

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT
DU COMPTE A DÉBITER *(votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)*
.....
.....
N° .....rue .....
Code postal |_|_|_|_|_| Ville .....

DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER
Code Etablissement | Code Guichet | N°de compte | Clé RIB

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :
Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.
Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99FTTC/min)

"*Le Monde*" (USPS=0009729) is published daily for $ 892 per year "*Le Monde*" 21, *bis,* rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additionnal mailing offices, POSTMASTER : Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 129 191 518
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

Venise et Las Vegas *par Dominique Dhombres*

LE NEVADA a légalisé les jeux d'argent en 1931. Cette décision a fait la fortune de cet Etat américain de l'Ouest, et surtout de la ville de Las Vegas, où une petite communauté de Mormons avait jadis foré des puits artésiens en plein milieu du désert. L'endroit est kitch en diable, avec ses répliques de la tour Eiffel, du Sphinx et du palais des Doges. C'est là qu'on trouve quelques-uns des plus grands et des plus luxueux hôtels du monde. On y compte quelque 100 000 machines à sous et aussi pas mal de paumés en tout genre, attirés par les néons et le cliquetis des bandits manchots. La prostitution y est légale mais on y célèbre également des mariages à la chaîne.

Tout cela incite évidemment au cliché sur les folies américaines. Patrick de Carolis a réussi le prodige, hier soir sur France 3, en seulement quelques minutes de présentation d'un documentaire sur la « Cité du péché », de n'en oublier aucun : *« Las Vegas, l'envers du décor »*, *« mythe et réalité »* et tutti quanti… Le documentaire lui-même est fondé sur un principe binaire, qu'on saisit vite et qui donne tout aussi rapidement la même impression que le roulis : cinq minutes chez les riches et les extravagants, cinq minutes chez les pauvres et les oubliés. Le fil conducteur est fourni par Sheldon et Miriam Anderson, le presque septuagénaire propriétaire de l'hôtel-casino Venetian et son épouse peroxydée, qui s'est donné pour mission de venir en aide aux malheureux et aux drogués. Ces deux-là se tiennent tout le temps par la main. On les voit retourner dans leur jet privé à Venise, où ils ont accompli leur lune de miel.

Venise est leur obsession, ce qui explique ces reconstitutions du palais des Doges et d'un morceau du Grand Canal, avec gondoliers chanteurs. *« Je suis comblée »*, ne cesse de dire madame. Monsieur, lui, continue à construire de nouveaux hôtels et de nouveaux casinos.

Le policier, qui patrouille de nuit parmi les clochards édentés, est d'une politesse exemplaire. Il met à disposition généreusement blousons et couvertures, car les nuits sont froides dans le désert. Pour réconforter le téléspectateur, on lui propose en alternance l'émerveillement d'un couple de jeunes Français moyens venus se marier à Vegas et, mieux encore, treize danseuses du Crazy Horse, invitées pour une saison dans un établissement de la ville. L'exotisme fonctionne dans les deux sens. Le cabaret parisien affiche depuis longtemps le nom d'un chef indien célèbre. A Vegas, pour attirer le chaland, on a choisi d'appeler la revue tout simplement « La Femme », en français s'il vous plaît.

JEUDI 13 DÉCEMBRE

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

19.30 Face à la presse. Avec Jean-Yves Autexier. **Public Sénat**

MAGAZINES

19.00 et 1.00 Explorer. Docteur alligator. Une passion, le python. Lumières ! Caméra ! Ours ! Profession dentiste au zoo. **National Geographic**
19.30 et 23.25 Rive droite, rive gauche. Spéciale 15 ans. **Paris Première**
20.55 Envoyé spécial. Le foie gras. Dans les coulisses d'une Ambassade de France. La révolte d'Emmanuelle Béart contre le tourisme sexuel. *P.s.* : la poupée Barbie. **France 2**
22.10 Open club 11. Anne Fontaine. **CineClassics**
22.30 Recto Verso. Invité : Jean Yanne. **Paris Première**
23.00 Campus, le magazine de l'écrit. Les libertins, de Sade à Catherine Millet. L'art. Les entretiens. La critique. Invités : Catherine Millet ; Harry Bellet ; Maurice Lever ; Jean Clair ; Jean-François Bizot ; Christophe Donner ; Régine Desforges. **France 2**
23.35 La Route. Invitées : Gabrielle Lazure ; Princesse Erika. **Canal Jimmy**
23.55 Zone interdite. L'amour la première fois. U.S.A. : peur sur les campus. **M 6**

DOCUMENTAIRES

20.45 Super Héros. **13ème RUE**
20.45 Le Chagrin et la Pitié. [1/2]. **Planète**
20.50 Popstars. [13/14]. **M 6**
21.00 Les Plus Belles Routes du monde. Espagne, la route des bâtisseurs. **Voyage**
21.00 Au fil des inventions humaines. [11e volet]. **National Geographic**
21.05 Sport en jeu. [3/3]. La ruée vers l'or - le beau geste. **TV 5**
21.30 Les Brûlures de l'Histoire. Mai 1968. **La Chaîne Histoire**
21.30 Les Crocs du serpent. **National Geographic**
21.40 Voyage aux sources du Nil. [5/5]. Les eaux du Nil. **Odyssée**
22.15 Thema. Sartre, si loin, si près. **Arte**
22.20 Chroniques d'Hollywood. [15/26]. **Histoire**
22.25 Biographie. Shakespeare. **La Chaîne Histoire**
22.40 De Superman à Spiderman. L'aventure des super héros. **13ème RUE**
22.40 Voyage au cœur de l'Asie centrale. Le Kazakhstan. **Odyssée**
22.50 Munich ou la Paix pour cent ans. **Planète**
23.10 Sujet tabou. Race supérieure. Un jeu de rôle de Jane Elliott. **France 3**
23.25 Bourguiba, le combattant suprême. **La Chaîne Histoire**
23.30 Espagne. L'âme ardente de Séville. **Téva**
0.10 Histoire clandestine de ma région. **Canal +**

SPORTS EN DIRECT

20.30 Handball. Championnat du monde féminin. Quart de finale. **Pathé Sport**
20.30 Curling. Championnats d'Europe. **Eurosport**

MUSIQUE

20.05 Chopin. *Scherzo* en si bémol mineur. Enregistré lors des Fêtes romantiques de Nohant, en 2000. Avec Claire-Marie Le Gay (piano). **Mezzo**
23.00 Jazz Open 1996. Avec Tim Hagans, trompette ; Javon Jackson, saxophone ténor ; Greg Osby, saxophone alto ; Kevin Hays, piano ; Essiet Essiet, basse ; Bill Stewart, percussions. **Muzzik**
23.45 Tosca. Opéra de Puccini. Enregistré à la Scala de Milan, en 2000. Par l'Orchestre de la Scala de Milan, dir. Riccardo Muti. **Mezzo**

TÉLÉFILMS

20.55 La Ruelle au clair de lune. Edouard Molinaro. **Monte-Carlo TMC**
22.15 La Cavalière. Philippe Monnier. [2/2]. **TV 5**
22.25 L'Œil du python. William Friedkin. **Festival**

SÉRIES

20.15 Comme un lundi. **Arte**
20.55 Navarro. Graine de macadam ○. **TF 1**
21.40 The Practice. La compensation. Meurtre sur pellicule. **Série Club**
0.50 Six Feet Under. Pilote (v.o.) ○. **Canal Jimmy**

FILMS

20.45 Beetlejuice ■■ Tim Burton (Etats-Unis, 1988, 90 min) ◇. **CineCinemas 1**
20.45 Shining ■■■ Stanley Kubrick (Etats-Unis, 1980, 120 min) ◇. **TCM**
20.50 37°2 le matin ■■ Jean-Jacques Beineix (France, 1986, 180 min) ◇. **Cinéfaz**
21.00 Le Boucher ■■■ Claude Chabrol (France - Italie, 1969, 90 min). **Paris Première**
21.00 Artistes et modèles ■■ Frank Tashlin (Etats-Unis, 1955, v.o., 105 min) ◇. **Cinétoile**
21.00 Carmen ■■■ Francesco Rosi (France - Italie, 1984, 150 min) ◇. **Téva**

22.05 Erin Brokovich, seule contre tous ■ **Steven Soderbergh. Avec Julia Roberts, Albert Finney** (Etats-Unis, 2000, v.o., 124 min) ◇. **Canal +**
22.20 Piège de cristal ■■ John McTiernan (Etats-Unis, 1988, 130 min) ◇. **TPS Star**
22.30 La Ligne rouge ■■ Terrence Malick (Etats-Unis, 1999, 165 min) ○. **CineCinemas 1**
22.45 Face au crime ■■ Don Siegel (Etats-Unis, 1956, v.o., 95 min). **TCM**
22.45 Les Tontons farceurs ■■ Jerry Lewis (Etats-Unis, 1965, v.o., 99 min) ◇. **Cinétoile**
22.50 Snake Eyes ■■ Brian De Palma (Etats-Unis, 1998, 95 min) ◇. **Cinéstar 1**
23.10 L'Amour à vingt ans ■■ François Truffaut, Marcel Ophüls, Renzo Rossellini, Shintaro Ishihara et Andrzej Wajda (Fr. - It. - Jap., 1962, 85 min) ◇. **CineClassics**
23.20 Sartre par lui-même ■ ■ Alexandre Astruc et Michel Contat (France, 1976, 95 min). **Arte**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

17.20 Melrose Place.
18.15 et 0.30 **Star Academy.**
18.55 Le Bigdil.
20.00 Journal, Tiercé, Météo.
20.55 Navarro. Graine de macadam ○.
22.50 Eternelle vengeance. Téléfilm. Marc S. Grenier ○.
1.05 Le Droit de savoir.

FRANCE 2

17.25 Qui est qui ?
18.05 70's Show ◇.
18.30 Friends ◇.
18.55 On a tout essayé.
19.50 Un gars, une fille.
20.00 et 0.35 **Journal, Météo.**
20.25 Question ouverte. Raymond Barre.
20.55 Envoyé spécial.
23.00 Campus, le magazine de l'écrit.
1.00 Nikita. Arrêt des missions ○.

FRANCE 3

17.50 C'est pas sorcier.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.15 Tout le sport.
20.25 La Vie à deux.
20.50 Poursuite Film. Andrew Davis ○.
22.35 Météo, Soir 3.
23.10 Sujet tabou.

CANAL +

17.00 Une vie à deux Film. Rob Reiner ◇.
18.30 Jack Palmer ◇.
► En clair jusqu'à 20.45
18.35 Agrippine ◇.
19.10 Le Journal.
19.25 + de cinéma.
19.40 + de sport.
19.50 Le Zapping.
19.55 Les Guignols de l'info.
20.05 Burger Quiz.
20.40 En quête de l'anneau.
20.45 Janice l'intérimaire Film. Clare Kilner ◇.
22.05 Erin Brokovich, seule contre tous ■ Film. Steven Soderbergh (v.o.) ◇.
0.10 Histoire clandestine de ma région.

ARTE

19.00 Voyages, voyages.
19.45 Arte info, Météo.
20.15 Histoires de familles.
20.45 Thema. Sartre. **20.45** Les jeux sont faits Film. Jean Delannoy. **22.15** Sartre, si loin, si près. **23.20** Sartre par lui-même ■■ Film. Alexandre Astruc et Michel Contat. [1/2].
0.55 Chronique d'une mort annoncée ■ Film. Francesco Rosi ○.

M 6

17.55 Le Flic de Shanghaï ◇.
18.55 Charmed ◇.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 Madame est servie ◇.
20.40 Caméra Café.
20.50 Popstars. [13/14].
22.10 Petits désordres amoureux Film. Olivier Péray ○.
23.55 Zone interdite.
1.50 Culture pub.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Radiodrame.
21.00 Le Gai Savoir.
22.00 Journal.
22.10 Multipistes.
22.30 Surpris par la nuit.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUES

20.00 Concert. Par le Chœur de la Radio lettone et le Chœur et la Maîtrise de Radio France, dir. Arvo Volmer, Hillevi Martinpelto, soprano, Mechtild Georg, mezzo-soprano, Peter Svenson, ténor, Vladimir Petrov, baryton, Guido Jentjens, basse.
22.30 En attendant la nuit.
23.00 Jazz, suivez le thème.
0.00 Extérieur nuit.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Poulenc, Fauré, Debussy.
20.30 Concert. Par l'Orchestre national du Capitole de Toulouse, dir. Mstislav Rostropovitch. Œuvres de Tchaïkovski, Chostakovitch.
22.30 Les Rendez-Vous du soir (suite). Œuvres de Bach, Chopin, Tartini, Schubert, Paganini, Piazzolla.
0.00 Les Nuits de Radio Classique.

Le Monde TELEVISION

13ème RUE

20.45 13e Jour « Super-Héros »
La chaîne « action et suspense » du câble et du satellite consacre toute sa soirée aux super-héros nés dans les pages des comics américains, des années 1920 à 1950, qu'il s'agisse de Superman, de Prince Valiant ou de Batman et autres X - men, et qui ont, depuis, été déclinés en séries animées, longs métrages puis droits dérivés, faisant la fortune de leurs créateurs et popularisant une certaine vision de la BD. La soirée s'ouvre sur le film *The Shadow*, de Russel Mulcahy (20 h 45), qui raconte comment le héros initié à la sagesse renonce à sa vie de voyou pour nettoyer la ville de New York de ses crimes. Elle se poursuit par un documentaire inédit de Michel Viotte (22 h 40) intitulé *De Superman à Spiderman*... En interrogeant des auteurs et des éditeurs (Stan Lee, John Romita, John Buscema, etc.), ce film décrit l'aventure des super-héros : leur naissance qui va de la crise de 1929 à la seconde guerre mondiale, la façon dont ils ont ensuite fasciné les lecteurs américains puis colonisé le monde, avec des formules diverses. On saura tout sur ces mutants, mi-héros de papier, mi-agents de propagande des Etats-Unis, qui ont donné naissance à une véritable industrie et, parfois, à une véritable audace graphique et scénaristique. Des dessins animés (0 h 00) mettant en scène deux des plus réputés de ces héros de comics américains, Superman et Popeye, terminent cette soirée spéciale.

VENDREDI 14 DÉCEMBRE

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

15.05 Domus 5, c'est comment chez vous ? Carte blanche à Andrée Putman. **La Cinquième**
17.00 Les Lumières du music-hall. Nicole Croisille. Patrick Juvet. **Paris Première**
17.00 et 21.10 100 % Politique. Invités : Claude Allègre ; Jacques Maillot ; Philippe Mechet. **LCI**
19.00 et 1.00 Explorer. Lorsque l'éclair frappe. Amateurs de courses poussière. L'ours ou la vie ! **National Geographic**
19.00 Tracks. Spécial Festival des Inrocks. Backstage : Festival des Inrocks. Dream : Bernard Lavilliers. **Arte**
19.30 Rive droite, rive gauche. Best of. **Paris Première**
20.05 Open club 11. Invitée : Anne Fontaine. **CineClassics**
20.10 La Vie des médias. Les fictions. Invité : Jean-Pierre Guérin. **LCI**
20.50 Thalassa. La folie caviar. **France 3**
21.00 Une histoire de spectacle. Invité : DanyBoon. **Paris Première**
21.05 Mise au point. Interview du patron de l'Office fédéral de l'aviation civile, André Auer. Proche-Orient, l'après Arafat. Bâtiment : La retraite ou la mort. Ces noirs qui veulent blanchir. Faut-il interdire la fessée ? **TV 5**
21.25 RPC Interview. Invité : Pierre Lescure. **Canal Jimmy**
21.55 Des livres et moi. Invités : Marc-Edouard Nabe ; Maurice G. Dantec. **Paris Première**
22.45 On ne peut pas plaire à tout le monde. **France 3**
23.05 Chacun son monde : le sens du voyage, le voyage des sens. Invitée : Charlotte Rampling. **Voyage**
23.05 Le 52'. Tim Burton. **CineCinemas 1**

DOCUMENTAIRES

17.00 Les Brûlures de l'Histoire. Mai 1968. **La Chaîne Histoire**
17.00 Ne nous quittez pas. **National Geographic**
17.05 Les Refrains de la mémoire. [13/15]. La Californie, 1969. **La Cinquième**
17.30 Voyage pratique. L'Afrique du Sud. **Voyage**
17.30 Un pas dans la nuit ou la désobéissance. **Histoire**
18.00 Hollywood Stories. Siegfried et Roy & Bo Derek. **Paris Première**
18.00 Animaux intelligents. **National Geographic**
18.00 Histoire du XXe siècle. La Nomenklatura soviétique. **La Chaîne Histoire**
18.25 Les Kennedy, destin tragique d'une dynastie. [1/3]. Neuf otages du destin. **Planète**
19.00 I Love Pinochet. **Histoire**
19.00 Biographie. [1/2]. Abraham Lincoln. **La Chaîne Histoire**
19.15 Les Défis de la vie. Amis et ennemis. **Planète**
19.50 Les Mystères de l'Histoire. Hollywood racket. **La Chaîne Histoire**
20.00 Journal de voyage avec André Malraux. [12/13]. Le dernier voyage : Saint-Soleil en Haïti. **Histoire**
20.15 Mongolie, le paradis bleu. **Planète**
20.40 Les Mystères de la Bible. Prophètes, gardiens des âmes. **La Chaîne Histoire**
20.45 Claude Olievenstein, la drogue et la vie. **Planète**
21.00 Tueurs nés. La forêt tropicale humide. **National Geographic**
21.00 Site 2. **Histoire**
21.30 Il était une fois l'Atlantide. **Disney Channel**
21.40 Microbes. [1/4]. L'arbre de la vie. **Planète**
21.55 Mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Les derniers jours de la Seconde Guerre mondiale. **La Chaîne Histoire**
22.00 Le Catabatique. Vent glacé de l'Antartique. **National Geographic**
22.20 Cugny, l'homme orchestre. **Muzzik**
22.25 La Vie en face. Sur les cendres du vieux monde. **Arte**
22.35 Les Naissances de l'écriture. **Histoire**
22.35 Einstein, un mythe, un homme. **Planète**
22.45 Les Dauphins, un don d'Allah. **Odyssée**
23.00 Catastrophe ! **National Geographic**
23.10 L'Eau vive, un miracle fragile. **Odyssée**
23.35 Biographie. [2/2]. Abraham Lincoln. **La Chaîne Histoire**
23.35 Monsieur Blier. **Festival**
23.45 West Side Story. Le making of de l'enregistrement. **Mezzo**
0.35 Voyage au cœur de l'Asie centrale. Le Kazakhstan. **Odyssée**

SPORTS EN DIRECT

15.00 Curling. Championnats d'Europe. Demi-finales. **Eurosport**
16.00 Natation. Championnats d'Europe en petit bassin. **Eurosport**
17.30 Skeleton. Coupe du monde (3e étape). Dames. **18.30** Messieurs. **Eurosport**
20.15 Football. Coupe de France (32e de finale) : Valenciennes - Lens. **Eurosport**

DANSE

21.00 Les Grands Pas de deux. « Le Corsaire », avec Margot Fonteyn et Rudolf Noureev « Spring Waters », avec Maria Bilova et Léonide Nikonov ; etc. **Mezzo**

MUSIQUE

19.30 Classic Archive. Enregistré en studio, en 1961. Avec Yehudi Menuhin (violon). Par l'Orchestre symphonique de la Radio de Berlin, dir. Ferenc Fricsay. Œuvres de Rossini. **Mezzo**
20.35 et 23.30 Bach. *Préludes et fugues* BWV 867 et 868. Avec Jörg Dermus (piano). **Mezzo**
22.25 Come Together. Enregistré au Radio City Music Hall, à New York, en octobre 2001. Avec Yoko Ono ; Sean Lennon ; Dustin Hoffman ; Moby ; Ben Stiller ; Cindy Lauper ; Kevin Bacon ; Steve Buscemi. **Canal Jimmy**
22.55 Haydn. *Symphonie n° 103 en mi bémol majeur.* Par l'orchestre baroque La Petite Bande, dir. Sigiswald Kuijken. **Mezzo**
23.00 Joe Zawinul & Trilok Gurtu. Enregistré en 1994. **Muzzik**
23.45 1, 2, 3 soleils. Enregistré au palais omnisports de Paris-Bercy, le 26 septembre 1998. Avec Faudel, Rachid Taha, Khaled. **Paris Première**
0.05 The Nat « King » Cole Show 5. Enregistré Le 27 mai 1957. Avec Lurlean Hunter. **Muzzik**

THÉÂTRE

22.25 On purge Bébé. Pièce de Feydeau. Mise en scène de Raymond Gérôme. **Festival**

TÉLÉFILMS

20.45 L'Interpellation. Marco Pauly. **Arte**
20.55 L'Ivresse de la métamorphose. Edouard Molinaro [2/2] ○. **Monte-Carlo TMC**
21.00 L'Experte. Graham Theakston ○. **Canal +**

SÉRIES

20.15 Comme un lundi. **Arte**
20.50 Boulevard du palais. Une justice en béton. **France 2**
23.15 Michael Hayes. Jusqu'au bout. **Monte-Carlo TMC**
23.15 Lexx. Woz ○. **13ème RUE**
0.00 Friends. Ceux qui passaient une nuit blanche (v.o.) ◇. **Canal Jimmy**
0.20 Ally McBeal. Chacun ses fantasmes (v.o.). **Téva**

FILMS

16.00 En quête des sœurs Papin ■■ Claude Ventura (France, 2000, 90 min) ○. **Canal + Vert**
16.35 Le Roman de Werther ■■■ Max Ophuls (France, 1938, 80 min) ◇. **CineClassics**

16.40 Rosetta ■ **Jean-Pierre Dardenne et Luc Dardenne. Avec Emilie Dequenne et Fabrizio Rongione** (France - Belgique, 1999, 95 min) ◇. **Cinéstar 1**
18.25 Body and Soul ■■ Sam Henry Kass (Etats-Unis, 1998, 95 min) ◇. **TPS Star**
20.45 Détective privé ■■ Jack Smight (Etats-Unis, 1966, 120 min). **TCM**
21.00 Batman, le défi ■■ Tim Burton (Etats-Unis, 1992, 125 min) ◇. **CineCinemas 1**
21.00 La Ligne rouge ■■ Terrence Malick (Etats-Unis, 1999, 165 min) ○. **CineCinemas 2**
21.00 Harry dans tous ses états ■■ Woody Allen (Etats-Unis, 1997, 90 min) ◇. **TPS Star**
21.00 Liebelei ■■■ Max Ophuls (Allemagne, 1933, v.o., 85 min) ◇. **CineClassics**
22.25 Le Gaucher ■■ ■ Arthur Penn (Etats-Unis, 1958, v.o., 110 min) ◇. **CineClassics**
22.35 Tout le monde dit I love you ■■ Woody Allen (Etats-Unis, 1996, 95 min) ◇. **TPS Star**
22.40 Charlie et ses deux nénettes ■■ Joël Séria (France, 1973, 90 min) ◇. **Cinétoile**
22.45 2001, l'Odyssée de l'espace ■■■ Stanley Kubrick (Etats-Unis, 1968, 135 min) ○. **TCM**

23.40 Sartre par lui-même ■■ **Alexandre Astruc et Michel Contat** (France, 1976, 100 min). **Arte**
0.10 La Chevauchée fantastique ■■■ John Ford (Etats-Unis, 1939, v.o., 93 min) ◇. **Cinétoile**
0.15 Sans lendemain ■■ Max Ophuls (France, 1939, 80 min) ◇. **CineClassics**
0.15 Wild Man Blues ■■ Barbara Kopple (Etats-Unis, 1997, v.o., 100 min) ◇. **TPS Star**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.50 Les Feux de l'amour.
14.40 Trois filles de rêve. Téléfilm. Gianfrancesco Lazotti. [2/2].
16.25 Alerte à Malibu.
17.20 Melrose Place.
18.15 et 1.25 **Star Academy.**
18.55 Le Bigdil.
20.00 Journal, Météo, Trafic infos.
20.50 Spéciale Florent Pagny.
23.10 Sans aucun doute.

FRANCE 2

13.55 Derrick ◇.
15.00 Un cas pour deux ◇.
16.00 Mort suspecte.
16.55 Des chiffres et des lettres.
17.25 Qui est qui ?
18.05 70's Show ◇.
18.30 Friends ◇.
18.55 On a tout essayé.
19.50 Un gars, une fille.
20.00 et 1.05 **Journal, Météo.**
20.50 Une soirée polar. Boulevard du palais. *Une justice en béton.*
22.40 Spéciale 11 septembre. **22.45** New York 911. *10 septembre.* **23.30** *Une semaine après.* **0.20** A la Maison Blanche. *Isaac et Ismaël.*

FRANCE 3

13.55 C'est mon choix.
14.55 Les Vacances de la dernière chance. Téléfilm. Tony Wharmby.
16.30 MNK, A toi l'actu@.
17.50 C'est pas sorcier.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.10 Tout le sport.
20.20 La Vie à deux.
20.50 Thalassa.
22.20 Météo, Soir 3.
22.45 On ne peut pas plaire à tout le monde.
0.40 Ombre et lumière.
1.05 Les Envahisseurs. La fugitive.

CANAL +

► En clair jusqu'à 14.00
13.25 et 20.45 **Encore + de cinéma.**
14.00 Je rêvais de l'Afrique Film. Hugh Hudson ◇.
16.10 Sleepy Hollow ■ Film. Tim Burton ◇.
17.55 Stick ○.
18.30 Jack Palmer ◇.
► En clair jusqu'à 21.00
18.35 Agrippine ◇.
19.00 Coffe passe à l'euro.
19.10 Le Journal.
19.25 + de cinéma.
19.40 + de sport.
19.50 Le Zapping.
19.55 Les Guignols de l'info.
20.05 Burger Quiz.
21.00 L'Experte. Téléfilm. Graham Theakston ○.
23.15 Hurricane Carter Film. Norman Jewison ○.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.45 Le Journal de la santé.
14.05 La Fin de l'Union Soviétique.
15.05 Domus 5, c'est comment chez vous ?
16.05 L'Artisan du rêve.
17.05 Les Refrains de la mémoire.
17.35 100 % question.
18.05 C dans l'air.
19.00 Tracks.
19.45 Arte info, Météo.
20.15 Histoires de familles.
20.45 L'Interpellation. Téléfilm. Marco Pauly.
22.25 La Vie en face. Sur les cendres du vieux monde.
23.40 Profils. Sartre par lui-même ■■ Film. Alexandre Astruc et Michel Contat. [2/2].
1.20 Le Dessous des cartes.

M 6

13.35 La Force de vivre. Téléfilm. Harry Winer ◇.
15.15 Médecins d'urgences ◇.
16.10 Agence Acapulco ◇.
16.55 M 6 Music.
17.30 Le Pire du Morning.
17.55 Le Flic de Shanghaï ◇.
18.55 Charmed ◇.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 Madame est servie ◇.
20.40 Caméra Café.
20.50 C'est la jet-set.
23.10 Buffy contre les vampires. Piégée ○. **23.55** Stress ◇.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.30 Appel d'air.
20.30 Black and Blue. Un Buddy Rich méconnu.
21.30 Cultures d'islam.
22.00 Journal.
22.10 Multipistes.
22.30 Surpris par la nuit.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUES

18.00 Le Jazz est un roman.
19.05 Le Tour d'écoute.
20.05 Concert franco-allemand. Par l'Orchestre symphonique de la radio de Sarrebruck, dir. Günther Herbig. Œuvres de Malher.
22.30 Alla breve (rediff.).
22.45 Jazz-club. Le trio de Manuel Rocheman, piano, avec Michel Zenino, contrebasse et Stéphane Foucher, batterie.
1.00 Les Nuits de France-Musiques.

RADIO CLASSIQUE

18.30 Classique affaires soir.
20.00 Les Rendez-vous du soir. Œuvres de Mondonville, Rameau, Dieupart.
20.30 Concert. Par l'Orchestre symphonique de Géorgie, dir. Djansug Kakhidze, Nicholas Angelich, piano. Œuvres de Tchaïkovski, Prokofiev, Rachmaninov.
23.00 Les Rendez-vous du soir (suite). Œuvres de Schubert, Mendelssohn, Brahms.
0.00 Les Nuits de Radio Classique.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA
◇ Tous publics
○ Accord parental souhaitable
◇ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
○ Public adulte Interdit aux moins de 16 ans
◇ Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films
■ On peut voir
■■ A ne pas manquer
■■■ Chef-d'œuvre ou classique

Les symboles spéciaux de Canal +
DD Dernière diffusion
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et malentendants

Le Monde TELEVISION

Arte

20.45 L'Interpellation
La vie apparemment équilibrée d'un ostéopathe, père de famille, bascule lorsque deux inspecteurs le menottent dans son cabinet et l'embarquent, sans ménagements, au commissariat. Il y est placé en garde à vue, accusé de détournements de fonds. Un téléfilm caricatural et pas crédible de Marco Pauly, tourné en vidéo numérique, à voir toutefois pour la superbe interprétation de Robin Renucci.

France 2

22.40 Spécial 11 septembre 2001
Il aura fallu deux mois à peine pour que les scénaristes américains « récupèrent » la tragédie du 11 septembre. Tournés en un temps record et diffusés les 22 et 29 octobre sur la chaîne NBC, deux épisodes de « New York 911 » intègrent habilement la réalité à la fiction. Cette série de John Wells et Edward Allen Bernero raconte, à la manière d'« Urgences », la vie quotidienne des pompiers, policiers et secouristes de Manhattan. Les deux épisodes inédits de ce soir évoquent « l'avant » et « l'après » de la tragédie. Le premier, intitulé *10 septembre*, décrit les événements de la nuit, quelques heures avant l'attaque du World Trade Center. Le second, *Une semaine après*, revient sur le traumatisme causé parmi les pompiers. De son côté, le scénariste Aaron Sorkin, créateur de la série américaine « A la Maison Blanche », a écrit un épisode spécial, *Isaac et Ismael*, abordant la chasse aux terroristes à l'intérieur même de la Maison Blanche.

Le Monde

VENDREDI 14 DÉCEMBRE 2001

Conseil d'ami

par Pierre Georges

BON, c'est dit. Demain matin vendredi à l'aube froide et pâle, – europhile saisis ton luth ! –, on file au bureau de tabac et monnaies pour s'en rouler un petit. Bonjour, ce serait pour un sachet d'euros ! Combien ? 100 francs ? C'est donné ! Comment ? Nuit gravement à la sérénité ? Eh oui, mais que voulez-vous, c'est cela l'addiction. Et, de gré ou de force, il faudra y passer. Par ici la monnaie !

Autant donc s'y préparer dans la bonne humeur. Quinze au jus désormais, seize à tout casser, et en route vers de nouvelles coupures. C'est dire s'il nous vient devant ce joyeux avènement, des regrets de commerçant et des émerveillements d'enfant. Les regrets parce qu'on y pense, mais un peu tard, il n'aurait point perdu son temps et notre argent celui qui aurait inventé un calendrier de l'Avent monétaire. Ce calendrier, on l'aurait vendu, en francs, à toutes les familles de France aux fins de mieux préparer les fêtes. Comme il convient, cet éphéméride aurait été vert sapin et rouge Père Euro, avec des boules et des guirlandes partout, et plein de petites cases. Et chaque matin, une main innocente en aurait, voici pour les émerveillements, ouvert une des cases conçues ludiques et pédagogiques. La conversion sans peine, façon conte de Noël.

Au lieu de quoi, c'est dans le plus grand désordre que chacun désormais bachote son euro par peur de rater son examen de passage. Il nous revient de toutes parts qu'ici et là, aidés par une belle jeunesse experte en voltige monétaire, convertisseuse-née, des gens de qualité révisent le soir à la veillée. Que ces gens-là suent sang et monnaie, font des gammes, des exercices, souffrent le doux martyre de la conversion dans un sens, franc vers l'euro, puis euro vers le franc. Qu'ils sont bardés de calculettes, de convertisseurs, de dépliants du genre L'Euro pratique, de cartes fort sympathiques, euro sous un angle, franc sous l'autre. Qu'ils sont, pauvres, exténués quand le résultat de leur calcul de débit de l'euro est mauvais, comme mauvaise note. Et ravis quand ils ont résolu ce problème de plomberie monétaire élémentaire.

Alors, lecteurs du *Monde* si m'en croyez, filez dès l'aube froide et pâle (bis) vendredi. Pas seulement pour acheter du bel et bon euro, 15,25, en échange d'un billet moribond et promis d'ici peu à être passé par le fil de la perforeuse. Pas seulement pour palper, humer, renifler, retourner,traçabiliser, identifier, pile et face, en un mot pas seulement pour vous familiariser avec chacune des quarante pièces offertes pour un billet. Mais pour une autre raison.

Apprenez, c'est un conseil d'ami désintéressé, à reconnaître parmi toutes, la pièce de 1 euro et la pièce de 20 cents. Tout lecteur du *Monde* à peu près bien né se reconnaîtra à cette capacité instinctive à mettre la main à la poche, à reconnaître au toucher l'une et l'autre de ces pièces et à filer vers le kiosque le plus proche. Car nul ne pourra nous contredire ici. Le prix de son journal, à l'ancienne, n'était pas un prix rond. 7,90 F tous les jours, ou presque, avec tous les jours une pièce de dix centimes inutile sauf à madame Chirac, c'était vraiment du prix à l'antique. Tandis qu'1,20 €, là, cela sonne belle et bonne monnaie ! Et journal de son temps.

Jacques Vergès se prépare à assurer la défense de Slobodan Milosevic

L'avocat français a rejoint le groupe de conseillers de l'ancien président yougoslave

LA HAYE (TPIY)
correspondance

Jacques Vergès s'apprête à rejoindre le groupe d'avocats qui, en coulisse, conseilleront Slobodan Milosevic dans sa défense lors de son procès pour crimes contre l'humanité au Kosovo. « *J'ai été contacté par les amis de Milosevic qui m'ont demandé de participer à leur travail. Le courant est passé. Je prépare des dossiers* », a confirmé au *Monde* l'avocat français.

Celui qui prit la défense de Klaus Barbie ou du terroriste Carlos vient de passer plusieurs jours à Belgrade. Dimanche dernier, il a rencontré plusieurs des « amis » de l'ancien chef d'Etat, dont l'un de ses avocats belgradois, Zdenko Tomanovic. Il indique qu'il « *portera plainte pour enlèvement contre l'Etat néerlandais auprès de la Cour européenne des droits de l'homme* ». Une action similaire a échoué devant un tribunal aux Pays-Bas. Mais l'avocat affirme avoir un « *dossier solide* » qui repose sur trois arguments : aucun Etat n'extrade ses nationaux ; aucun Etat n'extrade une personne ayant commis un crime sur son sol ; l'extradition de Milosevic s'est faite en l'absence de décision judiciaire. Jacques Vergès n'a pas encore rencontré le détenu le plus célèbre de la prison du Tribunal pour l'ex-Yougoslavie. Il attend que la situation soit clarifiée.

« ÉCONOMIES JUDICIAIRES »

Mardi 11 décembre, la chambre de première instance s'est penchée sur une demande de la procureure, Carla Del Ponte, de joindre en un seul et même procès les trois actes d'accusation délivrés contre Milosevic : pour crimes contre l'humanité au Kosovo, puis en Croatie, et pour génocide en Bosnie. Une telle jonction se justifiait, affirmait son substitut, Geoffrey Nice, au motif que les exactions commises, selon les trois inculpations, par les Serbes sous les ordres de Milosevic au cours des conflits, obéissaient à un objectif unique : créer une Grande Serbie. Il avançait un autre argument d'« *économies judiciaires* » : regrouper les affaires permettait d'avoir un procès moins long que l'addition de trois procès séparés.

Les magistrats ont entendu les arguments de l'accusation, et ils ont écouté les « amis de la cour », nommés en l'absence d'avocats à ce stade de la procédure, qui ont notamment contesté que la guerre au Kosovo entrait dans un projet de création d'une Grande Serbie. Puis l'accusé a eu la parole. « *Je suis fier d'avoir été le chef des forces militaires qui ont arrêté l'OTAN. Si je suis ici, c'est que je suis puni pour avoir résisté à la plus grande tyrannie qui veut diriger le monde* », a-t-il lancé.

Les juges ont décidé d'organiser deux procès distincts, le premier, sur le Kosovo, s'ouvrira le 12 février. Carla Del Ponte envisage de faire appel. Selon Me Vergès, il serait possible de contester la légitimité du TPIY, « *créé par le Conseil de sécurité de l'ONU en l'absence de texte lui donnant un tel pouvoir* », et fonctionnant avec des fonds privés. Sur ce point, on indique au TPIY que « *sur 10 dollars dépensés, 8,6 dollars proviennent du financement de l'ONU* ». Jacques Vergès conteste également le fait que la juridiction, créée en 1993, s'intéresse, conformément à ses statuts, à des crimes commis avant cette date, ce qui serait en contradiction avec le principe général du droit de non-rétroactivité. Il compte également mettre en avant le fait que l'OTAN devrait être au banc des accusés pour « *avoir voulu briser la volonté de résistance de la Serbie en détruisant des villes et en tuant des civils, comme à Dresde ou à Hiroshima* ».

Me Vergès ne sera pas seul à défendre l'ex-président yougoslave. Autour de lui se constitue un groupe d'avocats réputés, dont le britannique John Livingston, et Ramsey Clark, ancien secrétaire américain à la justice. Ceux-ci rendent régulièrement visite à l'accusé. Pour l'instant, tous sont priés de rester dans l'ombre. Jusqu'à nouvel ordre, Slobodan Milosevic veut apparaître seul en salle d'audience, pour affronter la machine d'un tribunal qu'il ne reconnaît pas.

Alain Franco

L'accord entre les artisans et les syndicats ravive les tensions au sein du patronat

Il instaure un prélèvement de 0,15 % sur la masse salariale pour financer le dialogue social

LES DISSENSIONS au sein du monde patronal se sont faites un peu plus criantes, mercredi 12 décembre : en signant avec les cinq confédérations syndicales (CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO) un accord sur le développement du dialogue social dans son secteur, l'Union professionnelle artisanale (UPA) a suscité la colère des autres organisations patronales (Medef, CGPME). Ce texte instaure un prélèvement de 0,15 % sur la masse salariale des entreprises artisanales, qui sera versé à un fonds mutualisé destiné à financer, à part égale entre patronat et syndicats, le financement du dialogue social.

La CGPME juge que ce texte, élaboré « *sans concertation* » avec les autres organisations patronales, est « *extrêmement critiquable* », car il alourdit les charges financières pesant sur les PME « *alors même que celles-ci sont particulièrement sensibles au poids des prélèvements obligatoires* ». Le Medef souligne que ce nouveau prélèvement est « *contraire au dialogue social* » qui, selon lui, « *ne peut être fondé que sur les principes de liberté d'association et de cotisation, seuls garants de l'indépendance des partenaires sociaux et leur liberté d'association* ». L'organisation d'Ernest-Antoine Seillière « *s'étonne que l'UPA prenne à nouveau des dispositions contraires à l'esprit et à la critique des organisations d'entrepreneurs* », mettant directement en cause son président, Robert Buguet.

M. Buguet rappelle que « *le président de l'UPA n'est que le porte-parole de ses trois organisations membres que sont la Capeb* (Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment), *la CNAMS* (Confédération nationale de l'artisanat des métiers et des services) *et la CGAD* (confédération générale de l'alimentation de détail), *sans l'accord desquelles il ne peut engager aucune action* ». Il constate que « *jusqu'à présent, c'est le Medef qui parlait au nom de toutes les entreprises* » et qu'aujourd'hui, « *nous voyant nous organiser, il s'inquiète de nous voir prendre la parole* ».

RÉPARTITION DIFFÉRENCIÉE

Ce sont avant tout les « *bévues* » du Medef et de la CGPME – notamment leur retrait des conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale début octobre – qui propulsent l'UPA sur le devant de la scène. L'UPA défend aussi son accord, qui « *s'inscrit dans le droitfil des orientations émises par les partenaires sociaux en juillet, définissant les voies et moyens de l'approfondissement de la négociation collective* ». Elle rappelle que des textes similaires ont déjà été signés par les artisans du bâtiment, les fleuristes, les charcutiers et les garagistes.

Tandis que le monde patronal se déchire, les cinq confédérations syndicales se félicitent toutes de cet accord. Une telle unanimité n'était pourtant pas acquise au départ. En effet, un point aurait pu faire capoter l'initiative : la répartition entre les organisations des fonds recueillis. La CGT et la CFDT souhaitaient une redistribution en fonction du poids électoral de chacun, ce qui était inacceptable pour les trois autres confédérations.

Les cinq centrales ont fini par se mettre d'accord sur une répartition différenciée : la CFDT, la CGT et Force ouvrière percevront chacune 23 % de la part du fonds distribuée au niveau interprofessionnel, la CFTC et la CGC 15,5 %. L'UPA peut se féliciter d'avoir obtenu la signature des cinq confédérations de salariés – ce que le Medef n'est pas parvenu à faire ces dernières années.

Laetitia Van Eeckhout

L'ETA qualifie de « fortuits » les tirs contre les gendarmes

LES COUPS DE FEU tirés par des activistes de l'ETA contre des gendarmes sur le territoire français ces dernières semaines ne seraient que « *des affrontements fortuits* », affirme l'organisation séparatiste basque dans un communiqué publié, jeudi 13 décembre, par le journal indépendantiste *Gara*. « *Il y a eu des blessés contre notre volonté* », précise l'ETA, qui dément ainsi avoir changé de stratégie en s'en prenant à des intérêts français. Deux gendarmes avaient été grièvement blessés, en novembre, par des membres présumés de l'ETA lors de contrôles routiers dans les Pyrénées-Atlantiques. Le 6 décembre, trois membres de l'ETA avaient été interpellés et l'un d'entre eux avait tiré sur un gendarme sans le blesser, près d'Auch (Gers). Mercredi, quatre autres activistes présumés de l'organisation basque ont été arrêtés dans cette ville.

« Le Monde » et le Train de l'emploi

***LE MONDE* VA LANCER DU 14 AU 29 JANVIER 2002** la deuxième édition de l'opération le Train de l'emploi, qui se rendra dans neuf villes (Lille, Nancy, Grenoble, Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Nantes et Paris) afin de rapprocher jeunes diplômés, cadres débutants et entreprises. Le Train de l'emploi 2002, organisé en partenariat avec France 3 et France-Info, se caractérise par la forte présence des banques et du secteur public parmi les 24 grandes entreprises et institutions partenaires. Le premier Train de l'emploi, en mars 2001, avait permis à 17 000 candidats (jeunes diplômés à bac + 4 ou 5 et jeunes cadres ayant moins de trois ans d'expérience) de rencontrer les responsables des ressources humaines des entreprises partenaires.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE : l'enquête de l'inspection générale des services judiciaires (IGSJ) dans l'affaire des disparues de l'Yonne a été étendue** « *à d'autres dossiers* », a annoncé, mercredi 12 décembre, la ministre de la justice, Marylise Lebranchu. Le procureur général de Paris avait auparavant décidé d'ouvrir une enquête administrative sur la base d'un rapport du procureur de la République d'Auxerre révélant que la quasi-totalité des dossiers d'information terminés par un non-lieu entre 1958 et 1982 avait disparu.

■ **Le Conseil supérieur de la magistrature (CSM)** a refusé, jeudi 13 décembre, de sanctionner Marie-Paule Moracchini, juge d'instruction à Paris, alors que la ministre de la justice avait demandé une sanction disciplinaire pour « *manque de rigueur* » et « *atteinte à la crédibilité de sa fonction* ». Mme Moracchini était poursuivie pour ne pas avoir fait une copie du dossier de la Scientologie et pour la disparition d'un dossier ouvert en 1989 qui mettait en cause des policiers.

■ **PRESSE : la direction du Figaro** a annoncé mercredi 12 décembre son intention de cesser la publication de ses suppléments mensuels, *Figaro Rhône-Alpes* et *Figaro-Méditeranné*. – *(Corresp).*

■ **La rédaction du quotidien sportif *L'Equipe*** (groupe Amaury) a voté une nouvelle journée de grève pour vendredi 14 décembre, à la suite du refus de la direction de payer, en plus du quatorzième mois, l'intégralité d'une prime prévue de 5 000 francs (760 euros).

■ **MAROC : l'ancien agent secret Ahmed Boukhari,** auteur de révélations sur l'affaire Ben Barka, a été condamné, mercredi 12 décembre, à trois mois de prison ferme pour « *diffamation* » par un tribunal de première instance à Casablanca.

Tirage du *Monde* daté jeudi 13 décembre 2001 : 510 390 exemplaires. **1-3**
Nos abonnés trouveront associé au numéro d'aujourd'hui un supplément « Afghanistan ».

L'Europe
est à moins de 170 € ttc A/R (1115,13 f).
Voyagez du 7 janvier au 17 mars 2002.
Achetez avant le 18 décembre 2001.

Cet hiver la couleur est très tendance.

Tarifs sur vols directs soumis à conditions. Renseignez-vous dans votre agence de voyages, votre agence Air France, au 0 820 820 820 (0,12 € / 0,79 f ttc/mn), 3515 AF (0,20 € / 1,28 f ttc/mn) ou www.airfrance.fr

AIR FRANCE

Le Monde
DES LIVRES
LITTERATURE ● ESSAIS
VENDREDI 14 DÉCEMBRE 2001

DOSSIER
Début de l'« avalanche » éditoriale sur Victor Hugo avec Jean-François Kahn, Max Gallo et un entretien avec Jean-Marc Hovasse
page II

ISMAÏL KADARÉ
page III

ALBERTINE SARRAZIN
page IV

JEUNESSE
Sélection de Noël
page V

DROIT page VII

STANISLAS BOUVIER

Jeunesse de Hugo

Entre lieux communs et régressions intéressées, la commémoration du bicentenaire de l'écrivain peut rappeler le meilleur de son évolution révolutionnaire. Tel ce premier volume d'une passionnante biographie

Philippe Sollers

L'embêtant, avec Hugo, c'est qu'il faut se débarrasser de lui pour l'atteindre. De lui, ou plutôt des clichés scolaires et républicains, images barbues et pieuses, Panthéon et commémorations, rabâchages primaires, périodes oratoires, culte et ennui. Comme d'habitude, ce qui est supposé bien connu est méconnu, et il suffit d'entrer dans les détails d'une création et d'une vie pour que tout se lève et foisonne, changeant le grand-père momifié en jeune homme éternel. Il faut citer Hugo, le couper, le fissurer, le faire apparaître, le diversifier, le libérer, le déchaîner, l'arrêter brusquement, l'approfondir à partir de quelques mots. Exemple : *« Jamais le génie ne réussira près des Académies ; un torrent les épouvante : elles couronnent un seau d'eau. »* Ou bien : *« Moi, je demande l'Europe, et je ne regretterai pas la France. »*

Une biographie précise, donc : la voici, par un normalien de trente et un ans, Jean-Marc Hovasse, et c'est aussitôt un roman, plus passionnant que tous les romans. Premier volume : de 1802 à 1851, ou comment Hugo devient enfin jeune à cinquante ans en partant pour l'exil, après le coup d'Etat de Napoléon-le-petit. Hugo dans tous ses états : contradictoire, volontaire, inspiré, ambitieux, amoureux, intrigant, cachottier, rêveur, enthousiaste, déprimé, voyageur, travailleur. Hugo, surtout, prodigieuse machine de langage, poésie, drame, roman, notations, visions. *« La Poésie, c'est tout ce qu'il y a d'intime dans tout. »* Hugo-montagne, Hugo-océan, Hugo-ville, Hugo-dessins, Hugo-chevauchée fantastique. Et puis Hugo-politique, Hugo-seul-contre-tous, Hugo-révolution.

Voyons cela point par point, à travers son style, sinon, et c'est le but de l'opération momification, on oublie l'essentiel : Hugo écrit, et c'est la puissance de son écriture (et de son art oratoire) qui lui a donné raison par rapport à tout un pays. Exemple : nous sommes à l'Assemblée nationale, un interrupteur de droite demande à Victor Hugo de se taire. Hugo lui demande son nom : Bourbusson. Hugo : *« C'est plus que je n'espérais. »* Eclat de rire général. Ou encore, à l'Académie, Victor Cousin déclare que la langue française est en décadence depuis 1789. Hugo : *« A quelle heure, s'il vous plaît ? »* Rire de nouveau. A quoi succèdent les grandes envolées lyriques contre la peine de mort et pour la liberté de la presse. *Liberté* : c'est le mot qui revient le plus souvent. *« Liez une veine, vous avez la maladie ; entravez un fleuve, vous avez l'inondation ; barrez l'avenir, vous avez les révolutions. »* Hugo pré-soixante-huitard ? Mais bien sûr, n'en déplaise aux néo-hugoliens nationaux.

Tout sur Hugo, donc : son enfance, ses lectures *(« J'ai passé mon enfance à plat ventre sur les livres »)*, sa mère royaliste, son père général napoléonien, son imprégnation espagnole, sa solitude enchantée dans des jardins, sa double fascination pour Chateaubriand et Voltaire, son mariage avec Adèle (qui lui préfère Sainte-Beuve), le coup de foudre pour Juliette Drouet (*« Blanche avec des yeux noirs, jeune, grande, éclatante,/Tout en elle était feu qui brille, ardeur qui rit »*), leur première nuit d'amour, avec, au matin, les Masques du carnaval (*« ils étaient ivres et moi aussi ; eux de vin, moi d'amour »*), ses succès ou ses échecs au théâtre, le duel imaginaire avec Shakespeare, son horreur de la guillotine (qui influencera Dostoïevski), sa résurrection de Notre-Dame de Paris...

Hugo et la nature ? C'est là, sans doute, l'aspect principal. Exemple : *« Une grande brume grise couvrait le fond de la mer où les voiles s'enfonçaient en se simplifiant. »* Ou bien : *« Chaque rocher est une lettre, chaque lac est une phrase, chaque village est un accent. »* Ou bien : *« Cependant la sombre terre marche et roule ; les fleurs ont conscience de ce mouvement énorme. »* Ou bien : *« Il y a toujours sur ma strophe ou sur ma page un peu de l'ombre du nuage et de la salive de la mer. »* Ou bien : *« La racine enfante dans l'ombre une rose pour le soleil. »* Et aussi : *« Le rêve est l'aquarium de la nuit. »* Et encore : *« Je me sens à jamais pensif, ailé, vivant. »*

Hugo découvre une chose stupéfiante et toute simple : la Nature (ou Dieu, ce qui revient au même) pense à travers la forme optique du vers. Il suffit de placer l'instrument, et la révélation a lieu. De là, on pourra aller annoncer la bonne nouvelle aux opprimés, aux enchaînés, aux humiliés, aux persécutés. Et ce n'est pas un prince-président ni un empereur de carton-pâte qui pourront empêcher la nouvelle de se répandre. Bien entendu, l'amour est à la charnière de ce déferlement. Après Juliette, Léonie (qui répare la mort de sa fille Léopoldine). La voici sous les traits de Cosette : *« Elle faisait à qui la voyait une sensation d'avril et de point du jour. Il y avait de la rosée dans ses yeux. C'était une condensation de lumière aurorale sous forme de femme. »*

Les Misérables est un roman constamment crypté d'autobiographie, et c'est encore de lui-même que Hugo parle en célébrant Balzac : *« Tous ses livres ne forment qu'un livre, livre vivant, lumineux, profond, où l'on voit aller et marcher et se mouvoir, avec je ne sais quoi d'effaré et de terrible mêlé au réel, toute notre civilisation contemporaine... »* Encore un autoportrait dans cette description de Mirabeau : *« Il ne rencontre dans la vie que deux choses qui le traitent bien et qui l'aiment, deux choses irrégulières et révoltées contre l'ordre, une maîtresse et une révolution. »* La Nature parle, l'Amour la condense, l'histoire de la Liberté s'ensuit. Cela provoque des cabales et des insultes ? Peu importe : *« J'entends rire les sots, j'entends hurler l'envie,/On siffle, on raille, on ment ; on m'outrage en plein jour./Mais je ne me plains pas. Le ciel donne ma vie/A la haine en public, en secret à l'amour. »*

Cette insistance sur l'amour est probablement ce qui choque le plus chez Hugo. On l'arrête en plein adultère ? Il célèbre la supériorité du droit naturel sur le droit social : *« La liberté du cœur humain. »* On le conspue ? Il s'écrie : *« Taisez-vous, chiffonniers de la haine ! »* Ses adversaires sont pour lui *« de la boue avant d'être de la poussière »*. Portrait de Victor Cousin : *« C'est un déclamateur, banal, bouffi de lieux communs, rogue et pédant. Il est méchant, mais il est faible. Il fait ce qu'il peut, mais il ne peut qu'un avortement. Il veut faire une blessure et ne fait qu'une piqûre. Professeur, académicien, pair de France, ministre, jamais on n'a vu sortir une idée de sa tête, cette outre sonore. Il a toute la prétention d'un philosophe, toute l'apparence d'un charlatan, et toute la réalité d'un cuistre. »* L'Assemblée ? Un ramassis de médiocres : *« Elle est presque entièrement composée d'hommes qui, ne sachant pas parler, ne savent pas écouter. Ils ne savent que dire et ils ne veulent pas se taire. Que faire ? Ils font du bruit. »*

En réalité, on est réactionnaire à partir de questions de langage. *« Depuis quinze ans, on a ridiculisé l'enthousiasme : Poésie ! disait-on. »* Conséquence : *« Les consciences se dégradent, l'argent règne, la corruption s'étend, les positions les plus hautes sont envahies par les passions les plus basses »* (ici, le compte-rendu de la séance note : *mouvement prolongé*). Hugo ne se résigne pas à l'oubli de la grandeur. Lors du retour des cendres de Napoléon (le Grand), il crie à la foule des bourgeois apathiques de se découvrir. Il est tellement indigné qu'il n'apprécie même pas le *Requiem* de Mozart. Onze ans plus tard, c'est le « crime » de Napoléon III. Hugo se retrouve seul, ou presque. Il voit les barricades et les massacres. Sa tête est mise à prix. Il se cache dans Paris pendant trois jours, et finit par passer en Belgique avec un faux passeport d'ouvrier typographe.

Ici, ces lignes sublimes : *« L'improvisation perpétuelle des moyens, des procédés, des expédients, des ressources, rien pas à pas, tout d'emblée, jamais le terrain sondé, toutes les chances acceptées en bloc, les mauvaises comme les bonnes, tout risqué à la fois de tous les côtés, l'heure, le lieu, l'occasion, les amis, la famille, la liberté, la fortune, la vie, c'est le combat révolutionnaire. »* Il faut prendre le temps de relire cette phrase, ses gestes, sa vision déchirée globale. Or qui sait s'il ne reste pas des jeunes gens pour savoir l'écouter ?

VICTOR HUGO
Tome 1 : Avant l'exil, 1802-1851
de Jean-Marc Hovasse.
Fayard, 1416 p., 44,50 € (291,90 F).

STEPHEN VIZINCZEY
Éloge des femmes mûres

« *Spirituel, sensuel* » Olivier Barrot, « Un livre, un jour »
12e ÉDITION 50 000 EXEMPLAIRES
Anatolia/Éditions du Rocher
3 MILLIONS DE LECTEURS DANS LE MONDE
« *Je me méfiais d'*Éloge des femmes mûres, *ne serait-ce que parce que ce roman est devenu un best-seller mondial. J'avais tort. L'érotisme, c'est cela, le vrai, qui se pratique dans la découverte et le respect de l'autre, qui enrichit la connaissance de soi* »
Maurice Nadeau, *La Quinzaine littéraire*
« *Un chef-d'œuvre… un roman éblouissant… un bain de bonheur* »
Pierre Lepape, *Le Monde*

Le bicentenaire de la naissance de Victor Hugo est commémoré par un torrent d'ouvrages. Le plus ambitieux est une biographie poétique signée par Jean-Marc Hovasse, jeune normalien fasciné par l'histoire du siècle autant que par celle de l'écrivain, qui met l'accent sur la fixation, chez Hugo, d'un destin dans une œuvre (voir entretien ci-contre). Pour célébrer le Hugo subversif, Jean-François Kahn use volontiers d'un ton épique. Pour le dépoussiérer et le mettre à la portée des amateurs de feuilletons populaires, Max Gallo tente d'être subjectif

« Le Roi-Soleil de la littérature »

« Jean-Marc Hovasse, quelle méthode avez-vous adoptée pour cette énorme biographie ?

– En éditant à la fin de sa vie ses *Actes et paroles*, Victor Hugo a lui-même divisé sa vie en trois parties distinctes, séparées par le début et la fin de l'exil (1851-1870). Je n'avais aucune raison de contester ce choix, qui est aussi pertinent pour son existence d'écrivain que pour son œuvre. Ma biographie suivra donc ces trois parties, mais les deux dernières seront réunies en un seul volume. Ainsi, la véritable rupture, qui est celle de l'exil, apparaîtra. Choisir l'exil comme point de rupture paraît évident, mais jamais personne ne l'avait fait : les biographies en deux ou en trois volumes « coupent » toujours plus tôt (1843, ou 1848), car la vie sociale de Victor Hugo est nettement moins trépidante à partir de l'exil. Et comme les biographes s'intéressent de très loin à son œuvre, ils n'ont plus rien à dire pendant l'exil, une fois qu'ils ont décrit les îles Anglo-Normandes. J'avais pour principe de base de remédier à ce déséquilibre, car la vie sociale ne me semble pas plus importante que la vie littéraire ; elles se rejoignent dans cette opération mystérieuse qu'aucun homme, jamais, n'a réussie comme Hugo : la fixation d'un destin dans une œuvre.

– Quand avez-vous commencé ce livre ? On dirait le travail de toute une vie, or vous n'avez que trente et un ans.

– J'ai commencé il y a un an et demi environ, mais je travaille sur Hugo et son siècle depuis une bonne dizaine d'années. Le second tome sortira dans un an. Sans le bicentenaire, j'aurais sans doute attendu d'avoir terminé complètement avant de publier, pour des questions d'architecture d'ensemble. Mais finalement, c'est peut-être mieux ainsi : de même qu'il n'est pas mauvais de prendre un peu de recul avant d'aborder l'exil, il est plus logique de préluder au bicentenaire de Victor Hugo par le récit dépoussiéré de sa naissance et de la première moitié de sa vie plutôt que par celui, ressassé jusqu'à l'écœurement depuis que Barrès l'a caricaturé, de ses funérailles nationales.

– Pour revenir à la méthode, comment trancher, par exemple, entre l'accumulation des dates contradictoires ?

– Rien que de très classique (même, et surtout, en milieu romantique) : en menant l'enquête, en utilisant, jusqu'à leurs notes et à leurs variantes, les meilleures éditions critiques, en recoupant les informations, en croisant les correspondances... La difficulté se double pour Hugo de son goût pour les symboles : en faisant confiance à son lecteur pensif, et conformément au travail habituel de la fiction, il recompose volontiers son existence dans ce qu'il livre de lui-même. Il ne faut pas prendre ce pli pour de la manipulation ou de la mégalomanie, mais pour une incitation à la critique et à la rêverie : si Victor Hugo avait vraiment voulu dissimuler, il n'aurait pas laissé sur un certain nombre des brouillons de ses poèmes, par exemple, les dates réelles de leur composition, distinctes de celles qu'il imprimait dans ses recueils...

– Votre livre n'est pas seulement un travail de biographe – cerner le destin d'une personne – mais un travail d'historien.

– Ecrire la vie de Hugo conduit nécessairement à considérer l'histoire du siècle, aussi me semble-t-il assez synthétique de parler d'une « histoire de Victor Hugo ». Peut-être conviendrait-il même de ressusciter le terme d'historiographe : c'était, auprès de Louis XIV, le titre de Racine et de Boileau ; la comparaison n'est pas forcément désavantageuse pour présenter le Roi-Soleil de la littérature française. Mais dans biographie, il y a bio, et je tiens à ce préfixe vital ; car que ce soit pour Hugo, pour ses proches, pour son milieu ou pour son siècle, la difficulté est toujours la même, à des degrés divers : il s'agit de les rendre vivants.

– Comment avez-vous réussi à écrire pour ceux qui ne savent rien de Hugo comme pour les spécialistes ?

– Vous connaissez le mot d'ordre de Hugo : *« Tout à tous »*. Il y a différentes façons de le traduire, mais il n'y a qu'une façon de le comprendre : il faut s'adresser au plus large public possible, tout en refusant les concessions ; c'est-à-dire tenter de remplacer par l'ambition pour chacun, sans distinction, le rabaissement spectaculaire et collectif où notre époque semble se complaire avec une espèce de volupté triste. A vrai dire, la littérature consacrée à Hugo est souvent excellente en ce qui concerne les travaux universitaires et critiques, et plutôt défaillante en matière de biographies. Mon ambition principale étant de réduire cet écart, je ne voulais pas davantage être inutile aux spécialistes qu'illisible pour les néophytes.

– Comme tout biographe, vous suivez la genèse des œuvres. Mais, loin des biographies dites « à l'américaine », vous faites plutôt une « biographie poétique », qui n'oublie ni le style ni l'humour.

– Tel était mon but. Je trouve très indigestes les biographies dites à l'américaine (cuites dans une sauce avec tomates, échalotes, oignons, vin blanc, etc.), et le malheur est que mon livre en a l'apparence extérieure – mais il suffit de le feuilleter pour comprendre la différence. Il est découpé en chapitres brefs ; je l'ai voulu aussi lourd à tenir que léger à lire. Je pars du postulat que les événements les plus importants d'une vie d'écrivain sont ceux dont on retrouve la trace, d'une façon ou d'une autre (en relief, mais aussi en creux) dans son œuvre. C'est la raison pour laquelle, notamment en ce qui concerne l'enfance et l'adolescence, je ne m'interdis jamais d'aller en recueillir les échos dans les œuvres complètes. C'est une méthode qui permet à la fois d'éviter les écueils de la stricte chronologie et la tentation, tout aussi périlleuse, de la navigation à vue.

» Quant à l'humour, c'est l'un des traits de caractère fondamentaux de Hugo, et comme on a un peu tendance à l'oublier, il fallait bien, d'une façon ou d'une autre, le rappeler. »

Propos recueillis par Josyane Savigneau

PARIS MAISON VICTOR HUGO

Détail d'une miniature de Jean d'Alaux

Hugo déstatufié ?

VICTOR HUGO
de Max Gallo.
1. Je suis une force qui va !
2. Je serai celui-là !
XO, 496 p. et 510 p.,
21,19 € (139 F) chacun.

Ma vie se résume en deux mots : solitaire, solidaire », a dit Hugo. Max Gallo lui consacre une biographie en deux tomes, solennellement soldée au grand public. Hugo raconté comme une légende du siècle, à raison d'un chapitre par année de vie, sur un ton qui rappelle celui qu'employait jadis Alain Decaux, lorsqu'il évoquait des pages d'Histoire pour le petit écran. En prologue, chaque chapitre arbore deux vers de l'homme *« au nom de victoire »* (comme disait Verlaine). Hugo au présent, au trot, sur le vif : *« Il s'interrompt, la gorge tout à coup serrée par une douleur fulgurante qui lui semble se répandre dans la nuque, sous les oreilles, et rayonner dans la poitrine et le dos. Il s'appuie à la table. il demande à boire, mais il sent qu'il ne pourra pas avaler. Qu'a-t-il ? »* C'est presque un scénario-feuilleton pour la télévision, un défilé de notations parfois pâteuses : *« Victor est inquiet. Sa curiosité toujours vive est cependant voilée par l'angoisse. »* A coups de points d'exclamation ou d'interrogation, de phrases brutes de fait divers, sobres comme Hugo ne les aimait pas, lui qui fit l'éloge du lyrisme et clamait que la sobriété n'est pas une qualité d'écrivain mais une vertu pour les domestiques, Gallo imagine ce que Hugo pense, ce dont il se souvient, ses impressions, ses ambitions, ses pulsions. Des extraits de l'œuvre donnent authenticité au récit (*« Quant à flatter la foule, ô mon esprit, non pas ! »*). Hugo subjectif, avec pour ambition de dépoussiérer la statue ? Il n'est pas certain que la mission soit réussie. *« Hugo hésite au moment d'écrire sur la première page de son carnet... »* : ce type de notation le fige plutôt dans le conformisme.

J.-L. D.

Le réformisme par la révolution

Reprenant l'essai biographique qu'il livrait en 1984, Jean-François Kahn radicalise son propos et lit Hugo comme un visionnaire à rebours de tous les conformismes

VICTOR HUGO
Un révolutionnaire
suivi de
L'EXTRAORDINAIRE MÉTAMORPHOSE
de Jean-François Kahn.
Fayard, 960 p., 28 € (183,70 F).

A l'automne où il lançait *L'Evénement du jeudi*, Jean-François Kahn publiait une somme sur *« cinq ans de la vie de Victor Hugo, 1847-1851 »*, qu'il intitulait spectaculairement *L'Extraordinaire Métamorphose* (Seuil, 1984). Non content de pasticher, dans sa déclaration liminaire, le ton du journal que Hugo fonda lui-même en juillet 1848 – *L'Evénement* –, Kahn entendait restaurer la vraie dimension d'un écrivain moins lu qu'invoqué au nom d'idéaux souvent contradictoires, le pair de France de la monarchie de Juillet concurrençant le défenseur des communards victimes de la répression versaillaise, comme l'exilé de Guernesey gomme l'ambitieux en quête d'un siège sous la Coupole. Et l'évocation, enthousiaste et volontiers épique, empathique avec le verbe hugolien, ne manquait pas de jouer de la résonance contemporaine, à près d'un siècle et demi de distance.

Dix-sept ans plus tard, ce livre reparaît, précédé d'un texte qui appuie le trait. Usant d'une rhétorique qui le conduit à multiplier les parallèles provocants avec l'actualité la plus brûlante – comme si Hugo était d'abord un scandale contemporain –, Kahn célèbre l'homme fanatiquement modéré qui combat la logique politique qui engendre la tyrannie, celle du Roi-Soleil ou de *« Napoléon le Petit »*. Pourfendeur infatigable du cléricalisme, des superstitions et de l'obscurantisme (*« Au fond, Salman Rushdie n'a pas été aussi loin, et Michel Houellebecq n'en a pas dit autant »*) ; révolutionnaire encore lorsqu'il défend l'idée *« extraordinairement subversive »* que la misère, qui ne peut être considérée comme une fatalité sociale, doit être décrite *« pour que la conscience de son obscénité (...) préside à son inéluctable dissolution »*.

On oubliera la regrettable erreur chronologique qui, d'entrée, postdate de dix-sept jours les fameuses funérailles dont Kahn fait l'apothéose d'un insoumis, grâce à un *« peuple républicain »* ruinant *« la momification béatifiante »* programmée par *« la bourgeoisie républicaine »* – nouvel épisode du *« continuel sauvetage par la foule de ce damné de l'élite »*. Pour se féliciter de la mine de citations judicieuses que livre cet apologue enflammé. Ainsi la pénétrante analyse de George Sand, décontenancée par la lecture de *La Légende des siècles* : *« Ses défauts sont l'excès de ses qualités. Et je ne crois pas qu'il faille lui dire : Vous courez sur la crête des toits. On le ferait peut-être tomber. Et l'on aurait tué un grand homme de plus. »*

Somnambule magnifique, Hugo galvanise toujours un Jean-François Kahn à la fougue contagieuse – quand elle ne suffoque pas.

Ph.-J. C.

Bibliographie

– ***L'ABCdaire Hugo***, de Patrick Besnier (Flammarion, mi-février).

Biographies

– ***Les Années Hugo 1802-1885***. Une vie replacée dans le contexte historique (Larousse, 216 p., 34,5 €, février).

– ***Victor Hugo***, d'Alain Decaux (1re éd. 1984, Perrin, 1036 p., 24,30 € [159,40 F]).

– ***Victor Hugo, vie d'un géant***, de André Besson (France-Empire, 512 p., 22,11 € [145 F]).

DOCUMENT

– ***Victor Hugo, le manuscrit de Hernani*** (annoté par l'auteur, transcrit et préfacé par Anne Ubersfeld et Florence Naugrette, éd. Maisonneuve et Larose, 128 p., 40 €, mi-février).

Correspondance

– ***Correspondance Victor Hugo-Juliette Drouet (1833-1883)***. Publication revue et augmentée des *Lettres à Juliette Drouet*, éditées par Jean Gaudon, suivi de *Le Livre de l'anniversaire*, et de *Lettres à Victor Hugo*, dont Evelyn Blewer établit et annota le texte (Fayard-Fondation La Poste, 2 vol. 364 p. et 392 p. sous coffret, 30 € [196,80 F]). Un choix de mille une lettres de Juliette paraît chez Gallimard (« L'Imaginaire », mars).

TEXTES

– ***Cent poèmes de Victor Hugo*** (Omnibus, 216 p., 25 € [164 F]).

– ***Ecrits politiques***, anthologie établie, présentée et annotée par Franck Laurent (Le Livre de Poche « Références », 384 p., 7,5 € (49,20 F). La collection poursuivra avec ***L'Homme qui rit***, édité par Myriam Roman, une autre, due à Roger Borderie, paraît en « Folio Classique » en janvier, une ***Anthologie poétique***, éditée par Claude Millet, puis, début 2002, l'édition de David Charles des ***Travailleurs de la mer*** et celle de Ludmilla Wurtz des ***Contemplations***, que l'universitaire commente en « Foliothèque » (224 p., 7,93 € [52 F]).

– ***Choses vues***, reprise intégrale selon l'ordre chronologique de l'édition d'Hubert Juin, annotée, revue et corrigée en « Quarto » (428 p., 25 €).

– ***Victor Hugo. Récits et dessins de voyage*** (éd. La Renaissance du livre, 232 p., 45 € [295 F]).

– ***Voyage vers les Pyrénées***. Présentation de Francis Claudon, (éd. du Félin, 272 p., 20,58 € [135 F]). Dans la même veine, et chez le même éditeur, une anthologie de textes de voyage, « choses vues » dans l'Europe de son temps, illustrée par des dessins rares de Hugo, paraît fin janvier (***Le Voyageur illuminé***). A compléter par le ***Victor Hugo en voyage***, de Khrisna Renou (Payot, février).

– ***Victor Hugo contre la peine de mort***. Recueil de textes préfacé par Robert Badinter (éd. Textuel, 192 p., 19,82 € [130 F]).

– ***Victor Hugo en verve*** (1re éd. 1972, présentation et choix de propos et d'aphorismes par Paul Heusian, éd. Pierre Horay à paraître).

ALBUMS

– ***Le Hugo***, illustré par Christine Lassara (Mango-Dada, « Il suffit de passer le pont », 48 p., 15 €). Lavis et peintures pour traiter le poète *« à la manière de... »*, une belle anthologie. – ***Poèmes de Victor Hugo en bandes dessinées***, collectif de treize jeunes créateurs (éd. Petit à petit, 96 p., 14 €, janvier).

– ***Passion Victor Hugo. La légende et le siècle***, de Jérôme Picon et Isabel Violante (éd. Textuel, 192 p., 44,97 € [295 F]).

– ***Les Plus Beaux Manuscrits de Victor Hugo***, d'Alain Decaux, Roselyne de Ayala et Jean-Pierre Guéno (Perrin, 176 p., 30,4 € [199,41 F]).

– ***Hugo***. Catalogue d'une exposition d'Aix consacrée à la production artistique du poète et de ses descendants (Actes Sud, 96 p., 21,5 €, janvier).

– ***Victor Hugo, l'homme océan***. Livre-catalogue de l'exposition qui se tiendra sur le Site François-Mitterrand du 20 mars au 23 juin 2002 (Seuil-BNF, 368 p., 44 €, mars).

– ***Le Monde de Victor Hugo*** Album photographique, centré le « fonds Nadar », préparé par Claude Malécot (éd. du Patrimoine, juin).

– ***Victor Hugo, l'exil***. Photographie et choix de textes de Joël Laiter (Hazan, 144 p., 45,55 € [298 F]).

Etudes

Outre les actes de colloques récents ou annoncés pour le bicentenaire :

– ***Hugo et l'Orient***. Un ensemble – de onze fascicules et un CD – présenté par Frank Laurent. Une vingtaine de spécialistes font le point sur une fascination pour « les » Orients comme sur le retentissement de l'œuvre hugolienne sur ces terres lointaines. Vente au détail ou en coffret (éd. Maisonneuve & Larose, 80 €, en librairie le 9 janvier).

– ***Victor Hugo : la poésie contre le maintien de l'ordre***, d'Henri Meschonnic (éd. Maisonneuve et Larose, 112 p., 14 €, mi-février).

– ***Un poète en politique. Les combats de Victor Hugo***, de Henri Pena-Ruiz et Jean-Paul Scot (Flammarion, 450 p., 21€, le 11 janvier).

– ***Le Roi et le Bouffon***, d'Anne Ubersfeld (éd. José Corti, 852 p., 29,73€ [195 F]). Une étude sur le théâtre.

– ***Victor Hugo, président***, de Bruno Fuligni (éd. de Paris-Max Chaleil, 192 p., 16,5 €, le 21 janvier)

– ***Mes rencontres avec Victor Hugo***, de Charles Muller (éd. La Nuée bleue, 224 p., 15 €, le 21 janvier).

– ***Victor Hugo et la vision du futur***, de Georges Thinès (éd. La Renaissance du livre, 50 p., 6 € [39,36F]).

– ***L'œil égaré dans les plis de l'obéissance au vent par Victor Hugo***, d'André Du Bouchet (Seghers, 104 p., 15,1 € [99 F]). L'éditeur accueille parallèlement dans ses « Poètes d'aujourd'hui », un ***Victor Hugo*** de Louis Perche (240 p., 12,2 € [80 F]).

– ***Victor Hugo et Dieu***, d'Emmanuel Godo (Seghers, 240 p., 12,2 € [80 F]).

– ***Victor Hugo, le philosophe***, de Charles Renouvier. Un classique paru en 1900 (préface de Claude Millet, éd. Maisonneuve et Larose, 378 p., mi-février).

Pour accompagner l'année

– *un agenda* 2002, ***Ce siècle avait deux ans !*** (éd. HB, 21 € [137,75F]).

LOUIS AGUETTANT

VICTOR HUGO
POÈTE DE LA NATURE

« Un livre-somme qui servira de référence. Il donne réponse à toutes les questions que pose pareil sujet. » **M. Schneider,** *Le Figaro littéraire*

« Au travers du thème de la nature, Aguettant, suivant un schéma biographique, étudie la philosophie et les idées religieuses que la poésie de Hugo met en images. Un livre qui, avec retard, prend une place de choix dans la vaste bibliographie hugolienne. »

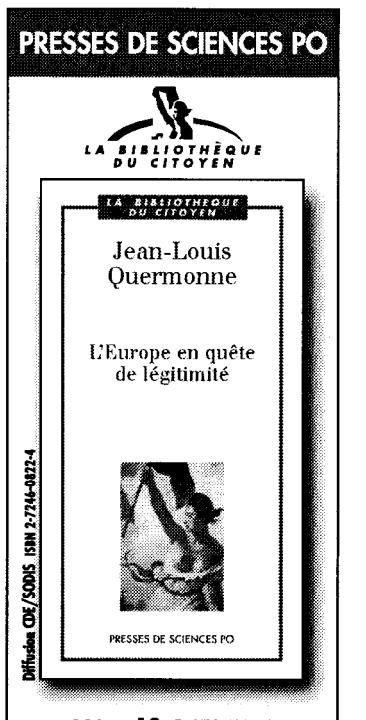
Patrick Kéchichian, *Le Monde.*

512 pages **38,10 Euros** (250 F)...ISBN : 2-7384-9444-7

L'HARMATTAN

ÉCRIVAINS
Les Editions Bénévent publient
de nouveaux auteurs
Envois de manuscrits :
Editions Bénévent
9 rue Boyer - 06300 Nice
Tél : 04 93 26 90 93

PRESSES DE SCIENCES PO



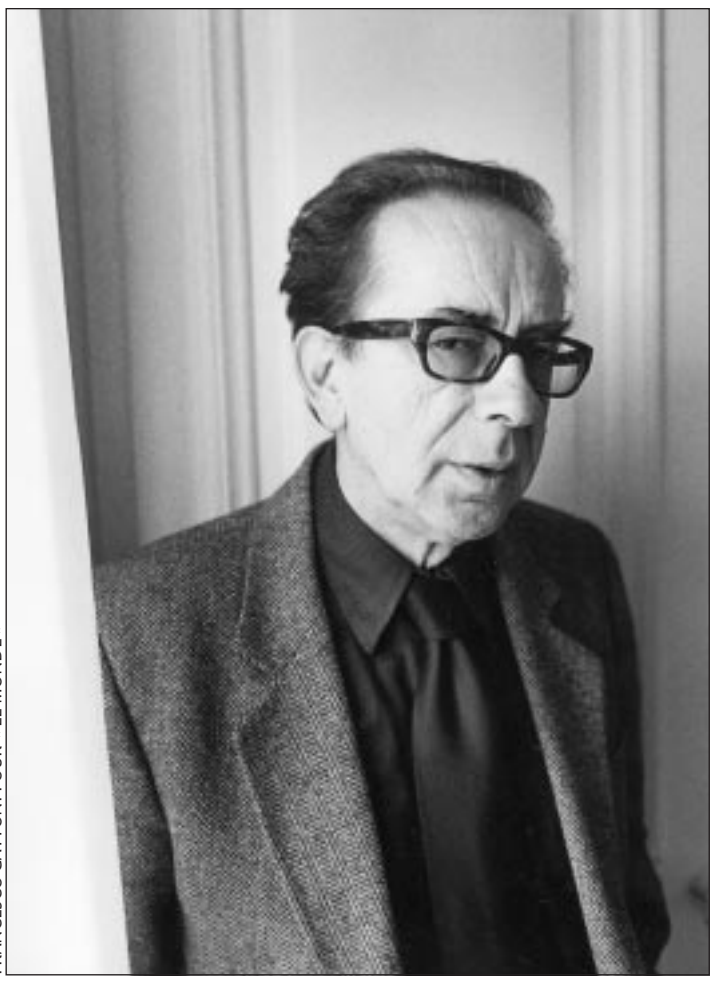
128 p. 12 € (78,71 F)

Le chagrin d'Ismaïl Kadaré

A plus de 65 ans, l'écrivain enrage d'être mobilisé sans cesse sur les déchirements politiques albanais plutôt que de pouvoir se consacrer à une œuvre romanesque dont Fayard publie le dixième tome

ŒUVRES, tome dixième,
de Ismaïl Kadaré.
Introduction et notes de Eric Faye, traduit de l'albanais par Jusuf Vrioni,
Fayard, 692 p., 37 € (242,70 F).

L'ENVOL DU MIGRATEUR
de Ismaïl Kadaré.
Traduit de l'albanais par Jusuf Vrioni et Tedi Papavrami,
Fayard, 176 p., 15 € (98,40 F).


FRANCESCO GATTONI POUR « LE MONDE »

C'est un homme chagrin qui vient ouvrir la porte, au deuxième étage d'un immeuble du boulevard Saint-Michel. Un monsieur dont chaque ride accuse l'ennui d'avoir à répondre, encore, aux questions des journalistes. Car si ses livres ont fait le tour du monde, la polémique sur ses positions politiques n'a pas manqué de suivre. A soixante-cinq ans passés, Ismaïl Kadaré se sent las d'avoir à commenter la situation de son pays, las de repousser les soupçons d'ambiguïté vis-à-vis de l'ancien régime communiste albanais. Au moment où les éditions Fayard publient le dixième tome de ses œuvres complètes (qui comprend trois romans dont un, *L'Ombre*, critique frontale de la dictature, est sorti clandestinement d'Albanie au milieu des années 1980), l'auteur des *Tambours de la pluie* et du *Général de l'armée morte* (1) enrage de ne pas pouvoir se concentrer sur sa vocation véritable : la construction d'une œuvre d'envergure, commencée voici quarante ans dans l'un des recoins les plus sinistres du défunt empire communiste. Justement, c'est de littérature qu'on vient l'entendre parler. Vraiment ? Un brusque sourire traverse son visage, qui s'éteint presque aussitôt. Dans l'appartement parisien qui lui sert de refuge lorsqu'il se trouve en France – pour participer, par exemple, aux débats de l'Académie universelle des cultures, dont il fait partie –, Ismaïl Kadaré dit à quel point l'évocation des déchirements albanais le fâche pour de bon : *« Ça me dégoûte d'employer tant d'énergie à parler de cela. Je ne peux échapper à ce cauchemar et, à Tirana, c'est encore pire, on voudrait que je fustige tout le monde. Chaque fois, on me sollicite, chaque fois, je dis non et chaque fois on me force. »* Ces questions si détestées, l'auteur y revient pourtant de lui-même, comme aimanté. La critique de son attitude, à l'époque de la dictature, le met hors de lui : *« Au fond, ce qu'on me demande, c'est pourquoi je suis sorti vivant du système ? Mais on pouvait être fusillé pour des choses minuscules, pourquoi aurait-il fallu que je me sacrifie ? Les donneurs de leçons me disent : vous n'avez pas été sincère avec les dictateurs. Mais faut-il être sincère avec des bandits, des fauves ? »*

Ceux qui jugent de cette façon, soutient-il, ont la même mentalité que les bourreaux. Lui se contente d'être sincère avec sa conscience et *« avec la littérature »*. Une seconde nature qui ne l'a jamais trahi, depuis ses tout débuts, à l'âge de onze ans. Il avait alors écrit un *« roman court »* intitulé *Trois camarades* dont il montre l'original, sur papier ligné portant la date : 1947. A la même époque, l'enfant Kadaré cultivait une sorte d'*« obsession »* émerveillée pour la littérature, plaignant ceux qui ne partageaient pas cette passion. *« Il n'y avait qu'un seul livre à la maison, mais j'ai eu une enfance parfaitement normale*, souligne-t-il. *Alors je n'accepte pas que l'on dise que l'amour de la littérature correspond à une désillusion face à la vie. »*

Lui possédait *« une foi absolue en la littérature »* lorsqu'il a commencé d'écrire – *« presque une foi d'imbécile »*, se souvient-il. Une dévotion dont le fruit se compte en dizaines d'ouvrages égrenés tout au long des années, y compris sous la dictature. Des nouvelles, des essais, des récits et surtout, surtout, des romans, qu'il ne cesse pas de retoucher, au fil d'un travail de perfectionnement jamais satisfait. Dans une démarche de réappropriation, aussi, après que l'œuvre lui a échappé par la publication. *« L'idée qu'un livre soit répandu sans possibilité de retouche engendre une souffrance terrible*, explique-t-il. *Tant que l'auteur est vivant, il doit retoucher, réparer, mais sans changer, comme dans une maison qu'on entretient. »* Quelques-uns de ses livres sont nés *« avec une architecture presque parfaite »*, d'autres sont trop anciens pour qu'il y revienne. Certains, enfin, sont momifiés par leur parution en œuvres complètes, seul coup d'arrêt toléré par l'écrivain. Tel n'est pas encore le cas de *L'Envol du migrateur*, un ensemble de trois *« microromans »* dont l'un, qui donne son titre au livre, ressemble plutôt à un récit. En attendant les inévitables repentirs qui achemineront ce livre, comme les autres, vers le panthéon d'une œuvre forte et singulière.

Raphaëlle Rérolle

(1) Albin Michel, 1970 et Fayard, 1985.

La révolte des hommes-poussière

Dans son troisième roman, aux étranges résonances, le Soudanais Jamal Mahjoub retrace l'épopée insurrectionnelle, menée au XIXe siècle, par l'imam Mahdi contre les puissances colonisatrices

LE TRAIN DES SABLES (The Hours of Signs)
de Jamal Mahjoub.
Traduit de l'anglais (Soudan) par Madeleine et Jean Sévry,
Actes Sud, 342 p., 21,9 € (143,65 F).

Sous un soleil d'enfer, une ligne de rails se répand entre rocs et pierres avec la fluidité du mercure. Il s'agit de construire une voie ferrée dans le désert de Nubie, enfoncer un million de piquets de métal jusqu'au cœur du sous-sol conquis, ancrer la colonisation britannique au pays des *afareet* (djinns jaillis de la fumée) et des bachi-bouzouks. Les scorpions grouillent. Les hommes sont terrassés par les fièvres, crampes, insolations. Le sable cache des insectes et des épines vénéneuses qui percent les semelles des bottes. Jadis, il y avait ici un océan, et l'on trouve aussi des ossements de poisson calcinés.

Le sable est partout chez Jamal Mahjoub, surdoué romancier soudanais de quarante ans. S'abattant en un asphyxiant nuage de poussière, s'enroulant comme un châle autour des épaules de qui s'aventure dans la contrée des lézards et des chacals, transformant le nomade en un fantôme dément, il hante les rêves du héros de *La Navigation du faiseur de pluie* (1). On le retrouve tourbillonnant dans les rues tortueuses de la casbah d'Alger, où l'érudit musulman à peau noire du *Télescope de Rachid* croupit dans une prison en songeant aux ermites qui, dans le refuge de montagnes impénétrables jadis habitées par une secte de fanatiques hors-la-loi, se vouèrent à l'observation des astres (2).

Sable, ordre sublime des corps célestes et profondeurs de la terre : obsession des trois livres écrits à ce jour. Né à Londres, où son père travaillait à l'ambassade du Soudan, élevé à Khartoum, Jamal Mahjoub a passé en Angleterre un diplôme de géologue, pour satisfaire un rêve d'adolescent, explorer les racines des mondes où nous vivons, et participer au développement du pays natal : *« C'est pour les mêmes raisons que beaucoup d'écrivains africains ont une formation scientifique, de géologues, chimistes, physiciens. Mais, quand je suis revenu au Soudan après mes études, je me suis rendu compte que nombre de géologues y étaient chômeurs. »*

Mahjoub s'est retrouvé employé de banque et coursier à moto à Londres, est parti au Danemark, y a fondé une famille, tâté du journalisme, joué au bibliothécaire, s'est mis à écrire. Très critique à l'égard des anglophones, qui ne jugent pas la littérature en termes d'œuvre en gestation mais selon des urgences commerciales, et plébiscitent des romans fracassants pour supermarchés, Jamal Mahjoub entend écrire pour répondre aux questions qu'il se pose, sur son identité et celle de son pays. Assez autobiographique, *La Navigation du faiseur de pluie* retraçait en partie son embauche dans une société de recherches pétrolières, son retour dans un Soudan *« en deuil »*, en proie aux querelles raciales et religieuses, dans une Afrique devenue le *« théâtre burlesque et féroce où la guerre et la famine ne jouent d'autres rôles que d'attraction secondaire »*, l'*« arène des temps modernes »* où *« les chiens perdent la foi et, enragés, courent à travers les rues en espérant que quelqu'un les délivrera de leurs souffrances »*. On y visitait la maison d'un religieux qui prétendait être en relation avec les divinités antiques et affirmait pouvoir sauver son peuple de la famine. *Le Train des sables*, roman historique, fait référence à un « messie » qui berça l'enfance de Jamal Mahjoub : Mahdi, cet imam qui, à la tête d'une armée de derviches, bouta au XIXe siècle les Turcs hors du Soudan et donna naissance à un parti indépendantiste. Mahjoub voit des correspondances entre l'épopée de cet insurgé mystique qui prétendait avoir été visité par le Prophète et la révolution islamique actuelle.

Jamal Mahjoub
Jamal Mahjoub confesse avoir écrit sous deux influences : *« Celle de ma mère, anglaise, dont le salon était plein de romans de Henry James, Thomas Hardy, Agatha Christie, Walter Scott. Et celle de mon père, dévolu à la littérature arabo-africaine, en particulier au meilleur écrivain soudanais, Tayeb Salih, dont le chef-d'œuvre,* Saison de la migration vers le nord (éd. Sinbad), *fut pour moi une révélation. D'un voyage aux Etats-Unis, mon père avait aussi ramené une biographie de Sammy Davis Jr, un disque de Martin Luther King, un livre sur Sidney Poitier et des essais de James Baldwin. »*

Qui est Mahdi, à l'*« air de chèvre triste »* ? Pour le khédive au pouvoir, pour les oulémas, les marchands d'esclaves (les Africains du sud du Soudan sont « enrôlés » par les musulmans du Nord), les alliés égyptiens, anglais, c'est un *« escroc des champs de foire »*, un illuminé en délire ayant endoctriné enfants, vieillards, infirmes, femmes tatouées, lépreux aux doigts rongés. Pour ses disciples, c'est un saint *« précédé d'un voile de lumière »*, le sauveur osant défier l'autorité des vaniteux, combattre les impôts injustes et le sort indigne fait aux pauvres, chasser les infidèles et tous ceux qui ont perverti le sens de l'islam. Mahdi mène une guerre sacrée contre *« la foi corrompue »*, la tyrannie, l'Occident. Il incarne la révolte des hommes-poussière, en rage d'être écrasés par le mépris des paons qui *« déploient leurs plumes, semblables à de belles dames examinant leur jeu au cours d'un après-midi de bridge »*.

Evoquant, de 1881 à 1898, la campagne de l'apôtre des déshérités, la prise d'El Obeid, la bataille fatale de Shaykan, les aveuglements de l'apostasie, le calvaire d'une jeune femme considérée comme une sorcière et la dévotion du pèlerin Hawi sanguinairement pendu, *Le Train des sables* s'appuie sur sa puissance d'évocation poétique et l'inextricabilité des messages fondamentalistes, qui s'abritent derrière les préceptes de la religion pour fanatiser une population ivre d'épurations.

Jean-Luc Douin

(1) Actes Sud, 1998.
(2) Actes Sud, 2000 ; Babel n°492.

INÉDIT. **Le FAIT FRANÇAIS dans le monde.** Tome II
LES MOISSONS DE LA FRANCITÉ
(suite de la «France 3e super puissance»). Ressources, économie des 56 pays d'expression française. Droit de la mer : les zones maritimes sont bien des prolongements «territoriaux» des États riverains (France : 2e domaine territorial mondial). Structure des États d'expression française : métropole, les 10 DOM-TOM, la zone franc, conférence franco africaine (40 nations), Agence de la Francophonie (56 nations), et la possible UDELF (Union des États de langue française : 56 nations).
250 p., 98 F. - (Tome I : 120 F. - Les deux tomes : 200 F. franco). Franco chez l'auteur.
MARTINOT DE PREUIL - 49560 NUEIL SUR LAYON

MARC FUMAROLI
de l'Académie française

Quand l'Europe parlait français

"Quelle époque pleine de charme ! Que de personnages extraordinaires ! On ne cesse jamais d'admirer le bouillonnement des idées et de s'amuser en même temps."
JEAN D'ORMESSON, de l'Académie française, LE FIGARO LITTÉRAIRE

"Ce livre est une fête de l'histoire et de l'érudition. Marc Fumaroli s'est invité à un festival d'esprits libres où on ne rivalise que dans la soif de connaissances et la restitution orale et écrite des idées et des sentiments."
BERNARD PIVOT, LE JOURNAL DU DIMANCHE

"Un savoir sans bornes qui reproduit la chaleur même de l'imagination."
ANGELO RINALDI, LE NOUVEL OBSERVATEUR

"De Berlin à Naples, de Moscou à Madrid, les cours et les salons non seulement parlaient mais pensaient, vivaient français ! Tous les regards, tous les esprits étaient tournés vers Paris capitale des idées, des modes et plus encore d'un art de vivre."
BERNARD LEHUT, RTL

Editions de Fallois

Albertine retrouvée

Quarante ans après sa mort, la biographie de Jacques Layani et les rééditions de « L'Astragale » et des « Lettres de la vie littéraire » nous font (re)découvrir, intacte et authentique, Albertine Sarrazin, l'insoumise

ALBERTINE SARRAZIN, UNE VIE
de Jacques Layani.
Ed. Ecriture, 348 p., 21,19 € (139 F).

L'ASTRAGALE
d'Albertine Sarrazin.
Ed. Pauvert, 250 p., 16,77 € (110 F).

LETTRES DE LA VIE LITTÉRAIRE (1965-1967)
d'Albertine Sarrazin.
Ed. Pauvert, 326 p., 16,77 € (110 F).

Albertine Sarrazin a attendu vingt-deux ans pour se trouver un nom et découvrir son véritable prénom. Née le 17 septembre 1937 à Alger, elle est abandonnée, enregistrée sous le nom d'Albertine Damien, nom qu'elle ignorera jusqu'à son mariage. A l'âge de dix-sept mois, elle est adoptée par un vieux couple pétri d'amertume. Elle devient Anne-Marie R.

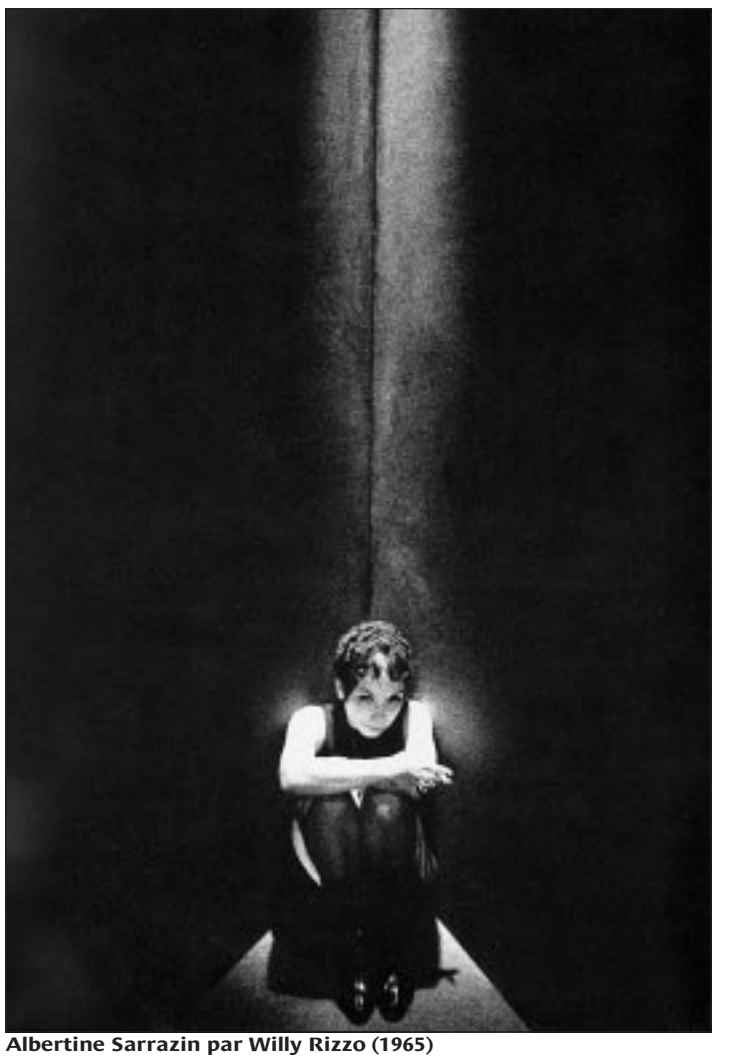
Jacques Layani, qui vient de publier sa biographie : *Albertine Sarrazin, une vie*, dévoile la complexité et le secret de cette adoption. Le père adoptif, Amédée R. – qui, plus tard, fera révoquer cette adoption et interdira l'usage de son nom – est le vrai père. Médecin militaire à Alger, lieutenant-colonel, il a engrossé la petite bonne. Sur ses ordres, la jeune mère dépose le bébé à l'Assistance publique. Dix-sept mois plus tard, celui-ci récupère l'enfant née de ses relations ancillaires. Il la ramène à sa femme Thérèse (*Mother*, dans les lettres d'Albertine) qui ignore cette filiation ! À quinze ans, Anne-Marie est enfermée dans un établissement d'éducation surveillée où il est d'usage de « rebaptiser » les pensionnaires. Elle sera Anick, prénom qu'elle gardera toute sa vie, dans sa vie privée et sa correspondance.

Elle passe son bac, se fait la belle, aime une compagne de détresse, connaît la liberté et la clandestinité (*«... j'ai seize ans, je traîne mes espadrilles sur la chaussée ; et ainsi, avec mes cheveux sans barrette et ma poitrine nue sous mon pull [...], j'ai des nuages sous les pieds. Paris me caresse de mille regards, il s'offre comme je m'offre... »*) Avec son amie, elle vole dans les magasins, lit Rimbaud, rêve d'une autre vie, est arrêtée. A dix-sept ans, elle connaît la première de ses nombreuses incarcérations. Elle commence à écrire avec conviction.

SECONDE NAISSANCE

Le 19 avril 1957, elle s'évade de la prison de Fresnes, saute d'une hauteur de 10 mètres, se brise... l'astragale (un petit os du pied). Julien Sarrazin, petit malfrat au cœur tendre, la ramasse sur le bord de la route, la cache chez sa mère, la soigne, la prend sous son aile. Jusqu'en 1964, ils iront l'un et l'autre de prison en prison. Mais le 7 février 1959, Anick et Julien se sont mariés. Elle est sortie de prison pour l'occasion. Elle adopte le nom de son mari-sauveur et retrouve son prénom d'origine : l'écrivain Albertine Sarrazin est née.

Albertine meurt à trente ans, la même année (1967) que Carson McCullers. Il est présomptueux de créer, a posteriori, des similitudes. Mais Carson et Albertine ont tant de points communs. Elles sont musiciennes (violon et piano), ont subi de semblables souffrances physiques (la détérioration des facultés motrices), elles ont désiré sinon vécu l'amour des femmes, ont épousé des hommes marginaux et ont été le pivot éclatant du couple. Comme Albertine, Carson a pris le nom de son mari, James Reeves McCullers, qui a mal refoulé ses tendances homosexuelles. Julien Sarrazin, lui, a partagé avec Albertine l'attachement et le soutien moral et matériel d'un deuxième homme, Maurice Bouvier. Reeves et Julien se sont réfugiés dans l'amour d'une femme et ont vécu dans l'ombre de sa gloire (magnifiquement pour Julien, tragiquement pour Reeves).


Albertine Sarrazin par Willy Rizzo (1965)

La biographie de Jacques Layani et la réédition de *L'Astragale* et de ses *Lettres de la vie littéraire* (1965-1967), présentées par Valérie Marin La Meslée, nous restituent le destin et l'œuvre d'une jeune femme qui passa huit années de sa minuscule vie en prison et finit par connaître l'apaisement affectif et, pendant les deux dernières années de sa brève existence, le succès. Jacques Layani a le mérite de rappeler à notre souvenir, et de faire connaître aux plus jeunes, Albertine Sarrazin, personnage en son temps scandaleux, première femme à raconter sa vie de prostituée et de délinquante, romancière atypique, sœur en littérature de Violette Leduc, Beatrix Beck, Christine Angot. Dans sa biographie minutieuse (1), sérieuse et utile, Jacques Layani se pose en admirateur inconditionnel, mais il porte sur la famille adoptive et l'administration pénitentiaire des jugements quelque peu anachroniques.

CHANTEUSE, PEINTRE...

« *C'est la première fois*, écrit Simone de Beauvoir, *qu'une femme parle de ses prisons.* » Jumelle spirituelle de Jean Genet, enfermée dans sa cellule, Albertine Sarrazin s'évade dans l'écriture. Les exaspérations nées de l'enfermement, l'intensité fantasmatique que la prison provoque chez les créateurs, les transgressions qu'elle suscite chez ceux qu'elle n'anéantit pas, la lecture qu'elle favorise, tout cela a cristallisé les dons d'Albertine, déjà musicienne, chanteuse, peintre, poétesse et remarquable épistolière.

Les livres d'Albertine ne sont pas seulement d'exceptionnels témoignages d'une existence marginale. Ils étonnent par l'invention et la sensualité de l'écriture. S'y conjuguent l'apprentissage rigoureux d'une enfant élevée dans un milieu bourgeois, l'épreuve d'une vie errante puis carcérale et la conviction, très tôt, que reconnue comme écrivain elle créera les racines que son destin chahuté lui a refusées. Elle est consciente de la force subversive de son écriture. Dans son *Journal de prison 1959* (paru en 1972) elle reconnaît que les ingrédients accumulés dans sa courte jeunesse lui ont permis de *« sautiller, mordre et rejeter, faire la biffe dans le grand tas des impressions, et tout à coup, rayonnante et les reins cassés, élever au bout de ses doigts une image toute neuve, qui dormait sous la poussière, et qui à présent étincelle au soleil... »*

La liberté, la seule, la vraie, c'est en écrivant qu'elle la trouve. Elle publiera en deux ans trois romans qui sont l'exorcisme somptueux d'une vie de comète blessée. Dans son premier ouvrage structuré : *La Cavale*, elle raconte sa vie carcérale. Mais ce n'est pas une dénonciation, ni une critique. En véritable romancière, elle explore avec lucidité l'aventure intérieure d'un être exclu de la société et qui trouve assez de force pour préserver son être essentiel. *L'Astragale* (le petit os du pied qu'Albertine se casse en s'enfuyant de prison et qui la laissera boiteuse) est le récit de son évasion de Fresnes et de sa rencontre avec Julien. Les deux romans sont publiés en 1965, chez Pauvert, *La Traversière*, troisième roman autobiographique, en 1966. Pendant deux ans, jusqu'à sa mort (une opération qui a mal tourné), elle connaît la gloire, l'engouement des médias et le succès en librairie. Un journal, des lettres, tous ses autres écrits paraîtront après sa mort, grâce à Julien Sarrazin qui veillera sur son œuvre et sur sa mémoire. La plupart de ses livres ont été disponibles en poche. Des 33 tours, des cassettes, des disques compacts, des films gardent la trace émouvante de sa voix. Myriam Anissimov a interprété des chansons et des poèmes de l'écrivain. Albertine a fini par être en accord avec elle-même. En partie seulement. Le désir d'enfant n'a pu être exaucé, la mère adoptive (*Mother*), enfermée dans un couvent, souvent implorée, a renié la petite Anne-Marie devenue célèbre. La douleur physique ne l'a jamais quittée. Ce qui a nourri son œuvre insolite et superbe a donc été aussi, jusqu'au bout, sa souffrance.

Hugo Marsan

(1) Josane Duranteau avait, dès 1970, écrit une biographie et rassemblé des écrits posthumes, notamment les lettres qui sont rassemblées dans *Lettres de la vie littéraire*, que les éditions Pauvert viennent de rééditer.

Philippe Vilain, loin du sentimentalisme

Un troisième roman qui confirme les qualités de cet écrivain, et où il montre comment « le renoncement » fait bifurquer deux existences

LE RENONCEMENT
de Philippe Vilain.
Gallimard, « L'Infini », 92 p., 10,95 €, (71,83 F).

Voici un bref récit qui confirme le talent de Philippe Vilain : une simplicité, une précision, une absence de sentimentalisme, en un mot un style qu'on avait déjà apprécié dans ses deux premiers romans, *L'Etreinte* et *La Dernière Année* (Gallimard, 1997 et 1999). C'est un livre qu'on ne saurait trop conseiller à tous ceux qui se sentent prêts à prendre des résolutions pour la nouvelle année, en particulier celle du fameux *« renoncement »*, que décrit si bien Philippe Vilain : *« une décision prise depuis longtemps, la volonté de mettre un terme à une situation qui lui donnait maintenant plus de plaisir que de souffrance. Le renoncement est souvent l'espoir de se forger une vie meilleure, l'abandon nécessaire pour sa propre survie »*. Et, en 92 pages, vous aurez une idée de ce que signifie ce mot de « survie »...

L'histoire est assez banale : un homme de trente ans se souvient de la liaison qu'il a eu huit ans plus tôt avec une femme qu'il ne reverra plus. *« L'écriture est un moyen de la retrouver »*, dit-il en préambule. Il avait vingt-deux ans, elle quarante-sept (divorcée, une fille). Elle s'appelait Catherine. Lui était étudiant, elle vendeuse. Toute la pression sociale était là pour les persuader que ce genre de relation est vouée, sinon à l'échec total, du moins à l'éphémère. Lui se racontait même que ce n'était qu'un épisode de sa « vie de garçon » : *« Je considérais le fait de sortir avec une femme mûre comme une expérience nécessaire »*...

C'est elle qui a décidé de renoncer. Avec cette espèce de sentiment maternel dont la plupart des femmes « mûres » ne parviennent pas à se déprendre : *« J'ai vingt-cinq ans de plus que toi..., ma vie est derrière moi* (...) *ton avenir n'est pas avec une femme comme moi... »* Il a accepté, sans doute parce que ces propos lui semblaient logiques, conformes à la vie telle qu'elle est programmée par la société.

Il a quitté Paris, où vivait Catherine, pour retourner à Rouen, où habitaient ses parents, et pour trouver un travail. Il est entré dans la routine, a fini par accepter de cohabiter avec Carole. *« Notre bonheur m'écœurait »*, commente-t-il dans le livre que nous lisons et qu'il est en train d'écrire, sans doute pour essayer de comprendre le pourquoi du « renoncement » et ce qui arrive quand on se soumet à des modèles sociaux au lieu d'essayer d'inventer sa vie.

Jo. S.

Séductions du voyeur

PEAUX SENSIBLES
de Dominique Gilbert.
Gallimard, 168 p., 13,95 € (91,51 F).

C'est dans une ambiance à la Paul Delvaux que débutait le premier roman de Dominique Gilbert, *Le Chemin de fer* (Gallimard, 1998). Après avoir disserté sur l'orgasme du *« jet tendu éjecté directement des poumons »* lorsque l'on fume un cigare, et sur les *« voluptés rêveuses »* qu'engendre la frustration de tabac, un homme, à l'affût des plaisirs secrets recelés en chambres d'hôtel, des voyages incontrôlés dans *« la clandestinité absolue »* et des traques de femmes mystérieuses, froides et sexy ressemblant à la Kim Novak du *Vertigo* d'Alfred Hitchcock, s'adressait à une jeune brune qui partageait son compartiment de train en termes directs : *« Mademoiselle, je voudrais voir votre cul. »* Fruit des fantasmes conjugués d'André Breton et de Jacques Henric, la belle s'exécutait.

Hanté par le même voyeurisme, la même obsession à séduire, contrôler sa frustration, posséder les êtres à leur insu, rêver comme au cinéma, et porté à s'analyser avec le même self-control médical, Dominique Gilbert se glisse cette fois dans la peau d'un dermatologue, profession dont la vocation avouée serait de *« voir autant qu'on voudrait des femmes à poil »*. Ce dont il ne se prive pas avec une cliente top model, bien qu'elle vienne consulter pour des rougeurs au niveau des pommettes. Mais l'assurance du carabin se dérègle lorsqu'il découvre sur son propre sexe une verrue séborrhéique (cancéreuse ?), passe une annonce dans le journal : *« Monsieur 53 ans encore bien, propose à JF jolie de l'accompagner le soir au restaurant... »*, se lance dans la peinture.

En deux romans, l'univers d'un écrivain s'installe, qu'inspirent des affres hérités de Dorian Gray.

J.-L. D.

Conflit d'identités

Souâd Belhaddad raconte comment elle fut tiraillée entre la culture algérienne et sa vie en France

ENTRE DEUX JE
de Souâd Belhaddad.
éd. Mango, « Document », 164 p., 11 € (72 F).

A Beyrouth, elle a écouté un chrétien communiste dont les amis d'enfance musulmans ont assassiné toute la famille ; à Sarajevo, elle a vibré aux cris étouffés d'une mère bosniaque qui racontait comment son voisin serbe l'a jetée par la fenêtre après l'avoir violée. Souâd Belhaddad, grand reporter, a rencontré une veuve à Benthala, une femme battue à Madagascar, des rescapés du génocide au Rwanda... Son propos, cette fois, n'est pas celui-là. Elle parle d'elle, elle l'ose, assumant cette audace à *« dire je »* quand on a été éduquée à penser au pluriel, quand on appartient à une culture où la première personne du singulier est suspecte. Quand on a grandi dans une famille où la *« chambre à soi »* de Virginia Woolf fait figure d'offense.

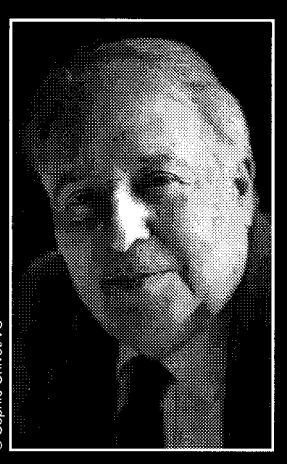
Née à Constantine, d'un père kabyle, éduquée à Meudon dès l'âge de 5 ans, Souâd Belhaddad raconte son combat contre la schizophrénie (vivre avec les Français, mais ne pas faire comme eux, donc, sans cesse, dissimuler, ne se sentir nulle part entre le possible et l'interdit, le dedans et le dehors), et contre la culpabilité (de rompre la chaîne ancestrale des traditions, de trahir les coutumes familiales, de disposer de sa vie, de son corps, de ses sentiments). *« En ai-je le droit ? »*, s'est-elle longtemps demandé, proie de migraines, de nausées et d'insomnies.

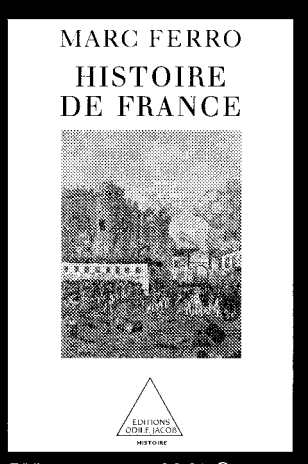
Ce que retrace très bien Souâd Belhaddad, sans mâcher ses mots ni les exploiter, sans théoriser ni perdre sa dignité, c'est le vertige qui saisit une gamine basanée à la peau frottée au crin et aspergée d'eau de Cologne, à laquelle un adolescent lance *« Toi l'Arabe, tu pues »* ; l'effroi qui la saisit quand un démarcheur traite sa grand-mère de bougnoule. Et la révélation, alors qu'elle croit à la cohabitation des communautés, qu'il lui faut cacher origines et désirs. Qu'aux yeux des Français elle ne doit *« pas être algérienne, pour ne pas s'attirer de foudre »*, et qu'aux yeux de ses parents il lui faut perpétuer une certaine soumission à leurs mœurs ancestrales.

Dans ce livre courageux, irrévérencieux pied de nez à ses fantômes, Souâd Belhaddad exorcise enfance, peurs, douleurs, et rend hommage à la lecture par laquelle commença son « affranchissement », à Desnos qui lui apprit à *« aimer l'amour avant l'amour »*, à la littérature qui l'initia à ce qui lui était *« formellement interdit »*.

J.-L. D.

MARC FERRO


© Sophie Chivet/VU



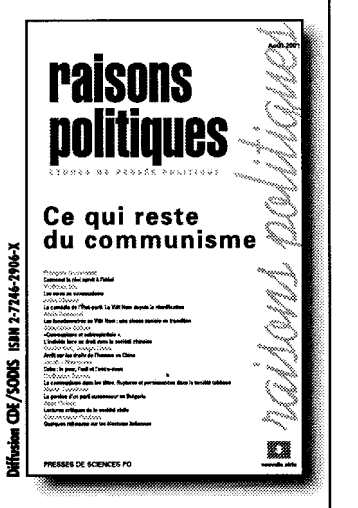
768 p. 28,81 € 189 F

" Très excitant, une grande réussite, on ne s'ennuie pas une seconde "
Dominique Dhombres
Le Monde

EDITIONS ODILE JACOB

PRESSES DE SCIENCES PO

Une nouvelle revue de théorie politique



N°3, août 2001, 16,77 € (110 F)

Mille-feuilles de Noël

Cocasses, colorés, didactiques, ludiques... A l'occasion des fêtes, une sélection de livres-cadeaux pour tous les âges et tous les goûts

● **C'EST MOI LE PLUS FORT**, de Mario Ramos

Coup double pour Mario Ramos, qui, outre le suggestif ***Un cadeau fabuleux***, où il joue du papier kraft avec virtuosité, signe une parabole – où le loup retrouve lapin, cochons et chaperon des contes traditionnels – sur la nécessaire composition face à plus agressif que soi. Une morale de survie qui assure toutefois le retournement condamnant le vaniteux. Edifiant (Pastel, 28 p., 10,5 € [68,88 F]). **A partir de 3 ans**.

● **PAIX À LA PETITE SOURIS**, de Théodore Monod

Choisi dans sa correspondance, ses travaux scientifiques ou les carnets qui l'accompagnaient en expédition, voici un florilège de textes et dessins inédits du grand naturaliste disparu en novembre 2000. Une prière drôle et fervente pour les petites bêtes en péril et les merveilles de la création (Desclée de Brouwer, 62 p., 11,5 € [75,44 F]). **A partir de 8 ans**.

● **CLOWN D'URGENCE**, de Dedieu

Pippo, clown de la vieille école, découvre au hasard d'une visite à l'hôpital qu'il peut apporter aux enfants le plus sûr des remèdes, le rire ; sauf au petit Doug, gravement atteint. C'est du moins ce qu'il croit jusqu'à ce qu'un retournement de destin ne révèle la magie de la tendresse offerte. Réalisé dans les tons d'alarme des véhicules d'urgence, cet album grave et joyeux est une cure de santé (Seuil, 40 p., 13,9 € [91,18 F]). **A partir de 5 ans**.

● **LA BELLE ET LA BÊTE**, de Mme Leprince de Beaumont, images de Nicole Claveloux

Lui, la Bête, laisse deviner sous ses cornes embryonnaires et ses oreilles pointues le noble visage d'un prince du XVIIIe. Elle, la Belle, fera rêver toutes les fillettes. Profondeur, trompe-l'œil, forêts inquiétantes : les dessins à la plume de Nicole Claveloux sont une splendeur (éd. Etre, 44 p., 23 € [150,87 F]). **A partir de 6 ans**. Signalons aussi l'amusant quatre mains de Nicole Claveloux et Christian Bruel sur le cordon ombilical et la difficulté de couper les liens (***Vrrr...***, éd. Etre, 28 p., 10,37 € [68 F]). **A partir de 3 ans**.

● **LES AFFICHES**, d'Etienne Delessert, présentation de Jean-Charles Giroud

Toutes les facettes de la vie publique intéressent le grand graphiste d'origine suisse installé aux Etats-Unis. On goûtera particulièrement une campagne sur la lecture – avec monstres poilus et chouettes dévorant clandestinement des livres toute la nuit –, qui vante les vertus civilisatrices de la lecture (Gallimard, 122 p., 30,33 € [199 F]). **A partir de 10 ans**. A signaler également, en écho à Nicole Claveloux, la réédition de ***La Belle et la Bête*** illustrée en 1984 par Etienne Delessert, où la Belle a des airs de Botticelli (Grasset, 50 p., 12,10 € [79,40 F]). **A partir de 6 ans**.

● **GARE À EDGAR**, de Jean-François Dumont

Grincheux, solitaire et paranoïaque, le charmant rat Edgar est persuadé d'être suivi par un lombric. Or il ne s'agit que de sa queue. Hilarant (Père Castor/Flammarion, 26 p., 11,5 € [75,44 F]). **A partir de 5 ans**.

● **LE MONDE DE NOUNOUILLE**, de Marie Nimier, illustrations de Clément Oubrerie

Cinq histoires sensibles et roboratives, comme celle de cette crevette grise, si grise, dont le ciel s'éclaire lorsqu'un cochon bien rose lui montre comment transformer ses antennes en téléphone portable. L'allégresse joyeuse de Marie Nimier est communicative, tout comme les couleurs éclatantes de Clément Oubrerie qui prennent un autre relief avec le stéréoscope fourni en fin d'album (Albin Michel Jeunesse, 54 p., 14,94 € [98 F]). **A partir de 4 ans**.

● **UN ANGE DANS LA NUIT**, de Christian de Montella, illustrations de Alice Charbin

Marie ne sait pas, lorsqu'elle s'aventure dans la nuit, déguisée en ange, qu'elle va faire une rencontre qui tourneboulera sa vie. Un conte généreux qui donne des ailes... tout comme les dessins au pinceau d'Alice Charbin dont on admire tant, depuis plusieurs albums, l'expressivité si spontanée, le charme, la justesse et l'humour. Le tout en noir et blanc, comme la nuit et la neige : du grand art (Bayard Poche, 64 p., 4,12 € [27 F]). **A partir de 6 ans**.

« La Belle et la Bête » illustré par Nicole Claveloux

● **HULUL ET COMPAGNIE**, d'Arnold Lobel

Attention, si vous ne connaissez pas encore *Porculus* ou les ineffables histoires de souris d'Arnold Lobel, voici l'occasion de pallier cette insuffisance. *« L'un des secrets des bons livres pour enfants, c'est que personne ne peut écrire de livres pour enfants. On doit écrire pour soi-même et sur soi-même »*, disait cet Américain si doué. Ses histoires sont *« des bras tendus, des caresses et des murmures »* comme l'écrit Sophie Chérer en préface. Un cadeau en or (L'Ecole des loisirs, 162 p., 25 € [163,99 F]). **A partir de 4-5 ans**.

● **LA BARQUE**, de Tran Quoc Trung

On les a déjà presque oubliés ceux qu'on appelait à l'époque les boat people. Cruauté d'une tragédie qui chasse l'autre... A travers l'histoire d'un adolescent écartelé entre deux cultures, Tran Quoc Trung raconte le pays perdu et sans cesse rêvé. Avec une économie de moyens et une sobriété de style remarquables (L'Ecole des loisirs, « Médium », 96 p., 7 € [45,92 F]). **A partir de 12 ans**.

● **BICHOUI**, de Paule du Bouchet, illustrations de Georg Hallensleben

Ils sont exceptionnels les albums où texte et dessin disent ensemble des choses que ni l'un ni l'autre ne pourrait exprimer seul. Cette histoire d'un petit kinkajou orphelin arraché à sa forêt parlera à tous les enfants – de tristesse et de tendresse, de violence et de pulsions destructrices, de liberté bien sûr. Le mariage de la prose vibrante de Paule du Bouchet et des lumières d'Hallensleben est un bonheur (Hachette Jeunesse, 62 p., 15,15 € [99,40 F]). **A partir de 6 ans**.

● **LE GÉNIE DU POUSSE-POUSSE**, de Jean-Côme Noguès, illustrations d'Anne Romby

N'était une regrettable coquille au beau milieu du texte, cette petite leçon de philosophie toute pleine de sagesse orientale est une jolie méditation sur l'amitié et l'appât du gain. Un magnifique cadeau à regarder longuement (Milan, 56 p., 11,9 € [78,05 F]). **A partir de 6 ans**.

● **VIOLETTE ET LES MARIONNETTES**, de Geneviève Brisac, illustrations de Michel Gay

C'est l'histoire de Violette, la petite fille que l'on a déjà croisée, dans les livres de Geneviève Brisac et au jardin du Luxembourg. C'est aussi l'histoire des *Fées,* le conte de Perrault bien sûr, une histoire dans l'histoire. Le charme du récit est indéfinissable, mais c'est encore Violette qui le perce le mieux : on y devine comme *« un secret caché, une vérité sur la vie. Comme une petite clé dans un coffre »* (L'Ecole des loisirs, « Mouche », 48 p., 6,5 € [42,64 F]). **A partir de 7 ans**.

● **L'ALPHABET DU JAZZ**, de Yvan Amar

De Miles Davis à Dizzy le Dingue, voici un livre et deux CD pour déambuler en rythme dans un siècle de jazz. Une compilation aussi séduisante qu'intelligente avec 35 biographies de jazzmen et women et l'analyse succincte d'une œuvre pour chacun (Gallimard Jeunesse/Radio France, 92 p., 28 € [183,67 F]). **A partir de 10 ans**.

● **LES POISSONS MEURENT DE SOIF (Ne me dites pas que...)** de Rufus

Estampillée confidentielle, cette autobiographie du fond du cœur par un acteur hors norme passionnera tous les fans de théâtre (Actes Sud Junior, « Spectacles », 88 p., 9 € [59,04 F]). **A partir de 12 ans et sans limite d'âge**.

● **L'OURS ET LES ANGES-PAPILLONS**, de Jephan de Villiers

Il faut être enfant, ou poète, ou rêveur impénitent (ce qui est peut-être la même chose) pour apprécier ces réalisations magiques qu'à partir d'un butin prélevé sur la nature, Villiers humanise avec grâce. Coup de chapeau aussi au photographe, Jean-Dominique Burton (éd. Grandir, 28 p., 15 € [99 F]). **Tous publics.**

● **TROP**, de Marie Haumont

Une des notions les plus délicates à faire saisir, vue d'en bas, du point de vue du petit, dépassé par le jeu des échelles. Jouant en virtuose du papier découpé, Marie Haumont, dès son deuxième album, impose mieux qu'une palette, un univers et une philosophie malicieuse (éd. Thierry Magnier, 28 p., 10,52 € [69 F]). **A partir de 1 an**

● **RUE DE L'ÉCOLE**, de Bruno Heitz

Les parents étaient-ils des élèves si exemplaires ? Comment alphabétiser les cancres parvenus à des responsabilités où leurs lacunes se paient trop cher ? Des questions graves que Bruno Heitz aborde une fois de plus en incorrigible potache, truffant un débat préoccupant de saynètes savoureuses. Une BD sur l'école qui a des idées ? Aussi rare que décapant (Circonflexe, 96 p., 12 € [78,71 F]). **A partir de 8 ans**

● **LE SAPIN DE MONSIEUR JACOBI**, de Robert Barry

Comment un immense sapin, destiné au ravissement sélect de M. Jacobi, va apporter la joie de Noël dans tous les foyers jusqu'au plus humble. Une parabole sur le partage et la contagion du bonheur qui a d'autant moins perdu de sa grâce que ce classique britannique de 1963 a pris des couleurs (Gallimard, 32 p., 12,5 € [82 F]). **A partir de 5 ans.**

● **RÉFLEXIONS D'UNE GRENOUILLE**, de Kazuo Iwamura

On connaissait Kazuo Iwamura, père de *La Famille Souris* de l'Ecole des loisirs. Le revoici, adapté joliment par Paul Paludis, dans un registre épuré, entre bande dessinée et exercice zen, philosophe gracieux dont une grenouille méditative et ingénieuse est l'irrésistible porte-parole. Avec autant de lectures possibles que d'âge de lecteurs (Autrement, 56 p., 13,95 € [91,51 F]).

● **LIVRE DE FESSES**, de Stéphane Delabruyère et Jean-Marc Fiess

Jeu sur les mots et les images, ce petit album est culotté à force de crudité. Jouant en virtuose de la photo (c'est le travail de Jean-Marc) comme du texte, entre douceur et malice (là c'est la part de Stéphane), il n'offre que des versos et s'achève en pied de nez. Irrésistible (éd. Thierry Magnier, 44 p., 12,04 € [79 F]). **A partir de 1 an**.

● **NELSON MANDELA**, illustrations de William Wilson

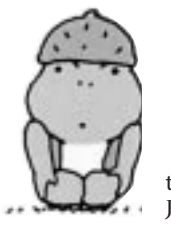
Après Picasso, Mandela. Quelle meilleure façon de clore l'année internationale contre le racisme que de donner à lire des textes généreux du leader noir qui fit reculer l'apartheid et servit la démocratie sur le continent qui l'ignore le plus ? Les photos de l'agence Magnum, mises en scène par William Wilson, dont la palette regorge d'énergie, répondent au discours humaniste (Mango, « L'œil et le mot », 48 p., 15 € [99 F]). **A partir de 12 ans**.

● **JOYEUX NOËL LES MONSTRES !**, de Jo Hoestland, illustrations de Philippe Bertrand

Qu'est-ce qu'un oxymore ? En les cueillant à toutes les pages de cette histoire – où le héros, Oxy, mord tout ce qu'il rencontre – les enfants comprendront en souriant la nature de cette figure de style (Actes Sud junior, 42 p., 12 € [78,72 F]). **A partir de 6 ans**.

● **LE MAX JACOB**, imagé par Lou Dubois

On ne compte plus les réussites de ces « albums Dada ». Tandis que Jérôme Monteil nous offre avec ***Le Francis Ponge*** un superbe rendez-vous, Lou Dubois stupéfie par sa lecture de Max Jacob. La beauté des compositions, la pertinence de ses montages qui revisite l'esprit du poète en le servant au plus juste, en font une nouvelle référence (Mango, « Il suffit de passer le pont », 48 p., 15 € [99 F]). **A partir de 10 ans.**



● **UNE SI JOLIE POUPÉE**, de Pef

Confession d'une poupée innocente transformée en engin de mort par l'esprit retors de ses « papas ». Ce manifeste contre les mines antipersonnel dont les enfants sont les cibles les plus faciles est un message d'urgence que la générosité de Pef sert avec une humanité bouleversante (Gallimard, 32 p., 9,75 € [63,95 F]). **A partir de 6 ans.**

● **Y'A D'LA JOIE**, de Charles Trénet et Gaëtan Dorémus

Pouvait-on mieux dire « au revoir » au Fou chantant qu'avec le graphisme aérien et ludique de Gaëtan Dorémus ? On ne s'étonnera pas que cette ritournelle ait inspiré le jeune artiste puisqu'un *« gris boulanger* [qui y] *bat la pâte à pleins bras »* annonce l'argument de ***Bélisaire*** (Seuil, 36 p., 9,95 € [65,27 F]), fable sur la tolérance qui fait qu'on ne peut plus regarder comme avant les griffures qui strient les baguettes de pain (éd. Didier, « Guinguette », 20 p., 10,06 € [66 F]). **A partir de 5 ans**.

● **MON PETIT ORSAY**, de Marie Sellier

Double invitation au voyage, parce que le rendez-vous est fixé dans une gare qui est devenue un musée. Dix-huit stations pour découvrir à partir de détails de toiles représentatives des richesses du lieu l'art du XIXe siècle, de Daumier à Pompon. A compléter par ***Mon petit Louvre*** (RMN, 44 p., 8,9 € [58,38 F]). **A partir de 6 ans**.

● **POMPÉI**, de Nicholas Harris et Peter Dennis

Histoire d'un site, de l'ère glaciaire à aujourd'hui, avec un passionnant gros plan sur le jour tragique qui vit la ville romaine victime de l'éruption de Vésuve. C'est clair, informé, et formidablement malin sur le devenir posthume de la cité engloutie sous la cendre (Casterman, « Quelle histoire ! », 28 p., 13,57 € [89 F]). **A partir de 8 ans.**

● **SI J'ÉTAIS UN OURS POLAIRE**, de Rives

Une exploration arctique en trois dimensions sur les traces d'un ours aventureux. Cet album aux sons presque étouffés par la blancheur bleutée du milieu polaire est un merveilleux appel à l'évasion et à la poésie (Seuil, 12 p., 20 € [131,19 F]). **A partir de 4 ans**.

● **LE PETIT CHAPERON ROUGE**, illustré par Anna Laura Cantone

Les contes ne quittent pas l'affiche. Parmi les meilleures réinterprétations, outre ***Le Petit Poucet*** revisité par Jean-Pierre Kerloc'h et Isabelle Chatellard (éd. Didier, 36 p., 12,81 € [84 F]), et le graphisme de Roberto Innocenti qui donne à sa ***Cendrillon*** un charme des Années folles (Grasset, 32 p., 12,1 € [79,40 F]), saluons le coup d'audace, le trait gourmand, la palette éclatante et chaude dont l'Italienne Anna Laura Cantone réinvente la fillette de Perrault (Flammarion, 32 p., 11,5 € [75,44 F]).

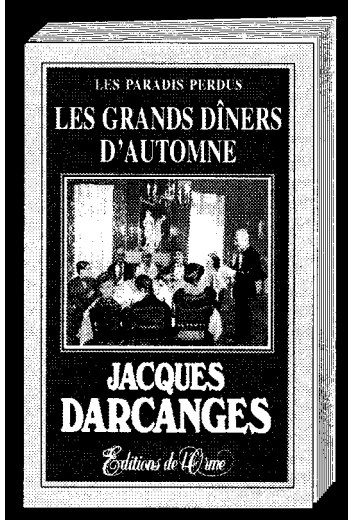
Sélection réalisée par Philippe-Jean Catinchi et Florence Noiville

JEAN ECHENOZ

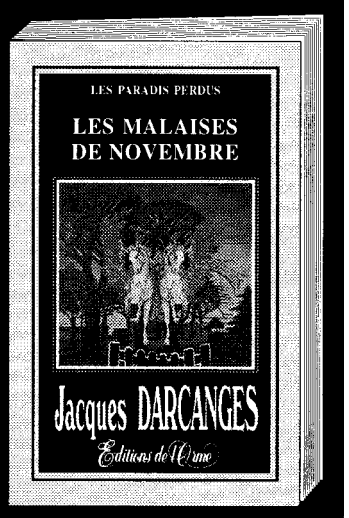
LES ÉDITIONS DE MINUIT

Les Éditions de l'Orme sont de nouveau distribuées
par ALTERNA - Tél. : 02.37.30.57.00 - Fax : 02.37.30.57.12 inchangés

« Passionnant ! »
Jacques de Ricaumont



98 F



98 F

« Darcanges est là, au sommet de son art »
Pierre Lance (*L'Ère Nouvelle*)

PRIX FEMINA 2001

MARIE NDIAYE
ROSIE CARPE

LES ÉDITIONS DE MINUIT

© Jean-Yves Cendrey

Fascinante Palmyre

Superbement illustré, le livre que Gérard Degeorge consacre à la cité caravanière s'accompagne d'une décapante préface de Paul Veyne

PALMYRE
Métropole caravanière
de Gérard Degeorge.
Préface de Paul Veyne,
éd. Imprimerie Nationale,
312 p., 68,60 € (450 F).

L'*Antiquité n'a rien laissé, ni en Grèce, ni en Italie, qui soit comparable à la magnificence de ses ruines* », écrivait de Palmyre le comte de Volney, à la fin du XVIIIe siècle. Dès le Xe siècle le géographe arabe al-Muqaddassi en faisait l'une des merveilles du monde, alors que la tradition arabe en attribuait la fondation à Salomon. La fascination n'a guère cessé et s'exprime par les images que les « beaux livres » tirent des ruines, variant à l'infini les angles de vue et les effets de lumière. En dépit de l'intérêt exceptionnel du site, pour les touristes comme pour les historiens, il n'y aurait guère de raison d'attirer l'attention sur ce superbe volume s'il ne s'y ajoutait un texte. Saluons d'un mot une iconographie somptueuse d'où l'on retiendra d'une part une volonté de mise à jour (y figurent pour la première fois dans un livre destiné au grand public plusieurs découvertes récentes), et d'autre part de spectaculaires photographies aériennes à basse altitude. Le texte de Gérard Degeorge qui l'accompagne constitue un guide de bonne qualité et développe tous les aspects de la vie palmyrénienne, du commerce caravanier aux pratiques funéraires ; on pourrait discuter quelques affirmations, sur des détails, mais on retiendra surtout qu'il est rare que le même homme manie avec autant d'habileté l'appareil photo et la plume.

Mais ce qui donne à l'ouvrage un caractère exceptionnel, c'est la préface de Paul Veyne. Non pas quelque éloge académique du livre ou de son auteur, mais quarante-neuf pages d'une réflexion dense et souvent décapante sur l'histoire de Palmyre, le mélange des cultures, le rapport des hommes aux dieux ou l'art du portrait. Paul Veyne possède le don de remettre en cause les idées reçues en posant des questions simples : qu'est-ce qu'un Grec ? Les portraits funéraires palmyréniens sont-ils ressemblants ? Pourquoi Zénobie prend-elle le pouvoir et pourquoi les Syriens s'y rallient-ils ? Questions « enfantines » en quelque sorte, mais qui obligent chacun, à commencer par les spécialistes, à réfléchir. S'helléniser ? Ce n'est qu'un néologisme inconnu des Anciens, ce qui n'empêche que le phénomène exista. Mais *« c'était rester soi-même tout en devenant soi-même, c'était se moderniser »,* et voilà que s'éclairent aussi bien le cosmopolitisme de Palmyre que les révoltes des juifs. Le tableau de la société palmyrénienne prend une coloration nouvelle, où s'entremêlent sans se contredire les traits empruntés ici ou là au gré des fréquentations et des goûts des riches marchands et caravaniers. Pantalon « parthe » et tunique brodée à certains moments, toge dans d'autres circonstances, le vêtement révèle combien Palmyre est à la fois étrangère à la civilisation gréco-romaine – la *« civilisation mondiale »,* dirait Veyne – et capable de lui emprunter ce qui lui convient, en matière d'architecture ou de décor, comme l'étonnante Athéna de Phidias : *« Les Palmyréniens n'étaient pas des barbares et ne voulaient pas l'être. »*

Enrichie par le trafic caravanier, Palmyre a accumulé les monuments fastueux, et les statues par milliers, qui peuplent tous les musées du monde. Paul Veyne les interroge. Derrière l'apparence de réalisme que semblent indiquer les lourdes parures de bijoux des femmes et les hautes coiffures des hommes, il scrute les détails, la forme de l'œil et le contour des paupières, et y décèle un refus incontestable du réalisme. Des pages qui surprennent et séduisent comme l'art lui-même. Art « hybride », ce qui explique son succès jusqu'à nos jours, art qui imite l'art impérial, autre manière de désigner l'art grec de ce temps, mais en conservant *« de vieilles habitudes »*, un *« primitivisme sans âge, frontalité et yeux de masque »*. Car, si les sculpteurs ont assimilé les détails du naturalisme, *« l'esprit de ce style leur échappe, la vie des ensembles et l'illusion théâtrale leur restent étrangères »* ; si l'on use de mises en scène animées, montrant les Palmyréniens au banquet ou en procession, on en brise le mouvement par des représentations frontales qui les figent comme les acteurs saluant le public. En définitive *« l'art de Palmyre* (...) *ne vient pas d'à côté, mais d'avant ; il repose sur un substrat régional vieux de mille ans »*.

Car aux influences étrangères, Veyne préfère le substrat. Non que les influences n'existent pas, à Palmyre comme à Doura-Europos et dans toute la Syrie : lorsque les juifs de Doura, un peu avant 250, couvrent leur synagogue de peintures historiées, David est en sandales et manteau grec et le temple de Salomon n'est qu'un temple grec à colonnes et chapiteaux corinthiens. Mais Veyne a raison d'écarter à ce propos l'idée d'influence car ce n'est que l'art du temps, modifié dans son expression par le « substrat », la fidélité à des conventions artistiques locales. Heureux changement de perspective, que Paul Veyne n'est certes pas seul à formuler, mais qui contribue un peu plus à « décoloniser » l'histoire des provinces de l'Empire romain.

Maurice Sartre

Dans le temple de l'image

En regard des superbes photos de Frank Horvat, l'historien Michel Pastoureau livre avec une clarté qui n'exclut pas la modestie les clés de la figuration romane

FIGURES ROMANES
Photographies de Frank Horvat,
texte de Michel Pastoureau.
Seuil, 288 p., 69 € (452,61 F).

Que voit-on dans une église romane ? Que lit-on sur ces bibles de pierre, de bois et de verre, qui eurent pour la plupart des fidèles le redoutable privilège du monopole de la représentation du monde ? Que peut-on aujourd'hui percevoir de ce regard obsolète, du tympan des façades aux chapiteaux qui coiffent les colonnes, de l'archivolte au modillon, qui échappe le plus souvent à l'œil le mieux exercé ?

C'est parce qu'il se surprit lui-même à découvrir un monde foisonnant de signes, au hasard des prises de vue qu'il faisait à l'église priorale Saint-Michel, aux portes d'Angoulême, un jour d'octobre 1996, que Frank Horvat entreprit d'explorer les images dont les *« tailleurs »* – de pierre, de bois, d'os ou d'ivoire, le sculpteur n'a pas d'autre nom avant l'ère moderne – habillèrent les sanctuaires, moins décorateurs que responsables d'un programme eschatologique où rien, répertoire des créatures, attitudes, placement dans l'édifice, mise en regard des images et jeu sur les supports (peinture ou sculpture), n'est laissé au hasard.

Le goût pittoresque pour la prétendue « naïveté » des artisans médiévaux résiste mal à l'observation attentive et l'on comprend mieux dès lors que Horvat se soit assuré du concours de Michel Pastoureau pour donner à voir ses *Figures romanes*, repérées dans plus de soixante-dix édifices, tous situés dans un grand Sud-Ouest, du sud de la Loire aux Pyrénées et de l'Atlantique à la vallée du Rhône. Historien spécialiste des images, emblèmes et symboles de l'Occident médiéval, c'est là le passeur idéal pour rendre à ce corpus souvent trop vite segmenté, sans souci de la composition d'ensemble et du dialogue qui s'instaure, même dans la plus humble chapelle, entre tous les éléments figurés, sa mission originelle : inviter à la conversion de l'esprit, conduire à Dieu par l'émerveillement autant que par le recueillement.

Avec un intelligent souci didactique, Pastoureau revient d'entrée sur la terminologie comme sur l'état historiographique de la question. Alain Rey sera ravi de voir succinctement rappelé le parcours du mot « roman », de son acception linguistique initiale, qui l'oppose au latin des clercs, au genre littéraire qu'il recouvre depuis le XVIIe siècle, après plusieurs siècles où il semble convenir de tout texte littéraire écrit dans la langue vernaculaire. Plus importants, le sens pris par l'adjectif à l'ère romantique, quand l'architecture s'en empare pour désigner la notion floue de « prégothique », et le regard critique de l'historien sur les limites de ces étiquettes qui résistent mal au regard aigu sur la localisation ou la chronologie des réalisations. Défendant, contre Henri Focillon, qui prônait l'autonomie de la vie des formes, le point de vue d'Emile Mâle, pour qui l'image est toujours le reflet d'une société, de son savoir, de sa sensibilité et de ses croyances, de ses rêves aussi, Pastoureau scrute donc la profusion d'images, le triple enjeu de leur production, de leur inscription dans l'espace, et, partant, de leur réception par ceux qu'elles doivent séduire – ou terrifier. Chaînant les thématiques, de la Bible aux codes sociaux, du bestiaire (créature de Dieu, l'animal est un élément de parallélisme systématique) au registre diabolique, l'historien n'hésite pas à s'arrêter aux détails les plus triviaux (la longueur du vêtement, la figuration du poil ou du cheveu), redéfinissant le regard sur des œuvres qu'on ne voit plus, tant on croit les connaître. Une leçon simple d'une impeccable efficacité.

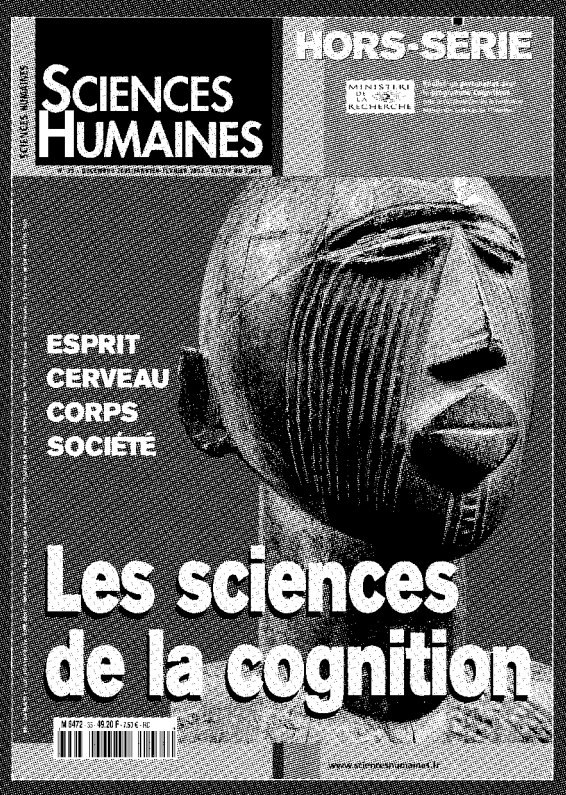
Philippe-Jean Catinchi

Le « curieux » de Conques (Aveyron)
Repérée dans l'ancienne abbatiale Sainte-Foy, sur l'une des routes les plus fréquentées qui mènent à Saint-Jacques-de-Compostelle, l'image est justement célèbre, même si son usage signalétique pour représenter la sculpture romane la singularise un peu trop, le thème du personnage caché dans l'œuvre d'art (sculpture, peinture, enluminure surtout) n'étant pas rare. Etablissant une connivence entre le spectateur et l'élément donné à voir, ce recours facétieux souligne un sens du jeu, sinon de l'ironie, qui résiste au passage du temps. Un clin d'œil que le dessin animé ou l'illustration pour la jeunesse savent seuls proposer désormais.

★ Approfondissant avec la science souriante qu'on lui connaît le décodage du bestiaire, Michel Pastoureau livre en parallèle un très précieux *Dictionnaire des animaux célèbres*, où, des dessins préhistoriques de Lascaux à la brebis clonée Dolly, en passant par les figures animales mythologiques, bibliques, historiques et même fictives (la bande dessinée n'est pas oubliée), l'historien propose à la fois un récit, avec ou sans variantes, et une analyse, étayée par des sources sûres (éd. Bonneton, « Images et symboles », 224p., 15 € [98,39 F]).

SCIENCES HUMAINES

Y a-t-il des lois du langage ?
Qu'est-ce qu'une représentation ?
Y a-t-il une culture animale ?...
Un tour d'horizon des sciences de la pensée.



En kiosque et sur commande au 03 86 72 07 00

Le magazine des sciences de l'homme

Destinées d'Alexandre

De l'homme au mythe, Claude Mossé appréhende dans sa complexité la figure du roi macédonien

ALEXANDRE
La destinée d'un mythe
de Claude Mossé.
Payot, « Biographie »,
300 p., 19,67 € (129 F).

HISTORIENS D'ALEXANDRE
Textes traduits et annotés
par Janick Auberger.
Les Belles Lettres,« Fragments »,
520 p., 25 € (164 F).

Héros romantique ou jouisseur avide, chef de guerre intrépide ou soudard d'une brutalité incontrôlable, roi philosophe rêvant de réunir l'humanité en un seul peuple ou monarque orgueilleux se prétendant fils d'un dieu, autant de portraits contrastés, complémentaires ou contradictoires qu'offrent les biographies consacrées à Alexandre le Grand. Mort trop tôt pour avoir à gérer sa conquête, Alexandre reste insaisissable, comme si les légendes qui s'emparèrent de lui dès sa mort continuaient d'obscurcir son histoire.

Claude Mossé, en historienne, a bien vu comme il était périlleux de brosser le portrait d'un tel héros. Aussi contourne-t-elle l'obstacle, cherchant d'abord à percevoir la complexité du personnage, refusant de privilégier les anecdotes singulières au détriment du comportement quotidien du héros, tour à tour violent et amical, capable d'enthousiasmes spontanés, de colères dévastatrices et de générosités sans égales. Avec précision, l'historienne démonte ainsi stéréotypes et fantasmes inutiles.

Car Claude Mossé connaît son métier et, pour elle, il importe peu de spéculer sur les rêves ou les arrière-pensées d'Alexandre. Positiviste au meilleur sens du terme, elle tient pour essentiel non ce qu'il voulait faire, mais ce qu'il laisse. Certes, avec lui, l'avenir eût été autre : il n'en reste pas moins qu'il a lancé un mouvement, créé des situations irréversibles, comme la conquête de l'Empire achéménide, une conception plus personnelle de la royauté, ou une politique de fondation de cités et d'installation de colons appelée à modifier en profondeur sociétés et cultures dans ce vaste espace. Eût-il vécu, Alexandre aurait-il été Auguste ? Qu'importe, cela ne fut pas. En revanche, cette mort précoce transforma aussitôt Alexandre en mythe, l'un des plus riches, dont Claude Mossé suit les développements jusqu'au XVIIIe siècle, quand les historiens se réapproprient le personnage sans lui prêter une vérité supposée.

Si l'on doutait de l'ancienneté de la légende et de la difficulté du travail de l'historien, un recueil magnifique, qui inaugure la collection « Fragments », en fournit la démonstration. Laissant de côté les historiens dont on possède un texte suivi (Diodore, Quinte Curce, Plutarque, Justin et Arrien), Janick Auberger offre un recueil bilingue complet des auteurs anciens qui avaient écrit une *Histoire d'Alexandre* et dont il survit au moins des vestiges. Le résultat est passionnant. Car ce qui est ainsi mis sous nos yeux, ce sont les fragments d'œuvres de contemporains, souvent de proches d'Alexandre (Néarque, son amiral, Ptolémée, l'un de ses généraux, Charès de Mytilène, son grand chambellan, d'autres encore) qui, écrivant peu de temps après la mort d'Alexandre commencent à déformer les faits pour mettre en valeur tel ou tel de ses successeurs. L'ensemble sera une réelle découverte pour beaucoup, le complément ou le préalable indispensable de toute biographie.

M. Sa.

BENOIT DUTEURTRE
rencontre
AUX CAHIERS DE COLETTE
le samedi 15 décembre
à partir de 18 h.
à l'occasion de la parution de son roman
Le Voyage en France
PRIX MÉDICIS
23-25, rue Rambuteau, Paris 4e
Tél. 01 42 72 95 06

Voyances en tout genre

HISTOIRE DE LA DIVINATION
Oracles, prophéties, voyances
d'Yvonne de Sike.
Larousse, 304 p., 38,11 € (250 F).

Quels liens y a-t-il entre la guerre de Troie, l'usage de fleurir les tombes, le coudrier, arbre de sagesse pour les Celtes, la physiognomonie de Lavater ou l'élaboration d'un thème astral ? La vanité humaine de connaître l'avenir, répond Yvonne de Sike. L'archéologue (aujourd'hui en charge des collections européennes du Muséum national d'histoire naturelle) s'était déjà penchée sur les fêtes, croyances et rites du Vieux Continent ; elle récapitule ici d'une plume alerte les modes d'interrogation, les médiums nécessaires, les indices pris en compte, le rôle des prophéties et des visions annonciatrices qui tissent un lien inattendu entre Tirésias et l'archange saint Michel, la sibylle de Cumes et l'infatigable Baba Yaga du monde slave, la démonologie et la quête des kabbalistes, le spiritisme et l'enquête psychanalytique...

Malgré cet inventaire à la Prévert, nulle confusion ici, mais un exposé sûr et des gros plans nombreux et didactiques pour comparer les approches du prodige et du merveilleux et l'angoisse récurrente de l'homme face à l'inconnu de son devenir.

Ph.-J. C.

FRANÇOIS PLACE
à l'occasion de la parution
de son album
Le vieux fou du dessin
(Gallimard Jeunesse)
sera à la librairie
Compagnie
le dimanche 16 décembre
à partir de 16 h.30
58, rue des Écoles, Paris 5e
Tél. 01 43 26 45 36

Punir dans le respect de l'individu

Frédéric Gros, Antoine Garapon et Thierry Pech mènent une réflexion d'ordre philosophique sur la punition dans notre société, sur son sens, son utilité, et ainsi analysent-ils sur les dernières évolutions de l'institution judiciaire

ET CE SERA JUSTICE. PUNIR EN DÉMOCRATIE
d'Antoine Garapon,
Frédéric Gros et Thierry Pech.
Ed. Odile Jacob, 330 p.,
24,39 € (160 F).

EMMANUEL PIERRE

Dans le flot de débats et de projets de réformes que suscite la justice, la parution d'un ouvrage collectif, centré sur le sens de la peine, vient éclairer les dernières évolutions de l'institution judiciaire. Dans *Et ce sera justice. Punir en démocratie*, Antoine Garapon, Frédéric Gros et Thierry Pech mènent une réflexion d'ordre philosophique sur la punition dans notre société, sur son sens et son utilité. Tout au long de l'ouvrage, qui se présente comme trois monographies, émergent les figures de la victime et du détenu, dont les statuts ont été profondément modifiés ces dernières années. Ils ont, l'un comme l'autre, bénéficié du mouvement général de nos sociétés, qui tendent vers un respect toujours plus grand de l'individu et de son intégrité physique.

La première partie du livre, signée par le philosophe Frédéric Gros, retrace toute l'histoire de la philosophie de la peine. Cette étude, très documentée, est découpée en *« quatre foyers de sens de la peine »* qui ont émaillé les discours des philosophes, de Kant à Platon, de Hegel à Hobbes ou Beccaria. L'Etat, et à travers lui la société, a ainsi attribué différentes fonctions à la punition, qui se sont succédé tout en se complétant : punir, c'est ainsi rappeler la loi, mais aussi défendre la société ou éduquer l'individu délinquant. C'est aussi, aujourd'hui, *« transformer la souffrance en malheur »*. *« Dans ces énoncés contemporains, on exige que le sens de la peine s'ordonne enfin à la souffrance de la victime »*, explique ainsi Frédéric Gros.

Désormais, *« punir, ce n'est plus seulement défendre les intérêts sociaux de sécurité, mais permettre à toute une société de communier, de se retrouver, de faire union autour de l'expression douloureuse d'une souffrance »*. Ce mouvement de focalisation de la justice sur la souffrance de la victime est contemporain de la perte d'autorité de la loi, tandis que le sacré s'incarne désormais dans la personne privée. *« Une démocratie nouvelle se fait jour, celle des sujets sensibles,* écrit M. Gros. *Ils sont unanimement d'accord sur une chose : ils ne supportent pas la souffrance. Elle devient, par là-même, un puissant commutateur social, et même un enjeu politique. En punissant, on ne prétend pas avant tout soigner le criminel, mais d'abord apaiser la victime : le procès permet, dit-on, à la victime de faire son deuil. »*

De l'irruption de la victime dans le procès pénal découle une nouvelle conception de la justice, dite *« justice reconstructive »*. Antoine Garapon, magistrat et fondateur de l'Institut des hautes études sur la justice (IHEJ), la décrit comme une justice qui prend en compte à la fois le point de vue de l'auteur et celui de la victime. Elle fait de l'*« événement de leur rencontre »* le point nodal de son action, *« le fait générateur de justice »*. Ce modèle de justice inspire autant les expériences locales de médiation et de réparation que certaines expériences historiques comme la commission Vérité et réconciliation de l'Afrique du Sud post-apartheid. *« Cette justice fait de la régénération des liens blessés par le crime l'horizon de son action. Elle vise à inscrire la peine dans une "diplomatie du social" où victimes et coupables retrouveraient leur commune mesure et par la même occasion l'estime de soi. »*

Cette profonde mutation de la pénalité, centrée sur l'individu et le respect de sa personne, se décline également au cœur des prisons, jusqu'à ériger une nouvelle conception de la peine. Collaborateur de l'IHEJ, Thierry Pech livre une grille d'analyse nouvelle et éclairante pour comprendre les politiques pénitentiaires d'aujourd'hui, qui seraient fondées sur une *« utopie de la peine neutre »*. Rompant avec une conception disciplinaire de la peine d'emprisonnement, les nouvelles politiques pénitentiaires sont, selon lui, inspirées de *« la logique libérale qui exige la primauté des droits fondamentaux de la personne humaine sur toute décision administrative ou politique, la mise en place de contre-pouvoirs opposables au pouvoir pénitentiaire, la garantie d'un libre accès au tiers de justice et la promotion d'un sujet entreprenant et responsable »*.

Combattant l'arbitraire carcéral, ce *« nouveau rêve pénitentiaire »* tente de réduire l'*« humiliation »* que constitue l'incarcération en érigeant un détenu qui serait acteur de sa peine. Ce mouvement n'est possible que par le recours quasi systématique au droit, *« grand producteur de neutralité »*. Sous l'impulsion d'instances internationales, au premier rang desquelles figure la Cour européenne des droits de l'homme, le *« consensus procédural »* tend de plus en plus à se substituer aux politiques pénales classiques. La prison est ainsi sommée de s'ouvrir au droit : depuis 1995, les détenus peuvent contester les décisions disciplinaires dont ils sont l'objet ; depuis 2000, ils peuvent bénéficier d'un avocat en prison et le futur projet de réforme pénitentiaire fait d'eux des *« citoyens-détenus »*.

S'il permet à certains détenus de faire entendre leur voix, ce modèle, séduisant en théorie, trouve toutefois sa limite dans la réalité carcérale, toujours faite de misère affective et sociale. Thierry Pech souligne certes *« ce revers cafardeux »* sans cependant s'y attarder. On aurait également aimé qu'il développe l'idée que cette *« nouvelle sensibilité à la peine ne s'oppose pas, mais se superpose à l'inquiétude sécuritaire »*. Sans doute parce que *« la compassion pour le détenu et le souci de la sûreté individuelle ne sont peut-être que les deux versants d'une même phobie de la violence »*.

Cécile Prieur

Et aussi

● **VÉRITÉ OU LIBERTÉS**, d'Alain Etchegoyen

Faut-il mentir pour être libre ? Professeur de philosophie très courtisé par les entreprises, Alain Etchegoyen s'inquiète, dans son dernier essai, de l'opposition entre la recherche de la vérité et la défense des libertés qui caractérise à ses yeux notre système judiciaire. L'auteur déplore ainsi que l'instruction de la vérité soit affaiblie par la médiatisation des *« affaires »*, l'*« excessive complexité des procédures »*, la *« religion de la transparence »* ou encore l'application de la loi sur la présomption d'innocence, *« votée avec le souci très clair de protéger les élites du pays »*. Sous-titré *La Justice expliquée aux adultes*, l'ouvrage se veut aussi un manuel pédagogique sur le fonctionnement et les enjeux de la justice, moins précis et plus long qu'un Que sais-je ? (Fayard, 288 p., 18,6 € [122 F]). **A. G.**

● **HISTOIRE DE LA JUSTICE EN FRANCE**, de Jean-Pierre Royer

Comprendre le système judiciaire français, c'est d'abord connaître son histoire tourmentée. Autant dire que l'aventure demande un bon guide et que Jean-Pierre Royer, professeur à l'université Lille-II, se révèle indispensable. Avec cette nouvelle édition, il revient avec près de 250 pages supplémentaires et l'ambition réalisée de brosser la fresque d'une histoire politique de la justice de 1661 à nos jours. *Le Monde*, sous la plume de Jean-Marc Théolleyre, avait déjà salué en 1995 cette étude de la relation compulsive et dominatrice du pouvoir avec les juges. Dans le prolongement donné à son ouvrage, Jean-Pierre Royer raconte et analyse les récentes secousses de cet univers – l'entrée des femmes dans la justice, l'irruption du syndicalisme, la demande de justice, les avatars de la figure du juge dans la société –, et conclut sur les grands procès identitaires de la fin du XXe siècle : Barbie, Touvier et Papon. Un livre savant, pédagogique et passionné, ce qui est trop rare (PUF, 1 032 p., 28,50 € [186,95 F]). **L. G.**

Le corps dévoré par la justice

A partir de nombreuses affaires, Jean-François Laé analyse comment la jurisprudence, au cours des XIXe et XXe siècles, s'en est nourri pour se constituer

L'OGRE DU JUGEMENT
de Jean-François Laé.
Stock, 236 p., 16,80 € (110,20 F).

Les concepts juridiques sont des éponges. Ils se sont nourris, au cours des XIXe et XXe siècles, des milliers de plaintes déposées devant les tribunaux civils chargés d'instruire et de trancher les affaires de mœurs, les rixes ou les accidents du travail. C'est à partir de cette multitude de *« gouttelettes empiriques »* que s'est construite la jurisprudence civile, cette *« science du dommage et du préjudice évaluable monétairement »* dont le sociologue Jean-François Laé propose, dans *L'Ogre du jugement*, une passionnante anthologie.

Querelles de famille, adultères, enfants abandonnés, avortements qui ont mal tournés, accidents... l'auteur a exhumé du Dalloz ou de *La Gazette du Palais* (recueils des jugements publiés depuis le début du XIXe siècle) quelques affaires célèbres ou anecdotiques, jugées entre 1850 et 1950, qui font à ses yeux de la jurisprudence civile *« une histoire secrète du corps dans toutes ses composantes »*. De ces récits drôles ou effroyables, entrecoupés de commentaires parfois trop bavards, Jean-François Laé met en scène des corps meurtris par les étreintes, la violence ou les accidents, avant d'être dévorés par le jugement. *« L'ogre raconte ce qui s'est passé, ce qui n'a pas été, ce qui aurait dû être, avant d'avaler sa proie »*, résume-t-il.

La première de ces affaires, macabre, a fait grand bruit dans les milieux médicaux et judiciaires, où elle a fait migrer, à la fin du XIXe siècle, le concept d'homicide par imprudence des bagarres de rue aux pratiques médicales. Le docteur Laporte tentait en vain de délivrer au forceps le corps d'un enfant mort dans le ventre de sa mère. Sans instrument adéquat à sa disposition, l'accoucheur a alors demandé au père sa boîte à outils, dans laquelle, précise le jugement, *« il choisit une aiguille à matelas longue de 21 centimètres, un ciseau à froid et un marteau »*. Le médecin mettra trois heures à délivrer la parturiente, décédée deux jours plus tard d'une double perforation de la vessie.

Le corps dévoré par la justice, c'est aussi celui de cet ouvrier terrassier, borgne depuis des années, qui perd son œil valide à cause d'un éclat de pierre. Son employeur doit-il l'indemniser partiellement au tarif d'un seul œil perdu ou doit-il calculer la réparation sur l'incapacité totale à laquelle le terrassier est désormais astreint ? De cet accident, rapporte Laé, naît le principe d'égalité des corps dans le travail, un ouvrier, quel que soit son handicap, étant désormais considéré comme pleinement valide lors de son embauche.

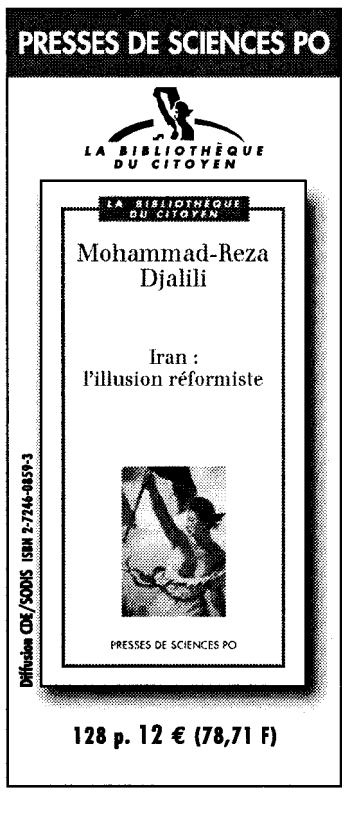
L'auteur recense bien d'autres de ces événements *« qui surgissent à une époque donnée et dont on ne savait que penser »*, comme l'accouchement sous X, le mariage par procuration ou le vol de l'électricité. Peut-on dérober une chose qui n'est pas saisissable ? s'interrogent les juges pour la première fois en 1910. Au fil des affaires d'adultères, Jean-François Laé montre également comment la justice civile n'hésite plus à aller chercher la faute dans la correspondance intime, les tiroirs fermés ou les plis d'un drap encore chaud. Comment, aussi, elle débat de l'utilisation du préservatif pour savoir si elle constitue ou non une injure grave faite à l'épouse privée de descendance. Des différentes réponses, l'auteur tire la conclusion qu'*« une notion juridique ne désigne pas une pratique définie et ne nous dit absolument rien de la réalité »*. Ce sont au contraire *« les méandres du réel »* qui s'emparent de telle ou telle notion *« pour la charger comme une pile électrique dans un sens puis dans l'autre »*.

Du péché de l'âge classique à l'insensé du XIXe siècle, le suicide connaît ainsi trois interprétations juridiques successives. De même, entre 1850 et 1950, le divorce est autorisé, puis interdit, et à nouveau autorisé sous le contrôle des raisons avancées par les individus. Au gré de ces changements, une notion d'ordre public comme l'« injure grave » va migrer du code pénal – où elle sanctionnait par exemple l'insolence envers un conseil de guerre – au code civil, où elle est élargie à l'ensemble des actes portant atteinte à la considération du conjoint. Inversement, la notion d'imprudence va effectuer au fil des jugements le chemin inverse, passant du champ civil au code pénal, longtemps cantonné aux normes de l'inacceptable.

L'histoire de la séquestrée de Poitiers illustre cette intrusion du *« mode mineur de la faute »* dans le champ de l'intention coupable et de la culture du sang. Jusqu'alors, rien ne permettait en effet de saisir, dans le code pénal, l'événement *« enfermé dans sa chambre »*, comme a pu l'être Blanche Monnier, une jeune femme aliénée mentale recluse pendant des années dans le grenier de sa mère. Qui est coupable ? La mère étant décédée, c'est l'inaction du frère qui est jugée fautive, ouvrant la voie à la notion de *« non-assistance à personne en danger »*.

Alexandre Garcia

PRESSES DE SCIENCES PO



128 p. 12 € (78,71 F)

Question de pouvoir

Portant sa réflexion sur le système judiciaire, Blandine Kriegel milite pour transformer l'Etat administratif en Etat de justice

RÉFLEXIONS SUR LA JUSTICE
de Blandine Kriegel.
Plon, 264 p., 19,60 € (128,57 F).

L'œuvre est monumentale et les *Réflexions sur la justice* forment déjà un cinquième tome des *Chemins de l'Etat* : Blandine Kriegel en a d'ailleurs profité pour recycler des textes rédigés *« au cours des deux dernières décennies »* ; parfois déjà publiés, y compris par elle-même mais dans d'autres tomes de ces fameux *Chemins de l'Etat*. Par souci pédagogique, ces colloques, études, voire entretiens, ont été classés en trois thèmes – histoire, philosophie puis réforme de la justice – qui n'empêchent malheureusement pas de doctes répétitions : la haute figure de Jean Bodin (1530-1596), *« le plus grand des philosophes politiques français »*, traverse ainsi le livre de part en part. Reste que la matière est riche : pour Blandine Kriegel, *« philosophe que les recherches ont conduite à devenir historienne du droit »*, la tradition française est *« celle de la défaite de la justice au profit de l'Etat administratif »*, et elle regrette qu'il n'existe pas de pouvoir mais une simple autorité judiciaire. *« Les juges ont eu le pouvoir sous les parlements de l'Ancien Régime et ils l'ont perdu parce que ce pouvoir a été celui d'une corporation de plus en plus rétrograde. »*

La thèse est argumentée, et Blandine Kriegel milite clairement pour transformer *« l'Etat administratif en Etat de justice »*. Elle ne va malheureusement pas plus loin, et déchirée entre sa fidélité à la commission Truche et une certaine tendresse pour Jacques Chirac, elle n'arrive à aucun moment à convenir que c'est bien le président de la République qui a enterré la partie la plus importante de la réforme de la justice.

Franck Johannès

PRIX RENAUDOT 2001

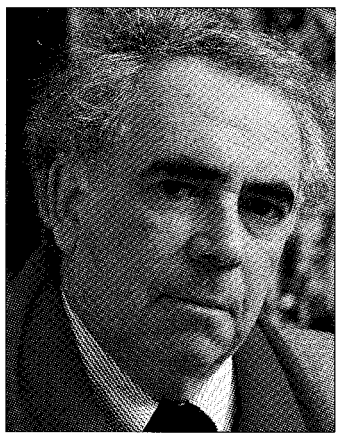
MARTINE LE COZ
Céleste

« Martine Le Coz travaille chaque phrase comme si c'était la première ou la dernière de son livre ou de sa vie »
Patrick Besson

Éditions du Rocher

PRIX GONCOURT POÉSIE 2001

CLAUDE
ESTEBAN



Morceaux de ciel, presque rien

nrf
GALLIMARD

Ph. J. Sassier / Editions Gallimard - 572 206 753 RCS Paris B.

L'EDITION FRANÇAISE

● **Succès à Montreuil**. 135 000 : c'est le nombre de visiteurs au Salon du livre de jeunesse qui a fermé ses portes lundi 3 décembre. Comparant ce chiffre aux 150 000 entrées de l'an dernier, Sylvie Vassalo, la nouvelle directrice du Salon, le qualifie de *« succès intéressant au vu de la période et surtout du nouveau lieu »*, rue de Paris, qui abrite désormais la manifestation. *« Le Salon a accueilli 28 000 enfants et son thème, le monde arabe, a draîné un nouveau public, issu de l'immigration, que nous espérons fidéliser »*, note Sylvie Vassalo.

● **La jeunesse a le vent en poupe**. Avec + 7,8 %, la jeunesse enregistre en 2000 la plus forte croissance de l'édition française. 2001 devrait bénéficier du même élan. Cette vitalité attire de nouveaux venus dont Fayard, Plon, Le Rocher et J'Ai Lu qui ont fait cette année une incursion dans la jeunesse. Elle bénéficie aussi aux petits éditeurs, comme Rue du Monde qui fête ses 5 ans et annonce en 2002 un surprenant *Victor Hugo* pour les 2-6 ans ainsi qu'un album sur Vichy signé Didier Daeninckx.

● **1 Folio = 2 euros**
Gallimard prend place sur le marché des livres à 2 euros (ex « 10F ») en lançant à partir de janvier 2002, 15 titres issus du fonds « Folio » – sans être pour autant des textes archi-connus – des grands auteurs du catalogue. Pas plus de 144 pages pour une longue nouvelle, un petit recueil ou de courts textes, dans tous les genres littéraires. 10 autres paraîtront en mai, puis en octobre.

● **PRIX.** Le 18e prix de nouvelles (écrites en espagnol) **Juan Rulfo**, doté de 60 000 F par Radio France Internationale et le Centre Culturel de l'Ambassade du Mexique a attiré cette année 6 834 œuvres provenant d'Amérique latine, d'Espagne, des Etats-Unis et d'ailleurs. Il a été attribué à Laura Massolo (Argentine) pour *La otra piedad*. Le **prix de l'Institut Cervantès** doté de 20 000 F a été remis à l'auteur mexicain Marco Delgado Aparain et c'est un autre mexicain Tomás Hidalgo Nava qui a remporté le **prix de la Maison de l'Amérique latine**. Le **prix du collège des Traducteurs de Arles** va à Julia Escobar pour sa traduction des poèmes d'Henri Michaux : *Frente a los cerrojos* et *Puntos de referencia*. Le **prix du 1er polar SNCF** a été attribué à Gianni Pirozzi pour *Romicide* (Coop Breizh) et Philippe Carresse est le lauréat du **prix du polar SNCF** pour *Le Bal des cagoles* (Fleuve noir). Claudine Bertrand a reçu le **prix Tristan Tzara** pour *Le Corps en tête* (Atelier des Brisants). Le **prix Jacques Derogy-L'Express**, doté de 30 000 F, a été décerné à Jean-Marc Berlière et Laurent Chabrun pour *Les Policiers français sous l'Occupation. D'après les archives inédites de l'épuration* (Perrin). Alain Lance s'est vu remettre le **prix Apollinaire**, doté de 10 000 F, pour *Temps criblé* (Obsidiane/Le temps qu'il fait). Régine Robin a reçu le **Grand prix du livre de Montréal** pour *Berlin chantiers* (Stock). Le **prix littéraire Jean Prévost**, d'une dotation de 20 000 F, revient à Jean-Pierre Renouard pour *Un costume rayé d'enfer* publié par les éditions du Félin..

Athènes ouvre un centre de traduction littéraire

Dirigé par Catherine Vélissaris, Ekemel œuvre en faveur du dialogue des cultures

Pour jeter un pont entre Orient et Occident et œuvrer toujours plus avant en faveur du dialogue des langues et des cultures, quelle meilleure plate-forme que la Grèce ? A Athènes, justement, un nouveau lieu-carrefour vient de voir le jour. A l'angle des rues du Lycabette et de l'Académie, le Centre européen de traduction littéraire, Ekemel, avait symboliquement ouvert ses portes à l'occasion de la journée internationale de la traduction, dimanche 30 septembre. L'Espagnol Jorge Semprun, le Français Michel Deguy, la journaliste britannique Alix Mac Sweeney, du *Times Literary Supplement,* et, bien sûr, de nombreux écrivains grecs, dont le poète Titos Patrikios, étaient alors venus réaffirmer l'importance politique de la traduction – notamment en ce climat de supposé « conflit » entre les cultures –, en attendant que la première promotion de futurs traducteurs prenne possession des lieux.

C'est désormais chose faite. Quatre sections – anglais, français et allemand auxquelles s'ajoute un département de philosophie et de sciences de l'homme – accueillent pendant quatre semestres des candidats des nationalités concernées (Grecs, Anglais, Français, Allemands) recrutés sur test et pouvant justifier d'au moins deux années universitaires. Aux enseignements pratiques de traduction littéraire (prose, poésie, théâtre) et de non-fiction (philosophie, psychologie, sociologie...), s'ajoutent des ateliers d'histoire de la littérature, de traductologie et même de théâtre – avec, chaque mois, une rencontre avec un traducteur invité. Une nourriture spirituelle complète et finement équilibrée.

« L'ESPRIT DE TOLÈDE »

« Cette formation n'est pas conçue comme un enseignement au sens traditionnel du terme, explique la directrice d'Ekemel, Catherine Vélissaris. *Elle renvoie davantage à l'esprit de Tolède, à la transmission singulière d'une expérience de "maître à élève" ».* Pas question de bâtir une *« industrie ».* Il s'agit au contraire d'une approche fine et artisanale pour révéler les talents de demain. *« C'est toute une dynamique que nous voulons mettre en œuvre »*, renchérit Christos Lazos, directeur du Centre national des lettres helléniques et partenaire de cette aventure. *« Les éditeurs doivent savoir qu'ils peuvent venir puiser dans le vivier de traducteurs de qualité que nous voulons créer. »* Sensible à la *« philosophie généreuse »* de l'entreprise, formant des vœux pour l'avenir d'un *« espace européen du livre »,* toute une série de bonnes fées se sont déjà penchées sur le berceau d'Ekemel. Ainsi le comité d'honneur est-il composé d'intellectuels et d'artistes parmi lesquels Seamus Heaney, Pierre Bourdieu, Barbara Cassin, Jacques Derrida... mais aussi d'éditeurs comme l'allemand Michael Krüger de Hanser Verlag, et, bien sûr, de traducteurs tels que l'helléniste canadien Jacques Bouchard.

La naissance de ce centre de traduction européen apporte un heureux contrepoint au déclin récent de l'Institut français d'Athènes. Créé en 1907 par l'Ecole française d'Athènes – cette institution prestigieuse qui forme, depuis le XIXe siècle, les archéologues spécialisés dans la Grèce antique –, l'Institut était devenu un incomparable lieu de rencontres qui cristallisait dans les deux sens les liens franco-grecs. Tous les intellectuels grecs en attestent, c'était un endroit où *« soufflait l'esprit ». « J'ai connu la France par sa littérature*, raconte l'éditrice d'Hestia, Marina Karaïtidis. *Quand j'ai mis les pieds à Paris, c'est comme si j'étais née là-bas. »* A son apogée, en 1983, l'Institut comptait quelque 45 000 élèves apprenant le français – *« pas seulement les enfants de l'élite »*, précise la traductrice de Yourcenar, Ioanna Hadjinikoli. Aujourd'hui, il ne reste plus que 4 000 étudiants. Non que la demande ait réculé, mais les autres sont partis apprendre le français dans les *« frontisteria »,* des écoles privées grecques.

A l'époque de l'âge d'or, en 1986, un Centre de traduction littéraire (CTL) avait été créé au sein de l'Institut pour proposer une formation à la traduction et relayer l'information sur la création littéraire franco-grecque. C'est lui qui avait initié les coéditions avec Actes-Sud puis Gallimard et Seuil. Contribuant, en France, à donner une visibilité aux écrivains grecs, il avait aussi permis au livre français de maintenir ses performances à l'exportation – la Grèce restant le sixième importateur de livres français.

Erreurs stratégiques, manque de vision ? Aujourd'hui, la perte d'influence de l'Institut français d'Athènes – et de son ancien fleuron, le CTL – est telle que l'on trouve dans la presse des petites annonces bradant son matériel. *Ta Nea,* l'un des plus grands quotidiens d'Athènes titrait avant l'été : *« l'Institut français s'éteint ».* Aussi doit-on se féliciter que l'ancienne directrice du CTL ait pu remettre sur pied une structure originale qui éveille déjà l'intérêt d'autres pays. Ouverture prochaine à l'espagnol, colloques, débats : Catherine Vélissaris ne manque pas de projets. Après la foire de Francfort, la Grèce entend donc pleinement jouer son rôle dans le dialogue des littératures au sein de l'Europe. Heureusement qu'elle reprend le flambeau lorsque la France donne l'impression d'avoir jeté l'éponge.

Florence Noiville

★ **Europaïko Kendro Metaphrasis tes Logotechnias (Ekemel), 2, rue Lycavittou & Akadimias, 106 71 Athènes, Grèce. E-mail : ekemel@otenet.gr. Site : www.ekemel.gr**

Dix ans d'Encre Marine

On les reconnaît tout de suite. Ils ont l'air de venir d'ailleurs, avec leur couverture sans image, à peine estompée d'un papier cristal, comme autrefois les lecteurs soigneux en mettaient à leurs volumes pour les protéger. Ce sont des livres dont il faut séparer soi-même les pages, curiosité suprême en un temps où il faut généralement consulter un dictionnaire pour apprendre ce que pouvait être un coupe-papier. Quand on les ouvre enfin, pour suivre le texte du poème ou de l'essai, l'œil est saisi par une impression à la fois étrange et confortable. Et l'on comprend, en voyant les lettres imprimées en bleu foncé plutôt qu'en noir, pourquoi cette petite maison a pris pour nom Encre Marine. Aujourd'hui, elle fête ses dix ans.

Sans tapage. Ce n'est pas le genre. Au contraire, ce qui caractérise Encre Marine, ce serait plutôt l'absence de faux bruit, une forme de justesse et de fidélité obstinée à la qualité des œuvres comme à la forme des bouquins, une manière de résister sans façon à l'empire des marchandises et à l'oubli du livre. Sans doute est-ce ce qui donne le sentiment d'une profonde unité, alors même que le catalogue, une cinquantaine de titres, montre une grande diversité dans le choix des auteurs, des thèmes et des formes. On trouve en effet, parmi les titres publiés, des poèmes de François Cheng et des essais du philosophe François Dagognet, des traductions de diverses sections du Shôbôgenzo, le recueil-fleuve du moine bouddhiste japonais Dôgen, des travaux philosophiques de Marcel Conche, d'autres de Robert Misrahi, de Jean Salem, de Françoise Dastur ou de Nicolas Grimaldi, des poèmes encore, de Roger Munier ou de François Solesmes, plusieurs essais d'Henri Maldiney.

Derrière cette bibliothèque à l'état naissant, la passion d'un amateur chaleureux, Jacques Neyme, professeur de philosophie et amoureux de l'édition, où il se dit *« condamné à faire tout tout seul ».* Pour marquer cette première décennie, il réimprime le premier récit publié par Encre Marine, le bouleversant *n.n.* de Violette Maurice (pour *Nacht und Nebel, Nuit et brouillard*, formule codée des nazis pour désigner les camps d'extermination). Ce témoignage de la mort quotidienne à Ravensbrück, précédé d'une préface de Marcel Conche, est suivi dans cette réédition d'une trentaine de textes courts, rédigés spécialement par les auteurs maison, sur le thème : « Ecrire, résister » (256 p., 15 € [98,39 F]). L'ensemble est accompagné d'encres originales de Michel Denis, peintre, également auteur de la maquette des volumes. Parmi les derniers titres parus, signalons des articles de Françoise Dastur sur Merleau-Ponty, *Chair et langage* (222 p., 25 €, [163,99 F]), et un nouveau texte du philosophe Paul Audi, *Crucifixion*, qui prolonge de manière inattendue ses analyses antérieures. Cette méditation parfois déconcertante, mais étrange et belle, sur le destin du Fils de l'Homme, l'impossibilité d'échapper à soi-même et le silence de Dieu. Cette excursion aux limites est accompagnée de 14 dessins originaux de Frédéric Pajak, qui eux aussi ne manqueront pas d'étonner, car ils représentent le Christ sous des traits peu conventionnels (168 p., 27 € [177,11 F]) Comme on dit encore, de manière parodique, dans quelques réserves où survivent des découpeurs de pages : heureux les courageux, car ils auront longue vie !

Roger-Pol Droit

★ **Encre Marie, Fougères, 42 220 La Versanne (http://www.encre-marine.com) Diffusion-distribution : Librairie J. Vrin, 6 place de la Sorbonne 75005 Paris**

AGENDA

● **DU 14 AU 17 DÉCEMBRE. EXIL. A Paris,** la BPI organise les premières Rencontres internationales des écritures de l'exil : « D'encre et d'exil » avec une trentaine d'auteurs étrangers vivant en France ou en Europe qui dialogueront avec le public (à 17 heures le 14, à 11 h 30 le 15, à 14 heures le 16 ; et le 17 décembre à 20 heures, en coopération avec les Rencontres littéraires franco-chinoise, la BPI recevra Leung Ping-Kwan, Bai Xianyong, Yang Lian et Ying Chen (Centre Georges-Pompidou, petite et grande salle, niveau -1, entrée rue Saint-Martin, 75004).

● **LE 18 DÉCEMBRE. AZÉMA. A Paris,** les éditions Sophie de Sivry et L'Iconoclaste organisent une conférence de Jean-Pierre Azéma sur l'histoire secrète des négociations de l'armistice de Rethondes du 10 au 22 juin 1940 (à 19 heures, Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, 75007 ; rens. : 01-49-54-75-00)

● **LE 18 DÉCEMBRE. WINOCK. A Paris**, dans le cycle : La presse fin XIXe et XXe siècle, Michel Winock donnera une conférence sur le thème « Naissance et continuité de la revue *Esprit* depuis 1932 » (à 18 heures, Institut catholique, 21, rue d'Assas, 75006 ; rens. et invitations : 01-44-39-52-88/62).

● **LE 19 DÉCEMBRE. LEIRIS. A Paris,** la BNF consacre la dernière soirée des grandes figures littéraires du XXe siècle à Michel Leiris avec une conférence de Charles Juliet (à 18 h 30, site François-Mitterrand, quai François-Mauriac, 75013; grand auditorium , rens. : 01-53-79-59-59).

A L'ETRANGER

● **ESPAGNE : deuxième voyage du Che en Amérique latine**
La maison d'édition Ediciones B publie *Otra vez, « journal inédit du deuxième voyage en Amérique latine »* d'Ernesto Che Guevara, avec un prologue d'Alberto Granado, qui fut son ami dès 1942. Le livre a été conçu à partir des notes tenues par Ernesto Guevara de la Serna, vingt-cinq ans, au cours de son deuxième voyage à travers l'Amérique latine, entre 1953 et 1956, de photos inédites et, en annexe, de lettres à sa mère et à ses amis (postérieures au journal de voyage).

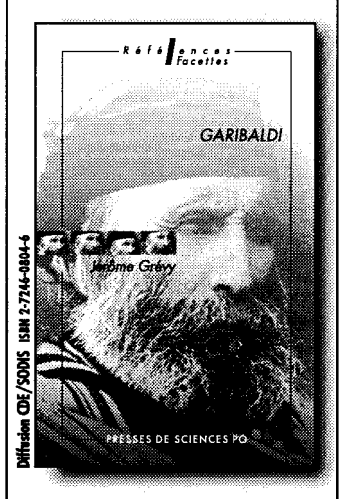
● **BRÉSIL : élection à l'Académie des lettres**
C'est Zelia Gattai, veuve de l'écrivain Jorge Amado, décédé le 6 août 2001, qui a été élue à son siège à la prestigieuse Académie des lettres brésilienne, par 32 voix contre quatre. Longtemps dans l'ombre de son mari, Zelia Gattai, auteur de nombreux livres pour la jeunesse, a quatre-vingt-cinq ans.

● **ÉTATS-UNIS : poète à succès, à 11 ans**
Mattie J.T. Stepanek a onze ans et est atteint de dystrophie musculaire. Ce qui ne l'a pas empêché d'être l'auteur de deux recueils de poèmes publiés par un petit éditeur de l'Etat de Virginie, VSP, qui après un premier tirage de 200 exemplaires pour le premier tome en a vendu, depuis, plus de 500 000. Ce succès a conduit, Hyperion (groupe Walt Disney), à signer avec le jeune garçon un contrat pour la réédition de ses deux premiers ouvrages et pour les trois suivants. On ne connaît pas le montant de l'avance qui lui a été proposée. Mais on peut faire confiance à son avocat, Robert Barnett, qui avait négocié celles de l'ancien président Bill Clinton pour environ 11,7 millions d'euros (10 millions de dollars) et de son épouse, Hillary, pour près de 9 millions d'euros (8 millions de dollars). Le jeune auteur prodige a participé au Téléthon de Jerry Lewis en septembre et était sur le plateau de la célèbre émission d'Oprah Winfrey en octobre.

Best Books of the Year
Le *New York Times* conseille à ses lecteurs cinq grandes œuvres de fiction : *Austerlitz*, de W.G. Sebald, *The Corrections,* de Jonathan Frantzen, *John Henry Days,* de Colson Whitehead, *True History of the Kelly Gang,* de Peter Carey, *et Hateship, Friendship, Courtship, Loveship, Marriage,* d'Alice Munro. Mais trois livres de photos sont dans les meilleures ventes : *One Nation* (Little, Brown), recueil de photos, poèmes et essais recueillis depuis le 11 septembre, en est à sa quatrième édition avec 375 000 exemplaires, suivi par *September 11, 2001, A Record of Tragedy, Heroism and Hope (Abrams)* et *New York September, 11* par les photographes de l'agence Magnum.

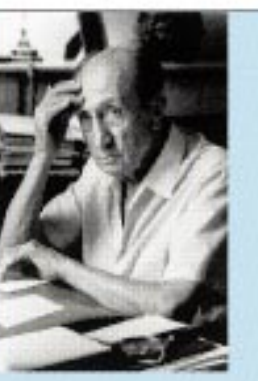
● **Prix littéraires**
L'écrivain galicien Manuel Rivas a obtenu à Bruxelles le prix Amnesty international belge pour *Le Crayon du charpentier* (Gallimard). Le Prix du premier livre du journal anglais *The Guardian* a été attribué au dessinateur américain, Chris Ware, pour *Jimmy Corrigan, The Smartest Kid on Earth* (Jonathan Cape), un roman en images, à la manière du célèbre *Maus* d'Art Spiegelman.

Echange et Diffusion des Savoirs
cycle de conférences
"FIGURES DU TEMPS"
JEUDI 20 décembre à 18 h 45
"La violence de l'histoire : peut-on la conjurer ?"
par Philippe Engelhard, économiste
à l'Hôtel du département
Marseille 4ème
52 avenue de Saint-Just,
Metro Saint-Just . Parking gratuit
ENTREE LIBRE
Echange et Diffusion des Savoirs
16 rue Beauvau 13001, Marseille
04 96 11 24 50
contact@des-savoirs.org
CONSEIL GENERAL BOUCHES-DU-RHÔNE

PRESSES DE SCIENCES PO
Références Facettes


384 p. 15 € (98,39 F)

PRIX ROMAN 2001
France Télévision
2 3 5
MADAME ANGELOSO
FRANÇOIS VALLEJO
« Le corset de Madame Angeloso est presque un personnage à lui seul. Personne, sauf Danuta, n'a le droit d'y toucher. »
(J. Savigneau, Le Monde)
Viviane Hamy


Ils sont les bergers des étoiles
MAX ROUQUETTE
ANATOLIA/ÉD. DU ROCHER
Le livre enchanteur de la mémoire d'un très grand écrivain

Le Monde

SUPPLÉMENT

CES 100 JOURS QUI ONT ÉBRANLÉ LE MONDE

- Le choc du 11 septembre, retour sur l'Amérique attaquée
- La préparation de la riposte, l'enquête sur Ben Laden et ses réseaux
- La guerre contre Al-Qaida et la chute du régime des talibans

New York le 11 septembre, Kunduz, le 24 novembre : deux univers que tout séparait réunis dans une vision de guerre et de désolation.

PHOTOS JAMES NACHTWEY

SUPPLÉMENT AU « MONDE » N° 17693, DATÉ 14 DÉCEMBRE 2001. NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

« America under attack » sur les écrans du monde entier

1

L'AMÉRIQUE ATTAQUÉE

Le 11 septembre à 8 h 48 heure de New-York , un avion de ligne transformé en bombe volante percute la tour Nord du World Trade Center, suivi peu après d'un second. C'est le début d'une journée de cauchemar qui va voir s'effondrer les « Twin Sisters » de Manhattan et succomber près de 4 000 personnes, à New-York et à Washington, où le Pentagone est aussi touché. Les Etats-Unis ont pris conscience dans l'horreur qu'ils ne sont pas invulnérables.

La première frappe – le premier avion – personne ou presque ne l'a vue, aucune caméra ne l'a montrée. A 8 h 48, heure de New York (14 h 48 à Paris), on entend une énorme explosion, très haut, au niveau des étages supérieurs de l'une des tours jumelles du World Trade Center, la tour nord. Les 92 personnes qui se trouvaient à bord du Boeing 767 de l'American Airlines, passagers, membres d'équipage et terroristes, sont déjà morts. Tout le haut de la tour est en feu, et un immense panache de fumée commence à salir le ciel jusque-là limpide. Les télévisions entrent en jeu, l'Amérique et déjà une bonne partie du monde, incrédules, regardent le spectacle, tandis qu'à l'intérieur de la tour des milliers de personnes tentent d'échapper à l'enfer.

Dix-huit minutes plus tard, une seconde frappe fait basculer l'événement dans l'incompréhensible. Les New-Yorkais l'ont vu d'en bas, des millions de téléspectateurs au beau milieu de leur écran : un second avion, un Boeing lui aussi, avance tout droit, presque tranquillement, vers la seconde tour. L'explosion, l'énorme boule de feu, les torrents de fumée noire, les débris qui tombent, l'horreur, cette fois, est sur tous les écrans.

Un peu plus de dix ans plus tôt, les Américains contemplaient, stupéfaits, le ciel nocturne de Bagdad attaquée par leurs propres missiles de croisière, à l'heure du prime time. Cette fois, dans la clarté du matin, c'est le cœur de l'Amérique, l'un de ses symboles,

Des milliers de vies interrompues, New York défigurée, un spectacle d'horreur

qui est frappé par un ennemi inconnu. *« Je croyais que nous étions en sécurité »*, explique une femme entre deux sanglots. Aux fenêtres qui crachent toujours autant de fumée, à plusieurs centaines de mètres de hauteur, des gens agitent le bras, comme pour appeler des secours. D'autres se lancent dans le vide, et parmi eux un homme et une femme qui se tiennent par la main.

Déjà, le monde réagit et la réaction la plus rapide est celle de l'argent : les cours du pétrole flambent, la Bourse de Londres vacille. Le New York Stock Exchange, Wall Street, à deux pas des tours en flammes, n'a pas ouvert, et n'ouvrira pas de la journée. A 9 h 30, heure locale, George W. Bush apparaît. Il est en Floride, à Sarasota. C'est la première fois, depuis qu'il est président, qu'il subit véritablement l'épreuve du feu. Le discours est bref, sobre. Il parle de *« tragédie nationale »*, d'une *« apparente attaque terroriste contre notre pays »*, et termine par un moment de silence en hommage aux victimes.

Mais, quelques minutes plus tard, tout bascule à nouveau. A Washington, une énorme explosion secoue un pan du colossal bâtiment du Pentagone. Un avion de ligne, à nouveau, détourné, comme les deux précédents. Après le temple du commerce, le sanctuaire de la guerre, après New York, Washington, le centre du pouvoir. C'est une offensive en règle contre le pays tout entier. CNN traduit, ou crée, le sentiment général : *« America under attack »*,*« L'Amérique attaquée »* : c'est la manchette qui désormais barrera ses écrans, au-dessous des images de fumée, de ruine et de désolation. Qui « attaque » l'Amérique ? On commence à parler de Ben Laden, du Proche-Orient, à se perdre en conjectures sur l'extraordinaire organisation, l'impressionnante logistique nécessaires pour réaliser ces trois frappes presque simultanées.

Quelques heures plus tard, pourtant, on saura qu'une femme, Barbara Olson, a téléphoné à son mari, un juriste très connu à Washington, depuis l'avion qui allait s'écraser sur le Pentagone. Les terroristes, disait-elle avant de mourir, ne sont armés que de couteaux et de cutters, ils ont regroupé tous les passagers, mais aussi l'équipage, à l'arrière de l'appareil. Des couteaux et des cutters, pour attaquer le plus grand bâtiment du monde, d'où les Etats-Unis peuvent en principe lancer des frappes sur n'importe quel point du monde...

A Washington, le Pentagone – où travaillent plus de 20 000 personnes – est en train d'être évacué (il semble qu'il ait commencé à l'être avant même l'impact de l'avion), mais aussi la Maison Blanche et le Congrès, et ensuite l'ensemble des bâtiments publics. La panique commence à gagner.

Mais entretemps, c'est à New York qu'un nouveau pas dans l'inimaginable a été franchi : à 10 h 05, la tour sud du World Trade Center, celle qui avait été frappée par le second avion s'est effondrée sur elle-même, après qu'on l'a presque vue s'ouvrir du haut en bas. Un colossal nuage de poussière, de débris, de fumée, noie New York et ses gratte-ciel, qui semblent soudain petits et fragiles. Des dizaines, sans doute des centaines de pompiers et de policiers sont tués. L'autre « twin », la tour nord s'écroulera 23 minutes plus tard, dans une nouvelle éruption de débris. « L'ennemi », toujours invisible, toujours inconnu, a changé, définitivement peut-être, la face de New York.

A Washington aussi, une portion du Pentagone s'est effondrée. Le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, qui se trouvait dans un autre secteur du bâtiment, veut aider à secourir des blessés, avant qu'on ne l'emmène vers les sous-sols du bâtiment, les postes de commandement souterrains.

A Manhattan, l'immeuble des Nations unies est évacué, et tous les gens qui se trouvent à la pointe de l'île sont invités à *« marcher vers le nord »*. Tous les vols vers l'Amérique du Nord, et aussi, pour la première fois dans l'histoire, tous les vols à l'intérieur du pays, (plusieurs dizaines de milliers) sont suspendus. Mais – on l'apprendra avec un grand retard – il y a eu entre-temps une quatrième attaque. Un quatrième avion, un quatrième Boeing, appartenant, comme les autres, à une compagnie américaine, a été détourné. Celui-ci s'est écrasé dans la région de Pittsburgh, en Pennsylvanie, presque exactement au moment où le troisième avion s'abattait sur le Pentagone. Se dirigeait-il vers Camp David, 135 kilomètres plus au sud, ou bien vers la Maison Blanche ou le Capitole, comme le supposeront plus tard des sénateurs ? Que s'est-il passé à bord. Là encore, un passager, réfugié dans les toilettes, a lancé un appel sur son téléphone portable : *« Nous sommes détournés, nous sommes détournés. »* Un autre a parlé à sa mère, expliqué que *« trois hommes ont pris le contrôle »*, qu'ils *« disent qu'ils ont une bombe. »*

Et ensuite : une hypothèse, forcément, se fait jour, même si elle n'est guère évoquée ouvertement : l'avion n'aurait-il pas été abattu préventivement, pour éviter un plus grand désastre ? Les informations officielles sont rares, quasi inexistantes.

On ne sait rien sur le nombre des victimes - sinon celles qui sont mortes dans les quatre avions : 266. Le maire de New York, Rudy Giuliani, se refuse à *« spéculer »* sur le sujet, ajoutant simplement : *« Il y en a plus qu'aucun de nous ne peut le supporter. »*

« RÉSOLUTION D'ACIER »

Peu après une heure de l'après-midi, le président Bush, qui a quitté Sarasota, non pour Washington, mais pour la base militaire de Barksdale, dans le Nebraska, prend à nouveau la parole. Le ton, cette fois, a changé. *« Les forces armées américaines dans le monde entier ont été mises en état d'alerte. » « Les Etats-Unis vont pourchasser et punir ceux qui sont responsables de ces lâches actions. »* Quelques heures plus tard, des explosions dans un ciel noir se substituent sur les écrans de télévision aux images des « Twin Towers » qui n'en finissent pas de brûler.

C'est Kaboul. Les Etats-Unis auraient-ils, déjà, attaqué, entrepris de se venger ? Non, indiqueront plus tard des officiels. Mais quand, au soir de cette invraisemblable journée, George Bush, enfin rentré à la Maison Blanche, s'adressera officiellement à la nation américaine, il parlera des *« milliers de vies interrompues soudain par le mal »*, mais aussi de *« la résolution d'acier »* et de la « colère » de l'Amérique : nous ne ferons *« aucune distinction entre les terroristes qui ont commis ces actes et ceux qui les abritent »*. La peur va changer de camp.

Jan Krauze
Le Monde *du 13 septembre*

C'est la nuit à Manhattan, au pied des tours devenues cimetières

NEW YORK
de notre correspondant

Attention, elle s'effondre ! Un policier new-yorkais, en sueur, le visage écarlate, nous repousse, en courant une rue plus loin, des deux tours jumelles du World Trade Center, les célèbres Twins. Des hurlements, des cris : *« Oh, my God ! »*. Des gens pleurent, se prennent dans les bras. Il est 10 h 10 à Manhattan, il ne reste plus qu'une tour en feu. Une épaisse fumée noire et grise enveloppe le sud de Manhattan. Le sol est jonché de papiers déchiquetés. Tout est masqué par une épaisse couche de poussière grise, très claire. Les rues, les voitures, les gens sont couverts de cette « neige » qui atténue le bruit des pas, des véhicules et rend l'atmosphère encore plus irréelle.

Au milieu des sirènes des ambulances, de la police, des pompiers, les gens ne disent pas un mot, hébétés. Ils se regardent, baissent la tête, pressent le pas pour fuir ou tentent de reprendre leur progression vers ce qui était le World Trade Center. Ceux qui n'ont pas de masque se couvrent le visage. Des blessés, choqués ou en manque d'oxygène, sont allongés sur le trottoir, entourés, réconfortés. La progression est difficile. Les policiers en nombre mais désemparés interdisent parfois de passer, et puis laissent faire, dépassés par les événements. Nous avançons encore, les rues sont désertes, seuls les pompiers sont là, abattus, découragés.

Soudain, la deuxième tour s'effondre. Nous nous réfugions en courant dans un restaurant dont le patron ouvre les portes. Tout le monde se jette sous les tables. Des pompiers, bouteille d'oxygène sur le dos et masque sur le visage, nous rejoignent. Trois secondes plus tard, la masse de gravats et de poussière s'abat. Le bâtiment tremble, quelques vitres se brisent. Puis le silence. Il fait nuit noire en plein jour. Dehors, on ne voit pas à deux mètres. Une forte odeur de brûlé se répand. L'électricité est coupée. Le patron du restaurant distribue à ceux qui retournent dans la rue des serviettes pour se couvrir le nez et la bouche. Des véhicules de police et de pompiers sortent, noircis et cabossés, du nuage de poussière. Quelques minutes plus tard, le paysage réapparaît, hallucinant. New York est mutilée. Les deux tours ont disparu. Elles ont été arrachées, emportées. Il y a une heure, elles étaient encore là, intactes, brillantes au soleil. Les immeubles de bureaux, verre et acier, autour de ce qui était le complexe du World Trade Center sont en flammes, les vitres brisées. Certains sont en partie effondrés. Explosions et détonations se succèdent à chaque minute. Des blocs de ferraille tombent encore au loin, bruits sourds, soulevant des nuages de poussière.

« Vous le croyez, vous ? La guerre en plein cœur de Manhattan... », dit un pompier épuisé en s'asseyant sur le trottoir. Un gaillard de deux mètres couvert de poussière, de boue, les yeux rougis, au bord des larmes. Il donne à son supérieur le nom des cinq camarades qui se trouvaient avec lui dans l'entrée de la tour effondrée et dont il n'a pas la moindre nouvelle. La nuit, lorsque les Twins étaient éclairées, c'était un endroit magique. Aujourd'hui, c'est un cimetière.

Eric Leser
Le Monde *du 13 septembre*

L'effondrement des « Twin Sisters »

SOMMAIRE

Le récit des attentats p. 2-3

L'enquête et les défaillances de la CIA p. 4

Un portrait de Mohammed Atta et le document sur les consignes données aux kamikazes p. 5

Les menaces sur l'économie mondiale, avec une analyse de Daniel Cohen p. 6

New-York six semaines après, entre envie de vivre et sentiment d'insécurité p. 7

L'initiative du *New York Times* de brosser un portrait de toutes les victimes du Wold Trade Center p. 8

L'architecte qui les avait construites, Minoru Yamasaki, les avait présentées comme un symbole de paix. Les tours jumelles du World Trade Center (WTC), surnommées les « Twin Sisters », étaient devenues les emblèmes du commerce international, de la richesse et de la puissance américaines. Elles étaient d'ailleurs fréquentées par près de 100 000 visiteurs chaque jour et par 40 000 à 50 000 personnes représentant de 300 à 500 firmes. Leurs silhouettes étaient devenues les pièces maîtresses du « Skyline » de New York, célèbre crête des gratte-ciel de Manhattan.

Les deux tours, les plus hautes de la ville, suivies par l'Empire State Building, étaient flanquées de cinq bâtiments de moindre importance et abritaient l'un des plus grands centres commerciaux de la ville, ainsi que des hôtels de grand luxe (Vista et Marriott), des salles de réunions, de conférences et d'expositions. Mais aussi, mais surtout, un centre financier stratégique.

Si la double silhouette était universellement appréciée, elle passait pour moins élégante que celle de certaines tours concurrentes, comme l'Empire State Building ou le Chrysler Building. On pouvait prendre un verre et admirer la vue du haut de ses quelque 420 mètres. En 1974, un funambule français, Philippe Petit, avait franchi, à cette hauteur, les 40 mètres qui séparaient les deux tours. Elles avaient été conçues à l'épreuve du feu, du

Emblèmes de puissance et de richesse, les « Deux Sœurs » de New York n'ont pas résisté à l'impact

vent et des tremblements de terre. L'explosion, le 26 février 1993, d'un camion bourré d'explosifs avait fait six morts, un millier de blessés et causé d'importants dommages à l'édifice, sans toutefois le mettre en péril. Mais les tours jumelles ne pouvaient pas résister au choc de deux avions de 175 tonnes lancés à pleine vitesse...

Pour être techniquement sophistiquée – sécurité oblige –, la construction des édifices était classique. Leur façade était faite d'éléments préfabriqués, en acier, étayés par des poutres du même métal, de plus de 1 mètre d'épaisseur. Cette structure, relativement légère, était calculée pour absorber les effets de la poussée du vent, si fort qu'il puisse être, sans la transmettre au coeur du bâtiment, dont le noyau central en supportait le poids. Les planchers, eux aussi préfabriqués, étaient également métalliques. On les a vus s'effondrer les uns sur les autres avec une rapidité incroyable, comme à la suite d'une sorte d'implosion.

Des architectes et des ingénieurs actuellement confrontés à la construction d'immeubles de grande hauteur, et en connaissant les aspects structurels, avancent l'explication suivante, qui écarte cette idée d'implosion : le noyau central de la tour, composé pour une large partie de béton, aurait explosé sous l'impact colossal causé par le choc des avions. Dans un second temps, le poids considérable des étages supérieurs (quelque 2 500 tonnes par plancher) serait alors tombé sur une structure incapable de supporter l'effet de cette énorme masse. D'où l'écrasement successif et rapide des étages inférieurs, donnant l'impression – fausse – d'un château de cartes s'effondrant sur lui-même. Une image devenue familière depuis les implosions programmées de grands ensembles d'habitation vétustes.

A cet effet d'écrasement, en lui-même phénoménal, s'est ajouté, précise l'architecte-ingénieur Marc Mimram, l'effet du *« moment de renversement »*, terme de physique qui, pour simplifier, désigne l'effet de levier subi par la tour dans ses parties élevées, soit approximativement entre les 60e et 80e étages. Ainsi l'effet aurait-il été moindre si les appareils avaient frappé les édifices dans leur partie inférieure. En effet, la hauteur du point d'impact multiplie d'autant le choc de plusieurs milliers de tonnes provoqué par la masse et la vitesse de l'avion. Sans pouvoir avancer de chiffres précis, les ingénieurs parlent de forces proprement inimaginables induites par ce double effet d'écrasement et de renversement.

Cette double action, sans compter celle du feu, aura nécessairement bouleversé la totalité du sous-sol, sous et autour des tours. C'est bien tout le quartier de Wall Street qui pourrait alors avoir été sérieusement ébranlé.

Des mois ou sans doute des années seront nécessaires pour étudier dans les détails l'effet d'une catastrophe imparable dans un bâtiment exigeant un maximum de lumière et composé, pour toutes structures extérieures, de verre, d'acier et d'aluminium. Les ingénieurs signalent cependant, avec prudence, qu'un attentat similaire aurait sans doute moins de conséquences dramatiques sur une structure de béton fermée, barrage ou centrale atomique. Mais, pour des tours de bureaux ou d'habitations, ils ne voient aucune parade technique face à de telles attaques. Les plus inquiets soulignent qu'en cas de guerre toutes les villes construites sur le principe des immeubles de grande hauteur pourraient rencontrer une semblable fin sous l'effet de puissants missiles.

Frédéric Edelmann et Emmanuel de Roux
Le Monde *du 13 septembre*

Le bilan des attentats serait inférieur à 4 000 morts

Le nombre de personnes tuées dans les attentats du 11 septembre à New York pourrait être bien plus faible que les premières estimations le laissaient supposer. Au cours des dernières semaines, la municipalité n'a cessé de revoir à la baisse ses décomptes. Mercredi 21 novembre, le nombre de morts et de disparus dans les décombres du World Trade Center était descendu à 3 899, y compris les passagers des deux avions détournés ayant percuté les tours. Sur ce total, 624 décès sont confirmés et 3 275 personnes considérées comme disparues. Selon Rudolph Giuliani, le maire de la ville, ce chiffre devrait encore diminuer. Le quotidien *New York Times,* citant des calculs non officiels, estime que le bilan final pourrait être inférieur à 3 000 morts. Le nombre de victimes des attaques terroristes du 11 septembre dans tout le pays serait ainsi inférieur à 4 000. Outre les deux appareils qui se sont écrasés à New York, un troisième avait percuté le Pentagone, à Washington, tuant 189 personnes, et un quatrième était tombé dans une zone boisée de Pennsylvanie, à proximité de Pittsburgh, sans qu'aucun de ses 44 passagers survive. Le 24 septembre, un premier bilan officiel faisait état de 6 789 disparus à Manhattan.

Erreur américaine sur la menace

par Daniel Vernet

L'Amérique vivait depuis quelque temps d'une ambition sinon d'une illusion : rendre son territoire invulnérable à toute attaque venant d'un de ces *rogue states* (Etats voyous) qui, dans la liste des menaces, venaient remplacer l'Union soviétique disparue. Les démocrates, réticents, avaient emboîté le pas aux républicains et lancé le programme de la défense antimissile avant même que le héraut de cette politique, George W. Bush, ne gagne la Maison Blanche.

Les idéologues du Parti républicain ne se contentaient pas du financement de quelques recherches et de quelques essais. Ils théorisaient leur obsession. Ils voyaient l'avènement dans les relations internationales d'une nouvelle ère qui ne devait plus rien avoir de commun avec la guerre froide. Plus de dix ans après la chute du mur de Berlin, ils ne voulaient pas seulement définir de nouveaux rapports avec la Russie postcommuniste. Ils voulaient encore la convaincre du danger potentiel représenté par des Etats supposés réfractaires au jeu traditionnel des relations internationales.

Ils y avaient presque réussi. Ils concentraient tous leurs efforts sur la remise en cause de traités jugés « *obsolètes* », qui, au temps de la guerre froide, avaient figé la rivalité Est-Ouest mais avaient en même temps permis que le conflit idéologique ne débouche pas sur une confrontation armée. Ils voulaient les remplacer par des *gentlemen's agreements* entre gens de bonne compagnie et de bonne volonté. Ils mettaient en doute la dissuasion nucléaire qui, par la menace de destruction réciproque, était censée avoir retenu au bord du gouffre les plus audacieux ou les plus irresponsables (voir Nikita Khrouchtchev au moment de la crise de Cuba en 1962). Ils contestaient la qualité morale de la dissuasion nucléaire – comment justifier la mort des milliers de civils innocents ? – et son efficacité - quel président des Etats-Unis voudrait être placé devant le choix entre déclencher l'apocalypse nucléaire ou accepter la destruction de son pays ?

Le bouclier antimissile ou NMD (pour National Missile Defense) devait apporter la solution de ce dilemme. Face à des

Le désordre barbare a succédé à la guerre froide

Etats en mesure de se doter d'armes de destruction massive, nucléaires, biologiques ou chimiques, mais insensibles à la logique implacable de la dissuasion, les Américains devaient être en mesure de se protéger contre toute agression.

D'où l'idée de construire ce bouclier antimissile pour mettre à l'abri de toute surprise le territoire national, les forces américaines engagées sur des terrains extérieurs et éventuellement les alliés des Etats-Unis. Le projet n'en est qu'à ses débuts. Un programme limité a été lancé par la précédente administration démocrate, vers la fin du deuxième mandat Clinton. George W. Bush et son secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, rêvent de lui donner toute son ampleur mais risquent fort d'être freinés par des considérations à la fois financières et techniques. Voire politiques bien que l'administration Bush, avec sa forte conscience de l'exception et de la supériorité américaine, semblât se soucier comme d'une guigne des réserves de ses alliés, pour ne pas parler du mécontentement russe ou chinois. Le projet a d'ailleurs subi nombre de modifications depuis qu'il a été lancé, qu'il s'agisse de l'ampleur de la protection, des techniques envisagées ou des phases d'intervention.

Ce qui compte toutefois ici, c'est moins la faisabilité du programme, et son coût, que l'idée sur laquelle il est fondé : il ne doit pas être permis aux ennemis des Etats-Unis de porter la guerre sur le territoire américain. Forte d'une forme d'insularité qui l'a mise à l'abri des querelles européennes jusqu'en 1917, épargnée par la MAD (Mutual Assured Destruction) de l'équilibre de la terreur après la deuxième guerre mondiale, l'Amérique de George W. Bush voulait être invulnérable à l'attaque d'un « Etat voyou » sans scrupules et suffisamment sans morale pour accepter le risque de représailles massives contre sa propre population. Cette invulnérabilité à une menace extérieure a pour corollaire la guerre « zéro mort » pour les opérations extérieures dans lesquelles des soldats américains pourraient être engagés. La stratégie choisie dans la guerre du Kosovo en 1999 en est la meilleure illustration.

Les actions terroristes menées mardi 11 septembre à New York et Washington sonnent-elles le glas de cette politique ? Il est sans doute trop tôt pour répondre. Elles amènent toutefois à poser quelques questions sur le désordre barbare qui a succédé à la guerre froide. Si les Américains pensaient que la construction bipolaire avait cédé la place à un monde unipolaire dans lequel ils pourraient impunément imposer

George W. Bush voulait être invulnérable à l'attaque d'un « Etat voyou »

leur volonté et leur loi, ils se sont trompés. Faute de la discipline plus ou moins contraignante de l'affrontement Est-Ouest, une myriade d'acteurs s'est installée dans les relations internationales où les rapports entre Etats (fussent-ils des Etats « voyous ») ne représentent plus qu'une composante parmi d'autres.

RETOUR DANS LE RANG

Parmi ces acteurs non étatiques, il y a les ONG (organisations non gouvernementales), mais aussi la criminalité organisée ou les réseaux terroristes. Contre ces derniers, contre le détournement d'un avion de ligne lancé sur les tours de Manhattan, le bouclier antimissile le plus sophistiqué et le plus étanche ne serait pas d'un grand secours. Beaucoup d'opposants au NMD, aux Etats-Unis et à l'étranger, ont reproché à l'administration de se tromper de cible, de faire erreur sur la menace principale.

Les attentats de New York et de Washington leur donnent certainement des arguments. Mais ils ne mettent pas pour autant fin à la discussion. Il est probable en effet que les partisans du bouclier antimissile ne désarmeront pas, à la fois pour des raisons idéologiques – la protection du citoyen américain ne doit négliger aucune hypothèse et une menace n'exclut pas l'autre – et politiques – les terroristes de Manhattan et du Pentagone n'auraient-ils pas bénéficié de l'appui stratégique d'un Etat pour monter une opération aussi complexe ?

Il est donc permis de penser que les dirigeants américains n'auront pas beaucoup de mal à convaincre leurs compatriotes, au cours des mois à venir, que tous les efforts doivent être entrepris pour garantir une sécurité maximale, dans toutes les directions, car le terrorisme n'exclut pas les dangers inhérents à la prolifération des armes de destruction massive. Mais la seconde conclusion que des hommes politiques tentés moins par l'isolationnisme que par l'unilatéralisme devraient tirer, c'est que ni leur situation géographique ni leur puissance ne mettent les Etats-Unis à l'abri des tourments du monde.

Et que ce degré, sans doute irréductible, de vulnérabilité les place malgré toutes leurs prétentions contraires dans une situation analogue à celle des autres Etats moins puissants de la planète. Par conséquent, les Etats-Unis devraient accepter de revenir sur le « *splendide isolement* » qui semblait la caractéristique de la politique engagée par la nouvelle administration républicaine. Le terrorisme les fait en quelque sorte rentrer dans le rang.

Comme on disait naguère que le nucléaire avait un effet égalisateur parce qu'il permettait aux petits pays possesseurs du feu nucléaire de prétendre jouer dans la cour des grands, de même le terrorisme a-t-il un effet égalisateur pour les victimes car ils ne distinguent pas entre les petits et les grands Etats. La nouveauté radicale introduite dans le monde par les attentats de New York et Washington, c'est que, pour la première fois, des groupes aux contours mal définis déclarent la guerre à l'Etat le plus puissant de la planète. L'après-guerre froide ne ressemble décidément pas à ce que les vainqueurs de la guerre froide avaient envisagé.

Le Monde *du 13 septembre*

9 h 35, un avion de ligne s'écrase sur le Pentagone

WASHINGTON
de notre correspondant

Un avion de ligne s'est enfoncé dans l'une des façades du Pentagone, à l'ouest, regardant vers le célèbre cimetière militaire d'Arlington, en Virginie, en lisière de Washington. Il était entre 9 h 35 et 9 h 45, mardi 11 septembre, une heure à laquelle les militaires et les civils travaillant au grand quartier général des armées sont à leurs postes. Le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, était lui aussi dans son bureau, situé à l'opposé du côté visé par l'attentat. D'après un porte-parole militaire, M.Rumsfeld s'est dirigé vers le bâtiment touché et a commencé à porter secours aux victimes, puis il a vite été évacué par les officiers chargés de sa sécurité, qui l'ont emmené au centre national de commandement, un bunker situé sous son bureau.

Pendant ce temps, les personnels, quelque vingt-trois mille hommes et femmes, étaient invités à quitter les bâtiments et emmenés vers les parkings environnants, d'où il leur était impossible de bouger. Toute la zone du Pentagone était bouclée par l'armée et la police. Une épaisse fumée s'élevait au-dessus d'Arlington. Pendant dix ou quinze minutes, les habitants de Washington sont restés dans l'incertitude quant à la raison de ce choc et de cet incendie.

TERRIBLE INCERTITUDE

Certains témoins, interrogés par les chaînes de télévision, ont commencé ensuite à décrire la descente accélérée d'un avion vers le Pentagone. La taille de l'appareil variait selon les témoignages, et ceux qui parlaient d'un avion de ligne n'avaient pas eu le temps de voir à quelle compagnie il appartenait. Parmi les personnels évacués, cependant, il a été question d'un deuxième avion en route vers Washington. Des chasseurs F 16 ont survolé la capitale et, particulièrement, la zone militaire d'Arlington, où est situé le Pentagone.

En fin de journée seulement, il a été à peu près acquis que l'appareil qui avait frappé le cœur de

Un Boeing 757 de la compagnie American Airlines a frappé au cœur la puissance militaire des Etats-Unis

la puissance militaire américaine était un Boeing 757 de la compagnie American Airlines, qui venait de quitter Dulles, l'un des deux aéroports de la capitale, avec à son bord cinquante-huit passagers, un équipage de cabine de quatre personnes et deux pilotes.

Le choc a détruit de part en part l'un des côtés du bâtiment extérieur, le Pentagone étant construit en cinq « cercles » concentriques. Les pompiers ont mis dix heures à maîtriser l'incendie, sans parvenir à l'éteindre complètement mardi soir. Alors que tous les hôpitaux de la région étaient mis en alerte, les blessés qui y ont été amenés dans l'après-midi se comptaient à moins de cinquante, ce qui augurait du pire. Dans la soirée, la chaîne CNN avançait le chiffre de huit cents morts (selon un dernier bilan le nombre des morts s'élève à 189) ; aucun responsable, M. Rumsfeld compris, n'acceptait de se prononcer sur le nombre de militaires et de civils tués.

L'explosion de l'avion a ouvert une brèche sur toute la hauteur du bâtiment. Cette partie du Pentagone est occupée par les états-majors et les personnels administratifs de la flotte et du corps des marines. Des travaux y ont été menés cet été, et les responsables de ces unités étaient incapables de dire combien de personnes exactement avaient réintégré leurs bureaux après cette rénovation. En fin d'après-midi, les médias ont diffusé un numéro de téléphone, que les personnes travaillant dans ce bâtiment étaient invitées à composer pour signaler qu'elles étaient en vie.

Patrick Jarreau
Le Monde *du 13 septembre*

ANTONIN KRATOCHVIL

■ Manhattan, un enfant tient un cliché des « Twin Towers » quand elles dominaient encore le ciel de New York.

AGENCE VII

En septembre 2001, au cours du festival « Visa pour l'image », sept photojournalistes de renommée internationale se sont associés pour créer leur propre structure collective et indépendante : l'agence VII (prononcez « seven »). Elle rassemble Alexandra Boulat (France), Ron Haviv (Etats-Unis), Gary Knight (Grande-Bretagne), Antonin Kratochvil (Tchéquie), Christopher Morris (Etats-Unis), James Nachtwey (Etats-Unis) et John Stanmeyer (Etats-Unis). Tous partagent l'envie de prendre en main l'utilisation et le devenir de leurs images, dont nous publions un choix relatif aux événements qui s'enchaînent depuis le 11 septembre 2001. Le site www.viiphoto.com présente l'intégralité de leur travail.

Une enquête hors normes qui s'appuie sur une masse d'informations contradictoires

Deux semaines après les attentats du 11 septembre, l'enquête menée aux Etats-Unis par la CIA et le FBI avait pris des proportions considérables, tant la masse d'informations contradictoires était difficile à vérifier et à exploiter. Au centre des investigations, l'Egyptien Mohamed Atta, probable pilote du premier Boeing

Ce sera la plus grande enquête policière de l'histoire du pays », avaient décrété les médias américains au soir des attentats. Ils se trompaient : ces investigations sont planétaires, pas seulement américaines. Elles mènent de la Malaisie à l'Afghanistan, de l'Allemagne au Canada, en passant bien sûr par le Moyen-Orient. Mis en cause pour avoir sous-estimé la menace islamiste sur leur sol, les enquêteurs du FBI (police fédérale) et leurs collègues de la CIA (services extérieurs) ou d'autres agences de renseignement (NSA) tentent de reconstituer, avec plus ou moins de bonheur, le puzzle d'une affaire hors norme.

Pour reconstituer leur itinéraire aux Etats-Unis, 4 000 agents et 3 000 employés du FBI ont effectué un travail classique, mais gigantesque, de police judiciaire. Il leur a fallu mener des centaines de perquisitions, saisir des ordinateurs dans les bibliothèques publiques, interroger des voisins, des loueurs de voitures, des hôteliers, des gérants de salles de sport. Tout cela pour découvrir que les suspects vivaient sur place depuis des mois, voire des années, séparément ou en groupes restreints. De motels en « meublés », ils déménageaient souvent et se montraient plutôt discrets, préférant les messageries électroniques (e-mails codés) aux conversations téléphoniques, susceptibles d'être écoutées. Sept d'entre eux ont ainsi séjourné en Floride pour y suivre des cours dans une dizaine d'écoles d'aviation. Le coût élevé de l'apprentissage n'a jamais semblé leur poser problème, pas plus que les frais d'hébergement ou de déplacement. Le *New York Times*, citant des sources policières, a estimé à 1,4 million de francs le budget total de l'opération.

Au-delà du territoire américain, les investigations se sont étendues à plusieurs pays, mais c'est d'Allemagne que sont arrivées les informations les plus directement liées aux attentats. Avant de s'installer aux Etats-Unis, trois pirates de l'air avaient en effet vécu à Hambourg, l'une des plaques tournantes des réseaux islamistes en Europe. Parmi eux figurait un Egyptien de trente-trois ans, Mohamed Atta, probable pilote du premier Boeing qui s'est écrasé contre le World Trade Center. Dépeint comme un homme d'autorité, cultivé et élégant, il ne présente pas le même profil social que ses complices saoudiens. Les enquêteurs sont convaincus qu'il a joué un rôle de coordonnateur entre les quatre commandos.

Des groupes dont le mode opératoire est désormais connu, du moins dans ses grandes lignes. Le matin du 11 septembre, dix-neuf kamikazes, répartis en trois groupes de cinq et un groupe de quatre, sont montés à bord de quatre avions de ligne prêts à décoller des aéroports de Boston, Dulles (près de Washington) et Newark. Ils avaient réservé leurs billets depuis la fin août auprès d'agences de voyages ou sur Internet. Les enquêteurs ont pu déterminer leurs sièges respectifs, en classe « affaires » pour la plupart, donc à proximité du cockpit. Chaque commando comprenait au moins un pilote chargé, le moment venu, de diriger l'avion vers sa cible : le World Trade Center, à New York, et des lieux de pouvoir, à Washington. Les minutes précédant les crashs gardent en partie leur mystère. On sait que les passagers du vol Newark-San Francisco ont résisté aux pirates de l'air, ce qui a provoqué la chute du Boeing dans une zone rurale de Pennsylvanie et non à Washington, sa cible supposée. Il est acquis que les terroristes étaient armés de couteaux et de cutters. Nul ne sait, en revanche, s'ils avaient introduit eux-mêmes ces armes à bord, ou si elles s'y trouvaient déjà auparavant, dissimulées sous les sièges par des complices.

Dix-neuf kamikazes sont à bord de quatre avions de ligne prêts à décoller

Dans tous les cas, le FBI travaille sur une hypothèse « haute » : celle d'un plan d'attaque beaucoup plus vaste, impliquant d'autres terroristes. Divers indices laissent supposer qu'au moins deux détournements supplémentaires avaient été envisagés. Au total, selon certains enquêteurs, le volet aérien de l'opération a pu impliquer jusqu'à trente kamikazes, soit six groupes de cinq. Pour des raisons indéterminées, onze d'entre eux ne seraient pas passés à l'action et pourraient se trouver parmi les personnes interpellées ces dernières semaines.

Trois obstacles majeurs ralentissent le travail des enquêteurs : leur méconnaissance relative des milieux islamistes, le manque d'agents capables de les infiltrer et surtout la pénurie d'interprètes fiables. Depuis les attentats, la police est noyée sous des dizaines de milliers d'informations (e-mails de dénonciation, appels téléphoniques du public...). Les documents saisis lors des perquisitions et les écoutes téléphoniques effectuées dans le monde entier par la NSA (agence spécialisée dans ce domaine) tardent à être exploités, faute de traducteurs pratiquant les langues d'Asie centrale et capables de déceler d'éventuels messages codés. La *« plus grande enquête policière de l'histoire du pays »,* désormais affublée du nom de code « Pentbomb », ne fait pourtant que commencer...

Philippe Broussard
Le Monde *du 27 septembre*

Les défaillances de la CIA et du FBI

Les attentats du 11 septembre ont mis en évidence les dysfonctionnements et les négligences des services américains de renseignement

Avant même les attentats du 11 septembre, certains Américains affublaient déjà le FBI d'un surnom peu enviable : *« Famous But Incompetent » (célèbre mais incompétent).* Cette police fédérale passait pour être une administration figée et hautaine. Il lui est maintenant reproché, tout comme à la CIA, d'avoir négligé le risque terroriste sur le sol américain. Les services concernés ont beau rétorquer qu'il est facile de critiquer a posteriori, surtout dans un domaine aussi délicat que la lutte contre les réseaux islamistes, rien n'y fait. Le public gronde, les élus s'indignent et les preuves de défaillances s'accumulent, illustrant chaque jour davantage le retard pris en matière d'antiterrorisme.

La première défaillance concerne le traitement des renseignements en provenance d'Europe. Selon nos informations, d'importantes réunions franco-américaines s'étaient tenues à Paris, entre le 5 et le 6 septembre, soit quelques jours avant les attentats. Des représentants des services américains avaient alors rencontré des policiers de la DST et des militaires de la DGSE. Les discussions avaient porté sur de graves menaces pesant sur les intérêts américains en Europe, en particulier l'ambassade des Etats-Unis en France.

A cette occasion, la DST avait attiré l'attention des visiteurs sur Zacarias Moussaoui, un Français d'origine marocaine détenu aux Etats-Unis depuis le 17 août et considéré comme un activiste islamiste de premier plan. Entre crochets, ajouter : toujours détenu à New York, Zacarias Moussaoui est aujourd'hui considéré comme un proche d'Al-Qaida. Il aurait dû être le 20e pirate de l'air s'il n'avait été arrêté. Or la délégation américaine, préoccupée avant tout par les questions de procédure, n'avait guère prêté attention à cette alerte, estimant en substance qu'un attentat sur son territoire était inimaginable.

Il a fallu attendre le 11 septembre pour que le FBI s'intéresse vraiment à cet homme dont on sait maintenant qu'il a fréquenté deux écoles d'aviation, comme au moins sept des kamikazes.

L'autre défaillance avérée concerne deux pirates de l'air, Khalid Al-Midhar et Nawaq Alhamzi. Dès le mois d'août, la CIA avait informé les services de l'immigration, puis le FBI, du fait que ces deux hommes, soupçonnés d'appartenance aux réseaux Ben Laden, étaient susceptibles de venir aux Etats-Unis. En fait, ils s'y trouvaient déjà depuis plusieurs semaines. Selon le *Los Angeles Times*, le FBI aurait tardé à engager des recherches et, surtout, n'aurait pas averti les compagnies aériennes qu'ils figuraient sur une liste noire. Les agents fédéraux n'ont retrouvé leur trace que le 11 septembre, dans les décombres du Boeing qui s'est écrasé contre le Pentagone...

Paradoxalement, le FBI et la CIA redoutaient davantage une attaque de type « NBC » (nucléaire, bactériologique, chimique) que des détournements d'avions. Bien sûr, il y avait eu, en 1993, l'explosion d'une camionnette piégée au World Trade Center (six morts et un millier de blessés), mais cela restait, à leurs yeux, un acte isolé. Deux ans plus tard, en 1995, la police philippine avait pourtant informé le FBI que des islamistes arrêtés à Manille préparaient des attaques aériennes aux Etats-Unis.

L'attentat de 1993 au World Trade Center n'a pas davantage conduit le FBI et la CIA à réviser vraiment leur approche de la mouvance islamiste, bien implantée aux Etats-Unis et au Canada voisin (réseaux maghrébins). Selon les spécialistes interrogés par *Le Monde*, les Américains méconnaissent ces milieux et manquent d'hommes capables de les infiltrer ; une tâche, il est vrai, beaucoup plus délicate qu'au temps de la guerre froide, quand l'« ennemi » était soviétique. Pour avoir privilégié pendant des années l'aspect technologique du travail de renseignement (écoutes, surveillance d'Internet, etc.) au détriment de la dimension humaine (infiltration, informateurs, etc.), les services de Washington sont désormais distancés.

D'où, par exemple, le recrutement en urgence, ces derniers jours, d'interprètes aptes à traduire, voire à décoder, les innombrables documents saisis lors des perquisitions et les conversations téléphoniques interceptées ici ou là en arabe, farsi ou ourdou.

Philippe Broussard
Le Monde *du 22 septembre*

ANTONIN KRATOCHVIL

■ ***Après les attentats, dans un café de Manhattan, la lecture de la presse de New York.***

Mohamed Atta, un kamikaze bien tranquille

L'un a habité un moment à trois rues du quartier général de la CIA, près de Washington. Un autre avait choisi comme sujet de thèse universitaire, en Allemagne, le renouveau urbain. Un autre encore, respectable père de famille, avait organisé une fête d'adieu, début septembre, pour les enfants du voisinage en Floride avant d'évacuer sa famille. Et un autre avait demandé à l'homme qui l'hébergeait de l'aider à rédiger une petite annonce pour trouver une fiancée mexicaine. De la masse de détails posthumes réunis par les enquêteurs et les médias sur les dix-neuf pirates de l'air morts le 11 septembre après avoir provoqué la mort de plus de trois mille Américains émerge une image surréaliste, celle d'un complot préparé depuis des mois, voire des années, avec des gens envoyés aux Etats-Unis vivre des vies d'Américains bien tranquilles.

Parmi les dix-neuf kamikazes, tous d'origine arabe et âgés pour la plupart de vingt à trente-cinq ans, un homme se détache, Mohamed Atta, qui semble avoir eu un rôle de leader. Né il y a trente-trois ans en Egypte, il était aux commandes de l'appareil assurant le vol American Airlines 11, le premier à s'être encastré dans le World Trade Center. Globe-trotter, Mohamed Atta était le plus mobile. On retrouve sa trace non seulement à Hambourg mais aussi à Zurich où cet été, il avait acheté deux couteaux suisses, et en Espagne : selon le quotidien *La Vanguardia*, Mohamed Atta, venant d'un pays d'Afrique du Nord, avait en juillet fait un petit séjour dans la station balnéaire de Salou, en Catalogne.

A Hambourg, Mohamed Atta, Marouan Al Shehhi (23 ans) et Ziad Jarrahi (25 ans) ont laissé le souvenir de modestes étudiants de l'université technique, sympathiques et assidus. Tous trois régulièrement enregistrés auprès de la police, ils ne tenaient, selon leurs professeurs et leurs condisciples, que des propos modérés : rien dans leur comportement ne trahissait un islamisme militant. Mohamed Atta était arrivé en Allemagne au début des années 90. Il est resté inscrit jusqu'en 1999 à l'institut électro-technique où il n'était pas le plus brillant des étudiants : en huit ans, c'est à peine s'il a réussi à décrocher son diplôme. Dans un sac laissé à l'aéroport de Boston, où il a pris le vol AA 11, les enquêteurs ont trouvé un passeport saoudien, un permis de conduire international, des vidéos d'entraînement au pilotage des Boeing et un livre de prières islamiques et une lettre dans laquelle Mohamed Atta déclarait son intention de mourir pour aller au ciel comme martyr.

La lettre daterait de 1996, époque à laquelle il se trouvait à Hambourg ; c'est, semble-t-il, au cours des dernières années de son séjour allemand qu'il est devenu islamiste militant, se laissant pousser la barbe et obtenant l'ouverture d'une salle de prières dans l'université. Le 18 février 2000, le consulat général des Etats-Unis à Hambourg lui a délivré un visa. Depuis ce même mois, son modeste appartement au 54 Marienstrasse, dans le quartier de Harburg, qu'avait partagé Marouan Al Shehhi, paraît avoir été plus souvent vide qu'occupé, mais le loyer était régulièrement payé.

Aux Etats-Unis, Mohamed Atta rejoint la Floride, où il retrouve Marouan Al Shehhi, et ils suivent ensemble pour 38 000 dollars les cours de pilotage à l'institut Huffman Aviation à Venice, puis prendront quelques heures de cours sur simulateur de vol de Boeing 727 à Miami. Un instructeur les trouve *« polis, presque timides »*. Le propriétaire de leur dernier logement, Charles Lisa, a confié au *Miami Herald* qu'ils étaient le genre de jeunes gens qu'on aimerait emmener à un match de base-ball... Lorsqu'il leur a demandé une adresse où les joindre après leur départ, Atta a souri en répondant : *« je vous enverrai une carte postale »*.

Séquence internationale avec nos correspondants (Berlin, Genève, Los Angeles, Madrid, Beyrouth)
Le Monde *du 18 septembre*

« Le dernier soir » avant le 11 septembre

Voici le texte intégral d'un document en arabe de quatre pages dont le FBI a affirmé à la presse américaine qu'il avait été trouvé en trois exemplaires sur les lieux des drames du 11 septembre : l'un dans les bagages perdus de l'un des pirates de l'air, l'autre dans les ruines du Pentagone, le troisième dans une voiture sur le parking d'un aéroport. Le FBI assure que ce document a servi aux terroristes qui ont frappé New York et Washington. Il en a autorisé la publication. *Le Monde* l'a traduit en français à partir de la version anglaise qui en a été donnée par le *New York Times*.

LE DERNIER SOIR

1) Fais le serment de mourir et renouvelle ton intention. Rase ton corps et passe-le à l'eau de Cologne. Douche-toi.

2) Assure-toi de bien connaître tous les détails du plan, et attends-toi à la riposte, à une réaction, de l'ennemi.

3) Lis al-Tawba et Anfal *[les chapitres guerriers traditionnels du Coran]*, réfléchis à leur signification et pense à tout ce que Dieu a promis aux martyrs.

4) Rappelle à ton âme qu'il lui faut écouter et se soumettre *[à tous les ordres divins]*, souviens-toi que tu devras faire face à des moments décisifs qui pourraient t'empêcher d'obéir à cent pour cent, et donc apprivoise ton âme, purifie-la, persuade-la, instruis-la et exhorte-la. Dieu a dit : *« Obéis à Dieu et à Son messager, et ne lutte pas avec toi-même ou bien tu échoueras. Sois patient, car Dieu est avec ceux qui sont patients. »*

5) Prie pendant la nuit et persévère à demander à Dieu de te donner la victoire, le contrôle et la conquête, et de te rendre la tâche plus facile et de ne pas nous démasquer.

6) Pense à Dieu souvent, et la meilleure manière de le faire est, selon tous les érudits pour autant que je sache, de lire le saint Coran. Il nous suffit qu'il *[le Coran]* soit la parole du Créateur de la Terre et des végétaux, Celui que tu connaîtras [le Jour du Jugement].

7) Purifie ton âme de tout ce qui est souillure. Oublie complètement ce qu'on appelle « ce monde-ci » *[la vie ici-bas]*. L'heure du jeu n'est plus, l'heure grave est sur nous. Combien de temps avons-nous perdu dans notre vie ? Ne faut-il pas profiter de ces dernières heures pour accomplir de bonnes actions et obéir ?

8) Tu vas ressentir un calme total, car le temps qui te sépare de ton mariage *[au ciel]* est très court. Après, commence une vie heureuse où Dieu est satisfait de toi, ainsi que l'éternelle félicité *« en compagnie des prophètes, des compagnons, des martyrs et de ceux qui font le bien, qui tous sont de bonne compagnie »*. Demande à Dieu sa miséricorde, et sois optimiste car *[le Prophète]*, paix sur lui, (a préféré l'optimisme en toutes circonstances).

9) Garde à l'esprit comment agir et rester résolu dans l'épreuve, et souviens-toi que tu retourneras à Dieu. Souviens-toi que tout ce qui t'arrive ne pouvait pas être évité, et que ce qui ne t'arrive pas ne pouvait pas t'arriver. Cette épreuve que le Tout-Puissant t'envoie est là pour t'élever [dans les degrés du ciel] et effacer tes péchés. Sache que c'est une question de quelques instants, qui passeront ensuite, si Dieu le veut, car heureux ceux qui gagnent l'immense récompense de Dieu. Le Tout-Puissant a dit : *« Pensais-tu pouvoir aller au ciel avant que Dieu ne sache lesquels d'entre vous ont combattu pour lui et sont patients ? »*

10) Souviens-toi de la parole du Tout-Puissant : *« Tu regardais vers la lutte avant de t'y engager, et voilà que tu la vois de tes deux yeux. »* Souviens-toi que *« Les petits rassemblements l'emportent souvent sur les grands par la volonté de Dieu. »*. Souviens-toi de Sa parole : *« Si Dieu te donne la victoire, personne ne te vaincra. Et s'il te trahit, qui te donnera la victoire sans Lui ? Ainsi les croyants mettent-ils leur confiance en Dieu. »*

11) Pense aux suppliques et à tes frères, et médite leur sens. (Les suppliques du matin et du soir, les suppliques *[d'entrée]* dans une ville, les suppliques *[illisible]*, les suppliques d'avant la rencontre avec l'ennemi.)

12) Bénis ton corps avec des versets du Coran (pour cela, on lit les versets entre les mains de quelqu'un, puis on frotte les mains au-dessus de ce qu'on veut bénir), et bénis les bagages, les vêtements, le couteau, bénis tes effets personnels, ta carte d'identité, ton passeport, et tous tes papiers.

13) Vérifie ton arme avant de partir, longtemps avant de partir. (Il te faut aiguiser le couteau, et ne pas faire souffrir l'animal que tu abats).

14) Ajuste tes vêtements *[on s'assure que les vêtements couvrent à tout moment les parties intimes du corps]*, car c'est ainsi que les générations pieuses l'ont fait après le Prophète. Ils ajustaient leurs vêtements avant le combat. Ferme bien tes chaussures, et porte des chaussettes de façon que tes pieds soient solidement maintenus. Toutes ces choses sont des choses terrestres *[ce que peuvent les hommes pour diriger leur destin, bien que ce soit Dieu qui décide de ce qui sera accompli et de ce qui ne le sera pas]*, le reste est laissé à Dieu, Celui dont il est bon de dépendre.

15) Dis la prière du matin en commun et médite les grandes récompenses qu'elle donne. Dis ensuite les suppliques, et ne pars pas de chez toi sans avoir fait tes ablutions (car les anges demanderont ton pardon aussi longtemps que tu es en état d'ablution, et ils prieront pour toi). Cette parole du Prophète est rapportée par An-Nawawi dans son livre, *Les Meilleures Suppliques*. Lis cette parole de Dieu tirée du chapitre Al-Mu'minun : *« Pensais-tu que Nous t'aurions créé sans raison... »*

PHASE DEUX

Quand le taxi t'emmènera à (M) *[cette lettre pourrait être celle de "matar", l'aéroport en langue arabe]*, pense à Dieu constamment pendant le trajet. (Souviens-toi de la supplique pour entrer dans une voiture, pour entrer dans une ville, de la supplique du lieu et des autres suppliques.)

Quand tu seras arrivé à (M) et que tu auras quitté le taxi, dis la supplique du lieu (*« Seigneur, je te demande le meilleur de ce lieu, et de me protéger contre ses maux »*), et partout où tu iras, dis cette prière et souris et sois calme, car Dieu est avec les croyants. Et les anges te protègeront sans que tu le sentes. Et tu diras cette supplique : *« Dieu est plus précieux que toute Sa création. »* Et tu diras : *« Seigneur, protège-moi d'eux comme Tu le souhaites. »* Et tu diras : *« Seigneur, déverse sur eux* [les ennemis]*ta colère et protège-nous de leurs maux. »* Et tu diras : *« Seigneur, arrête la vision de devant leurs yeux, afin qu'ils ne voient pas. »* Et tu diras : *« Dieu est tout ce qui nous manque, Il est Celui sur lequel on s'appuie. »*. Souviens-toi de la parole de Dieu : *« Ceux à qui on a dit, « ils se sont rassemblés pour vous prendre, aussi craignez-les », leur foi en a été accrue et ils ont dit, Dieu est tout ce qui nous manque, Il est Celui sur lequel on s'appuie. »*. Quand tu auras dit cela, tu trouveras *[illisible]* comme Dieu l'a promis à ses serviteurs qui font cette supplique :

1) Ils reviendront [du combat]avec la bénédiction de Dieu.

2) Ils n'ont pas été lésés.

3) Et Dieu était satisfait d'eux. Dieu dit : *« Ils sont revenus avec la bénédiction de Dieu, ils n'ont pas été lésés, et Dieu était satisfait d'eux. Dieu est à jamais plein de grâces. »*

Tous leurs équipements, leurs portiques et leur technologie n'empêcheront rien, ni ne feront de mal, sauf par la volonté de Dieu. Les croyants ne craignent pas ces choses. Les seuls qui les craignent sont les alliés de Satan, qui sont les frères du diable. Ils sont devenus leurs alliés, Dieu nous protège, car la peur est une forme immense d'adoration, et le seul qui en est digne est Dieu. Il est le seul qui la mérite. Dans les versets du Coran, il a dit : *« Seul le Diable craint ses alliés»* qui sont fascinés par la civilisation occidentale, et qui ont bu l'amour *[de l'Occident]* comme ils boivent l'eau *[illisible]* et ils se sont mis à craindre ces équipements inefficaces,*« ainsi, ne les craignez pas, et craignez-moi, si vous êtes croyants »*. La peur est une immense adoration. Les alliés de Dieu ne vouent une telle adoration qu'au Dieu unique, qui contrôle toutes choses, *[illisible]* avec l'entière assurance que Dieu affaiblira les desseins de ceux qui ne croient pas. Dieu a dit : *« Dieu affaiblira les desseins de ceux qui ne croient pas. »* Tu dois penser à tes frères avec grand respect *[?]*. Personne ne doit s'apercevoir que tu dis la supplique : *« Il n'y a de Dieu que Dieu »* car si tu la dis mille fois, nul ne saura si tu es calme, ou si tu penses à Dieu. Et parmi ses miracles, il y a ce que le Prophète, paix sur lui, a dit : *« Quiconque dit avec tout son coeur "Il n'y a de Dieu que Dieu" ira au ciel. »* Le Prophète, paix sur lui, a dit : *« Si on place tous les mondes et tous les univers d'un côté de la balance, et "Il n'y a de Dieu que Dieu" de l'autre, "Il n'y a de Dieu que Dieu" pèsera plus lourd. »* Tu peux répéter cette parole avec confiance, et c'est justement une de ses forces.

> « Tous leurs équipements, leurs portiques et leur technologie n'empêcheront rien, sauf par la volonté de Dieu. Les croyants ne craignent pas ces choses »

Quiconque réfléchit longuement sur ces mots découvrira qu'ils ne comportent pas de points *[dans l'écriture arabe]* et c'est justement là une de leurs grandeurs, car les mots qui comportent des points ont moins de poids que ceux qui n'en comportent pas. Et il suffit que ces mots soient ceux du monothéisme, qui te rendront résolu au combat *[illisible]* comme le Prophète, paix sur lui, et ses compagnons, et ceux qui sont venus après lui, si Dieu le veut, jusqu'au Jour du Jugement.

De même, ne parais pas troublé, ne montre pas de signes de nervosité. Sois heureux, optimiste et calme car tu t'apprêtes à effectuer un acte qui plaît à Dieu et qu'il acceptera [comme une bonne action]. Ce sera, si Dieu le veut, le jour que tu passeras avec les femmes du paradis.

[Poésie]
Souris dans les épreuves, homme jeune
Car tu te diriges vers le paradis éternel

Tu dois penser à dire les suppliques partout où tu vas, et à chaque chose que tu fais. Dieu est avec ses fidèles serviteurs, Il les protègera et facilitera leur tâche, et leur apportera le succès, la maîtrise, la victoire, ainsi que toutes choses...

PHASE TROIS

Quand tu monteras dans le (T) *[sans doute l'avion, tayyara en arabe]*, avant que tes pas ne franchissent le seuil, fais une prière et dis les suppliques. Souviens-toi que c'est un combat pour l'amour de Dieu. Comme le Prophète, paix sur lui, l'a dit : (Une action pour l'amour de Dieu est mieux que tout ce qui est en ce monde), ainsi a-t-il dit. Quand tu entreras dans le (T) et que tu gagneras ton siège, commence par les suppliques bien connues que nous avons déjà indiquées. Occupe ton esprit du souvenir constant de Dieu. Dieu a dit : *« Toi qui crois, quand tu auras trouvé l'ennemi, sois résolu et souviens-toi constamment de Dieu afin de réussir. »* Quand (T) commencera, même à peine, à se mettre en mouvement en direction de (Q) *[référence inconnue]*, dis la supplique du voyage. Et parce que tu te diriges vers le Tout-Puissant, sois attentif durant ce voyage.

Ensuite *[illisible]* et puis il décollera. C'est à ce moment que les deux groupes vont se rassembler. Alors pense à Dieu, comme Il l'a dit dans Son livre : *« Seigneur, répands ta patience sur nous et affermis nos pas et donne-nous la victoire sur les infidèles. »* Pense à Sa parole : *« La seule chose qu'ils ont dite est Seigneur, pardonne-nous nos péchés et nos excès, et affermis nos pas, et donne-nous la victoire sur les infidèles. »* Et Son prophète a dit : *« Seigneur, Tu as révélé le Livre, Tu déplaces les nuages, Tu nous as donné la victoire sur l'ennemi, soumets-le et donne-nous la victoire sur lui. »* Donne-nous la victoire et fais trembler le sol sous ses pieds. Prie pour toi et pour tous tes frères, afin qu'ils soient victorieux et qu'ils atteignent leurs cibles et *[illisible]*, et tu demanderas à Dieu de t'accorder le martyre face à l'ennemi, sans le fuir. Tu Lui demanderas de te donner la patience et le sentiment que tout ce qui t'arrive est pour Lui.

Puis chacun de vous s'apprêtera à tenir son rôle de la façon qui satisfera Dieu. Vous serrerez les dents, comme les premières générations pieuses l'ont fait. Quand l'affrontement commencera, frappe comme les combattants qui ne veulent pas retourner en ce monde-ci. Crie *« Allah Akbar ! »*, car ces mots saisissent d'effroi le coeur de ceux qui ne croient pas. Dieu a dit : *« Frappe au-dessus du cou, et à toutes les extrémités. »* Sache que les jardins du paradis t'attendent dans toute leur beauté, et que les femmes du paradis t'attendent, et qu'elles appellent, *« Viens par ici, ami de Dieu »*. Elles sont parées de leurs plus beaux atours.

Si Dieu décide que certains d'entre vous, quels qu'ils soient, doivent se livrer au carnage, vous dédierez ce carnage à vos pères et *[illisible]*, parce que vous avez des obligations envers eux. Ne dis pas non, et obéis. Si tu massacres, ne cause pas de souffrances à celui que tu tues, car c'est une des pratiques du Prophète, paix sur lui. Mais à une condition : que tu ne sois pas distrait par *[illisible]* et que tu ne délaisses ce qui est au-dessus, pour prêter attention à l'ennemi. Car ce serait trahir, et cela ferait plus de mal que de bien. Si cela arriverait, l'action en cours doit l'emporter, car l'action est une obligation, et *[le reste]* est un choix. Et l'obligation a priorité sur le choix. Ne cherche pas la revanche pour toi. Frappe pour l'amour de Dieu.

Un jour, Ali ben Abi Talib *[un compagnon et proche parent du prophète Mahomet]*, Dieu le bénisse, a combattu un non-croyant. Le non-croyant a craché sur Ali, Dieu le bénisse. Ali *[illisible]* son épée, mais n'a pas frappé. Le combat fini, les compagnons du Prophète lui ont demandé pourquoi il n'avait pas châtié celui qui ne croyait pas. Il a dit : *« Quand il a craché sur moi, j'ai craint de le frapper pour me venger de lui, et je n'ai pas levé l'épée. »* Après avoir renouvelé son intention, il est retourné vers l'homme et il l'a tué. Cela veut dire qu'avant d'agir, il faut t'assurer que ton âme est prête à faire toute chose pour Dieu seul.

Puis, suis le modèle du Prophète en faisant des prisonniers. Empare-toi des prisonniers et tue-les. Comme l'a dit le Tout-Puissant : *« Nul prophète ne doit avoir de prisonniers jusqu'à ce qu'il ait gorgé la terre de sang. Tu veux les bienfaits de ce monde* [en échange des prisonniers] *et Dieu veut* [pour toi] *l'autre monde, et Dieu est tout-puissant, Il est toute-sagesse. »*

Si tout va bien, chacun de vous tapera sur l'épaule de l'autre, confiant que (M) et (T) dénombrent (K). Rappelle à tes frères que cet acte est pour le Tout-Puissant. Ne les trouble pas et ne les distrais pas. Dieu leur annoncera les heureuses nouvelles et les apaisera, et les encouragera et Il les fera se souvenir *[de lui]*. Il est beau que quelqu'un lise ces paroles de Dieu : *« Et ceux qui préfèrent la vie après ce monde devront se battre pour l'amour de Dieu »* Ainsi que Ses paroles : *« Ne croyez pas que ceux qui sont tués pour l'amour de Dieu sont morts ; ils sont vivants... »* Et d'autres encore. Ou bien ils entonneront des chants pour se donner du courage, comme les premières générations pieuses l'ont fait dans les affres du combat, pour apporter le calme, la paix et la joie dans le coeur de leurs frères.

N'oublie pas de te réconforter, même si c'est d'un verre d'eau pour assouvir ta soif ou celle de tes frères, si cela est possible. Quand l'heure de vérité approchera, l'heure zéro, *[illisible]*, tu accueilleras la mort de tout coeur pour l'amour de Dieu. Toujours souviens-toi de Dieu. Ou achève ta vie en priant, quelques secondes avant la cible, ou dis ces derniers mots : *« Il n'est de Dieu que Dieu, Mahomet est Son messager. »* Après quoi, nous nous retrouverons tous au plus haut des cieux, si Dieu le veut. Si tu vois l'ennemi comme fort, souviens-toi des rassemblements *[la coalition qui s'est formée pour combattre le prophète Mahomet]*. Ils étaient dix mille. Et souviens-toi que Dieu a donné la victoire à ses fidèles serviteurs. Dieu a dit : *« Quand les fidèles ont vu les rassemblements, ils ont dit "Voilà ce que Dieu et le Prophète ont promis et ils ont dit la vérité." Cela n'a fait qu'augmenter leur foi. »*

Que la paix de Dieu soit sur le Prophète.

Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize
Le Monde *du 2 octobre*

Le « krach lent » des Bourses mondiales

NEW YORK
de notre correspondant

Lundi 17 septembre, après la reprise dans des conditions techniques et psychologiques très difficiles des cotations à Wall Street, les financiers étaient rassurés. La forte baisse attendue à New York ne s'était pas transformée en mouvement de panique. Galvanisés par les appels répétés au patriotisme, les boursiers avaient limité les dégâts *« pour ne pas donner une autre victoire aux terroristes »*.

Cinq jours plus tard, le constat est tout autre. Le choc des attentats, la perspective inéluctable d'une récession et d'une guerre ont traumatisé les investisseurs. *« Le rebond patriotique n'a pas tenu longtemps »,* souligne Larry Wachtel, responsable de la salle des marchés de Prudential Securities. *« Nous assistons à des ventes massives sous le coup de l'émotion. Chaque jour qui passe apporte son lot de licenciements et de craintes sur la croissance. L'économie s'est vraiment arrêtée. Et puis, il y a la peur. »* Pour les boursiers aussi, le monde n'est plus tout à fait le même depuis le 11 septembre.

AU NIVEAU DE 1998

Contrairement aux précédents historiques des lundi 19 octobre 1987 et jeudi 29 octobre 1929, il ne s'agit pas d'un krach soudain, d'une journée *« noire »*, mais d'une succession de fortes baisses sur toutes les places financières tout au long d'une semaine marquée par la crainte. A New York, au lendemain de six jours de fermeture après les attaques, l'indice Dow Jones et le Nasdaq ont perdu en cinq séances respectivement 14 % et 16 %.

Il s'agit de la plus mauvaise performance hebdomadaire à

Une semaine après les attentats, Wall Street enregistre sa plus mauvaise performance depuis octobre 1952

Wall Street depuis octobre 1932. Plus de 1 200 milliards de dollars (près de 1 304 milliards d'euros) de capitalisation boursière sont partis en fumée. Les cours sont revenus à leurs niveaux de 1998. Depuis le 10 septembre, Paris a cédé 17 %, Francfort 19 % et Londres 12 %. Vendredi, peu avant l'ouverture de Wall Street, le CAC 40 abandonnait plus de 7 % avant de limiter finalement ses pertes à un peu plus de 2 %.

Les financiers ont perdu tout repère, et l'or et le franc suisse, traditionnelles valeurs refuges, étaient en hausse tout au long de la semaine. Ni le discours de George Bush devant le Congrès ni celui prononcé un peu plus tôt par Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed) devant le Sénat n'ont rassuré... au contraire. Le président des Etats-Unis a promis une *« campagne longue »*, ce que les commentateurs ont immédiatement traduit par difficile et incertaine. M. Greenspan, qui s'exprimait pour la première fois depuis le 11 septembre, n'a pas réussi à réconforter sur l'avenir. Plus de 100 000 licenciements ont été annoncés entre lundi et vendredi. *« Les derniers chiffres dont nous disposons montrent que les dépenses de consommation semblent avoir diminué notablement. Les compagnies aériennes et l'industrie du voyage ont subi des réductions sévères de leurs activités,* a expliqué M. Greenspan. *Le choc du 11 septembre a le potentiel, en accroissant l'incertitude, de provoquer un désengagement des consommateurs et des investisseurs. »*

Les économistes sont unanimes aujourd'hui pour annoncer une récession. Selon le cabinet Blue Chips Economic indicators, le consensus des experts s'attend à une contraction de l'économie se prolongeant au moins jusqu'à la fin de l'année. Les analystes consultés par le groupement national des économistes d'entreprise (NABE) arrivent à la même conclusion.

PROGRAMME DE RELANCE

Lundi 17 septembre, peu avant la réouverture de Wall Street, la banque centrale américaine avait réduit ses taux d'intérêt pour la huitième fois depuis le début de l'année. A 3 %, le loyer de l'argent au jour le jour se trouve désormais à son plus bas niveau depuis plus de sept ans. La Fed n'a cessé par ailleurs lors des derniers jours d'injecter des liquidités dans le système financier, pour plus de 350 milliards de dollars.

Le président George W. Bush a annoncé jeudi 20 septembre dans son discours qu'un accord sera trouvé avec les parlementaires pour soutenir l'activité. *« Nous allons ensemble prendre des mesures pour renforcer l'économie américaine et remettre les gens au travail »*, a-t-il déclaré. Après avoir remboursé aux ménages 40 milliards de dollars d'impôts, le gouvernement étudie un programme de relance comportant de nouvelles baisses des prélèvements fiscaux. D'ores et déjà, 40 milliards de dollars ont été débloqués sous forme d'aides à la ville de New York et de financements supplémentaires pour le FBI, les agences de renseignements et l'armée. Environ 15 milliards de dollars devraient être aussi distribués aux compagnies aériennes au bord de la faillite. Les économistes s'attendent aussi à une augmentation sensible, de plusieurs dizaines de milliards de dollars, des commandes aux industries de la défense.

Ces mesures n'auront pas beaucoup d'impact tant que les consommateurs et les investisseurs n'auront pas retrouvé un peu de confiance. *« Des événements traumatisants du passé, comme l'assassinat du président Kennedy et la guerre du Golfe, peuvent donner quelques indications limitées. La confiance s'était effondrée avant de se redresser en quelques mois*, explique Bruce Steinberg, économiste en chef de Merrill Lynch. *Mais ces événements ne sont pas comparables à une attaque contre des civils faisant des milliers de morts. »*

E. L.
Le Monde *du 24 septembre*

Lundi 17 septembre, 9 h 32, l'heure de vérité pour Wall Street

NEW YORK
de notre correspondant

« Nous surmonterons cette tragédie. Les actions seront à nouveau échangées lundi matin. Personne ne changera la façon de vivre des Américains. » Par ces mots, Richard Grasso, président du New York Stock Exchange (NYSE), a défini, dimanche 16 septembre au soir, l'enjeu de la bataille qui se déroule à Wall Street. Après six jours sans cotation, du jamais-vu depuis la première guerre mondiale, New York a fait de sa capacité à redevenir le coeur de la finance mondiale un test de son patriotisme et une réponse aux attentats. Depuis samedi matin, jour et nuit, une armée d'ouvriers et de techniciens a envahi les rues étroites du Financial District, au sud de Manhattan, à quelques centaines de mètres seulement des décombres du World Trade Center. Là s'échangent chaque jour, en temps normal, plus d'actions que sur toutes les autres Bourses de la planète réunies.

A la lueur des projecteurs, au milieu de la poussière soulevée par les tonnes de débris retirés des ruines toutes proches, des centaines d'hommes masqués et casqués s'activent pour rétablir les communications, l'électricité, nettoyer les rues et les bâtiments. Des techniciens entrent et sortent des bouches d'égouts, s'affairent autour des relais et des boîtes de connexion, déroulent des centaines de mètres de câbles sur les chaussées. La station de métro de Fulton Street a été partiellement rouverte. L'odeur de brûlé est toujours présente, mais les cendres et la poussière ont presque disparu.

ACTE DE FOI

Les camions, les remorques, les façades sont pavoisés de bannières étoilées. La plus grande se trouve à Broad Street sur la façade du NYSE, qui a retrouvé un blanc immaculé. *« Vous pouvez compter sur nous, cela va fonctionner demain »*, affirme, dimanche après-midi, un ouvrier du groupe électrique Con Edison, devant le building de JP Morgan, au 60, Wall Street, tandis que trois personnes nettoient le trottoir au jet d'eau.

L'envers du décor est moins réjouissant. De nombreuses institutions financières ont dû se rabattre sur leurs salles de marché de secours. La plupart des immeubles n'ont pas récupéré la moitié de leurs lignes téléphoniques et de leur alimentation en énergie. Certaines sociétés dont les bureaux étaient installés au World Trade Center ne reprendront peut-être jamais leur activité. Juste derrière Wall Street, à William Street, les voitures sont toujours couvertes de poussière, de gravats et des feuilles de papier déchiquetées, dispersées par l'effondrement des Twin Towers.

La réouverture de la Bourse, dans ces conditions, est un acte de foi et une prise de risque considérable. *« Notre nation s'est toujours ralliée autour du drapeau dans les périodes tragiques »*, affirme la société de Bourse AG Edward & Sons. Après deux minutes de silence, lundi à 9 h 32 (heure locale), Wall Street devait connaître son moment de vérité.

Eric Leser
Le Monde *du 18 septembre*

Vers une crise économique planétaire *par Daniel Cohen*

Le risque d'un krach à Wall Street est vite apparu exagéré. Malgré la destruction des Twin Towers, les systèmes de sûreté informatique (mis en place après l'attentat contre ces mêmes tours en 1993) ont fonctionné. Grâce à l'intervention énergique des banques centrales, la crise de liquidités a été évitée. A la reprise des cotations, Wall Street ne perdait « que » 7 % et, après avoir frôlé l'affolement à la fin de la semaine suivant les attentats, les cours se ressaisissaient. Le pire (panique, krach brutal...) était évité. Ben Laden perdait la seconde manche de sa guerre contre l'Amérique.

Pourtant, comme disait Tolstoï de l'armée napoléonienne après Borodino, la cible a été touchée. Nul ne semble plus douter que les Etats-Unis s'approchent de la récession.(...) L'économie américaine n'en est certes pas à sa première récession (toutes les administrations républicaines d'après guerre en ont fait l'expérience) et, mise à part la déception de ceux qui ont pu penser que la « nouvelle économie » délivrerait des crises, il n'y aurait pas de soucis excessifs à se faire. Ce qui rend pourtant la situation délicate est que, pour la première fois depuis les années 1930, la récession américaine menace d'entraîner le monde dans une crise globale.

Où que l'on porte le regard, le risque de crise économique est désormais avéré. L'Asie reste meurtrie par la crise de 1997. Sa principale économie, le Japon, a enregistré trois années de récession consécutives et le principal facteur de croissance de la zone a été les exportations vers les Etats-Unis. Même la Chine, que l'on croyait immunisée contre les aléas de la croissance mondiale, enregistre une décélération. L'Amérique latine ne va guère mieux. Le Mexique, dont l'économie est désormais entièrement arrimée aux Etats-Unis, ne devrait pas être épargné. Le reste du continent reste suspendu à la résolution de la crise financière argentine, qui pourrait s'exporter au Brésil dont la monnaie est déjà durement frappée.

Le Moyen-Orient est menacé par la crise financière turque, les pétro-monarchies devant quant à elles faire face à la baisse inévitable de la demande du pétrole. Seule l'Europe pourrait paradoxalement « tenir » sous l'effet conjugué de la baisse des taux d'intérêt et du cours des matières premières, la récession mondiale rendant possible un contre-choc pétrolier de première grandeur. Un ralentissement significatif de la croissance européenne au cours des six prochains mois est cependant « chose faite » également. Rien dans ces conditions ne permet d'écarter le risque d'une déflagration qui dépasserait le seul ralentissement américain.

> La cible a été touchée. Nul ne semble plus douter que les Etats-Unis s'approchent de la récession

(...) Plus que jamais, les autorités du monde entier devront penser collectivement leurs actions. Les terroristes ont déjà rendu possible ce que les ministres des finances européens n'avaient pu obtenir : une baisse conjointe des taux européens et américains. La Banque centrale européenne a pris beaucoup de soin à expliquer qu'il ne s'agissait pas d'une opération coordonnée (qui nuirait à son indépendance). Quel qu'en soit le nom, mieux vaut pourtant se tenir prêt à d'autres opérations de ce type.

Il existe une incertitude majeure qui commande les précédentes et déterminera si la crise est passagère ou durable : la crise de Wall Street elle-même. Rien ne lie désormais en effet autant les économies mondiales que l'indice de confiance qui passe par l'évolution des différentes places boursières. L'indice Standard & Poor's 500, le plus représentatif de l'économie américaine, a perdu le tiers de sa valeur par rapport à ses plus hauts niveaux. Or, malgré cette baisse, les cours restent élevés quand on les rapporte aux profits, la chute des bénéfices ayant été en effet plus rapide encore que celle des titres. A l'aune de ce critère, une poursuite de la baisse des cours reste parfaitement possible, voire inéluctable. D'aucuns arguent que les profits sont bas du fait de la récession. Il semblerait plutôt que l'on observe un retour à la normale. Après avoir considérablement augmenté entre 1992 et 1998, la part des profits dans le PIB revient en effet vers ses moyennes historiques. Seule la naïveté de Wall Street pouvait faire croire durable une croissance à deux chiffres des profits.

L'heure du retour à la raison a sonné, et la question est désormais posée du rôle pris par Wall Street dans la gestion des affaires du monde. Lorsque les cours des valeurs peuvent passer en l'espace de quelques mois du double au simple, un *« choc à la culture des valeurs (boursières) »* est inéluctable, comme le titrait *Business Week* soi-même. Après deux décennies triomphantes, une perte d'influence de Wall Street et, partant, un affaiblissement de son effet d'entraînement sur la croissance mondiale seraient-ils possibles ? Ce n'est pas exclu : par ses excès, Wall Street a peut-être préparé les conditions de son propre dépassement.

Wall Street a, en effet, créé un paradoxe étonnant. La hausse des cours dans les années 1990 aurait pu donner à penser que les firmes se financent en émettant des actions. C'est l'inverse qui s'est produit : l'endettement des entreprises américaines a progressé au taux record de 10 % l'an et porté le taux d'endettement des firmes à ses plus hauts niveaux. (...) Ainsi, par un jeu paradoxal de montée aux extrêmes, on est passé d'une économie de Bourse à une économie de dette. La chute rapide des taux d'intérêt permet aujourd'hui aux entreprises de faire face sans trop de difficultés à leurs charges d'intérêts. La baisse des taux à long terme s'est pourtant interrompue. Malgré la baisse des taux courts, le taux des obligations émises par les entreprises a augmenté, dépassant 7 %, en partie par peur du risque. Il est probable que la gestion prudente de leurs dettes devienne désormais un point crucial de la stratégie des firmes. Oublier Wall Street ? Sans doute pas, mais, sans revenir au « capitalisme rhénan » cher à Michel Albert où le rôle des banques dominait celui des Bourses, il est inéluctable qu'un retour de balancier s'opère à présent.

Daniel Cohen
pour Le Monde
Le Monde *du 6 octobre*

RON HAVIV

■ ***New York, un financier portant un masque à gaz se présente devant le Stock Exchange.***

New York après le drame, entre désir de vivre et sentiment d'insécurité

Aux abords des tours effondrées, la vie a repris, comme dans le reste de la ville. Rien n'est plus comme avant, une nouvelle normalité faite de mille angoisses s'est instaurée, mais la population revendique son amour pour New York

Quoi ? Vous croyez que je vais abandonner mon bébé parce qu'un fils de pute a essayé de nous faire peur ? » Le « *bébé* », c'est la petite échoppe de cordonnier sur laquelle règne Sal Iacono, depuis vingt-trois ans, sur Barclay Street, et le « *fils de pute* » , prononcé avec un accent italien à la Robert De Niro, « *some sannavabitche* », c'est Oussama Ben Laden. Pour le cordonnier, la journée du 11 septembre a commencé comme les autres, avec l'ouverture de sa boutique à 7 h 15 : on y cirait aussi les chaussures des messieurs qui sortaient du métro et passaient devant sur le chemin du bureau, dans les tours du World Trade Center, à deux pas de là. « *Tout d'un coup, il y a eu des cris, un fracas énorme. J'ai cru que c'était une machine-outil qui avait heurté quelque chose : je n'ai pas pensé que c'était un avion qui venait de rentrer dans la tour. Je suis sorti dans la rue, on m'a dit ça, j'ai vu des flammes, mais je ne l'ai pas cru jusqu'à ce que je voie le deuxième avion. J'ai voulu fermer et partir, mais les gens commençaient déjà à se réfugier dans la boutique.* » La première tour s'est écroulée. « *J'étouffais. J'ai tout planté là et je suis parti en courant. Le Brooklyn Bridge était inaccessible, j'ai pris le Manhattan Bridge, j'ai traversé Brooklyn et je suis arrivé à Atlantic Avenue.* ». A pied ? « *Qu'est-ce que vous croyez ? Que j'en suis pas capable ?* », fait mine de s'indigner Sal Iacono, soixante-sept ans, « *mais écrivez vingt-neuf* ». Trois jours plus tard, il est revenu. La porte grande ouverte, la caisse envolée, sa boutique était noire de suie, de poussière et de débris.

Sal Iacono n'est pas du genre à s'apitoyer, lui qui a quitté sa Sicile natale il y a trente-six ans parce qu'un autre « *sannavabitche* » – il est plus discret sur celui-là – avait fait sauter son commerce. Comme des millions et des millions d'autres, il a refait sa vie aux Etats- Unis, il est devenu américain et ce sera sa dernière étape. Six semaines après le désastre du World Trade Center, dès que les autorités le lui ont permis, il a rouvert son échoppe, l'a remise en état avec ses propres deniers et espère recevoir bientôt une aide financière fédérale. Résolument jovial, il préfère ne pas s'attarder sur les habitués qu'il ne reverra jamais – morts ou au chômage ? – et arbore sur le revers de sa blouse noircie de cirage un badge tricolore avec l'inscription « *Unbroken* » (« *Intacts* »). « *Nous sommes ouverts* », proclame fièrement une pancarte dans la vitrine, au milieu de ce décor de fin du monde.

Dans l'air flotte, plus ou moins forte selon les jours et selon le vent, une odeur âcre de plastique brûlé qui vous prend à la gorge dès la sortie du métro, issue des entrailles encore fumantes des Twin Towers : l'odeur de la décomposition organique et d'un feu inextinguible qui, vous explique-t-on, y brûlera encore dans les sous-sols pendant plusieurs mois. Au bout de la rue s'étale, béant et monstrueux, vaguement dissimulé par des palissades de toile verte, le champ de bataille, « Ground Zero », surplombé par une immense banderole : « *We Will Never Forget* » – « *Nous n'oublierons jamais* ». Vestige d'un autre temps, celui du 10 septembre, une publicité insolente sur un mur resté debout au bord du gouffre : « *E*Trade, enfin un endroit sur Madison Avenue où l'on peut investir son argent au lieu de le dépenser.* » « Ground Zero », point de départ de ces deux univers qui se disputent l'Amérique depuis le 11 septembre, celui de la mort, de la dévastation, de l'anéantissement de ces deux tours géantes, du Greenwich Cafe figé comme Pompéi dans des couches de poussière blanchâtre à l'heure du petit déjeuner, et celui de la vie, de la ruche bourdonnante que constitue le chantier de déblayage, de l'organisation à l'américaine, des touristes qui se prennent en photo devant les ruines, des casques de chantier repeints aux couleurs pimpantes du drapeau américain.

« *Nous sommes ouverts.* » Ouverte, mais déserte, la bijouterie de Terry et Isaac, Park Place Jewelers, est normalement « *pleine à craquer* » en cette période de l'année, à l'approche des fêtes. Mais ce couple de juifs venus d'Iran il y a vingt-cinq ans n'envisage pas une seconde non plus d'aller s'installer ailleurs . « *J'ai deux fils,* dit Terry. *Ils vont être soldats un jour. Et je vais leur montrer que j'ai peur, en fuyant ? Et d'ailleurs, fuir où ? Les gens sont forts, ici.* »

Lorsque la rumeur a annoncé une nouvelle catastrophe pour le 31 octobre, Terry et Isaac ont mis un point d'honneur à rester ouverts plus tard que d'habitude, même sans clients, par défi. Il ne faut pas pousser beaucoup Terry, pourtant, pour lui faire reconnaître que l'atmosphère, autour de « Ground Zero », est profondément déprimante. « *Tous les matins, il y a ce grand type noir qui vient se planter au coin, là, face aux ruines, et il pleure. Tous les matins. Sa femme travaillait chez Cantor Fitzgerald* (société dont les 677 employés présents ce jour-là dans la tour n° 1, aux 101e, 103e, 104e et 105e étages, sont morts ou portés disparus). *Je crois qu'il est devenu fou.* » Elle-même ne peut s'empêcher de penser aux clients qu'elle voyait régulièrement et qui n'ont pas réapparu. Sont-ils morts, disparus... ou bien encore vivants ? « *Souvent je m'installe dehors, devant la porte, je regarde passer les gens et j'essaie de reconnaître des visages* », dit-elle.

Oui, la vie a repris autour de « Ground Zero », même si la boue colle encore aux pieds. Même si, dans les pubs, les pompiers et les travailleurs des équipes de déblayage ont remplacé les hommes de la finance en chemise blanche, donnant matière à de nouveaux arguments de vente. « *Combattez le terrorisme, honorez l'Amérique, venez boire un verre avec nous* », enjoint l'un de ces bars, Dakota Road House. Même si Broad Street, devant la Bourse de New York recouverte d'une bannière étoilée géante, est désormais fermée à la circulation pour raisons de sécurité et même si l'avenir de Wall Street demeure incertain. La vie a repris parce qu'elle doit reprendre et parce que c'est New York. Avec cette gouaille et ce sens de la bravade qui rendent habituellement les New-Yorkais parfaitement insupportables aux yeux du reste de l'Amérique et qui font que la ville tout entière se reconnaît aujourd'hui dans l'une de ses deux équipes de base-ball, les Yankees, si sûrs d'eux et de leurs lauriers qu'ils se sont laissé distancer dans le championnat national. Un moment KO, les Yankees se sont ressaisis au moment crucial et, arrachant leur place en finale, ont remonté la pente avec leur légendaire panache, fournissant à leurs fans un si salutaire exutoire. « *Les événements de ces derniers jours soulèvent de profondes questions théologiques,* commente à ce propos le rabbin Ephraim Buchwald dans une lettre au *New York Times : avec tout ce qui se passe dans le monde en ce moment, pourquoi Dieu consacre-t-il tant de temps aux Yankees ?* »

> « Tous les matins il y a ce grand type noir qui vient se planter (au coin) face aux ruines, et il pleure »

La vie a repris, donc. A Midtown Manhattan, on pourrait même imaginer qu'il ne s'est rien passé, si ce n'étaient le nombre de panneaux patriotiques sur Times Square, entre Wonderbra et Nasdaq, et un niveau d'énergie plus bas, comme contrôlé. New York a mis ses klaxons en sourdine, elle vibre un peu moins fort mais elle vit « *normalement* ». Passé les deux premières semaines, les théâtres se sont de nouveau remplis. Les touristes reviennent. Les restaurants ont beaucoup souffert, ont beaucoup licencié, mais se repeuplent. Pourtant, sous la surface, vivre « *normalement* » veut dire autre chose, à l'image du métro, déserté par de nombreux New-Yorkais et ralenti par d'incessantes alertes, vraies ou fausses : lorsqu'il s'arrête entre deux stations, on échange de drôles de regards.

Signe de l'insécurité qui s'est emparée des habitants, certains reconnaissent ouvertement ne plus mettre les pieds dans le métro depuis le 11 septembre : « *Je n'ai pas envie de me trouver sous terre s'il se passe à nouveau quelque chose.* » Bombes, armes bactériologiques, pannes, les menaces sont multiples et aujourd'hui si concrètes ; Sarah, salariée d'une grande banque dans le centre de Manhattan, s'aperçoit que tous les prétextes sont bons le matin – cinq minutes de retard, déposer son fils à l'école, une course sur le chemin – pour sauter dans un taxi plutôt que de descendre sous terre.

C'est, vous dit-on, « *la nouvelle normalité* », « *the new normal* ». Le bonheur de voir les Yankees gagner, mais deux heures de queue pour entrer dans Yankee Stadium à cause des mesures de sécurité, les tireurs d'élite sur les toits du stade le soir où le président Bush décide de venir. Les yeux qui se remplissent de larmes chaque fois que l'on évoque la journée du 11 septembre. Les conversations sur le thème : « *Faut-il quitter New York ?* » Les plans discrètement élaborés, l'enveloppe de 500 dollars laissée à la nounou « *si jamais...* » avec le plan d'évacuation pour les enfants, pour gagner la maison de l'oncle à 60 kilomètres de New York. La paire de baskets dans le tiroir du bureau, pour le cas où il faudrait courir. La provision de Cipro dans l'armoire à pharmacie familiale. L'Empire State Building illuminé de bleu, blanc et rouge en permanence. Le « Lenyard Chic », pour désigner la petite chaîne qui pend désormais au cou de tout le monde, avec les nouvelles cartes de sécurité indispensables pour entrer dans les immeubles de bureaux.

> « Pourquoi a-t-il fallu que ça arrive de mon vivant ? »

Les pompiers idolâtrés, « *nouveaux prêtres de ce pays* » selon les uns,« *nouveaux sex-symbols* » selon les autres : dans une vente de charité pour les victimes des attentats, une soirée avec un pompier s'est enlevée à 4 000 dollars. Après des années de règne du Prozac et de remise en cause de la masculinité, les magazines chantent les vertus des « *vrais hommes* » et des classes laborieuses... et se trouvent désemparés lorsque, le 2 novembre, un groupe de héros, pompiers et policiers, en viennent aux mains comme de « *vrais hommes* », dans un mouvement d'humeur et d'épuisement à « Ground Zero », à la suite d'une décision du maire de réduire le nombre de pompiers mobilisés pour la recherche des corps dans les ruines.

Soudain fragilisés après avoir été les « *maîtres de l'Univers* », les New-Yorkais se réfugient dans les valeurs sûres : la famille, l'amitié, le bistrot du coin et le psy cher à Woody Allen. Le docteur Gail Saltz, de l'Institut psychanalytique de New York, qui a vu son nombre de patients considérablement augmenter depuis le 11 septembre, est frappée par « *le sentiment de vulnérabilité, aggravé par la menace permanente de l'anthrax et par la dégradation de l'économie, les licenciements. Les gens ont du mal à se faire à la nouvelle situation, qui est celle d'un pays en guerre. Ils ont peur de prendre l'avion, peur de se trouver dans de grandes gares, donc ne prennent pas de vacances qui les aideraient à se détendre. Leur niveau d'anxiété va sans doute augmenter encore, puis ils finiront par s'adapter, comme on l'a fait en Israël ou en Irlande* ».

Comme beaucoup, le docteur Saltz voit dans cette période un vrai tournant : « *Nous avions l'an dernier encore cet incroyable sens du bien-être, qui était factice bien sûr puisque les terroristes étaient déjà à l'œuvre, mais nous ne le savions pas.* »

Les jeunes, qui n'ont pas connu les années sombres de New York, le chômage, la crise financière, la criminalité, sont particulièrement déstabilisés. « *J'ai tous ces jeunes qui ont besoin d'être rassurés, de se sentir en sécurité, et je ne sais pas comment faire ça,* s'inquiète un chef d'entreprise dans le sud de Manhattan. *Ils ont vécu le boom économique le plus long, tout leur a souri et ils ont parfois des réactions d'enfants gâtés, comme celui qui se lamentait l'autre jour : pourquoi a-t-il fallu que ça arrive de mon vivant ?* »

De manière symptomatique, un mot-clé de la légèreté des années 1990, « *closure* » (« *fin, fermeture* »), stade ultime par lequel doit obligatoirement passer tout événement malheureux afin d'être efficacement évacué, est absent du discours post-11 septembre. Le drame, cette fois-ci, dépasse les recettes et les formules faciles. Des couples sur le point de se séparer voient désormais les choses autrement, par peur de la solitude ou par révision de l'échelle des valeurs. On passe plus volontiers une soirée entre amis en se disant que « *si demain, pouf ! on n'existe plus, au moins on aura su que l'on comptait les uns pour les autres* », relève Cyndi Stivers, directrice du magazine *Time Out New York*, qui fait de son mieux pour relever le moral de ses lecteurs : après réflexion, le traditionnel numéro sur la vie sexuelle publié chaque année à l'automne a été maintenu, « *et remarquablement vendu* », avec en couverture. « Maintenant plus que jamais, vous en avez besoin ! ».

Maintenant plus que jamais : un clin d'œil à l'expression qui a fleuri ces dernières semaines dans les vitrines de la ville, « *I Love NY, More Than Ever* ». Rattachée par le malheur au reste de l'Amérique, plus que jamais, devant les défis qui l'attendent, New York a besoin qu'on l'aime.

Sylvie Kauffmann
Le Monde *du 14 novembre*

JAMES NACHTWEY

■ ***Scène de destruction à Manhattan, juste après les attentats. James Nachtwey fut un des premiers photographes sur place.***

Le « New York Times » reconstruit la mosaïque des disparus du World Trade Center

Depuis le 15 septembre, le quotidien publie chaque jour le portrait des victimes des attentats de Manhattan

Parce que chaque vie est intéressante, précieuse et particulière. Parce que chaque individu mérite attention, respect, compassion. Parce que l'énormité de ce qui s'est passé le 11 septembre 2001 – le coup infligé à l'Amérique tout entière et l'impact sur l'équilibre du monde – a pu masquer la réalité de ce qui, ce jour-là, fut perdu pour toujours. Et surtout parce que les hommes et les femmes disparus dans les tours poignardées méritaient autre chose que d'être comprimés en un nombre gigantesque, imprécis, irréel, et rendus à leurs proches dans une urne de poussière et de cendres, le *New York Times* a décidé d'en faire le portrait. Et de n'en oublier aucun.

Parce que dans l'Histoire avec une majuscule se côtoient des millions de petites histoires, et qu'on ne saurait prétendre raconter la première, témoigner d'une époque, sans évoquer les autres. Parce que la spécificité du World Trade Center venait de ce brassage inouï de cultures, de langues, de religions, de richesses différentes. Qu'y travaillaient des Américains de racines européennes, africaines, arabes et asiatiques, et des centaines d'étrangers ; des financiers, des cuisiniers, des garçons d'ascenseur, des informaticiens, des laveurs de carreaux, des pompiers et des femmes de ménage. Et parce que c'était une tranche d'Amérique, et un morceau du monde, le *New York Times* a pris l'engagement d'en reconstruire la mosaïque. De reconstituer le puzzle.

Chaque jour, depuis le 15 septembre, le journal new-yorkais raconte les histoires des disparus des tours. *« L'idée s'est imposée d'elle-même*, explique Wendell Jamieson, le rédacteur en chef de cette page quotidienne. *Certains d'entre nous pensaient écrire quelques portraits de victimes, d'autres suggéraient d'en rédiger beaucoup. Nous avons finalement choisi de les publier tous. Tous ceux dont on pourra retrouver la trace, dont on pourra joindre un proche. Et l'on continuera jusqu'à ce qu'on ne trouve plus personne. Cela prendra six mois, huit mois, qu'importe ! Tous devraient être là. »*

Le journal a constitué un pôle d'enquêteurs et de journalistes pour établir un relevé des victimes à partir des listes publiées par les sociétés installées dans les tours, les agences de presse, les écoles, les consulats, les postes de police et les casernes de pompiers. Pour trouver adresses et numéros de téléphone. Et puis téléphoner. Appeler à la maison. Appeler la femme, le mari, les parents, les frères et sœurs, les oncles. Appeler pour grappiller quelques miettes de ce que furent les vies interrompues ce matin de septembre.

Aucun quotidien n'avait entrepris pareille tâche. Du moins à cette échelle. Trois mille petits portraits, peut-être davantage. *« N'est-ce pas le travail d'un journal de s'intéresser aux victimes ?,* se demande Wendell Jamieson. *Un policier mort dans une agression, les soldats tués dans une bataille, peut-être aurait-on pu faire les naufragés du* Titanic. *C'est vrai, l'échelle, sans doute, est sans précédent. Mais alors que le calendrier nous éloignera du 11 septembre, cette page quotidienne interdira qu'on oublie ce qui s'est réellement passé ce jour-là. La perte irrémédiable. Un chiffre, si énorme soit-il, ne parle pas. »*

Annick Cojean

STEPHEN J. CANGIALOSI

On l'appelait « La Chemise ». Stephen J. Cangialosi, 40 ans, de Middletown dans le New Jersey, était un père et un mari dévoué, un ami fidèle, un excellent courtier en obligations chez Cantor Fitzgerald et un inconditionnel de la célèbre équipe de baseball des Yankees. Mais il était aussi « La Chemise ». Des années durant, il s'était moqué, à l'université de Georgetown, de son petit camarade Andy Stearns qui portait une chemise à larges revers, en tissu écossais, style fin des années 1970, tachée. Pour lui rendre la monnaie de sa pièce, Mr. Stearns fit un jour un paquet, noua un ruban autour, et lui fit cadeau de la chemise. Afin de ne pas être en reste, Mr Cangialosi refit un paquet, noua un ruban autour, et la lui rendit. Cela dura dix- sept ans. *« Elle était vraiment très laide »,* reconnaît Stearns, un sourire aux lèvres.

> « On continuera jusqu'à ce qu'on ne trouve plus personne. Cela prendra six, huit mois, qu'importe ! »

Cangialosi fut aussi la vedette d'un film d'horreur, *Histoire de fantômes,* réalisé par un autre de ses camarades d'université, qu'il adorait revoir avec Andy Stearns, en riant aux éclats. Andy Stearns s'est souvenu que son ami lui avait offert « La Chemise » pour son anniversaire, assez récemment. Il a décidé de la donner définitivement à Karen, la femme de Stephen J. Cangialosi.

JENNIFER FIALKO

Un voyage spirituel. A 24 ans, quand la plupart des jeunes sont à la recherche d'un premier emploi et d'un appartement, Jennifer Fialko a appris qu'elle avait la maladie de Hodgkin. A 29 ans, complètement guérie, elle a considéré que son cancer avait été une chance. *« Un voyage spirituel »,* dit Bob Fialko, son père. Affaiblie par dix-huit mois de chimiothérapie, Jennifer s'est tout entière mobilisée pour recouvrer la santé, grâce à une alimentation biologique et des traitements alternatifs. Six ans plus tard, non seulement elle était guérie, dit sa mère, Evelyn Fialko, mais elle se sentait *« une force et une énergie »* incroyables. Elle s'était assigné pour mission d'aider d'autres malades à revenir à la vie. Elle avait rencontré *« l'âme sœur »*, dit Mr Fialko. Et en septembre, elle débutait à Aon Corporation. Après des années passées à Teaneck dans le New Jersey, travailler à Manhattan l'enchantait. Sa victoire sur le cancer la faisait rayonner, explique Mr Fialko. Elle aurait déplacé les montagnes. *« Elle était convaincue qu'elle allait vivre à présent jusqu'à 120 ans »*, se souvient son frère, Andrew. Et on la croyait.

DIARELIA MENA

Une lignée de femmes. Les femmes sont fortes dans la famille de Diarelia Mena, de vrais chefs de famille, et nombreuses : six sœurs pour la génération de sa mère ! Sans compter les cousines qui, entre ici et Panama City, maintiennent le contact par e-mail. Diarelia Mena était la plus jeune, le bébé, la petite princesse dont tout le monde est fou. Et elle le savait, avec son sourire conquérant et ses virées sur un coup de tête pour trois jours aux Bahamas. A son tour, elle est devenue mère (sa fille, Karelia, a 2 ans) et elle a épousé le père de l'enfant, Victor Barahono, qu'elle connaissait depuis toujours : toute petite, elle allait et venait entre Brooklyn et Panama. Mais, comme d'autres mères dans sa famille, Diarelia, 30 ans, travaillait aussi au dehors : programmatrice chez Cantor Fitzgerald, elle arrivait en général vers 10 heures le matin, une fois les corvées ménagères achevées, et elle restait tard. Le 11 septembre, elle est allée travailler à 9 heures, afin de rentrer tôt, car elle commençait des cours de licence à Columbia. Elle avait besoin de gagner davantage afin de pouvoir, entre autres choses essentielles, s'acheter des chaussures.

Grande, elle avait la passion des talons aiguilles, des semelles compensées, des sandales, des bottines. Plus elle en avait, mieux elle se sentait. Plus elles étaient hautes, plus elle adorait. Sa mère se souvient que la nuit de Noël, partie voir la famille à Panama City, ses longs cheveux lâchés, elle allait de maison en maison, grignotant des tamales ; elle a dansé le merengue jusqu'au matin, tanguant avec aplomb, perchée sur ses talons.

> « Elle écrivait des nouvelles et des poèmes. Elle projetait de se marier, l'an prochain »

CASEY CHO

Veiller sur la mère. Dans cette famille américano-coréenne très unie, les trois sœurs se sont un jour dit qu'aucune d'entre elles n'avait le droit de mourir avant leur mère, à cause du chagrin qu'elle en aurait. Mais voilà : Casey Cho, la seconde, a disparu au 99e étage du World Trade Center. Sa jeune sœur essaie de faire face. *« Il faut que je sois forte*, dit Melissa Cho, *Casey aurait tout fait pour que notre mère surmonte sa douleur. »* Casey Cho, 30 ans, aimait le shopping et les voyages. Elle écrivait des nouvelles et des poèmes, et projetait d'épouser un graphiste l'an prochain. Mais elle avait aussi un sens très aigu de la famille et soutenait sa mère, qui avait perdu son mari sept ans plus tôt, ainsi que sa sœur aîné, qui avait quitté son travail quand elle avait été enceinte. Ces trois femmes et le neveu de Mrs Cho, âgé de 1 an, vivaient ensemble dans le New Jersey. Il y a deux mois, Casey Cho avait obtenu un emploi sur les questions d'environnement chez Marsh & McLennan. *« Elle était vraiment heureuse,* dit Melissa Cho, 24 ans. *Pas une fois dans sa vie elle n'avait eu un regret. »*

ENRIQUE et JOSE GOMEZ

Ensemble dans la vie et la mort. Enrique et Jose Gomez étaient frères, et déterminés à tout partager. Ils travaillaient ensemble : ils épluchaient les légumes et nettoyaient les crustacés dans les cuisines du restaurant Windows on the World, au World Trade Center. Parfois, ils habitaient ensemble aussi. Mais même quand ce n'était pas le cas, Enrique, 42 ans, et José, 44 ans, qui étaient à la fois pères et adolescents, prenaient toujours, ensemble, le temps de rêver. Ils s'imaginaient dans les tribunes du Yankee Stadium, comme on les voit à la télé, partageant les mêmes bières, encourageant les joueurs en maillot rayé. Dans la famille Gomez, on se sent presque apaisé que les deux frères aient disparu comme ils ont vécu. *« Il y a tant de gens qui n'ont personne,* dit une de leurs nièces, Maglais Gomez, *eux, au moins, se soutenaient. »* Et puis, il y a cela : le 11 septembre, Miguel et Ramone Gomez, qui travaillaient en cuisine au Windows avec leurs frères aînés, Enrique et José, auraient dû être là, eux aussi. Mais ils étaient absents quand les avions ont frappé.

LISA L. TREROTOLA

Vaincre le mal. Après son rendez-vous chez le cancérologue, Lisa L. Trerotola est allée chez sa mère et a fondu en larmes. Lisa n'était pas du genre à se plaindre. Son traitement lui imposait l'isolement. *« Ce n'est pas possible !*, sanglotait-elle, *je ne vais pas devoir laisser mes tout petits deux semaines entières ! »* Son cancer avait secoué la famille. Elle avait suivi son traitement, un œil sur ses deux merveilles : ses jumeaux de trois ans et demi aujourd'hui, qu'elle s'était tant battue pour avoir avec Michael, son mari. La vie avait été pour elle une longue suite d'épreuves. Outre le cancer et la stérilité, Mrs Trerotola, 36 ans, de Hazlet dans le New Jersey, avait dû vaincre d'autres problèmes de santé, dont une bronchite chronique dont elle pensait qu'elle lui venait des fumées inhalées lors de l'incendie provoqué par l'attentat de 1993 contre le World Trade Center, où elle travaillait comme assistante à l'administration des Autorités portuaires. *« Vous savez, ma sœur préparait une surprise pour mon beau-frère,* dit Paul Spina. *Elle voulait organiser une fête le 6 octobre, pour ses 40 ans. Elle s'était occupée des invitations et tout. Lui ne se doutait de rien. Vous écrirez ça dans le journal ? Je n'ai pas le courage de le lui dire. »*

FRANK J. SPINELLI

La famille avant tout. Le plus souvent, il faisait encore nuit quand Frank J. Spinelli, 44 ans, prenait son train à Short Hills dans le New Jersey, puis la navette pour Manhattan. Courtier en devises, il observait les marchés étrangers dès 6 heures du matin. Sa journée de travail finissait rarement à 5 heures du soir. Il y avait aussi les dîners avec les clients. Il travaillait à Wall Street depuis vingt ans. Et depuis sept mois seulement chez Cantor Fitzgerald, au 105e étage de la Tour 1. Le week-end, sa femme et lui levaient le pied. Ils allaient encourager leurs trois enfants, Nicole, 17 ans, Christophe, 14 ans, et Danielle, 8 ans, qui disputaient des matches de foot, de jeu de la crosse ou de football américain. *« Sa famille, ses enfants, c'était tout pour lui,* dit Mrs Spinelli, *beaucoup de lettres que nous avons reçues de ses collègues de travail le disaient aussi. »* Le 11 septembre, Mr Spinelli a appelé chez lui et laissé un message. Il savait qu'un avion avait heurté la tour, il allait tenter de sortir, disait-il. Et il a ajouté : *« Je vous aime. A tout à l'heure. »* Il n'y avait pas de panique dans sa voix ; il avait été cinq ans bénévole aux urgences médicales. Son corps a été retrouvé deux semaines plus tard.

JOHN RESTA et SYLVIA SAN PIO RESTA

Une déclaration peu ordinaire. L'anecdote est restée dans la famille Resta. John Resta a toujours été, selon ses proches, un grand sentimental. Mais là, vraiment, il s'était surpassé. Sylvia et lui étaient allés plusieurs fois en Floride. Ils y avaient découvert un restaurant de fruits de mer que Sylvia adorait. Le jour où il décida de la demander en mariage, il prit sa journée, se fit livrer à New York, de là-bas, un repas de homard et autres mets de choix, loua un smoking, un haut-de-forme et une canne, et passa la journée à apprêter leur appartement de Bayside dans le Queens – chandelles, nappe brodée, fleurs. Inutile de dire que la réponse fut oui. Ils se marièrent pendant l'été 2000. Lorsque, courtiers tous deux chez Carr Futures, ils furent tués dans l'attentat du 11 septembre, elle était enceinte de sept mois. Il avait 40 ans, elle 26 ans.

Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Sylvette Gleize.
© New York Times.
Le Monde *du 2 novembre*

CHRISTOPHER MORRIS

■ ***Les jours suivant le drame, une cabine téléphonique se couvre d'avis de recherche de disparus.***

George W. Bush déclare la guerre au terrorisme

Devant le Congrès réuni en séance plénière le jeudi 20 septembre, le président des Etats-Unis annonce le commencement d'une « guerre contre le terrorisme », menaçant les talibans au pouvoir en Afghanistan de partager le sort des terroristes s'ils ne livraient pas ces derniers dans les plus brefs délais. George W. Bush désigne le groupe Al-Qaida et son chef Oussama Ben Laden comme responsables des attentats du 11. Il annonce une guerre sans précédent, qui ne ressemblera à aucune autre. Voici de larges extraits de son discours

2

LA PRÉPARATION DE LA RIPOSTE

Dès le lendemain des attentats, Washington obtient des Nations Unies le droit de riposter par tous les moyens aux attaques terroristes, qualifiées d'actes de guerre. Avec l'appui du premier ministre anglais, Tony Blair, le président Bush s' emploie à constituer une très large coalition comprenant, outre la Russie, plusieurs pays musulmans, dont le Pakistan. Dans le même temps, l'Amérique s'en prend aux avoirs des réseaux d'Al-Quaida, l'organisation d'Oussama Ben Laden

SOMMAIRE

Le discours de George W. Bush devant le Congrès p. 9

Les Etats-Unis mobilisent leurs alliés p. 10

Les soutiens de Vladimir Poutine et de Pervez Moucharraf ; Jacques Chirac à la Maison-Blanche p. 11

L'ultimatum donné aux talibans et le gel des avoirs de Ben Laden p. 12

Tony Blair chef de Guerre p. 13

Les preuves de la responsabilité de Ben Laden dans les attentats du 11 septembre p. 13

Ben Laden et ses réseaux p. 14 et p. 15

Un dossier sur l'histoire et la géographie de l'Afghanistan p. 16 et p.17

Le théâtre de la terreur, par John Le Carré p. 18

En temps normal, le président des Etats-Unis vient à la Chambre des représentants pour présenter son rapport sur l'état de l'Union. Ce soir, un tel rapport n'est pas nécessaire, car le peuple américain l'a déjà fait. Il s'est illustré dans le courage des passagers qui se sont précipités sur des terroristes pour sauver d'autres personnes au sol, des voyageurs tel qu'un homme exceptionnel, qui s'appelait Todd Beamer. Veuillez saluer avec moi son épouse, Lisa Beamer, qui est parmi nous ce soir.

Nous avons vu l'état de notre Union dans l'endurance des sauveteurs, qui continuent de travailler au-delà de l'épuisement. Nous l'avons vu dans le déploiement de drapeaux, l'allumage de bougies, les dons de sang, la récitation de prières en anglais, en hébreu et en arabe. Nous avons observé la décence de personnes pleines de bonté et généreuses, qui ont fait leur le chagrin d'inconnus. Ce soir, nous sommes un pays averti du danger et appelé à défendre la liberté. Notre chagrin s'est transformé en colère, et notre colère en détermination. Que nous traduisions nos ennemis en justice ou que nous administrions la justice à nos ennemis, justice sera faite.

Je remercie le Congrès du rôle primordial qu'il joue en cette période importante. Tous les Américains ont été touchés de voir, le soir de la tragédie, des républicains et des démocrates chanter ensemble, sur les marches du Capitole, *God Bless America (Que Dieu bénisse l'Amérique).* Et vous avez fait plus que chanter, vous avez agi en votant des crédits à concurrence de 40 milliards de dollars, au titre de la reconstruction et de la satisfaction des besoins de nos forces armées.

(...) Et au nom du peuple américain, je remercie le monde pour son immense soutien. Les Etats-Unis n'oublieront jamais l'interprétation de leur hymne national au palais de Buckingham, dans les rues de Paris et à la porte de Brandebourg à Berlin. Nous n'oublierons pas les enfants sud-coréens qui se sont assemblés devant notre ambassade de Séoul pour prier ou les prières de condoléances récitées dans une mosquée du Caire. Nous n'oublierons pas les moments de silence et les journées de deuil en Australie, en Afrique et en Amérique latine. Nous n'oublierons pas non plus les ressortissants de quatre-vingts autres pays qui sont morts avec les nôtres. Des dizaines de Pakistanais. Plus de cent trente Israéliens. Plus de deux cent cinquante Indiens. Des hommes et des femmes du Salvador, de l'Iran, du Mexique et du Japon, ainsi que des centaines de Britanniques.

Les Etats-Unis n'ont pas d'ami plus fidèle que la Grande-Bretagne. Une fois de plus, nous sommes unis dans la défense d'une grande cause. Le premier ministre britannique a traversé un océan pour montrer que son pays avait le même but que les Etats-Unis, et ce soir nous saluons M. Tony Blair. Le 11 septembre, les ennemis de la liberté ont commis un acte de guerre contre notre pays. Les Américains ont connu des guerres, mais depuis cent trente-six ans ces guerres ont toujours eu lieu à l'étranger, à l'exception d'un certain dimanche, en 1941. Les Américains ont subi des pertes humaines causées par la guerre, mais non pas dans le centre d'une grande ville par un matin calme. Les Américains ont connu des attaques-surprises, mais jamais auparavant contre des milliers de civils. Tout cela nous est arrivé en un seul jour, et la nuit est tombée sur un monde différent, un monde où la liberté elle- même fait l'objet d'une attaque.

Les Américains ont de nombreuses questions ce soir. Ils demandent : qui a attaqué notre pays ? Les éléments de preuve que nous avons rassemblés désignent tous un ensemble de groupements terroristes vaguement liés entre eux, connu sous le nom d'Al-Qaida. Ce sont les mêmes assassins inculpés pour les attentats commis contre les ambassades des Etats- Unis en Tanzanie et au Kenya et responsables de l'attentat contre le destroyer *Cole* de la marine des Etats-Unis.

Al-Qaida est au terrorisme ce que la mafia est à la criminalité. Son but n'est pas d'obtenir de l'argent, mais de refaire le monde et d'imposer ses convictions extrémistes partout dans le monde. Les terroristes pratiquent une forme marginale d'extrémisme islamique, que rejettent les théologiens musulmans et la vaste majorité des imans, et qui dénature les enseignements de l'islam. Les terroristes ont pour directive de tuer chrétiens et juifs, de tuer tous les Américains et de ne faire aucune distinction entre les militaires et les civils, y compris les femmes et les enfants.

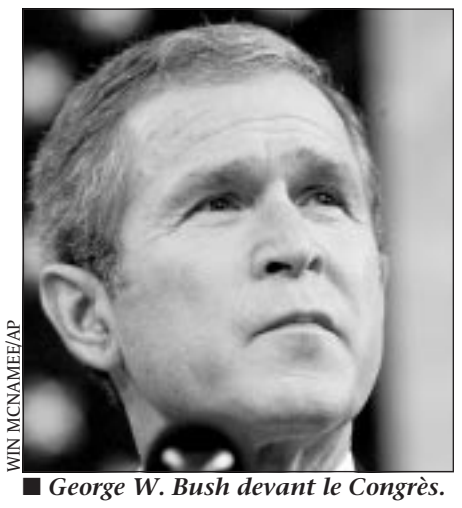
Ce groupe et leur chef – une personne du nom d'Oussama Ben Laden – sont liés à de nombreux autres groupements établis dans divers pays, dont le Djihad islamique égyptien et le Mouvement islamique de l'Ouzbékistan. On compte des milliers de ces terroristes dans une soixantaine de pays. Ils sont recrutés dans leur pays, dans leur quartier, et envoyés dans des camps situés dans des pays tels que l'Afghanistan, où ils reçoivent une formation sur la tactique terroriste. Ils sont ensuite renvoyés chez eux, ou envoyés secrètement dans d'autres pays à des fins maléfiques et de destruction. Les dirigeants d'Al-Qaida exercent une grande influence en Afghanistan et aident les talibans à maintenir leur contrôle sur la plus grande partie du territoire afghan.

En Afghanistan, on peut observer la conception du monde d'Al-Qaida. La population afghane est maltraitée. Un grand nombre d'habitants sont en proie à la famine et beaucoup d'autres ont fui le pays. Les personnes de sexe féminin n'ont pas le droit de faire des études. On peut être jeté en prison parce que l'on possède une télévision. Les gens ne peuvent pratiquer leur religion que conformément aux diktats de leurs dirigeants. Un homme peut être incarcéré si sa barbe n'est pas assez longue. Les Etats-Unis respectent le peuple afghan - après tout, nous sommes actuellement le pays qui lui fournit la plus grande aide humanitaire - mais nous condamnons le gouvernement des talibans. Non seulement il opprime la population, mais aussi il menace la sécurité partout dans le monde en soutenant les terroristes, en leur offrant un abri et en les équipant. Le gouvernement des talibans commet un meurtre lorsqu'il aide ou encourage un meurtre.

Ce soir, les Etats-Unis d'Amérique adressent leurs exigences aux talibans. Livrez aux autorités américaines tous les dirigeants d'Al-Qaida qui se cachent dans votre territoire. Libérez tous les ressortissants étrangers, y compris les ressortissants américains, que vous avez incarcérés injustement et protégez les journalistes, les diplomates et les travailleurs étrangers dans votre pays. Fermez immédiatement, et de façon permanente, tous les camps d'entraînement terroriste en Afghanistan, et livrez aux autorités compétentes les terroristes et toutes les personnes qui font partie de leur structure de soutien. Ces exigences ne sont pas sujettes à négociation ou à discussion. Les talibans doivent agir, et le faire immédiatement. Ils doivent livrer les terroristes, ou ils partageront leur sort.

Je voudrais également, ce soir, m'adresser directement aux musulmans du monde entier : nous respectons votre foi. Celle-ci est pratiquée par plusieurs millions d'Américains et par des millions de gens dans des pays que l'Amérique compte au nombre de ses amis. Ses enseignements sont bons et pacifiques ; ceux qui commettent le mal au nom d'Allah blasphèment le nom d'Allah. Les terroristes sont des traîtres envers leur propre foi, s'efforçant, en quelque sorte, de prendre l'islam lui-même en otage. L'ennemi de l'Amérique, ce n'est pas nos nombreux amis musulmans, nos nombreux amis arabes. Notre ennemi est un groupe radical de terroristes, et tous les gouvernements qui le soutiennent. Notre guerre contre la terreur commence par Al-Qaida mais elle ne se termine pas là. Elle ne se terminera que lorsque chaque groupe terroriste capable de frapper à l'échelle mondiale aura été repéré, arrêté et vaincu.

Les Américains se posent la question : pourquoi nous haïssent-ils ? Ils haïssent ce qu'ils voient dans cette salle même : un gouvernement élu démocratiquement. Leurs chefs sont autodésignés. Ils haïssent nos libertés : notre liberté de religion, notre liberté d'expression, notre droit de voter, de nous rassembler et d'exprimer nos désaccords. Ils veulent renverser les régimes en place dans de nombreux pays musulmans, tels l'Egypte, l'Arabie saoudite et la Jordanie. Ils veulent chasser Israël du Proche-Orient. Ils veulent chasser les chrétiens et les juifs de vastes régions d'Asie et d'Afrique. Ces terroristes tuent non seulement



WIN MCNAMEE/AP

■ *George W. Bush devant le Congrès.*

pour mettre fin à des vies, mais pour perturber et anéantir un mode de vie.

Les Américains se demandent : comment allons- nous livrer et gagner cette guerre ? Nous consacrerons toutes les ressources à notre disposition – tous les moyens diplomatiques, tous les outils du renseignement, tous les instruments des forces de l'ordre, toutes les influences financières et toute arme nécessaire de guerre – à la dislocation et à la défaite du réseau terroriste mondial. Cette guerre ne ressemblera pas à la guerre d'il y a dix ans contre l'Irak, avec sa libération décisive de territoire et sa conclusion rapide. Elle ne ressemblera pas à la guerre aérienne au-dessus du Kosovo d'il y a deux ans, où aucune force terrestre n'a été utilisée et où aucun Américain n'est mort au combat. Notre riposte implique bien plus que des représailles instantanées et des frappes isolées. Les Américains ne doivent pas s'attendre à une seule bataille, mais à une longue campagne, sans précédent. Elle pourra comprendre des frappes spectaculaires, diffusées à la télévision, et des opérations secrètes, secrètes jusque dans leur succès.

Nous allons priver les terroristes de financement, les dresser les uns contre les autres, les pourchasser d'un endroit à un autre, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de refuge ou de repos. Nous poursuivrons les nations qui assurent une aide ou un asile au terrorisme. Chaque pays, dans chaque région, doit maintenant prendre une décision. Ou bien vous êtes avec nous, ou bien vous êtes avec les terroristes. A partir de maintenant, tout pays qui continue d'abriter ou de soutenir le terrorisme sera considéré par les Etats-Unis comme un régime hostile.

Notre pays a reçu un avertissement : nous ne sommes pas à l'abri d'une attaque. Nous prendrons des mesures défensives contre le terrorisme afin de protéger les Américains. Aujourd'hui, des douzaines de ministères et d'organismes fédéraux, ainsi que les gouvernements des Etats et les autorités locales, ont des responsabilités touchant à la sécurité du territoire. Ces efforts doivent être coordonnés au plus haut niveau. C'est pourquoi j'annonce, ce soir, la création d'un poste de rang ministériel qui rendra compte directement au président : le Bureau de la sécurité du territoire.

Et j'annonce aussi, ce soir, la désignation d'un Américain distingué pour diriger cet effort, pour renforcer la sécurité des Etats-Unis ; un ancien combattant, un gouverneur efficace, un véritable patriote, un ami sûr, le gouverneur de Pennsylvanie, Tom Ridge. M. Ridge dirigera, supervisera et coordonnera une stratégie nationale d'ensemble en vue de défendre notre pays contre le terrorisme et de réagir à toute attaque éventuelle. Ces mesures sont essentielles. Mais la seule façon de vaincre le terrorisme et la menace qu'il fait peser sur notre mode de vie est de l'arrêter, de l'éliminer et de le détruire là où il pousse. Un grand nombre de personnes participeront à cet effort : agents du FBI et du renseignement, ainsi que les réservistes que nous avons rappelés au service actif. Tous méritent nos remerciements, tous ont droit à nos prières.

> « La population afghane est maltraitée. Un homme peut être incarcéré si sa barbe n'est pas assez longue »

Et ce soir, à quelques kilomètres du Pentagone endommagé, j'ai un message pour notre armée : tenez-vous prêts. J'ai mis les forces armées en état d'alerte, et c'est pour une raison. L'heure est arrivée où l'Amérique va agir, et vous serez notre fierté. Cette lutte n'est cependant pas celle de la seule Amérique. Et son enjeu n'est pas seulement la liberté de l'Amérique. Cette lutte est celle du monde entier. C'est une lutte de civilisation. C'est la lutte de tous ceux qui croient au progrès et au pluralisme, à la tolérance et à la liberté.

Nous demandons à toutes les nations de se joindre à nous. Nous aurons besoin de l'aide des forces de police, des services de renseignement et des systèmes bancaires de par le monde. Les Etats-Unis sont reconnaissants aux nombreux Etats et organisations internationales qui ont déjà répondu par des marques de sympathie et de soutien. Des nations d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique, d'Europe, du monde islamique. La Charte de l'OTAN résume peut-être le mieux l'attitude du monde : une attaque livrée contre un pays est une attaque contre tous. Le monde civilisé se rallie aux côtés de l'Amérique. Il comprend que, si ce terrorisme reste impuni, ses propres villes, ses propres citoyens pourraient subir le même sort. La terreur, si l'on n'y répond pas, est capable non seulement de détruire des immeubles mais de menacer la stabilité de gouvernements légitimes. Et cela, nous ne le permettrons pas.

Les Américains demandent : qu'attend-on de nous ? (...)

(...)Les milliers d'agents du FBI qui sont sur cette enquête auront peut-être besoin de votre coopération, et je vous demande de la leur donner. Je vous demande d'être patients avec les retards et autres inconvénients qui risquent de découler du renforcement de la sécurité. Je vous demande de vous armer de patience pour cette lutte qui sera longue. Je vous demande de continuer à participer à la vie économique et de continuer d'avoir confiance dans l'économie américaine. Les terroristes ont attaqué un symbole de la prospérité américaine. Ils n'ont pas touché sa source. L'Amérique connaît le succès grâce à son travail, à sa créativité et à l'esprit d'entreprise de son peuple. Elles étaient la véritable force de notre économie avant le 11 septembre, et elles le sont aujourd'hui.

Enfin, je vous demande de continuer à prier pour les victimes de la terreur et pour leurs familles, pour nos soldats et pour notre grand pays. La prière nous a réconfortés dans notre chagrin, et elle nous donnera la force de continuer. (...) Ce soir, nous nous heurtons à des défis nouveaux, soudains et de portée nationale. Ensemble, nous allons améliorer la sécurité aérienne, multiplier le nombre des agents de la sécurité aérienne à bord des vols intérieurs, et prendre de nouvelles mesures pour éviter les détournements.

Ensemble, nous allons promouvoir la stabilité et soutenir nos compagnies aériennes grâce à une aide d'urgence directe. Ensemble, nous allons donner aux forces de l'ordre les outils supplémentaires dont elles ont besoin pour traquer les terroristes ici, chez nous. Ensemble, nous allons renforcer nos capacités de renseignement afin de connaître les plans des terroristes avant qu'ils n'agissent, et de les trouver avant qu'ils ne frappent.

Ensemble, nous allons prendre des mesures énergiques de soutien de l'économie américaine, et nous allons remettre nos gens au travail. Ce soir, nous accueillons deux élus qui incarnent le courage extraordinaire de tous les New-Yorkais : le gouverneur George Pataki et le maire Rudy Giuliani. En signe de la détermination de l'Amérique, mon gouvernement coopérera avec le Congrès, et avec ces deux élus, afin de montrer au monde que nous reconstruirons New York. Après tout ce qui s'est passé - toutes les vies perdues, et les possibilités et les espoirs qui ont disparu avec elles -, il est naturel de se demander si l'avenir de l'Amérique n'est pas placé sous le signe de la peur. Certains annoncent une ère de terreur. Je sais que des luttes nous attendent et que des dangers nous menacent. Mais c'est ce pays qui définira notre temps, et pas le contraire. Tant que les Etats-Unis d'Amérique seront résolus et fermes, il n'y aura pas d'ère de la terreur ; ce sera le temps de la liberté, ici et dans le monde.

On nous a fait beaucoup de mal. Nous avons subi de graves pertes. En ces heures de douleur et de colère, nous avons trouvé notre mission et notre heure. La liberté et la peur sont en guerre. Le progrès de la liberté de l'homme – la grande réussite de notre temps, et le grand espoir de tous les temps – dépend maintenant de nous. Notre pays – cette génération – lèvera la sinistre menace de violence qui pèse sur notre peuple et sur notre avenir. Nous ne faiblirons pas, nous ne vacillerons pas, nous ne faillirons pas.

J'espère que dans les mois et les années à venir, nous renouerons avec une vie presque normale. Nous reprendrons nos activités et nos routines, et c'est une bonne chose. Avec le temps et la grâce, même le chagrin s'efface. Mais pas notre détermination. Chacun d'entre nous se souviendra de cette journée, et à qui c'est arrivé. Nous nous souviendrons du moment où nous avons appris la nouvelle – où nous étions et ce que nous faisions. Certains garderont la mémoire d'un visage et d'une voix à jamais disparues.

Moi, je porterai ceci sur moi. C'est l'insigne d'un policier du nom de George Howard, qui est mort dans le World Trade Center en essayant de sauver des gens. C'est sa mère, Arlene, qui me l'a donné en mémoire de son fils dont elle est si fière. Cet écusson nous rappelle les vies interrompues, et une tâche qui n'a pas de fin. (...)

Mes chers concitoyens, nous opposerons à la violence une justice patiente fondée sur la justesse de notre cause et la confiance dans les victoires à venir. Dans tout ce qui nous attend, que Dieu nous accorde la sagesse et qu'il veille sur les Etats-Unis d'Amérique. Merci.

Le Monde *du 1er octobre*

Les Etats-Unis décrètent la mobilisation de la communauté internationale

● PAKISTAN

Pays-clé dans la perspective d'une intervention en Afghanistan et du démantèlement du réseau Ben Laden, le Pakistan a fait l'objet de pressions extrêmement fortes de Washington. Le 19 septembre, le président Pervez Moucharraf s'est clairement rangé au côté des Américains, en expliquant qu'il agissait au nom de *« l'intérêt national »*. Il a cité trois demandes des Américains auxquelles il a décidé de répondre positivement : échange de renseignements, utilisation de l'espace aérien pakistanais et *« soutien logistique »*.

Cette prise de position a été récompensée sur-le-champ par la levée des sanctions américaines imposées après les essais nucléaires de 1998. Le 24 septembre, un accord de rééchelonnement de 375 millions de dollars de dettes du Pakistan à l'égard des Etats-Unis a été signé à Islamabad.

Avec 135 millions d'habitants, l'arme nucléaire, un conflit non réglé avec l'Inde et d'importants foyers islamistes, le Pakistan est à la fois le pays crucial pour la stratégie américaine et celui où se concentrent les plus grands risques.

● ARABIE SAOUDITE

L'Arabie saoudite est l'autre maillon dangereux. Le 25 septembre, Riyad a fait un pas considérable en direction des Etats-Unis non seulement en annonçant la rupture de ses relations diplomatiques avec le régime des talibans, mais en reconnaissant que des Saoudiens participent au terrorisme mondial. Mais Riyad ne souhaite manifestement pas s'engager aux côtés des Etats-Unis comme lors de la guerre du Golfe en 1991. La participation directe à l'intervention contre l'armée irakienne et les facilités militaires consenties depuis sur le territoire saoudien, berceau de l'islam, aux *« infidèles »* américains, sont à l'origine du combat d'Oussama Ben Laden et de la haine persistante qu'il voue à la monarchie saoudienne.

Oussama Ben Laden a été déchu de sa nationalité saoudienne en 1994, et sa puissante famille a officiellement rompu les liens avec lui. Mais tous les experts s'accordent à penser qu'une partie importante des fonds dont disposent les réseaux terroristes sont d'origine saoudienne et transitent par des banques, des société-écrans, des organisations caritatives.

L'anti-américanisme travaille à tous les niveaux la société saoudienne, nourri par le soutien des Etats-Unis à Israël dans le conflit israélo-palestinien. La monarchie a composé avec cet anti-américanisme ces dernières années et les relations entre Riyad et Washington s'étaient sensiblement refroidies . L'Arabie saoudite détient 25 % des réserves mondiales de brut, ce qui limite les possibilités de pressions occidentales sur ce pays.

> Les Etats-Unis cherchent à rallier un grand nombre de pays sans déstabiliser le monde musulman

● RUSSIE

Immédiatement après les attentats, la Russie a choisi le camp occidental en acceptant, au Conseil de sécurité de l'ONU, de reconnaître aux Américains un droit de *« légitime défense »*. Le 24 septembre, malgré les réticences des militaires et de certains milieux politiques russes, le président Vladimir Poutine a offert à Washington une coopération sans précédent en promettant l'ouverture de son espace aérien, voire une participation à certaines opérations *« de sauvetage et de recherche »*, ainsi qu'une augmentation de l'aide à l'Alliance du Nord.

Cette attitude n'est pas sans contreparties : Moscou espère notamment avoir les mains libres dans sa politique de répression en Tchétchénie.

> L' Arabie saoudite a fait un pas considérable en reconnaissant que des Saoudiens participent au terrorisme international. La monarchie a dû affronter l'anti-américanisme de la société qui s'est nourri du soutien de Washington à Israël dans le conflit israélo-palestinien

● ASIE CENTRALE

La décision de coopérer avec Washington, même avec le feu vert de Moscou, peut être lourde de conséquences dans les républiques voisines de l'Afghanistan dont les autorités redoutent l'essor des mouvements islamistes parmi des populations très démunies.

Le Tadjikistan s'est dit prêt à coopérer. L'Ouzbékistan n'a pas encore indiqué clairement sa position. Le président du Turkménistan, Saparmourad Niazov, a fait savoir qu'il acceptait la mise en place de couloirs humanitaires terriens et aériens dans son pays. Le Kazakhstan est disposé à coopérer *« complètement »* avec les Etats-Unis, notamment en les laissant utiliser son espace aérien. Le président kirghiz a promis le libre accès à l'espace aérien.

● MOYEN-ORIENT

La condamnation des attentats par l'Iran et par la Syrie a été saluée par les Etats-Unis. Les présidents iranien Mohammad Khatami et syrien Bachar Al-Assad ne sont toutefois pas favorables à une riposte armée des Américains ; ils ont appelé à une action internationale *« sage »* et placée sous l'égide de l'ONU. C'est aussi la position de l'Algérie.

Tous les dirigeants du Moyen-Orient et du Maghreb insistent sur l'urgence de résoudre la question palestinienne, en la liant plus ou moins directement aux attentats anti-américains.

● ASIE

Comme la Russie, la Chine trouve son intérêt au mot d'ordre mondial de la lutte contre le terrorisme. Elle a immédiatement reconnu aux Etats-Unis le droit de *« légitime défense »*, mais vraisemblablement plutôt pour pouvoir continuer de faire entendre sa voix.

Le Japon a pris une décision sans précédent, qui implique une nouvelle interprétation de sa Constitution, en offrant son soutien logistique à une opération de riposte militaire américaine.

Le Monde *du 27 septembre*

Une coalition en trompe-l'œil

par Alain Frachon

Le paysage géopolitique a-t-il vraiment changé ? Le combat contre le terrorisme est-il devenu le principe organisateur des relations internationales, celui qui reléguerait au second plan la multitude des autres conflits, les désordres d'avant ?

Au lendemain des attentats du 11 septembre, certains n'hésitaient pas à déceler un bouleversement général : la lutte contre le terrorisme international devenait la priorité des priorités ; elle réorientait les diplomaties de nombre d'Etats. Les massacres de New York et de Washington imposaient d'ignorer les vieilles lignes de fracture et, donc, de conclure de nouvelles alliances.

Les Etats-Unis assemblaient ainsi, derrière eux, une coalition contre le terrorisme islamiste des plus éclectiques : y étaient rangés pêle-mêle les alliés européens, mais aussi la Russie, la Chine, à peu près tous les Etats arabes, les Palestiniens, l'Iran, le Pakistan et même le Soudan. Pourtant, si rien ne devait plus – ne doit plus – être comme avant (le 11 septembre) sur la scène internationale, alors cela n'a guère duré. Parce que tout semble, au contraire, y retourner à grande vitesse. Et tout semble indiquer qu'on assiste à un effritement de ladite coalition.

> Nulle part ailleurs qu'au Proche-Orient la coalition ne paraît plus circonstancielle. En apparence, pas une capitale de la région n'a osé dire non à Washington. En réalité, les réticences sont nombreuses

Elle a correspondu à un moment de stupeur et d'effarement devant l'action de ces pirates de l'air, enfants perdus, mais américanisés, de la richissime Arabie saoudite. Elle a manifesté la puissance diplomatique des Etats-Unis. Elle a eu un mérite opérationnel, enfin : celui d'isoler l'Afghanistan des talibans. Mais au-delà de cela, qui n'est déjà pas si mal mais relève de la conjoncture, la coalition correspond- elle à quelque chose de plus profond ? Les attentats de Washington ont-ils convaincu les coalisés de faire passer au second plan leurs intérêts d'Etat quand ceux-ci ne se confondent pas avec la lutte contre le terrorisme ? Rien n'est moins sûr.

Le ralliement des Européens est sincère mais conditionnel. Il dépend de l'ampleur que prendra la riposte américaine. Les services de renseignement européens coopèrent pleinement avec ceux des Etats-Unis. Mais nombre d'Etats du Vieux Continent ne sont finalement pas si fâchés de voir l'Amérique agir militairement seule, ou presque, en dehors du cadre de l'OTAN. Le ralliement de la Russie est beaucoup plus ambigu et assurément plus intéressé. Vladimir Poutine est arrivé au pouvoir en « surfant » sur une vague d'attentats terroristes qui lui ont trop opportunément permis de relancer les opérations en Tchétchénie.

On voit bien ce qu'il aurait à gagner dans un marché informel avec Washington : sa solidarité active dans la lutte contre Ben Laden en échange d'une latitude totale dans la sale guerre qu'il poursuit au Caucase – le feu vert lui étant d'autant plus volontiers accordé que les indépendantistes tchétchènes ont pu avoir le soutien de quelques bandes « benladénistes ».

Plus distante, l'association de la Chine à la coalition relève du même genre de calculs. Ce sont ceux d'un Etat exploitant une situation donnée pour réaliser au mieux ses objectifs. A quelques semaines de son entrée dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Pékin veut, à l'intérieur, dans le Xinjiang, pouvoir réprimer en toute tranquillité un mouvement autonomiste de musulmans ouïgours. Encore plus paradoxale est la relation développée avec un autre pays clé de la coalition, le Pakistan. Le « pays des purs » est constitutionnellement un pays intégriste musulman. Ses services secrets et son armée protègent et appuient les écoles religieuses et les camps d'entraînement d'où sont sortis les talibans et les fantassins de Ben Laden. Une partie de l'establishment militaro-politique pakistanais est intimement liée à ces bandes islamistes qu'Islamabad utilise dans la lutte menée au Cachemire indien.

Mais nulle part ailleurs qu'au Proche-Orient la coalition ne paraît plus circonstancielle. En apparence, pas une capitale de la région n'a osé dire non à Washington. En réalité, les hésitations à se ranger activement dans la coalition sont nombreuses et, souvent, ouvertement exprimées. Chez les radicaux d'abord, à Damas et à Téhéran. Chez les modérés, la méfiance est de même nature et à peine moins voilée. A Amman, au Caire, à Beyrouth, on n'ose afficher une vraie solidarité avec les Etats-Unis de peur de heurter de front des opinions publiques qui ressentent comme profondément injuste la politique américaine dans la région – qu'il s'agisse de l'Irak ou du conflit israélo- palestinien.

L'Arabie saoudite, régime fondamentaliste absolu et terre nourricière de l'intégrisme musulman de par le monde, allié politique et militaire de l'Amérique, qu'on aurait cru moralement endetté du fait que Ben Laden fut l'un de ses fils, a refusé son aide militaire à George W. Bush. Celui-ci vient de sentir le danger, en déclarant – tardivement – son attachement à la création d'un Etat palestinien.

Au Proche-Orient comme ailleurs, de la Tchétchénie au Xinjiang, les conflits qui restent déterminants et qui sont perçus par les intéressés comme *« centraux »*, ceux qui définissent l'action des Etats restent, pour le moment, ceux de *« l'avant-11 septembre »*.

Le Monde *du 5 octobre*

Islamabad soutient Washington, à quelques conditions

ISLAMABAD
de notre envoyée spéciale

Le président Pervez Moucharraf a réitéré, le 30 septembre sur CNN, que le Pakistan souhaite un gouvernement ami en Afghanistan ; ce gouvernement devra prendre en considération la composition ethnique du pays, c'est-à-dire la majorité pachtoune de la population.

Dans son adresse à la nation pakistanaise pour expliquer sa décision de soutenir les Etats-Unis, le 19 septembre, le président Moucharraf avait violemment dénoncé les tentatives indiennes de s'immiscer dans la politique afghane. Depuis toujours, la politique pakistanaise en Afghanistan a visé à s'assurer d'un gouvernement ami à Kaboul, qui permette d'utiliser le pays pour disposer d'une profondeur stratégique face à l'Inde.

L'aide américaine à l'Alliance du Nord – qui regroupe à la fois des Tadjiks, des Ouzbeks et des Hazaras – est donc mal ressentie à Islamabad. Le problème est que les talibans n'aident pas beaucoup le Pakistan à promouvoir une solution alternative à laquelle ils pourraient prendre part. Les deux délégations pakistanaises envoyées à Kandahar auprès du chef suprême des talibans, le mollah Mohammad Omar, pour souligner les dangers de la situation et l'inciter à faire preuve de souplesse au sujet de Ben Laden se sont soldées par un échec. Le président Moucharraf a admis que *« les espoirs sont très faibles de voir les talibans se plier aux demandes américaines de livrer Ben Laden »*.

> Le Pakistan a fait savoir aux Etats-Unis qu'il souhaite un gouvernement ami en Afghanistan

La rigidité des talibans complique sérieusement la tache du Pakistan au moment où, pour l'heure très discrètement, le pays est de plus en plus sollicité par les Etats-Unis. Si le général Moucharraf a affirmé que, *« pour l'instant, aucune troupe* [étrangère] *n'est basée au Pakistan »*, il est désormais clair que des commandos américains opérant en Afghanistan sont passés de nuit par le territoire pakistanais. Ces commandos bénéficieraient aussi sur le terrain de l'aide des services de renseignement pakistanais, les mieux placés pour connaître Ben Laden et son réseau en Afghanistan.

Le président Moucharraf a précisé toutefois qu'il n'aimerait pas que l'armée pakistanaise traverse la frontière vers l'Afghanistan. Pour toute opération, a souligné le général, un *« parapluie de l'ONU serait très utile »*, de même qu'une bénédiction de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), pour *« enlever dans l'esprit des Pakistanais l'idée que nous sommes le seul pays musulman engagé dans cette campagne »*.

Françoise Chipaux
Le Monde *du 2 octobre*

ANTONIN KRATOCHVIL

■ ***Manhattan, manifestation pacifiste au lendemain des attentats.***

Le tournant occidental de Vladimir Poutine

par Daniel Vernet

Vladimir Poutine ne demande rien. Il a spontanément appelé le président George W. Bush dès le soir du 11 septembre et il a décidé, seul, de placer son pays dans la coalition antiterrorisme dirigée par les Etats-Unis. Il a rompu ainsi, en quelques jours, avec l'antiaméricanisme de la politique extérieure russe, vivace depuis toujours après avoir fléchi au début des années 1990.

Il l'a fait contre l'establishment militaire, la bureaucratie du ministère des affaires étrangères et une majorité de la société russe. Pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir, il a pris une décision susceptible de lui aliéner le soutien populaire sans précédent dont il bénéficie, et le risque de se retrouver dans la situation d'un Gorbatchev, vénéré à l'étranger mais honni chez lui.

Il n'a rien négocié en échange. Ce qui ne signifie pas qu'il n'attende rien. Au contraire. De la réduction des armements stratégiques à un accord sur le traité ABM, de l'entrée dans l'Organisation mondiale du commerce à l'effacement de la dette, de la guerre en Tchétchénie à l'élargissement de l'OTAN, les sujets ne manquent pas où les discussions ont été rudes avec Washington au cours des derniers mois.

Avec son soutien à la stratégie américaine en Afghanistan, le président russe tient une monnaie d'échange. Mais il entend en user en homme d'Etat, non en quémandeur. *« Pour combattre le terrorisme, nous ne demandons aucune*

Le président russe fait le choix de l'intégration

faveur à l'Occident, a-t-il déclaré à la chaîne de télévision ABC, *ni en termes d'adhésion à l'OMC ni en ce qui concerne notre dette extérieure. Cette lutte est dans l'intérêt vital de tous, donc aussi dans le nôtre. (...) Nous voulons nous intégrer de plus en plus dans les structures internationales, et cela aussi nous semble aller dans l'intérêt de tous. »*

Vladimir Poutine ajoute que cette politique n'est pas nouvelle, mais qu'avant le 11 septembre elle passait inaperçue ; depuis, elle est devenue évidente. Ce n'est qu'une face de la vérité. L'autre face est marquée par les tentatives russes de jouer un rôle en flirtant avec les *« Etats voyous »*, en vendant des armes aux adversaires des Etats-Unis, voire en apportant une contribution discrète mais réelle à la prolifération des armes de destruction massive. Après les déconvenues essuyées par Gorbatchev dans sa dernière période et par Eltsine dans sa première, Moscou misait sur les deux tableaux parce que la politique de rapprochement avec l'Occident n'avait pas apporté les bienfaits escomptés.

Au contraire, elle avait nui à ses promoteurs. Il n'est donc pas exagéré de parler d'un tournant dans la politique étrangère russe au lendemain du 11 septembre. Les partisans de ce changement, qui se recrutent souvent parmi les hommes politiques et observateurs russes à l'origine les plus critiques à l'égard de Poutine, parlent d'une *« deuxième chance »* pour les rapports avec l'Occident, après celle offerte immédiatement dans les mois qui ont suivi la disparition de l'Union soviétique en 1991, une *« deuxième chance »* qu'il ne faut pas, cette fois, gaspiller. Ils s'inquiètent à ce propos du peu d'empressement manifesté par les Américains pour associer concrètement la Russie aux actions menées contre le terrorisme, notamment en Afghanistan, au-delà des bonnes paroles de gratitude. Ils reconnaissent que les alliés traditionnels des Etats-Unis ne sont en l'occurrence pas mieux lotis, tout en estimant avoir plus à offrir pour des raisons historiques et géographiques.

Sans doute Vladimir Poutine peut-il retirer des avantages immédiats de sa prise de position. Comme le dit crûment un de ses conseillers, Sergueï Karaganov, *« après les bombardements sur l'Afghanistan, les Américains et les Britanniques ont perdu le droit moral de critiquer la Russie sur la manière dont elle mène la guerre en Tchétchénie »*. Et d'ajouter : *« Il est très vraisemblable que dans deux ans, des soldats russes auraient dû faire la même chose que ce que les Américains font actuellement pour nous »* contre les talibans, parce que la Russie aurait dû intervenir pour couper le soutien aux Tchétchènes. Il y a donc, pour la première fois depuis longtemps, une concordance des intérêts russes et occidentaux. Toutefois, les raisons qui ont poussé le président russe à prendre des risques intérieurs, ne se limitent pas à des considérations à court terme.

La Russie postcommuniste est placée devant un choix : le révisionnisme ou l'intégration. Vladimir Poutine semble avoir saisi l'« effet d'aubaine » produit par le 11 septembre pour se ranger résolument du côté de l'intégration. Peut-être a-t-il compris que la Russie n'avait pas les moyens de retrouver l'influence perdue en prenant la tête des contestataires et qu'au contraire, elle avait une occasion inespérée de réussir sa jonction avec l'Occident, en se plaçant résolument du côté de ce que les « occidentalistes » russes appellent *« le monde civilisé »*.

L'enjeu est aussi interne. Vladimir Poutine peut-il renoncer à une « spécificité » russe en politique étrangère pour adhérer à un système international déterminé par les démocraties occidentales et succomber en même temps à une forme de « despotisme asiatique » en politique intérieure ? Les réponses russes sont partagées parce que la base sociale de l'« occidentalisation » est relativement faible. L'échec des héritiers des communistes aux diverses élections organisées depuis dix ans a peu profité aux démocrates et aux libéraux et plus aux représentants des « structures de force dont Poutine est l'émanation et qui ne sont tentés ni par le rapprochement avec l'Ouest, à l'extérieur, ni par la démocratisation, à l'intérieur.

Daniel Vernet
Le Monde *du 15 novembre*

M. Chirac, un européen à la Maison Blanche

WASHINGTON
de nos envoyés spéciaux

Jacques Chirac était le premier dirigeant étranger à être reçu, le 18 septembre, par George W. Bush depuis les attentats. Il était donc aussi le premier Européen à être ainsi en mesure de préciser devant le président américain jusqu'où la solidarité des pays de l'OTAN à une action de représailles pourrait aller.

Autant dire que sa position revêtait une relative importance aux yeux des Américains, comme premier signe tangible de la mise en place de la coalition annoncée par l'équipe du président Bush depuis une semaine.

> « La France ne peut se dérober à l'affirmation de sa solidarité avec les Etats-Unis parce que l'histoire le commande, la morale l'exige et l'intérêt l'impose »

L'importance de cette visite s'est mesurée d'emblée à la présence, dans le bureau ovale qui servait de cadre à l'entretien, de presque tous les poids lourds de l'administration Bush : le vice-président Richard Cheney, le secrétaire d'Etat Colin Powell et la conseillère pour la sécurité nationale du président Condoleezza Rice. Et par la présence, devant la Maison Blanche, de nombreux journalistes américains. A l'issue de deux heures d'entretiens, le président français a donc lancé : *« La coopération militaire, naturellement, peut se concevoir, mais dans la mesure où nous nous serions préalablement concertés sur les objectifs et les modalités d'une action dont le but est l'élimination du terrorisme. »* Ce que le porte-parole de la Maison Blanche Sean McCormack a aussitôt traduit par : *« Nos deux pays sont unis et ils le resteront dans le conflit. »*

Les milieux politiques américains n'étaient pas, jusque-là, tout à fait convaincus de la solidarité pleine et entière de la

Le président français a été le premier dirigeant reçu par George W. Bush après les attentats

France. Ils s'étaient inquiétés, ces derniers jours, des déclarations du premier ministre, Lionel Jospin, et du ministre de la défense, Alain Richard, qui paraissaient émettre des réserves quant à la participation à une éventuelle intervention militaire demandée par les Etats-Unis.

Sur ce point, M. Chirac est lui aussi resté elliptique.

Lors de conversations avec la presse à Paris, ces jours derniers, le président n'a pas caché qu'il considère que la France ne peut se dérober à l'affirmation de sa solidarité avec les Etats-Unis, *« parce que*, dit-il, *l'Histoire le commande, la morale l'exige et l'intérêt l'impose »* et que nous sommes *« potentiellement visés et visables »*. Mais le chef de l'Etat considère qu'il *« ne faut pas frapper à l'aveuglette. Il faut être sûr des objectifs »*.

Après son entretien avec M. Bush, le président français a donc surtout insisté sur la nature de la coopération internationale à mettre en place pour renforcer les moyens de lutte de la communauté internationale contre ce fléau. *« Cela comporte toute une série d'initiatives dans les domaines judiciaires, du renseignement, contre le blanchiment de l'argent sale qui alimente le financement des terroristes »*. Aux yeux des Américains, en effet, la France semble dotée d'une certaine avance en matière de lutte contre le terrorisme. Elle est aussi, considèrent-ils, susceptible de détenir des informations qui sont pour eux, aujourd'hui, de la plus grande importance.

Enfin, M. Bush n'a pas caché qu'il considère que les relations de la France dans le monde arabe pourraient aussi aider – en montrant son engagement auprès des Etats-Unis – à justifier leurs initiatives dans cette partie du monde.

Patrick Jarreau et Raphaëlle Bacqué
Le Monde *du 20 septembre*

Les ambiguïtés de l'alliance américano-pakistanaise

Comment les Etats-Unis ont-ils été conduits à soutenir un Etat pro-islamiste, compromis avec des mouvements fondamentalistes, qui plus est doté de l'arme nucléaire ? Comment, tout en ayant été les protecteurs du Pakistan sur le plan diplomatique, financier et militaire, se sont-ils montrés aussi peu capables de prévoir, et d'empêcher, une telle radicalisation ? Et comment se fait-il qu'ils soient aussi détestés dans un pays qui fut si longtemps un maillon-clé de leur dispositif antisoviétique pendant la guerre froide ?

L'histoire des relations américano-pakistanaises a été marquée par l'utilisation d'un allié lointain mais qui pouvait se révéler stratégique en période de crise avec Moscou, tandis que celui-ci s'efforçait de dépasser un rôle subalterne pour manipuler Washington à son profit.

Après l'invasion soviétique de l'Afghanistan, les Américains se sont lancés à corps perdu dans la guerre, avec le soutien financier de l'Arabie saoudite, l'appui logistique de la Chine et le grand arrière pakistanais, qui non seulement fournissait son territoire comme base d'entraînement aux moudjahidins, mais s'activait vivement sur le terrain par le biais de ses services spéciaux, l'ISI.

L'aide passait par leur intermédiaire, Washington se préoccupant uniquement d'armer des maquisards antisoviétiques – y compris de missiles antiaériens Stinger – sans vouloir voir qui il armait et quelles pourraient en être les conséquences. Les militaires pakistanais y trouvaient le moyen de continuer leur « grand jeu » afin de briser ce qu'ils voyaient comme un encerclement entre l'Inde prosoviétique et un Afghanistan devenu satellite du Kremlin. Oubliant les anciens contentieux sur le nucléaire et les droits de l'homme, les Etats-Unis pensaient exclusivement guerre froide.

Les Etats-Unis ont été amenés à soutenir un pays pro-islamiste

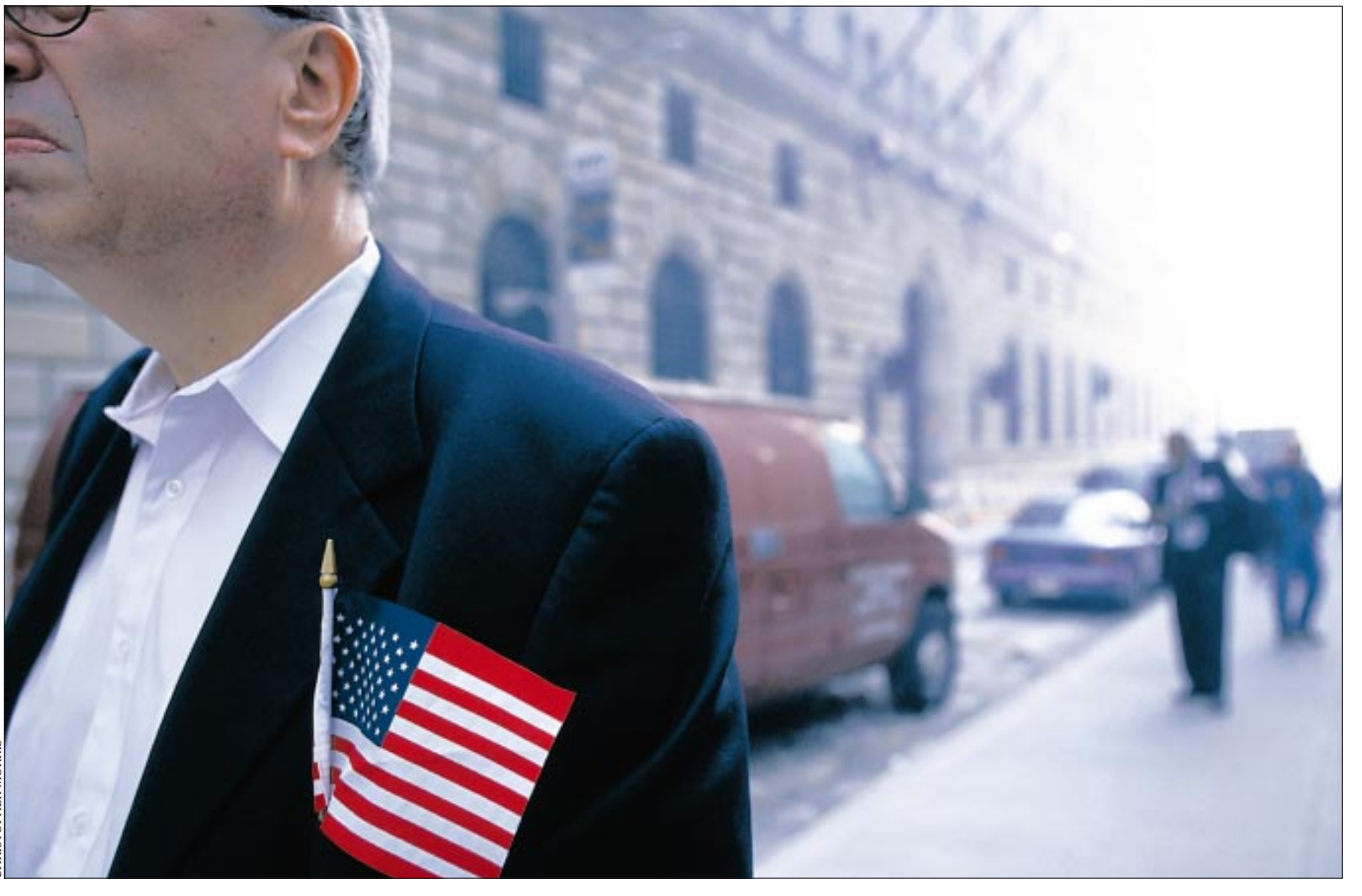
Au point qu'il fallut attendre 1998 pour qu'ils se réveillent et imposent de nouvelles sanctions au Pakistan alors qu'ils étaient au courant depuis 1996 des avancées de son programme nucléaire et qu'ils avaient résisté aux pressions d'Israël, inquiet des risques de prolifération de ce que Bhutto avait qualifié de « bombe islamique ». Entre-temps, Reagan avait été remplacé par George Bush, le père du président actuel, les Russes avaient quitté l'Afghanistan, et la région avait perdu beaucoup de son intérêt.

Durant les années 1990, les clignotants étaient tous passés au rouge. Croulant sous le poids de son budget militaire, le Pakistan voyait son économie s'effondrer. La tension avec l'Inde s'exacerbait au Cachemire, où les islamistes utilisaient la formation et les armes acquises en Afghanistan avec l'encouragement des militaires d'Islamabad. Elle culmina en 1998, avec les premiers essais nucléaires de part et d'autre, qui prirent la CIA de court.

Le fondamentalisme musulman, relancé par Zia, et toléré, voire soutenu, par une classe politique qu'il a infiltrée, tout comme l'armée, était devenu le terreau d'un nouveau terrorisme : c'est dans les écoles coraniques du Pakistan qu'ont été formés les talibans avant d'être poussés vers le pouvoir par l'ISI avec la connivence aveugle de Washington. Et les premiers attentats anti américains, comme celui du World Trade Center de 1993, confirmèrent les liens entre la nébuleuse terroriste islamiste, l'Afghanistan et le Pakistan.

A Washington, on se désintéressait à nouveau de cette région où New Delhi avait remplacé Islamabad comme principal partenaire. Privés d'aide en représailles contre leur politique nucléaire et travaillés au corps par un islamisme minoritaire mais très actif, les Pakistanais étaient devenus de plus en plus anti-américains.

Patrice de Beer
Le Monde *du 28 septembre*



CHRISTOPHER MORRIS

■ ***New York, lundi 17 septembre, la réouverture de Wall Street, fermée depuis les attentats du 11.***

Mission de la dernière chance chez le mollah Omar à Kandahar

ISLAMABAD
de notre envoyée spéciale

Dans une tentative de la dernière chance, une délégation pakistanaise de haut niveau comprenant à la fois des responsables du ministère des affaires étrangères, du ministère de l'intérieur et des services secrets pakistanais (Inter-service Intelligence, ISI) est arrivée tôt, lundi 17 septembre, à Kandahar, fief des talibans et lieu de résidence de leur chef, mollah Mohammad Omar.

La délégation a été immédiatement reçue par Wakil Ahmad Mutawakil, le ministre des affaires étrangères taliban. Elle devrait rencontrer mollah Omar dans l'après-midi. Cette délégation n'a qu'un but : délivrer aux talibans un ultimatum sans ambiguïtés : livrez Oussama Ben Laden aux Etats-Unis, ou risquez des représailles massives. La délégation pakistanaise fera valoir aux talibans que toute la communauté internationale est mobilisée pour attaquer l'Afghanistan. Elle pourrait leur présenter un délai de trois jours.

Le Pakistan adresse un ultimatum aux talibans pour livrer Ben Laden

Le fait que le numéro deux de l'ISI soit membre de cette délégation est significatif : de leur avènement au pouvoir jusqu'à aujourd'hui, les talibans ont toujours été très proches des services secrets pakistanais. De plus, le chef de l'ISI, le général Ahmed Mahmood, vient de rentrer de Washington. Peut-être a-t-il donné à son adjoint des éléments de preuves rassemblés par les Etats-Unis contre Ben Laden.

Jusqu'à présent, mollah Omar s'est toujours refusé à livrer Oussama Ben Laden, allant jusqu'à affirmer que « *ce serait trahir un dogme de l'islam que de livrer Ben Laden à des non-musulmans* ». Les talibans affirment sur tous les tons que Ben Laden est trop isolé en Afghanistan pour avoir pu monter une opération de l'ampleur de celle du 11 septembre. Ils réclameront en tous cas des preuves solides de son implication avant toute décision. A leurs yeux, les Etats-Unis n'ont jamais étayé sérieusement leurs acccusations contre Ben Laden. C'est pourquoi les talibans ont toujours refusé d'envisager un procès de Ben Laden, y compris devant des oulémas afghans.

Le dilemme des talibans est d'autant plus sérieux que livrer Ben Laden serait, pour eux, renier une part de leur identité, souhaitée ou avérée : être des purs et durs défenseurs de l'islam. Ce serait renier en outre le code d'honneur pashtou, selon lequel même l'assassin mérite protection s'il a cherché refuge dans votre maison. Or, les talibans estiment que Ben Laden est innoncent. « *La moitié de l'Afghanistan a été détruite pendant les vingt ans de guerre. Et je suis désireux de sacrifier la moitié qui reste de mon pays en essayant de protéger Ben Laden* », affirmait, il y a quelques mois, mollah Omar, dans un entretien avec le journaliste pakistanais Rahimullah Yusufzaï. Rien ne permet de penser que les choses ont changé depuis, d'autant que la rationalité n'est pas forcément le critère utilisé par le chef suprême des talibans. En mars déjà, pour sauver les bouddhas géants de Bamiyan, la mission de la dernière chance menée par le ministre de l'intérieur pakistanais auprès de mollah Omar avait échoué. Le chef des talibans avait fait savoir que, dans son dernier songe, il avait vu Dieu lui demander des comptes pour n'avoir pas détruit les bouddhas. Mollah Omar a cependant convoqué, mardi, à Kaboul, une réunion de tous les oulémas d'Afghanistan qui pourraient adopter une fatwa déclarant la guerre sainte contre les Etats-Unis en cas d'attaque contre le pays.

Les talibans ont adopté une attitude de défi face à la communauté internationale, menaçant même leurs voisins de représailles au cas où ils aideraient les Etats-Unis.

Le mollah Omar : « Ce serait trahir un dogme de l'islam que de livrer Ben Laden à des non-musulmans. » Les talibans affirment ne pas craindre les représailles américaines

« *La possibilité d'une attaque massive par nos moudjahidines ne peut être exclue si n'importe lequel de nos voisins offre son sol ou ses bases aériennes aux Etats-Unis* », a affirmé un communiqué du ministère des affaires étrangères. « *Il est possible que nous envahissions n'importe quel pays qui fournit un accès aux Etats-Unis.* (...) [Les Etats-Unis] *seront responsables des graves conséquences et de l'instabilité de la région* ». Les talibans ont ordonné le départ de tous les étrangers d'Afghanistan, affirmant qu'ils ne pouvaient garantir leur sécurité en cas d'attaque américaine. Les derniers travailleurs humanitaires, en particulier ceux du Comité international de la Croix-Rouge, ont regagné le Pakistan, laissant la population afghane à ses angoisses.

Les Kaboulis qui le peuvent, ainsi que certains responsables talibans de grade intermédiaire, ont commencé à quitter la ville alors que les autres cherchent à faire des provisions. La famille d'Oussama Ben Laden, ses femmes et ses enfants, a aussi quitté Kandahar vers une destination plus sûre à la campagne, suivie par les nombreux combattants arabes qui résidaient dans cette ville.

Françoise Chipaux
Le Monde *du 18 septembre*

George Bush s'attaque à l'argent de Ben Laden

Les Etats-Unis souhaitent le soutien de la communauté internationale

NEW YORK
de notre correspondant

Les Etats-Unis ont lancé, lundi 24 septembre, leur première offensive contre les réseaux d'Oussama Ben Laden. L'opération n'est pas militaire, pas très spectaculaire, mais sans précédent. Il s'agit « *d'une frappe contre les fondations financières des terroristes* », selon les propres mots de George Bush. Le président des Etats-Unis a annoncé le gel dans le monde entier des avoirs de vingt-sept individus et entités soupçonnés d'être associés à Ben Laden. Cette mesure signée par décret, dimanche 23 septembre, concerne les Etats-Unis mais aussi et surtout les établissements financiers et les gouvernements étrangers, qui devront coopérer s'ils ne veulent pas s'exposer à des mesures de rétorsion. Washington met en pratique la doctrine fixée par George Bush lors de son discours à la nation du 21 septembre : « *Chaque pays dans chaque région a une décision à prendre maintenant, être avec nous ou avec les terroristes.* »

Dans les jardins de la Maison Blanche, avec à ses côtés le secrétaire d'Etat Colin Powell et le secrétaire au Trésor Paul O'Neill, M. Bush a averti solennellement « *les banques et les institutions financières du monde. Nous travaillerons avec vos gouvernements et leur demanderons de bloquer la capacité des terroristes à accéder à leurs fonds. Si vous refusez de nous aider et de divulguer les informations dont vous disposez ou de geler les comptes, le département du Trésor dispose désormais de l'autorité nécessaire pour bloquer vos avoirs et vos transactions aux Etats-Unis... Nous savons que beaucoup de ces individus et de ces groupes opèrent essentiellement à l'étranger et qu'ils n'ont pas énormément d'argent aux Etats-Unis. Nous avons donc développé une stratégie pour en tenir compte* », a-t-il ajouté.

En 1998, l'administration Clinton avait déjà bloqué les avoirs de Ben Laden, mais seulement aux Etats-Unis. Cette fois, il n'est plus question de s'arrêter aux frontières. Pour se conformer aux exigences américaines, certains paradis fiscaux comme la Suisse, le Luxembourg, les îles Caïmans et bien d'autres devront sérieusement modifier leur législation en matière de secret bancaire.

Le décret présidentiel comporte en annexe la liste des vingt-sept individus et entités mis à l'index, « *en fonction de preuves irréfutables* », Oussama Ben Laden et ses onze principaux lieutenants, onze groupes terroristes et quatre organisations caritatives. « *Cette liste n'est qu'un début* », a affirmé M. Bush. Une des premières décisions après les attaques du World Trade Center et du Pentagone a été justement de créer à Washington le « Foreign Terrorist Asset Tracking Center » (le centre de recherche des avoirs terroristes à l'étranger), émanation de la CIA, du FBI, de la National security agency (les services d'écoutes), du service des douanes et d'autres agences gouvernementales. Sa seule mission, depuis le 11 septembre, consiste à éplucher les comptes des dix-neuf kamikazes impliqués dans les détournements d'avions afin d'établir les liens avec les organisations liées à Ben Laden.

Eric Leser
Le Monde *du 26 septembre*

Les vingt-sept individus et organismes mis à l'index

George Bush a annoncé une liste de vingt-sept entités dont les avoirs doivent être gelés. Douze personnes, onze groupes et quatre organisations caritatives y figurent. Les douze individus sont Oussama Ben Laden et ses lieutenants : – Oussama Ben Laden – Mohammed Atef (Sobhi Abou Sitta, Abou Hafs Al Masri) – Sayf Al Adl – Cheikh Said (Moustafa Mohammed Ahmad) – Abou Hafs le Mauritanien (Mahfouz Ould Al Walid, Khaled Al Chankiti) – Ibn Al Cheikh Al Libi (libyen) – Abou Zoubaydah (Zein Al Abidin Mohammed Hussein, Tarek) – Abdel Hadi Al Iraqi (Abou Abdallah) (irakien) – Ayman Al Zawahri – Tharwat Salah Chihata – Tarek Anouar Al Sayyed Ahmad (Fathi, Amr Al Fateh) – Mohammad Salah (Nasr Fahmi Nasr Hassanein)

Onze groupes considérés comme terroristes : – Al Qaida (Afghanistan) – Le groupe Abou Sayyaf (Philippines) – Le groupe islamique armé GIA (Algérie) – Harakat al-Moujahidine (Cachemire) – Al Jihad (Egypte)– Le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (Ouzbékistan) – Asbat Al Ansar (Liban) – Le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (Algérie) – Le Groupe de combat islamique libyen (Libye) – Al Itihad al Islamiya (Somalie) – L'Armée islamique d'Aden (Yémen) Quatre organisations caritatives : – Makhtab Al Khidamat/Al Kifah (liée à Al Qaida) – L'organisation humanitaire Wafa Al Rashid Trust (Pakistan) – Maamoun Darkazanli - Import-Export Company

Le Monde *du 26 septembre*

Les talibans offrent le dialogue aux Etats-Unis

Les oulémas conseillent aux autorités afghanes de persuader Ben Laden de quitter le pays

Conscients de l'enjeu d'une éventuelle attaque américaine sur l'Afghanistan pour l'avenir de leur régime, les talibans multiplient les gestes d'ouverture de nature à miner, selon eux, la légitimité d'un assaut américain. La décision du petit millier d'oulémas réunis à Kaboul, à la demande du chef suprême des talibans, Mollah Mohammad Omar, de demander à « *l'Emirat islamique (d'Afghanistan) de persuader Oussama Ben Laden de quitter librement l'Afghanistan pour l'endroit de son choix, au moment approprié* » s'inscrit dans cette volonté de montrer au monde, et sans doute en particulier au monde islamique, que les talibans font de leur mieux pour répondre aux préoccupations internationales.

« *Si l'Amérique ne fait pas preuve de retenue, même après les décisions* (que les religieux afghans viennent de prendre), *une guerre sainte deviendra nécessaire et l'ensemble de la communauté musulmane devra lui apporter son soutien* », affirment en effet les oulémas dans leur déclaration. Concrètement, la décision des oulémas, qui doit être encore endossée par Mollah Omar, ne change pas grand- chose. Ce n'est pas la première fois qu'un départ d'Oussama Ben Laden d'Afghanistan est envisagé. Deux fois, déjà, la possibilité avait été évoquée, mais aucun pays d'accueil n'avait été trouvé.

L'an dernier, Ben Laden avait offert à Mollah Omar de partir et celui-ci n'avait pas dit non, donnant même l'ordre aux talibans de faciliter ce départ. Mollah Omar avait précisé que Ben Laden serait toujours considéré comme un « *hôte* » protégé s'il ne trouvait pas d'autre lieu de séjour. Dans le passé, Ben Laden avait évoqué comme éventuel refuge « *les montagnes du Yémen* », pays dont sa famille est originaire et dans lequel il compte des partisans solides.

PAKISTAN MENACÉ

La Tchéchénie avait été aussi évoquée, comme certaines régions d'Asie centrale – Tadjikistan, Ouzbékistan – où les guérillas islamistes sont actives. A présent, le Pakistan bruit de rumeurs sur le départ de Ben Laden. Mais il ne s'agit que de rumeurs. A Kaboul, le ministre taliban de l'éducation, qui a annoncé les décisions des oulémas, a admis que tout départ de Ben Laden « *prendra du temps. Il a beaucoup d'ennemis et doit trouver un endroit approprié pour y aller. C'est une tâche difficile qui ne s'accomplira que lentement* » a affirmé Amir Khan Muttaqi.

La décision des oulémas a quelque peu surpris au Pakistan, étant donné les cinq années d'exil passées par Ben Laden en Afghanistan. « *Compte tenu du fait que les talibans sont des gens qui ont édifié en dogme le bien-être d'un hôte, je suis un peu surpris qu'ils aient dit cela* », a commenté le ministre pakistanais des affaires étrangères, Abdul Sattar.

Mais la décision des oulémas n'a pas impressionné Washington. Outre Ben Laden, les Etats-Unis réclament tout l'état-major de son organisation Al-Qaida, et tous les autres responsables d'organisations islamistes présentes en Afghanistan. Le président Bush a expressément mentionné, par exemple, les islamistes ouzbeks dont le chef Namangani séjourne en Afghanistan. Cherchant à montrer le sérieux de leurs débats, les oulémas ne se sont pas contentés d'exprimer « *leur douleur et leur peine à la suite des attaques aux Etats-Unis* ». Ils ont réclamé « *une enquête des Nations unies et de l'OCI* (Organisation de la conférence islamique) *pour déterminer qui sont les responsables des attentats et prévenir le meurtre d'innocents* ». Bien informés, ils ont demandé « *que l'ONU et l'OCI prennent note de la déclaration du président Bush décrivant l'action militaire envisagée comme une croisade. Cette déclaration a blessé les musulmans et elle crée une situation dangereuse* », considèrent-ils.

Enfin dans un avertissement direct au Pakistan voisin, les oulémas affirment : « *Dans le cas d'une attaque américaine, si n'importe quel musulman, d'Afghanistan ou d'ailleurs, agit en collusion avec l'agresseur et lui fournit des renseignements, il est à même d'être tué car il devient à son tour un agresseur.* » En se montrant ouverts à la discussion, les oulémas et Mollah Omar ont offert de nouveau le dialogue avec les Etats-Unis, tout en cherchant à compliquer la participation de pays islamiques à une éventuelle alliance avec les Etats-Unis. Ce jeu embrouille aussi la donne pour le Pakistan, dans la mesure où les partisans des talibans auront beau jeu de souligner les efforts de ces derniers et que, en fait, ce sont les Américains qui ont décidé d'attaquer à tout prix pour se venger.

Du côté des talibans, la diplomatie s'accompagne toutefois de quelques préparatifs militaires. Alors que certains cadres moyens du régime fuient le pays avec leur famille, et que d'autres responsables se contentent d'envoyer leur proches au Pakistan où la frontière n'est pas fermée pour tout le monde, les talibans recrutent à la fois à l'intérieur de l'Afghanistan et dans les camps de réfugiés au Pakistan.

DE NOUVELLES RECRUES

En Afghanistan, ils mobilisent de nouvelles recrues en zone pasthoune, au sud du pays et à l'est dans la région de Jalalabad. « *Des talibans viennent voir chaque famille pour demander un fils* », confie un travailleur humanitaire dans un camp de réfugiés de la région de Peshawar. « *La situation est très tendue à Quetta car les gens ont peur* », ajoute un autre. Des jeunes Pakistanais de Jaish Mohammad (l'armée de Mohammad) et de Harakat al Moudjahidin, deux mouvements qui ont des camps en Afghanistan, rejoignent aussi leurs unités. Pour l'instant limités, ces mouvements prendront sans aucun doute de l'ampleur le jour où Mollah Omar appellera à la guerre sainte.

Françoise Chipaux
Le Monde *du 22 septembre*

CHRISTOPHER MORRIS

■ ***George W. Bush et Tom Ridge, le nouveau directeur de la sécurité intérieure.***

Tony Blair, un chef de guerre au service de Washington

Entre le 11 septembre, et le début des frappes américaines, le premier ministre britannique a multiplié les voyages, d'Islamabad au Caire, s'imposant comme l'allié privilégié de George W. Bush

La scène se passe le 10 octobre dans les sables du sultanat d'Oman. Pantalon kaki, en bras de chemise, Tony Blair harangue les soldats britanniques. Il leur dit son *« immense fierté »* de ce qu'ils font ici. Sous une tente torride, il avale l'ordinaire – chicken curry et glace aux fraises. A table, il confie à un adjudant que l'un de ses fils songe à faire carrière dans l'armée. Puis il pose pour la photo aux côtés d'un caporal qui porte un tee-shirt datant de la guerre du Golfe, orné d'un slogan expéditif : *« Nous sommes venus, nous avons vu, nous leur avons botté les fesses. »* Tony Blair semble aux anges. Il bavarde, écoute, sourit. Malgré la fatigue, il a rajeuni de dix ans. Il est « Tony Coeur de Lion » en croisade.

Depuis le 11 septembre, le premier ministre britannique se comporte en « chef de guerre » sans peur ni reproche. Apprenant le drame, juste avant de lire un discours très attendu devant le Congrès des syndicats, il change aussitôt d'emploi et de stature. D'emblée, il jauge la tragédie de New York, prononce – sur un ton juste – les bonnes paroles, prend les bonnes décisions. Dans les jours qui suivent, il endosse le plus naturellement du monde les rôles dictés par l'événement : frère d'armes de l'Amérique, ambassadeur itinérant de l'administration Bush, procureur général de l'Occident contre Oussama Ben Laden et ses affidés. Inlassable, il enchaîne les voyages, à la manière d'un Henry Kissinger aux plus belles heures de ses « navettes » diplomatiques. Soixante heures de vol, 50 000 km avalés, de Washington à Islamabad, de Paris au Caire.

Il rencontre les principaux acteurs de la crise, appelle les autres au téléphone, accorde une série d'interviews aux médias du monde arabo-musulman. Plus que tout autre dirigeant, il explique, cherche à convaincre et à convertir. Car Tony Blair, nul n'en doute, est un homme de conviction. C'est d'abord un chrétien, tendance oecuménique. Il avoue trouver du réconfort à lire les *Evangiles*. Il est devenu croyant en 1972, au collège St John's d'Oxford, en écoutant l'un de ses maîtres, un prêtre australien, Peter Thomson. Le jeune Tony avait alors les cheveux très longs et fumait beaucoup. Ironie de l'Histoire, un autre étudiant, souvent vêtu de chemises à fleurs, fréquentait Oxford à l'époque, un certain... Oussama Ben Laden. A quelques mois près, les deux jeunes hommes auraient pu se croiser dans les rues de la vieille ville universitaire.

Dans un article paru le 11 octobre dans le journal arabe basé à Londres *Al-Hayat* , Tony Blair écrit : *« Le prophète Mahomet – qu'il repose en paix ! – aimait dire à ses soldats de ne pas tuer les femmes, les enfants, les non-combattants, les vieillards et les religieux. Il interdisait même qu'on coupe les arbres fruitiers appartenant à l'ennemi ou qu'on empoisonne ses puits. »* Le premier ministre britannique, familier des Ecritures saintes, est sans doute le seul dirigeant occidental à pouvoir tenir ce rôle d'exégète des sourates sans provoquer des quolibets. Imagine-t-on le Texan George W. Bush, qui a réclamé Ben Laden *« mort ou vif »*, se livrer de manière crédible à un tel exercice ?

DAN CHUNG/AP

■ ***Le premier ministre britannique, artisan de la coalition contre Al-Qaida.***

Tony Blair est aussi un brillant avocat – c'est son premier métier –, un orateur inspiré. Il croit, de façon presque mystique, à la puissance d'un raisonnement bien charpenté. C'est un orfèvre en relations publiques, entouré à Downing Street d'une escouade de conseillers en communication, qui sait marteler ses messages, dont son favori *« Nous luttons contre le terrorisme, pas contre l'islam »* revient dans chaque discours. Ainsi a-t-il vite compris l'intérêt d'accorder une interview à l'incontournable *Al-Jazira*, la CNN du monde arabe, et au service en langue pachtoune de la BBC. *« L'ennui, c'est qu'on ne peut pas convaincre l'opinion publique musulmane de la même manière qu'on le ferait avec l'électeur britannique »*, observe le chroniqueur de *The Independent*, Donald Macintyre. La haine viscérale de l'Occident – et d'abord de l'Amérique – qui anime les terroristes est rétive au dialogue. Elle est trop profonde, trop ancrée dans l'islamisme pour se dissoudre dans le seul flux d'un échange d'arguments, si convaincants soient-ils. Alors, Tony Blair serait-il naïf ? Sans doute pas. Il est seulement convaincu et obstiné.

Et puis, chacun en convient, il est à l'aise dans l'épreuve, au mieux de sa forme en temps de crise. Ambigu, souvent hésitant dans les jeux politiques routiniers, il sait être à la hauteur des situations exceptionnelles. Il l'a déjà prouvé en 1998, en imposant, à l'arraché, en Irlande du Nord, l'accord de paix dit du « Vendredi saint », puis, l'année suivante, à l'égard du Kosovo. Mais aussi face à des périls domestiques : la colère des routiers irrités par la hausse du prix des carburants, l'an dernier, ou, cette année, l'épidémie de fièvre aphteuse. Comme tout bon avocat, Tony Blair goûte l'adversité. Il aime l'urgence et le défi, deux ingrédients dont la guerre n'est pas avare.

> ■ Tony Blair est d'abord un chrétien, tendance œcuménique. Il avoue trouver du réconfort à lire les Evangiles

Rassembleur par tempérament, il préfère les circonstances qui le haussent au-dessus des partis. Il aime sentir derrière lui une forte approbation populaire. Sur ce chapitre, il est gâté. Selon un récent sondage du *Guardian*, 88 % des Britanniques jugent que leur premier ministre *« maîtrise bien la crise »*. C'est aussi bien que Churchill en 1940. Et nettement mieux que Margaret Thatcher pendant le conflit des Malouines. Si Tony Blair emporte une très large adhésion, c'est parce qu'il est en phase avec le pays sur la manière de conduire la guerre.

Comme leur premier ministre, les Britanniques restent favorables à une riposte armée efficace, « proportionnée », et visant les seuls objectifs militaires des talibans. La presse, tabloïd ou non, fait chorus. *The Sun*, le plus fort tirage parmi les quotidiens populaires, tresse des lauriers à « Tony ». Plus surprenant : la manchette du *Daily Telegraph*, le journal préféré des tories, a salué *« la plus belle heure de Blair »*. Les titres de la presse reflètent l'ambiance d'union sacrée qui règne dans la classe politique. La droite ne peut qu'approuver la ferveur antiterroriste du premier ministre. La classe moyenne est rassurée de voir le New Labour faire aussi bien que les conservateurs sur leur terrain de prédilection, celui du patriotisme guerrier. La « vieille gauche » travailliste, encore souvent antiaméricaine, ne se fait guère entendre.

Dans cette crise, les hommes politiques, les journalistes et le public font preuve, pour l'essentiel, de tolérance et de modération. Selon le même sondage du Guardian, seul un Britannique sur quatre pense que l' *« islam est une menace pour les valeurs de l'Occident »*. Tout se passe comme si la pédagogie du premier ministre avait contribué à préserver le sang-froid de l'homme de la rue. Tony Blair a donné toute sa mesure le 2 octobre à Brighton, devant le Congrès annuel de son parti, dans une allocution d'une heure sans cesse ponctuée d'applaudissements. Ce fut, a-t-on entendu, le meilleur discours d'un premier ministre depuis vingt-cinq ans, où se mêlaient la force de persuasion, le zèle messianique, l'ampleur de la vision, irrigués d'images puissantes et de métaphores heureuses. L'hebdomadaire de gauche *New Statesman*, rarement tendre envers Tony Blair, s'est réjoui de découvrir à Downing Street un *« néo-kantien »* un *« libéral optimiste »* qui croit que *« l'humanité peut progresser »*.

Au lendemain de Brighton, Tony Blair a suscité des références louangeuses. On l'a comparé à Winston Churchill pour sa pugnacité, à William Gladstone pour son moralisme, ou encore, de manière moins flatteuse, à Lord Palmerston, le ministre de la reine Victoria qui, en 1848, à l'apogée de l'Empire, avait adressé au Parlement un fameux discours sur les relations entre l'Angleterre et le reste du monde, où il avait prononcé la formule restée célèbre : *« Nous n'avons aucun allié éternel ni aucun ennemi perpétuel. Seuls nos intérêts sont éternels et perpétuels. »* L'éditorialiste de l'*Economist*, plus cruel pour Tony Blair, se demandait si *« la guerre contre le terrorisme n'a pas monté à la tête du pauvre homme »*.

Une chose est sûre : la guerre accentue la lente dérive *« présidentialiste »* du régime. Au point que pendant un débat solennel aux Communes, un député du rang, s'adressant au chef du gouvernement, lui demanda : *« Est-ce que le prési... ? »* avant que son lapsus ne provoque un éclat de rire général. Depuis le 11 septembre, Tony Blair se comporte en chef d'état-major plus qu'en premier ministre ou qu'en leader travailliste. Il réunit de temps en temps son « cabinet de guerre », où siègent ses principaux ministres, mais consulte surtout la demi-douzaine de conseillers qui forment son « premier cercle ».

Une caricature parue dans l' *Observer* met en scène Tony Blair, une valise à la main, et George W. Bush sous son grand chapeau texan. Le premier demande au second : *« Nous savons ce que nous faisons, n'est-ce pas George ? »* Et l'autre répond : *« En vérité, je pensais que vous saviez ce que nous faisons. »* Que ces deux-là sachent ou non où ils vont, Tony Blair, en posant à l'« aide de camp » expérimenté de George W. Bush, a redonné du lustre à la vieille alliance anglo-américaine et rehaussé la diplomatie britannique.

Jean-Pierre Langellier
Le Monde *du 25 octobre*

Les preuves britanniques contre Oussama Ben Laden

Voici un extrait du document présenté le 4 octobre par le premier ministre britannique, Tony Blair, à la Chambre des communes et établissant, selon lui, la responsabilité directe d'Oussama Ben Laden dans les attentats du 11 septembre à New York et à Washington

« 4 octobre 2001,
10, Downing Street
RESPONSABILITÉ POUR LES ATROCITÉS TERRORISTES AUX ÉTATS-UNIS, 11 SEPTEMBRE 2001

INTRODUCTION

1. – Les conclusions auxquelles est clairement parvenu le gouvernement sont :
● Oussama Ben Laden et Al-Qaida, le réseau terroriste qu'il dirige, ont planifié et exécuté les atrocités du 11 septembre 2001 ;
● Oussama Ben Laden et Al-Qaida ont toujours la volonté et les ressources pour mener à bien de nouvelles atrocités ;
● Oussama Ben Laden et Al-Qaida sont parvenus à commettre ces atrocités en raison de leur alliance rapprochée avec le régime des talibans, qui les autorise à poursuivre impunément leur entreprise terroriste.
2. – Les éléments concernant 1998 *(NDLR : attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie*) et l'*USS-Cole (un bâtiment de la marine de guerre américaine)* proviennent des actes d'accusation et des services de renseignement. Les éléments concernant le 11 septembre viennent des services de renseignement et de l'enquête criminelle en cours. Les détails de certains aspects ne peuvent être fournis mais, sur la base des informations des services de renseignement, les faits sont clairs.

BACKGROUND

● Al-Qaida est une organisation terroriste ayant des liens avec un réseau global, qui existe depuis plus de dix ans. Elle a été fondée et a été dirigée depuis par Oussama Ben Laden.
● Oussama Ben Laden et Al-Qaida se sont engagés dans une djihad contre les Etats-Unis et leurs alliés. L'un de leurs buts déclarés est le meurtre de citoyens américains et de mener des attaques contre les alliés des Etats-Unis.
● Oussama Ben Laden et Al-Qaida sont basés en Afghanistan depuis 1996 mais possèdent un réseau opérationnel dans le monde entier. Ce réseau inclut des camps d'entraînement, des entrepôts, des moyens de communication et des opérations commerciales susceptibles d'engranger suffisamment d'argent pour soutenir son activité. Cette activité inclut une exploitation substantielle du trafic de drogue à partir de l'Afghanistan.
● Al-Qaida et le régime des talibans entretiennent une alliance rapprochée et interdépendante. Oussama Ben Laden et Al-Qaida fournissent au régime des talibans un soutien matériel, financier et militaire. Ils exploitent conjointement le trafic de drogue. Le régime des talibans permet à Ben Laden d'agir et de mener ses camps d'entraînement terroristes depuis l'Afghanistan, le protège des attaques de l'extérieur et protège les stocks de drogue. Oussama Ben Laden ne pourrait pas conduire ses activités terroristes sans l'alliance et le soutien du régime taliban. La force des talibans serait sérieusement diminuée sans le soutien militaire et financier d'Oussama Ben Laden ;
● Oussama Ben Laden et Al-Qaida ont la capacité de mener à bien des attaques terroristes majeures.

LES FAITS
OUSSAMA BEN LADEN ET AL-QAIDA

8. – En 1989, Oussama Ben Laden et d'autres ont fondé un groupe terroriste international connu sous le nom d'Al-Qaida (la Base). De tout temps, il a été le leader d'Al-Qaida.
9. – De 1989 à 1991, Oussama Ben Laden a été basé en Afghanistan et à Peshawar, au Pakistan. En 1991, il s'est installé au Soudan, où il est resté jusqu'en 1996. Cette année-là, il est retourné en Afghanistan, où il est toujours.

LE RÉGIME TALIBAN

10. – Les talibans ont émergé des camps de réfugiés afghans au Pakistan au début des années 1990. En 1996, ils se sont emparés de Kaboul. Ils sont toujours engagés dans une guerre civile sanglante pour le contrôle de la totalité de l'Afghanistan. Ils sont dirigés par le mollah Omar.
11. – En 1996, Oussama Ben Laden retourna en Afghanistan. Il établit une relation étroite avec le mollah Omar et s'engagea derrière les talibans. Oussama Ben Laden et le régime des talibans entretiennent une alliance étroite dont chacun d'eux dépend pour sa survie. Ils partagent aussi les mêmes valeurs religieuses et la même vision.
12. – Oussama Ben Laden a fourni aux talibans des troupes, des armes et de l'argent pour combattre l'Alliance du Nord (l'opposition afghane aux talibans). Il est très impliqué dans la formation militaire des talibans, leurs projets et leurs opérations. Il a des représentants dans la structure de commandement militaire des talibans. Il a également fourni une aide humanitaire et une assistance en matière d'infrastructure. Des forces étant sous le contrôle de Ben Laden ont combattu aux côtés des talibans dans la guerre civile en Afghanistan. (...)

19. – Un ancien responsable gouvernemental d'Aghanistan a décrit les talibans et Oussama Ben Laden comme *« les deux côtés d'une même pièce : Oussama ne peut exister en Afghanistan sans les talibans et les talibans ne peuvent exister sans Oussama »*.

AL-QAIDA

20. – Al-Qaida a pour but de s'opposer aux gouvernements « non islamiques » dans les pays musulmans avec force et violence.
21. – Al-Qaida s'oppose avec virulence aux Etats-Unis. Oussama Ben Laden a prié et incité ses partisans à tuer des citoyens américains dans les termes les moins équivoques. (...)

OUSSAMA BEN LADEN ET LES ATTAQUES DU 11 SEPTEMBRE

62. – Des sources du renseignement ont permis d'établir les faits suivants après le 11 septembre. Pour des raisons de confidentialité, les noms des associés mentionnés, bien qu'ils soient connus, ne sont pas cités.
● Dans la dernière période avant le 11 septembre, Ben Laden a monté une campagne de propagande concertée parmi les groupes partageant ses vues – incluant des vidéos et de la documentation – justifiant les attaques contre des cibles juives ou américaines ; et affirmant que ceux qui mouraient dans de telles entreprises accomplissaient l'oeuvre de Dieu.
● Nous avons appris, après le 11 septembre, que Ben Laden lui-même a affirmé, peu avant le 11 septembre, qu'il préparait une attaque majeure contre les Etats-Unis.
● En août et début septembre, de proches associés de Ben Laden ont été prévenus qu'ils devaient regagner l'Afghanistan avant le 10 septembre.
● Immédiatement avant le 11 septembre, plusieurs associés connus de Ben Laden mentionnaient le 11 septembre ou une date proche comme date pour une opération.
● Depuis le 11 septembre, nous avons appris que l'un des plus proches et plus anciens associés de Ben Laden était responsable de l'organisation détaillée des attaques. Il existe des preuves d'une nature très spécifique concernant la culpabilité de Ben Laden et de ses associés, mais elles sont trop sensibles pour être divulguées.
63. – Oussama Ben Laden est toujours le chef et le cerveau d'Al-Qaida. Dans cette organisation, une opération de l'ampleur de celle du 11 septembre doit avoir été approuvée par Oussama Ben Laden personnellement.
64. – Le *modus operandi* du 11 septembre correspond exactement aux attaques précédentes. Le bilan des atrocités d'Al-Qaida se caractérise par une longue et méticuleuse planification, un désir de faire un grand nombre de victimes, des commandos suicide et des attaques multiples et simultanées.
65. – Les attaques du 11 septembre 2001 sont entièrement cohérentes avec l'échelle et la sophistication de la préparation des attaques contre les ambassades d'Afrique de l'Est et contre l' *USS-Cole*. Aucun signal d'avertissement n'a été lancé pour ces attentats, pas plus que le 11 septembre. (...)

CONCLUSION

70. – Les attentats du 11 septembre 2001 ont été préparés et exécutés par Al-Qaida, une organisation dont le chef est Oussama Ben Laden. Cette organisation a la volonté et les ressources de mener à bien d'autres attaques d'échelle similaire. Les Etats-Unis, comme leurs proches alliés, sont des cibles pour ces attaques. Les attentats n'auraient pas pu avoir lieu sans l'alliance entre les talibans et Oussama Ben Laden, laquelle a permis à Ben Laden d'agir librement en Afghanistan, d'y encourager le terrorisme et d'y planifier et organiser des attentats. »

Le Monde *du 9 octobre*

Ouassama Ben Laden, de la créature de la CIA à l'islamiste forcené

L'homme le plus redouté des Etats-Unis a longtemps été entraîné par la CIA... Recruté par l'agence américaine à l'époque de la guerre d'Afghanistan, Ben Laden connaît de l'intérieur tous les réseaux. Trafiquant d'armes et de stupéfiants richissime, le premier « terroriste global » gère une multinationale d'un genre nouveau

Oussama Ben Laden a une légende copiée sur celle du « Vieux de la montagne », maître de la forteresse d'Alamut, en Perse, au XIe siècle, et terreur des croisés. Ce chef spirituel envoyait ses *hashishim (*devenus nos « assassins ») abattre tous ses ennemis, souvent au prix de leur vie. Oussama Ben Laden se veut ascète, combattant au nom de la foi, dilapidant sa fortune personnelle au nom du djihad, la guerre sainte. Il a aussi une réalité, beaucoup moins noble : celle d'un homme d'affaires manipulé, gestionnaire d'une multinationale du terrorisme, trafiquant d'armes et de morphine base, instrumentalisé par les puissances qu'il entend combattre. Jeune encore (43 ans), certes croyant, mais d'abord spécialiste des sociétés écrans, virtuose des jongleries financières, le premier « terroriste global ».

S'il est tellement redouté par les services du renseignement américains, c'est, affirme un observateur de la scène arabe, qu'il est lui-même un *insider*, longtemps entraîné par la CIA. Oussama Ben Laden connaît, de l'intérieur, les réseaux, les ficelles, les paravents, et pratique en maître les paradis financiers. Fils d'une riche tribu saoudienne, diplômé de l'université de Jeddah, le jeune ingénieur en génie civil est recruté par la CIA à Istanbul, en 1979. La guerre d'Afghanistan vient d'éclater et Istanbul est le lieu de transit choisi par les Américains pour acheminer les volontaires vers les maquis afghans.

D'abord responsable de la logistique, Oussama Ben Laden devient l'intermédiaire financier du trafic d'armes, financé à parts égales par les Etats-Unis et l'Arabie saoudite, à hauteur de 1,2 milliard de dollars par an environ. En 1980, il gagne l'Afghanistan, où il restera pratiquement jusqu'au départ des troupes russes, en 1989. Il est chargé de répartir la manne entre les différentes factions de la résistance, un rôle-clé, éminemment politique. A l'époque, il bénéficie de l'appui total des Américains et du régime saoudien, via son ami, le prince Turki Bin Fayçal, frère du roi et chef des services secrets saoudiens, ainsi que de sa famille. Il transforme de l'argent « propre » en argent « sale » puis fera aussi l'inverse.

Selon Richard Labévière, de Radio France Internationale (auteur du livre *Les Dollars de la terreur*, Grasset), l'apprenti terroriste a mis sur pied une filière d'opium avec son ami Gulbuddin Hekmatyar, qui règne sur la province de Helmand, le grenier à pavot du pays. Il poursuit ce trafic à Khartoum, au Soudan, où il s'est replié en 1992. avec une bonne partie de ceux qu'on nommera les « Afghans », *« une armée secrète, forte de 10 000 hommes entraînés dans ses camps »*, selon le directeur de la CIA. De Khartoum, il assure l'approvisionnement d'Hekmatyar en hommes et en armes. Aidé de son lieutenant soudanais, il crée, autour de la « Oussama Holding », un véritable groupe aux intérêts diversifiés : finance, voitures, machines-outils, chimie, travaux publics. Grâce à la Banque du Nord (Bank Ach-Chamal), il pilote une nébuleuse de sociétés et d'organisations non gouvernementales qui alimentent la révolution islamiste sunnite partout où elle se développe : Algérie, Egypte, Syrie, Asie, etc. Dès cette époque, on estime sa fortune à 2 milliards de dollars. Sa réputation de « banquier de la djihad » est faite.

Elle le rend trop voyant. En 1994, l'Arabie saoudite lui retire sa nationalité, sans cesser pour autant de financer en sous-main les réseaux islamistes extrêmes. C'est, pour la famille royale, une absolue nécessité : gardienne des lieux saints, elle ne tire sa légitimité que de la religion. Oussama Ben Laden garde le contact avec le prince Turki, patron des services saoudiens. Il le conservera envers et contre tout, même après 1996, lorsque le Soudan, soumis à des sanctions de l'ONU, le prie de quitter le pays. Même après 1998, lorsque, devenu l'ennemi public numéro un des Etats-Unis, sa tête est mise à prix et ses bases bombardées. Sa famille le renie, du moins officiellement *(lire ci-dessous)*. Quant à la CIA, mystère. Les experts sur ce point divergent.

FRUCTUEUX TRAFICS

Le fait est que, depuis l'Afghanistan, où il est revenu s'installer en 1998, Oussama Ben Laden poursuit ses fructueux trafics et continue d'entraîner ses combattants. Devenu le conseiller et l'ami du chef spirituel des talibans, Mohammad Omar, il met ses compétences en ingénierie financière à leur service, gère leurs intérêts commerciaux par l'intermédiaire d'une banque de Khartoum tenue par son fils, et réorganise les routes de l'opium. Installé dans une luxueuse villa à Kandahar, Ben Laden continue à renforcer sa multinationale du terrorisme.

Son organisation, Al-Qaida, gère douze camps d'entraînement et a des succursales dans cinquante pays. Oussama lui-même voyage à Londres, dans son jet privé, où il rencontre à l'occasion des journalistes. Dans la City, ses hommes de paille ont investi sous couverture dans l'électronique, le bâtiment, l'import-export. Depuis un an toutefois, le filet s'est resserré et les transactions financières du terrorisme international ont pris un tour plus acrobatique..

En Afghanistan même, Ben Laden et ses moudjahidins se montrent plus discrets. Ailleurs, il opère via une cascade de sociétés écrans installées au Pakistan, dans les Etats du Golfe et, bien sûr, dans les places offshore. Outre les intérêts de ses placements et l222nnues, mais le lien de la famille régnante avec Oussama Ben Laden semble cette fois rompu. Le pseudo-renégat est devenu paria. Et d'autant plus dangereux.

Véronique Maurus et Marc Roche (à Londres)
Le Monde *du 15 septembre*

Un « renégat » saoudien doté d'un grand sens des affaires

EN 1931, trois frères sans le sou quittent à dos d'âne Al-Ribat, un bourg aux hautes maisons de terre, serré entre les montagnes de l'Hadramaout, au sud du Yémen. Comme leurs ancêtres, ils partent tenter leur chance à l'étranger, précisément dans le port de Djedda, la porte de La Mecque, où ils s'engagent comme porteurs et dockers. Aujourd'hui, la rue principale d'Al-Ribat porte le nom des trois frères Ben Laden, devenus les bienfaiteurs du bourg et les fondateurs d'un groupe financier tentaculaire. Entre les deux dates, il y a eu la faveur royale et la manne pétrolière.

Mohammed Ben Laden, le chef du clan, a fondé dans les années 1940 une modeste entreprise de construction. Cheikh religieux respecté, il s'est attiré les faveurs de la famille royale saoudienne qui lui a confié en priorité ses commandes. Le pétrole aidant, la petite entreprise est devenue une énorme société de BTP, chargée de l'agrandissement des mosquées de La Mecque et de Médine, de la construction d'autoroutes, d'aéroports, de palais, etc. Toujours avec la bénédiction des Saoud, toujours payés rubis sur l'ongle.

Puis, après la mort du fondateur, le Saudi Binladin Group (SBG) s'est mué en un groupe diversifié et international : via de nombreuses holdings et filiales, il opère dans l'électricité (construction de centrales à Riyad et à La Mecque, mais aussi à Chypre, en Jordanie, au Canada), les équipements pétroliers, l'électronique, l'import-export (voitures, vêtements, cristal), les télécommunications (participation dans Nortel et Motorola) et même les satellites (participation dans le projet Iridium).

« En Arabie saoudite, on voit leur nom partout, assure un habitué du pays, ils sont pratiquement dans tous les secteurs. Hormis la famille royale, c'est une des plus importantes puissances financières du pays. » Chiffre d'affaires ? Bénéfices ? Mystère. Totalement familial, absolument fermé, le SBG ne publie rien. Pas un bilan, pas un chiffre. Son site Internet (www.saudi-binladin-group.com) est avare d'informations précises. La seule estimation, non confirmée, évaluait voici dix ans son chiffre d'affaires à 36 milliards de dollars. C'est que cette multinationale est aussi porteuse des traditions du désert. Présidents, vice-présidents, directeur général, administrateurs, tous sont des Ben Laden, membres du clan. Le père fondateur, Mohammed Ben Laden, a eu une douzaine d'épouses et de concubines et cinquante-quatre enfants. Tous participent de près ou de loin, avec leurs nombreux cousins et petits cousins, à la gestion de la fortune familiale.

UNE CENTAINE DE FILIALES OFFSHORE

Tous sauf un : Oussama Ben Laden, le dernier des dix-sept fils de Mohammed. Oussama qui, après avoir hérité de 2 milliards de francs, a été déchu de la nationalité saoudienne et officiellement renié. Oussama, le renégat, avec qui ses frères assurent n'avoir plus eu de contact depuis des années. Oussama, qui reste pourtant un Ben Laden pur sang : religieux, entreprenant et doté d'un redoutable sens des affaires. A-t-il réellement rompu tous les ponts avec son clan ? Les spécialistes du monde arabe jurent que c'est impossible : dans une famille aussi traditionnelle, la loi du clan est sacrée.

De nombreux soupçons pèsent sur la porosité des affaires du fils maudit avec celles de ses frères. Car si le groupe SBG a pignon sur rue, il n'en entretient pas moins une centaine de filiales offshore, dans les Antilles néerlandaises, aux Bahamas, à Curaçao et autres paradis fiscaux. Et en Suisse, Yeslam Ben Laden, frère d'Oussama, gère notamment le Saudi Investment Group, tête de pont des sociétés offshore du groupe. SBG contrôle aussi de multiples fondations et organisations caritatives liées à l'islam, telle que l'International Islamic Relief Organisation, créée en 1978 pour aider les réfugiés, soupçonnée d'alimenter les extrémistes aux Philippines.

Les ONG, fondations et autres « bonnes œuvres » islamiques constituent en effet un moyen imparable d'alimenter les mouvements extrémistes, à partir de contributions plus ou moins volontaires. En 1999, un audit demandé par la famille royale saoudienne a révélé que cinq hommes d'affaires de premier plan avaient versé des dizaines de millions de dollars aux réseaux terroristes d'Oussama Ben Laden, via deux ONG, Islamic Relief et Blessed Relief. Les intéressés ont plaidé le racket : ils évitaient des attaques sur leurs affaires en versant ainsi l'impôt islamique, le zadkat, estimé à 0,2 % des bénéfices.

Véronique Maurus et Jean-Claude Buhrer
Le Monde *du 15 septembre*

Sa haine de l'Amérique date de la guerre du Golfe

KABOUL
de notre envoyée spéciale

L'hôte du régime taliban est devenu l'ennemi numéro un de Washington

Je me bats, donc je peux mourir en martyr et aller au paradis rencontrer Dieu. Notre lutte maintenant est contre les Américains », déclarait, il y a quelques années, au journal *Al Qods al Arabi*, Oussama Ben Laden. L'Amérique, dont il fut l'allié durant le djihad contre l'Union soviétique en Afghanistan, est devenue pour Oussama Ben Laden l'ennemi numéro un. Aucune de ses rares interventions publiques n'omet de mentionner *« la guerre sainte »* contre Washington.

La haine de Ben Laden contre les Etats-Unis remonte à la guerre du Golfe et à l'invitation du roi Fahd d'Arabie saoudite aux troupes étrangères, principalement américaines, à venir défendre le royaume et reconquérir le Koweït envahi par l'Irak. Ben Laden, dont la famille a fait fortune dans la construction des palais royaux, avait plaidé en personne auprès du roi Fahd pour ne pas permettre l'invasion de troupes *« infidèles sur le sol sacré d'Arabie qui abrite les deux lieux les plus sacrés de l'islam, La Mecque et Médine »*. Ben Laden venait alors de rentrer d'Afghanistan, où il avait été impressionné par la victoire des moudjahidins, *« grâce à leur foi islamique »*, contre l'occupant soviétique. L'homme avait à peine trente ans. Pieux depuis son jeune âge, fils de l'une des familles les plus fortunées d'Arabie, il aurait pu jouir tranquillement de cette manne familiale. Mais il en fera une arme au service de ce qui est devenu pour lui une obsession : la défaite américaine.

En 1992, harcelé par les services saoudiens, il s'installe au Soudan. C'est là, semble-t-il, qu'il développe sa propre infrastructure et crée son organisation, Al Qaida. Khartoum est alors le grand lieu de rendez-vous de tous les islamistes politiques. Ben Laden voit beaucoup de monde. Les Etats-Unis s'intéressent de plus en plus à lui et, en 1994, l'Arabie saoudite lui retire sa nationalité. En 1996, soumis aux pressions de plus en plus fortes de Riyad, Khartoum pousse Ben Laden au départ. Il se rend en Afghanistan dans les zones contrôlées par le président Burhanuddin Rabbani.

INTELLIGENT ET CHARISMATIQUE

L'introduction de Ben Laden auprès du mollah Omar, le chef suprême des talibans, ne se fait que plus tard. En Afghanistan, Ben Laden retrouve nombre de soldats perdus du djihad antisoviétique, arabes principalement, ainsi que des chefs d'organisations islamistes recherchés dans leur pays, comme Ayman Al Zawahri, chef d'Al Jihad (égyptien), condamné à mort en Egypte pour l'assassinat d'Anouar el-Sadate le 6 octobre 1981. Préoccupés par la conquête du pays, les talibans s'intéressent peu à ces étrangers qui s'organisent librement. Intelligent, déterminé, charismatique, Ben Laden rassemble autour de lui une nébuleuse de personnalités dont l'objectif avoué est le triomphe de la révolution islamique et la défaite de la principale puissance qui s'y oppose, les Etats-Unis.

L'Afghanistan est un terrain rêvé. Le fondamentalisme extrême développé par les talibans sied aux soldats purs et durs de l'islam. Financés par Ben Laden, les camps d'entraînement pour les jeunes recrues arrivant des pays arabes du Golfe, puis d'Ouzbékistan, puis de Tchétchénie, fleurissent. On y apprend les rudiments de l'art de la guerre ou les méthodes des terroristes les plus modernes. A cette époque, les vétérans du djihad contre l'Union soviétique sont formés à la meilleure école de la CIA américaine : pendant près de dix ans, entre 1979 et 1989, la centrale américaine a initié – avec l'aide de l'Inter Service intelligence (ISI), les services secrets pakistanais – toute une génération de combattants au maniement des armes, des explosifs ou des missiles. Nombre de camps actuels des fidèles de Ben Laden ont été construits alors avec l'assistance des Etats-Unis. L'Afghanistan est devenu progressivement le haut lieu de l'islamisme militant, et Ben Laden sa figure emblématique.

REPRÉSAILLES INEFFICACES

Accusé par les Etats-Unis pour le premier attentat contre le World Trade Center en 1993, Ben Laden l'est aussi pour les explosions meurtrières (224 morts) contre les ambassades américaines à Nairobi et Dar es-Salam en 1998. Puis pour l'attentat-suicide contre le destroyer américain USS Cole à Aden (17 morts), en 2000. Dans un poème qu'il avait lu en février lors du mariage de son fils, Ben Laden avait vanté le succès de l'opération. Le FBI a mis 5 millions de dollars sur sa tête et le département d'Etat estime qu'il est *« l'un des sponsors les plus importants de l'islamiste extrémiste dans le monde »*. Toutes les tentatives américaines, notamment les sanctions décidées par l'ONU pour obtenir son extradition, se sont heurtées au refus des talibans qui considèrent Ben Laden comme leur « hôte » et affirment que les Etats-Unis n'ont jamais prouvé son implication dans des actes terroristes.

Après les bombardements américains sur l'Afghanistan en août 1998, en représailles aux attentats du Kenya et de Tanzanie, les talibans avaient affirmé avoir pris des mesures pour contrôler les activités de Ben Laden. Celles-ci impliquaient le retrait des moyens de communications ultramodernes utilisés par celui-ci, l'interdiction de donner la moindre interview ou d'apparaître publiquement, la promesse qu'il ne se livrerait pas à des activités terroristes à partir de l'Afghanistan. Bien qu'officiellement désavoué par sa famille, Ben Laden a gardé un contact régulier avec elle. Ben Laden est aussi apparu à trois reprises depuis novembre sur des écrans de télévision arabe. Disposant d'une maison à Kandahar, où vit le mollah Omar, le chef suprême des talibans, Ben Laden se déplace régulièrement dans la région de Jalalabad, où il utilise une ferme servant de base à ses fidèles. Il ne reste jamais longtemps à la même place et est entouré par une garde prétorienne arabe en permanence. Dans les moments de danger, il se retire dans des caches des montagnes afghanes.

Au fil des années, l'influence de Ben Laden sur le mollah Omar a grandi et, avec elle, l'importance de la mouvance arabe dont l'objectif est de faire de l'Afghanistan non seulement un sanctuaire pour les militants islamistes mais aussi une base de lancement de la Révolution. Au grand dam de beaucoup d'Afghans, y compris au sein du mouvement taliban, les Arabes se comportent de plus en plus en terrain conquis. Au printemps, lors d'une grande réunion d'activistes islamistes tenue à Peshawar au Pakistan, Ben Laden avait, dans un message lu par un participant, invité la prochaine génération à se préparer au Jihad en Afghanistan. *« J'appelle la jeune génération à se tenir prête pour la Guerre Sainte et à s'y préparer en Afghanistan parce que le djihad, en ces moments de crise pour les musulmans, est une obligation »*, avait affirmé le message.

Françoise Chipaux
Le Monde *du 13 septembre*

« Tuer des Américains est un devoir sacré »

Avril 1995. Oussama Ben Laden annonce pour la première fois, selon la chaîne américaine PBS, que son ennemi est avant tout l'Amérique, y compris quand les Etats-Unis le soutenaient activement durant la guerre d'Afghanistan : *« Pour contrer ces athées de Russes, l'Arabie saoudite m'avait choisi comme représentant, mais je n'ai pas combattu contre les communistes sans oublier le péril venu de l'Ouest. En réalité, pour nous, l'idée était de ne pas s'impliquer plus que nécessaire dans le combat contre les Russes, qui était le business des Etats-Unis, mais plutôt de montrer notre solidarité avec nos frères islamiques. Le plus urgent à combattre était les communistes, la prochaine cible était l'Amérique.* »

Juillet 1996. Dans un entretien à un journaliste de *The Independent*, Ben Laden précise ses griefs contre la monarchie saoudienne : *« Notre pays est devenu une colonie américaine. Ce qui s'est passé à Dharan* [23 morts, le 25 juin 1996, dans un attentat contre des habitations du personnel militaire américain d'une base aérienne] *et à Riyad* [mort de 5 Américains, dont deux officiers encadrant des militaires saoudiens, le 13 novembre 1995] *est la preuve claire de la colère croissante des Saoudiens contre l'Amérique. Les Saoudiens savent maintenant que leur réel ennemi est l'Amérique.* »

Août 1996. Dans une « *Déclaration de guerre contre les Américains qui occupent la terre des deux mosquées* », Ben Laden va plus loin :*« Il n'y a pas de devoir plus important que de repousser les Américains hors de la terre sainte. La présence des forces militaires croisées des Etats-Unis est le danger le plus menaçant pour le plus grand pays producteur de pétrole au monde.* »

Automne 1996. Accusé de terrorisme, il réplique :*« C'est l'Amérique et Israël qui sont coupables de terroriser les innocents et les faibles du monde musulman. Quelques exemples : le massacre de Cana au Liban* [mort de 107 civils libanais lors de l'opération israélienne baptisée « Raisins de la colère »], *les populations irakiennes qui meurent faute de médicaments, le soulèvement des musulmans en Bosnie.* »

Février 1998. Annonçant la création de l'*International Islamic Front for Djihad Against the Jews and the Crusaders*, Ben Laden lance une fatwa : *« Nous appelons chaque musulman qui croit en Dieu à tuer les Américains et à piller leurs richesses, où que ce soit et dès que ce sera possible. Nous appelons également chaque musulman à attaquer les troupes sataniques américaines et ses démons alliés. L'ordre de tuer des Américains est un devoir sacré dans le but de libérer les mosquée d'Al-Aqsa et de La Mecque.* »

Mai 1998. Accordé à la chaîne américaine ABC, un entretien de Ben Laden précise :*« Les Palestiniens sont assassinés et, s'ils ont le malheur de répliquer, de la seule façon qu'ils peuvent, ils sont immédiatement taxés de terrorisme. (...) La violence de l'Amérique à l'encontre des musulmans n'a cessé de croître depuis la fin de la seconde guerre mondiale. A travers l'histoire, les Etats-Unis n'ont jamais fait la différence entre les civils et les militaires, comme le prouvent les bombardements atomiques sur Hiroshima et Nagasaki. Alors que l'Amérique n'a pas de religion qui l'empêche de commettre de tels actes contre des femmes et des enfants, pourquoi devrions-nous faire une différence ? Ils sont tous concernés.* »

Le Monde *du 20 septembre*

La toile financière d'Al-Qaida s'étend des pays du Golfe à l'Europe

C'est un immense réseau financier, une nébuleuse formée de dizaines d'entreprises, d'organisations caritatives, de banques établies dans les pays du Golfe, mais avec des ramifications en Europe, notamment en Grande-Bretagne, toutes liées directement ou indirectement à Oussama Ben Laden, que le FBI est parvenu à reconstituer. On trouve dans leurs conseils d'administration ou parmi leurs dirigeants tout l'establishment du Golfe.

Ainsi que l'autre grande famille saoudienne, les Ben Mahfouz, originaires comme les Ben Laden de l'Hadramaout, dans le nord du Yémen, richissimes banquiers attitrés de la famille royale, alors que les Ben Laden en étaient les « maçons ».

Selon un rapport confidentiel établi par un groupe d'experts internationaux pour le compte d'une organisation fiscale occidentale dont le *Journal du dimanche* daté 23 septembre a révélé l'existence, la soeur de Khalid Ben Mahfouz, fils du fondateur du groupe et l'un des principaux protagonistes du scandale de la BCCI (Bank of Credit and Commercial International), aurait épousé Oussama Ben Laden.

La semaine dernière, l'Office of Foreign Assets Control (OFAC), qui dépend du Trésor américain, avait discrètement

Des liens capitalistiques ont pu être établis entre Ben Laden et des proches, sinon des membres, de la famille royale saoudienne

mais officiellement demandé à l'ensemble des banques internationales de rechercher dans leurs livres et dans ceux de leurs filiales toutes les transactions qui auraient pu être réalisées avec des entreprises installées dans des pays suspectés de servir de base arrière aux activités d'Oussama Ben Laden. Ce n'est pas un hasard si toutes figurent dans le rapport des experts internationaux :

Al Shamal Islamic Bank : banque soudanaise établie conjointement avec le Front islamique national soudanais. Peu après son installation à Khartoum, en 1991, Oussama Ben Laden a participé à la mise en place de plusieurs structures financières et commerciales. L'un de ses principaux investissements fut une institution bancaire, Al Shamal Islamic Bank, au capital de laquelle il participa à hauteur de 50 millions de dollars à l'époque, soit un sixième de sa part d'héritage de 300 millions de dollars dans l'affaire familiale Saudi Bin Ladin Group (SBG). L'un des actionnaires de référence de la banque est la deuxième institution du pays, la Tadamon Islamic Bank.

Tadamon Islamic Bank : elle est présente sur l'ensemble du territoire soudanais à travers 21 établissements. Ses principaux actionnaires en 1998 sont les sociétés National Co for Development and Trade (15 %) de Khartoum, la Kuwait Finance House, la Dubai Islamic Bank, la Bahrein Islamic Bank ainsi que plusieurs actionnaires individuels parmi lesquels notamment le ministère des affaires sociales des Emirats arabes unis.

Toutes ces sociétés sont sous haute surveillance de l'OFAC. Tadamon dispose de plusieurs filiales au Soudan, notamment dans les secteurs agricole, industriel et immobilier. Selon le rapport, l'actionnariat de Tadamon Islamic Bank n'a pas sensiblement évolué depuis 1991.

Le seul changement intervenu a été le remplacement dans le conseil d'administration de la Faisal Islamic Bank par sa filiale National Company for Development and Trade. La Faisal Islamic Bank, créée en 1977, est dirigée par le prince Mohammad Saoud El Fayçal, fils du roi Al-Saoud et cousin germain du roi Fahd.

Faisal Islamic Bank : c'est une filiale de la société Islamic Investment Company of the Gulf (Bahreïn), dont la holding est la Dar Al Maal Al Islami (DMI), établie à Cointrin, en Suisse. DMI a été créée le 29 juillet 1981. Jusqu'en octobre 1983, son président est Ibrahim Kamel.

A Khartoum, la holding Wadi Al Aqiq détient des participations dans de nombreuses sociétés au Yémen, à Bahreïn et au Soudan. Ben Laden s'appuie également sur de nombreuses associations caritatives

Il est remplacé le 17 octobre de cette même année par le prince Mohammad. DMI est considérée comme la structure centrale du financement saoudien de l'islamisme international.

Dubai Islamic Bank : selon plusieurs sources, la CIA aurait établi qu'une partie du financement d'Oussama Ben Laden provient de cette banque, dirigée par Mohamad Khalfan Ben Kharbash, actuel ministre des finances des Emirats.

La banque est actionnaire de Bahrain Islamic Bank, d'Islami Bank Bangladesh Ltd et de Tadamon Islamic Bank. Dubai Islamic Bank compte parmi ses actionnaires le gouvernement de Dubaï (10 %) et celui du Koweït (10 %).

Les intérêts d'Oussama Ben Laden ne se limitent pas à des structures bancaires. Lorsqu'il bâtit son empire financier, sa tête de pont se trouve au Soudan. A Khartoum, la holding Wadi Al Aqiq détient des participations dans de nombreuses sociétés au Yémen, à Bahreïn et au Soudan. C'est le cas de la Gum Arabic Company, qui contrôlerait la quasi- intégralité du marché de la production, de la commercialisation et de l'exportation de la gomme au Soudan. Selon le rapport, c'est peu après son installation au Soudan qu'Oussama Ben Laden y prend une participation jugée majoritaire par la CIA.

Après le départ d'Oussama Ben Laden en 1996, le management de l'entreprise est restructuré. En 1995, l'entreprise était contrôlée à 30 % par le gouvernement et 70 % étaient aux mains d'investisseurs privés.

Oussama Ben Laden s'appuierait également sur de nombreuses associations caritatives et humanitaires islamistes. Créée en 1985, International Islamic Relief Organisation (IIRO) est l'une d'elles. L'IIRO dispose de plusieurs branches en Europe, notamment en France, en Suisse, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Suède.

Selon la CIA, Oussama Ben Laden aurait « *exploité* » son réseau dans le cadre de ses opérations. Pour les experts, « *des liens capitalistiques existent entre le groupe familial Ben Laden ainsi qu'avec des proches sinon avec des membres de la famille royale saoudienne* ».

Des accusations que réfutent les dirigeants du groupe saoudien. Officiellement, le SBG n'entretient plus aucune relation avec Oussama Ben Laden, depuis que le royaume l'a déchu de sa nationalité saoudienne en avril 1994.

Babette Stern
Le Monde *du 25 septembre*

Ben Laden appelle les Pakistanais à la guerre sainte

QUETTA (Pakistan)
de notre envoyée spéciale

Oussama Ben Laden et le chef suprême des talibans, mollah Mohammad Omar, ont désormais lié leur destin. Lundi 24 septembre, l'islamiste d'origine saoudienne a appelé les musulmans du Pakistan à se tenir prêts à la guerre sainte, sous la direction du mollah Omar. « *Nous exhortons nos frères musulmans au Pakistan à tout faire pour repousser les forces croisées américaines afin de les empêcher d'envahir le Pakistan et l'Afghanistan. Nous sommes fermes sur la voie du djihad avec l'héroïque et croyant peuple afghan, sous la direction du Commandeur des croyants, le mollah mohammad Omar* », a écrit Ben Laden, dans un texte télécopié à la chaîne privée de télévision du Qatar, Al-Jazira. Cette dernière, qui dispose d'un bureau à Kaboul, a déjà eu des contacts privilégiés avec Ben Laden et avait notamment diffusé des images des fiançailles et du récent mariage du

La population quitte les villes et les soldats talibans s'enfuient dans les montagnes

fils de Ben Laden, Hamza.

Sans jamais revendiquer la responsabilité des attentats du 11 septembre, il affirme que « *le Pakistan est la première ligne de défense de l'islam dans la région, comme le fut l'Afghanistan il y a plus de vingt ans face à l'invasion russe* ». Reprenant les thèmes chers à Ben Laden, le mollah Omar a aussi adressé une déclaration télécopiée, de Kandahar, aux agences de presse. « *Si les Etats-Unis désirent éliminer le terrorisme, ils doivent retirer leurs forces du Golfe et mettre fin à leur attitude biaisée dans le conflit palestinien. L'Amérique veut éliminer l'islam et créer une situation de désordre pour installer un gouvernement pro-américain en Afghanistan* », note mollah Omar. « *Ces efforts ne résoudront pas le problème et les Américains vont se brûler eux- mêmes s'ils s'engagent dans de telles activités.* »

Cette attitude de défiance et les déclarations très optimistes du ministre de la défense taliban, le mollah Obaidullah, sur la mobilisation de 300 000 hommes ne sauraient masquer les failles qui semblent s'agrandir parmi les talibans. Loin de décrire une atmosphère de mobilisation, les témoignages des Afghans arrivés ces deux derniers jours de Kandahar, siège du mouvement taliban, ou encore de Kaboul, montrent plutôt que la population fuit les villes et que beaucoup de soldats talibans se sont eux aussi enfuis dans leurs villages. « *Les soldats s'enfuient dans les montagnes. Il y a beaucoup de rumeurs sur la défection de commandants et les Arabes remplacent les talibans dans la ville* », affirme Syed Zaman Shah, un commerçant arrivé de Kandahar. « *Par radio et dans les mosquées, les talibans ont demandé aux jeunes de Kandahar de les rejoindre dans leur lutte contre les Etats-Unis, mais cela n'a pas eu beaucoup de succès* », dit Abdul Hadi, un vendeur de voitures de Kandahar.

D'après ces témoignages, Kandahar s'est vidée à 80 % de ses habitants. Seuls sont restés les gens qui n'ont pas les moyens de payer un transport au village ou vers le Pakistan voisin.

Françoise Chipaux
Le Monde *du 26 septembre*

■ ***Des affiches de « Ben Laden mort ou vif » dans les rues de New York.***

RON HAVIV

Les Etats-Unis ont tenté de le neutraliser plusieurs fois

WASHINGTON
de notre correspondant

Le procès fait à mots couverts aux services américains après les attaques terroristes du 11 septembre provoque d'incessantes révélations sur les efforts entrepris, dans le passé, pour neutraliser Oussama Ben Laden et sur les raisons pour lesquelles ils avaient échoué. Deux articles du *Washington Post* ont apporté, mercredi 3 octobre, de nouvelles informations sur cette traque vaine.

L'un d'entre eux, cosigné par Bob Woodward, l'un des journalistes vedettes du quotidien depuis le Watergate, raconte que la CIA avait recruté et entraîné au Pakistan, en 1999, environ soixante agents du service de renseignement pakistanais, qui devaient entrer en Afghanistan pour y capturer ou abattre Ben Laden. Cette entreprise avait été lancée après l'échec d'une précédente tentative pour tuer le chef du réseau Al-Qaida et son état-major en août 1998.

L'administration Clinton avait alors négocié avec le premier ministre pakistanais, Nawaz Charif, un accord de coopération secrète, en échange de laquelle les Etats-Unis lèveraient les sanctions qu'ils appliquaient au Pakistan en raison de ses essais nucléaires et lui viendraient en aide économiquement. Les commandos pakistanais « *étaient prêts à frapper en octobre 1999* », écrit le *Post*, mais, le 12 de ce mois, un coup d'Etat militaire dirigé par le général Pervez Moucharraf renversait le gouvernement de M. Charif. Le général Moucharraf a décidé de mettre fin à l'opération, malgré les efforts de Bill Clinton et de ses collaborateurs.

Avant les attentats des ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, les responsables américains considéraient déjà Ben Laden, sinon comme leur principal adversaire parmi les organisations terroristes, du moins comme l'un des premiers. Son implication dans une première tentative visant le World Trade Center de New York, en 1993, ne faisait pas de doute à leurs yeux. Expulsé d'Arabie saoudite en 1991, déchu de sa nationalité saoudienne en 1994, Oussama Ben Laden vivait alors au Soudan.

Un deuxième article du *Washington Post* révèle que le gouvernement soudanais avait proposé aux Etats-Unis de leur livrer le chef d'Al-Qaida en 1996. Plus exactement, il s'était déclaré prêt à le remettre aux autorités saoudiennes, le gouvernement Clinton estimant qu'il n'avait pas de charges suffisantes pour justifier son extradition et son inculpation devant une cour américaine. Le général Elfatih Erwa, ministre soudanais de la défense et, aujourd'hui, ambassadeur à l'ONU, est venu discrètement à Washington, en mars 1996, pour discuter avec deux diplomates du département d'Etat des gestes que son pays pourrait faire pour mériter la confiance des Etats-Unis et ne plus figurer sur leur liste noire.

Dans la réponse qu'il avait reçue, la demande d'informations sur Ben Laden arrivait au deuxième rang, après la fin des agressions contre les agents de la CIA à Khartoum. Les Soudanais ont offert d'aller plus loin que la fourniture d'informations et de remettre le millionnaire aux Saoudiens, mais ceux-ci ont refusé de prendre le risque de l'incarcérer chez eux, et les Américains, selon le *Post*, n'ont pas beaucoup insisté. Selon un ancien collaborateur de Bill Clinton, l'expulsion de Ben Laden du Soudan lui paraissait, à l'époque, de nature à l'affaiblir durablement. Le 18 mai 1996, Oussama Ben Laden avait quitté Khartoum et rejoint l'Afghanistan.

Patrick Jarreau
Le Monde *du 5 octobre*

L'Afghanistan, cible de la

L'AFGHANISTAN DANS L'EMPIRE D'ALEXANDRE CONQUIS EN 329 av. J.-C.

EMPIRE D'ALEXANDRE LE GRAND
VILLES FONDÉES PAR ALEXANDRE
LIMITES ACTUELLES DE L'AFGHANISTAN

Source : Atlas historique Larousse-G. DUBY

L'AFGHANISTAN DANS L'EMPIRE DE TIMUR LANG (TAMERLAN)

LIMITES APPROXIMATIVES DE L'EMPIRE
PROGRESSION DE TIMUR LANG
CAPITALE
LIMITES ACTUELLES DE L'AFGHANISTAN

Source : Atlas historique Larousse-G. DUBY

LA PRESSION DES EMPIRES

FIN DU XVIIIe SIÈCLE
TERRITOIRES CONSERVÉS
TERRITOIRES PERDUS

FIN DU XIXe SIÈCLE
TERRITOIRES CONSERVÉS
TERRITOIRES PERDUS

EMPIRE DES INDES
EMPIRE RUSSE
EN 1880
A LA FIN DU XIXe SIÈCLE
PRESSIONS
AFGHANISTAN ACTUEL

Source : Atlas des peuples d'Orient/La Découverte

La conquête d'Alexandre

Déjà attaqués par les rois perses Cyrus et Darius, les territoires qui constituent aujourd'hui l'Afghanistan et l'Asie centrale (la Bactriane) furent conquis en 330 av. J.-C. par Alexandre le Grand, qui venait d'écraser l'empire perse. En s'emparant de cette région charnière entre le Proche-Orient et le sous-continent indien, puis en poussant jusqu'en Inde, le conquérant macédonien englobait ce lieu de rencontre entre peuples nomades (des Scythes aux Huns) et grandes civilisations de l'Orient dans un empire européen.
Un empire éphémère puisque, dix ans après le retour d'Alexandre vers la Grèce - il mourra en chemin -, la dynastie indienne des Maurya évinçait son successeur. Mais il laissa derrière lui une influence durable. Il fonda de nombreuses villes – généralement baptisées Alexandrie – qui sont devenues Herat ou Kandahar. La langue et la culture grecques y prirent souche, influençant le roi indien Açoka et donnant naissance à la civilisation gréco-bouddhique, dont le dernier grand symbole, les bouddhas géants de Bamyan, ont récemment été dynamités par les talibans. L'art du Gandhara, qui s'est développé entre l'Afghanistan et le Pakistan d'aujourd'hui, a réalisé une extraordinaire symbiose entre l'Occident et l'Orient avec ses représentations du Bouddha, divinité venue de l'Inde, travaillées selon la tradition des grands sculpteurs grecs.
Carrefour de grandes voies commerciales et de civilisations, cette région barrée par les montagnes de l'Hindu Kuch était traversée par la Route de la soie qui reliait la Chine à l'Occident. Echanges de marchandises, d'idées, d'hommes – souvent pacifiques mais aussi parfois pillards – ont fait de l'Afghanistan une terre riche par son économie comme par sa culture. C'est à travers l'Asie centrale qu'ont transité nombre d'inventions, d'innovations comme la roue, par là que le raisin est arrivé jusqu'en Chine et des fruits qui nous semblent familiers jusqu'en Europe.
Mais l'essor du bouddhisme fut stoppé net par l'arrivée de nouveaux conquérants, les Arabes, qui, après avoir vaincu les Perses sassanides, s'emparèrent de Herat en 651. La farouche indépendance des tribus leur permit de s'opposer à l'arabisation et freina quelque peu l'instauration de l'islam. Ce dernier parvint à s'implanter solidement. La prospérité afghane allait se poursuivre jusqu'à l'invasion mongole.

Des Mongols aux Moghols

Ayant atteint son apogée sous le sultan Mahmoud, l'Afghanistan vit déferler les hordes mongoles à partir de 1219. Gengis Khan, qui venait de s'emparer de l'empire chinois, profita d'un incident pour ravager le pays comme jamais auparavant, massacrant hommes, femmes, enfants et bétail et détruisant sur son passage villes jadis prospères et réseaux d'irrigation. Les Afghans mirent longtemps à relever leurs ruines. Assez longtemps pour voir à nouveau fondre sur eux un autre conquérant turco-mongol, Tamerlan (ou Timur Lang).
Après s'être emparé de Samarcande (Samarkand), dont il fit sa capitale, il prit Balkh, Hérat et Kandahar entre 1370 et 1384 avant d'étendre son empire des rives de l'Indus jusqu'à la mer Noire et de la Caspienne au golfe Arabo-Persique. Lui également rasa les villes, mais il reconstruisit aussi. Après sa mort, en 1405, alors qu'il s'apprêtait à attaquer la Chine, son empire s'effondra comme tant d'autres avant lui. Un autre envahisseur avait balayé l'Afghanistan avant de disparaître. Les malheurs de l'Afghanistan n'allaient pas s'arrêter là. Babour restait à venir. Ce chef de guerre descendant à la fois de Gengis Khan et de Tamerlan saccagea le pays avant de faire de Kaboul sa capitale en 1504. Il se heurta vite à des résistances locales et à l'Iran, qui contrôlait la partie occidentale. Ce qui ne l'empêcha pas de poursuivre ses ambitions vers l'Est, en direction de l'Inde, où il allait fonder l'empire moghol, qui devint le siège d'une culture indo-musulmane raffinée.
Dans les siècles qui suivirent, les Indiens allaient à leur tour connaître les attaques des pillards descendus des montagnes afghanes, comme ceux qui mirent à sac Delhi en 1739, faisant cent mille morts. Hindu Kuch signifie « tueuse d'Hindous »...

Etat-tampon ou Etat-nation ?

Après une période de guerres et de divisions, le XIXe siècle allait voir la naissance de l'Afghanistan moderne autour de l'ethnie pachtoune dominante et de ses tribus. Cet Etat, a écrit Olivier Roy dans *L'Afghanistan, islam et modernité politique* (Seuil-Esprit), *« s'est constitué par une cristallisation d'une confédération tribale en un Etat dynastique »* dont la principale figure sera Ahmed Chah.
Mais c'était aussi l'époque où l'Empire britannique des Indes s'efforçait de renforcer son flanc occidental tandis que la Russie poursuivait sa poussée vers le Sud et les mers chaudes. L'Afghanistan était devenu un Etat-tampon.
C'était l'époque du *« Grand Jeu »* cher à Kipling, aux rivalités d'ambitions entre grandes puissances qui n'imaginaient pas que des guerriers des montagnes en guenilles puissent leur résister. L'armée anglaise en fera la douloureuse expérience avec sa première guerre afghane. Arrivés à Kaboul en 1839, ses seize mille hommes furent contraints par une révolte de quitter la ville deux ans plus tard pour Jalalabad. Ils furent tous massacrés en route, sauf un qui revint aux Indes apporter la nouvelle du désastre.
Inquiète des ambitions russes, l'Angleterre força, en 1879, Kaboul à signer un traité lui donnant le contrôle de sa politique extérieure et installa une ambassade dans la capitale. L'ambassadeur et son personnel furent massacrés à leur tour quelques mois plus tard. C'est de loin que Londres exercera un protectorat de fait, se contentant de protéger ses frontières, définies par la Ligne Durand, et négociant avec Moscou la démarcation de la frontière du nord. L'Afghanistan avait préservé son indépendance intérieure avant de récupérer sa pleine souveraineté en 1921. Mais ce pays enclavé n'avait plus que l'ombre de sa grandeur et de sa prospérité passées, du temps où il était un grand carrefour de civilisations, et les tentatives de réformes avant l'invasion soviétique de 1979 se sont heurtées aux résistances d'une société encore tribale et d'un islam traditionnel puissant.

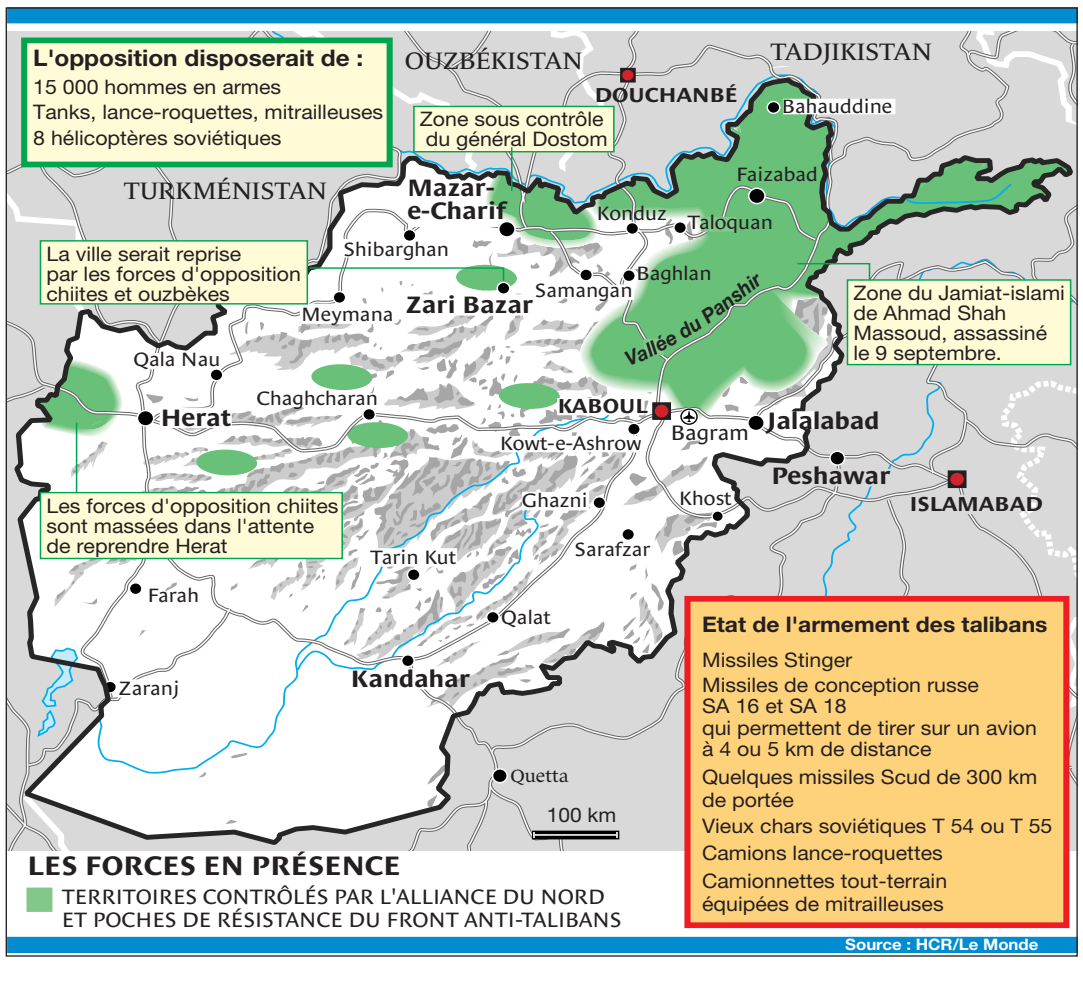
Patrice de Beer
Le Monde *du 1er octobre*

Vingt-huit ans de chaos

● **17 juillet 1973** : le prince Mohamed Daoud renverse la monarchie et proclame la république. 27 avril 1978 : des officiers prosoviétiques renversent le président Daoud qui est assassiné.
● **24 décembre 1979** : début de l'invasion soviétique et instauration d'un régime communiste dirigé par Babrak Karmal.
● **4 mai 1986** : Mohamed Najibullah remplace Babrak Karmal, démissionnaire *« pour raisons de santé »*.
● **Mai 1988 :** début du retrait de l'armée rouge à la suite de neuf années d'une guerre sanglante avec des moudjahidins soutenus par les Etats-Unis, le Pakistan, la Chine et l'Arabie saoudite.
● **16 avril 1992** : effondrement du régime communiste et démission de Najibullah. Il est remplacé par Burhanuddin Rabbani à la tête d'une coalition de moudjahidins.
● **1992 - 1996** : les factions rivales des moudjahidins se disputent le pouvoir et le contrôle de Kaboul, bombardée à plusieurs reprises.
● **27 septembre 1996** : soutenus par le Pakistan, les talibans s'emparent de Kaboul, instaurent un régime islamiste dirigé par le mollah Omar et exécutent Najibullah.
● **8 août 1998** : les talibans conquièrent Mazar-e-Sharif, dernière grande ville tenue par les moudjahidins, qui poursuivent la résistance sous la bannière de l'Alliance du Nord.
● **20 août 1998** : l'aviation américaine bombarde des camps d'entraînement d'Oussama Ben Laden en représailles aux attentats contre leurs ambassades en Tanzanie et au Kenya.
● **6 juillet 1999** : sanctions américaines contre le régime taliban, qui contrôle environ 80 % de l'Afghanistan.
● **19 décembre 2000** : l'ONU impose de nouvelles sanctions contre Kaboul.
● **9 septembre 2001** : le commandant Massoud est tué lors d'un attentat islamiste, deux jours avant les attaques contre le World Trade Center de New York et le Pentagone à Washington.

Le Front uni de l'opposition

Ne l'appelez plus Alliance du Nord. Depuis le début de cette année, après que deux autres formations l'ont rejointe, l'Alliance est devenue le Front uni de l'opposition aux talibans en Afghanistan. Il regroupe une série de formations qui, après des années de luttes fratricides, ont en commun d'avoir été vaincues par les talibans et expulsées de Kaboul en 1996. Trois formations fournissent la quasi-totalité des troupes de l'opposition : celles de Massoud et Sayyaf réunies au nord-est, celle de Dostom au nord, et celle des chiites hazaras à l'est.
Selon les estimations, les talibans auraient 15 000 soldats permanents, et jusqu'à 70 000 mobilisables. L'Alliance Massoud-Sayyaf, 5 000 pour 15 000 mobilisables. Dostom, 1 000 et 4 000. Seuls les islamistes de Ben Laden sont mobilisés en permanence. Ils seraient 5 000 à 8 000.

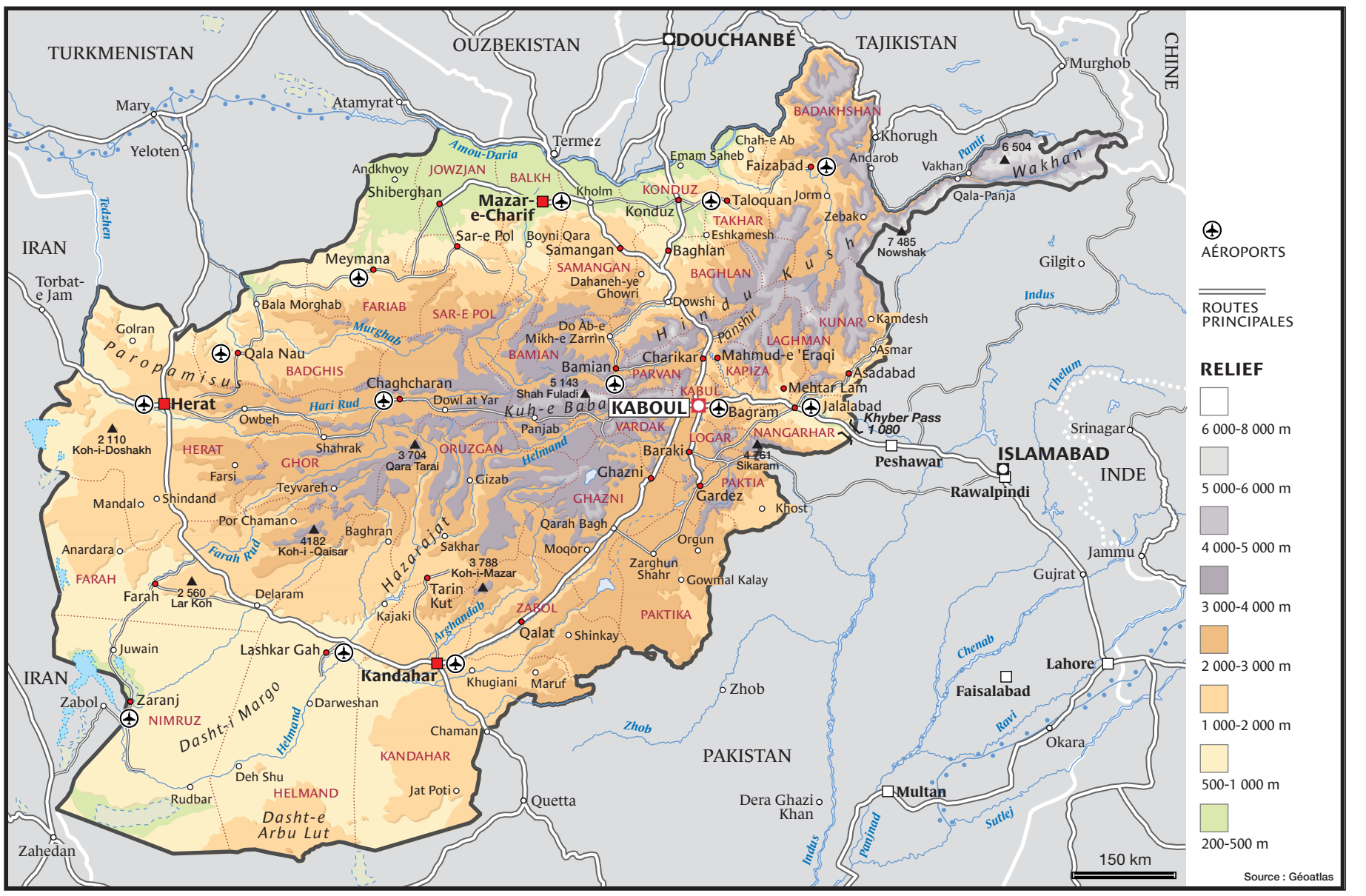


a guerre contre Al-Qaida

Un relief tourmenté, un climat extrême

Bordé au nord par le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, à l'ouest par l'Iran, à l'est et au sud par le Pakistan – et, sur une toute petite frontière par la Chine –, l'Afghanistan dispose d'une superficie (650 000 kilomètres carrés) légèrement supérieure à celle de la France. Privé de tout accès à la mer, ce pays enclavé qui possède quelque 5 500 kilomètres de frontières, mesure 970 kilomètres du nord au sud et 1 300 kilomètres d'est en ouest. Il a grossièrement la forme d'une feuille de chêne dont la mince tige – le corridor du Wakhan créé en 1891 pour servir de tampon entre l'Empire britannique des Indes et la Russie tsariste – se prolonge vers la Chine par le massif du Pamir.

Ce pays est pour plus de la moitié de sa superficie occupé par des hauts plateaux et d'imposants massifs montagneux. Le centre et l'est de l'Afghanistan sont dominés par l'Hindu Kuch dont les plus hauts sommets, toujours enneigés, culminent à plus de 7 000 mètres (7 485 mètres pour le Nowshak) et appartiennent à la chaîne himalayenne. A l'extrême nord-est, se dressent à plus de 6 000 mètres les cimes du Pamir. Orientée selon un axe sud-ouest/nord-est, cette barrière naturelle – au sud-est de laquelle se trouve la célèbre Khyber-pass qui ouvre sur le Pakistan – sépare le pays en deux.

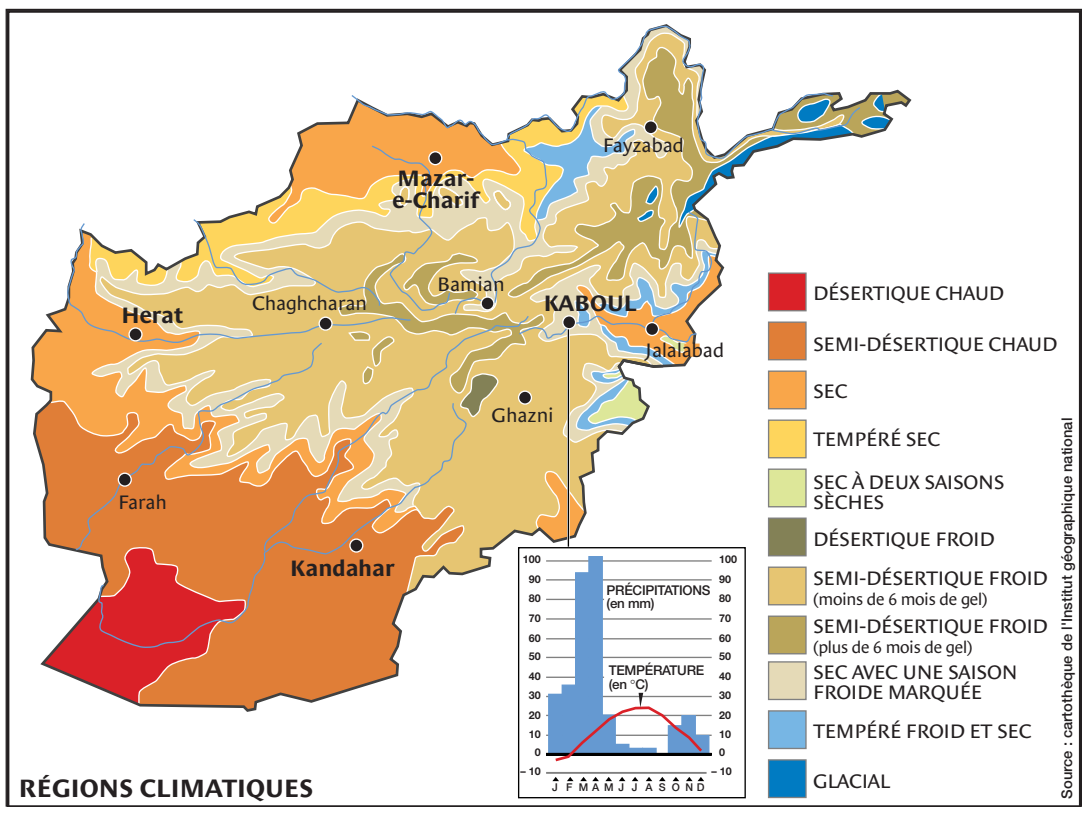


DES TERRES FERTILES

Au nord s'étendent des plaines et des collines fertiles (700 mètres d'altitude en moyenne) à forte densité de population arrosées par l'Amu Darya et ses affluents. Une grande partie des ressources agricoles (blé, maïs, riz, coton, fruits et légumes) du pays proviennent de cette région également riche en ressources minérales. Hormis le gaz et le charbon, elles sont peu exploitées – comme le cuivre, l'or et l'argent. En revanche, certaines pierres précieuses ou semi-précieuses sont sources de revenus non négligeables, qui ont, au cours de l'histoire récente, contribué à financer les guerres. C'est le cas du lapis-lazuli et des émeraudes, bien connues des riches royaumes qui prospéraient le long des vallées (Swat, Peshawar et Kaboul) situées le long de la Route de la soie. Récemment, des chercheurs ont analysé une pierre de très haute qualité provenant d'un de ces gisements redécouverts au début des années 1970.

Au sud s'élève un plateau, désertique (Rigestan et Margo) et semi-aride, creusé par de puissantes rivières dont la principale est l'Helmand. A l'extrême sud-ouest du pays, aux frontières avec l'Iran, la dépression marécageuse du Sistan, berceau d'une ancienne civilisation qui a pris fin au XIVe siècle.

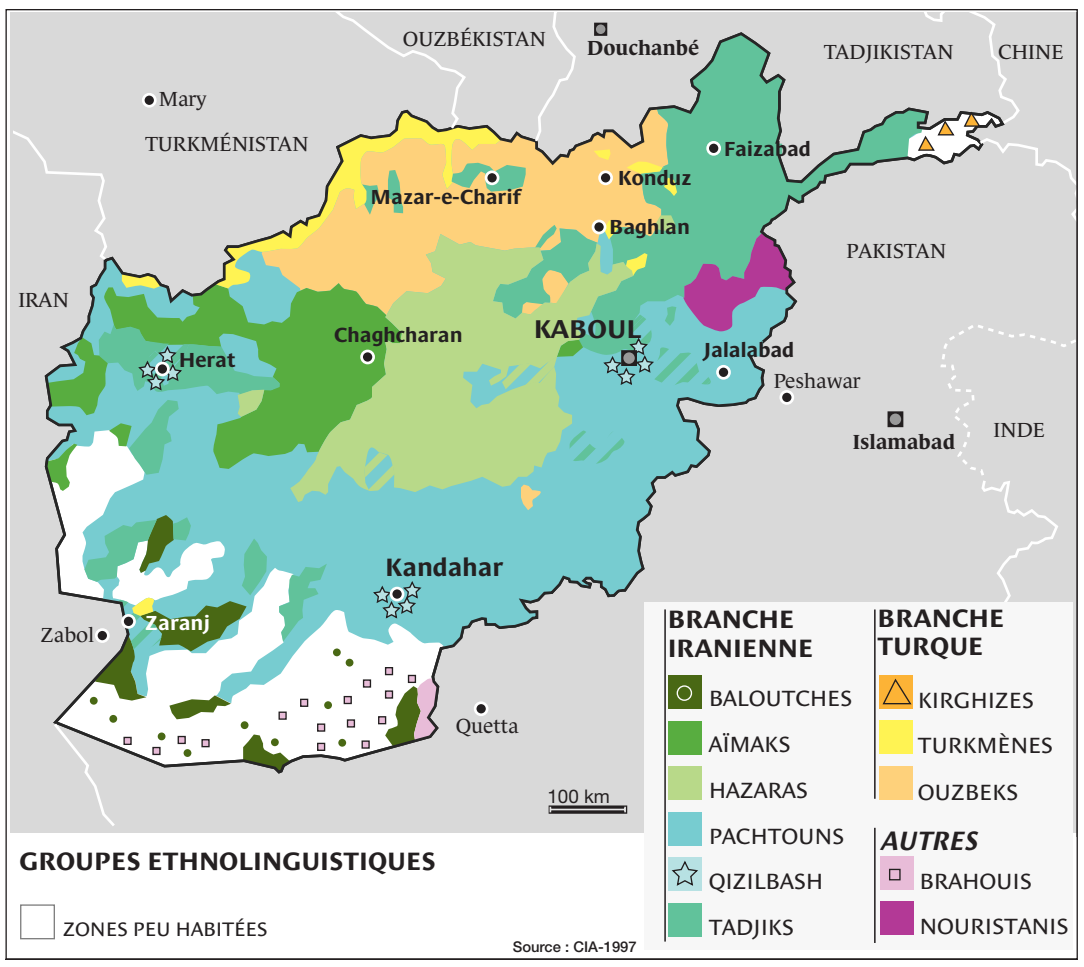
La faible épaisseur des sols ne favorise pas la culture extensive. Un huitième seulement des terres est cultivé. Pour le reste, près de la moitié du territoire est réservé à l'élevage (moutons et chèvres pour l'essentiel). Le climat contrasté de l'Afghanistan ne permet pas en effet de faire autrement. Il se caractérise par de très grandes amplitudes de températures, avec des hivers très froids et des étés très chauds caractéristiques d'un climat de steppe semi-aride. Mais il connaît des variations régionales importantes. Les régions montagneuses du nord-est connaissent par exemple un climat subarctique, avec des hivers secs et froids. Alors que celles qui sont situées en bordure du Pakistan subissent l'influence de la mousson indienne, qui arrive généralement entre juillet et septembre en apportant des pluies importantes. Les contrastes de températures se font également sentir en fonction de l'altitude. Ces caractéristiques expliquent la grande diversité des températures de l'Afghanistan.



RÉGIONS CLIMATIQUES

Des températures supérieures à 35 degrés ont été ainsi enregistrées sur le plateau très sec du sud-ouest du pays. Jalalabad, l'une des villes les plus chaudes du pays, a connu lors d'un mois de juillet la température record de 49 degrés. En hiver, les températures hivernales peuvent chuter jusqu'à - 15 degrés. A Kaboul, située à une altitude voisine de 1 800 mètres une température de - 31 degrés a déjà été observée. L'Afghanistan compte entre 20 et 25 millions d'habitants. Sa population est essentiellement rurale. La plupart des villes ne dépasse pas les 100 000 habitants. Herat, près de la frontière iranienne, en compte environ 177 000 ; Mazar-e-Sharif n'en a que 130 000, Jalalabad, près de la Kyber Pass sur la route de Peshawar, en héberge 58 000. Seule Kandahar, au nord du désert du Registan, compte quelque 230 000 personnes et Kaboul, la capitale, située dans le massif de l'Hindu Kuch, hébergeait avant les événements entre 800 000 et 1 million d'habitants.

Le Monde *du 1er octobre*



GROUPES ETHNOLINGUISTIQUES

Dix ethnies rivales

L'Afghanistan apparaît comme une mosaïque d'ethnies dont les principales - à l'exception des Hazaras, enclavés au centre du pays - s'étendent de part et d'autre des frontières avec les Etats voisins. Pratiquement tous musulmans, depuis la conversion plus ou moins forcée des Nouristanis, ces groupes ethnolinguistiques se divisent en chiites (environ 20 %, essentiellement hazaras) et sunnites. Les deux langues officielles sont le pachtou et le dari (persan). Sur les 15 millions d'Afghans, selon les estimations, vivant sur un territoire un peu plus grand que la France (652 000 km²), un tiers s'est réfugié et continue de se réfugier à l'étranger pour fuir les guerres et la famine, entassé dans des camps, dans des conditions dramatiques.

● **Le principal groupe, les Pachtounes** (appelés Pathans au Pakistan où ils sont une douzaine de millions), est fort d'environ 6,5 millions de personnes, réparties en arc de cercle dans l'est et le sud du pays. Ces tribus montagnardes guerrières, jalouses de leur indépendance et qui ont connu une forte expansion démographique au XVIIe siècle, sont les fondatrices de cet Afghanistan qui s'est taillé une place au siècle suivant entre les empires britannique et russe. D'où leur ambition d'y contrôler le pouvoir. C'est parmi les Pachtounes que sont nés les talibans.

15 millions d'Afghans vivent sur un territoire un peu plus grand que la France

● **Deuxième ethnie, les Tadjiks** sont persophones. Les 4 millions de membres se regroupent autour de Herat, à l'ouest, et dans les montagnes du nord-est, à proximité de leurs frères du Tadjikistan voisin, moins nombreux qu'eux (3,2 millions). Le commandant Massoud était tadjik.

● **Les Hazaras** (1,3 million) ont été traités en parias par les Pachtounes en raison de leur appartenance au chiisme, jugé hérétique par ces sunnites. Leurs tentatives pour obtenir une autonomie, en coopération avec la résistance du nord, ont été violemment réprimées par les talibans.

● **Les Ouzbeks,** un peuple turcophone tout comme les Turkmènes et les Kirghizes, ont une population à peu près équivalente, regroupée à l'ouest et au nord, de part et d'autre de la frontière avec l'Ouzbékistan, où ils sont environ 15 millions.

● **Les Aïmaks** (750 000) sont concentrés entre le Hazaradjat et les montagnes autour de Herat. D'origine semi-nomade, persophones, ils ont des coutumes particulières ; leurs femmes ne portent pas le voile.

● **Les Baloutches et les Braouis**, deux ethnies qui se sont mélangées à travers les âges, sont environ 300 000 au sud de Kandahar, le long de la frontière avec le Baloutchistan pakistanais, où ils sont près de 3 millions contre 1,2 million en Iran. Indépendant au XVIIIe siècle, le pays baloutche a été partagé en trois par les Britanniques à la fin du XIXe.

● **Les Nouristanis**, jadis appelés kafir (infidèles) jusqu'à leur conversion forcée au XIXe siècle, sont une centaine de milliers dans les montagnes au nord-est de Kaboul. Il reste encore quelques milliers de kafir au Pakistan.

Le Monde *du 1er octobre*

Le théâtre de la terreur

par John Le Carré

John Le Carré

Ecrivain britannique, ancien agent secret au service de Sa Majesté, John Le Carré est l'auteur de nombreux romans d'espionnage à succés, parmi lesquels *L'Espion qui venait du froid* (Gallimard).

8 octobre 2001, *« Début des bombardements »,* claironne la manchette du *Guardian,* d'ordinaire plutôt sobre. *« La bataille est engagée »,* titre en écho le non moins modéré *Herald Tribune*, reprenant les propos de George W. Bush. Mais engagée contre qui ? Et comment se terminera-t-elle ?

Par exemple avec Oussama Ben Laden dans les fers, l'air plus serein et christique que jamais, comparaissant devant un tribunal composé des vainqueurs, défendu par Johnny Cochrane comme O. J. Simpson avant lui (car il est certain que les frais d'avocat ne lui poseront pas problème) ? Ou alors avec un Ben Laden réduit en charpie par une de ces bombes intelligentes dont nous parlent constamment les journaux, celles qui tuent les terroristes dans leurs repaires mais épargnent la vaisselle ? Ou bien existe-t-il une issue à laquelle je n'ai pas pensé, qui nous éviterait de transformer notre ennemi public numéro un en martyr numéro un aux yeux de ceux qui voient déjà en lui un demi- dieu ?

Nous devons pourtant le punir. Nous devons le traduire en justice. Comme tout être sensé, je ne vois pas d'autre solution. Envoyons nourriture et médicaments, fournissons de l'aide humanitaire, rassemblons les réfugiés affamés, les orphelins mutilés et les morceaux de corps humains - pardon, les « dommages collatéraux » -, mais nous n'avons pas le choix : Ben Laden et ses sbires doivent être débusqués. Hélas ! ce que l'Amérique recherche à l'heure actuelle, avant même la vengeance, c'est : plus d'amis et moins d'ennemis.

Or ce que l'Amérique se prépare, comme nous autres Britanniques, c'est : encore plus d'ennemis, parce que, malgré tous les pots-de-vin, les menaces et les promesses qui ont assemblé de bric et de broc cette vacillante coalition, nous ne pouvons pas empêcher un terroriste kamikaze de naître chaque fois qu'un missile mal guidé rase un village innocent, et personne ne peut nous dire comment sortir du cercle vicieux désespoir-haine- vengeance.

Ce qui peut nous apporter une lueur d'espoir, c'est que les clichés et les images télévisuelles stylisés de Ben Laden révèlent un homme au narcissisme exacerbé. Qu'il pose avec sa kalachnikov, assiste à un mariage ou lise un texte sacré, le moindre de ses gestes complaisants trahit une conscience aiguë de la caméra propre aux acteurs. Sa grande taille, sa beauté, sa grâce, son intelligence et son magnétisme sont des qualités formidables tant qu'on n'est pas le fugitif le plus recherché de la planète, auquel cas ce sont des handicaps difficiles à cacher.

Mais à mes yeux blasés, ce qui le domine, c'est sa vanité masculine presque irrépressible, son goût de la représentation, sa passion inavouée pour les feux de la rampe. Peut-être ce trait de caractère signera-t-il sa perte, l'attirant vers un dernier acte théâtral d'autodestruction, produit, réalisé, écrit et joué jusque dans la mort par Oussama Ben Laden soi-même.

Certes, selon les règles établies de la lutte terroriste, cette guerre est perdue depuis longtemps - par nous. Quelle victoire pourra jamais compenser les défaites déjà subies, sans parler de celles à venir ? *« La terreur, c'est du théâtre »,* m'a affirmé posément un activiste palestinien en 1982 à Beyrouth. Il commentait le massacre des athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich, mais il aurait aussi bien pu être en train de parler du World Trade Center et du Pentagone. Bakounine, le chantre de l'anarchisme, aimait évoquer la « propagande de l'acte ». On ne saurait imaginer actes de propagande plus spectaculaires et marquants.

Aujourd'hui, Bakounine est mort et enterré et, au fin fond de sa grotte, Ben Laden doit se frotter les mains en nous regardant nous engager dans ce processus qui réjouit au plus haut point les terroristes de son espèce : nous nous empressons de renforcer nos effectifs de police et de renseignement et de leur donner des pouvoirs accrus, nous mettons entre parenthèses les droits civiques élémentaires et restreignons la liberté de la presse, nous imposons de nouveaux tabous journalistiques et une censure occulte, nous nous espionnons nous-mêmes et, dans les pires extrêmes, nous profanons les mosquées et harcelons de pauvres concitoyens parce que leur couleur de peau nous effraie.

Toutes ces peurs que nous partageons (Vais-je oser prendre l'avion ? Ne devrais-je pas dénoncer à la police le couple étrange qui habite au-dessus ? Ne vaudrait-il pas mieux éviter de passer en voiture devant les ministères de Whitehall ce matin ? Mon enfant est il rentré de l'école sain et sauf ? Ai-je perdu d'un coup mes économies de toute une vie ?) sont précisément les peurs que nos agresseurs souhaitent nous voir nourrir.

Jusqu'au 11 septembre, les Etats-Unis étaient trop heureux de fustiger Vladimir Poutine et sa boucherie tchétchène. Il s'entendait dire que la violation par les Russes des droits de l'homme dans le Nord-Caucase - et nous parlons là de torture généralisée et meurtres à l'échelle d'un génocide, personne ne le conteste - faisait obstacle à la normalisation des relations de son pays avec l'OTAN et les USA. Certaines voix, dont la mienne, allaient jusqu'à suggérer que Poutine rejoigne Milosevic à La Haye - les deux faisaient la paire. Eh bien, c'est terminé, tout ça ! La construction de la grande coalition nouvelle donnera à Poutine une odeur de sainteté, comparé à certains de ses petits camarades.

Qui se rappelle aujourd'hui le tollé contre ce qui était perçu comme un colonialisme économique des pays du G8 ? Ou contre l'exploitation du tiers-monde par des multinationales incontrôlables ? Prague, Seattle et Gênes nous ont offert des images dérangeantes de crânes fracassés, de verre brisé, de violence collective et de brutalités policières, qui ont beaucoup choqué M. Blair. Pourtant, c'était là un débat légitime, jusqu'à ce qu'il soit noyé dans une vague de patriotisme habilement récupéré par l'Amérique des grandes entreprises.

> « A mes yeux blasés, ce qui domine Ben Laden, c'est sa vanité masculine presque irrépressible, sa passion inavouée pour les feux de la rampe »

Mentionnez Kyoto, ces temps-ci, et vous risquez de vous faire taxer d'antiaméricanisme. Comme si nous étions entrés dans un monde orwellien où notre loyauté en tant que camarades de lutte se mesure à l'aune de notre propension à évoquer le passé pour expliquer le présent. Suggérer que les récentes atrocités s'inscrivent dans un contexte historique revient implicitement à les excuser. Si on est dans notre camp, on ne fait pas ça. Si on le fait, c'est qu'on est dans le camp adverse.

Voici dix ans, j'assommais tout le monde avec mon idéalisme en racontant à qui voulait bien m'entendre que nous étions en train de rater une occasion unique de transformer le monde, maintenant que la guerre froide était derrière nous. Où était le nouveau plan Marshall ?, plaidais-je. Pourquoi les jeunes hommes et femmes de l'American Peace Corps ou du Voluntary Service Overseas et leurs homologues européens n'affluaient-ils pas par milliers dans l'ex-Union soviétique ? Où se trouvait l'homme d'Etat de stature internationale, l'homme providentiel doué de l'inspiration visionnaire susceptible de nous désigner les véritables ennemis de l'humanité, aussi peu ragoûtants soient-ils : pauvreté, famine, esclavage, tyrannie, drogue, conflits ethniques, racisme, intolérance religieuse, cupidité ?

Et voilà que, du jour au lendemain, grâce à Ben Laden et ses lieutenants, tous nos dirigeants sont devenus des hommes d'Etat de stature internationale, faisant de beaux discours d'inspiration visionnaire dans de lointains aéroports qui leur servent de tremplins électoraux. Le terme malheureux de *« croisade »* a été prononcé, et pas seulement par le signor Berlusconi. A l'évidence, parler de croisade relève d'une savoureuse méconnaissance de l'histoire. Berlusconi se proposait-il vraiment de libérer les lieux saints de la chrétienté et de pourfendre les infidèles ? Et Bush avec lui ? Et serait-il déplacé de ma part de rappeler que nous les avons perdues, les croisades ?

> « Je me demande si Tony Blair ou George Bush ont jamais vu un enfant déchiqueté par une explosion ou un camp de réfugiés atteint par une bombe à fragmentation »

Mais tout est pour le mieux : la petite phrase du signor Berlusconi a été déformée, et la référence présidentielle devient caduque. Pendant ce temps-là, M. Blair joue à plein son nouveau rôle de vaillant porte-parole de l'Amérique. Blair s'exprime d'autant mieux que Bush s'exprime mal. Vu de l'étranger, dans ce duo, c'est Blair qui fait figure de dirigeant expérimenté et inspiré jouissant chez lui d'une assise populaire inébranlable, alors que Bush - qui ose encore le dire, aujourd'hui ? - s'est fait élire dans des conditions plus que douteuses. Mais de quoi est-il représentatif au juste, ce Blair, dirigeant expérimenté ? L'un et l'autre sont actuellement au plus haut dans les sondages mais, s'ils ont bien appris leurs leçons d'histoire, tous deux sont forcément conscients qu'une cote de popularité élevée au premier jour d'une opération militaire risquée à l'étranger ne garantit en rien une victoire aux élections.

A combien de cadavres de GI résistera le soutien populaire de M. Bush ? Certes, après l'horreur des attentats sur le sol américain, le peuple crie vengeance, mais il atteindra vite son seuil de tolérance à la vue du sang versé par d'autres compatriotes. A en croire l'Occident tout entier (hormis quelques voix discordantes en Grande-Bretagne), M. Blair est l'éloquent chevalier blanc de l'Amérique, le loyal et intrépide protecteur de cet enfant si fragile né dans les flots de l'Atlantique : la *« relation privilégiée »*. Savoir si cela lui attirera les faveurs de l'électorat est une autre affaire, parce qu'il a été élu pour sauver le pays du déclin et non d'Oussama Ben Laden.

L'Angleterre qu'il mène au combat est un monument érigé à soixante ans d'incurie administrative. Nos systèmes de santé, d'éducation et de transports sont exsangues. Il est de bon ton ces temps-ci de dire qu'ils sont dignes de ceux du tiers-monde, mais certains pays du tiers-monde s'en sortent beaucoup mieux que la Grande-Bretagne. L'Angleterre que gouverne Blair est rongée par le racisme institutionnalisé, la domination de l'homme blanc, une police désorganisée, une justice engorgée, une richesse privée indécente et une pauvreté collective honteuse et parfaitement évitable. Lors de sa réélection, marquée par un abstentionnisme record, Blair a reconnu l'existence de ces maux et s'est humblement engagé à les éradiquer.

Alors, quand vous captez les vibrants trémolos dans sa voix de va-t-en-guerre malgré lui et vous laissez gagner par sa rhétorique bien huilée, soyez aussi réceptif à l'avertissement subliminal qu'il vous envoie peut-être : sa mission envers l'humanité est si capitale qu'il vous faudra attendre encore un an pour votre opération urgente à l'hôpital et bien plus pour avoir droit à des trains ponctuels et sûrs. Je ne suis pas sûr que ce soit avec ça qu'il remporte les législatives dans trois ans. A le regarder et à l'écouter, je ne peux m'empêcher de penser qu'il vit dans un rêve et avance sur une planche qu'il se savonne lui-même.

J'ai employé le mot « guerre ». Je me demande si Blair et Bush ont jamais vu un enfant déchiqueté par une explosion ou un camp de réfugiés sans défense atteint par une bombe à fragmentation. Nul besoin d'avoir été témoin de ce genre d'horreurs pour faire un bon chef des armées, et je ne souhaite cette expérience ni à l'un ni à l'autre. Mais il n'en reste pas moins que j'ai peur chaque fois que je vois le visage d'un politicien novice illuminé par une aura guerrière et que j'entends sa voix distinguée m'exhorter au combat.

Et s'il vous plaît, monsieur Bush, je vous en supplie, monsieur Blair : laissez Dieu en dehors de tout ça. Imaginer que Dieu s'implique dans des guerres revient à lui imputer les pires folies des hommes. Si nous le connaissons un tant soit peu, ce que je me garderais bien d'affirmer, Dieu préfère les largages de nourriture efficaces, les équipes médicales dévouées, le confort matériel et des tentes solides pour les sans-abri et les miséreux. Dieu préfère que nous fassions amende honorable pour nos péchés passés et que nous nous employions à les racheter. Il nous préfère moins cupides, moins arrogants, moins prosélytes, moins méprisants à l'égard des déshérités.

Ce n'est pas un nouvel ordre mondial, pas encore, et ce n'est pas la guerre de Dieu. C'est une opération de police atroce, nécessaire, dégradante, visant à pallier la faillite de nos services de renseignement et l'aveuglement politique avec lequel nous avons armé et utilisé les intégristes islamistes afin qu'ils luttent contre l'envahisseur soviétique, pour leur abandonner ensuite un pays dévasté et sans gouvernement. En conséquence, il nous incombe, hélas, de traquer et punir une bande de fanatiques religieux néo-médiévaux qui tireront de cette mort dont nous les menaçons une dimension mythique.

Et une fois que ce sera fini, ce ne sera pas fini. L'émotion suscitée par l'élimination de Ben Laden grossira les rangs de ses armées de l'ombre au lieu de les rompre, ainsi que l'arrière-garde de sympathisants silencieux qui leur fournissent le soutien logistique. L'air de rien, entre les lignes, on nous invite à croire que l'Occident s'intéresse avec un regain de conscience au problème des pauvres et des sans-abri de cette planète. Et peut-être en effet que de la peur, de la fatalité et de la rhétorique est née une moralité politique d'un genre nouveau. Mais quand les armes se tairont pour laisser place à une paix apparente, les Etats-Unis et leurs alliés resteront-ils fidèles au poste ou, comme à la fin de la guerre froide, raccrocheront-ils leurs godillots pour retourner cultiver leurs jardins ? Des jardins qui ne seront plus jamais les havres d'antan.

Traduit de l'anglais par Isabelle Perrin

© David Cornwell 2001

Le Monde *du 18 octobre*

ÉDITOS

Repenser le terrorisme

Les attaques terroristes menées le 11 septembre à New York et Washington, la riposte promise par le président George W. Bush soutenu par les alliés européens des Etats-Unis vont amener les dirigeants occidentaux à repenser leur idée même du terrorisme. Derrière ce terme se cachent des interprétations différentes, non seulement entre l'Amérique et l'Europe, mais au sein même des Quinze, comme vient de le constater pour le déplorer la Commission de Bruxelles. Comment combattre ensemble un fléau si l'on n'est pas d'accord sur sa définition ?

Force est de constater que, du Pays basque à l'Irlande du Nord, de la Tchétchénie au Proche-Orient, de l'Algérie aux Balkans, les Occidentaux, pour ne s'en tenir qu'à eux, n'ont pas toujours eu la même conception du terrorisme et des rapports avec les terroristes. Au moment où les soupçons se portent sur le milliardaire d'origine saoudienne Ben Laden, il est difficile de ne pas rappeler que ce même Ben Laden a été naguère formé et utilisé par la CIA pour lutter contre l'invasion soviétique de l'Afghanistan. Est-ce à dire qu'il y aurait selon les lieux et les moments des « bons » et des « mauvais » terroristes ?

Non sans un certain cynisme, le pouvoir militaire en Algérie feint de regretter que la communauté internationale, justement indignée par les attentats à New York et Washington, se soit posé des questions sur la légitimité de la politique d'*« éradication »* menée contre les islamistes algériens. Quant à Vladimir Poutine, il avait déjà arraché à George W. Bush, lors de leur première rencontre en juin, et plus récemment au premier ministre israélien Ariel Sharon, des déclarations communes condamnant le terrorisme islamiste. Il peut estimer aujourd'hui sa rhétorique contre les *« terroristes tchétchènes »* renforcée par les attentats du 11 septembre et espérer faire oublier que le pouvoir russe a délibérement déclenché, à l'été 1999, une guerre sans pitié contre la petite République indépendandiste de Tchétchénie.

Slobodan Milosevic, dont les méthodes au Kosovo étaient aussi condamnables mais plutôt moins brutales que celle de Vladimir Poutine en Tchétchénie, n'a pas eu droit à la même indulgence. A juste titre. Mais l'UCK, qui eut son utilité dans la lutte contre le dictateur de Belgrade, n'était pas seulement un rassemblement de combattants pour la liberté. Les métastases de la guérilla kosovare en Serbie du Sud et en Macédoine le montrent.

Autrement dit, il est arrivé à la communauté internationale et aux Etats-Unis de n'être pas toujours très regardants sur les alliés qu'ils se donnaient. Cette remarque n'explique aucun des actes barbares commis au cours des derniers jours et constitue moins encore une esquisse de justification. Elle est là uniquement pour souligner que la lutte contre la terreur, pour être efficace et légitime, ne doit souffrir ni exception ni compromission. Ici moins qu'ailleurs, la fin ne saurait justifier les moyens.

Le Monde *du 14 septembre*

Ben Laden and Co.

La cible est désignée : *« Ben Laden, mort ou vif »*. Le président George W. Bush a affiché, lundi 17 septembre, un *« wanted »* sur la tête du dissident saoudien Oussama Ben Laden. Il individualise le combat à mener contre le terrorisme. Comme son père, George H. Bush, avait, en 1991, singularisé l'Irakien Saddam Hussein, alors comparé à Hitler.

Ce faisant, le président américain commence à calibrer sa réplique. Il sait que les milieux économiques seront sensibles à l'ampleur, à la durée et à la localisation des opérations militaires : ils veulent une riposte rapide, loin des puits de pétrole. Mais M. Bush prend aussi un risque. Le succès ou l'échec de sa réponse au massacre du mardi 11 septembre sera jugé à l'aune de l'objectif ainsi fixé : *« Ben Laden mort ou vif »*. Un prisonnier ou un cadavre. En d'autres termes, il ne suffira pas de détruire le réseau Ben Laden en Afghanistan, ni la logistique dont il peut disposer auprès du régime des talibans. On se fera fort aux Etats-Unis de rappeler en temps voulu à M. Bush que son père fut vertement dénoncé, ici et là, au Congrès et dans la presse, pour avoir chassé les troupes irakiennes du Koweït sans en finir avec le régime de Bagdad ni avec la personne de Saddam Hussein.

La cible est difficile. L'un des rares journalistes à avoir séjourné à plusieurs reprises dans ses bases, le Britannique Robert Fisk, du quotidien *The Independent*, dit ici combien l'homme est déterminé, réfléchi, posé dans son obsession à chasser les Américains du Proche-Orient. Du Pakistan à l'Afghanistan, en passant par le Yémen (terre natale des Ben Laden) et l'Arabie saoudite, il dispose, ici et là, de multiples réseaux capables de le cacher et de le protéger. Il peut sans doute aussi compter sur une solide base financière.

Sa famille - qui l'a officiellement « renié » en 1994 - a développé un des conglomérats les plus diversifiés du Proche-Orient. Celui-ci compte des dizaines de participations dans des sociétés nichées dans des paradis fiscaux (Bahamas, îles Vierges ou Caïmans). Elles peuvent parfait²ment servir de sociétés-écrans pour Oussama Ben Laden. C'est dire que la cible Ben Laden suppose le démantèlement de ses réseaux financiers. Le Trésor américain vient d'annoncer la création d'une unité chargée de cette tâche. Elle aura fort à faire.

L'une des premières décisions de l'administration Bush a été d'essayer de torpiller une initiative de l'OCDE en ce sens. Il s'agissait de traquer ces paradis fiscaux qui permettent le détournement d'argent sale et son blanchiment ; ils assurent la porosité entre le monde légal et celui du crime et du terrorisme. C'est de cette absence de transparence que profitent les Ben Laden.

Et c'est cette opacité que le secrétaire au Trésor, Paul O'Neil, sous la pression des milieux d'affaires américains, entendait protéger... Ici, comme ailleurs, la cible Ben Laden demandera aux Etats-Unis de déchirantes révisions. Pour ne pas rester à l'état de *« wanted »*.

Le Monde *du 17 septembre*

Au vingt-sixième jour, les Etats-Unis passent à l'acte

3

LA CHUTE DES TALIBANS

Le dimanche 7 octobre à 21 heures, heure de Washington, des navires, des sous-marins et des bombardiers américains lancent une première offensive sur l'Afghanistan, tandis que des avions cargo larguent des vivres et des médicaments. Ainsi débute la campagne militaire qui conduira à la chute du régime taliban après la prise de Kaboul et la reddition de Kandahar. Une guerre sans images à l'exception des reportages de la télévision qatari Al-Jazira. Alors qu'un accord était trouvé à Bonn pour tracer les contours d'un Afghanistan démocratique, la traque du mollah Omar et d'Oussama Ben Laden se poursuivait.

Washington vise des objectifs militaires et largue des vivres

George W. Bush avait pris sa décision samedi 6 octobre, alors qu'il se trouvait dans sa résidence de Camp David. La riposte américaine, annoncée dès le lendemain des attaques terroristes du 11 septembre, aurait lieu le lendemain 7 octobre. M. Bush était à Camp David en compagnie de Condoleeza Rice, conseillère pour les affaires de sécurité, et qui passe aussi, parmi tous les hauts responsables américains, pour le principal appui du président.

Samedi matin, une sorte de conseil de guerre avait été tenu, par téléconférence, avec les autres responsables majeurs de l'administration. La décision prise, restait à prévenir les dirigeants du Congrès – ce qui fut fait dans la nuit de samedi à dimanche, et les principaux dirigeants des principaux partenaires des Etats-Unis, en commençant par Tony Blair et le président russe, Vladimir Poutine. Ecourtant son week-end, George Bush était revenu à la Maison Blanche dès dimanche matin, mettant en émoi les médias américains : quelque chose allait se passer.

Peu après 13 heures, heure de Washington et alors que les premières explosions retentissaient à Kaboul, déjà plongé dans la nuit, le président s'adressait aux Américains : *« Sur mes ordres, l'armée des Etats-Unis a commencé des frappes contre les camps d'entraînement terroristes d'Al-Qaida et les installations militaires du régime des talibans en Afghanistan. »* Prononcé, de manière inhabituelle, devant une fenêtre de la Maison Blanche derrière laquelle on distinguait, au loin, la silhouette du Pentagone, le discours présidentiel comprenait une série de messages : l'Amérique, d'abord, n'est pas seule dans cette entreprise. Déjà, son *« allié loyal »*, le Royaume-Uni, participe à l'attaque, et *« d'autres alliés, y compris le Canada, l'Australie, l'Allemagne et la France ont promis des forces au fur et à mesure que l'opération se déroule »*.

Autre message : les talibans ont été amplement prévenus, ils n'ont voulu ni livrer Ben Laden ni fermer ses camps d'entraînement *« et aujourd'hui, ils vont en payer le prix »*. Mais les frappes *« soigneusement ciblées »* viseront des objectifs militaires, et les Etats-Unis largueront en même temps *« des vivres, des médicaments et des provisions pour les hommes, les femmes et les enfants affamés d'Afghanistan »*. Il sont d'ailleurs *« un pays ami du peuple afghan »*, et, au-delà, du *« milliard »* d'adeptes de l'islam dans le monde.

Suivent, dans la bouche du président, des propos plus énigmatiques : *« Aujourd'hui, nous nous concentrons sur l'Afghanistan, mais la bataille est plus vaste. » « Chaque nation a un choix à faire, dans ce conflit il n'y a pas de neutralité »*, explique M. Bush, laissant entendre que qui n'est pas avec l'Amérique est contre elle. Mais aussitôt après, il semble restreindre la menace à ceux qui *« parrainent les hors-la-loi »* , et le font *« à leurs risques et périls »*.

Sur le terrain, l'attaque a été lancée à partir d'une quarantaine de navires et de sous-marins américains et britanniques – et aussi de bombardiers B-2 (stealth), qui avaient décollé depuis le Missouri, au cœur des Etats-Unis, et aussi des B-52, célèbres pour leur rôle au Vietnam. Une cinquantaine de missiles de croisière Tomahawk auraient été lancés, et des chasseurs F-14 et F-18 opérant à partir des porte-avions *Carl Vinson* et *USS Enterprise* ont aussi participé aux attaques, selon les indications données par le Pentagone. La partie *« humanitaire »* des opérations était assurée par des avions cargo C-17 qui avaient décollé d'Allemagne, pour lancer 37 500 rations de vivres et de médicaments, apparemment au-dessus de zones non contrôlées par les talibans.

Pendant ce temps, un appareil muni d'équipements radio sophistiqués passait au-dessus de l'Afghanistan et diffusait des messages assurant la population que l'attaque n'était pas dirigée contre elle mais contre les *« terroristes »*. Les objectifs visés, d'après les communiqués officiels, était situés entre autres à Kaboul, Kandahar (considérée comme la capitale des talibans), Jalalabad, mais des frappes étaient aussi observées en de nombreux autres points du territoire afghan, et sur certaines lignes de front séparant les talibans de l'Alliance du Nord.

Le but de cette « première phase » de l'attaque était essentiellement de détruire les moyens de défense anti-aérienne des talibans, et, de manière plus générale, leur logistique, avant une seconde phase dont la nature n'a pas été clairement précisée. Les officiels américains ont aussi fait état *« d'autres opérations sur le terrain »*, qui ne seraient pas rendues publiques. Le secrétaire au Foreign Office britannique, Jack Straw, parlait lui d'une campagne devant durer *« des semaines »*. D'une manière générale, les informations données sont strictement contrôlées et les moyens de les recouper, sur place, très limités.

La plupart des journalistes, présents dans les zones contrôlées par l'Alliance du Nord, n'ont vu que de loin des lueurs d'explosion, et les premiers bilans de victimes sont ponctuels et partiels : vingt morts à Kaboul, selon une agence de presse proche des talibans. Le Pentagone n'a diffusé que quelques séquences symboliques : un missile de croisière lancé d'un navire américain, un chasseur décollant d'un porte-avions. Contrairement à ce qui s'était passé pendant l'attaque contre l'Irak, CNN n'est pas sur place, et la seule chaîne de télévision présente à Kaboul est la chaine arabe indépendante Al-Jazira. C'est elle qui a diffusé quelques images du ciel de Kaboul troué d'explosions.

Ni Ben Laden ni son protecteur le mollah Omar, chef des talibans, n'ont été atteints par les frappes américaines, affirmait dans le même temps l'ambassadeur des talibans au Pakistan, même si l'on peut douter qu'il ait vraiment été en mesure de parler en connaissance de cause. En tout cas, quelques heures après la première vague d'attaques, alors que tous leurs aéroports et leurs principaux centres de commandement étaient en feu, les talibans ne paraissaient pas disposés à demander grâce. *« Nous sommes prêts à nous défendre par tous les moyens »*, affirmait leur vice-ministre de la défense à la chaîne Al-Jazira.

> « Nous sommes prêts à nous défendre par tous les moyens », affirme le vice-ministre de la défense taliban

Jan Krauze
Le Monde *du 9 octobre*

SOMMAIRE

Le récit des premières frappes p. 19

Al-Jazira, la télévision du conflit p. 20 et p. 21

Les grandes heures de Kaboul libérée p. 22 et p. 23

Veillée d'armes dans la plaine de Shomali p. 24

Les batailles de Kunduz et de Mazar-e-Charif, avec les portraits des chefs de l'Alliance du Nord p. 25

Le drame des réfugiés p. 26

La hantise du bioterrorisme p. 27

La conférence de Bonn et le document intégral organisant l'avenir politique de l'Afghanistan p. 28 et p. 29

La bataille de Kandahar et la chute des talibans. La traque de Ben Laden à Tora Bora. Des portraits du mollah Omar, du nouveau président Hamid Karzaï et du roi Zaher Chah. p. 30 et p. 31

Une chronologie complète des événements, du 11 septembre p. 32

Des éclairs embrasent la nuit au-dessus de Kaboul

ROBAT (Afghanistan)
de notre envoyée spéciale

Les habitants fuient les villages

Des éclairs embrasent la nuit. L'instant d'après, la plaine est replongée dans l'obscurité. Sur cette ligne de front à 40 kilomètres au nord de Kaboul, les tirs d'artillerie, qui ont rythmé la journée de ce dimanche 7 octobre, bien avant le déclenchement des frappes américaines, ont cessé. Il est 2 heures du matin, heure locale. Des ombres s'aventurent sur la route : des réfugiés, villageois encombrés de baluchons, femmes recouvertes de voiles, enfants ensommeillés et vieillards juchés sur des ânes. Ils marchent par groupes épars, silencieux.

Sur cette plaine de Shomali, aux avant-postes des forces de l'opposition afghane face aux talibans, un nouveau flot de déplacés s'avance. Pour eux, les frappes américaines auront causé un nouveau déracinement, dans cette zone qui a connu tant d'offensives. *« Le commandant* (local) *nous a dit d'évacuer le village »*, explique un vieillard à longue barbe, appuyé sur sa canne, *« maintenant que les Américains ont agi, il paraît que les nôtres vont lancer une attaque, peut-être tout à l'heure, à l'aube »*. Le hameau, Robat, ainsi que la localité voisine, Tchaïkal, sont en première ligne. Ils ont été entièrement évacués, dimanche, à la demande de la hiérarchie des forces anti-talibans.

Chacun ici anticipe désormais une reprise de violents combats dans la guerre civile afghane. Comme le dit Naroullah, un moudjahidin responsable du secteur, *« les missiles américains ont commencé à affaiblir la logistique des talibans, leurs équipements à l'arrière, leurs avions, leur possibilité d'approvisionnements en provenance de Kaboul »*. Naroullah, de son poste d'observation, n'a rien raté du spectacle des explosions provoquées par les frappes américaines. *« J'ai vu beaucoup de lumières, des déflagrations de couleur rouge, surtout dans la direction de l'aéroport de Kaboul, où les explosions montaient très haut dans le ciel. Ça a duré environ dix minutes. Je n'ai pas entendu d'avion, mais il y avait le bruit de nombreux tirs de défense antiaérienne. »* Ce combattant dit aussi que les frappes américaines, qui ont commencé vers 21 heures, n'ont pas entraîné d'intensification des tirs d'artillerie dans cette partie du front.

Dès le matin, talibans et opposition armée échangeaient des tirs d'obus, plus nombreux qu'à l'accoutumée, comme si la tension avait grimpé avant même le premier tir de missile américain. La vallée de la Shomali, ce replat agricole séparant le fief militarisé du Panchir de la capitale afghane, résonnait, ce jour-là, du bruit de la canonnade. De toutes parts, raconte Naroullah, le front, jusque-là passablement assoupi, s'est activé : *« Ici dans la partie centrale, où nous avons une importante unité d'artillerie, à Bagram* [un aéroport militaire, point stratégique tenu par l'opposition mais exposé aux tirs des talibans], *et du côté de Kapisa* [région traversée par des réfugiés fuyant Kaboul] », énumère-t-il.

« VERS UNE LONGUE GUERRE »

Il ajoute que, à quelques heures de l'attaque aérienne américaine, des soldats talibans ont tenté de percer les lignes dans le secteur de Robat. *« Ils ont essayé de gagner du terrain, avançant par petits groupes, avec quelques véhicules militaires, mais nous les avons repoussés dans un affrontement aux tirs automatiques,* relate-t-il. *En face, les talibans ont renforcé leurs troupes, notamment avec des Arabes, qui n'ont rien à perdre mais ne connaissent pas le terrain. Leur présence vise aussi à empêcher les défections de commandants locaux. Nous, nous avons reçu des munitions et des renforts du Panchir. Le combat ne sera pas facile, mais les frappes américaines changent beaucoup de choses. »*

Plus tôt dans la soirée, alors que l'information sur le début des opérations américaines venait juste d'être entendue à la radio, une jeep transportant des membres des « services de renseignement » de l'Alliance du Nord déboulait à grande vitesse des gorges du Panchir. Les passagers, d'excellente humeur, commentaient les événements en attachant beaucoup d'importance aux frappes dans le nord du pays, face au front de Mazar-e-Charif. *« La ville va bientôt tomber. A Kunduz* [autre agglomération visée par les tirs américains], *les talibans avaient d'importants dépôts d'armes, qu'ils ont sans doute perdus. »*

La prise de Mazar-e-Charif, si elle s'avérait être l'un des résultats des frappes américaines, constituerait un gain crucial pour l'opposition, lui ouvrant d'importantes voies de communication avec le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, où sont stationnées des troupes américaines. *« Mais quand même,* se ravise brusquement l'un de ses officiels, sans préciser de quelle source il tient cette information, *pourquoi les Américains ont-ils aussi bombardé des bazars, des civils innocents ? »*

Natalie Nougayrède
Le Monde *du 9 octobre*

ALEXANDRA BOULAT

■ *Un combattant de l'alliance du Nord regarde en direction de Kunduz.*

Kandahar attaquée

L'aéroport visé par les raids aériens

ISLAMABAD
de notre envoyée spéciale

Cinq très fortes explosions ont secoué Kaboul immédiatement plongée dans le noir, et la défense antiaérienne talibane a frénétiquement tenté de riposter pendant environ une demi-heure. La première vague d'attaques sur Kaboul a semble-t-il visé le sud-ouest de la ville, là où se trouve l'ancien palais royal de Darulaman et le fort de Balahisar. Le camp d'entraînement de Rishkore, utilisé à la fois par les volontaires arabes et les jeunes Pakistanais des madrasas (écoles coraniques), se trouve juste derrière ces monuments et a pu être la cible de l'attaque. Il avait été évacué avant les attentats du 11 septembre.

APRÈS KABOUL, KANDAHAR

Quelques minutes après Kaboul, la capitale, c'est Kandahar, au sud – la véritable capitale pour les talibans – qui a été attaqué en trois vagues successives. La première a détruit les installations de l'aéroport – radar et tour de contrôle – et visé les trois cents maisons construites en 1996 pour abriter les combattants arabes et leurs familles à proximité. La deuxième vague a touché au cœur du système taliban. Entouré de hauts murs, l'état-major du mouvement, dans la vieille ville, aurait ainsi été touché, de même que la nouvelle demeure de son chef le mollah Mohammed Omar, à environ 15 km de Kandahar.

La troisième vague a visé les mêmes objectifs. Selon des habitants, la plupart des militaires talibans avaient quitté leur camp dès les attaques du 11 septembre. Des explosions ont été entendues à Jalalabad à l'est du pays et à une heure de route de la frontière pakistanaise. L'aéroport aurait aussi été la cible, ainsi que la ferme de Farmada, fréquentée par des volontaires arabes. Des sites de lancement de missiles qui avaient été installés le long de la frontière iranienne ont de même été visés près d'Hérat, la grande ville de l'ouest qui abrite aussi un aéroport.

Françoise Chipaux
Le Monde *du 9 octobre*

Al-Jazira, la « CNN du monde arabe et la voix de l'antiaméricanisme »

DOHA (Qatar)
de notre envoyée spéciale

Depuis le départ des journalistes occidentaux de Kaboul, Al-Jazira, la chaîne satellite d'information qui, par sa liberté de ton, bouleverse le paysage audiovisuel du monde arabe, vit de nouvelles heures de gloire. Les deux correspondants en Afghanistan de cette chaîne arabe privée, créée il y a cinq ans par l'émir du Qatar, sont les seuls à être encore présents en territoire contrôlé par les talibans.

A chaque bulletin d'information, Taysin Allouni de Kaboul et Mohammad Khayr Al-Bourini de Kandahar, font des directs pour témoigner, notamment, de la catastrophe humanitaire qui ne cesse de s'y aggraver pour les Afghans. Le correspondant de Kaboul, qui dispose d'une station de transmission par satellite et d'une voiture, a ainsi montré les scènes de l'attaque de l'ambassade américaine, puis jeudi 27 septembre, celles de distributions de sacs de farine saisis dans les bâtiments de l'ONU.

De Kandahar, en revanche, le journaliste ne communique que par vidéo-téléphone, répondant aux questions du présentateur de la chaîne. Ses réponses sont laconiques, compassées : *« Oui, certaines familles ont répondu à l'appel du mollah Omar et sont revenues à Kandahar ; d'autres ne sont pas revenues, mais certaines encore ont sans doute été dissuadées, par cet appel, de quitter cette ville désertée. »* Mais, hors antenne, le grand reporter d'Al-Jazira à Kandahar, un Jordanien interrogé au téléphone par *Le Monde*, parle plus librement. *« Il y a beaucoup de choses dont je ne pourrais jamais parler,* dit Al-Bourini. *Je n'ai jamais connu une situation pareille, les dangers sont partout : les talibans nous interdisent de filmer, alors que les partisans de l'Alliance du Nord veulent se venger des Arabes, ceux de Ben Laden ; on dit que ces opposants attendent les bombardements pour sortir de leurs caches, on dit aussi qu'ils ont déjà massacré beaucoup d'Arabes à Kaboul ; mais n'importe qui aussi peut tuer un étranger pour prendre son argent. Moi et mon technicien nous dormons dans une chambre qui ne ferme même pas à clé, avec un seul accompagnateur afghan. »*

La chaîne était le seul média à garder des correspondants dans l'Afghanistan des talibans

La conversation téléphonique se déroule dans le bureau du directeur de la chaîne, Mohammed Jassem Al-Ali, qui a tenu à ce que soit connu le courage de ses correspondants. Il reprend l'écouteur et émaille sa conversation de conseils : *« Tenez bon ! Partez si vous voulez ! Habillez-vous comme eux ! »* Leur dialogue est interrompu par un direct du collègue de Kaboul. *« Nous avons signé un contrat avec CNN qui a la priorité de nos images, avant qu'on ne les vende ailleurs »*, dit-il sans plus de précisions. Une représentante sur place de CNN n'est pas plus loquace. Mais leur collaboration ne gêne nullement le directeur d'une chaîne dont l'anti-américanisme est par ailleurs sans faille, à l'image de celui de son public.

BOYCOTTAGE SAOUDIEN

De même qu'ils ne parlent pas de *« terrorisme islamiste »* mais de *« ce que l'Amérique appelle terrorisme »*, les présentateurs d'Al-Jazira ne qualifient pas non plus Oussama Ben Laden de *« terroriste »* ni même de *« dissident saoudien »*, mais simplement de *« chef du mouvement Al-Qaida »*. Son portrait apparaît régulièrement à l'écran, comme césure entre deux sujets et la chaîne continuerait à avoir des rapports privilégiés avec les talibans. Alors que l'Alliance du Nord - encore sous le coup de l'assassinat de Massoud par deux faux journalistes et vrais kamikazes arabes - lui refuse toujours l'accès de son territoire.

Les présentateurs ne qualifient pas Ben Laden de « terroriste », ni même de « dissident saoudien », mais de « chef du mouvement Al-Qaida »

Al-Jazira se rattrape en donnant la parole à ses chefs Rabbani et Dostom. Mais c'est Ben Laden qui reste son meilleur coup journalistique, avec son interview datant de décembre 1998, rediffusée plusieurs fois après 11 septembre, pour la première fois intégralement. C'est aussi au bureau d'Al-Jazira à Kaboul que le « suspect numéro un » des Etats-Unis a fait remettre un fax, le 24 septembre, pour exhorter les Pakistanais à résister *« aux forces croisées américaines »*. L'authenticité de ce fax, dont une photocopie est affichée dans un couloir de la chaîne, fut mise en doute par le quotidien saoudien *Al-Sharq al-Awsat*.

Cette attaque est la seule forme de pression exercée par un Etat arabe sur la chaîne depuis le 11 septembre que veut bien citer son directeur. Lequel rappelle avec fierté, en revanche, celles des années passées, qui se sont traduites par des fermetures de bureaux et même des rappels d'ambassadeurs en poste au Qatar. Des pressions exercées par la Jordanie, le Koweït, la Tunisie, la Libye, le Maroc, etc, sans parler de l'Arabie saoudite, qui boycotte la sulfureuse chaîne qatariote. De source diplomatique, on assure pourtant que des dirigeants arabes s'inquiètent de plus en plus de la tribune offerte aux talibans par une chaîne dont ils pensent qu'elle crée l'opinion arabe plus qu'elle ne la reflète.

« La chaîne pratique le politiquement correct vis-à-vis d'une opinion arabe, qui, dans son antiaméricanisme, est la même dans le Golfe qu'ailleurs, mais qui risque peu de se traduire en troubles dans les riches, et très sévèrement policées, monarchies du Golfe. Ainsi, Al-Jazira peut y servir d'exutoire, ou de police d'assurance à des dirigeants qui veulent se faire pardonner d'accorder des facilités militaires aux Américains », commente un expert local. Une analyse qu'ose partager, sous le sceau de l'anonymat, un des responsables d'Al-Jazira, interrogé sur le côté langue de bois des correspondances envoyées d'Afghanistan, qui s'expliquerait par le danger qu'il y a à déplaire aux talibans, mais aussi par la *« schizophrénie »* qui guette une chaîne qui se veut une *« CNN arabe »*.

Sophie Shihab
Le Monde *du 29 septembre*

Sous le feu de la critique internationale

Pour la première fois dans un conflit qui implique les Etats-Unis, une chaîne de télévision diffuse auprès d'une audience internationale les points de vue américains en arabe et martèle, aussi, ceux du camp adverse. Al-Jazira, la chaîne de télévision par satellite lancée le 1er novembre 1996 par l'émir du Qatar, a, en un mois, ridiculisé ses concurrentes arabes traditionnelles (comme MBC) et pris de court de prestigieuses chaînes comme CNN.

Cette chaîne visible sur TPS en France fut avant le 7 octobre, date du début des bombardements sur l'Afghanistan, considérée par les Occidentaux comme une fenêtre d'expression démocratique dans le monde arabe. Aujourd'hui, sa marge de manœuvre est serrée. Les Américains ne la portent plus dans leur cœur. Les autorités ont joué sur la fibre patriotique pour tenter de convaincre les chaînes CNN, NBC, ABC, etc. de ne pas reprendre les images de Ben Laden diffusées en exclusivité par Al-Jazira au motif qu'elles pouvaient contenir des *« messages codés »*. La concurrence aidant, le 17 octobre, CNN a tout de même posé des questions au chef d'Al-Qaida pour tenter, à son tour, d'obtenir un entretien en exclusivité.

De leur côté, les Etats-Unis ont lancé une contre-offensive médiatique en direction d'Al-Jazira pour faire valoir leurs arguments : la conseillère à la sécurité nationale de la Maison Blanche, Condoleezza Rice, comme le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, ont, par exemple, accordé des entretiens à la chaîne. Mais la tâche n'est pas aisée. Avec ses décomptes macabres de civils qui s'ajoutent aux vidéos (très contestées) d'Oussama Ben Laden, Al-Jazira a de quoi mécontenter les Etats-Unis et leurs alliés. La télévision qatarie, qui est reprise par la plupart des médias occidentaux, constitue une épine dans le pied de la coalition. Les militaires américains ont beau répéter qu'ils ne visent que *« les terroristes »* , ils peinent à convaincre les téléspectateurs d'Al-Jazira.

Les tracts « fraternels » lâchés par les avions – la photo d'un soldat occidental serrant la main d'un Afghan coiffé d'un turban et le message *« Le partenariat des nations est ici pour vous aider »* – apparaissent même de plus en plus décalés, voire mensongers. Les Américains ont décidé de contrer au jour le jour *« ce média de propagande »*. Les descriptions du correspondant d'Al-Jazira en zone talibane, Teyssir Allouni, sont systématiquement démenties. Le 21 octobre, les talibans ont par exemple affirmé sur la chaîne qatarie avoir retrouvé les débris d'un hélicoptère américain abattu dans la montagne de Baba Sahib, et tué *« entre vingt et vingt-cinq commandos »*. Faux,

Cette télévision est de moins en moins appréciée par les Occidentaux

répondent immédiatement les Américains, qui veulent effacer des esprits les images télévisées d'un train d'atterrissage et de la pièce portant la mention Boeing-Philadelphia-Pennsylvania. Selon le chef d'état-major interarmées Richard Myers, interviewé par la chaîne américaine ABC, *« il est assez clairement établi que les talibans mentent et, dans ce cas, toutes les informations selon lesquelles ils ont abattu cet hélicoptère sont absolument fausses »*.

En Europe, l'opposition entre partisans de la lutte antiterroriste à l'américaine et les employés d'Al-Jazira se durcit. L'intellectuel français Bernard-Henri Lévy qualifie désormais Al-Jazira de *« chaîne de Ben Laden »*, dans *Le Point* du 12 octobre. Le 26 octobre, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), alerté par les Britanniques, qui avaient auparavant demandé aux médias nationaux de limiter les reprises d'Al-Jazira, a convoqué le chef du bureau parisien, Michel Kik, et lui a fait part de son inquiétude à propos *« d'éventuels dérapages dans sa couverture du conflit en Afghanistan »*. Dix jours auparavant, Ahmed Kamal, un journaliste d'Al-Jazira basé depuis plus de six ans à Bruxelles, venu couvrir une réunion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a été arrêté à l'aéroport de Genève et a fait l'objet d'un *« harcèlement de la pire espèce »*, selon la Fédération internationale des journalistes. Dans le Golfe, les affaires d'Al-Jazira ne sont pas plus calmes.

Interdite de séjour en Arabie saoudite, la chaîne a fait l'objet d'une condamnation judiciaire par le Koweït, le 9 octobre, pour avoir *« causé du tort aux Koweïtiens »*. Elle est aussi malmenée à Gaza et à Jérusalem. Mais Al-Jazira est commercialement florissante. Statutairement autosuffisant à partir de sa sixième année grâce à la publicité et aux cessions de droits, le groupe accélère, en dépit de ses difficultés politiques, son développement.

Florence Amalou
Le Monde *du 6 novembre*

Comment Ben Laden a été censuré

Fière de sa ligne éditoriale indépendante et de son ton volontiers persifleur, la chaîne de télévision qatarie Al-Jazira vient d'être prise au piège d'un petit arrangement avec la transparence, sinon la déontologie. Citant des sources bien informées, le quotidien saoudien *Al - Hayat* a en effet rapporté mardi 6 novembre que le dernier message enregistré d'Oussama Ben Laden, diffusé samedi 3 novembre par la chaîne, avait été expurgé de certains *« gestes et expressions »*... Les journalistes de la chaîne qatarie que nous avons pu contacter au téléphone mardi soir ont confirmé les coupes. Un sujet apparemment *« délicat »*.

A Doha, siège de la rédaction principale, seul le directeur de la chaîne, Mohammed Jassem Ali, était habilité à parler officiellement de cette affaire. Les coupes, visibles dans la vidéo de Ben Laden, sont, selon lui, un *« editing »* qui ne répondrait qu'à des *« critères professionnels »* et ne concernait *« que des répétitions »*. Cependant, il reconnaît que la vidéo a été envoyée par son correspondant à Kaboul trois jours avant sa diffusion : un laps de temps un peu trop long pour un simple *« editing professionnel »*.

Une de ses interventions a été expurgée de certains « gestes et expressions »

Selon *Al-Hayat*, ce délai a été mis à profit pour montrer l'enregistrement aux Américains, lesquels auraient associé des experts britanniques à son visionnage et à l'analyse de son contenu. Certaines expressions d'Oussama Ben Laden auraient été supprimées parce qu'elles semblaient n'avoir rien à voir avec l'orientation générale du message qu'il voulait transmettre. Les experts américains s'inquiètent de ce que le chef de l'organisation terroriste Al-Qaida utilise Al-Jazira pour communiquer par des gestes codés avec ses partisans à l'extérieur de l'Afghanistan.

Mais de quoi le dernier message de Ben Laden a-t-il été expurgé ? Plusieurs hypothèses : menaces personnalisées contre des chefs d'Etats ? Menaces directes contre l'Amérique ? Appels à des désobéissances civiles dans des pays sensibles ? Selon le directeur de la chaîne, il n'est pas étonnant que le journal *Al-Hayat* ait pu se procurer une copie de la vidéo dont la version brute avait été transmise par le correspondant à Kaboul. *« Techniquement,* suggère Mohammed Jassem Ali, *les Saoudiens, pour eux-mêmes ou pour les Américains et les Anglais, peuvent capter tous les messages que nous envoient nos correspondants, puisque nous utilisons pour nos liaisons le satellite Arabsat, et que la salle de commandes de ce satellite se trouve en Arabie saoudite »*...

Vraisemblablement, la chaîne a dû prendre en considération les protestations formulées à l'émir du Qatar par Colin Powell, le secrétaire d'Etat, et les mises en gardes américaines répétées à Al-Jazira, après la diffusion des premières vidéos d' Oussama Ben Laden diffusées, en direct, de Kaboul.

Tewfik Hakem
et Mouna Naïm
Le Monde *du 8 novembre*

JOHN STANMEYER

■ ***Islamabad, 16 septembre . L'ambassadeur d'Afghanistan Zaaef menace les pays musulmans alliés des Etats-Unis.***

Le chef terroriste annonce que les Etats-Unis ne connaîtront plus jamais la sécurité

Le chef d'Al-Qaida appelle à la guerre sainte et se félicite des attentats du 11 septembre.

Extirper de leurs caches afghanes les instigateurs des actes de terrorisme du 11 septembre, tel était le principal objectif annoncé de l'opération « Liberté immuable ». Les premières frappes militaires américaines ont eu pour effet immédiat de faire sortir de son mutisme le principal accusé, Oussama Ben Laden.

A 20 h 20 (heure française), soit un peu moins de deux heures après le début de l'offensive aérienne sur l'Afghanistan, la chaîne de télévision arabe Al-Jazira diffuse une vidéo enregistrée. Pour la première fois depuis les attentats de New York et Washington, le leader de l'organisation Al-Qaida s'exprime.

NOUVELLES CROISADES

Les images sont aussitôt reprises par les télévisions du monde entier. Selon la chaîne de télévision basée à Doha, au Qatar, cette cassette aurait été reçue dimanche après-midi par le correspondant d'Al-Jazira à Kaboul. Non datée, la vidéo tournée de jour est la réponse préparée de Ben Laden à l'offensive attendue des Américains.

Avant de prendre la parole, Oussama Ben Laden laisse s'exprimer Soleiman Abou Ghaith, présenté comme le porte-parole de l'organisation Al-Qaida, et Ayman Al- Zawahri, le leader du Djihad égyptien. Si les trois hommes appellent tous à la guerre sainte, le djihad, chacun le fait à sa manière, dans une minutieuse distribution des rôles visant à toucher un maximum de *« croyants musulmans »*.

Soleiman Abou Ghaith utilise le ton véhément des prédicateurs enflammés pour appeler la *Oumma* [nation], forte d'un milliard de musulmans, à *« relever le défi des nouvelles croisades »*. Les attentats de New York et de Washington sont clairement évoqués. *« Des attaques naturelles et prévisibles, quand on sait ce que font endurer à nos peuples l'Amérique et l'entité sioniste, son alliée »* , tranche-t-il.

S'adressant au *« peuple américain »*, Ayman Al-Zawahri tente l'approche rationaliste : *« Peuple américain, je voudrais que tu te poses cette question : pourquoi tant de haine de l'Amérique et d'Israël dans les cœurs des musulmans ? Sais-tu que ton gouvernement tue en Irak, soutient depuis cinquante ans les crimes d'Israël et finance les régimes délinquants de nos pays ? Après la défaite au Vietnam, la débâcle en Somalie, ton gouvernement t'entraîne aujourd'hui vers une énième guerre perdue d'avance. »*

RÉFÉRENCE AU PROCHE-ORIENT

La synthèse et le dernier mot reviennent à Oussama Ben Laden, dans un discours à la fois exalté et politisé, calibré pour coller à l'image recherchée de chef révolutionnaire volant au secours des *« musulmans opprimés »* : *« Voici l'Amérique frappée par Allah dans son point le plus vulnérable.(...) Mais ce qu'elle endure aujourd'hui ne constitue qu'une infime partie de ce que nous endurons depuis des dizaines d'années. »*

Le leader d'Al-Qaida se félicite des attentats, sans les revendiquer explicitement : *« Dieu a dirigé les pas d'un groupe de musulmans, un groupe d'avant-gardistes qui a détruit l'Amérique et nous implorons Allah d'élever leur rang. »*

Dans ses griefs contre l'Amérique, Oussama Ben Laden cite les enfants irakiens, qui meurent *« jusqu'à aujourd'hui par sa faute »*et le soutien à Israël. Décrétant que les frappes américaines ne sont venues que conforter son idée que le monde est divisé en deux blocs *« ceux qui ont la foi et sont sans hypocrisie, et ceux qui sont des mécréants, que Dieu nous en préserve »*, il termine son appel au djihad en jurant que *« l'Amérique ne connaîtra plus jamais la sécurité avant que la Palestine ne la connaisse et avant que toutes les armées occidentales athées ne quittent les terres saintes »*.

Dans cette vidéo de guerre, aucun taliban n'apparaît. La dernière image qui montre Ben Laden, à peine le discours fini, sirotant son thé, n'est peut-être pas la moins innocente. Auprès des musulmans, elle pourrait conforter l'idée mythologique que *« la paix accompagne toujours ceux qui sont dans la bonne voie »*.

Tewfik Hakem
Le Monde *du 9 octobre*

« Voilà l'Amérique frappée par Allah »

Voici le texte de la déclaration d'Oussama Ben Laden, telle qu'elle a été diffusée, dimanche 7 octobre, par la chaîne d'information arabe Al-Jazira. *« Voilà l'Amérique frappée par Allah, dans son point le plus vulnérable, détruisant, Dieu merci, ses bâtisses les plus prestigieuses, et nous remercions Allah pour cela.*

»Voilà l'Amérique remplie de terreur, du nord au sud et d'est en ouest, et nous remercions Dieu pour cela. Ce que l'Amérique endure aujourd'hui ne constitue qu'une infime partie de ce que nous [les musulmans] *endurons depuis des dizaines d'années. Notre nation subit depuis plus de quatre-vingts ans cette humiliation ; ses fils sont tués, et son sang coule ; ses lieux saints sont agressés sans raison.*

» Dieu a dirigé les pas d'un groupe de musulmans, un groupe d'avant-gardistes, qui a détruit l'Amérique, et nous implorons Allah d'élever leur rang et de les recevoir au paradis. Quand ils [le groupe de musulmans] *ont riposté, au nom de leurs fils opprimés et leurs frères et sœurs en Palestine et dans beaucoup d'autres pays musulmans, le monde entier s'est indigné, comme l'ont fait les mécréants et les hypocrites.*

» Les enfants innocents sont jusqu'à aujourd'hui tués en Irak injustement et sans que cela soit dénoncé et sans que les dirigeants et sultans [arabes] *bougent.*

» Ces jours-ci, les chars israéliens pénètrent dans les villes palestiniennes, à Jénine, Ramallah, Rafah, Beit Jala et dans d'autres terres musulmanes pour y semer la destruction, et personne n'élève la voix et ne bouge le doigt.

» Quand l'épée s'est abattue sur l'Amérique, les hypocrites ont montré leur tête et ont regretté le sort de ces assassins qui ont versé le sang, porté atteinte à l'honneur et aux lieux saints des musulmans. [Les Américains] *sont des débauchés qui se sont alliés au mal en soutenant le bourreau contre la victime et l'injuste contre l'enfant innocent, et Dieu leur a infligé ce qu'ils méritent.*

» Après ce qui s'est passé et après ce que les hauts responsables aux Etats-Unis, au premier rang desquels le chef des mécréants dans le monde, Bush, ont dit et après qu'ils eurent mobilisé leurs hommes et leurs chevaux et dressé contre nous les pays qui prétendent être musulmans (...), ils sont sortis combattre un groupe qui tient à sa religion et ne s'intéresse pas à ce monde, ils sont sortis combattre l'islam et agresser les peuples sous prétexte de terrorisme.

» [Pour l'Amérique], *tuer des centaines de milliers* [de personnes]*au Japon est discutable, ce qui se passe en Irak est discutable, mais quand plusieurs dizaines d'entre eux ont été tués à Nairobi et à Dar es-Salam, l'Afghanistan et l'Irak ont été frappés et tous les hypocrites se sont dressés aux côtés du leader des mécréants dans le monde et de l'injustice, l'Amérique.*

» Ces événements ont divisé le monde entier en deux parties : ceux qui ont la foi et sont sans hypocrisie et ceux [qui sont] *des mécréants ; que Dieu nous en préserve !*

» T*out musulman doit se dresser pour défendre sa religion car le vent de la foi et du changement a soufflé pour anéantir l'injustice dans la péninsule de Mohamed* [la péninsule Arabique, où le prophète de l'islam est né].

» A l'Amérique, j'adresse des mots comptés. Je jure par Dieu que l'Amérique ne connaîtra plus jamais la sécurité avant que la Palestine ne la connaisse et avant que toutes les armées occidentales athées ne quittent les terres saintes. »

Le Monde *du 9 octobre*

www.rawa.org, messages de femmes afghanes contre la terreur des talibans

Les images de l'exécution sommaire d'une femme dans un stade à Kaboul

C'est un film court, d'une minute environ. La scène a pour décor un stade de football à Kaboul, capitale de l'Afghanistan, et remonte à 1999. Au milieu du terrain, quelques hommes au visage découvert, aidés de quelques silhouettes entièrement masquées, font sortir d'une voiture une autre silhouette, recouverte d'une burqa bleu pâle, et l'agenouillent à leurs pieds. Un homme s'approche, fusil en bandoulière. En un seul mouvement, il lève son arme et tire plusieurs balles dans le corps inerte.

IMAGES BARBARES

Ces images ont fait le tour du monde. Diffusées une première fois en juin dans un documentaire de la chaîne britannique Channel 4, elles ont ensuite été reprises par le network américain CNN au mois d'août. En France, des extraits ont été intégrés dans plusieurs reportages sur l'Afghanistan programmés après les attentats aux Etats-Unis (« Envoyé spécial » sur France 2 le 13 septembre, « 7 à 8 » sur TF1 le 16 septembre), tandis qu'Arte diffusait le documentaire de Channel 4 dans le cadre d'une soirée thématique. Lundi 24 septembre, Nicolas Poincaré consacrait sa chronique hebdomadaire sur France- Inter à ces images barbares.

L'information n'est pourtant pas nouvelle. Il y a deux ans, Associated Press avait fait état de cette exécution publique, *« la première depuis que les talibans ont pris le contrôle du pays »* en 1996. Une dépêche de l'agence de presse américaine précisait alors que la victime, *« Zarmeena, mère de sept enfants »*, avait été condamnée à mort par les talibans après avoir été *« jugée coupable d'avoir tué son mari à coups de marteau pendant son sommeil »*.

Parmi les *« milliers »* de personnes présentes dans les tribunes du stade de Kaboul ce jour-là se trouvait l'une des membres de l'Association révolutionnaire des femmes en Afghanistan (RAWA).

Munie d'une petite caméra digitale dissimulée sous sa burqa – vêtement qui recouvre le corps de la tête aux pieds, que sont tenues de porter toutes les femmes en Afghanistan –, elle a bravé les interdits et risqué sa vie. Créée en 1977 par la poète militante Meena (assassinée en 1987), RAWA défend les droits des femmes afghanes, particulièrement mis à mal par le régime des talibans, qui leur interdit l'accès au travail, à la culture, et les oblige à sortir voilées, accompagnées d'un homme.

> « Cela fait des années que l'on crie, mais on ne nous entend pas »

On lui reproche parfois des affinités maoïstes, mais l'association se veut avant tout *« indépendante »*, comme en témoignent ses prises de position successives, depuis vingt ans, tant contre les Soviétiques que contre les moudjahidins ou les talibans.

Exilée au Pakistan, RAWA parvient, en Afghanistan, à s'organiser pour permettre aux jeunes filles de s'instruire malgré tout. Au Pakistan ou en Iran, elle a créé des écoles pour accueillir les enfants réfugiés, des centres de soins et des centres de confection artisanale. Autre moyen mis en œuvre : sensibiliser l'opinion internationale.

« ON NE NOUS ENTEND PAS »

RAWA publie depuis 1981 son magazine, *Payam-e-Zan* (« Message de femmes »), qui fait état des atrocités vues ou subies en Afghanistan. *« Il est important de montrer comment ça se passe ici. Cela fait des années que l'on crie, mais on ne nous entend pas »*, regrette une membre de RAWA. L'association propose les images sur son site Internet (www.rawa.org), aux côtés de dizaines de photos et de communiqués.

José Barroso
Le Monde *du 27 septembre*

Une nuit de guerre à Kaboul

Les caméras d'Al-Jazira dans le ciel afghan, là où CNN ne peut pas être

Correspondant permanent de la télévision Al-Jazira à Kaboul, Teyssir Allouni ne peut plus quitter son bureau : *« Le couvre-feu me l'interdit. Il n'y a dehors que quelques voitures de talibans, feux éteints, qui circulent avec des consignes strictes : tous ceux qui ne connaissent pas le mot de passe sont immédiatement abattus. »* De sa terrasse qui domine la ville en ruines, Teyssir Allouni confirme ce dimanche à son siège central, au Qatar, les premiers objectifs atteints par les missiles américains : l'aéroport et les défenses aériennes de l'Afghanistan. *« La lumière est en train de revenir,* ajoute-t-il, *je pensais que c'était l'aviation américaine qui avait détruit les centrales électriques, il s'avère que ce sont les talibans qui ont coupé l'électricité pendant près d'une heure durant les premières frappes. »*

Accusée d'être le porte-parole des intégristes, Al-Jazira redouble d'efforts pour prouver, en cette nuit suivie par des millions d'Arabes, qu'elle est seulement au centre de l'événement. Donnant la parole à tout le monde, elle ne ménage personne. Après les déclarations de Ben Laden, Mollah Nour Ali, le vice-ministre de la défense des talibans, est interrogé en direct de Kaboul. *« Sans revendiquer personnellement les attentats, Ben Laden ne les condamne pas, et clairement il les salue. N'est-ce pas là la preuve de son implication que vous exigiez des Américains pour l'expulser ? »*

Le visage hébété, le jeune chef guerrier taliban à la barbe fournie a l'air un peu sonné. *« Seuls nos dirigeants et nos savants peuvent prendre ce genre de décisions. En tant que militaires, nous ne ferons qu'appliquer leurs décisions. »* C'est la guerre, et Mollah Nour Ali est maintenant bombardé de questions par Al-Jazira : *« Est-ce qu'il y a une coopération militaire entre les talibans et les membres d'Al-Qaida ? » « Avez-vous un premier rapport des pertes subies ? »*, *« Vous dites avoir abattu un avion américain au sud de l'Afghanistan, de quel type d'avion s'agit-il ? »* Le mollah militaire ne répond pas aux questions, il se contente juste de répéter en boucle que les *« dégâts ne sont pas importants »...*

« ON VA ÉTEINDRE LES PROJECTEURS... »

Le ministre des affaires étrangères de l'Alliance du Nord est aussi sur la sellette : *« Pensez-vous que ces frappes vont vous aider dans vos combats, ou au contraire dresser une population de civils afghans contre vous ? »* Pendant que le « ministre » balbutie quelques mots en tentant de ménager ses nouveaux amis américains et ses frères afghans, un bandeau en bas de l'écran d'Al-Jazira nous apprend que des *« habitants de Kaboul fuient la ville en se dirigeant vers le nord »*.

Vers 23 heures, de nouvelles frappes aériennes touchent les environs de Kaboul. Al- Jazira est là. Les images de Teyssir Allouni en direct de la terrasse de son bureau sont floues, mais sa voix est nette : *« Je cherche mon cadreur. J'espère qu'il ne lui est rien arrivé. Ces dernières frappes sont plus puissantes que les premières, et visent les mêmes endroits, je crois... Ecoutez, on va éteindre les projecteurs, c'est trop risqué. Je vais juste diriger la caméra vers le ciel afghan, vous aurez la lune à la place de mon visage, ça va ? »* Dans la nuit afghane, la guerre peut s'engager. Al-Jazira a gagné la sienne. Elle est là où CNN ne peut pas être.

T. H.
Le Monde *du 9 octobre*

Kandahar au quotidien, sous les bombes

Exode massif dans la ville berceau des talibans

L'aviation américano-britannique semblait concentrer ses frappes, vendredi 2 novembre, sur les lignes de front tenues par les talibans. A Kandahar et à Kaboul, les deux reporters d'Al-Jazira ont pu profiter de ce « répit » pour tourner des images de la vie quotidienne afghane après plus de trois semaines de bombardements...

Avec sa caméra numérique, Youssef Echoulli filme à bord d'une voiture *« la ville berceau des talibans »*. Les routes sont devenues impraticables dans cette contrée sinistrée *« sans eau ni électricité »*. Dans Kandahar, ville maintes fois détruite, aujourd'hui sous les bombes, les commerçants circulent à vélo ou à dos de mule : *« Elles, au moins, on est sûr qu'elles ne sont pas considérées comme des cibles »*, ironise Youssef Echoulli. Par ailleurs, l'envoyé spécial estime à 500 000 le nombre d'Afghans ayant quitté Kandahar : un *« exode massif »* qui laisserait *« encore 300 000 habitants »* sous la menace des prochaines frappes.

A 70 kilomètres au nord-ouest de la ville, le reporter filme un camp de réfugiés, *« une sérieuse menace de catastrophe humanitaire »* avec ses 60 000 réfugiés sous les tentes. Il donne la parole aux responsables d'une organisation caritative islamique, très présente avec des sacs de nourriture et des lots de couvertures. Troublante coïncidence : l'organisation en question, dont le siège est basé à Londres, est celle qui se paye le plus de spots publicitaires sur l'antenne d'Al-Jazira...

Depuis le début des frappes, une nouvelle forme de publicité s'est en effet installée sur les écrans payants de la chaîne qatarie : celle des missions humanitaires islamiques qui font des appels aux dons au profit *« du peuple afghan »*. Des spots avec des images de blessés et de réfugiés jetés dans l'immensité pierreuse d'un pays miné déjà peuplé d'éclopés. Pendant la publicité, la guerre d'Afghanistan continue sur Al-Jazira. Et si le contraire était tout aussi vrai ? Pendant les reportages de guerre, la publicité continuerait- elle ?...

A Kaboul, le correspondant permanent Teyssir Allouni a réussi un excellent reportage qui, lui, ne souffre d'aucune ambiguïté, sur les lycéens kaboulis en examen de fin d'année. Le lycée Al-Habibia, *« construit à l'époque du roi avec des fonds américains »*, n'a plus ni fenêtre ni portes. Les immeubles sont éventrés, les murs criblés d'impacts de balles. Les lycéens sont assis par terre. *« Pendant la «guerre des frères ennemis», de 1992 à 1996, les combattants ont pillé tout ce qu'ils pouvaient revendre : chaises et tables, portes et fenêtres, et tous les appareils de chauffage. Depuis, le ministère de l'éducation a été obligé de remplacer les vacances d'été par des vacances d'hiver qui durent quatre mois. »* Mais le directeur se veut résolument optimiste : *« Malgré tout ce que nous vivons, il y a tous les jours 71 professeurs qui viennent enseigner à 28 000 élèves. »*

T. H.
Le Monde *du 5 décembre*

Un parfum de liberté flotte sur la capitale de l'Afghanistan

KABOUL
de notre envoyé spécial

Les commandants du Front uni pavoisent dans les rues de la capitale afghane

Des Kaboulis crachent sur ces morts sans sépulture. Cinq cadavres pakistanais sont livrés à la fureur populaire, dans un parc de la capitale afghane. Humiliation suprême, des gens glissent des billets de banque dans les narines et les excavations creusées par les balles dans les crânes. La haine des mercenaires et des « fous d'Allah » étrangers jaillit. Elle occasionne, ce mardi 13 novembre, les uniques et très rares scènes de violence de la chute de Kaboul aux mains des moudjahidine du Nord.

L'un des morts, étendu sous un panneau rouillé de basket, fut peut-être le dernier résistant de l'ère talibane à Kaboul. Sorti d'une caserne à l'aube, tandis que les premières unités du Front uni (Alliance du Nord) pénétraient dans la ville et que les soldats talibans achevaient leur retraite précipitée, l'homme s'est perché sur le panneau, certains de ses camarades prenant position entre les arbres du parc. *« Il est resté deux heures là-haut en tirant en direction des rues avoisinantes*, affirme Yahya, un témoin. *Il a tué un moudjahidin. D'autres soldats de l'Alliance du Nord sont arrivés et ont fini par l'abattre. »* L'échange de tirs du parc fut l'un des seuls incidents répertoriés impliquant les combattants antitalibans.

A un endroit différent de la ville, ils ont aussi pénétré dans une villa où demeuraient une poignée de volontaires arabes appartenant à l'organisation d'Oussama Ben Laden, Al-Qaida, et les ont tués au terme d'un bref combat. Les Kaboulis racontent que les tirs qui pouvaient être entendus à l'aube de mardi provenaient principalement de civils armés, et non des unités de choc du Front uni s'étant infiltrées dans la capitale afghane. Des bandes pourchassaient les derniers talibans et volontaires étrangers n'ayant pas quitté Kaboul durant la nuit. Onze cadavres ont été retrouvés par la Croix-Rouge.

Selon certains témoins, les civils armés étaient des partisans des moudjahidins à l'intérieur de la capitale, où ils tentaient de prévenir une brutale flambée de violence. Selon le Front uni, ils n'étaient que *« des gens armés et déraisonnables »* dont les actes ont forcé l'opposition afghane à rompre sa promesse de s'arrêter aux portes de Kaboul. *« Il y a eu ce retrait soudain et inattendu des talibans, puis ces troubles,* a commenté Dr Abdullah, le chef de la diplomatie du Front uni. *Nous n'avions pas d'autre option que d'envoyer nos forces de sécurité dans Kaboul afin d'y maintenir l'ordre. »*

Les moudjahidins ont investi Kaboul, une ville qu'ils avaient perdue il y a cinq ans lors de la spectaculaire avancée des talibans à travers l'Afghanistan, le sourire aux lèvres et ivres d'un inévitable sentiment de victoire. Dix-sept heures exactement après la percée de la ligne de front dans la plaine de Shomali, à cinquante kilomètres au nord, ils étaient les maîtres d'une capitale vide de talibans. Les commandants du Front uni, s'ils ont respecté les ordres de maintenir leurs colonnes blindées et leurs bataillons autour de Kaboul, n'ont pas résisté à l'envie de pavoiser dans les rues de la capitale.

DES KABOULIS PERPLEXES

Dès le matin tôt, chaque chef militaire se ruait dans le centre-ville, accompagné de son escorte de dix à vingt soldats, afin de prendre le pouls de la capitale afghane et d'y boire un thé. Peu sont repartis vers les collines. Cinq semaines après le déclenchement des raids aériens américains sur l'Afghanistan, et une semaine après le lancement des offensives d'envergure contre les talibans, leur foudroyant succès ne pouvait pas ne pas être associé à une prise de contrôle de Kaboul, cité du pouvoir politique, militaire et marchand.

Les Kaboulis ont diversement accueilli les combattants du Front uni. Certains manifestaient leur joie après le départ des talibans et l'arrivée des derniers hommes qui leur aient résisté depuis cinq ans. D'autres confiaient discrètement leur crainte que le scénario de 1992 voie de nouveau le jour : les moudjahidins s'étaient livrés à des exactions envers les habitants de la ville, puis s'étaient déchaînés dans une guerre intestine de quatre ans qui avait provoqué la mort de 50 000 personnes. *« Nous sommes tous enchantés du départ des talibans, et surtout des terroristes pakistanais et arabes qui régnaient en maîtres absolus sur Kaboul ces dernières semaines,* témoigne Yahya. *Ce soir, nous nous sentons libres. Auparavant vous ne nous auriez pas vus déambuler ainsi entre amis dans le parc à la nuit tombante. Nous espérons tous que les moudjahidins auront tiré les leçons de leurs erreurs et leur défaite de 1992-1996, et qu'ils ne se déchireront pas pour avoir le pouvoir à Kaboul. Pour moi, tous les Afghans doivent vivre ensemble et respecter l'Afghanistan. Ce pays nous appartient, à nous Afghans de toutes les ethnies, et surtout pas aux Pakistanais et aux Arabes. »*

Un parfum de liberté flotte effectivement sur Kaboul, un sentiment de libération. Même ceux qui ont peur des moudjahidins et de l'avenir, peur du vide, témoignent de leur absolu soulagement du départ des talibans et de leurs compagnons étrangers. *« Quatre années de guerre, cinq années de pouvoir taliban. Kaboul avait un énorme nuage noir au-dessus d'elle depuis neuf ans,* dit un homme. *Aujourd'hui le ciel est bleu. L'espoir peut renaître. »*

L'impression dominante est que Kaboul retient son souffle. Car au vent de liberté se mêle aussi la peur véritable d'une guerre qui détruirait la cité. Les Kaboulis paraissent enchantés de la déroute talibane, mais sans illusions sur leurs vainqueurs. Ils semblent surtout heureux que la victoire ait été si peu militaire, sans affrontement armé, sans résistance des hommes du mollah Omar et d'Oussama Ben Laden. *« Ce que désirent les Kaboulis n'a rien à voir avec les questions politiques ou ethniques, avec la notion de pouvoir »*, raconte Aziz, un journaliste afghan qui refuse de révéler son origine communautaire ou régionale, et se déclare en souriant *« citoyen de Kaboul »*.

« PEACE, FREEDOM »

« Ce que désirent les Kaboulis tient en cinq lettres : peace, la paix ! Et ce qu'espèrent les Kaboulis pour l'avenir, quand ils peuvent s'offrir le luxe d'espérer, se résume en un mot : freedom, la liberté ! » « Les moudjahidins et les talibans ont toujours été les uns et les autres des fléaux pour Kaboul, ajoute Aziz, pensif. *Je ne souhaite dorénavant qu'une chose : que cette belle cité soit respectée par ceux qui ont la chance d'y vivre, et a fortiori d'y exercer un quelconque pouvoir. »*

Remy Ourdan
Le Monde *du 15 novembre*

Une voix féminine

Les femmes retravaillent, les hommes se rasent Les Kaboulis ont découvert immédiatement ce que signifiait la fin du règne taliban. Mardi, les chauffeurs de taxi découvraient, ahuris, enthousiastes, que la radio programmait de la musique. Ils ont alors exhibé les bandes sonores interdites et précieusement cachées sous le tapis de leur voiture. Quelques heures plus tard, c'est une voix féminine qui lit le bulletin d'informations, justement pour annoncer que les femmes peuvent retourner travailler et leurs filles étudier. Des hommes, après avoir vérifié que la ville a définitivement basculé aux mains des anti-talibans, courent chez eux se tailler la barbe. « Cette barbe, je la porterai peut-être de nouveau, raconte Jawid, un ami de Yahya. Ce jour-là, ce sera mon choix. » D'autres affirment attendre avec impatience l'ouverture des échoppes des barbiers le lendemain, car les magasins ont gardé mardi leurs portes closes.

Les troupes de l'opposition entrent dans Kaboul abandonnée par les talibans

ISLAMABAD
de notre envoyée spéciale

Les soldats fouillent la ville, maison par maison, à la recherche d'ennemis cachés

Les forces et l'opposition de l'Alliance du Nord ont fait leur entrée, ce mardi 13 novembre, à Kaboul, évacuée dans la nuit par les talibans. Arrivés sur des pick-up, armés de kalachnikovs et de lance-roquettes, les premiers soldats sont entrés prudemment dans la ville venant du Nord. Avant d'avancer et notamment de prendre possession des casernes évacuées peu auparavant par les talibans, les soldats ont procédé à des fouilles, maison par maison, de certains quartiers à la recherche de talibans cachés ou de leurs alliés volontaires arabes et pakistanais.

PILLAGES

Des coups de feu ont été entendus à l'aube sans que l'on sache très bien s'il s'agissait des tirs de joie des vainqueurs ou des tirs dus à des accrochages. Quelques affrontements ont eu lieu puisque, selon l'agence Associated Press, deux cadavres de combattants arabes gisaient dans la rue près du Club des Nations unies, au centre de Kaboul. Si les soldats de l'Alliance du Nord ont été accueillis avec joie dans certains quartiers à majorité tadjike, il n'en a pas été de même partout, beaucoup de Kaboulis craignant le retour de l'anarchie sanglante qui avait précédé l'arrivée des talibans en septembre 1996. Les habitants qui sont sortis dans les rues sont restés prudents, chacun s'interrogeant sur la situation présente et surtout à venir.

Malgré les assurances données par les responsables de l'Alliance du Nord, les premiers vols ont été constatés, et l'ambassade du Pakistan, dernier pays au monde à entretenir des relations diplomatiques avec le régime des talibans, a notamment été pillée. Islamabad avait rappelé tout son personnel au début des frappes américaines du 7 octobre.

DIRECTION KANDAHAR

Des pillages auraient aussi eu lieu au principal marché de Kaboul et à Sara-e-Shazada, le marché des devises, dans la vieille ville maintenant gardée par des hommes de la nouvelle autorité. Toutefois, selon des hommes d'affaires, ce marché aurait aussi été pillé par des tabibans sur le départ.

A l'exception de quelques prisonniers encadrés par des soldats de l'opposition, les talibans étaient invisibles ce mardi, dans les rues de Kaboul. Il semble que leur repli et celui de leurs alliés étrangers, se soit opéré en bon ordre dès la veille, alors que les forces de l'opposition avaient enfoncé le front du nord de Kaboul. Selon des témoins, des colonnes de véhicules lourdement chargés étaient visibles sur les routes du Sud en direction de Kandahar, le siège du mouvement taliban, et de l'Est, vers Jalalabad. Dans le quartier résidentiel de Wazir Akhbar Khan, les maisons des hauts responsables talibans étaient vides ainsi que celles des nombreux volontaires arabes qui habitaient dans ce quartier avec leurs familles.

L'Alliance du Nord, qui se sait mal aimée à Kaboul, a tenté de rassurer la population en indiquant que seule une force de police avait pénétré dans la ville et que la sécurité de tous y serait assurée. L'opposition se doit aussi de rassurer les capitales étrangères, et en particulier Islamabad, qui suit de près les derniers événements. Interrogé ce mardi, le porte-parole du ministère pakistanais des affaires étrangères s'est contenté de souhaiter *« qu'un bain de sang puisse être évité. Tant qu'un régime pluriethnique n'a pas été mis en place, il ne faut pas que la ville de Kaboul soit entre les mains d'une seule organisation »*, a-t-il ajouté, avant d'indiquer : *« Nous aimerions que Kaboul soit une zone démilitarisée. »*

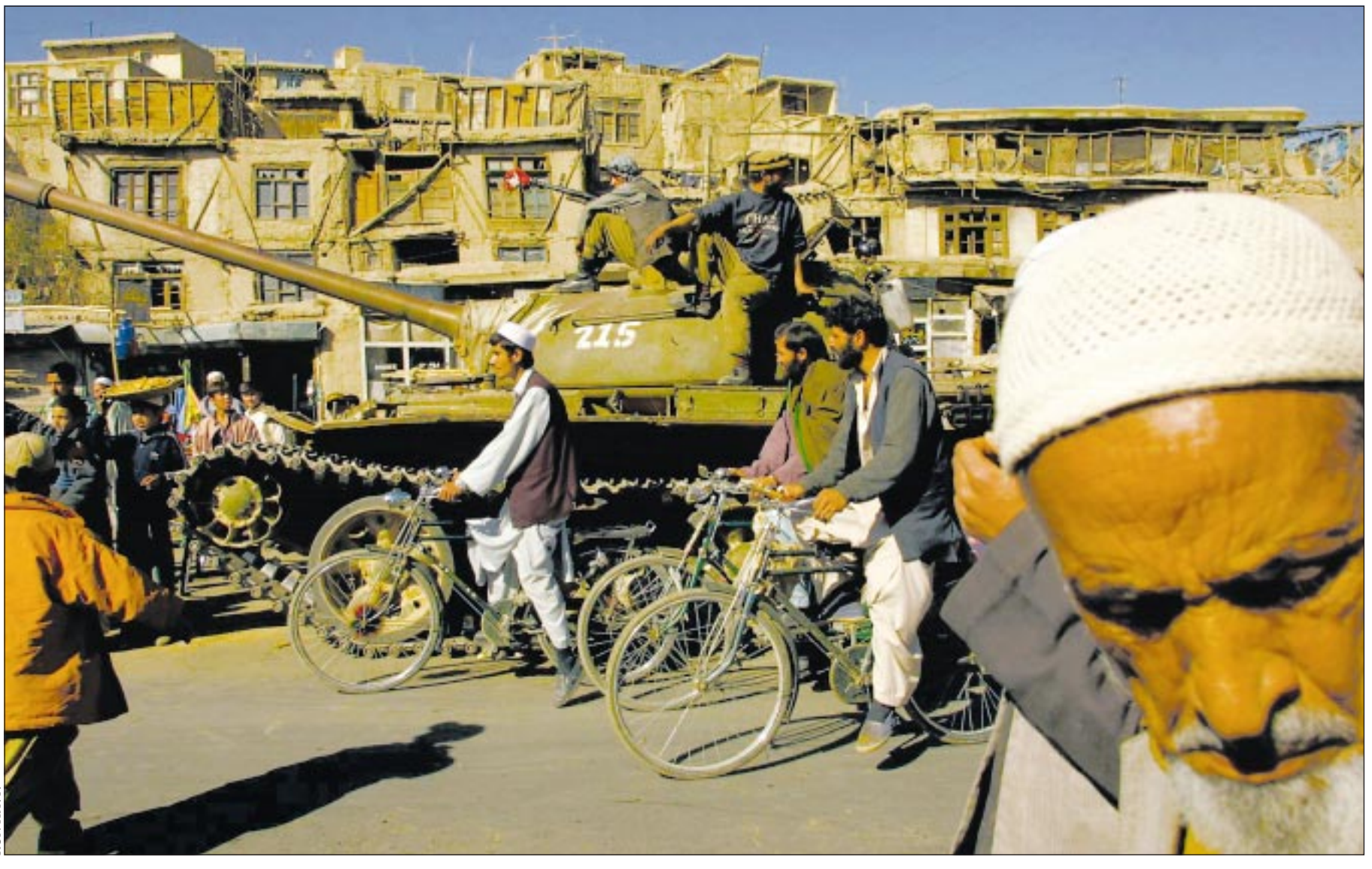
L'entrée de l'Alliance du Nord à Kaboul est un sérieux revers pour le Pakistan et son président, le général Pervez Moucharraf, qui avait répété sur tous les tons qu'il fallait surtout éviter cela. Le Pakistan, qui a une importante minorité pachtoune de 21 millions de personnes, craint des répercussions négatives de la défaite des talibans pachtouns à Kaboul. Pour parer à toute éventualité, des renforts de troupes ont été envoyés à la frontière de l'Afghanistan.

Françoise Chipaux
Le Monde *du 14 novembre*

La fin du turban noir

Des Kaboulis sont venus accrocher, mardi 13 novembre, leurs turbans noirs – emblème taliban – aux grilles du poste de police déserté. Les portes des prisons se sont ouvertes. Le drapeau de l'Etat islamique d'Afghanistan – l'Etat moudjahidin mis en déroute en 1996, et qui ne contrôlait que 10% du pays il y a dix jours encore – a été hissé sur les bâtiments officiels.

Dans les rues, des automobilistes prenaient plaisir à dénicher des photographies d'Ahmed Chah Massoud, le légendaire commandant de la vallée du Panchir assassiné le 9 septembre, et à les afficher sur leur pare-brise, imitant ainsi les combattants qui débarquaient en ville à bord de Jeep arborant le visage du chef défunt.



RON HAVIV

■ *Kaboul, un char de l'Alliance du Nord dans le centre-ville après le départ des talibans.*

Farida, future « présentatrice de télévision », hésite encore à sortir en ville sans burqa

KABOUL
de notre envoyé spécial

J'ai l'impression de vivre un rêve. » Farida achève la lecture du bulletin d'informations. Essentiellement des compte-rendus militaires. Ce ne sont pas les nouvelles, écrites par d'autres et qu'elle récite consciencieusement, qui émeuvent Farida, c'est juste le fait d'être assise dans ce studio.

« Je viens d'achever ma journée de travail et je suis heureuse. Je me sens libre. » Présentatrices à Radio-Télévision Afghanistan, Farida et Jamila sont les premières femmes de Kaboul à avoir usé de leur droit au travail, douze heures après l'arrivée des combattants antitalibans dans la capitale afghane, et leur première tâche fut justement de lire le communiqué annonçant que les femmes étaient de nouveau invitées à travailler et les filles à étudier.

Après « cinq années perdues », la journaliste a repris son travail

EN DUO AVEC UN EX-BARBU

« Les rédacteurs en chef m'ont appelée mardi et je suis immédiatement venue, raconte Farida. *Depuis cinq ans, j'étais restée à la maison. Je faisais uniquement les travaux domestiques. Cinq années perdues. »* Farida forme un duo avec Mohammad. Lui aussi est rayonnant. *« Hier j'avais une barbe très, très longue »*, précise-t-il. Il est désormais rasé de près. *« La barbe n'est pas si importante. Ce qui change, c'est de se sentir libre ».*

Farida et Mohammad, comme l'écrasante majorité des Kaboulis, manifestent leur sentiment de libération après la déroute talibane. Et on sent que leur joie est sincère, et non due au fait qu'ils œuvrent désormais pour le Front uni (Alliance du Nord). Car Radio-Télévision Afghanistan fut évidemment l'un des premiers objectifs des moudjahidins.

> « Je ne veux pas être la première femme à me promener dans les rues de Kaboul sans burqa. Je pourrais avoir des problèmes »

Les talibans venaient de fuir le triste bâtiment de la station nationale. Des hommes directement débarqués de la vallée du Panchir, le fief historique des combattants du défunt Ahmed Chah Massoud, se sont aussitôt installés aux commandes. *« Le Conseil suprême du Front uni avait préparé des plans au cas où les talibans fuient Kaboul,* indique Chamsuddin, le directeur de la chaîne. *Il avait pris la décision que je serai le chef de la télévision. Les priorités sont la police et la propagande. Ces deux unités étaient prêtes à entrer dans Kaboul, même si l'armée restait aux portes de la ville. »*

L'*« unité de police »*, ce sont les moudjahidins de la « Force de sécurité » de Bismillah Khan, hier encore commandant de la plaine de Shomali, à cinquante kilomètres au nord, et aujourd'hui artisan de la conquête foudroyante de Kaboul. L'*« unité de propagande »*, ce sont des journalistes, hier rédacteurs à *La Voix du moudjahid* ou cameramen de guerre dans la vallée du Panchir, et dorénavant responsables de la communication des nouveaux maîtres de Kaboul.

Dans les rues de la ville, on sent toujours flotter, outre ces inquiétudes quant à l'avenir politique et militaire du pays, un réel vent de liberté. Au lendemain de la conquête de la ville par le Front uni, les hommes se sont rués chez les barbiers, tandis que les femmes se réunissaient et discutaient de l'opportunité d'enlever ou non la burqa, le voile intégral. Sur le marché de la ville, les habitants, ravis d'entendre de la musique jaillir des échoppes, se sont précipités sur les premiers téléviseurs faisant leur apparition.

Aucun Kabouli suffisamment argenté pour s'équiper d'un poste de télévision ne veut rater l'événement que sera, après cinq années d'interdiction, le lancement des programmes de la chaîne nationale. *« Nous allons ouvrir l'antenne en lisant le Coran,* prévoit Chamsuddin, *puis nous annoncerons les programmes politiques, musicaux et pour la jeunesse. »* Farida se réjouit déjà à l'idée qu'au-delà du microphone du studio de la radio elle lira bientôt les bulletins d'informations devant une caméra.

« ENLEVE TA BURQA »

« Présentatrice de télévision, ça va être très bien. » Après avoir été la première femme à travailler à Kaboul, elle devrait être la première à s'exhiber à la ville entière sans burqa. Dans les couloirs de Radio-Télévision Afghanistan, elle porte le voile sous le bras, prête à l'enfiler pour sortir dans la rue. *« Pourquoi gardes-tu ce truc ? »* interroge Chamsuddin, son directeur. *« Encore quelques jours, et je l'enlèverai définitivement. Peut-être dès demain d'ailleurs »*, répond-elle timidement. *« Et pourquoi pas dès aujourd'hui ? » « Parce que je ne veux pas être la première à me promener dans les rues de Kaboul sans burqa. Je pourrais avoir des problèmes » « Quels problèmes ?* s'énerve Chamsuddin. *C'est fini, ce truc ! On change d'époque ! »*

Rémy Ourdan
Le Monde *du 16 novembre*

Le premier ramadan d'espoir depuis longtemps

KABOUL
de notre envoyé spécial

Toujours harassés par la misère ordinaire qui interdit de préparer des repas nocturnes au goût festif, les Kaboulis ont toutefois commencé, vendredi 16 novembre, un ramadan fort différent de celui qu'ils imaginaient. Ils s'apprêtaient à vivre ce mois de recueillement et d'abstinence sous les pressions de la police religieuse talibane et des raids aériens américains. Ce ramadan 2001 sera finalement celui d'une incontestable libération, même teintée de craintes en l'avenir. *« Si la pauvreté nous empêche d'inviter parents ou amis, ce ramadan commence tout de même dans la joie,* raconte Abdul. *Après le départ des talibans, des Pakistanais et des Arabes, nous nous sentons enfin libres, même si nous avons évidemment des inquiétudes sur les risques de conflit entre moudjahidins, et si nous préférerions que la force militaire internationale soit déjà là. »*

Une sensation de liberté, un sentiment d'inquiétude

Ces cinq dernières années, durant le ramadan, la police religieuse des talibans renforçait des contrôles déjà très stricts dans les rues, témoignent les Kaboulis. Munis de câbles de fer, ils battaient les hommes peu pressés de se ruer à la mosquée cinq fois par jour ou les femmes au coin de la burqa parfois retournée le temps d'une conversation furtive. *« Nous restions chez nous, car ils trouvaient toujours un détail à nous reprocher,* dit Abdul. *Les talibans nous ont forcés, nous qui aimions tant la vie en société dans notre ville, à nous replier sur nous-mêmes. »* Ce ramadan est toutefois le vingt-deuxième que le pays vit en situation de guerre, et le dixième qui voit les Afghans musulmans s'affronter entre eux. *« D'année en année, nous virevoltons d'espoirs en désillusions,* remarque Bachir, un moudjahidin. *Cette année, nous pouvons imaginer un horizon meilleur, même si nous ne nous réjouissons pas trop vite. »*

Car la guerre n'est pas finie. Des combats agitent les régions de Kunduz et de Kandahar. L'anarchie menace le sud du pays. Et ce n'est pas le ramadan, au train effréné qu'a pris le conflit, qui va ralentir les activités militaires. Sujet crucial il y a encore une semaine, l'éventuelle « trêve du ramadan » a perdu de son intérêt. Les Etats-Unis avaient annoncé, il y a dix jours, qu'un cessez-le-feu était d'ailleurs peu envisageable, un avis partagé en Afghanistan, où le mois saint n'a jamais été synonyme de trêve. Le message *« pas de pause dans la guerre contre le terrorisme »*, diffusé par La Voix de l'Amérique, avait rassuré un Front uni qui craignait alors que les talibans ne profitent d'un répit pour préparer plus efficacement leur résistance. *« Les talibans ne pensent pas à ces cérémonies,* déclarait Kanouni. *Il n'y a aucun problème à combattre durant le ramadan ! »*

Pour les hommes du défunt Ahmed Chah Massoud, assassiné le 9 septembre, l'islam n'interdit pas la guerre en cas d'agression. Le Coran ne stipule nullement qu'il est interdit, en état de légitime défense, de combattre durant le ramadan. La question est de savoir qui attaque qui et, pour le Front uni, les talibans et Al-Qaida sont les agresseurs à la fois de l'Afghanistan et des Etats-Unis. Par ailleurs, en vingt-deux années de guerre afghane, nul ne se souvient de la moindre trêve décrétée pour des raisons religieuses.

Le mollah Jalal, chef des dignitaires religieux de la vallée du Panchir, le fief du commandant Massoud, n'a pas non plus l'ombre d'un doute. *« D'un point de vue islamique, il n'y a aucun problème à combattre durant le ramadan,* explique-t-il. *Selon le Coran, il ne devrait jamais y avoir la guerre, que ce soit durant le ramadan ou toute l'année. En revanche, il n'est pas interdit de défendre son pays et sa nation. »* Le prophète Mahomet a d'ailleurs mené certaines de ses luttes durant le mois du ramadan, notamment la conquête de La Mecque. Et maints chefs militaires musulmans ont, au cours des siècles, estimé qu'un guerrier jeûnant durant le jour et n'ayant pas de relations sexuelles durant la nuit était en pleine possession de sa force. Ils planifiaient donc des batailles décisives pour la période du ramadan.

R. O.
Le Monde *du 19 novembre*

Le retour des soldats russes

KABOUL
de notre envoyé spécial

Les Kaboulis ne s'attendaient pas à une telle surprise. Se réveillant à l'aube, ils ont découvert d'étranges intrus. Des soldats vêtus d'uniformes bleus, armés de fusils d'assaut rutilants, déployés autour de camions militaires garés en arc de cercle et vite recouverts de filets de camouflage. Au-dessus du camp improvisé ne flotte aucun drapeau. *« Les Américains ! Les Américains sont arrivés ! »*, hurle un gamin. La foule est incrédule. *« Non, ce sont des soldats russes »,* racontent les policiers aux Kaboulis interloqués. Douze ans après le retrait de l'armée soviétique, les soldats de Moscou sont de retour en Afghanistan, en plein centre de Kaboul.

Les habitants interloqués par le retour des militaires venus de Moscou

« Des Russes ? » Le môme afghan n'en croit pas ses yeux. *« Nous sommes venus construire un hôpital, et nous sommes très bien accueillis par la population. Des Afghans viennent discuter avec nous. Certains parlent russe,* raconte Volodia. *Je n'ai pas peur... »* Volodia et ses compagnons, qui gardent le camp russe, ont de dix-sept à vingt ans. Que savent-ils de la guerre d'Afghanistan, des heures noires de l'occupation soviétique (1979-1989) ? *« En Russie, nous savons tout de ce conflit, et savons surtout qu'il n'aurait jamais dû avoir lieu »,* dit Volodia. *« Cette fois, nous ne venons pas combattre en Afghanistan,* ajoute Nikolaï. *D'ailleurs, nos pères nous ont appris qu'il n'y a aucune raison de combattre en Afghanistan, et aucune chance de vaincre... »*

« Pourquoi ces Russes sont-ils à Kaboul ? » La question court sur toutes les lèvres. Les Afghans s'interrogent, harcèlent les journalistes, écoutent les nouvelles à la radio. *« Il paraît qu'ils viennent construire un hôpital et leur ambassade »*, répondent ceux qui se croient informés. Officiellement, ils ont raison. Les soixante hommes du ministère russe des situations d'urgence sont à Kaboul afin de s'occuper *« d'une antenne médicale et d'une ambassade de provisoire »,* dit un officier. Pourtant, l'incertitude plane encore. Si un imposant convoi d'aide humanitaire russe est effectivement en route, il n'y a pas un seul médecin au sein de ce premier contingent. Les Kaboulis sont perplexes. *« Les Afghans les plus nationalistes sont sensibles à la venue de n'importe quel soldat étranger, et d'autant plus s'il s'agit de Russes !,* pense Falaknaz, un ingénieur qui passe devant le camp à vélo. *Mais la plupart des Kaboulis sont optimistes. Ils croient que les étrangers vont amener la paix en Afghanistan. » « Les Russes valent de toute façon mieux que les talibans ! »*, ajoute un jeune gars du quartier.

« QU'ILS SOIENT LES BIENVENUS... »

Un vieux Kabouli, Ghulam, se souvient fort bien des années d'occupation soviétique. *« Ils ne m'ont jamais fait de mal,* dit-il. *Par contre, les moudjahidins m'ont volé ma montre en 1992 et les talibans m'ont giflé en 1996. Ces talibans étaient les pires qu'a connus Kaboul en vingt ans ! Les Russes, eux, n'avaient jamais levé la main sur moi. Qu'ils soient les bienvenus, avec les Américains, les Britanniques et les autres, s'ils nous libèrent des terroristes et ramènent la paix ici. »*

Sahid est choqué. Lui, jeune trentenaire, était un garçonnet réfugié de la vallée du Panchir, fief du commandant Massoud, à la fin des années 1980. *« Je me souviens très bien que mes amis kaboulis trafiquaient avec les soldats russes. Ils leur vendaient du haschich, s'enrichissaient. Et tous apprenaient à parler le russe... Moi, arrivant des montagnes, j'avais vu ces soldats brûler mon village, tuer mon cousin et nous chasser de la vallée ! Ils étaient l'incarnation du diable ! Je les haïssais... Ce matin, lorsque je les ai vus à Kaboul, j'ai sursauté ! Je me suis souvenu de ma haine, et de ces visages qui, dans mon village, surgissaient parfois dans la nuit... »*

R. O.
Le Monde *du 29 novembre*

EDITO

Une liberté relative pour les femmes afghanes

Les femmes afghanes peuvent à nouveau sortir dans la rue sans être chaperonnées par un homme de leur famille. Elles peuvent enlever leur burqa en public. C'est un progrès par rapport au régime taliban, qui leur avait interdit de sortir, de travailler, d'étudier, voire de se faire soigner, sous prétexte qu'elles étaient une tentation permanente pour les hommes, et qui prétendait que leurs voiles grillagés étaient destinés à les protéger de la concupiscence des mâles.

Mais un progrès tout relatif, car la première manifestation de femmes dans les rues de Kaboul, où elles ne demandaient que l'application de la promesse faite par l'Alliance du Nord de les autoriser à travailler, a été interdite ; et que, en pays pachtoune – la plus importante ethnie du pays –, la coutume considère toujours la moitié féminine de la population plus mal qu'une bête de somme. On ne peut toutefois que se réjouir de ces petites avancées, même si elles ne sont que symboliques ou destinées à s'assurer les bonnes grâces d'un Occident que l'on ne comprend guère mais auquel il faut bien faire plaisir.

Ainsi, l'Alliance du Nord et l'ex-roi Zaher Chah ont fait assaut de surenchère en annonçant que leur délégation à la conférence interafghane de Berlin comprendrait une ou deux femmes. Tant mieux si les dirigeants américains et britanniques se satisfont de cette concession purement formelle, plus facile à faire que d'autoriser les troupes alliées à assurer la distribution d'une aide alimentaire indispensable à des populations affamées.

Mais ce geste repose aussi sur une formidable hypocrisie, destinée à satisfaire une opinion occidentale à juste titre sensibilisée à la cause des femmes, et à laquelle se sont adressées, dans un duo bien coordonné, Laura Bush et Cherie Blair, pour défendre la *« dignité de la femme afghane »* dévoilée. Car on sait bien que cette question ne préoccupe guère les nouveaux dirigeants qui se disputent le pouvoir. Ils veulent avant tout asseoir leur autorité et, quand ils ont la fibre sociale, assurer du minimum une population dont l'âge de survie avoisine les quarante ans, hommes et femmes confondus.

D'autres pays de la coalition antiterroriste, comme l'Arabie saoudite, ou, dans une moindre mesure, le Pakistan, ne traitent guère mieux leurs femmes. Les Afghanes étaient mieux considérées sous la dictature communiste, où elles représentaient environ la moitié des fonctionnaires, des enseignants et du personnel de santé. Aider, sauver les femmes afghanes de leur sort peu enviable est un objectif noble et qui vaut mieux qu'une propagande intéressée, de quelque bord qu'elle vienne.

Car les talibans ne sont pas les seuls responsables de cette situation. Se limiter à dénoncer leurs méfaits, criants, risque d'aboutir à nier l'existence d'un problème plus profond, historique, social, fondé sur une culture d'un autre âge certes, mais aussi sur un manque d'éducation et une misère persistante.

Le Monde *du 23 novembre*

CHRONIQUE

Le barbier de Kaboul

DANS l'opéra de la guerre, il y a du tragique et parfois aussi du comique. Intimement liés. C'est à cela que l'on pensait en voyant arriver les premières images de Kaboul, capitale dont on ne saurait dire encore si elle fut libérée de ses oppresseurs ou conquise par de nouveaux maîtres. En tout cas, les choses étaient allées vite. Très vite. Trop vite sans doute même au goût et à la stupéfaction des régisseurs ailés. Le livret s'était en quelques jours emballé. Sous le matraquage des B 52 américains, les forces talibanes, dont chacun, et d'abord les états- majors, avait quelque peu surévalué la capacité à résister au pilonnage en rase campagne, se sont défaites. Repli, débâcle, fuite éperdue et à peine stratégique vers quelque redoute montagnarde pour s'y organiser en guérilla ? La suite le dira.

Et il ne semble pas nécessaire de remplacer une spéculation hasardeuse sur la capacité de résistance des talibans par une autre spéculation hasardeuse sur leur défaite irrémédiable. Simplement, au fil des jours, des heures même, à la stupéfaction générale, les cartes de l'Afghanistan en guerre, celles là mêmes que chacun peut voir à la télévision ou dans les journaux, évoluaient, du nord vers le sud, à la vitesse de la marée. Conformes le matin, dévaluées le soir. Simplement aussi, premières paroles de désarroi, bien loin des serments de victoire précédents, le fameux et invisible mollah Omar, dans un message radio lancé, mardi après-midi, probablement de Kandahar, invitait ses troupes à résister et à combattre. Et ses propos n'étaient guère ceux d'un chef absolument serein : *« Je vous demande d'obéir totalement à vos commandants. Ne courez pas à droite et à gauche. Ceux qui le font sont comme des poulets sans tête qui vont finir par mourir et tomber dans le fossé. »*

A droite, à gauche, ils couraient, roulaient, fuyaient vers le sud. Et, depuis le matin même, Kaboul était aux mains, et presque sans combat, des soldats de l'Alliance du Nord. Ville investie contre, semble-t-il, tout engagement et toutes promesses. Mais les promesses des vainqueurs, devant une capitale ouverte, valent ce que valent les promesses, dans l'ivresse de la victoire et de la revanche. Ces troupes, donc, sont entrées dans Kaboul. Au motif officiel d'y maintenir l'ordre. Au calcul d'y imposer leur ordre et d'y prélever d'avance la plus large part du butin politique ? Là encore, ne spéculons pas. Toujours est-il que d'évidence la fameuse et pour l'instant introuvable solution politique pour l'après, en Afghanistan, avait été largement distancée par les seuls guerriers de l'Alliance, fleur à la kalachnikov.

Et donc l'opéra des images pouvait commencer. Ce fut quoi Kaboul libérée devant les caméras du monde entier ? Des enfants du pays de la guerre faisant escorte et fête aux guerriers vainqueurs. Quelques cadavres de présumés talibans et l'horreur d'une populace tuant, encore et encore, ces morts, les lapidant, piétinant leurs pauvres visages de morts. La musique revenue, comme liberté première, sur les radios et dans les taxis. Et les barbiers de Kaboul, chantant, à larges coups de rasoirs et de ciseaux, le grand air de la pilosité libérée à leurs clients hilares.

Pierre Georges
Le Monde *du 15 novembre*

Avec les soldats du Front uni dans la plaine de Shomali

BAGRAM et JABAL-UL-SARAJ (plaine de Shomali)
de notre envoyé spécial

Ils avancent vers le front, et on pourrait presque dire qu'ils déambulent vers le front. Ces Afghans-là ont une façon très particulière, presque légère, de partir à la guerre. Ils attendent au bord des routes qu'un camion daigne leur éviter des heures de marche, ils s'arrêtent souvent pour boire du thé brûlant, et les officiers paraissent aussi nonchalants que les combattants.

« Ce n'est pas de la nonchalance car, en Afghanistan, après plus de vingt ans de combats et de destructions, on sait parfaitement que la guerre est une chose très grave, raconte un commandant du front de Bagram, l'aéroport stratégique situé au nord de la capitale afghane. *Je parlerais plutôt de fatalisme. Si la bataille doit avoir lieu, qu'elle ait lieu ! S'il faut mourir, mourons ! De toute façon, la vie des soldats, nos vies, sont entre les mains d'Allah. »*

Quand Kaboul n'était encore qu'à portée de main

Partir à la guerre : les combattants anti-talibans de la plaine de Shomali en ont désormais la sensation physique. Les raids aériens américains sont devenus incessants, jour et nuit, contre les positions de leurs ennemis ; les officiers répètent, le soir, dans l'intimité des casernes, que les jours, et peut-être les heures, sont comptés avant une offensive vers Kaboul ; les appels à la mobilisation de réservistes ont été lancés, vendredi 9 novembre, avec effet immédiat.

Les dirigeants du Front uni ont beau jeu de rappeler que, en dépit du fait qu'ils ne contrôlent que 10 % du pays, ils sont l'unique opposition armée aux talibans et à leur allié, Oussama Ben Laden ; qu'ils ont prouvé qu'ils pouvaient résister aux assauts les plus terribles et qu'ils sont donc aujourd'hui la seule force militaire susceptible de constituer un bras armé afghan à l'intervention américaine. La question réside dans le fait de savoir si les soldats du Front uni, qui n'ont fait que reculer ces dernières années face aux hommes du mollah Omar, sont capables d'avancer. Or ils viennent de le démontrer en s'emparant de Mazar-e-Charif.

Tout en réclamant une assistance militaire étrangère, estimant que *« les pays qui luttent contre le terrorisme ne peuvent rien faire sans le Front uni, car des raids aériens ne seront jamais efficaces à 100 % »,* Abdul Rahman, l'un des chefs militaires du front de Kaboul, affirme qu'une offensive pourrait être lancée sans attendre ce soutien. *« Si notre haut commandement nous en donne l'ordre, nous pouvons avancer jusqu'aux portes de Kaboul en quelques jours »*, promet-il.

A Bagram, des centaines de soldats et des tanks sont arrivés afin de renforcer la ligne de front. Certains parlent d'une attaque dans un délai de trois jours, offensive si secrète qu'elle est évoquée jusque dans les ruelles du marché de Jabal-ul-Saraj, 30 kilomètres à l'arrière. Rumeurs, manipulations ? Cette opération vers Kaboul, tant de fois annoncée, pourrait cette fois avoir lieu, pensent jusqu'aux plus prudents des commandants anti-talibans, au moins, dans un premier temps, à certains endroits de la région.

Ils avancent vers le front, sans trop de conviction, comme s'ils doutaient encore d'être capables de vaincre l'ennemi tant décrit comme un terroriste impitoyable. Ils entendent dire que Kaboul est à leur portée, et n'osent encore trop y croire. Sur le front de Bagram, au nord de la capitale afghane, les nuits ne ressemblent plus à celles des dernières semaines. Ponctuées par les retentissantes explosions des bombes et missiles américains, les veillées d'armes ont dorénavant le parfum du combat tant annoncé.

Rémy Ourdan
Le Monde *du 12 novembre*

Kaboul et Kandahar bombardées en plein jour

Kandahar, le siège du mouvement taliban, et Kaboul, la capitale afghane, ont été de nouveau secoués, mardi 9 octobre à l'aube, par la poursuite des bombardements américains qui, pour la première fois, ont eu lieu de jour.

A Kandahar, où réside toujours le chef suprême des talibans, le mollah Mohammad Omar, les bombardements auraient de nouveau visé l'aéroport, à 30 kilomètres de la cité, et le complexe où se trouvent les principaux bureaux des talibans, dans la vieille ville. Selon un officiel taliban, le mollah Omar aurait quitté, dimanche soir, son bureau, quinze minutes seulement avant les frappes de missiles qui ont atteint les bâtiments des talibans.

A Kaboul, l'une des bombes de la nuit a tué quatre employés locaux d'une agence de l'ONU s'occupant de déminer la capitale afghane. Situé près de l'antenne de communications, l'immeuble de deux étages où ils se trouvaient a été réduit en poussière et les quatre hommes tués.

Le Monde *du 10 octobre*

Scènes de redditions de talibans avant l'offensive vers la capitale afghane

BAGRAM (plaine de Shomali)
de notre envoyé spécial

Le commandant Khawani est prêt. Depuis trois jours, il a troqué ses mocassins afghans pour des rangers noirs. Il est prêt à traverser le no man's land miné et à attaquer les tranchées ennemies. Khawani est fou. Ce sont ses moudjahidins qui le murmurent, les yeux ébahis de respect pour ce guerrier blessé sept fois, fumeur de haschich et amoureux de l'action.

13 heures, lundi 12 novembre. Khawani déjeune, excité, près de son quartier général. Il vient d'obtenir du général Baba Jan, le commandant de Bagram, la confirmation que l'offensive sera déclenchée une heure plus tard. Objectif : Kaboul. *« On a lancé un ultimatum aux talibans,* révèle le commandant. *Ils ont jusqu'à 14 heures pour décider s'ils changent de camp ou non. Après on attaque. »*

14 heures. Khawani arrive au poste « Typhon 1 », la position la plus avancée dans la plaine de Shomali, sur la base aérienne désaffectée de Bagram. Il contacte par radio les douze postes placés sous son commandement, le long de la ligne de front. *« Typhon 2, répondez Typhon 3, répondez. »* Pourquoi *« Typhon »* ? *« Parce qu'ici, la guerre c'est comme un orage. Vous allez voir. »*

14 h 05. Khawani enrage. Son talkie-walkie ne fonctionne pas. Un soldat confie aussi que l'unité est inquiète du peu d'obus de mortiers dont elle dispose.

14 h 10. Deux villageois bedonnants, coiffés de calots blancs, arrivent à « Typhon 1 ». Ils viennent de traverser le no man's land. Partisans du Front uni (Alliance du Nord) depuis des années, vivant en territoire sous contrôle taliban de la plaine de Shomali, ils ont été mis à contribution pour tenter de « retourner » des unités ennemies. Des commandants talibans sont prêts à changer de camp, racontent-ils.

14 h 15. Khawani relaie à ses hommes l'ordre d'ouvrir le feu. Il court dans la tranchée, puis s'arrête sur le toit d'un fortin, à découvert. L'artillerie entre en action. Des tanks se positionnent le long de la ligne de front et pilonnent les lignes arrière de l'ennemi. L'artillerie talibane réplique. Des roquettes frappent l'aéroport de Bagram, survolant « Typhon 1 ». Des talibans, dont les premières tranchées ne sont distantes que de 300 mètres, prennent le poste avancé pour cible. Khawani lance ses unités vers les lignes talibanes.

14 h 20. Deux moudjahidins à vélo amènent cinq obus de mortier. Le ravitaillement...

14 h 25. Khawani hurle dans son talkie-walkie : *« Ne tirez pas ! Ce sont des hommes à moi ! »* Un poste du Front uni mitraillait ses soldats, presque arrivés aux lignes talibanes. *« Ils ne savent pas que nos hommes ont avancé aussi vite »*, peste un soldat.

14 h 35. Trois hommes franchissent les premiers la ligne talibane, exactement vingt minutes après le déclenchement de l'offensive. Ils capturent sans combat le checkpoint « Kampas ». Les commandants talibans ont tenu parole, et accueilli sans réagir les moudjahidins.

Au poste « Typhon 1 » : l'Alliance du Nord a balayé la plaine de Shomali. Récit d'une attaque

14 h 45. Le premier blessé de l'unité de Khawani revient vers « Typhon 1 » en claudiquant, un lance-roquettes à l'épaule. Un combattant l'aide à se mettre à l'abri. Une minute plus tard, le cycliste qui avait livré les obus de mortier l'évacue, assis sur le porte-bagage de sa bicyclette, vers l'arrière.

14 h 50. *« Nous avons des prisonniers ! Des Pakistanais et des Arabes ! »* hurle un combattant à la radio. Cris de joie.

14 h 51. Une explosion, suivie d'un énorme champignon de fumée noire. L'aviation américaine, qui survolait depuis une demi-heure la plaine de Shomali, intervient.

15 h 05. Dialogue par talkie-walkie. Un soldat : *« J'ai cinq Pakistanais ! »* Un officier : *« Ne les tuez pas ! Faites-les prisonniers ! »* Le soldat : *« S'ils résistent, on les tue ! »*

15 h 10. Les obus et roquettes talibans pleuvent autour de la position. *« Deux cents mètres plus à gauche, espèce de mulet ! »*, crie un officier au servant d'un mortier lourd.

15 h 15. Une première unité de talibans arrive à « Typhon 1 », escortée par les commandos de Khawani. Ce sont des Afghans dont le commandant a pris la décision de changer de camp avec armes et prisonniers étrangers – *« une quinzaine de Pakistanais et quelques Arabes d'Oussama* [Ben Laden] », immédiatement emmenés vers l'arrière. Les plus âgés des Afghans sourient, certains embrassent les moudjahidins. Originaires de Bagram eux aussi, ils ont combattu ensemble contre les Soviétiques avant que la ligne de front des années 1990 ne sépare leurs villages respectifs. Les plus jeunes sont terrorisés.

Ils ignoraient les plans du commandant et découvrent, abasourdis, que leur escorte ne les désarme pas. Ils voient leur commandant gravir l'échelle métallique du fortin, rejoindre les hommes de Khawani et suivre la bataille à leurs côtés, parlant souvent par sa radio à des camarades restés de l'autre côté.

15 h 20. *« Dites à ces talibans de s'asseoir en bas et de se taire ! »*, crie un officier. Se sentant en confiance, certains transfuges, à peine arrivés, se sont hissés dans les casemates en haut du fortin. Situation étrange : les transfuges sont toujours armés et, avec ceux du no man's land, sont désormais trois fois plus nombreux que les gardiens de « Typhon 1 ». Si les talibans avaient voulu tendre un piège à leurs ennemis, ils seraient maintenant maîtres de la ligne de front autour de l'aéroport de Bagram.

16 h 10. Khawani et ses combattants ont vite progressé. L'aviation américaine harcèle les talibans qui s'enfuient, au sud de la plaine de Shomali.

16 h 15. Certains des talibans se préparent à prier. Ils réclament de l'eau aux soldats de Khawani pour faire leurs ablutions. *« Pour toi, je n'ai que du vin ! »* répond un officier. Des combattants des deux camps s'esclaffent. Les talibans obtiennent trois cruches d'eau, étendent leurs foulards sur le sol et prient.

16 h 20. Les avions de chasse américains s'acharnent sur les jeeps talibanes qui tentent de fuir vers Kaboul. Le front est enfoncé, la déroute talibane est évidente.

16 h 50. Tous les tirs cessent. La première étape de la bataille de Kaboul est achevée.

18 heures. Khawani ramène à « Typhon 1 » des talibans par unités entières. Le commandant taliban retourné témoigne : *« J'avais déjà coopéré avec le Front uni, sans avoir la chance de pouvoir les rejoindre. Cette fois, nous avions une opportunité de changer de camp. Là-bas, avec les talibans, il y a beaucoup de Pakistanais et d'Arabes, je ne les aime pas. »*

19 heures. Les combattants écoutent la radio de Jabal-ul-Saraj. Les unités du Front uni ont enfoncé le front partout. La route de Kaboul est ouverte.

R. O.
Le Monde *du 14 novembre*

JAMES NACHTWEY

■ ***Dans les rues de Kunduz, des soldats du Front uni en embuscade.***

Les Etats-Unis reconnaissent des erreurs de frappes

Le Pentagone admet plusieurs erreurs dans les opérations militaires

WASHINGTON
de notre correspondant

Le Pentagone a dû admettre, mardi 23 octobre, plusieurs erreurs et déconvenues dans les opérations menées, les jours précédents, en Afghanistan. La porte-parole du département de la défense, Victoria Clarke, et le directeur adjoint des opérations, le contre-amiral John Stufflebeem, ont été chargés d'expliquer que certaines bombes n'avaient pas atteint les objectifs prévus.

Un engin de 500 kg, largué le 21 octobre par un chasseur-bombardier FA-18 de l'aéronavale en direction d'un garage militaire des talibans, près de Hérat, dans l'ouest du pays, est tombé sur un terrain voisin d'une résidence pour personnes âgées, selon les indications de l'état-major américain.

Mme Clarke a indiqué, aussi, qu'un F-14 avait lâché deux bombes de 250 kg, le 20 octobre, sur une zone résidentielle située au nord-ouest de Kaboul, la capitale afghane, alors qu'il visait des véhicules militaires rangés à 800 mètres de là. Le Pentagone s'est dit incapable d'évaluer les pertes civiles provoquées par ces erreurs.

Lundi, l'ambassadeur taliban à Islamabad, Abdul Salam Zaeef, avait affirmé que le bâtiment atteint la veille à Hérat était un hôpital et qu'une centaine de personnes y avaient été tuées. Le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, avait répondu qu'il n'avait *« absolument aucune preuve* (...) *pouvant suggérer que cette allégation est correcte »*. Mardi, Mme Clarke a donc corrigé ce démenti ; mais il était de nouveau question d'un hôpital frappé par des bombes à Hérat, cette fois lundi, et M. Zaeef affirmait encore qu'une centaine de personnes avaient été tuées.

Ces affirmations ont été corroborées en partie par une porte-parole de l'ONU dans la capitale pakistanaise, Stephanie Bunker, selon laquelle le bâtiment dont il s'agit est *« un hôpital militaire, faisant partie d'un quartier militaire, dans les faubourgs de Hérat »*. Mme Bunker a précisé qu'elle n'avait aucune idée des pertes provoquées par ce bombardement.

Patrick Jarreau
Le Monde *du 25 octobre*

L'entrée en action des B-52 américains

Pour la première fois depuis le lancement de raids aériens sur la ligne de front de la plaine de Shomali, au nord de Kaboul, l'aviation américaine a envoyé, mercredi 31 octobre, des bombardiers B-52 pilonner les positions talibanes. Ce tournant intervient au moment où certains chefs de l'opposition afghane annoncent leur intention de lancer une offensive terrestre sur Kaboul. Comparés aux raids fort limités visant ces positions depuis deux semaines, les opérations des B-52 pourraient se révéler nettement plus destructrices pour les forces talibanes. Venant du nord et volant à haute altitude, les bombardiers ont décrit un arc de cercle au- dessus de la plaine de Shomali, avant de larguer leurs bombes le long des lignes de front, entre Bagram et Karabak. La cible était apparemment une route, partant de Kaboul, utilisée par les talibans pour ravitailler le front. D'autres raids ont suivi le passage des B- 52. De Bagram, ville stratégique, en raison de son aéroport très convoité, les champignons de fumée étaient nettement visibles. Certains soldats du Front uni (Alliance du Nord) ne cachaient pas leur enthousiasme devant ce spectacle jusqu'alors inconnu.

La chute de Mazar-e-Charif, tombée sans grands combats

ISLAMABAD
de notre envoyée spéciale

Annoncée dès vendredi 9 novembre par l'Alliance du Nord, la chute de Mazar-e-Charif, la grande ville du nord de l'Afghanistan, a été confirmée le lendemain par le ministre de la défense taliban, le mollah Obaidullah Akhund. *« Oui, Mazar est perdue. La ville et son aéroport sont passés à l'opposition. Nos forces sont à Tangi Tashgurghan »*, a-t-il déclaré à l'agence Reuters à Kaboul. Tashgurghan se trouve à environ soixante kilomètres à l'est de Mazar-e-Charif, sur la route de Pul-e-Khomri, Bamiyan et... Kaboul.

Mazar-e-Charif est souvent tombée sans grands combats. A en croire l'Alliance du Nord, il en a été de même cette fois-ci. *« Nous contrôlons toute la ville. Les talibans ne se sont pas battus. Ils ont fui »*, a affirmé, vendredi, un porte-parole du commandant tadjik, Mohammed Atta. Le chef ouzbek Abdul Rachid Dostom a, pour sa part, assuré que les troupes de l'opposition avait conquis la ville en une demi-heure. Samedi, selon l'agence Islamic Press, basée au Pakistan mais proche de certains talibans, les forces du général Dostom patrouillaient dans les rues. Beaucoup des 200 000 habitants de Mazar-e-Charif auraient fui la ville.

La première défaite des talibans

Les talibans, qui, selon l'AIP, ont aussi évacué le centre portuaire d'Hairatan, sur l'Amou-Darya, à la frontière avec l'Ouzbékistan, commençaient à se retirer pour se diriger à la fois vers l'est, vers Kunduz ou Kaboul, ou l'ouest, vers la ville d'Hérat. L'offensive sur Mazar-e-Charif doit son succès à plus de deux semaines d'intenses bombardements américains. Elle a été menée par trois commandants de l'Alliance du Nord : l'Ouzbek Dostom, le Tadjik Atta et le chiite Mohammed Mohaqiq. La perte de la ville représente une sévère défaite pour les talibans. Ils avaient envoyé là quelques-uns de leurs meilleurs commandants, comme le mollah Dadullah ou le chef de leurs services de renseignement, Qari Amadullah. Depuis plusieurs jours, des renforts, notamment de Pakistanais et de volontaires arabes, tentaient de rejoindre Mazar-e-Charif pour la défendre.

Militairement, Mazar-e-Charif et ses deux aéroports ont une importance stratégique majeure. La ville contrôle toute la plaine du nord et sa prise risque de fragiliser toutes les positions des talibans au nord, et, notamment, sur le front de Kunduz-Takhar. Cette défaite est la première des talibans depuis près de cinq semaines de bombardements américains, et le premier succès important des Etats-Unis. Si l'opposition arrive à tenir et sécuriser la ville, Mazar-e-Charif pourrait devenir la première base américaine sur le sol afghan, facilitant ainsi grandement les opérations militaires. Les Etats-Unis, comme la Russie, disposeraient d'une route facile pour acheminer des munitions, chars et transports de troupes destinés à renforcer les troupes de l'Alliance du Nord qui demeurent mal équipées.

Les 70 kilomètres de route entre Mazar-e-Charif et la frontière ouzbèke sont également praticables toute l'année. Jusqu'alors, l'approvisionnement de l'Alliance du Nord dépendait de routes fragiles dont l'utilisation était soumise aux rigueurs du climat. Lors de l'invasion soviétique, Mazar-e-Charif était le principal centre logistique de l'armée rouge. Commandant des opérations américaines en Afghanistan, le général Tommy Franks n'a pas caché l'intérêt de cette ville : *« Oui, Mazar-e-Charif va nous donner un accès terrestre à l'Ouzbékistan qui nous permettra, entre autres choses, de transporter l'aide humanitaire d'Asie centrale en Afghanistan. »* Cette conquête pourrait permettre l'ouverture d'un couloir humanitaire dans une région qui compte plus de 500 000 personnes déplacées.

Françoise Chipaux
Le Monde *du 12 novembre*

La sanglante mutinerie du fort de Qala-e-Jhangi

Le site Internet de l'hebdomadaire américain *Time Magazine* a publié le dialogue enregistré dimanche 25 novembre entre l'un de ses reporters en Afghanistan, Alex Perry, et son éditeur à la rédaction de New York, John Flowers. Avec son téléphone satellite, Alex Perry raconte en direct la mutinerie, au fort de Qala-e-Jhangi, près de Mazar-e-Charif, de quelque 800 combattants pro-talibans d'Al-Qaida, faits prisonniers par les troupes de Rachid Dostom, de l'Alliance du Nord, lors de la chute de Kunduz. De 300 à 400 prisonniers auraient été tués pendant les combats ainsi qu'un agent américain de la CIA. La fusillade a commencé à 11 h 30. Les Américains sont arrivés vers 14 heures. *« Il est maintenant six heures moins le quart »*, dit-il.

Plusieurs centaines de combattants pro-talibans tués

« A quelle distance êtes-vous des combats actuellement ?

– Deux cents mètres.

– Combien d'hommes dans ces combats ?

– Huit cents.

– Combien d'Américains participent aux combats ?

– Il y a des Britanniques et des Américains. Une poignée. Je dirais douze. Ils sont venus dans deux jeeps. Des aviateurs. Les Britanniques sont en civil, les Américains en uniforme.

– Ils ne sont pas en train de combattre à eux seuls ces 800 hommes ?

– Si. Avec l'Alliance du Nord. Mais ce sont les Américains qui mènent la danse.

– Comment ça, "mènent la danse" ?

– Et bien, ce sont les Américains et les Britanniques qui coordonnent, depuis l'intérieur du fort, les frappes aériennes sur une partie du fort. Ils signalent aussi aux commandants de l'Alliance quand leurs hommes peuvent passer à l'attaque. Un groupe de six. Ce sont les gars avec lesquels j'étais. Et il y en a six ou sept autres qui se battent avec les talibans sur le côté ouest du fort.

» La raison pour laquelle les Américains et les Britanniques sont là, c'est que, quand les talibans se sont emparés de plusieurs armes et ont commencé à tirer, il y avait deux soldats américains à l'intérieur du fort : l'un a été désarmé et tué – il s'appelait Mike – et un autre, qui était aussi en difficulté, à court de munitions. Il avait réussi à contenir les talibans avec son pistolet mais il n'avait plus de munitions. On ne sait pas encore ce qu'il est devenu, mais c'est pour cela que les Américains et les Britanniques ont monté une opération de sauvetage.

– Comment tout ça a-t-il commencé ? On a amené les prisonniers dans des camions et personne ne les a fouillés pour voir s'ils n'avaient pas des armes cachées ?

– Oui, et dans la nuit, l'un d'eux a sorti une grenade, l'a fait exploser et s'est fait sauter lui-même, tuant deux commandants.

– Et ils les ont fouillés après ça ?

– Pas sûr. Et, ce matin, d'autres journalistes sont arrivés. L'un de Londres, et puis une femme. Ils étaient en train d'interviewer des prisonniers quand les talibans se sont tout à coup précipités sur eux. Ils ont battu l'Anglais assez violemment mais il a été délivré et emmené à l'extérieur du fort. Mais c'est là que les talibans ont réussi à saisir les armes de militaires de l'Alliance du Nord. Ils en ont tué au moins vingt et l'Alliance a perdu le contrôle du fort.

– Qu'est-ce qui les a fait commencer ?

– En fait, je pense que c'était sans doute le journaliste britannique. C'est simplement le fait de voir un Occidental. Ils sont là pour mener une guerre sainte, ils voient un visage d'Occidental, ils se disent que c'est ça qu'ils doivent combattre. (...) Il y avait aussi deux membres de la Croix-Rouge à l'intérieur. Ils ont réussi à sauter par-dessus le mur. (...)

– Le bilan ?

– J'entends dire qu'il y a probablement 300 ou 400 morts chez les talibans à l'heure qu'il est. La mission des Américains et de l'Alliance du Nord, c'est de les tuer jusqu'au dernier maintenant.

» Ooooooh, forte explosion. Il y a deux chars de l'Alliance à l'intérieur. Et les Américains ont mené neuf raids aériens déjà. C'est une chose incroyable à regarder. On peut voir les missiles arriver.

– Est-ce qu'il n'y a pas quelqu'un qui tire là, juste à côté de vous ?

– C'est juste un paysan du coin. De temps en temps, il tire en direction du fort sans raison apparente. »

Le Monde *du 27 novembre*

LES CINQ CHEFS DE L'ALLIANCE DU NORD

ABDULLAH ABDULLAH

Ministre des affaires étrangères de l'Alliance

Panchiri, docteur en médecine, porte-parole d'Ahmed Chah Massoud durant le séjour à Kaboul de 1992 à 1996, Abdullah Abdullah est, depuis le retrait de Kaboul, le visage le plus connu, avec Massoud, de l'opposition afghane aux talibans. Jamais en reste d'une déclaration dont l'exactitude n'est pas forcément le critère si cela peut servir la cause, Abdullah, qui occupe aujourd'hui le poste de ministre des affaires étrangères de l'Alliance du Nord, était un très proche de Massoud. Toujours aux quatre coins de la planète pour défendre la cause de l'opposition, il a installé sa famille à New Delhi, où il se rend régulièrement.

YOUNÈS KANOUNI

Chef politique du Front uni

On prête à feu Ahmed Chah Massoud d'avoir souhaité que, s'il venait à mourir, sa succession soit assurée par le général Mohammed Fahim. Mais après l'assassinat de Massoud, le 9 septembre, le Conseil suprême de l'Etat islamique d'Afghanistan décida de confier la direction politique de l'Alliance du Nord à Kanouni, Fahim devenant son chef militaire. Tadjik de la vallée du Panchir lui aussi, il fut, à l'époque du djihad contre les Soviétiques, le représentant des moudjahidins au Pakistan, puis, lors de leur arrivée au pouvoir à Kaboul, vice-ministre de la défense. Il n'est pas disposé à donner un rôle plus que symbolique à l'ex-roi Zaher Chah.

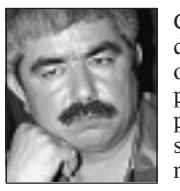
ISMAÏL KHAN

Le seigneur d'Herat

A 54 ans, ce nationaliste intransigeant a retrouvé son fief après six ans d'exil ponctué de trois ans d'emprisonnement chez les talibans, à qui l'avait livré un dirigeant d'alors de l'Alliance du Nord. Militaire de carrière, il avait acquis sa réputation quand en 1979, il avait massacré 350 conseillers soviétiques et leurs familles. La répression fut féroce et à l'origine d'une mutinerie dans les rangs soviétiques. Au sommet de sa gloire, ce fils d'une famille de paysans pauvres de Shindand, au sud d'Herat, régnait sur cinq provinces de l'ouest afghan et s'était fait construire un palais à Herat avant de succomber à la vague des talibans en 1995.

ABDUL RACHID DOSTOM

Le potentat de Mazar-e-Charif



Ce seigneur de la guerre ouzbek n'a pas perdu de temps pour rétablir son pouvoir et il n'entend pas plus que dans le passé le partager dans son fief de Mazar-e-Charif. Fils de paysans sans terre, né en 1954 dans la province de Jowzjan, Dostom n'a fréquenté que quelques années l'école. Il reçoit son entraînement militaire en URSS dans les années 1980 et monte en grade dans l'armée de Najibullah, où il s'illustre contre les moujahidins. Brutal, sans scrupule et sans principes, il s'est allié avec toutes les factions afghanes et a reçu de l'aide de quasiment tous les pays étrangers engagés en Afghanistan.

MOHAMMED FAHIM

Successeur de Massoud

Fils d'un mollah, ce Panchiri tadjik de quarante-quatre ans, qui remplace officiellement Ahmad Chah Massoud, n'a ni l'envergure ni le charisme de son ex-chef. Son passé dans la police politique de Najibullah constitue une tache difficile à faire disparaître. Il occupe le poste de chef de la police secrète sous les moudjahidins. Jusqu'à aujourd'hui considéré comme proche des ex-généraux communistes et des Ouzbeks, il n'est pas vu d'un bon œil par les commandants de la plaine de Shomali, et son allié sur le papier Abdul Rassoul Sayyaf, ne veut quasiment pas s'asseoir avec lui. Pour Dostom et Ismaïl Khan, il n'est pas question d'œuvrer sous Fahim.

La bataille de Kunduz, dernier gros bastion taliban du nord de l'Afghanistan

TALOQAN
de notre envoyé spécial

Ce ne serait peut-être plus qu'une question d'heures. Jeudi 22 novembre, des négociations se poursuivaient sur le sort des milliers de combattants talibans et étrangers retranchés autour de la ville de Kunduz, leur dernier gros bastion dans le nord de l'Afghanistan. Dans le même temps, les premières lignes des talibans semblaient enfoncées par les avancées de l'Alliance du Nord. Mercredi soir, un assaut des troupes de la coalition antitalibans était présenté comme imminent. La veille, le général Mohammed Daoud, qui tient les fronts est et nord, avait affirmé que l'attaque surviendrait *« avant la fin de la semaine »*. Jeudi matin, Mohammed Daoud expliquait que les discussions continuaient. *« Une majorité de talibans afghans ont accepté de se rendre, mais aucun milicien étranger n'a déposé les armes. Nous sommes cependant prêts à entrer dans la ville, et ceux qui résisteront seront tués »*, précisait-il. Environ dix mille talibans se trouveraient aujourd'hui assiégés dans ce réduit qui comprend la ville de Kunduz et ses campagnes environnantes dans un rayon d'une trentaine de kilomètres.

De nombreuses désertions dans les rangs islamistes

La plupart sont des combattants aguerris, que le mollah Omar avait déployés sur ce qu'il pensait être le dernier front de la guerre et qui se sont retrouvés encerclés dans le nord de l'Afghanistan. A défaut de pouvoir rejoindre leur fief de Kandahar, ces forces, lourdement équipées, se sont repliées en bon ordre dans l'une des rares villes à forte proportion pachtoune de la région, pour y soutenir un long siège. Les volontaires islamistes étrangers y seraient quelques milliers, mais les évaluations diffèrent en fonction des sources.

Selon les dirigeants du Front uni (Alliance du Nord), leur contingent s'élèverait à quelque dix mille hommes ; il se composerait de quatre à cinq mille Pakistanais, de deux à trois mille Ouzbeks du chef de guerre Juma Namangani (dernièrement mort au combat, selon plusieurs témoignages), d'un millier d'« Arabes » d'Al-Qaida et de quelques centaines de Tchétchènes, de Ouïgours chinois et de ressortissants du Sud-Est asiatique.

Les bombardements américains ont quelque peu diminué d'intensité depuis le début de la semaine, pour permettre des négociations. Mardi, le général Daoud a ainsi rencontré, dans un village, les deux principaux dirigeants talibans de Kunduz, le mollah Fazil et le mollah Dodiullah, dit « le Boîteux ». Mercredi, une rencontre semblable a eu lieu à Mazar-e-Charif entre deux hauts émissaires de la ville assiégée et le général ouzbek Rachid Dostom. Les dirigeants du Front uni affirment vouloir empêcher un bain de sang en obtenant la reddition des assiégés. Ils ont choisi de négocier avec les talibans afghans dans l'espoir d'isoler les combattants étrangers, avec lesquels, assurent-ils, aucune discussion n'est possible.

Cette stratégie a porté de premiers fruits. Le général Daoud affirme que plus de mille talibans se sont rendus à ses troupes ces derniers jours. Juma Khan, par exemple, l'a échappé belle. Lundi soir, ce jeune Pachtoune, qui avait rallié les talibans il y a trois ans, les a abandonnés. Il a soigneusement préparé sa désertion, avec l'aide d'un émissaire civil du général Daoud qui a franchi la ligne de front pour l'encourager à la trahison et lui fixer un rendez-vous en pleine nuit avec un groupe de moudjahidins.

D'autres talibans tentent de s'échapper sans avoir conclu ce genre de marché. Mercredi, l'un d'entre eux, qui se fait appeler Boz Mohammed, a été identifié par des moudjahidins juste après avoir passé la ligne de front. Il a immédiatement été battu sur la route, à coups de crosse et de bottes, puis entraîné dans une maison en ruine où il a été interrogé. De leur côté, les talibans seraient impitoyables avec leurs propres déserteurs, qu'ils fusilleraient sur-le-champ. Les désertions ne concernent que les assiégés afghans. Les combattants étrangers ne sont pas invités à se rendre, et ne se risquent pas à traverser les lignes. Le discours que tiennent sur leur compte les officiers du Front uni leur laisse peu d'espoir de bénéficier de la moindre clémence. *« Beaucoup de talibans vont abandonner le combat, mais les étrangers se défendront jusqu'au bout*, explique le commandant Shajahan, l'un des principaux assistants du général Daoud. *Ils pensent en effet que nous les tuerons s'ils se rendent. Alors, ils préfèrent mourir les armes à la main. »*

Etienne Dubuis *(Le Temps)*
Le Monde *du 23 novembre*

JAMES NACHTWEY

■ ***Kunduz. Un soldat du Front uni achève un combattant taliban.***

Des réfugiés de Kandahar racontent les bombardements

SPIN BOLDAK (province de Kandahar)
de notre envoyée spéciale

Fazel Mohammed a encore les yeux rougis et l'air hébété. Serviteur au bureau des douanes de Kandahar, il a, dans une nuit de cauchemar, il y a cinq jours, perdu à la fois sa femme, ses trois enfants et ses beaux-parents. *« Deux bombes sont tombées sur la maison de mon beau-père à 11 heures du soir »*, raconte-t-il, dans le camp de réfugiés Mohammed Bin Rachid al-Maktoum, à la sortie de Spin Boldak, sur la route de Kandahar. Fazel Mohammed, la trentaine, avait envoyé sa famille chez son beau-père, pensant les protéger et, dit-il, *« c'est quand je suis venu le matin que j'ai découvert tout le monde sous les décombres »*. Juste arrivé dans le camp, Fazel Mohammed ne veut plus savoir ce qui se passe et ne pense qu'à se faire attribuer une tente pour abriter sa vieille mère malade.

Abdul Shakur, lui aussi, a fui les bombardements de Kandahar. *« Il n'y a pas de paix à Kandahar,* dit-il. *Toute la nuit, tout le jour, ils bombardent. Le jour où je suis parti, cela a duré pendant vingt heures »*, affirme cet homme d'une soixantaine d'années, réfugié sous une tente avec ses deux femmes, dont la veuve de son frère, et ses neuf enfants. Abdul Shakur, qui vendait des colifichets sur une charrette dans la rue, vivait en face de la maison du chef suprême des talibans, le mollah Mohammed Omar, à Loya Wala. *« Par crainte, nous dormions dehors,* raconte-t-il ; *mais, dans la nuit, des bombes sont tombées et des éclats ont atteint deux de mes enfants. »* Rashid, deux ans et Saqina, trois ans, sont morts. *« Tous les petits pleuraient... Je ne savais plus quoi faire ; j'ai décidé de partir,* poursuit Abdul Shakur. *Beaucoup de gens sont enterrés sous les décombres de leur maison. »* Malgré la proximité, Abdul Shakur n'a jamais vu le mollah Omar et ne sait pas si quelqu'un habitait la maison ces derniers jours.

Choqués par ce qu'ils ont vécu, ils ne rêvent que de paix

L'intensité des bombardements de Kandahar, chaque réfugié, interrogé en toute liberté, la confirme. *« Je pense que ce n'est plus ma tête, que c'est celle de quelqu'un d'autre »*, affirme Kamela, échouée ici avec son mari en chaise roulante depuis un bombardement de l'ex-armée rouge au temps du djihad. *« Je n'ai pas dormi depuis des nuits. Les bombardements américains et britanniques détruisent tout. »*

Ces réfugiés de Kandahar ne parlent pas politique. Visiblement choqués par ce qu'ils ont vécu, ils ne veulent plus qu'une chose : la fin de leur malheur. Les réfugiés de la guerre continuent d'arriver. La prise de Mazar-e-Charif par l'Alliance du Nord, coalition des minorités ethniques tadjike, ouzbèke et hazara, a provoqué un visible exode des Pachtounes des régions nord. Saido, un fermier, a quitté Mazar-e-Charif peu avant sa chute, en compagnie de trente et une autres familles. *« Nous sommes venus par Bamiyan et Kaboul. Alors, les talibans étaient là, et nous n'avons pas eu de problèmes »*, raconte-t-il. Pourquoi a-t-il quitté Mazar-e-Charif ? *« Parce que je suis pachtoune. Juste à cause de ma langue, les hommes de Dostom m'auraient tué »*, dit-il.

> « Par crainte, nous dormions dehors. Mais, dans la nuit, des bombes sont tombées et des éclats ont atteint deux de mes enfants »

Marchand de bestiaux, Abdul Waheed, quarante ans, est venu avec soixante-dix autres familles pachtounes de Shebergan, un bourg au sud-ouest de Mazar-e-Charif. *« Nous savions que les talibans étaient faibles à Mazar-e-Charif ; alors, quand l'Alliance du Nord s'est rapprochée, nous avons décidé de partir. Quand ils voient un Pachtoune, quel qu'il soit, ils disent que c'est un taliban, et ils le tuent »*, affirme-t-il.

« TOUS DES TUEURS »

Visiblement, le seigneur de Mazar-e-Charif, le général ouzbek Rachid Dostom, n'a pas laissé de bons souvenirs chez ces Pachtounes. *« Sous les talibans, nous vivions tous en paix – Pachtounes, Ouzbeks, Tadjiks, Hazaras –, mais quand Dostom est venu ils ont commencé à se battre contre les Pachtounes »*, explique Amanullah, autre marchand de bétail de Shebergan, qui a tout abandonné à l'annonce de la chute de Mazar-e-Charif. *« Même avec des garanties, si Rabbani ou Dostom sont au pouvoir, je ne retournerai pas à Mazar-e-Charif »*, explique Abdul Waheed.

« L'Alliance du Nord ne nous apportera jamais la paix », affirme Amanullah, qui avoue : *« Nous sommes tous des tueurs des uns et des autres. Si un Tadjik arrive au pouvoir, les Pachtounes n'accepteront pas. Si c'est un Pachtoune, les Tadjiks refuseront. Avec les talibans, on vivait en paix. »* Pour Amanullah et la dizaine d'hommes qui se sont rassemblés autour de lui, *« seules les Nations unies peuvent jouer les intermédiaires. Si l'ONU choisit quelqu'un, on acceptera. Nous voulons juste la paix. »*

Françoise Chipaux
Le Monde *du 22 novembre*

Les clandestins de Peshawar deviennent des « invisibles » privés de tout

PESHAWAR
de notre envoyé spécial

Après avoir craché la poussière pendant des mois, les voici noyés sous des trombes d'eau, inondés dans leurs tentes, embourbés sur les chemins. La pluie, le tonnerre et, sur certaines contrées, des grêlons gros comme des œufs de pigeons s'abattent désormais chaque soir sur la région. Depuis quelques jours, les hommes et les bêtes pataugent équitablement dans la gadoue. Dans la ville-frontière de Peshawar, les réfugiés ayant fui l'Afghanistan, les officiels et les clandestins, les « visibles » et les « invisibles », se pelotonnent sur des paillasses.

A Jalozai, à Chamshatou et ailleurs, dans les camps où le mauvais sort les a débarqués, des ribambelles de gosses en haillons s'éclaboussent en riant. Le baromètre est encore clément, malgré tout. Dans quelques semaines, le mercure descendra sous zéro. Dans un coin de tente rapiécée, Kimat est la jeune et jolie femme d'Abiboullah, un nomade « gipsy » du clan des Andanes, l'un de ces colporteurs de Kaboul qui n'emprisonne pas sa compagne sous la burqa et ne voit aucun mal à la laisser voir à l'étranger. Kimat coud. Deux morceaux de toile ramassés dans quelque décharge ; ce sera la porte de l'abri familial. Kimat, Abiboullah et leurs six enfants n'ont plus un sou. Ils ont dépensé toutes leurs économies – 5 000 roupies, un peu moins de 500 francs – pour payer le chauffeur de camion qui les a amenés jusqu'ici, deux jours plus tôt.

COUR DES MIRACLES

Ici, c'est Tajabad, un faubourg de la ville-frontière. Naguère un faubourg chic, aujourd'hui une cour des miracles : voleurs, mendiants, culs-de-jatte, éclopés, mouches et pestilences incluses. Une centaine de familles avec des hordes d'enfants crottés s'entassent de l'autre côté de la vieille voie ferrée qui reliait jadis Karachi au col de Khyber.

A l'entrée du camp improvisé, assis en tailleur sur un antique sharpaï déglingué, ces gros lits de bois à sommier de corde qu'on trouve un peu partout dans le sous-continent, le vieil Ismaïl, les yeux dans le vague, mâchonne une chique de mauvais tabac. *« Et toi Baba, d'où viens-tu ? »*, interroge poliment notre traducteur. Le vieux tourne vers nous un regard voilé, tripote une longue barbe jaunie pendant une éternité et finit par cracher un jet de salive noire à nos pieds : *« De Kandahar, pourquoi ? »* Il se méfie, ce grand-père qui a *« tout laissé là-bas »*, dentier compris. Ismaïl a *« près de 70 ans »* : rares sont les Afghans qui connaissent exactement leur âge. Il sait que, chaque jour, des « invisibles » comme lui sont ramassés par la police pakistanaise, entassés dans des autocars et renvoyés chez eux, de l'autre côté de la frontière.

Ni présents ni absents : ceux-là n'existent tout simplement pas

Le « baba » ne craint pas les bombes. Simplement, il ne veut pas retourner là où ses deux fils sont morts, là où sa maison a brûlé, là où plus rien ne l'attend. Non, l'ancien savetier de Kandahar ne veut plus bouger. Sa vieille carcasse squelettique ne le porte presque plus. Il veut *« mourir ici, inch Allah »*. Sous la tente d'Abiboullah, près d'un gros ballot de linge sale, une eau incertaine bouillonne dans une casserole de fer blanc posée sur un petit réchaud à pétrole. *« Pour le thé »*, précise l'homme. *« C'est tout ce que nous avalons depuis hier matin avec les enfants »*. Abiboullah a *« environ 45 ans »*. Il est parti *« à cause des bombardements qui faisaient si peur aux enfants qu'on ne pouvait plus dormir parce qu'ils pleuraient tout le temps. »* Et puis, reconnaît-il doucement, pour que Kimat ne l'entende pas, *« nous aussi on avait peur »*.

Alors, la famille a décidé de confier son sort à la providence, à *« Allah le Miséricordieux »*. Elle est à son tour devenue « invisible ». Les « invisibles », pour le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), qui, à la date du 3 novembre, en avait déjà compté au moins 130 000, ce sont les immigrants clandestins, les Afghans qui franchissent, depuis le 11 septembre, à pied, à cheval, à dos de mulet ou en camion les dangereux cols d'une frontière poreuse qui leur est officiellement close. Ni présents ni absents, au « pays des Purs », fondus dans une masse humaine accablée de misère, ceux-là n'existent tout simplement pas.

Le Pakistan estime avoir fait plus que sa part en matière d'accueil aux réfugiés – près de deux millions et demi, déjà – et ne veut pas entendre parler de ces nouveaux venus. Mis à part quelques aumônes de sacs de farine, un peu de sucre et d'huile accordées par des organisations charitables, les « invisibles » n'ont rien. Ils meurent. De maladies, de sous-alimentation ou d'empoisonnement alimentaire, de tuberculose, de chaleur, de froid, de règlements de comptes interethniques parfois. Alors, le HCR, qui craignait il y a un mois que plus d'un million d'Afghans terrorisés par les bombes ne se précipitent sur la ligne Durand séparant l'Afghanistan du Pakistan, a eu l'excellente idée de revoir sa copie en faveur des « invisibles ».

Puisque les autorités du pays leur interdisent toute aide internationale – encore une fois, officiellement, ces gens ne sont pas là –, le commissariat onusien a fait une proposition simple, vendredi 2 novembre à Islamabad, qui peut s'énoncer en substance : *« Laissez-nous remplir les camps que vous avez autorisés dans les zones tribales pour les réfugiés «légaux» qui n'arrivent pas – puisque vous ne les laissez pas passer – avec tous ces "invisibles" qui se sont débrouillés par leurs propres moyens pour arriver quand même jusqu'ici. »*

Avantage pour le Pakistan : les « présents-absents » qui accepteront d'être transférés dans le camp de Kotkaï, près de la frontière avec l'Afghanistan, ne pèseront plus sur les infrastructures à bout de souffle de Peshawar ou de Quetta. Avantage pour les intéressés : ils seront soignés, hébergés et pris en charge par la communauté internationale. Ne reste plus qu'à convaincre et les uns, et les autres. Ismaïl risque de ne pas être du voyage.

Patrice Claude
Le Monde *du 4-5 novembre*

La tragédie des Afghans s'aggrave à l'approche de l'hiver

TACHKENT (Ouzbékistan)
de notre envoyé spécial

La neige a commencé à couronner les sommets du Hazarajat, région montagneuse du centre du pays. Bientôt, des bourgades comme Roy Doab ne seront plus accessibles, leurs quelques milliers d'habitants abandonnés au froid et à la famine pour n'avoir pas fui à temps vers Mazar-e-Charif ou vers les autres villes de la plaine du Nord. Par téléphone satellite, Cédric Petit, coordinateur des missions de l'ONG française Solidarités, n'a pas de bonnes nouvelles de ses équipes restées là-haut.

A Roy Doab comme à Saighan, tout manque, surtout le temps, pour organiser la survie des populations. A quelques vallées de là, près de Bamiyan, sur la ligne de front, le commandant Khalili, un Hazara chiite, a fait savoir à Solidarités que *« des gens commencent à mourir de faim »*. Entre Kaboul et Mazar-e-Charif, la route n'a pas été coupée par l'opposition, mais le relief rend improbable l'accès d'une assistance humanitaire depuis le Pakistan. Alors, c'est du Nord que peut venir le salut des montagnards du Hazarajat pris au piège de l'hiver. Plus de 2 800 tonnes de nourriture seraient arrivées à Andkhroï depuis le Turkménistan et d'autres importantes quantités sont à la frontière tadjike, en attendant la mise en service de la plate-forme de Termez. Interdits de territoire, les états-majors des ONG internationales pilotent à distance les équipes locales depuis le Tadjikistan, le Turkménistan, et l'Ouzbékistan.

Depuis Tachkent, Cédric Petit jongle avec ses téléphones pour accélérer la reprise des distributions de nourriture par ses 120 collaborateurs locaux encore opérationnels dans tout le nord du pays. Au bazar de Mazar-e-Charif, une ligne téléphonique crachotante – sans doute surveillée par les talibans – sert de lien précaire : *« Nous allons recommencer à travailler cette semaine,* dit-il. *Nous avons un accord avec le Programme alimentaire mondial (PAM) pour distribuer 12 000 tonnes. »* Ce ne sera pas facile. Deux des trois districts où Solidarités est présente autour de Mazar-e-Charif sont dans les zones de combats. Les derniers stocks y ont été distribués il y a trois semaines : des haricots, de l'huile végétale, de la farine de blé pour 30 000 personnes, et environ 7 000 couvertures.

La moitié de la population du Nord a besoin d'aide

Toutefois, Cédric Petit insiste : *« Notre priorité, c'est la région du Hazarajat. Nous sommes très inquiets. »* C'est de là qu'est issue la majeure partie des *« populations déplacées »*, ces réfugiés de l'intérieur qui ont établi de pauvres campements autour des villes et des points d'eau. Ils ont commencé à descendre de leurs montagnes bien avant le 11 septembre, lorsqu'ils ont constaté que leurs récoltes étaient ruinées par une troisième année consécutive de sécheresse. Avant les frappes américaines, ces Afghans errants étaient environ 350 000 dans les régions nord du pays. Aujourd'hui, l'ONU a révisé ses estimations : ils seraient 500 000. *« Il faut y ajouter les 2,9 millions de personnes restées chez elles, mais qui ont besoin d'une aide totale ou partielle,* précise Olivier Martin, responsable du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour la région. *Au total, 3,4 millions d'Afghans, soit la moitié de la population des huit provinces du Nord, nécessitent une assistance. »*

Or, celle-ci s'est précisément mise à manquer au moment de se préparer pour l'hiver. Matthieu Foucault, d'Aide médicale internationale (AMI), montre les photos qu'il a prises, début octobre, dans les camps proches de Solgana, l'actuelle ligne de front du général anti-talibans Rachid Dostom, à 60 kilomètres au sud de Mazar-e-Charif. Sous la tente ou dans des bâtiments à moitié détruits, ces camps rassemblent jusqu'à plusieurs centaines de familles dans une totale inorganisation. *« Lorsque nous avons reçu l'instruction de quitter le pays, les ONG commençaient à peine à organiser ces camps spontanés »*, explique Matthieu Foucault.

La construction de tinettes s'est-elle poursuivie selon des règles sanitaires minimales ? L'approvisionnement en eau est-il assuré ? Ces pauvres gens ont-ils trouvé le combustible nécessaire à leur chauffage ? Les cliniques mobiles d'AMI – qui diagnostiquaient de nombreux cas de *« malnutrition sévère »* – ont cessé de tourner dans les neuf camps de Solgana. Toutes les ONG présentes dans le nord de l'Afghanistan font le même constat alarmiste : sans un retour rapide de l'aide internationale, l'hiver s'annonce catastrophique, y compris en plaine et dans la périphérie des villes.

Jean-Jacques Bozonnet
Le Monde *du 5 novembre*

JAMES NACHTWEY

■ ***Des réfugiés fuyant les combats de la région de Kunduz franchissent la ligne de front de l'Alliance du Nord.***

Deux cas suspects d'anthrax en Floride mobilisent le FBI

L'angoisse grandit dans le comté de Palm Beach

NEW YORK
de notre envoyée spéciale

L'image de Ben Laden affirmant que l'Amérique ne serait plus jamais tranquille prenait lundi 8 octobre une étrange résonance. New York, affirmait son maire, était placée en état d'alerte générale. Chicago faisait état d'un contrôle inédit. Dallas, Minneapolis, San Francisco annonçaient les mêmes exigences de sécurité.

Voilà que l'inquiétude est venue de Floride et qu'entre les images de tirs américains sur l'Afghanistan, CNN a glissé celles d'une longue file de personnes attendant, devant le bureau de la santé du comté de Palm Beach, à Delray Beach, de passer devant un médecin afin de détecter leur éventuelle contamination par la bactérie du charbon. Deux hommes ayant travaillé dans le même bâtiment qu'eux avaient été exposés à cette bactérie mortelle, l'anthrax. Le premier était mort vendredi, le second hospitalisé à Miami. Le spectre du terrorisme bactériologique était bien là. Le ministre de la justice lui-même, John Ashcroft, ne le repoussait pas.

Si l'annonce du décès du photographe Robert Stevens, 63 ans, pour cause d'anthrax avait d'abord inquiété, avant d'être qualifié par les autorités sanitaires de *« cas isolé »*, la révélation, lundi, de l'hospitalisation d'un de ses collègues de bureau, un Américano-Cubain travaillant au courrier, a provoqué un grand choc dans le comté de Palm Beach, à quelque 200 km au nord de Miami. Ernesto Blanco, 73 ans, souffre officiellement de pneumonie, mais les tests ont montré qu'il avait lui aussi été exposé à la bactérie du charbon, dont on a d'ailleurs retrouvé des traces sur le clavier de l'ordinateur de Robert Stevens.

Le FBI a aussitôt ouvert une enquête et fait sceller le bâtiment d'American Media, à Boca Raton, qui abrite les bureaux de la plupart des tabloïds de supermarché, tels que *The Star*, *The Globe*, *The National Enquire*, et notamment *The Sun*, où travaillaient les deux victimes. Il se pourrait, a reconnu le ministre de la justice, que l'enquête en cours devienne *« une enquête criminelle »*. Il se pourrait, a aussi déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer, que *« le terrorisme »* soit une explication possible. On n'en a encore aucune preuve. Mais le FBI prend l'affaire *« très au sérieux »*, a indiqué de son côté Jeb Bush, gouverneur de Floride et frère du président.

Tous les invités des chaînes d'information – experts, médecins, sénateurs – étaient en tout cas alarmistes. *« Oui*, déclarait notamment la sénatrice démocrate Jane Harman à Larry King, *ce pourrait bien être le début d'une nouvelle attaque. »* Aucun ne relevait cependant l'étrange coïncidence par laquelle Mohammed Atta, l'un des terroristes du 11 septembre, avait longuement fréquenté ce coin précis de Floride. L'aéroport dans lequel il a loué quatre fois un avion au mois d'août 2001 n'est situé qu'à un kilomètre et demi de la maison du photographe décédé. Et l'aérodrome dans lequel il s'était apparemment renseigné sur la location d'avions d'épandage est à une soixantaine de kilomètres de l'immeuble d'American Media.

Coïncidence ? Sur la liste des 19 pirates de l'air diffusée le 28 septembre par le FBI, six ont précisément comme *« possible résidence »*, la localité de Delray Beach.

Annick Cojean
Le Monde *du 10 octobre*

Initiation aux gaz mortels dans les camps de Ben Laden

Une initiation à la fabrication d'armes chimiques et de gaz mortels figurait au programme des camps d'entraînement du réseau d'Oussama Ben Laden en Afghanistan. C'est ce qu'avait révélé Ahmed Ressam, un Algérien de trente-quatre ans, reconnu coupable d'avoir projeté un attentat contre l'aéroport de Los Angeles, lors de sa comparution, en juillet, devant un tribunal de New York. Il avait notamment expliqué avoir été initié à la fabrication d'un gaz mortel, fabriqué à base de cyanure et d'acide sulfurique. L'idée était d'utiliser de telles techniques sur des citoyens américains. Ahmed Ressam avait ajouté avoir également appris à diffuser du gaz mortel dans un immeuble en le plaçant près d'une bouche d'aération. Une façon de tuer le maximum de gens sans se mettre soi-même en danger et sans être détecté.

Des visages inquiets, de Times Square à Greenwich Village

L'anthrax est à New York

NEW YORK
de notre envoyée spéciale

Voir le maire de New York apparaître sur le petit écran est devenu si habituel qu'on s'inquiéterait presque d'une demi-journée d'absence. Alors, quand il annonce soudain une nouvelle conférence de presse, on s'attend à une énième exhortation des New-Yorkais à se relever les manches, à sortir, consommer, goûter la vie. Mais ce n'est pas l'objet de la réunion d'aujourd'hui. Au micro, près de lui, se tient le président du réseau NBC, sans cravate ; on est vendredi. Et c'est lui qui parle en premier.

C'est lui qui annonce aux New-yorkais l'arrivée chez eux de l'anthrax. Une employée de NBC a, dit-il, été contaminée. Elle est suivie par les médecins, placée depuis le 1er octobre sous antibiotiques, et va le mieux possible. On sait seulement qu'elle a ouvert, probablement le 25 septembre, un courrier adressé à son chef, la vedette du journal du soir, Tom Brokaw, et que la poudre, sans doute, se trouvait là. Pas d'affolement, vont aussitôt marteler le maire, les représentants du FBI, de la poste, et du département de la santé. Les bureaux concernés sont bouclés, les employés sur le point d'être testés. *« Ayez surtout bien à l'esprit que ce n'est pas contagieux »*.

On fonce vers NBC, installée dans la plus célèbre tour du Rockfeller Center. Le temps est radieux, nombreux sont ceux qui pique-niquent sur les bancs de la plaza. Mais la police est là, gyrophares allumés ; des caméras s'installent, on transporte des barrières de sécurité. Peut-on rentrer dans la tour ? Oui, visiblement, il suffit de pousser la porte. Troisième étage. Pas un chat. Les bureaux sont déserts. Juste le bruit lointain de télévisions en marche. Est-ce donc si facile de pénétrer dans l'un des plus grands réseaux américains ? Les locaux devraient fourmiller à cette heure. *« Pourriez-vous nous dire si ces locaux ont été évacués ? »*

La femme badgée, qui se révèle être vice-présidente de la chaîne, s'étrangle en comprenant que la fameuse *« sécurité »* de sa chaîne a des failles ; elle ne dira rien, glacée et très inquiète en nous raccompagnant au rez-de-chaussée. Oui, depuis une heure, l'espace était supposé *« bouclé »* par le FBI. Dehors, la foule s'est épaissie et fixe l'immeuble sans trop savoir qu'attendre. Des soldats non armés, des policiers, de plus en plus de caméras. Les concurrents de NBC font des directs sur la plaza. Trois jeunes femmes picorent des salades. *« Bien sûr qu'on a la trouille ! Cette question ! L'impression de vivre les scènes d'un film. Mais que faire, hein ? Aller se cacher ? Se coucher ? Bloquer sa respiration ? C'est l'heure de manger : nous, on mange. »*

> « Bien sûr qu'on a la trouille ! Mais que faire, hein ? Bloquer sa respiration ? C'est l'heure de manger : nous on mange »

Le bouche à oreille est allé très vite. L'anthrax est à New York. Les gens s'informent mutuellement. Sans démonstration ni sans grand commentaire. Comment dire ? Tout est dans les mimiques et la gestuelle. Une grande respiration, les sourcils en accents circonflexes, pour dire : *« Manquait plus que cela ! »* Ou bien l'immobilité absolue, le regard planté dans celui de l'interlocuteur, en connivence. Du genre : *« C'est arrivé, donc. Ne nous racontons pas d'histoire. Ça ne fait que commencer »*.

Au *New York Times,* une lettre douteuse a été reçue dans la matinée. Une courte portion de la 43e rue aurait même été temporairement bloquée pendant que FBI et services de santé prenaient possession d'une enveloppe. Gardiennage rigoureux. Et *no comment*. Heureusement, un aimable rédacteur en chef, Mike Oreskes, nous donnera par téléphone quelques précisions. Judith Miller a bien reçu ce matin un courrier dont est tombée une poudre blanche. La substance, non radioactive, est en cours d'examen, et la journaliste sous surveillance médicale.

A. Co.
Le Monde *du 15 octobre*

Au Racquet Club de Delray Beach, « l'ennemi invisible » est partout

La hantise de l'anthrax dans un village de vacances

DELRAY BEACH (Floride)
de notre envoyé spécial

Le Delray Beach Racquet Club, où ont séjourné au mois d'août Mohammed Atta et six autres pirates de l'air présumés, est un luxueux village de vacances sans charme, entouré de supermarchés, pas très loin d'une autoroute. A chaque entrée, une pancarte avertit que des patrouilles de sécurité sont régulièrement effectuées. Une étudiante ironise : *« On se croyait protégés. On réalise que n'importe qui peut s'installer ici. Il suffit d'avoir de l'argent. »* Des immeubles cubiques de quatre étages entourent un lac artificiel où nagent quelques canards sous une passerelle en bois. Les pelouses sont soigneusement tondues autour de palmiers et de yuccas. Le club compte une piscine et vingt-cinq courts de tennis. Personne n'y joue.

C'est plutôt la morne saison. Les « oiseaux de neige », comme on surnomme les retraités new-yorkais et canadiens habitués à passer l'hiver en Floride, ne sont pas encore arrivés. Seuls quelques résidents à l'année réalisent qu'il n'y a pas si longtemps séjournaient ici Atta et ses compagnons. Un habitué les décrit comme des solitaires. *« Ils ne se mêlaient pas aux autres, allaient à la piscine en fin de journée quand tout le monde était parti. De toute façon, les gens ici ne se parlent pas. Chacun mène sa vie. »* Certains ont eu un petit moment de frayeur. D'autres se sont raisonnés : *« Vu ce qu'ils allaient commettre, ils n'avaient aucun intérêt à agir dans notre club. »* Le FBI est encore venu inspecter un appartement la semaine dernière, puis interroger d'autres locataires. *« Je crois bien que ce sont des Arabes »*, souffle une habitante.

Maintenant, chacun redoute *« la guerre de l'anthrax »*. Certains scientifiques, aux quatre coins de l'Amérique, rappellent qu'une propagation de la bactérie par le courrier est hautement improbable. Pour être inhalé dans les poumons, le produit devrait être réduit à un état de poudre si fine que cette transformation altérerait la bactérie. Au Racquet Club comme partout à Delray Beach, on redoute la main de *« l'ennemi invisible »*.

BOÎTES AUX LETTRES

Rachel, une institutrice de vingt-six ans, n'arrive pas à s'expliquer pourquoi, samedi dernier, toutes les boîtes aux lettres de son immeuble étaient ouvertes. *« Depuis deux jours, je ne décachette plus mon courrier. J'ai déjà assez à ouvrir les paquets à l'école. Ça me rend complètement nerveuse. »* Elle travaille à un kilomètre et demi de l'immeuble de l'American Media Inc., où trois cas d'anthrax ont été détectés. Une retraitée ne veut pas dire son prénom car elle *« redoute les menaces »*. Elle refuse de serrer la main à quiconque, *« je fais très attention »*. Elle ne va pas non plus au restaurant, *« c'est tellement facile de mettre un poison dans un plat »*. Elle a peur d'une contamination à grande échelle : *« Une amie m'a dit qu'on pourrait bien mettre de l'anthrax dans les boîtes de conserve »*.

Elle irait bien passer le test du prélèvement de la cloison nasale dans le meilleur hôpital de la région. *« J'ai pensé au risque d'une mauvaise stérilisation des instruments. Vous imaginez si celui qui passait avant moi était contaminé. »* Elle ne veut pas plus aller à la plage parce qu'elle a peur qu'on lui vole sa voiture. Alors elle marche toute la journée autour du lac artificiel et les allées bordées d'arbres qui mènent aux supermarchés. Ses amis du Michigan, où elle a vécu, partent *« les uns après les autres »*. Son fils est de l'autre côté de l'Amérique, en Californie. Elle attend l'arrivée des « oiseaux de neige » en novembre prochain. Cela fera un peu plus d'animation, même si au Delray Beach Racquet Club, on n'a pas vraiment l'habitude de se parler.

Dominique Le Guilledoux
Le Monde *du 13 octobre*

Une lettre contaminée au cœur du pouvoir

Le pouvoir américain est directement visé

WASHINGTON
de notre correspondant

L'utilisation de l'anthrax pour susciter la peur dans la population américaine a franchi un nouveau degré, lundi 15 octobre. George Bush a annoncé que le chef de la majorité démocrate du Sénat, Tom Daschle, avait reçu une lettre contenant le germe de cette maladie. Lundi soir, le président de la chaîne ABC News a indiqué, en présence du maire de New York, que l'enfant d'un collaborateur de la chaîne, qui y avait passé deux heures le 28 septembre, était atteint d'un anthrax cutané. La cible visée dans le premier cas révèle une certaine familiarité avec la vie politique américaine. La maladie vraisemblablement contractée dans les locaux d'ABC par un bébé de sept mois renforce, elle, l'hypothèse d'une agression spécifique contre les médias.

Le courrier adressé à M. Daschle est arrivé le 12 octobre dans ses bureaux de sénateur du Dakota du Sud, à 200 mètres du Capitole. Il a été ouvert lundi 15 octobre, à 10 h 30, par un employé qui y a trouvé un produit suspect. La police du Congrès a immédiatement procédé à deux séries de tests, dont les résultats ont été positifs. Le produit a été envoyé pour confirmation à un laboratoire militaire du Maryland.

La lettre a été postée au même endroit que l'un des deux courriers reçus à New York par la chaîne NBC News, c'est-à-dire à Trenton, dans le New Jersey. Adressée au présentateur du journal de cette chaîne, Tom Brokaw, cette lettre avait été ouverte par une assistante, qui a développé un anthrax cutané, révélé le 12 octobre.

Le choix de M. Daschle comme cible de ce nouvel acte de terrorisme biologique est troublant. Le président du groupe démocrate du Sénat, majoritaire depuis qu'un sénateur du Vermont a quitté le Parti républicain, remplit la fonction de chef de l'opposition. C'est ce qui fait de lui, au moins institutionnellement, le partenaire principal de M. Bush dans l'union sacrée qui s'est établie après les attaques terroristes sur New York et Washington. En s'attaquant à lui, les expéditeurs de courriers empoisonnés ont voulu à la fois s'en prendre au Congrès en tant que tel et démontrer leur connaissance du fonctionnement des différents pouvoirs à Washington.

Dans l'Ohio, un avion de ligne a fait l'objet d'une inspection minutieuse après qu'y a été découverte une poudre non identifiée. Un député du Rhode Island, Patrick Kennedy, fils du sénateur du Massachusetts, et neuf de ses collaborateurs ont subi des examens, une assistante souffrant d'urticaire. Par ailleurs, le Planning familial a indiqué que quatre-vingt-dix de ses cliniques et bureaux avaient reçu des enveloppes contenant des lettres d'intimidation et une poudre que la police a fait tester. Ce cas donne à penser, par exemple, que des adversaires frénétiques de l'avortement ont pu profiter des circonstances pour harceler des partisans de ce dernier. D'autres faits comparables risquent de se produire, sans compter les vengeances individuelles, déjà assez nombreuses pour que la police de New York ait prévenu que toute menace, quelle qu'elle soit, fera l'objet de poursuites, au maximum des réquisitions prévues par la loi.

Patrick Jarreau
Le Monde *du 17 octobre*

L'offensive bioterroriste aura fait cinq victimes

Les dégâts ont été limités : 5 morts et 13 autres personnes contaminées

NEW YORK
de notre envoyée spéciale

La peur est encore là, comme le révèlent les sondages concernant de prochaines attaques bactériologiques. Mais, après deux mois de rebondissements, les Américains ont fini par espérer que la mystérieuse offensive menée par le courrier était terminée et que, somme toute, les dégâts en ont été limités : 5 morts et 13 autres personnes contaminées.

Tous les regards se tournent vers le laboratoire militaire de Fort Detrick, où l'on doit procéder à l'ouverture de la dernière lettre d'anthrax à avoir été repérée. Elle fut adressée au président de la commission judiciaire du Sénat, Patrick Leahy.

Les policiers l'ont saisie le 16 novembre à l'intérieur d'un des six cents sacs de courrier adressé au Congrès et placé en quarantaine après la découverte du bacille, le 15 octobre, dans un courrier du sénateur Tom Daschle.

Dans le sac bourré de lettres, les microbiologistes du FBI ont décelé pas moins de 23 000 spores d'anthrax, et de la forme la plus dangereuse. Assez pour provoquer au moins deux décès par suite d'inhalation. La lettre, elle, devrait en contenir des milliards, et aurait pu tuer une foule de personnes, affirme son destinataire.

Depuis deux semaines, un protocole a été établi par les scientifiques, les militaires, le FBI, afin d'optimiser l'étude de l'enveloppe et de son contenu, actuellement conservés dans une pièce stérile au sein du très contrôlé laboratoire biomédical de Fort Detrick.

Un nouveau matériel a été commandé, notamment un petit robot encore jamais utilisé, ainsi qu'un équipement destiné à restreindre la volatilité exceptionnelle des spores et à réduire le niveau d'électricité statique. L'analyse de la substance devrait permettre de préciser sa qualité, le traitement qu'elle a subi, la souche et le laboratoire dont elle est issue.

Une nouvelle, vendredi 30 novembre, a semblé satisfaire les enquêteurs en leur fournissant une petite clé pour comprendre l'extension géographique de la maladie : la découverte de spores dans une lettre reçue par des personnes habitant dans le Connecticut, à deux kilomètres du lieu où une dame de quatre-vingt-quatorze ans a été foudroyée le 21 novembre par la maladie du charbon.

Passé par le centre de tri de Trenton, une quinzaine de secondes après la lettre empoisonnée adressée au sénateur Leahy (comme l'atteste un code-barres), ce courrier aurait donc subi ce qu'on appelle désormais une contamination « croisée ».

Et il n'est pas impossible que la vieille dame, aux défenses immunitaires plus faibles, ait pu être ainsi mise en présence de spores d'anthrax. Il ne s'agit donc que d'une piste. Mais, dans le brouillard ambiant, elle fut perçue comme une bonne nouvelle.

A. Co.
Le Monde *du 3 décembre*

Comment s'est joué l'avenir politique de l'Afghanistan

KÖNIGSWINTER (Bonn)
de nos envoyés spéciaux

Mardi 4 décembre, un peu avant 1 heure du matin, un accord sur l'avenir politique de l'Afghanistan et la sécurité dans le pays a été conclu par les délégations présentes à la conférence interafghane parrainée par l'ONU et réunie à Bonn depuis mardi 27 novembre. Après deux jours de négociations sur l'avant-projet de règlement remis par Lakhdar Brahimi, représentant spécial des Nations unies pour l'Afghanistan, les quatre délégations afghanes se sont entendues pour créer un gouvernement reconnu par la communauté internationale.

Sous le titre *« Accord sur des mécanismes provisoires jusqu'au rétablissement d'institutions gouvernementales permanentes en Afghanistan »*, le document comprend six pages et trois annexes qui n'ont connu que des modifications de détail avant d'être définitivement adoptées. Même si le président Burhanuddin Rabbani, destitué par les talibans mais jusqu'à présent reconnu par l'ONU comme le chef de l'Etat afghan, n'a cessé d'entraver le déroulement de la conférence de Bonn, un hommage appuyé est rendu à *« Son Excellence le professeur Rabbani pour ses bonnes dispositions à transférer le pouvoir à une autorité intérimaire »*. Cette dernière sera *« un premier pas vers l'instauration d'un gouvernement sensible à la question des femmes, multi-ethnique et pleinement représentatif »*.

L'administration intérimaire siégera à l'ONU.

Une « administration intérimaire » sera créée pour faire office de gouvernement. Expression de la *« souveraineté afghane »*, avec *« effet immédiat »*,

Les quatre délégations afghanes réunies à Bonn sont parvenues à un accord les 4 et 5 décembre, créant un gouvernement provisoire dirigé par le Pachtoune Hamid Karzaï

elle *« occupera le siège de l'Afghanistan aux Nations unies »*. Dirigé par un président, ce quasi-gouvernement sera composé de cinq vice-présidents et de vingt-trois membres qui pourront tous, hormis le président, diriger un ministère. *« Les participants aux négociations de l'ONU sur l'Afghanistan ont invité Sa Majesté Mohammed Zaher, ancien roi d'Afghanistan, à présider l'administration intérimaire. Sa Majesté a indiqué qu'elle préférait qu'un candidat acceptable par les autres participants soit choisi. »*

Tous les membres de ce quasi-gouvernement devront être *« désignés par les participants aux négociations sur la base de leur compétence professionnelle et de leur intégrité personnelle »*, en tenant compte de *« la composition ethnique, géographique et religieuse de l'Afghanistan et de l'importance de la participation des femmes »*. Une commission spéciale doit constituer une Loya Jirga. Pendant la période intérimaire, une *« commission indépendante spéciale »* devra préparer la convocation d'une Loya Jirga *[assemblée traditionnelle]* d'urgence, dans les six mois ; cette dernière sera composée de vingt et un membres, choisis sur les listes de candidats avancées par les délégations afghanes de Bonn.

Une autorité transitoire. Puis cette Loya Jirga, *« ouverte par Sa Majesté Mohammed Zaher »*, décidera de la mise en place d'une « autorité transitoire » qui *« dirigera l'Afghanistan jusqu'à ce qu'un gouvernement pleinement représentatif soit élu »*. Cette Loya Jirga désignera *« un chef de l'Etat pour* [la période de] *l'administration transitoire »*. La deuxième Loya Jirga préparera la Constitution. Enfin, une *« Loya Jirga constitutionnelle »* sera convoquée dans les dix-huit mois suivants, afin d'adopter une Constitution. Jusqu'à l'adoption de la Constitution, l'accord prévoit d'appliquer celle de 1964, adoptée sous le règne de Zaher Chah, qui avait octroyé une démocratie formelle dotée d'un Parlement élu. Sont toutefois exclues les références constitutionnelles aux *« dispositions relatives à la monarchie, ainsi qu'aux corps exécutif et législatif »*.

Vingt-quatre heures après avoir ratifié le texte sur les conditions de nomination et de fonctionnement d'un nouveau gouvernement intérimaire devant conduire le pays vers la démocratie et la paix, les délégations afghanes réunies sous l'égide des Nations unies à la conférence de Königswinter, près de Bonn, se sont mises d'accord, mercredi 5 décembre, sur les principaux noms des ministres du gouvernement. Cette dernière décision, sans doute la plus délicate de toute la négociation, tourne une page historique de l'histoire du pays, ravagé par vingt-trois années de conflits.

Selon l'accord conclu, le gouvernement de facto exercé par le Front uni, depuis le départ des talibans de Kaboul transférera le pouvoir, le 22 décembre, à la nouvelle autorité. L'administration intérimaire, qui gouvernera le pays pendant six mois, sera présidée par le chef pachtoune Hamid Karzaï, qui n'est pas issu des rangs des nouveaux maîtres de la capitale, et qui appartient à la principale ethnie afghane.

REPRÉSENTATION FÉMININE

La *« jeune garde »* du Front uni (une coalition des minorités tadjikes, ouzbèkes et hazaras) a toutefois obtenu des ministères de poids : Younès Kanouni, qui a conduit la délégation du Front uni à la conférence, sera ministre de l'intérieur ; le Dr Abdullah deviendra ministre des affaires étrangères ; le général Mohammed Fahim sera ministre de la défense. Ces trois Tadjiks, qui se réclament de l'héritage politique d'Ahmed Chah Massoud, leur chef assassiné le 9 septembre, dirigeaient déjà les ministères qui leur sont officiellement attribués par l'accord.

La nouvelle équipe comptera aussi une représentation féminine. Les négociateurs des Nations unies et des délégations afghanes ont travaillé toute la nuit de mardi à mercredi, ne levant la séance que vers 6 heures, après avoir trouvé un accord complet. La liste des futurs ministres a été adoptée par consensus. Mais mercredi, en début de matinée, il y manquait toujours une petite dizaine de noms. *« Quelques postes ministériels doivent encore être confirmés, uniquement parce que nous devons encore contacter les personnes intéressées »*, a commenté Ahmad Fawzi, porte-parole du représentant spécial de l'ONU pour l'Afghanistan, Lakhdar Brahimi.

Mardi après-midi, à la tombée de la nuit, après la rupture du jeûne du ramadan, observé par la plupart des Afghans présents, M. Brahimi a réuni les délégations dans la grande salle du château de Petersberg. Il avait en main la liste de candidats avancés par chacun des groupes et devait retenir vingt-neuf noms pour composer une *« administration intérimaire »*, dirigée par un président assisté de cinq vice-présidents. Un casse-tête, puisque quelque cent cinquante noms lui avaient été adressés, dont une soixantaine pour le seul Front uni, et une trentaine pour le groupe royaliste de Rome favorable à l'ancien souverain Zaher Chah. Dans le texte adopté mardi par les délégations afghanes, un blanc avait été laissé pour y inscrire la date à laquelle le président Burhanuddin Rabbani devait laisser la place. Chef de l'Etat chassé par les talibans, en 1996, M. Rabbani était demeuré président reconnu par l'ONU. Après la chute des talibans, il avait, d'autorité, repris sa place à Kaboul. *« Nous allons essayer de remplir ce blanc, en accord avec le professeur Rabbani »*, avait commenté Ahmad Fawzi, mardi après-midi. La date du 22 décembre a finalement été retenue.

Il a fallu plusieurs jours et un nombre incalculable d'entretiens téléphoniques pour que le président Rabbani, en douceur, mais inexorablement, soit écarté de la décision finale par les représentants de sa faction aux entretiens de Königswinter. Ce furent même elles qui, rapidement, occupèrent l'essentiel de leur temps. L'accord final, avec la liste des ministres déjà désignés, a été solennellement signé mercredi 5 décembre, vers 10 heures, dans la grande salle de conférences du Petersberg, où les négociateurs vivaient presque en reclus depuis le 27 novembre.

Erich Inciyan
et Georges Marion
Le Monde *des 5 et 6 décembre*

Ces femmes qui exigent de participer aux affaires ...

Rarement la cause des femmes afghanes aura eu droit à autant de publics choisis que ce jeudi 29 novembre. *« Quelques mâles afghans ont eu l'air de tomber de la lune en nous entendant »*, raconte la sénatrice belge Anne-Marie Lizin, après son intervention devant les délégations afghanes au château du Petersberg. Puis les deux représentantes du Front uni et leurs deux homologues du groupe royaliste de Rome ont pris la parole. *« Chacune a parlé longuement. Elles ont toutes dit leur refus du système des talibans, en parlant avant tout de l'interdiction d'étudier, de travailler et de se faire soigner »*, rapporte Anne-Marie Lizin, qui était invitée par le représentant de l'ONU pour l'Afghanistan, Lakhdar Brahimi. L'ex-commissaire européenne Emma Bonino, du Parti radical transnational, et la présidente de l'association Negar de soutien aux femmes d'Afghanistan, Shoukria Haidar, ont réclamé leur *« participation significative »* dans les futurs gouvernement et Parlement du pays. *« Il y a des milliers de femmes afghanes diplômées capables de participer à la Loya Jirga* (assemblée traditionnelle) et *aux conseils dans les régions »*, affirme Mme Haidar, Afghane réfugiée en France.

Le Monde *du 1er décembre*

Les quatre délégations réunies dans le château de Petersberg

Younès Kanouni, à la tête du Front uni.

Conduisant la délégation de l'Alliance du Nord (ou Front uni), Younès Kanouni fait partie de la jeune génération de moudjahidins qui ont grandi au côté de feu le commandant Massoud, assassiné le 9 septembre. Lui aussi Tadjik de la vallée du Panchir, il a représenté les combattants au Pakistan pendant le djihad contre les Soviétiques, avant de devenir vice-ministre de la défense à Kaboul entre 1992 et 1996, au temps où Massoud occupait ce ministère. Après l'arrivée des talibans au pouvoir, il est devenu le ministre de l'intérieur de l'Alliance.

Réputé d'esprit ouvert, il dirige aujourd'hui les affaires politiques au sein du triumvirat placé à la tête du Front uni, depuis de la mort de Massoud. Le Dr Abdullah se charge des affaires étrangères et le général Fahim des opérations militaires – le tout sous la présidence maintenue de Burhanuddin Rabbani, surnommé « le Maître », qui détient toujours le siège de l'Afghanistan à l'ONU. Même si des tensions et des divisions latentes sont perceptibles du côté du Front uni, la venue à la conférence interafghane de Bonn de M. Kanouni – sans doute le délégué afghan de « niveau » le plus élevé – est un signal important.

Alors que les Tadjiks de la vallée du Panchir et du parti Jamiat-e-Islami de M. Rabbani ont gagné par les armes l'essentiel des ministères à Kaboul, la délégation du Front uni présente un spectre relativement élargi. L'Alliance du Nord est en effet une coalition de Tadjiks, d'Ouzbeks et de Hazaras, qui a été soutenue par l'Iran et la Russie sous les talibans. Le fils du commandant Ismaïl Khan, qui domine le nord-ouest de l'Afghanistan, a fait le déplacement. A Bonn, le Front uni est aussi représenté par une poignée de Pachtounes. C'est le cas de l'ex-gouverneur de la province du Nangarhar, Haji Abdul Qadir – l'un des frères du commandant Abdul Haq assassiné par les talibans en octobre alors qu'il était rentré en Afghanistan pour soulever des tribus pachtounes.

Outre des chiites (minoritaires dans ce pays sunnite), dont un Hazara, la délégation comprend encore des Ouzbeks. Y compris un envoyé du général Rachid Dostom, de sinistre réputation pour les exactions jadis commises par ses troupes, et qui a repris dernièrement la ville de Mazar-e-Charif. Elle comporte aussi une femme, Amena Afzali, réfugiée en Iran où elle défend les droits des femmes.

La représentation des Pachtounes, question-clé de la conférence

La délégation de Rome sous l'égide du professeur Abdul Sattar Sirat.

En l'absence de l'ancien roi Zaher Chah, réfugié à Rome après avoir été détrôné en 1973 par son cousin le prince Daoud qui avait instauré la République, ce sont des proches du souverain déchu qui le représentent à Bonn. Ancien ministre de la justice sous la monarchie, le Pr Abdul Sattar Sirat avait conduit, dans les faits, les discussions engagées au début des années 1990 après le départ des Soviétiques d'Afghanistan pour tenter de mettre en œuvre, avec le soutien des Etats-Unis, une transition démocratique dans le pays. Mais les guerres civiles ayant déchiré Kaboul sous le contrôle des moudjahidins, entre 1992 et 1996, puis la prise de pouvoir par les talibans, avaient ruiné ce plan.

Le Pr Sirat a repris la démarche, sous l'autorité de Zaher Chah âgé, à présent de quatre-vingt-sept ans. Fin septembre à Rome, l'opposition afghane aux talibans, Alliance du Nord comprise, s'était réunie autour du roi ; la création d'un Conseil suprême et d'un Conseil militaire, placés sous son égide, avait été décidée ; mais les victoires de l'Alliance du Nord sur les talibans ont changé la donne. Composée de fidèles du roi, la délégation réunit pour l'essentiel des exilés, souvent pachtounes comme Zaher Chah.

La garde rapprochée du monarque est représentée notamment par son secrétaire particulier, le Dr Zalmai Rassoul, ainsi que par le petit-fils du roi, Mustapha Zaher. On remarque aussi la présence d'un neveu de Pier Gailani (chef de la délégation de Peshawar, et lui aussi royaliste), Hedayat Amin Arsala. La délégation bat le record de la représentation féminine, avec Sima Wali (une Pachtoune exilée aux Etats-Unis et active dans le domaine humanitaire en faveur des femmes afghanes) et Rona Mansuri (vivant en Allemagne, elle est la fille de l'ex-premier ministre Mohammad Yousouf).

Délégation de Peshawar : Sayed Hamed Gailani.

Le fils de l'ancien commandant de moudjahidins Sayed Hamed Gailani est venu écouter et parler au nom de son père. Ce dernier est un Pir (équivalent asiatique du cheikh), descendant d'influents dignitaires musulmans et chef spirituel soufi de l'Ordre Quadiria, une secte née à Bagdad au XIIe siècle. Septuagénaire, Pachtoune, il réside fréquemment à Peshawar et il préside l'importante et informelle Association pour la paix et l'unité nationale en Afghanistan.

Proche du Pakistan, où Pir Gailani a résidé ces dernières années à Peshawar, la délégation avait réuni dans cette ville, fin octobre, plusieurs centaines de responsables pachtounes de moyenne importance afin de témoigner d'une alternative aux talibans (eux aussi pachtounes).

Délégation de Chypre : Houmayoun Jareer.

Gendre de Gulduddin Hekmatyar, dirigeant du parti Hezb-e-Islami, ce Tadjik originaire de la vallée du Panchir a été l'architecte du processus de Chypre. Sa réputation auprès de l'Alliance du Nord a été des plus mauvaises : il lui est reproché d'avoir guidé les bombardements des troupes de son beau-père, dans les années 1992-1996 à Kaboul, ce qui lui avait valu d'être arrêté, un temps, sur ordre du commandant Massoud. Par ailleurs, Houmayoun Jareer semble opposé à un futur rôle du roi Zaher Chah, à l'inverse des deux autres membres de la délégation.

En effet, Mohammed Jalil Chams, vice-ministre des affaires étrangères entre 1992 et 1996, persophone originaire d'Herat, est plus favorable au monarque, à l'instar du Dr Azizullah Ludin, également persophone. Lancé à la fin de la décennie 1990 et soutenu par Téhéran, qui cherchait de la sorte à contrer l'influence du roi Zaher Chah, le processus de Chypre regroupe des membres de la diaspora, intellectuels et politiciens, ayant souvent trouvé refuge en Iran.

E. In.
Le Monde *du 27 novembre*

RON HAVIV

■ ***Le président afghan Rabbani s'adresse aux soldats de l'Alliance .***

L'accord de Bonn prévoit un retour progressif à la démocratie

Voici, dans son intégralité, le texte qui a servi de base à l'accord, conclu à Bonn le 5 décembre, sur la mise en place des nouvelles institutions démocratiques afghanes

ACCORDS SUR DES DISPOSITIONS PROVISOIRES EN AFGHANISTAN AVANT LE RÉTABLISSEMENT D'INSTITUTIONS GOUVERNEMENTALES PERMANENTES

Les participants aux pourparlers des Nations unies sur l'Afghanistan, en présence du représentant spécial du secrétaire général pour l'Afghanistan,

Déterminés à mettre fin au tragique conflit en Afghanistan et à promouvoir la réconciliation nationale, une paix durable, la stabilité et le respect des droits de l'homme dans le pays,

Réaffirmant l'indépendance, la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale de l'Afghanistan,

Reconnaissant au peuple afghan le droit de déterminer librement son propre avenir politique en accord avec les principes de l'islam, de la démocratie, du pluralisme et de la justice sociale,

Exprimant l'analyse des moudjahidins afghans qui, au fil des années, ont défendu l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'unité nationale du pays, et qui ont joué un rôle majeur dans la lutte contre le terrorisme et l'oppression et dont le sacrifice en a fait aujourd'hui des héros du djihad et des champions de la paix, de la stabilité et de la reconstruction de leur Patrie aimée, l'Afghanistan,

Comprenant que la situation instable en Afghanistan réclame la mise en oeuvre de mesures intérimaires d'urgence et exprimant leur profonde gratitude à son excellence le professeur Burhanuddin Rabbani pour sa bienveillance à transférer le pouvoir à une autorité intérimaire établie aux termes de cet accord,

Reconnaissant la nécessité d'assurer, dans lesdites mesures intérimaires, une large représentation de tous les segments de la population afghane, y compris les groupes qui n'ont pas été représentés adéquatement dans les pourparlers des Nations unies sur l'Afghanistan,

Rappelant que ces mesures intérimaires se conçoivent comme un premier pas vers l'établissement d'un gouvernement sans exclusive, attentif à l'égalité des sexes, pluriethnique et pleinement représentatif, et ne sont pas destinées à s'appliquer au-delà de la période spécifiée,

Reconnaissant que la constitution d'une nouvelle force afghane de sécurité pleinement opérationnelle peut demander un certain temps et que, donc, d'autres dispositions sécuritaires prévues dans l'Annexe I du présent accord peuvent être mises en place,

Considérant que les Nations unies, en tant qu'institution impartiale internationalement reconnue, ont un rôle particulièrement important à jouer, détaillé dans l'Annexe II, durant la période précédant l'établissement d'institutions permanentes en Afghanistan, ont conclu l'accord suivant :

L'AUTORITÉ INTÉRIMAIRE

I. Dispositions générales

1 : Une autorité intérimaire sera instituée pour régir le transfert officiel du pouvoir.

2 : L'autorité intérimaire sera constituée d'une administration intérimaire ayant à sa tête un président, d'une commission spéciale indépendante chargée de la Loya Jirga d'urgence et d'une Cour suprême d'Afghanistan, ainsi que de toute autre cour pouvant être instituée par l'autorité intérimaire. La composition, le fonctionnement et les procédures gouvernementales de l'autorité intérimaire et de la commission spéciale indépendante sont précisés ci-après dans cet accord.

3 : Avant le transfert officiel du pouvoir, l'autorité intérimaire sera dépositaire de la souveraineté afghane, et ce à effet immédiat. A ce titre, pendant toute la durée de l'intérim, elle représentera l'Afghanistan dans ses relations extérieures et occupera le siège de l'Afghanistan aux Nations unies et dans ses organismes spécialisés, ainsi que dans d'autres conférences et institutions internationales.

4 : Une Loya Jirga d'urgence sera convoquée dans les six mois suivant l'établissement de l'autorité intérimaire. La Loya Jirga d'urgence sera ouverte par Sa Majesté Mohammed Zaher, ancien roi d'Afghanistan. La Loya Jirga d'urgence constituera une autorité de transition, comprenant une administration de transition largement représentative, qui dirigera l'Afghanistan jusqu'à l'élection d'un gouvernement représentatif par le biais d'élections libres et loyales qui devront se tenir au plus tard deux ans après la date de la Loya Jirga.

5 : L'autorité intérimaire cessera d'exister dès que l'autorité de transition aura été constituée par la Loya Jirga d'urgence.

6 : Une Loya Jirga constitutionnelle sera convoquée dans les huit mois suivant l'établissement de l'autorité de transition afin d'adopter une nouvelle Constitution pour l'Afghanistan. Pour aider la Loya Jirga constitutionnelle à préparer la Constitution, l'autorité de transition établira, au terme de deux mois d'existence au plus tard et avec l'assistance des Nations unies, une commission constitutionnelle.

II. Structure légale et système judiciaire

1 : La structure légale suivante sera applicable à titre intérimaire jusqu'à l'adoption de la Constitution évoquée ci-dessus :

a) La Constitution de 1964 - 1) dans la mesure où ses dispositions ne sont pas incompatibles avec les termes de cet accord et 2) à l'exception des dispositions relatives à la monarchie et aux corps exécutif et législatif visées dans la Constitution ; b) Les lois et règlements existants, dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec cet accord ou avec les obligations légales dans lesquelles l'Afghanistan est partie prenante, ou avec les dispositions applicables contenues dans la Constitution de 1964, étant entendu que l'autorité intérimaire aura le pouvoir d'abroger ou d'amender ces lois et règlements.

2 : Le pouvoir judiciaire de l'Afghanistan sera indépendant et doté d'une Cour suprême d'Afghanistan, ainsi que toutes autres cours établies par l'administration intérimaire. L'administration intérimaire établira, avec l'assistance des Nations unies, une commission judiciaire chargée de reconstruire le système juridique intérieur en accord avec les principes islamiques, les critères internationaux, le régime de la loi, et les traditions juridiques afghanes.

III. L'administration intérimaire

A) Composition

1 : L'administration intérimaire sera composée d'un président, de cinq vice-présidents et vingt-trois autres membres. Chaque membre, à l'exception du président, pourra être en charge d'un département de l'administration intérimaire.

> « L'administration intérimaire sera composée d'un président, de cinq vice-président et vingt-trois autres membres »

2 : Les participants aux pourparlers des Nations unies sur l'Afghanistan ont invité Sa Majesté Mohammed Zaher, ancien roi d'Afghanistan, à présider l'administration intérimaire. Sa Majesté a fait savoir qu'elle préférait qu'un candidat acceptable par les participants soit nommé à la présidence de l'administration intérimaire.

3 : Le président, le vice-président et les autres membres de l'administration intérimaire seront sélectionnés par les participants aux pourparlers des Nations unies sur l'Afghanistan, sur la base de la compétence professionnelle et de l'intégrité personnelle, dans des listes soumises par lesdits participants, en tenant compte de la composition ethnique, géographique et religieuse de l'Afghanistan et de la nécessité d'une participation féminine. Chaque candidat devra posséder les aptitudes et connaissances indispensables à la bonne gestion du département de l'administration intérimaire qui lui reviendra.

4 : Aucun membre de l'administration intérimaire ne pourra être simultanément membre de la commission spéciale indépendante chargée de la Loya Jirga d'urgence.

B) Procédures

1 : Le président de l'administration intérimaire, ou en son absence le vice-président, convoquera et présidera les réunions et en proposera l'ordre du jour ;

2 : L'administration intérimaire s'efforcera de prendre ses décisions par consensus. Si un vote se révèle nécessaire, les décisions seront prises à la majorité des votants, sauf contre-indication stipulée dans cet accord, à condition que vingt et un membres au moins soient présents. En cas d'égalité, le président aura une voix prépondérante.

C) Fonctions

1 : L'administration intérimaire aura la charge des affaires courantes de l'Etat et le droit de prendre des décrets pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement de l'Afghanistan ;

2 : Le président de l'administration intérimaire, ou en son absence le vice-président, représentera l'administration intérimaire ès qualités ;

3 : Les membres responsables de l'administration de départements individuels seront aussi responsables de l'application de la politique de l'administration intérimaire dans leurs domaines de responsabilité respectifs ;

> « La sélection des membres de l'administration intérimaire tiendra compte de la composition ethnique, géographique et religieuse du pays et de la nécessité d'une participation féminine »

4 : Jusqu'au transfert officiel du pouvoir, l'administration intérimaire aura toute autorité pour émettre et diffuser les devises nationales et bénéficiera de prêts spéciaux de la part d'instances financières internationales. L'administration intérimaire établira, avec l'assistance des Nations unies, une banque centrale d'Afghanistan qui régira la masse monétaire du pays selon des procédures transparentes et vérifiables ;

5 : L'administration intérimaire établira, avec l'assistance des Nations unies, une commission de fonction publique indépendante qui soumettra à l'administration intérimaire et à la future autorité de transition des listes de candidats pour les postes-clés de l'administration choisis en vertu de leur compétence et de leur intégrité ;

6 : L'administration intérimaire établira, avec l'assistance des Nations unies, une commission des droits de l'homme indépendante, chargée notamment de diligenter des enquêtes sur les violations des droits de l'homme et de développer des institutions intérieures pour les droits de l'homme. L'administration intérimaire pourra aussi, avec l'assistance des Nations unies, établir toute autre commission de révision non stipulée dans cet accord ;

7 : Les membres de l'administration intérimaire obéiront à un code de bonne conduite élaboré en accord avec les critères internationaux.

8 : Tout membre de l'administration intérimaire qui ne respectera pas ce code de bonne conduite sera suspendu. La décision de suspendre un membre sera prise à la majorité des deux tiers de l'administration intérimaire sur proposition de son président ou de l'un de ses vice-présidents ;

9 : Les fonctions et pouvoirs des membres de l'administration intérimaire seront spécifiés ultérieurement, avec l'assistance des Nations unies ;

IV. La commission spéciale indépendante chargée de la Loya Jirga d'urgence

1 : Une commission spéciale indépendante chargée de la Loya Jirga d'urgence sera instituée un mois au plus tard après l'établissement de l'autorité intérimaire. La commission spéciale indépendante sera composée de vingt et un membres qui, pour un certain nombre d'entre eux, auront une expérience en droit constitutionnel ou coutumier ou auront participé à l'élaboration de précédentes Loyas Jirgas. Les membres seront choisis sur des listes de candidats soumises par les participants aux pourparlers des Nations unies sur l'Afghanistan, ainsi que par des représentants des corporations et de la société civile afghanes. Les Nations unies collaboreront à l'établissement et au fonctionnement de la commission et de son secrétariat.

2 : C'est la commission spéciale indépendante qui déterminera en dernière instance les procédures et le nombre des participants de la Loya Jirga d'urgence. La commission spéciale indépendante fixera les règles et procédures spécifiant ;

a) les critères d'attribution des sièges aux populations nomades et sédentaires résidant dans le pays ;

b) les critères d'attribution des sièges aux réfugiés afghans vivant en Iran, au Pakistan et ailleurs, et aux Afghans de la diaspora ;

c) les critères d'admission concernant des organismes de la société civile et des personnalités, universitaires islamiques, intellectuels et marchands, tant à l'intérieur du pays que dans la diaspora. La commission spéciale indépendante veillera à ce qu'un nombre significatif de femmes et de tous les autres segments de la population afghane soit représenté au sein de la Loya Jirga d'urgence.

3 : La commission spéciale indépendante publiera et diffusera les règles et procédures de la convocation de la Loya Jirga d'urgence au moins dix semaines avant sa convocation, ainsi que les dates, lieu et durée présumés de sa session ;

4 : La commission spéciale indépendante fixera et appliquera des procédures claires pour la nomination des membres de la Loya Jirga d'urgence afin d'assurer la loyauté et la transparence du processus de sélection ou élection indirectes. Pour éviter tout litige concernant ces nominations, la commission spéciale indépendante spécifiera les moyens de recours en cas de contestation et fixera des règles d'arbitrage.

5 : La Loya Jirga d'urgence élira un chef d'Etat pour l'administration de transition et approuvera les structures et nominations proposées pour l'administration de transition.

V. Dispositions finales

1 : Jusqu'au transfert officiel du pouvoir, tous les moudjahidins, forces armées afghanes et groupes armés du pays devront passer sous le contrôle et le commandement de l'Autorité intérimaire et être réorganisés pour répondre aux exigences des nouvelles forces armées de sécurité afghanes.

2 : L'Autorité intérimaire et la Loya Jirga d'urgence agiront en accord avec les dispositions et principes fondamentaux visés par les textes internationaux sur les droits de l'homme et la loi internationale humanitaire dans lesquels l'Afghanistan est partie prenante ;

3 : L'autorité intérimaire coopérera avec la communauté internationale dans la lutte contre le terrorisme, la drogue et le crime organisé. Elle s'engagera à respecter le droit international et à entretenir des relations pacifiques et amicales avec les pays voisins et l'ensemble de la communauté internationale.

4 : L'autorité intérimaire et la commission spéciale indépendante s'assureront que des femmes et une représentation équitable de l'ensemble des communautés ethniques et religieuses participeront à l'administration intérimaire et à la Loya Jirga d'urgence.

5 : L'autorité intérimaire n'accordera pas l'amnistie aux personnes ayant violé les règles humanitaires internationales ou commis des crimes contre l'humanité ;

6 : Toutes les actions entreprises par l'autorité intérimaire devront être conformes à la résolution 1378 du Conseil de sécurité (14 novembre 2001) et aux autres résolutions du Conseil de sécurité relatives à l'Afghanistan ;

7 : Les règles de procédure pour l'organisme établi sous l'autorité intérimaire seront élaborées respectivement avec l'assistance des Nations unies. Cet accord, en date du 5 décembre 2001, en langue anglaise, sera le texte authentique, en un seul et unique exemplaire, déposé aux archives des Nations unies. Il en sera fourni des versions officielles en dari, pachtou et toute autre langue requise par le représentant spécial du secrétaire général. Le représentant spécial du secrétaire général fournira des copies certifiées en anglais, dari et pachtou à chaque participant.

> « Les Nations-Unies seront habilitées à enquêter sur les violations des droits de l'homme et, si nécessaire, recommanderont des sanctions »

ANNEXE I

Force internationale de sécurité

1 : Les participants aux pourparlers des Nations unies sur l'Afghanistan considèrent que la responsabilité du maintien de la sécurité, de la loi et de l'ordre dans le pays revient aux Afghans eux-mêmes. A cette fin, ils s'engagent résolument à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour assurer cette sécurité, y compris pour les représentants des Nations unies et de toutes organisations gouvernementales ou non gouvernementales déployées en Afghanistan ;

2 : Avec cet objectif à l'esprit, les participants requièrent l'assistance de la communauté internationale pour aider les nouvelles autorités afghanes à lever et à entraîner de nouvelles forces de sécurité et une nouvelle armée.

3 : Sachant que la constitution de forces pleinement opérationnelles prendra un certain temps, les participants demandent au Conseil de sécurité des Nations unies d'autoriser le déploiement rapide d'une force mandatée par les Nations unies. Cette force contribuera au maintien de la sécurité de Kaboul et des environs et pourra progressivement s'étendre à d'autres centres urbains et d'autres secteurs.

4 : Les participants aux pourparlers des Nations unies s'engagent à retirer toutes les unités militaires de Kaboul et autres centres urbains ou secteurs dans lesquels sera déployée la force mandatée par les Nations unies. Il serait également souhaitable que cette force contribue à la restauration de l'infrastructure de l'Afghanistan.

ANNEXE II

Rôle des Nations unies pendant l'intérim

1 : Le représentant spécial du secrétaire général sera responsable de tous les aspects de l'oeuvre des Nations unies en Afghanistan.

2 : Le représentant spécial contrôlera et facilitera l'application de tous les aspects de cet accord.

3 : Les Nations unies conseilleront l'autorité intérimaire dans ses efforts pour créer un environnement politique neutre permettant à la Loya Jirga d'urgence de siéger en toute liberté. Les Nations unies veilleront particulièrement à la conduite des organismes et services administratifs susceptibles d'influencer directement la session de la Loya Jirga d'urgence.

4 : Le représentant spécial du secrétaire général ou son/sa délégué(e) pourront être invités aux réunions de l'administration intérimaire et de la commission spéciale indépendante chargée de la Loya Jirga d'urgence.

5 : Si, pour une raison quelconque, l'administration intérimaire ou la commission spéciale indépendante étaient dans l'incapacité de se réunir ou de parvenir à une décision sur une question relative à la convocation de la Loya Jirga d'urgence, le représentant spécial du secrétaire général, tenant compte des points de vue exprimés au sein de l'administration intérimaire ou de la commission spéciale indépendante, offrira ses bons offices pour rechercher un compromis permettant de sortir de l'impasse.

6 : Les Nations unies seront habilitées à enquêter sur les violations des droits de l'homme et, si nécessaire, recommanderont des sanctions. Elles devront également contribuer au développement et à l'application d'un programme d'éducation sur les droits de l'homme pour promouvoir le respect et la compréhension des droits de l'homme.

ANNEXE III

Requête aux Nations unies des participants aux pourparlers sur l'Afghanistan

Les participants aux pourparlers des Nations unies sur l'Afghanistan 1 : Prient les Nations unies et la communauté internationale de prendre les mesures nécessaires pour garantir la souveraineté nationale, l'intégrité territoriale et l'unité de l'Afghanistan, ainsi que la non-ingérence de pays étrangers dans les affaires intérieures de l'Afghanistan ;

2 : Pressent les Nations unies et la communauté internationale de réaffirmer, renforcer et tenir leur promesse d'aider à la réhabilitation, à la restauration et à la reconstruction de l'Afghanistan, en coordination avec l'autorité intérimaire ;

3 : Demandent instamment aux Nations unies d'organiser dès que possible un recensement des électeurs en prévision des élections générales qui suivront l'adoption de la nouvelle Constitution par la Loya Jirga constitutionnelle et un recensement de la population de l'Afghanistan ;

4 : Pressent les Nations unies et la communauté internationale, au nom du rôle héroïque joué par les moudjahidins dans la lutte pour l'indépendance de l'Afghanistan et pour la dignité de son peuple, de prendre les mesures nécessaires, en coordination avec l'autorité intérimaire, pour aider à la réintégration des moudjahidins dans les nouvelles forces armées et de sécurité afghanes.

5 : Invitent les Nations unies et la communauté internationale à créer un fonds d'aide aux familles et aux proches des martyrs et victimes de la guerre, ainsi qu'aux invalides de guerre ;

6 : Incitent fortement les Nations unies et la communauté internationale à coopérer avec l'autorité intérimaire pour combattre le terrorisme, la culture et le trafic de drogues illicites, et à fournir aux paysans afghans les moyens financiers, matériels et techniques de diversifier leur production.

Le Monde *du 6 décembre*

La reddition de Kandahar scelle l'effondrement du régime des talibans

KABOUL
de notre envoyée spéciale

La fin du régime des talibans a été scellée, vendredi 7 décembre, là où elle avait commencé, à Kandahar, au cœur du pays pachtoune. La reddition de la grande ville du sud afghan, capitale du mouvement taliban et lieu de résidence de son chef, le mollah Mohammed Omar, annoncée dès jeudi soir par le nouveau chef de l'exécutif provisoire afghan, Hamid Karzaï, a débuté vendredi matin. *« Je pense que le transfert des armes a commencé. Nous avons envoyé deux des principaux commandants de Kandahar pour éviter que celles-ci ne se dispersent »*, a précisé M. Karzaï depuis Shavali Kot, à 20 kilomètres au nord de Kandahar, lors d'un entretien par téléphone satellitaire, vendredi.

M. Karzaï confirmait aussi des informations de sources talibanes, rapportées par l'agence Afghan Islamic Press (AIP), qui indiquaient que les miliciens islamiques avaient commencé à rendre leurs armes devant une commission comprenant des chefs tribaux, des oulémas (dignitaires religieux) et des commandants locaux.

Un premier succès pour le nouveau président Hamid Karzaï

La reddition de Kandahar est le premier succès du chef du gouvernement provisoire afghan, qui, depuis plus d'un mois, menait, avec l'aide des forces spéciales américaines, une offensive contre les talibans. Chef tribal pachtoune, M. Karzaï avait affirmé, jeudi 6 au soir, avoir conclu un accord avec des responsables talibans qu'il n'a pas nommés pour une reddition sans combat de la ville, qui devrait être remise à un de ses anciens chefs, le mollah Naqib. Cette reddition avait été confirmée à Islamabad par l'ancien ambassadeur taliban au Pakistan, le mollah Abdul Salam Zaeef. *« Le mollah Omar a pris cette décision pour le bien-être des habitants, pour éviter des victimes et sauver la vie et la dignité des Afghans »*, avait affirmé le mollah Zaeef pour expliquer le changement d'attitude de son chef, qui avait exhorté ses troupes à se défendre jusqu'au bout.

Le mollah Omar ne figurait cependant pas parmi les talibans qui ont négocié avec Hamid Karzaï. Les conditions de la reddition de Kandahar restent toutefois obscures. Des divergences semblent exister sur le sort à réserver au chef des talibans. M. Karzaï a offert une amnistie à tous les combattants talibans afghans, mais a, dans un premier temps, refusé de préciser quel serait le destin de leur chef, qui, selon des sources des services de renseignement pakistanais, n'a pas communiqué avec ses commandants depuis trois jours.

Dans un deuxième temps, et après des commentaires américains dépourvus d'ambiguïté, il a laissé entendre que le mollah Omar et ses principaux lieutenants pourraient être jugés. *« En ce qui concerne les chefs talibans, s'il existe des inculpations à leur encontre, ils doivent affronter un procès »*, a-t-il dit à l'agence Reuters. *« Le procès concerne tous ceux qui ont commis des crimes, y compris lui* [le mollah Omar]. *Il n'a même pas fait une déclaration regrettant ce qu'il a fait. Si on le trouve, il doit affronter un procès »*, a précisé M. Karzaï.

> « Le procès concerne tous ceux qui ont commis des crimes, y compris le mollah Omar »
> Hamid Karzaï

Cette déclaration est aussi survenue après une sévère mise en garde américaine révélée par le représentant de l'Alliance du Nord à Washington, M. Haron Amin. *« Les Américains nous ont indiqué que, si nous arrangions un plan qui permette à Omar de sortir libre, Karzaï perdrait le soutien des Etats-Unis et l'Alliance du Nord celui de la coalition. Cela nous a été dit très clairement »*, a-t-il affirmé. Le mollah Zaeef a, pour sa part, indiqué que l'accord de reddition prévoyait la vie sauve pour le mollah Omar, qui pourrait continuer à vivre à Kandahar sous la protection des nouvelles autorités. Selon Zaeef, la passation de pouvoirs à Kandahar entre les talibans et le mollah Naqib pourrait prendre trois ou quatre jours.

C'est ensuite le mollah Naqib qui déciderait qui peut ou non entrer dans la ville. Des conversations se poursuivent toutefois pour déterminer le sort des combattants étrangers, Arabes, Pakistanais, Tchétchènes, Ouzbeks, qui se battaient dans les rangs des talibans. L'accord ne mentionne rien non plus sur Oussama Ben Laden et ses proches compagnons, contre lesquels la guerre américaine se poursuit.

En revanche, selon M. Karzaï, les talibans abandonneraient aussi les provinces de Zabol et d'Helmand, voisines de Kandahar, qu'ils contrôlaient toujours. A peine conclu, cet accord a toutefois provoqué la colère de l'autre chef pachtoune et ancien gouverneur de Kandahar qui menait l'offensive contre les talibans, Gul Agha. Celui-ci, qui n'était pas partie prenante aux négociations, a rejeté le rôle du mollah Naqib, accusant ce dernier d'être trop proche des talibans.

Son porte-parole, Gul-e-Lalai, s'exprimant par radio, a en outre accusé M. Karzaï de vouloir protéger le mollah Omar en lui permettant de rester à Kandahar sous la protection de leaders tribaux. Les forces de Gul Agha, qui, depuis une semaine, se heurtaient à une féroce résistance, notamment de combattants arabes, à l'aéroport de Kandahar, l'ont toutefois investi jeudi en fin d'après-midi. Ces forces ont aussi commencé à recevoir les armes des talibans dans la ville de Spin Boldak, à 10 kilomètres de la frontière pakistanaise.

Il faudra sans doute plusieurs jours avant que l'on sache réellement ce qu'il est éventuellement advenu du mollah Omar et des responsables talibans.

Françoise Chipaux
Le Monde *du 8 décembre*

1994-2001, les sept ans de malheur du Mollah Omar

KABOUL
de notre envoyée spéciale

Commandeur des croyants, serviteur de l'islam, le chef suprême des talibans, le mollah Mohammad Omar, a fini son parcours. A quarante et un ans, ce fils de paysans pauvres, dont bien peu connaissent le visage mais dont le nom a fait le tour du monde, est aussi tombé victime de l'ambition, de la flatterie et de l'ignorance. Petit mollah de village, Omar n'avait, à la naissance du mouvement taliban, de projet que pour son pays.

La révolution islamique mondiale prônée par ses hôtes arabes n'appartenait pas à son champ de vision. Quand, en 1994, il réunit dans sa petite mosquée du village de Singhesar, à une heure de route de Kandahar, une soixantaine de ses pairs qui ont tous fait le coup de feu contre l'occupant soviétique, pour lancer le mouvement taliban, son objectif est limité. Il s'agit de rétablir la paix et la sécurité et d'imposer une stricte loi islamique, dévoyée par des moudjahidins en quête de pouvoir et d'argent. Aidé par le Pakistan, son ascension et celle de ses troupes est fulgurante. En septembre 1996, Kaboul s'offre aux talibans sans combats. Cette victoire marque pourtant le début de la fin pour le mollah Omar et ses pairs.

La communauté internationale était, jusque-là, plutôt bien intentionnée, à l'instar des Etats- Unis, à l'égard de ces talibans qui rétablissent la sécurité et l'ordre. Or elle découvre choquée, au matin du 26 septembre 1996, le corps mutilé du président Najibullah, pendu au milieu d'un carrefour de Kaboul. Elle regarde aussi horrifiée le comportement de ces jeunes paysans pachtounes qui, au nom de l'Islam, sèment leurs interdits à tous vents. Les hommes n'ont plus le droit de porter le costume, trop occidental. Ils doivent se laisser pousser la barbe, sans la tailler. Ils doivent se couvrir la tête, et le turban noir des Kandaharis envahit Kaboul. Le sort des femmes est encore moins enviable. Soumises au port de la burqa, cette longue robe grillagée au visage, elles n'ont pratiquement plus le droit de travailler, plus le droit de sortir seules, plus le droit d'aller à l'école.

Sa personnalité a changé du tout au tout après la prise de Kaboul par les talibans en 1996

La prise de Kaboul a également des conséquences néfastes au sein même du mouvement taliban. De nombreux moujahidins se joignent à eux pour des objectifs qui n'ont plus grand-chose à voir avec ceux du départ. Membre fondateur du mouvement, ancien chef des services de renseignement, ancien vice-ministre de l'intérieur, le mollah Khaksar, seul haut responsable taliban resté aujourd'hui à Kaboul, avoue : *« De nouveaux venus ont commencé à courtiser mollah Omar, à le flatter en permanence et à lui faire croire qu'il était tout-puissant. Nous, on essayait de lui faire voir les inconvénients de certaines de ses décisions, de lui dire que les Afghans n'aimeraient pas tel ou tel décret mais, malheureusement, il oubliait ses premiers compagnons et écoutait les autres. »*

Il ajoute avec un sourire triste : *« Nous voulions faire avancer l'émirat, améliorer la situation ; les nouveaux venus voulaient des positions, de l'argent, des voitures. »* Parmi ces nouveaux venus, souvent issus de madrasas (écoles coraniques) pakistanaises beaucoup plus radicales que les écoles coraniques des villages afghans, figurent aussi les hôtes étrangers. Leur importance va croître au fil des ans et de l'isolement des talibans. Le plus célèbre d'entre eux, Oussama Ben Laden, est déjà à Jalalabad quand les talibans s'emparent de la ville. Il va alors à Kandahar, où il multiplie les gestes de générosité à l'égard du mollah Omar.

Kandahar se développe grâce à ses largesses et le mollah Omar change de maison. L'ascendant du richissime Saoudien, charismatique et éduqué, sur le petit mollah qui n'a fréquenté que les bancs de sa madrasa locale grandit. Dénonçant, alors anonymement, il y a quelques mois l'influence croissante des Arabes au cœur du pouvoir taliban, mollah Khaksar affirmait : *« Ceux qui sont sous l'influence des Arabes, un jour, seront finis. »* Ce qu'il ne prévoyait pas, c'est que tout son mouvement disparaîtrait. Kandahari, le mollah Khaksar dit avoir tenté de convaincre le mollah Omar de régler avec soupplesse le cas Ben Laden, dont les Etats-Unis exigeaient l'extradition. *« Après le 11 septembre,* raconte-t-il, *je suis allé voir le mollah Omar et lui ai dit : «L'Amérique ne cédera jamais. Ne luttez pas. Choisissez un président et laissez la décision sur Ben Laden à ce président et au peuple. Les Afghans continueront de vous respecter comme une personnalité religieuse et le pays sera sauvé. »*

Il était déjà trop tard. *« Le mollah Omar a refusé et m'a accusé d'être un suppôt de l'ex-roi Zaher Shah »*, ajoute le dirigeant taliban. Le mollah Omar est tombé entre les mains de ses amis arabes. Ces derniers lui offrent depuis des mois l'argent pour poursuivre sa guerre, des combattants sur les lignes de front, un carnet d'adresses dans le monde islamique. *« Des mollahs importants lui téléphonaient pour le féliciter de ne pas livrer Ben Laden. Vous êtes un bon musulman, lui disaient-ils. Vous ne pouvez pas le livrer »*, raconte le mollah Khaksar. *« La personnalité de mollah Omar a changé à 95 % depuis le début du mouvement »*, ajoute-t-il. Il ne veut toutefois pas en dire plus, pour des raisons de sécurité : *« Un jour, je dirais au peuple afghan la réalité des choses, toute la vérité. »* A l'heure du bilan, ce sont ces fidèles de la première heure qui tentent de sauver la vie du mollah Omar. Et de lui permettre de retourner dans sa petite mosquée de Singhesar, clôturant ainsi sept ans d'une histoire qui l'a souvent dépassé.

F. Ch.
Le Monde *du 8 décembre*

Un petit clerc à la barbe en broussaille

La symbiose entre Omar et Ben Laden n'a cessé de se renforcer

La légende veut que, écœuré comme tant d'autres Afghans par la guerre des chefs entre factions de moudjahidins, les exactions dont Omar avait été témoin l'auraient décidé à agir. Appelé à la rescousse début 1994 par des villageois, après qu'un militaire local eut enlevé, rasé et violé deux jeunes filles, il aurait pris la tête d'une trentaine de futurs talibans, délivré les malheureuses et pendu le coupable au canon de son char.

Toujours est-il qu'il obtint, bien vite, l'appui de la peu regardante Benazir Bhutto, alors premier ministre du Pakistan, qui parlait des talibans comme de ses « *enfants* » ; mais aussi des militaires et de l'ISI, déçus que leur protégé Gulbuddin Hekmatyar ne parvienne pas à tenir Kaboul, ainsi que des islamistes pakistanais et de leur réseau de madrasas.

Deux ans plus tard, chargeant leurs ennemis avec leurs kalachnikovs et leurs lance- grenades, montés sur leurs pick-up comme les guerriers d'hier sur leurs chevaux ou leurs chameaux, les talibans s'étaient emparés du « *pays des ingouvernables* ». Ils y avaient imposé un rigorisme comme l'islam en avait rarement connu, y compris dans un pays aussi sectaire et qui se considère comme le détenteur du seul vrai islam, rappelle Mike Barry (*Afghanistan*, Petite Planète). Le chef suprême des talibans fuit la publicité, et on ne possède pas de bonne photo de lui ; il n'a donné que de rares entretiens et veut instaurer un régime islamique à ras de terre, basé sur la charia et la coutume pachtoune, le pachtounwali. Ce n'est que depuis l'arrivée de son maître à penser qu'il a tourné son regard vers l'Occident et le monde arabe.

Jusque-là, l'adversaire de toujours, c'était l'Inde. Une Inde d'où provenait le bouddhisme, qui a sculpté les bouddhas géants de Bamiyan - dynamités par les talibans - et à laquelle il reproche, comme ses maîtres de la secte des Déobandis, très puissante dans les madrasas du Pakistan (elles-mêmes largement financées par des ONG saoudiennes), de vouloir étouffer l'islam dans un monde hindouiste.

Ce n'est que récemment que le mollah Omar a repris à son compte les incantations de Ben Laden contre des chrétiens et des juifs, dont on parle fort peu chez les paysans afghans. Ben Laden a mis sa fortune au service de l'effort de guerre des talibans, importé des armes et du matériel, mais aussi, dit-on, des milliers de voitures d'occasion pour les cadres du régime, sensibles malgré tout aux attraits du pouvoir. Il leur a construit, ainsi qu'au mollah Omar, devenu son voisin à Kandahar, des maisons. Il a mis à leur service ses réseaux transnationaux et sa puissance financière.

En échange, il a reçu asile et protection. Depuis lors, la symbiose entre les deux hommes s'est renforcée, l'influence de l'élégant parrain du terrorisme, qui a voyagé à travers le monde et côtoyé les puissants et les ténors de l'islamisme, a transformé le petit clerc à la barbe en broussaille, lequel n'est sorti de son pays que pour les camps de réfugiés de la frontière pakistanaise et n'a quitté Kandahar pour Kaboul qu'une seule fois. Au point que l'on peut se demander si Ben Laden - qui se présentait comme son « disciple » - n'a pas en réalité exercé un rôle déterminant au sein du pouvoir taliban, s'il n'en était pas l'éminence grise, voire, selon ses ennemis, le véritable chef.

Des rumeurs ont fait état du mécontentement de hiérarques talibans face à l'emprise de ces Arabes venus d'ailleurs et mal aimés. Lequel des deux hommes exerçait réellement le pouvoir ? A moins qu'ils n'aient travaillé étroitement ensemble, partageant leurs expériences et mettant leurs forces en commun. Ce qui n'aurait pas empêché le mollah Omar, fin 1998, de rappeler Ben Laden d'autorité à Kandahar, après que celui-ci eut prononcé sa fatwa demandant aux musulmans de tuer tous les Américains. Il n'y a qu'un seul pouvoir en Afghanistan, aurait-il dit, furieux. La brouille n'a, en tout cas, pas duré.

Patrice de Beer
Le Monde *du 8 décembre*

GARY KNIGHT

■ ***Scène de rue à Kaboul***

Les B-52 américains pilonnent sans relâche, préparant l'avancée des forces anti-talibanes

Les bombardements de l'US Air Force tuent aussi des anti-talibans

TORA BORA
de notre envoyé spécial

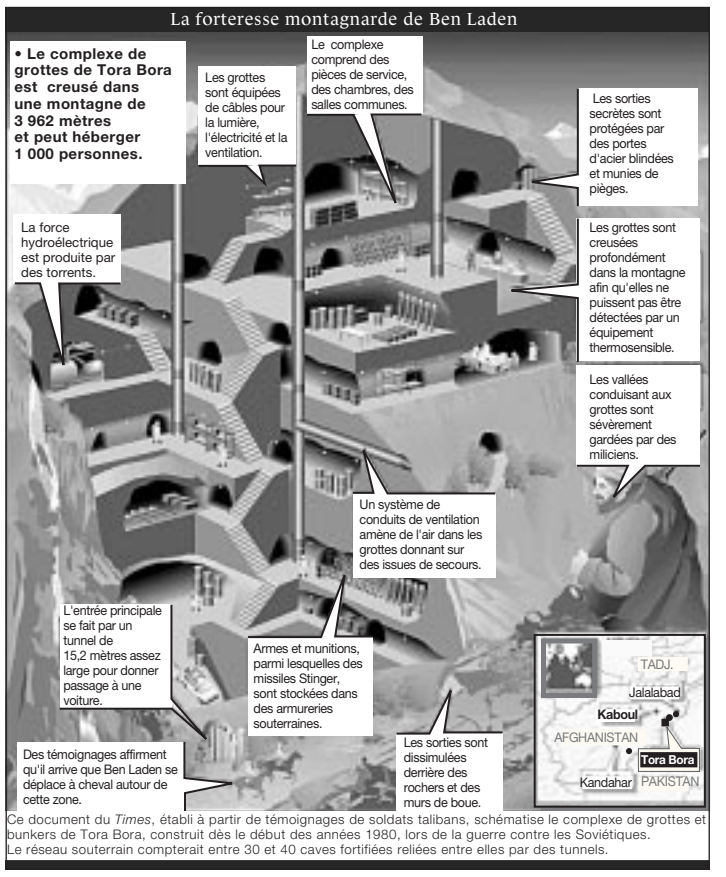
Sur la terre comme au ciel, deux guerres aux stratégies complémentaires se déroulent en parallèle à Tora Bora, dans ces collines dominées par les sommets enneigés du mont Spinghar. Elles ont le même objectif : réduire l'ultime bastion des combattants de l'organisation Al-Qaida retranchés dans un réseau complexe de caves et de galeries creusées dans le roc. L'enjeu est d'autant plus important que la rumeur fait état de la présence supposée de Ben Laden en personne dans les grottes. Mais ces deux guerres semblent appartenir à des époques différentes.

La première guerre est américaine et curieusement décalée de ce rugueux terrain de pierre ocre, parsemé de villages fortifiés en pisé et piqueté d'arbres aux couleurs fauves, qui s'étend à l'est de l'Afghanistan, à une quarantaine de kilomètres de la ville de Jalalabad. Un bombardier américain B-52, bien visible dans le ciel bleu pur, passe, dimanche 9 décembre, à très haute altitude, laissant derrière lui le quadruple sillage blanc de ses réacteurs. Il décrit un très large cercle et lâche ses bombes sur les collines, là où se terrent les « djihadistes » d'Al-Qaida.

INSPIRATION MÉDIÉVALE

Du poste d'observation défendu par trois vieux tanks de fabrication soviétique, à une poignée de kilomètres du lieu du largage, on ne voit d'abord que des champignons de fumée bruns s'élever lentement. Puis, quelques secondes plus tard, le son des déflagrations résonne, assourdi, dans la montagne. L'opération se répète plusieurs fois par jour, à intervalle plus ou moins longs.

La deuxième guerre est afghane, terrienne et d'inspiration quasi médiévale. Coiffés de leur bonnet de laine, en larges pantalons bouffants et chemise flottante, le fusil à l'épaule, les jeunes soldats paysans de la « résistance » anti-talibane regardent, la main en écran devant les yeux, le ballet des bombardiers géants de l'US Air Force. Plus loin, au-delà d'une triple ligne de front, leurs camarades ont encore payé, la nuit dernière, un tribut à la guerre du ciel : trois moudjahidins sont morts, tués par des bombes américaines tombées trop près de leurs alliés afghans.



Ce document du *Times*, établi à partir de témoignages de soldats talibans, schématise le complexe de grottes et bunkers de Tora Bora, construit dès le début des années 1980, lors de la guerre contre les Soviétiques. Le réseau souterrain compterait entre 30 et 40 caves fortifiées reliées entre elles par des tunnels.

Environ cent cinquante autres, civils et moudjahidins, auraient péri sous ses bombardements, depuis une semaine. Notamment quand un village proche de Tora Bora a été touché, provoquant plus d'une centaine de *« dommages collatéraux »*. *« Il n'y a pas de guerre parfaite »,* soupire le commandant Haji Zaman, un francophone à l'œil malicieux qui vient d'arriver de plusieurs années d'exil à Dijon pour prendre les commandes des activités militaires de la région. *« Mais je ne suis pas satisfait de ces bombardements »,* ajoute-t-il, lui qui a mis en garde récemment les Américains contre de telles *« erreurs »*. Il laisse pourtant entendre qu'il souhaite un engagement encore plus prononcé des Etats-Unis. *« Il faut bombarder encore et encore les gens d'Al-Qaida ! »,* insiste-t-il.

A l'arrière de ce front dont les seuls bruits de guerre sont ceux de l'explosion des chapelets de bombes larguées par les B-52, les moudjahidins disent *« attendre les ordres »*. Ils soutiennent avoir totalement encerclé leurs ennemis, ces derniers étant bloqués à l'est, à l'ouest, au nord. Et s'ils veulent s'échapper vers le Pakistan voisin, de l'autre côté du Spinghar, les fanatiques de Ben Laden devront se lancer dans l'escalade aléatoire en plein hiver de ces hautes montagnes.

Tout va donc ici très lentement, sur cette terre qui continue à vivre à un rythme différent du ciel « américain ». L'offensive ne semble pas être pour demain – car il faudra bien aller chercher dans leurs trous les soldats de Ben Laden. En l'état, elle semble d'ailleurs improbable, compte tenu de la complexité du terrain. Le commandant Haji Zaman est d'ailleurs le premier à reconnaître que ses hommes sont engagés dans un combat *« très difficile »*. *« Il n'y a pas que les grottes de Tora Bora,* explique-t-il, *les gens de Ben Laden ont creusé tout autour un réseau de galeries, de tunnels et des tranchées sur la montagne. Cela leur a pris cinq années à les construire. C'est immense ! »*

> « Je pense que les « Arabes » de Ben Laden ne souhaitent pas trop en découdre avec nous. Ils préféreraient s'affronter avec les Américains ».
>
> Le commandant Zaman

Le front, cependant, a bougé depuis quelques jours. Les bombardements américains ont eu pour effet de faire reculer les premières positions d'Al-Qaida. Les moudjahidins en ont profité pour progresser, avant d'être contraints de reculer sous un barrage de tirs de mortiers, samedi. *« Nous avons grimpé sur des collines qui surplombent les grottes cette nuit,* raconte Mousahal, un jeune combattant, *on voit les trous dans la montagne, certains sont bouchés par des portes en bois. Mais nos adversaires résistent, ils pensent que, s'ils se rendent, on les tuera. Alors ils se battent. Pour eux, Tora Bora, c'est leur cimetière. »*

Reste l'inconnue Ben Laden. Oui ou non le chef d'Al-Qaida a-t-il choisi de résister jusqu'au bout dans son fortin ? *« Il est là,* assure encore le commandant Zaman, *nos espions l'ont localisé, je vous l'assure ! »*

LES « BARBES GRISES »

Il y aurait, selon les responsables des nouvelles autorités militaires de la région, deux mille moudjahidins de la nouvelle « alliance de l'Est » en position à Tora Bora. Le nombre de leurs ennemis est difficile à chiffrer même si on parle ici d'un millier de combattants. *« Je pense,* poursuit M. Zaman, *que les "Arabes" de Ben Laden ne souhaitent pas trop en découdre avec nous parce que nous sommes musulmans. Ils préféreraient s'affronter directement avec les Américains ou d'autres troupes occidentales "infidèles" »*.

Alors que toute entreprise de négociation a échoué avec les forcenés de Tora Bora, il est impossible de se faire une idée de la durée de leur capacité de résistance.

Il y a une huitaine de jours, une délégation de *« barbes grises »,* comme on appelle en Afghanistan les vénérables des villages dont le rôle est, en période de crise, d'aplanir les différends, a été envoyée à leur rencontre. Haji Nazir est l'un d'eux. Le front ceint d'un grand turban, une bande de cartouchière en travers de l'épaule, il raconte avoir rencontré l'un de leurs émissaires. *« Ce n'était pas un Afghan, mais il parlait le persan. A mon avis, c'était peut-être un Tchétchène. Nous avons proposé une reddition en garantissant que lui et ses camarades seraient remis aux Nations unies. Il a dit qu'il allait réfléchir. Mais ils n'ont jamais renvoyé d'autres messagers. »*

Bruno Philip
Le Monde *du 11 décembre*

ÉDITORIAL

Une victoire américaine

La reddition de Kandahar est pour les Américains un avant-goût de la victoire finale : elle les rapproche de leur vrai but de guerre, qui est Oussama Ben Laden ; elle symbolise la fin d'un régime taliban honni et donne ainsi à leur intervention militaire en Afghanistan une justification difficilement contestable. Frappés le 11 septembre dans les symboles de leur puissance, les Etats-Unis étaient soudain apparus comme vulnérables. Ils s'étaient engagés ensuite, après un long temps de réflexion, dans une riposte militaire qui a tardé à faire ses preuves et que beaucoup estimaient vouée à un enlisement à la vietnamienne.

Trois mois après les attentats, ils sont en passe de gagner leur guerre d'Afghanistan et ont déjà plus que restauré leur image de super-puissance. Tous les mauvais présages ont été démentis : le Pakistan n'a pas sombré dans le chaos, ni l'Arabie saoudite ; la coalition internationale contre le terrorisme n'a pas volé en éclats ; les factions afghanes sont parvenues à s'entendre en dix jours sur l'organisation du pouvoir dans l'après-talibans. Tout à ce stade semble réussir aux Américains.

Ces bonnes nouvelles demandent cependant à être relativisées. En Afghanistan d'abord, tout n'est pas définitivement joué : il tiendrait du miracle qu'aucun conflit ne ressurgisse et que rien ne vienne enrayer l'harmonieux processus défini à Bonn vers l'avènement d'un Etat de droit. L'Afghanistan aurait besoin pendant longtemps encore d'attention et d'efforts internationaux, bien au-delà de la seule aide à la reconstruction. Or ni les Etats-Unis ni leurs alliés européens n'envisagent pour l'instant de s'impliquer dans la pacification et la stabilisation du pays autant qu'ils l'ont fait dans les Balkans. On aurait d'autre part plus de motifs de se réjouir de la victoire annoncée des Américains si l'on avait le sentiment qu'ils ont tiré quelques leçons du 11 septembre, ce qui pour l'instant n'est guère avéré.

Au lendemain des attentats, on les disait contraints de ravaler leur vieille tentation d'unilatéralisme, de remiser au placard leur projet de bouclier antimissiles, de s'impliquer davantage dans le règlement du conflit au Proche-Orient, de se montrer plus ouverts sur toutes les questions d'intérêt général (environnement, élimination des armes sales, justice internationale). Autant d'éventualités qui, en trois mois, ont fortement régressé.

La guerre qu'ils vont gagner, les Américains l'auront gagnée seuls – du moins le croiront-ils pour avoir, sur le plan militaire, décliné pour l'essentiel les offres de services que leur avaient faites leurs alliés européens. Si le monde a changé, si les cartes ont été largement redistribuées dans les relations internationales, l'élément central du jeu, à savoir la domination de la puissance américaine, n'a pas été remis en question, au contraire. S'il se confirmait que les Américains n'ont rien appris du 11 septembre, leur victoire serait pour beaucoup bien amère.

Le Monde *du 8 décembre*

Hamid Karzaï, un Pachtoune nommé président

Le nouvel homme fort de l'Afghanistan connaît bien le monde occidental

KABOUL
de notre envoyée spéciale

Pachtoune, le nouveau président afghan est un proche des Américains, C'est dans la province d'Uruzgan, à 30 km de Kandahar où il conduit avec l'aide des forces spéciales américaines une offensive contre les talibans que Hamid Karzaï, le nouveau chef de l'exécutif provisoire afghan, aura appris sa nomination. A quarante-quatre ans – il est né le 24 décembre 1957 – ce Pachtoune de Kandahar, membre d'un petit clan de la tribu des Popolzaï n'est pas un novice en politique puisqu'il fut en 1992, le vice-ministre des affaires étrangères du premier gouvernement moujahidin à Kaboul.

Contrairement toutefois à ses pairs, Hamid Karzaï n'est pas un moujahidin et n'a pas participé au djihad (guerre sainte) contre les Soviétiques de 1979 à 1989. Dégoûté par les sanglantes luttes de pouvoir entre moujahidins, il démissionne vers 1994 et soutient la lutte des talibans qui, espère-t-il alors, vont nettoyer l'Afghanistan des petits commandants qui font régner la terreur, avant de remettre le pays à l'ex-roi Zaher Chah.

EN EXIL À QUETTA

A un moment il espère même être leur représentant à l'ONU, mais la nomination ne se fait pas et plus tard Hamid Karzaï nous expliquera qu'il avait alors compris que *« les talibans n'étaient qu'un outil du Pakistan »*. Ses relations avec le Pakistan où il vivait en exil à Quetta ont toujours été compliquées et il ne craignait pas d'accuser Islamabad de vouloir entraver son travail d'opposition aux talibans. Contrairement à ses deux frères, qui jusqu'à récemment vivaient à Washington où ils ont des restaurants, Hamid le cadet est toujours resté à Quetta où il recevait, dans la maison familiale, les anciens ou les chefs de tribus pachtounes, en compagnie de son père assassiné il y a deux ans à Quetta.

Aussi à l'aise à discuter accroupi sur un tapis que dans un salon à Washington ou à Londres, Hamid Karzaï a une large connaissance du monde occidental. Après Kaboul et l'Inde où il a étudié le droit, il a parfait sa formation aux Etats-Unis où il fut un moment consultant de l'entreprise pétrolière américaine Unocal, quand celle-ci étudiait la construction d'un oléoduc en Afghanistan.

Après les attentats du 11 septembre et *« la chute annoncée »* des talibans, il nous affirmait : *« Tout Afghan a deux souhaits : le retour de la souveraineté afghane et la fin des terroristes. »* Il souhaitait alors que les Etats-Unis laissent les Afghans agir et affirmait *« bombarder Kandahar ne va pas aider »*. C'est toutefois avec l'aide des Etats-Unis dont il est très proche, qu'il est rentré en Afghanistan il y a environ un mois, pour mener, parallèlement à l'ancien gouverneur de Kandahar Gul Agha, l'offensive sur le dernier fief des talibans.

Encerclé par les talibans au début de son séjour, les Américains l'avaient secouru par hélicoptère, avant de l'emmener dans la province d'Uruzgan. Interrogé sur ses préférences pour diriger l'exécutif provisoire, entre le Pachtoune Hamid Karzaï et l'Ouzbek, Abdul Sattar Sirat, le *« ministre des affaires étrangères »* de Kaboul, le Dr Abdullah affirmait, mardi 4 décembre, *« préférer l'idée que ce soit un Pachtoune. »*

Françoise Chipaux
Le Monde *du 6 décembre*

Zaher Chah, un roi lointain

En exil depuis vingt-huit ans, l'ancien monarque afghan reviendra dans son pays au printemps 2002 pour présider une assemblée traditionnelle de notables

Il devint roi d'Afghanistan à dix-neuf ans, en 1933, et régna quarante ans, avant d'être contraint à l'exil en Italie par le prince Daoud, qui proclama la république en 1973. Zaher Chah, monarque opportuniste et prudent, qui passait une partie de son temps à l'étranger, a toujours gardé ses distances avec son peuple.

Ses quarante ans de règne sont pourtant évoqués comme un âge d'or mythique par ceux qui s'en souviennent encore. Pachtoune, Zaher Chah parlait persan. Souverain féodal de peuples pratiquant un des islams les plus rétrogrades, il avait fait ses études au lycée Janson-de-Sailly à Paris, détestait les fastes royaux, se montrait rarement et semblait manifester peu d'appétit pour le pouvoir. Comme tant de pays du tiers-monde, l'Afghanistan était coupé en deux : d'une part, Kaboul, modernisée et ouverte aux influences extérieures, de l'autre, une campagne qui n'avait guère changé depuis des siècles et qui commençait aux portes de la capitale.

C'est un jeune homme timide de dix-neuf ans qui succéda à son père Nader Chah assassiné en 1933. Tradition oblige, ses oncles gouvernèrent vingt ans en son nom. Son cousin Mohamed Daoud les remplaça de 1953 à 1963 avant que Zaher Chah, dans une manifestation d'autorité qu'on ne lui imaginait pas, ne le congédie pour se saisir enfin des rênes de l'Etat.

Daoud prit sa revanche en 1973, et proclama la République. Les officiers pro-soviétiques qui l'avaient soutenu l'assassineront cinq ans plus tard. Ce fut le début de l'invasion de l'armée Rouge et de vingt-trois années de violences ininterrompues. Des violences passées Zaher Chah tira la leçon que, s'il fallait réformer l'Afghanistan, mieux valait ne pas faire trop de zèle. Après avoir un temps flirté avec l'Allemagne nazie et aryenne, Kaboul se rangea dans le camp de ses puissants voisins soviétique et britannique. Les Etats-Unis remplacèrent le Royaume-Uni après l'indépendance de l'empire des Indes, équilibrant des relations parfois délicates avec l'URSS.

Zaher Chah passait une partie de son temps à l'étranger, prenait les eaux en Italie. Ses sujets ne le voyaient pas et n'avaient parfois jamais entendu parler de lui. Michael Barry, qui a connu la *« belle époque »*, et écrit dans la collection Petite Planète un superbe *Afghanistan*, avant de mettre son expérience au service d'organisations non-gouvernementales, raconte que, pour la paysannerie, *« il n'aura jamais été autre chose qu'un portrait sur les billets de banque, reproduisant les traits du roi tels qu'ils étaient devenus vers 1952, le front chauve, le regard courroucé, la courte moustache militaire, le buste sanglé dans un uniforme »*.

Ses fils semblaient préférer la vie mondaine à l'occidentale à l'apprentissage du pouvoir. La grande famine de 1971-1972 fit au moins 100 000 morts et montra Zaher Chah sous son plus mauvais jour. Il ne se préoccupa guère du sort de ses sujets, comme jamais il ne s'est rendu depuis lors dans les camps où végètent des millions de réfugiés chassés par la guerre et la faim. Il fallut des protestations étrangères pour qu'il *« autorise »* la distribution d'urgence de 500 000 tonnes de blé d'aide internationale. Mais ce fut par le biais d'un programme corvée contre nourriture – rarement honoré –, car les *arbabs* (seigneurs) et les fonctionnaires avaient tout accaparé.

Zaher Chah préféra se réfugier dans une station thermale italienne. Ses yeux étaient malades ! C'est d'Italie qu'il apprendra sa destitution. Depuis, il a tenté de rallier ses compatriotes en faveur d'une alternative *« unitaire »* au pouvoir communiste, dont il rejettera les offres. Plus tard, après un faux pas qui l'avait amené à faire des avances aux talibans victorieux, il a pris ses distances face à un mollah Omar qui affirmait, contre toute réalité, que la monarchie était anti-islamique et menaçait de le pendre s'il rentrait au pays. Reconnaîtrait-il cet Afghanistan, qu'il a quitté il y a près de trente ans ?

Patrice de Beer
Le Monde *du 5 décembre*

Du choc du World Trade Center à la chute de Kandahar

ROBERT CLARK/AP

■ *L'attaque terroriste du 11 septembre.*

SEPTEMBRE

9. – Le commandant Massoud, chef de l'Alliance du Nord, est grièvement blessé par deux faux journalistes lors d'une interview.

11. – A 8 h 48, heure locale, un Boeing 767 d'American Airlines parti de Boston vers Los Angeles avec 92 personnes à bord, dont Berry Berenson, veuve de l'acteur Anthony Perkins, et détourné en vol vers New York, percute la tour nord du World Trade Center (WTC) qui s'embrase aussitôt. Quinze minutes plus tard, un autre appareil du même type d'United Airlines, également parti de Boston vers Los Angeles avec 65 personnes à bord, s'écrase contre la tour sud, devant les caméras de télévision qui retransmettent en direct la catastrophe. A 9 h 30, le président Bush déclare, depuis Sarasota (Floride) où il se trouve, qu'il s'agit *« semble-t-il d'une attaque terroriste dirigée contre notre pays »*.

Dix minutes plus tard, un Boeing 757 d'American Airlines ayant décollé de Washington vers Los Angeles s'abat sur le Pentagone, le ministère de la défense, dont une partie du bâtiment s'embrase. Aussitôt tous les vols commerciaux sont suspendus aux Etats-Unis, et les marchés boursiers fermés. A 9 h 55, la tour sud du WTC s'effondre sur les victimes et leurs sauveteurs.

A 10 h 10, un Boeing 757 d'United Airlines, parti de l'aéroport new-yorkais de Newark vers San Francisco avec 45 personnes à bord, s'écrase près de Pittsburgh (Pennsylvanie) après avoir été détourné vers Washington, et qu'une lutte eut opposé certains passagers aux pirates. A 10 h 30, la seconde tour du WTC s'effondre à son tour, entraînant la ruine de plusieurs immeubles voisins. Rudolph Giuliani, maire de New-York, ordonne l'évacuation de tout le sud de Manhattan. Le président Bush ne regagne la Maison Blanche que dans la soirée.

12. – L'ONU adopte la résolution 1368 appelant à traduire en justice les auteurs des attentats, qualifiés d'*« actes de guerre »* par le président américain. Pour la première fois, l'Otan applique son article 5 prévoyant qu'une attaque contre un seul des Etats membres équivaut à une attaque contre tous. Alors que l'enquête mène rapidement sur la voie du terrorisme islamiste, l'Organisation de la conférence islamique (OCI) condamne ces *« actes sauvages »* contraires à l'islam. Au Proche-Orient, dix Palestiniens sont tués lors d'incursions israéliennes dans la ville autonome de Jénine, en Cisjordanie.

13. – Le secrétaire d'Etat Colin Powell désigne Oussama Ben Laden, milliardaire d'origine saoudienne dirigeant, depuis l'Afghanistan, le réseau terroriste Al-Qaida, comme principal suspect. Plusieurs arrestations aux Etats-Unis et en Europe alimentent la crainte d'autres attentats en préparation. L'Otan et la Russie se déclarent *« unies dans leur résolution à ne pas laisser impunis les attentats »*, le Pakistan promet sa *« coopération sans limites »*, et Yasser Arafat invite les Etats arabes à envisager une coalition contre le terrorisme.

14. – Le Sénat autorise le président Bush à *« recourir à la force »* en votant un crédit de 40 milliards de dollars. L'état d'urgence est déclaré, et 50 000 réservistes rappelés. En ce jour de deuil national, des cérémonies ont lieu à Washington et à New York, et trois minutes de silence sont observées à midi dans le monde occidental. L'espace aérien américain est rouvert aux compagnies étrangères. Au Proche-Orient, des raids israéliens de représailles font 15 morts chez les Palestiniens.

15. – Alors que George W. Bush appelle à *« une longue croisade contre le terrorisme »*, le Pakistan autorise l'accès de son espace aérien et terrestre aux forces armées étrangères, tandis que l'Iran ferme sa frontière avec l'Afghanistan. Le même jour, la mort du commandant Massoud est annoncée.

16. – Oussama Ben Laden dément, dans un communiqué, toute implication dans les attentats.

17. – Le président Bush déclare vouloir Ben Laden *« mort ou vif »*. Après quatre séances de fermeture, Wall Street rouvre en limitant ses pertes à 7,13 %. L'armée pakistanaise est placée en état d'alerte, et Islamabad donne trois jours aux talibans pour livrer Ben Laden.

18. – L'ONU exige à l'unanimité la remise *« immédiate et inconditionnelle »* de Ben Laden. Jacques Chirac, premier chef d'Etat étranger à se rendre aux Etats-Unis après les attentats, précise les conditions de la coopération française. Les compagnies aériennes américaines annoncent, devant la chute du trafic aérien, de massives suppressions d'emplois. Au Proche-Orient, le cessez-le-feu entre Israéliens et Palestiniens est rompu par la mort d'une Israélienne.

19. – Dans le cadre d'une campagne baptisée « Justice sans limites », les armées américaines commencent à se déployer dans le golfe Persique. Kaboul exclut toute extradition d'Oussama Ben Laden d'Afghanistan.

20. – Devant le Congrès, le président américain lance un ultimatum aux talibans pour livrer Oussama Ben Laden, et invite tous les pays à former une coalition avec les Etats-Unis pour combattre le terrorisme international. La Commission des opérations de Bourse (COB) ouvre une enquête sur certains mouvements de titres avant les attentats.

21. – Un plan de sauvetage de 15 milliards de dollars pour l'industrie aérienne américaine est décidé par la Maison Blanche et le Congrès.

22. – Wall Street enregistre sa plus mauvaise performance hebdomadaire depuis octobre 1932 (– 14,26 %). Les Etats-Unis lèvent les sanctions imposées à l'Inde et au Pakistan depuis 1999 en raison de leurs essais nucléaires, et les Emirats arabes unis rompent leurs relations diplomatiques avec l'Afghanistan.

23. – Le secrétaire américain à la défense, Ronald Rumsfeld, annonce la perte d'un avion espion américain (sans pilote) au-dessus de l'Afghanistan. Le FBI interdit les vols d'avions agricoles après la découverte d'un manuel concernant les systèmes de pulvérisation des cultures appartenant au Franco-Marocain Habib Zacarias Moussaoui.

24. – Le président George Bush gèle les avoirs bancaires de 27 organisations et personnes liées au terrorisme, dont Oussama Ben Laden, qui appelle les musulmans du Pakistan à la *« guerre sainte »*. Le président Vladimir Poutine met les bases aériennes russes d'Asie centrale à la disposition des avions de la coalition, et ouvre l'espace aérien russe aux vols humanitaires.

25. – L'Arabie saoudite rompt ses relations diplomatiques avec les talibans. Les autorités américaines, craignant une polémique avec les théologiens musulmans, changent le nom de l'opération de représailles en « Liberté immuable ».

26. – En évoquant à Berlin la *« supériorité »* de la civilisation occidentale sur l'islam, le premier ministre italien Silvio Berlusconi provoque un tollé. La rencontre organisée, sous pression américaine, à Gaza entre le ministre israélien des affaires étrangères Shimon Pérès et Yasser Arafat ne parvient pas à calmer les violences au Proche-Orient.

27. – Le FBI publie les noms et les photos des 19 pirates de l'air du 11.

28. – Création à Rome d'un conseil suprême et d'un conseil militaire de l'opposition afghane sous l'égide de l'ancien roi Mohammad Zaher Chah, en exil depuis 1973. Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 1373, sur la lutte contre le financement du terrorisme.

OCTOBRE

2. – Les Etats-Unis présentent les « preuves » de l'implication d'Al-Qaida dans les attentats du 11 septembre. Tony Blair lance aux talibans : *« Livrez les terroristes ou rendez le pouvoir. »* La compagnie aérienne suisse Swissair, au bord de la faillite, suspend ses vols. L'administration Bush se prononce clairement pour la création d'un Etat palestinien.

3. – Devant l'Assemblée nationale, Lionel Jospin affirme que la France prendra *« toutes ses responsabilités aux côtés des Etats-Unis »*.

4. – Les Etats-Unis débloquent 320 millions de dollars d'aide aux réfugiés afghans, tandis que Tony Blair, qui déclare n'avoir aucun doute sur la responsabilité de Ben Laden, apporte le soutien de la Grande-Bretagne à George W. Bush.

5. – Pour la première fois aux Etats-Unis depuis 1976, on signale une mort causée par la maladie du charbon (anthrax) en Floride, où la psychose d'attaque bioterroriste se répand. Un premier contingent de mille fantassins américains gagne l'Ouzbékistan.

6. – La journaliste britannique Yvonne Ridley, détenue par les talibans depuis le 28 septembre, est libérée et remise aux autorités pakistanaises.

7. – Début des frappes ciblées américaines contre les bases d'Al-Qaida en Afghanistan, et sur plusieurs villes, dont Kaboul et Kandahar, accompagnées de largages d'aide humanitaire. Ben Laden réplique par vidéo sur la chaîne arabe Al-Jazira, annonçant que les Etats-Unis *« ne connaîtront jamais la sécurité tant que la Palestine ne la connaîtra pas »*, et se félicitant des attentats du 11 septembre.

AP

■ *7 octobre, la riposte américaine à Kaboul.*

8. – Le président pakistanais limoge deux hauts responsables militaires, alors que des manifestations de soutien aux talibans ont lieu dans plusieurs villes du pays. Le Conseil de défense de l'Afghanistan appelle au djihad (guerre sainte). Un deuxième cas d'anthrax est découvert en Floride.

9. – Première erreur de tir reconnue par les Américains : quatre Afghans travaillant pour l'ONU sont tués à Kaboul. Michel Peyrard, reporter à *Paris-Match*, est arrêté pour *« espionnage »* par les talibans. Lionel Jospin déclare à l'Assemblée nationale : « Je ne me laisserai pas entraîner dans un engrenage. »

10. – Pour la première fois, les avions américains utilisent des bombes à forte pénétration.

11. – Une enquête officielle est ouverte aux Etats-Unis après la découverte d'un troisième cas d'anthrax en Floride. Les talibans, qui rejettent l'offre de George W. Bush de livrer Oussama Ben Laden, font état de 185 morts depuis le début des frappes.

12. – Quatrième cas d'anthrax, à New York, sur une employée de la chaîne de télévision NBC.

13. – Des manifestations contre les frappes américaines rassemblent des milliers de personnes dans plusieurs villes européennes.

14. – Le président américain repousse la proposition talibane de négocier l'extradition d'Oussama Ben Laden.

15. – Une lettre contaminée vise le chef de la majorité démocrate du Sénat, Tom Daschle, alors que 14 cas sont recensés dans plusieurs Etats américains.

16. – Un entrepôt du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est touché par l'aviation américaine.

17. – Premiers bombardements sur le front, au nord de Kaboul. Les Quinze confirment leur *« totale solidarité avec Washington »*, où la Chambre des représentants suspend ses travaux après la découverte de cas de contamination à l'anthrax au Congrès. A New York, des traces de la maladie sont décelées dans les bureaux du gouverneur, George Pataki.

18. – Quatre proches de Ben Laden sont condamnés à New York à la réclusion criminelle à perpétuité dans le procès des attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie d'août 1998 (231 morts, dont 12 Américains). L'armée israélienne entre dans six villes autonomes palestiniennes.

19. – Premiers morts américains, après un accident d'hélicoptère (2 tués, plusieurs blessés).

20. – Premiers combats engageant des soldats américains au sol.

21-22. – Deux postiers de Washington meurent de la maladie du charbon.

23. – Des traces du bacille de l'anthrax sont découvertes dans du courrier adressé à la Maison Blanche. Le président Bush assure qu'il n'a pas *« la maladie du charbon »*, tandis que le Congrès reprend ses travaux. Paris et Moscou soulignent leur *« convergence »* sur l'Afghanistan. Le Pentagone admet plusieurs *« erreurs »* sur le terrain, à Herat et près de Kandahar, ayant fait plus de 150 morts.

25. – Le Pentagone confirme l'utilisation de bombes à fragmentation, et le Congrès adopte une loi antiterroriste « patriote » renforçant les moyens sécuritaires. A Peshawar (Pakistan), la conférence de la mouvance royaliste et traditionaliste afghane demande le départ de Ben Laden, et l'arrêt des opérations américaines.

26. – Exécution par les talibans du commandant Abdul Haq, héros de la résistance antisoviétique, qui tentait d'élargir la coalition anti-talibans. Le même jour, trois entrepôts du CICR sont détruits à Kaboul, et de nouvelles traces de la maladie du charbon sont détectées à la Cour suprême et au Congrès à Washington, ainsi qu'au siège de la CIA en Virginie.

28. – Les bombes américaines font 13 morts civils, dont 9 enfants, à Kaboul. Dix-sept personnes sont massacrées au cours d'un office chrétien au Pakistan. A New York, une cérémonie religieuse œcuménique réunit sur les ruines du World Trade Center (« Ground Zero ») neuf mille parents ou proches des disparus. L'armée israélienne se retire de Bethléem.

31. – Une quatrième victime de l'anthrax meurt à New York. Pour la première fois depuis le début de la campagne aérienne, des bombardiers lourds B-52 entrent en action.

NOVEMBRE

1er. – A Gaza, Tony Blair met en garde contre l'installation d'un *« fossé d'incompréhension »* entre l'Occident et le monde arabo-musulman. La Turquie, seul pays musulman de l'OTAN, annonce l'envoi de forces en Afghanistan.

3. – Libération du journaliste de *Paris-Match* Michel Peyrard, après vingt-cinq jours de détention. Les Etats-Unis confirment que les raids se poursuivront durant le ramadan, qui commence le 16. Ben Laden affirme sur Al-Jazira qu'il s'agit d'une *« guerre de religion »*. Yasser Arafat, président de l'Autorité palestinienne, et Shimon Pérès, ministre israélien des affaires étrangères, se rencontrent brièvement à Formentor (Majorque, Espagne) sans parvenir à renouer le dialogue.

4. – Les principaux chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne participant à la coalition se réunissent à Londres en sommet informel. Sur le terrain, les bombardements s'intensifient, alors que les talibans reçoivent des renforts venus du Pakistan.

6. – Le Pentagone reconnaît utiliser la bombe BLU-82, la plus grosse bombe classique du monde. Le président Bush appelle les alliés à prouver leur engagement : *« Ou bien on est avec nous, ou bien on est contre nous. »* Lors de sa deuxième visite à Washington depuis les attentats, Jacques Chirac souligne l'urgence d'une solution politique impliquant l'ONU, et indique que deux mille Français sont engagés dans les opérations militaires. Faillite de la compagnie aérienne belge Sabena, filiale de Swissair.

9. – L'Alliance du Nord, soutenue par l'aviation et les « conseillers » américains, s'empare de Mazar-e-Charif, ville stratégique du Nord désertée par les talibans. Ben Laden réplique en menaçant d'utiliser des armements nucléaires et chimiques.

AFP

■ *Une des rares images du mollah Omar, en 1996.*

11. – Trois journalistes, deux Français et un Allemand, trouvent la mort sur le front. Pour la première fois, Londres confirme la présence de ses troupes à l'intérieur de l'Afghanistan.

13. – Après la prise de Herat (Ouest), la veille, et prenant de court les Etats-Unis, les troupes de l'Alliance du Nord pénètrent dans Kaboul, abandonnée par les talibans. A Washington, le président russe Vladimir Poutine et George W. Bush se déclarent prêts à coopérer pour empêcher les terroristes de mettre la main sur des armes chimiques, biologiques ou nucléaires.

14. – L'ONU adopte à l'unanimité la résolution 1378 sur l'établissement d'une administration de transition en Afghanistan. Sur le terrain, les talibans se replient vers Kunduz (Nord-Est) et Kandahar (Sud, fief des talibans). Les huit humanitaires (Allemands, Australiens et Américains) arrêtés début août par les talibans pour *« prosélytisme religieux »* sont libérés par les forces américaines.

16. – Annonce de la mort, dans un bombardement, de l'Egyptien Mohammed Atef, chef militaire d'Al-Qaida, et cerveau présumé des attentats de 1998 et du 11 septembre. Dans une intervention télévisée, Jacques Chirac annonce que des soldats français assureront la sécurité humanitaire à Mazar-e-Charif, et que des avions français participeront aux frappes.

18. – Le président Rabbani, en exil depuis 1996, rentre à Kaboul, où il appelle à la *« réconciliation nationale »*.

19. – Quatre journalistes occidentaux trouvent la mort dans une embuscade. Colin Powell nomme deux émissaires pour le Proche-Orient, Anthony Zinni et William Burns.

YANNIS BEHRAKIS/REUTERS

■ *Des soldats de l'Alliance du Nord congratulés par les kaboulis.*

20. – Accord entre factions afghanes pour la tenue à Bonn (Allemagne) d'une conférence de l'ONU sur le futur gouvernement multi-ethnique afghan. Les Etats-Unis portent de 5 à 25 millions de dollars la récompense pour la capture de Ben Laden, tandis qu'à Washington, s'ouvre la première réunion sur la reconstruction économique de l'Afghanistan.

21. – L'Alliance du Nord autorise les femmes afghanes à remplacer la burqa par un simple voile.

22. – Le Pakistan ferme l'ambassade des talibans à Islamabad. La Croix-Rouge indique que plusieurs centaines de cadavres ont été découverts à Mazar-e-Charif, sans préciser les circonstances de leur mort.

23. – Premier pont aérien du Programme alimentaire mondial (PAM) depuis septembre, à partir du Tadjikistan.

25. – Après deux semaines de siège, l'Alliance du Nord s'empare de Kunduz (Nord). Des volontaires étrangers pro-talibans, prisonniers dans le fort de Qalae-Janghi, près de Mazar-e-Charif, se mutinent : la répression fait au moins 450 morts, dont un Américain de la CIA.

26. – Six cents marines américains se déploient près de Kandahar, dernier fief des talibans.

27. – Début de la conférence interafghane à Bonn (Allemagne) : quatre délégations y participent, comprenant trois femmes sans voile ni burqa.

28. – Le bilan des attentats du 11 septembre aux Etats-Unis est ramené à 3 711 morts et disparus. 603 personnes sont détenues dans le cadre de l'enquête. Sur 104 inculpés, 93 ont été rendus publics.

29. – Trois Israéliens sont tués lors d'un attentat-suicide commis par un Palestinien dans un bus au nord de Tel-Aviv. Le bilan des affrontements israélo-palestiniens en quatorze mois, depuis le début de la seconde Intifada, franchit le chiffre des mille morts (environ 800 Palestiniens et 200 Israéliens).

DÉCEMBRE

1er. – Quarante marsouins français, bloqués depuis le 19 novembre en Ouzbékistan, arrivent à Mazar-e-Charif.

1-2. – Plusieurs attentats de kamikazes palestiniens, les plus meurtriers depuis le début de la seconde Intifada, font une trentaine de morts et plus de deux cents blessés à Jérusalem et Haïfa. Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, écourte sa visite à Washington.

3. – Riposte israélienne : des raids lancés contre des bâtiments de l'Autorité palestinienne à Gaza et en Cisjordanie détruisent l'héliport de Yassar Arafat, le bloquant à Gaza.

4. – Début d'une offensive majeure près de Tora Bora (Sud), où pourraient se cacher Ben Laden et le mollah Omar, chef religieux des talibans.

5. – Signature, à Bonn, de l'accord sur la création du gouvernement intérimaire afghan, dirigé par le royaliste pachtoune Hamid Karzaï, et qui doit s'installer le 22. Une Loya Jirga, assemblée traditionnelle de notables, désignera, au printemps 2002, un chef d'Etat provisoire, et préparera l'arrivée d'une assemblée constituante. Trois militaires américains et cinq soldats de l'Alliance du Nord sont tués par une erreur de tir de l'aviation américaine.

6. – Reddition négociée des talibans à Kandahar. Mais les Etats-Unis excluent tout accord qui laisserait en liberté le mollah Omar.

7. – Deux mois après le début des opérations – et soixante ans après Pearl Harbor –, le président Bush salue la victoire de la *« bataille de la civilisation »*.

10. – Les bombardements aériens et les tirs d'artillerie lourde des forces américaines et afghanes se poursuivent dans la région de Tora Bora. Plus d'un millier de partisans de Ben Laden ainsi que le chef d'Al-Qaida seraient retranchés à l'intérieur d'un réseau de grottes et de bunkers.

Didier Rioux